Traité complet de droit rural appliqué, ou Guide théorique et pratique des propriétaires, fermiers, juges de paix... par [...]

Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France

Bourguignat, Auguste. Traité complet de droit rural appliqué, ou Guide théorique et pratique des propriétaires, fermiers, juges de paix... par Auguste Bourguignat,.... 1852.

1/ Les contenus accessibles sur le site Gallica sont pour la plupart des reproductions numériques d'oeuvres tombées dans le domaine public provenant des collections de la BnF.Leur réutilisation s'inscrit dans le cadre de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 :
*La réutilisation non commerciale de ces contenus est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur et notamment du maintien de la mention de source.
*La réutilisation commerciale de ces contenus est payante et fait l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service.

Cliquer ici pour accéder aux tarifs et à la licence

2/ Les contenus de Gallica sont la propriété de la BnF au sens de l'article L.2112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

3/ Quelques contenus sont soumis à un régime de réutilisation particulier. Il s'agit :

*des reproductions de documents protégés par un droit d'auteur appartenant à un tiers. Ces documents ne peuvent être réutilisés, sauf dans le cadre de la copie privée, sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.
*des reproductions de documents conservés dans les bibliothèques ou autres institutions partenaires. Ceux-ci sont signalés par la mention Source gallica.BnF.fr / Bibliothèque municipale de ... (ou autre partenaire). L'utilisateur est invité à s'informer auprès de ces bibliothèques de leurs conditions de réutilisation.

4/ Gallica constitue une base de données, dont la BnF est le producteur, protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

5/ Les présentes conditions d'utilisation des contenus de Gallica sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue dans un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.

6/ L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur, notamment en matière de propriété intellectuelle. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment passible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.

7/ Pour obtenir un document de Gallica en haute définition, contacter reutilisation@bnf.fr.

Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France

F

30036

TRAITÉ COMPLET

DE

DROIT RURAL

APPLIQUÉ.

TRAITÉ COMPLET

DE

DROIT RURAL

APPLIQUÉ,

OU

GUIDE THÉORIQUE ET PRATIQUE

DES

PROPRIÉTAIRES, FERMIERS, JUGES DE PAIX, MAIRES,

Élèves des Écoles d'agriculture, Vétérinaires experts, etc.,

PRÉSENTANT

LE DERNIER ÉTAT DE LA LÉGISLATION, DE LA DOCTRINE ET DE LA JURISPRUDENCE
SUR LES DROITS ET LES OBLIGATIONS DU PROPRIÉTAIRE DE FONDS RURAUX,
L'EXPLOITATION ET LE LOUAGE DE CES FONDS,
LES CHEMINS ET LES COURS D'EAU, LES PRODUITS AGRICOLES,
LA GARANTIE EN MATIÈRE DE VENTE D'ANIMAUX DOMESTIQUES,
LES ATTRIBUTIONS DES JUGES DE PAIX,
LA POLICE RURALE, ETC.;

BIBLIOTHÈQUE IMPÉRIALE
R.F.
IMPRIMÉS.

PAR AUGUSTE BOURGUIGNAT,

AVOCAT AU CONSEIL D'ÉTAT ET A LA COUR DE CASSATION.

PARIS,

IMPRIMERIE ET LIBRAIRIE D'AGRICULTURE ET D'HORTICULTURE
DE Mme Ve BOUCHARD-HUZARD,
5, RUE DE L'ÉPERON.

1852
1851

AVERTISSEMENT.

En attendant le moment fort éloigné, selon toute apparence, où le législateur, s'il juge cette tâche possible, entreprendra la codification des lois rurales, il appartient aux jurisconsultes de venir en aide au propriétaire et à l'agriculteur, et de réunir pour eux, en un corps de législation, de doctrine et de jurisprudence, tous les éléments disséminés du DROIT RURAL.

Tel est, pour notre part, le but que nous nous sommes proposé, espérant, par là, combler une lacune aussi évidente que regrettable. En effet, parmi les auteurs qui nous ont précédé, les uns, et ce sont les plus modernes, ont surtout donné des aperçus théoriques sur l'économie rurale, et ont prétendu indiquer non pas ce que le législateur a fait en réalité, mais bien plutôt ce que, selon eux, il eût dû faire; les autres, ceux qui pourraient apporter d'utiles enseignements à la pratique, ou n'ont embrassé qu'une faible partie de la matière, ou bien ont perdu le crédit qu'à l'origine ils ont pu inspirer. Presque un demi-siècle s'est écoulé depuis les publications qui avaient le plus justement attiré l'attention. Les ouvrages des Cappeau, des Vaudoré, des Fournel ont vieilli; ils ont cessé d'offrir à l'agriculture actuelle les éléments et les conditions de son organisation légale.

Le traité que nous présentons aujourd'hui au public se divise en quatre parties. Dans la première, nous examinons les principes légaux qui régissent la propriété du fonds rural, les droits et les obligations qui sont attachés à cette propriété particulière ou qui en résultent. La seconde comprend les règles qui président à l'exploitation que l'agriculteur fait de ce fonds, soit à titre de propriétaire, soit comme fermier ou colon partiaire. Dans la troisième, nous avons réuni et exposé toute cette portion de notre législation qui concerne la production agricole, telle que les animaux domestiques, les bois et forêts, les grains et céréales, et autres produits agrestes. La quatrième partie, enfin, vient compléter le plan et pour ainsi dire le dominer, par cela même que nous y traitons des lois qui ont établi la police et l'organisation administratives et judiciaires auxquelles se trouvent assujettis l'agriculture et le domaine rural.

En ouvrant cet ouvrage, on s'apercevra facilement, nous l'espérons, que nous nous sommes efforcé d'y imprimer un double caractère.

Élémentaire, il présente la théorie de la science, disposée dans un ordre méthodique, d'après un plan tout à la fois philosophique et naturel; en vue d'en faciliter l'étude et d'aider aux recherches, nous y avons multiplié à dessein les divisions de la matière et les indications des objets si divers que le droit rural soumet à son régime.

Pratique, il contient, en un format portatif, mais presque compacte, un résumé complet de la législation, de la doctrine et de la jurisprudence dans leur dernier état au 1er août 1851, ainsi qu'un nombre considérable de décisions usuelles, de solutions d'une continuelle application.

Maintenant, disons quelques mots de la rédaction même de l'ouvrage. Sans doute, la nécessité où nous nous sommes trouvé de ménager l'espace ne nous a pas permis d'aborder la discussion aussi souvent que nous l'eussions voulu; mais nous nous sommes gardé d'y manquer toutes les fois qu'il s'est agi d'une question importante ou très-controversée. Dans tous les cas, partout où nous avons dû nous borner à un court énoncé d'une difficulté, nous avons toujours exprimé au moins le principal motif déterminant parmi tous ceux qui avaient contribué à nous faire adopter telle solution plutôt que telle autre; puis, pour suppléer, autant que possible, à l'absence des raisons subsidiaires que le manque d'espace nous forçait à passer sous silence, nous avons eu recours à des annotations sans nombre, à des renvois multipliés aux auteurs et aux arrêts qui, dans notre sens ou dans le sens opposé, pouvaient éclairer la question soulevée et ses difficultés.

Ces annotations et ces renvois sont d'ailleurs, dans notre pensée, une portion intégrante et importante de notre ouvrage; elles en complétent l'utilité pratique; l'on pourrait même dire qu'elles en accroissent outre mesure le volume et l'étendue : grâce à elles, à leur nombre, à leurs détails, tous les livres, tous les monuments de doctrine et de jurisprudence qui s'y trouvent indiqués et cités, deviennent comme les annexes et le complément de notre traité de droit rural.

Nous nous contenterons, en finissant, de faire remarquer qu'indépendamment de la table ordinaire, présentant les divisions et les subdivisions de l'ouvrage, nous avons placé à la fin du volume une seconde table générale et rédigée par ordre alphabétique de tous les mots caractéristiques des notions qui y sont renfermées.

TABLE DES MATIÈRES

REPRÉSENTANT

LE TABLEAU SYNOPTIQUE

DU

TRAITÉ COMPLET DE DROIT RURAL

APPLIQUÉ.

PRÉLIMINAIRES.

	Nos.	Pages.
I. Des choses soumises au régime du droit rural.	2	1
II. Des deux sortes de dispositions dont ce droit se compose : lois et usages locaux.	5	3
III. Division générale de ce traité.	9	5

PREMIÈRE PARTIE.

De la propriété du fonds rural.	10	6

TITRE Ier.

COMMENT S'ACQUIERT ET SE TRANSMET LA PROPRIÉTÉ DU FONDS RURAL.	11	7
CHAPITRE Ier. *De la vente du fonds rural.*	12	*ib.*
SECTION 1re. De la délivrance du fonds vendu.	13	*ib.*
Article 1er. Ce que doit comprendre cette délivrance. . . .	15	8
Article 2. Du défaut et de l'excédant de contenance.	17	*ib.*
SECTION 2. De la garantie.	25	10
§ 1er. Garantie en cas d'éviction.	26	*ib.*
Article 1er. Effets de l'éviction totale.	27	11
Article 2. Effets de l'éviction partielle.	38	12
Article 3. Modification de la garantie par la convention. . . .	42	13
Article 4. Effets des formules modificatrices les plus usuelles.	47	14

	Nos.	Pages.
Article 5. Quand cesse cette garantie.	54	16
§ 2. Garantie des défauts du fonds vendu.	55	*ib.*
CHAPITRE II. *De l'acquisition par alluvion.*	67	19
§ 1er. Des alluvions et relais.	68	*ib.*
Article 1er. Alluvions et relais susceptibles d'acquisition . .	69	*ib.*
Article 2. A qui profite l'alluvion.	74	21
Article 3. Partage de l'alluvion.	80	22
§ 2. Des atterrissements.	82	23
§ 3. Des îles et îlots.	89	25
§ 4. De la compétence en matière d'alluvion.	93	26
CHAPITRE III. *Des autres manières d'acquérir et de transmettre la propriété du fonds rural.*	94	*ib.*
TITRE II.		
DES DROITS ET PRÉROGATIVES ATTACHÉS A LA PROPRIÉTÉ DU FONDS RURAL.	101	30
CHAPITRE Ier. *Des droits, attributs naturels de la propriété du fonds rural.*	102	*ib.*
§ 1er. Du droit de clôture.	103	*ib.*
Article 1er. Des différents genres de clôture.	104	*ib.*
Article 2. Des effets de l'état de clôture.....	110	32
1° ... relativement au parcours et à la vaine pâture. . . .	111	*ib.*
2° ... aux occupations de terrains et extractions de matériaux.	113	33
3° ... à l'exercice de la chasse.	116	34
4° ... aux défrichements.	117	35
5° ... aux crimes et délits.	118	*ib.*
Article 3. De quelques restrictions au droit de se clore. . .	119	*ib.*
Article 4. De la propriété des clôtures et de leur mitoyenneté.	120	36
Article 5. Dispositions protectrices des clôtures.	132	38
§ 2. Du droit de bornage.	133	39
Article 1er. Nature de ce droit.	134	*ib.*
Article 2. Exercice du droit de bornage.	136	40
1° Exercice proprement dit.	*ib.*	*ib.*
2° Des deux modes de cet exercice.	147	42
Mode amiable.	*ib.*	*ib.*
— judiciaire, action en bornage.	148	43
Article 3. Dispositions protectrices des bornes et limites. . .	149	*ib.*
§ 3. Du droit de libre exploitation.	150	*ib.*
§ 4. Du droit d'accession.....	151	*ib.*
Article 1er. ..... sur tout ce qui est produit par le fonds rural.	152	44
1° Acquisition des fruits.	*ib.*	*ib.*
2° Exception au principe en faveur du possesseur de bonne foi.	159	46

	Nos.	Pages.
Article 2. ..... sur tout ce qui s'unit et s'incorpore au fonds. .	160	47
1° Constructions, plantations, fouilles.	161	*ib.*
2° Terrains formés ou délaissés par les cours d'eau. . . .	177	51
3° Animaux qui d'un fonds sont passés dans un autre. . .	178	52
§ 5. De la propriété du dessus et du dessous du sol.	179	*ib.*
§ 6. De la propriété des eaux non courantes qui naissent ou tombent sur le fonds.	180	*ib.*
§ 7. Du droit de chasse.	181	53
§ 8. Du droit de défendre le fonds rural contre les entreprises des bêtes fauves.	187	56
CHAPITRE II. *Des droits attachés, comme prérogatives, à la propriété du fonds rural que borde ou traverse un cours d'eau non navigable ni flottable.*	189	57
§ 1er. Du droit à l'usage privatif de ces eaux.	190	58
§ 2. Du droit de pêche.	191	*ib.*
§ 3. Du droit aux îles et îlots d'alluvion.	197	60
TITRE III.		
DES RESTRICTIONS QUI GRÈVENT OU PEUVENT GREVER LA PROPRIÉTÉ DU FONDS RURAL.	198	61
CHAPITRE Ier. *Des restrictions établies en vue de l'intérêt public.* .	199	*ib.*
SECTION 1re. De l'impôt foncier.	200	62
1° Assiette de l'impôt.	201	*ib.*
2° Exemptions en faveur de certains fonds ruraux. . . .	202	63
3° Payement et recouvrement de l'impôt.	206	64
4° Demandes en dégrèvement.	211	65
SECTION 2. Des sacrifices imposés par la loi à la propriété rurale. .	213	*ib.*
§ 1er. Des sacrifices absolus ; expropriations.....	214	*ib.*
1° ..... en cas de travaux d'utilité publique.	*ib.*	*ib.*
2° ..... pour l'établissement de fortifications.	216	66
3° ..... pour l'exécution d'un chemin vicinal.	218	*ib.*
§ 2. Des sacrifices partiels ; charges et servitudes d'utilité publique.	219	67
Article 1er. Des servitudes de fouilles et d'occupations temporaires de terrains, dans le cas d'exécution de travaux publics.	220	*ib.*
Article 2. Servitudes résultant de la proximité des grandes routes.	232	73
1° Curage des fossés, jet de terre.	*ib.*	*ib.*
2° Écoulement des eaux des routes.	234	*ib.*
3° Plantations riveraines.	235	74
4° Alignement.	237	77
5° Essartement des rives.	238	*ib.*
6° Interdiction des fouilles.	239	*ib.*

	Nos.	Pages.
Article 3. Des servitudes résultant de la proximité des voies vicinales.	240	78
Article 4. De la servitude résultant de la proximité d'un chemin public impraticable.	241	*ib.*
Article 5. Des servitudes affectant le fonds riverain des cours d'eau navigables et flottables.	246	79
1° Chemin de halage et de contre-halage.	*ib.*	*ib.*
2° Interdiction des fouilles.	258	82
Article 6. Des servitudes résultant des nécessités de l'approvisionnement de Paris.	259	*ib.*
1° Servitude de passage.	*ib.*	*ib.*
2° Servitude de pacage.	260	*ib.*
3° Marchepied pour le flottage.	261	83
4° Servitude de port.	262	*ib.*
Article 7. Des servitudes résultant de la proximité des bois et forêts.	263	84
1° Exception au droit de requérir l'élagage.	*ib.*	*ib.*
2° Exceptions au droit de construire, etc.	264	85
Article 8. Des servitudes grevant les fonds qui recouvrent des mines et minières.	265	*ib.*
Article 9. De la servitude de parcours et de vaine pâture.	267	86
CHAPITRE II. *Des restrictions d'intérêt privé qui grèvent ou peuvent grever la propriété du fonds rural.*	287	90
SECTION 1re. Des servitudes établies sur un fonds pour l'utilité particulière d'un autre fonds.	288	*ib.*
§ 1er. Des servitudes qui dérivent de la situation des lieux.		91
Article 1er. Servitude relative à l'écoulement naturel des eaux.	291	*ib.*
Article 2. Assujettissement au bornage.	296	92
§ 2. Des servitudes établies par la loi.		*ib.*
Article 1er. Servitudes de passage pour le cas d'enclave.	297	*ib.*
Article 2. Servitudes de conduite d'eau et d'appui.	308	96
Article 3. Servitudes relatives à la distance, à l'élagage et à l'extirpation des plantations intermédiaires.	309	97
1° Distance.	*ib.*	*ib.*
2° Élagage, extirpation.	322	104
Article 4. Servitude de mitoyenneté.	325	105
Article 5. Servitudes relatives à la distance des constructions intermédiaires.	326	106
§ 3. Des servitudes établies par le fait de l'homme.	327	*ib.*
Article 1er. Des différentes espèces de servitudes conventionnelles et de leur acquisition.	328	*ib.*
Article 2. Exercice des servitudes conventionnelles.	339	109
Article 3. Comment s'éteignent ces servitudes.	345	110
SECTION 2. Des restrictions qui peuvent grever la propriété d'un fonds au profit des personnes.	349	111

	Nos.	Pages.
1° Emphytéose.	350	112
2° Domaine de superficie.	352	*ib.*
3° Rentes perpétuelles.	354	113
4° Droit de retour.	355	*ib.*
5° Pacte de réméré.	356	*ib.*
6° Usufruit.	357	*ib.*
7° Droit d'usage.	363	115

DEUXIÈME PARTIE.

De l'exploitation agricole.	369	117

TITRE Ier.

DES MODES USITÉS D'EXPLOITATION AGRICOLE.	370	118
CHAPITRE Ier. *De l'exploitation personnelle.*	371	*ib.*
CHAPITRE II. *Du fermage ou bail à ferme.*	373	*ib.*
SECTION 1re. De la forme et des preuves du contrat.	374	119
SECTION 2. Des obligations du bailleur.	380	122
§ 1er. Délivrance du fonds au fermier.	381	*ib.*
§ 2. Entretien du fonds.	392	125
§ 3. Obligation de faire jouir paisiblement le fermier.	396	126
Article 1er. Garantie des troubles apportés à la jouissance.	397	*ib.*
1° Trouble de la part des tiers.	398	*ib.*
Voie de fait pure et simple.	399	127
Action concernant la propriété.	400	*ib.*
2° Trouble de la part du propriétaire.	404	128
3° Trouble causé par la perte partielle ou totale du fonds.	407	*ib.*
Article 2. Garantie des vices ou défauts du fonds.	408	129
SECTION 3. Des obligations du fermier.	411	130
§ 1er. Jouissance du fermier.....	412	*ib.*
Article 1er. ..... en bon père de famille.	415	131
Article 2. ..... suivant la destination du fonds loué.	420	133
Article 3. ..... suivant les clauses du bail.	426	134
§ 2. Payement des fermages.	428	135
§ 3. Obligation de restituer le fonds donné à bail.	440	139
Article 1er. Responsabilité en cas de perte de la chose et en cas d'incendie.	441	*ib.*
Article 2. Dénonciation des usurpations.	444	140
Article 3. Réparations locatives.	449	*ib.*
Article 4. Empêchement permanent à la prescription du fonds par le fermier.	453	141

	Nos.	Pages.
SECTION 4. De la concession du bail et de la sous-amodiation. . .	460	144
SECTION 5. Des effets du bail à ferme à l'égard des tiers. . . .	463	146
SECTION 6. Des indemnités dues aux fermiers pour pertes de récoltes.	471	147
SECTION 7. De la fin du bail à ferme.	479	149
§ 1er. Expiration du terme.	480	*ib.*
§ 2. Résolution du contrat.	483	150
§ 3. Obligations réciproques du fermier entrant et du fermier sortant.	485	*ib.*
SECTION 8. De la tacite réconduction.	491	152
SECTION 9. Du privilége accordé par la loi au propriétaire du fonds donné à bail.	495	153
CHAPITRE III. *Du métayage ou bail à colonie partiaire.* . . .	507	155
TITRE II.		
DES AGENTS DU TRAVAIL AGRICOLE.	521	161
CHAPITRE Ier. *Du caractère légal qu'il faut reconnaître aux individus, à raison de la nature agricole de leurs travaux.* .	522	*ib.*
CHAPITRE II. *Des rapports réciproques des chefs d'exploitation rurale et des gens du travail agricole.*	525	162
SECTION 1re. Du louage des gens de travail.	526	*ib.*
SECTION 2. De la responsabilité des maîtres relativement aux fautes des gens de travail qu'ils emploient.	541	166
TITRE III.		
DES MOYENS DE CULTURE.	549	169
CHAPITRE Ier. *Des animaux et ustensiles aratoires, engrais, semences, etc., et autres moyens de culture proprement dits.*	550	*ib.*
§ 1er. Du caractère légal des animaux, ustensiles, etc., attachés à l'exploitation d'un fonds.	551	170
§ 2. Du louage et du prêt des animaux et ustensiles aratoires pour la culture.	559	172
§ 3. De la récolte des varechs destinés à l'engrais des terres. .	561	173
§ 4. Dispositions relatives à l'emploi et à la préservation des moyens et instruments aratoires.	567	175
CHAPITRE II. *Des voies de communication agricoles.*	570	176
SECTION 1re. Des chemins publics.	571	*ib.*
§ 1er. Des grandes routes.	572	*ib.*
Article 1er. Domanialité de ces routes.	573	*ib.*

	Nos.	Pages.
Article 2. Dispositions relatives aux transports agricoles effectués sur les grandes routes.	574	177
§ 2. Des chemins vicinaux:	579	182
Article 1er. Propriété et imprescriptibilité des chemins vicinaux.	580	*ib.*
Article 2. Déclaration et reconnaissance de la vicinalité.	585	184
Article 3. Redressement et ouverture de ces chemins.	588	185
Article 4. Déclassement et droit de préemption.	590	*ib.*
Article 5. De quelques moyens pour la confection et l'entretien des chemins.	594	186
1° Occupations de terrains, extractions de matériaux.	595	*ib.*
2° Prestations en nature.	596	187
3° Subventions spéciales dues par certaines exploitations de produits ruraux.	604	189
Article 6. Règlements des préfets pour la police de ces chemins.	605	190
§ 3. Des chemins ruraux et carraires.	609	191
SECTION 2. Des chemins privés.		196
§ 1er. Des deux espèces de chemins privés et de leurs caractères distinctifs.	620	*ib.*
§ 2. Dispositions spéciales à chaque espèce de chemins privés.		199
Article 1er. Des voies agraires.	623	*ib.*
Article 2. Des chemins ou passages de servitude.	627	201
1° Chemin légal.	628	*ib.*
2° Chemin conventionnel.	629	*ib.*
CHAPITRE III. *Des eaux*.	635	202
SECTION 1re. Des eaux publiques.	636	203
§ 1er. De la domanialité des cours d'eau navigables et flottables.	637	*ib.*
§ 2. De la propriété des cours d'eau non navigables et flottables.	647	205
§ 3. Des différentes natures de service que les eaux publiques peuvent rendre à l'exploitation rurale.	*ib.*	209
Article 1er. Usages communs.	648	*ib.*
Article 2. Usages privatifs.	653	211
I. Concessions sur les cours d'eau navigables et flottables.	654	*ib.*
II. Usage des riverains sur les cours d'eau non navigables ni flottables.	658	212
1° Nature de cet usage.	659	*ib.*
2° Exercice, modes et limites de cet usage.	661	213
3° Réglementation de l'usage des eaux.	676	216
Nature, étendue, limites du pouvoir réglementaire.	678	217
Autorités compétentes pour l'exercer.	685	220
Demandes en règlements d'eau.	689	222
Oppositions à ces demandes.	692	224
Décrets portant règlement d'eau.	693	225
4° Partage des eaux non réglementées.	696	220
5° Perte totale ou partielle de l'usage des eaux.	697	227

	Nos.	Pages.
§ 4. Charges imposées aux intéressés dans l'usage des eaux publiques.		229
1° Curage.	702	*ib.*
2° Travaux de préservation.	704	230
SECTION 2. Des eaux privées.	705	*ib.*
§ 1er. Règles générales.	706	231
§ 2. Règles spéciales.....	708	*ib.*
Article 1er. ..... aux sources.	709	*ib.*
Article 2. ..... aux eaux pluviales.	726	237
Article 3. ..... aux torrents.	734	239
Article 4. ..... aux canaux non navigables.	735	240
Article 5. ..... aux étangs.	742	241
1° Leur établissement.	743	242
2° Propriété du sol couvert par les eaux.	745	*ib.*
3° Double propriété dont les étangs sont susceptibles.	751	244
4° De quelques charges spéciales qui peuvent grever la propriété des étangs.	752	*ib.*
5° Inondations produites par les étangs.	754	245
6° Desséchement d'étangs.	758	246

TITRE IV.

DES PRINCIPALES OPÉRATIONS QUI PRÉPARENT LA MISE EN CULTURE ET L'EXPLOITATION DU FONDS RURAL. 762 248

CHAPITRE Ier. *Du défrichement des terres vaines et vagues, et des dispositions qui favorisent cette opération.* 763 *ib.*

1° Attribution des terres vaines et vagues aux communes. 764 *ib.*
2° Dispositions relatives aux terres vaines et vagues de l'ancienne Bretagne. 765 249
3° Primes d'encouragement pour le défrichement. 768 250

CHAPITRE II. *Du desséchement des marais et des terrains submergés.* 769 *ib.*

SECTION 1re. Des desséchements de marais pour cause d'utilité publique. 770 251
Article 1er. Des deux modes d'exécution pour les travaux de desséchement. 772 *ib.*
1° Exécution par l'État. 773 *ib.*
2° Concession. 774 *ib.*
Article 2. Des mesures à prendre préalablement à tous travaux. 777 253
1° Nomination d'une commission. 778 *ib.*
2° — d'un syndicat de propriétaires. 779 *ib.*
3° — d'experts. 780 *ib.*
4° Fixation de l'étendue, de l'espèce et de la valeur estimative des marais. 781 254

	Nos.	Pages.
Article 3. Des marais pendant le cours des travaux. . . .	784	255
Article 4. Des marais après le desséchement, et de l'estimation de leur valeur.	786	*ib.*
Article 5. De la plus-value, de sa répartition et de son payement.	788	256
Article 6. Des cas où l'expropriation du marais devient nécessaire.	792	257
Article 7. Des terrains occupés pour les travaux de desséchement.	793	258
Article 8. De la conservation des travaux de desséchement. .	794	*ib.*
Article 9. Des juges compétents pour statuer dans les débats relatifs aux marais et à leur desséchement. . . .	797	259
SECTION 2. Des desséchements d'intérêt particulier et du drainage.	801	260
CHAPITRE III. *De la fixation des dunes*.	806	262
Article 1er. Des mesures préalables aux travaux de fixation. .	808	263
Article 2. Des dunes après les travaux et de la conservation des plantations.	809	264
CHAPITRE IV. *Du colmatage*.	811	265

TITRE V.

DES PRINCIPALES OPÉRATIONS QUI COMPLÈTENT L'EXPLOITATION DU FONDS RURAL. 812 266

CHAPITRE Ier. *Du labour*.	813	*ib.*
1° Anticipations.	814	*ib.*
2° Reprises de terrains.	816	268
CHAPITRE II. *De l'irrigation*.....	819	271
SECTION 1re. ..... des fonds riverains.	820	*ib.*
SECTION 2. ..... des fonds non riverains.	821	*ib.*
§ 1er. De la conduite des eaux pour l'irrigation à distance. . .	823	273
Article 1er. Elle peut être obtenue par le propriétaire.....	824	*ib.*
Article 2. ..... dans le but d'irriguer.	825	274
Article 3. ..... pour les eaux dont il a le droit de disposer.....	827	*ib.*
1° ... à titre de propriétaire.	828	275
2° ... à titre de simple usager.	831	276
3° ... à titre de concessionnaire.	832	277
Article 4. ..... sur les fonds intermédiaires.	836	282
1° Parcours de l'aqueduc.	837	*ib.*
2° Fonds exemptés.	838	283
Article 5. Nature et exercice du droit de conduite d'eau. . .	840	*ib.*
§ 2. De la conduite d'eau pour l'égouttement des fonds irrigués.	842	285
§ 3. Du droit d'appui.	845	*ib.*

	Nos.	Pages.
Article 1er. Il ne peut être obtenu que par le propriétaire riverain.....	846	286
Article 2. ..... sur la propriété du riverain opposé.	848	287
Article 3. Nature du droit d'appui.	850	288
Article 4. De la mitoyenneté du barrage.	851	*ib.*
§ 4. Dispositions communes aux droits de conduite d'eau, d'égouttement et d'appui.	857	290
Article 1er. De l'indemnité et de ses éléments.	858	991
Article 2. Jugement des contestations.	865	293
Article 3. Réserve des lois relatives à la police des eaux.	870	294

TROISIÈME PARTIE.

De la production agricole.	871	295
TITRE Ier.		
DE LA PRODUCTION VÉGÉTALE.	872	296
CHAPITRE Ier. *Des produits agrestes*..	873	*ib.*
SECTION 1re. Dispositions générales relatives à tous les produits agrestes.		*ib.*
§ 1er. Des différents caractères qu'il faut reconnaître à ces produits, selon qu'ils adhèrent au sol ou qu'ils en sont détachés.	874	*ib.*
2. Dispositions protectrices des champs et des produits agrestes qui s'y trouvent abandonnés à la foi publique, contre diverses entreprises.	876	297
1° Enlèvement des engrais dans les champs.	877	298
2° Jet d'une semence nuisible.	878	*ib.*
3° Passage de l'homme.	879	299
4° Faits des animaux.	884	300
Passage.	885	*ib.*
Introduction.	886	301
Garde à vue.	887	*ib.*
Abandon.	888	*ib.*
Pacage.	889	*ib.*
5° Coupe et dévastation de récoltes, plants, greffes.	890	302
Coupe de grains et fourrages.	891	*ib.*
Abatage et mutilation d'arbres, destruction de greffes.	892	*ib.*
Dévastation de récoltes et plants d'arbres.	896	303
6° Maraudage et vol de récoltes et de fruits dans les champs.	898	*ib.*
7° Incendie de récoltes.	902	304
§ 3. De la saisie-brandon.	906	305

	Nos.	Pages.
§ 4. Des bans de récoltes.	918	308
§ 5. De la récolte des produits agrestes.	920	310
§ 6. Du glanage des fruits abandonnés dans les champs après la récolte.	923	*ib.*
§ 7. De la libre disposition et de la vente des produits agrestes.	937	314
SECTION 2. Dispositions particulières à certains produits agrestes.		*ib.*
§ 1er. Des grains ou céréales.	939	*ib.*
Article 1er. De leurs semailles.		315
1o Chaulage.	940	*ib.*
2° Rizières.	941	316
Article 2. De la vente des grains en vert.	942	*ib.*
Article 3. Du commerce et de la circulation des grains et farines.	947	318
1° Commerce intérieur.	948	*ib.*
2° Commerce extérieur.	952	319
§ 2. Des vignes et des boissons ayant une origine végétale.	954	320
§ 3. Des pépinières.	960	321
§ 4. De la culture du tabac.	963	322
1° Dispositions générales.	964	*ib.*
2° Culture pour l'approvisionnement des manufactures nationales.	972	324
3o Culture pour l'exportation.	974	*ib.*
4° Infractions aux dispositions précédentes.	975	325
CHAPITRE II. *Des produits forestiers.*	980	326
SECTION 1re. Des deux sortes de bois et forêts.	981	*ib.*
§ 1er. Des bois et forêts soumis au régime forestier.	982	*ib.*
Article 1er. Leurs délimitation et bornage avec les propriétés riveraines.	983	327
Article 2. Concession des parcelles usurpées, avant 1836, dans les bois domaniaux.	991	329
§ 2. Des bois et forêts appartenant aux particuliers.		330
Article 1er. Jouissance des propriétaires.	992	*ib.*
Article 2. Charges d'utilité publique.	995	*ib.*
1° Endigage du Rhin.	996	331
2° Prohibition du défrichement.	998	*ib.*
SECTION 2. Des droits d'usage dans les bois et forêts.	1006	334
Article 1er. Des différentes sortes de droits d'usages forestiers.	1007	*ib.*
Article 2. De la nature de ces droits.	1010	336
Article 3. Preuves de leur existence.....	1016	337
1° ..... dans les forêts de l'État.	1017	*ib.*
2° ..... dans tout autres forêts.	1018	338
Article 4. De l'étendue du droit d'usage.	1022	*ib.*
Article 5. De l'exercice de ce droit.		340
1° Formalités préalables.	1028	*ib.*
Délivrance.	1029	*ib.*
Défensabilité.	1033	341

	Nos.	Pages.
2° Exercice proprement dit.	1036	342
Usage au bois.	1037	*ib.*
Usage au pâturage.	1044	343
Article 6. De l'extinction des usages.....	1051	345
1° ..... d'après les règles du droit commun.	1052	*ib.*
2° ..... par le cantonnement.	1056	346
3° ..... par le rachat.	1059	*ib.*
SECTION 3. Police et conservation des bois et forêts.	1063	348
§ 1er. Prohibitions et injonctions d'ordre public.		*ib.*
Article 1er. Dispositions applicables à tous les bois et forêts en général.	1064	*ib.*
Article 2. Dispositions applicables seulement aux bois et forêts soumis au régime forestier.	1069	349
§ 2. Des délits forestiers.		351
Article 1er. Poursuites exercées au nom de l'administration forestière.	1075	*ib.*
Article 2. Poursuites exercées au nom et dans l'intérêt des particuliers.	1088	354
Article 3. Des peines et condamnations pour tous les bois et forêts en général.	1092	355
TITRE II.		
DE LA PRODUCTION ANIMALE.	1111	359
CHAPITRE Ier. *Des animaux domestiques.*	1112	*ib.*
SECTION 1re. De la vente et de l'échange des animaux domestiques.	1113	*ib.*
§ 1er. De la garantie des défauts cachés, en cas de vente ou échange d'animaux destinés à la production.	1114	360
Article 1er. Des vices rédhibitoires qui donnent lieu à la garantie.	1115	*ib.*
1° Vices rédhibitoires pour le cheval, l'âne et le mulet.	1116	361
La fluxion périodique des yeux.	*ib.*	*ib.*
L'épilepsie ou mal caduc.	1117	362
La morve.	1118	*ib.*
Le farcin.	1119	*ib.*
Les maladies anciennes de poitrine ou vieilles courbatures.	1120	363
L'immobilité.	1121	*ib.*
La pousse.	1122	364
Le cornage chronique.	1123	*ib.*
Le tic sans usure de dents.	1124	365
Les hernies inguinales intermittentes.	1125	*ib.*
La boiterie intermittente pour cause de vieux mal.	1126	*ib.*
2° Vices rédhibitoires pour l'espèce bovine.	1127	366
La phthisie pulmonaire ou pommelière.	1128	*ib.*
L'épilepsie ou mal caduc.	1129	367

	Nos.	Pages.
Les suites de la non-délivrance après le part chez le vendeur.	1130	368
Le renversement du vagin ou de l'utérus après le part chez le vendeur.	1131	*ib.*
3° Vices rédhibitoires pour l'espèce ovine.	1132	369
La clavelée.	*ib.*	*ib.*
Le sang-de-rate.	1133	370
Article 2. De l'action résolutoire et de la procédure en matière de garantie.	1134	371
Article 3. Étendue de la garantie.	1152	375
Article 4. Des cas où cesse la garantie.	1163	377
Article 5. De la faculté accordée aux contractants de modifier la garantie légale.	1167	378
Article 6. S'il est dû garantie pour les races non dénommées et pour les vices non spécifiés dans la loi de 1838. . .	1172	379
§ 2. De la garantie dans le cas de vente d'animaux destinés à la consommation.	1176	381
SECTION 2. Du louage des animaux domestiques ou du bail à cheptel.	1180	383
§ 1er. Du cheptel simple.	1186	385
§ 2. Du cheptel à moitié.	1198	387
§ 3. Du cheptel donné par le propriétaire à son fermier ou colon partiaire.	1200	388
Article 1er. Du cheptel donné au fermier.	1201	*ib.*
Article 2. Du cheptel donné au colon partiaire.	1208	389
§ 4. Du cheptel dit *de vaches*.	1212	390
SECTION 3. De la responsabilité des maîtres relativement aux dégâts causés par les animaux domestiques laissés à l'abandon.	1217	391
SECTION 4. De la protection accordée par la loi aux animaux domestiques.	1224	392
§ 1er. Dispositions ayant pour objet le maintien des animaux domestiques en la puissance de leurs maîtres. . . .	1225	*ib.*
§ 2. Dispositions relatives aux mauvais traitements, aux blessures et à la mort infligés aux animaux domestiques. . . .	1229	394
§ 3. Dispositions relatives aux précautions que le détenteur d'animaux doit prendre pour prévenir les contagions. . .	1236	396
CHAPITRE II. *De certaines espèces d'animaux sauvages placées sous la mainmise de l'homme.*	1240	397
§ 1er. Des pigeons de fuie et de colombier.	1241	*ib.*
§ 2. Des lapins de garenne.	1249	399
§ 3. Des poissons d'étang ou réservoir.	1255	400
§ 4. Des essaims d'abeilles.	1257	401

QUATRIÈME PARTIE.

Nos. Pages.

De l'organisation administrative et civile de l'agriculture et de la police rurale. 1262 405

TITRE Ier.

DE L'ACTION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE EN MATIÈRE RURALE. . 1263 406

CHAPITRE Ier. *Division des matières rurales entre les diverses branches de l'administration publique. . . . . 1264 ib.*

1o Attributions du ministère de l'intérieur. . . . . 1265 *ib.*
2o ..... du ministère des travaux publics. . . . . 1266 *ib.*
3o ..... du ministère des finances. . . . . 1267 *ib.*
4° ..... du ministère de l'agriculture. 1268 407

CHAPITRE II. *Des institutions administratives ayant pour but l'amélioration et les progrès de l'agriculture. . . 1269 408*

SECTION 1re. De la représentation de l'agriculture. . . . . *ib.*
1° Comices agricoles. . . . . 1270 *ib.*
2° Chambres d'agriculture. 1276 409
3° Conseil général d'agriculture. 1289 411
4° Sociétés locales, Société nationale. 1295 412
SECTION 2. De l'enseignement agricole. 1296 413
§ 1er. Écoles d'agriculture. . . . . 1297 *ib.*
1° Fermes-écoles. . . . . 1298 *ib.*
2° Écoles régionales. . . . . 1299 *ib.*
3o Institut national agronomique. 1302 414
4° Dispositions générales. . . . . 1305 *ib.*
§ 2. Écoles spéciales. . . . . *ib.*
1° École nationale forestière. . . . . 1307 *ib.*
2° Écoles vétérinaires. 1311 416
3° École des haras. 1313 418
SECTION 3. Des institutions et des mesures qui ont pour objet l'amélioration des races d'animaux domestiques. . . . . 1314 *ib.*
1° Haras, vacheries, bergerie de l'État. . . . . 1315 *ib.*
2o Étalons approuvés. . . . . 1316 *ib.*
3o Étalons autorisés. 1317 419
4° Concours d'animaux, courses, etc. . . . . 1318 *ib.*

TITRE II.

DE L'ACTION DE LA JUSTICE CIVILE EN MATIÈRE RURALE. . . 1319 420

CHAPITRE Ier. *Des attributions des juges de paix en matière rurale. . . . . 1320 ib.*

	Nos.	Pages.
SECTION 1re. Attributions contentieuses.	1321	420
§ 1er. Actions en payement de fermages, congé, résiliation de baux, expulsion des lieux, et en validité de saisie-gagerie. .	1322	*ib.*
§ 2. Action en indemnité du fermier contre le propriétaire pour non-jouissance du fait de celui-ci.	1327	422
§ 3. Action du propriétaire contre le fermier pour dégradations et pertes.	1332	424
§ 4. Actions pour dommages aux champs, fruits et récoltes, relatives à l'élagage des arbres ou haies, et au curage des fossés et canaux.	1335	425
1° Règles communes de compétence.	*ib.*	*ib.*
2° Dommages aux champs.	1339	426
3° Élagage.	1343	427
4° Curage.	1345	428
§ 5. Action relative aux réparations locatives des fermes. . . .	1346	*ib.*
§ 6. Action relative aux gage et salaire des gens de travail. . .	1349	429
§ 7. Actions possessoires.	1351	430
Article 1er. Nature et objet des actions possessoires.	1352	*ib.*
Article 2. Des différentes espèces d'actions possessoires. . .	1354	431
1° Complainte.	1355	*ib.*
2° Réintégrande.	1356	432
3° Dénonciation de nouvel œuvre.	1358	433
Article 3. Conditions nécessaires pour que ces actions puissent être exercées.	1359	434
1° Possession.....	1360	*ib.*
..... continue.	1361	*ib.*
..... non interrompue.	1362	*ib.*
..... paisible.	1363	435
..... publique.	1364	*ib.*
..... non équivoque.	1365	*ib.*
..... à titre de propriétaire.	1366	*ib.*
..... annale.	1368	*ib.*
..... n'ayant pas cessé depuis plus d'un an; annalité de l'action.	1370	436
2° Trouble.	1371	*ib.*
Article 4. Des choses qui, en matière rurale, peuvent être ou non l'objet des actions possessoires.	1374	437
1° Entreprises contre le domaine public.	1375	*ib.*
2° Usurpation de terres, de chemins privés.	1376	*ib.*
3° Usurpation d'arbres, haies, fossés et autres clôtures. . .	1377	438
4° Placement ou déplacement de bornes.	1378	*ib.*
5° Entreprises sur les eaux.....	1380	440
..... eaux navigables et flottables.	1381	*ib.*
..... sources, eaux pluviales, étangs, réservoirs, puits. .	1382	*ib.*
..... cours d'eau non navigables ni flottables. . . .	1385	441
6° Troubles apportés à l'exercice des servitudes.	1388	442

	Nos.	Pages.
7o Troubles apportés à la possession de droits personnels immobiliers.....	1391	443
..... usufruit, emphytéose.	*ib.*	*ib.*
..... usage.	1392	444
..... droit de chasse.	1393	*ib.*
..... droit de pêche.	1394	*ib.*
Article 5. Par qui et contre qui peut être intentée l'action possessoire.	1395	*ib.*
§ 8. Action en bornage.	1399	445
§ 9. Action relative à la distance des plantations.	1407	449
SECTION 2. Attributions extrajudiciaires.	1411	450
CHAPITRE II. *Des attributions des cours et tribunaux civils.*	1414	*ib.*
TITRE III.		
DE LA POLICE RURALE.	1417	452
CHAPITRE Ier. *De la police administrative.*	1418	*ib.*
SECTION 1re. Attributions des maires.	1419	*ib.*
§ 1er. Tranquillité des campagnes.	1420	453
§ 2. Salubrité des campagnes.	1422	*ib.*
1° Inondations.	1423	*ib.*
2° Propreté des rues, abreuvoirs et mares.	1424	454
3° Fumiers, eaux et matières insalubres.	1425	*ib.*
4° Rouissage.	1426	*ib.*
5° Maladies contagieuses des bestiaux et épizooties; enfouissement des animaux morts.	1427	*ib.*
§ 3. Sûreté des campagnes.	1430	457
1° Voirie municipale et rurale.	1431	*ib.*
2° Incendies.	1432	*ib.*
3° Excavations.	1433	458
4° Divagation des chiens et autres animaux.	1434	*ib.*
5° Conduite des animaux dans les rues ou aux abreuvoirs publics.	1435	*ib.*
6° Echenillage.	1436	459
SECTION 2. De quelques attributions des préfets relatives à la police rurale.	1444	460
§ 1er. Police de la chasse.	1446	461
Article 1er. Délivrance du permis.	1447	*ib.*
Article 2. Règlements relatifs à l'ouverture et à la clôture de la chasse.	1451	462
Article 3. Règlements relatifs aux modes et procédés de chasse.	1456	464
§ 2. Police de la pêche.	1462	465
§ 3. Mesures concernant les battues de louveterie et la destruction des animaux sauvages malfaisants.	1463	466

	Nos.	Pages.
CHAPITRE II. *De la police judiciaire.*	1469	467
SECTION 1re. Des différentes espèces de faits punissables en matière rurale.		468
§ 1er. Des contraventions.	1470	*ib.*
Article 1er. Contraventions prévues par le code pénal, en matière rurale.	1471	*ib.*
1° Première classe.		*ib.*
2° Deuxième classe.	1474	469
3° Troisième classe.	1476	470
Article 2. Contraventions prévues par des lois spéciales. . .	1479	471
§ 2. Des délits.	1480	*ib.*
Article 1er. Délits ruraux proprement dits.	1481	472
Article 2. Délits forestiers.	1482	*ib.*
Article 3. Délits de chasse.	1483	473
1° Première classe.	1484	*ib.*
2° Seconde classe.	1485	*ib.*
3° Cas où il y a lieu à aggravation de peine.	1486	474
Article 4. Délits de pêche.	1490	475
§ 3. Des crimes.	1498	477
SECTION 2. De la recherche des faits punissables.		478
§ 1er. Des agents qui ont mission d'effectuer cette recherche. . .	1499	*ib.*
Article 1er. Des gardes spécialement préposés pour veiller sur les fonds et les produits ruraux.		*ib.*
1° Gardes champêtres.	1500	*ib.*
2° Gardes forestiers.	1509	480
3° Gardes particuliers.	1511	481
Article 2. Des autres officiers et agents de police judiciaire. .	1517	482
§ 2. De la constatation, par procès-verbaux, des faits punissables.	1518	483
Article 1er. Compétence du rédacteur.	1519	*ib.*
Article 2. Formalités.	1520	484
1° Procès-verbaux des gardes.	1523	*ib.*
2° Procès-verbaux des autres agents de la police judiciaire.	1529	485
Article 3. Autorité des procès-verbaux.	1530	*ib.*
SECTION 3. De la poursuite et de la prescription des faits punissables, en matière rurale.	1531	486

FIN DE LA TABLE.

EXPLICATION

DES

ABRÉVIATIONS PRINCIPALES

CONTENUES DANS LES NOTES.

Arr.	*signifie*	arrêté des consuls, du Directoire ou des ministres, selon l'époque indiquée.
Arr. du cons.	—	arrêt du conseil du roi.
Arr. de règlem.	—	arrêt de règlement rendu par un parlement.
C.	—	code de Justinien.
C. C.	—	code civil.
C. com.	—	code de commerce.
C. for.	—	code forestier.
C. inst.	—	code d'instruction criminelle.
C. pén.	—	code pénal.
C. proc.	—	code de procédure civile.
Cass., Paris, Orléans, etc.,	—	arrêt de la cour de cassation, de la cour d'appel de Paris, d'Orléans, etc.
Circul.	—	circulaire ministérielle.
Confl. ou Trib. des confl.	—	décision du tribunal des conflits.
Cons. d'Ét.	—	décision du conseil d'État.
D.	—	Digeste ou Pandectes.
Décl.	—	déclaration du roi.
Décr.	—	décret.
Inst.	—	instruction d'un ministre ou d'une administration.
L.	—	loi.
Ord.	—	ordonnance royale ou de police.
Règl.	—	règlement du roi.

— Le renvoi pur et simple, ou précédé de l'abréviation CONF. (*conforme*), aux arrêts et aux auteurs cités dans les notes, indique que ces arrêts et ces auteurs se prononcent pour la solution donnée dans le texte même du livre.

— Le mot CONTRA, précédant, dans les notes, l'indication d'arrêts ou d'auteurs, signifie que ces arrêts et auteurs contiennent une décision *contraire* à la solution donnée dans le texte du livre.

— Voir, — suivi simplement d'un numéro, indique un renvoi à un autre passage de l'ouvrage même, passage que le numéro cité fera facilement trouver.

TRAITÉ COMPLET

DE

DROIT RURAL

APPLIQUÉ.

PRÉLIMINAIRES.

I. Des choses soumises au régime du droit rural.
II. Des deux sortes de dispositions dont ce droit se compose : lois et usages locaux.
III. Division générale de ce traité.

1. Le droit rural est l'ensemble des dispositions qui régissent les choses *affectées de* RURALITÉ.

2. I. Donc, pour déterminer l'étendue du ressort dans lequel s'effectue l'application de ce droit spécial, et pour circonscrire par cela même la matière de ce traité, il importe que nous nous demandions, tout d'abord, quelles sont ces choses, quelle en est la nature, sous quelle dénomination particulière chacune d'elles est connue; mais nous ne parviendrons évidemment à le savoir qu'en nous rendant compte de l'idée qu'emportent avec eux les mots que nous venons de souligner plus haut, comme les caractérisant.

3. On croit généralement qu'une chose est toujours frappée de ruralité et se trouve, à ce titre, soumise aux règles du droit rural, par cela qu'elle est placée ou située hors de l'enceinte d'une ville ou d'un bourg, dans ce qu'on nomme ordinairement la campagne

ouverte ou la plaine (1); c'est là une notion erronée ou tout au moins incomplète. Un héritage, bien que situé aux champs, ne peut-il pas servir simplement à l'agrément de son propriétaire, ou n'avoir qu'un usage purement industriel? N'est-ce pas en rase campagne que s'élève le château élégant et que, le plus souvent, se développe la vaste façade de l'usine? Il est évident que ces immeubles perdent, par le fait de leur destination voluptuaire ou manufacturière, le bénéfice de leur situation champêtre, et que le louage, par exemple, n'en est pas soumis aux règles qui régissent le bail des héritages ruraux. En effet, lorsqu'il s'agit de déterminer le droit auquel des objets doivent être assujettis, c'est leur destination surtout, et non pas tant le lieu qui les renferme, qu'il faut considérer; les règles du droit, avant tout, ayant pour but de protéger cette destination et de la rendre aussi fructueuse que possible pour le public et pour les particuliers. A ce compte, nous dirons donc qu'une chose est rurale, serait-elle située dans l'enceinte d'une ville, si elle donne ou si elle concourt à donner une production agricole.

4. Cela posé, les objets qui subissent le régime du droit rural se trouvent immédiatement déterminés, et l'énumération s'en présente d'elle-même. — Avant tout, c'est *le fonds rural*, c'est-à-dire le sol, en état de production actuelle, tel que les terres labourables, les prairies, les forêts, etc., ou susceptible de produire à l'aide de certains travaux, comme les marais, les dunes, etc. — Puis, ce sont *les produits* eux-mêmes, qui se trouvent être de deux natures différentes, selon qu'ils appartiennent soit à la production végétale: ainsi les céréales, certaines boissons, les plantes légumineuses, textiles, herbagères, etc.; soit à la production animale, qui tire sa substance de la terre pour la lui rendre continuellement. — Ensuite, entre ces deux sortes de choses, entre le sol et ses produits, entre le principe et les effets, se placent *les moyens*, *les instruments*, qui, sans rien produire par eux-mêmes, ou sans avoir une origine rurale, viennent aider à la production agricole et y concourir; tels sont les servitudes ou services fonciers, qui semblent reculer les limites matérielles de l'héritage et l'agrandir aux dépens de ce qui

(1) *Dict. de l'Acad.*, RURAL, qui appartient aux champs, qui concerne les champs, la campagne.

l'entoure, les voies de communication et les cours d'eau, le matériel de l'exploitation comprenant les instruments et les animaux aratoires, etc. — Enfin il n'est pas jusqu'aux *hommes* eux-mêmes que, sous certains rapports spéciaux, le droit rural ne soumette à son régime. S'il appartient, en effet, à la loi civile ou politique de régler tout ce qui concerne les droits et les obligations résultant en général pour nous de l'état de société où nous vivons, le droit rural règle, à un point de vue particulier, les droits et les obligations qui dérivent de ce que nous sommes soit propriétaires du fonds rural, soit agents seulement, soit bénéficiaires de la production agricole. Cette triple situation, que l'homme peut occuper, donne naissance à des actions ou à des exceptions, c'est-à-dire à des moyens de défendre les droits dont, à raison de sa qualité, il se trouve investi.

5. II. Les règles auxquelles se trouvent assujetties les choses affectées de ruralité et dont l'ensemble forme, ainsi que nous l'avons dit, le corps du droit rural, sont de deux sortes. Les unes sont d'une application générale et universelle sur la surface du territoire français. Les autres, au contraire, varient selon les localités; elles sont appropriées à l'état, au climat, à l'agriculture, à la production du canton, de la commune qu'elles régissent spécialement. Celles-là sont toujours écrites et ont dû être promulguées selon certaines formes solennelles; celles-ci restent verbales et se transmettent traditionnellement. Les premières émanent de la volonté expresse de l'autorité, ayant pouvoir de légiférer, et se nomment *lois;* les secondes désignent des manières d'agir qui, dans une localité, sont tournées en habitude et sont appelées *usages locaux.*

6. La valeur des usages locaux a été consacrée formellement par le législateur, et l'on doit s'y référer dans tous les cas spéciaux où il y a renvoyé expressément. C'est ce qui doit avoir lieu, notamment en matière d'usufruit, pour l'ordre et la quotité des coupes de bois taillis et la jouissance des pépinières et des vignes, des produits périodiques à prendre sur les arbres (1); — en matière de

(1) 590, 591, 593 C. C.

cours d'eau, pour les prises et les retenues d'eau (1); — en matière de plantations et de travaux intermédiaires, pour la distance à observer (2); — en matière de conventions, pour toutes les suites que l'usage donne à l'obligation, d'après sa nature (3); — en matière de vente, pour l'indication des vices rédhibitoires, dont il est dû garantie (4); — en matière de bail rural, pour le mode de jouissance du preneur, la désignation des réparations locatives, la tacite réconduction, les obligations réciproques des fermiers entrants et sortants (5); — en matière de vaine pâture, pour l'existence de ce droit et le nombre de bêtes qui sont admises au parcours (6); — en matière de ban de vendanges, de glanage, râtelage, grappillage, pour l'indication de l'époque où ces opérations peuvent s'effectuer (7). Ainsi, pour tous les cas qui viennent d'être mentionnés, l'autorité des usages locaux est pareille à celle de la loi proprement dite.

7. Cependant, pour qu'il en soit ainsi et pour qu'il ait tout le caractère d'une loi, l'usage local doit réunir certaines conditions. 1° Il faut que le législateur en ait formellement autorisé l'application dans le cas spécial sur lequel il s'agit de prononcer; 2° il ne doit point être contraire aux principes de la législation en vigueur, ni opposé à une disposition expresse de la loi (8); 3° le principe invoqué comme coutume doit avoir été déjà appliqué, en tant que règle obligatoire, à différentes reprises et pendant un long espace de temps (9).

8. Quand l'existence de l'usage est contestée, c'est évidemment à celui qui l'invoque et qui prétend s'en prévaloir qu'il appartient de l'établir. La nature de l'usage étant de ne point être écrit, il s'ensuit que son existence peut être prouvée par tous moyens : par l'apport des livres, des actes publics et privés qui en font mention ou qui s'y réfèrent; — par la production de *pareres*, certifiant

(1) 645 C. C. — (2) 671, 674 *id.* — (3) 1135, 1159 *id.* — (4) 1648 *id.* — (5) 1766, 1754, 1759, 1777 *id.* — (6) 3, 11, 12, 13, 14, sect. IV, tit. Ier, L. 28 sept. 1791. — (7) 1 *id.* — 21, tit. II *id.*

(8) Amiens, 21 décembre 1821 (Landrieux).

(9) Zachariæ, t. Ier, p. 37.

qu'il existe de notoriété publique; enfin même par le témoignage verbal (1).

9. III. Maintenant que nous avons dit quelles sont les choses qui, à raison de leur caractère, sont assujetties au régime du droit rural, et quelle est la double nature des dispositions dont se compose ce droit, nous devons entrer en matière. L'ordre qu'il importe de suivre se présente d'ailleurs de lui-même et ressort de tout ce qui précède. Le principe, les moyens, le résultat; c'est-à-dire le sol rural, les instruments naturels et artificiels qu'emploie l'agriculteur, la production agricole : voilà le triple objet d'études qui s'offre tout d'abord et tout naturellement à nos yeux. Il se complète immédiatement par l'examen du régime organisateur qui domine ces trois objets principaux du droit rural. Donc, ce traité se divisera en quatre parties principales dont nous donnons les titres : 1° de la propriété du fonds rural; 2° de son exploitation; 3° de la production agricole; 4° de l'organisation administrative et civile de l'agriculture et de la police rurale. — Sous chacun de ces titres généraux viendront se ranger, dans un ordre aussi naturel que philosophique, les détails nombreux et compliqués de la législation agricole et des applications du droit rural.

(1) Bourges, 16 nov. 1830 (Quenisset); Poitiers, 7 janv. 1834 (Fey).

PREMIÈRE PARTIE.

DE LA PROPRIÉTÉ DU FONDS RURAL.

10. Il faut se garder de confondre ensemble, ainsi qu'il arrive trop souvent, les expressions de *fonds ruraux* et d'*immeubles ruraux*. Les fonds ruraux sont toujours des immeubles. Mais les immeubles ruraux ne sont pas toujours des fonds; c'est ce qui a lieu pour les animaux et les ustensiles aratoires qui, dans certains cas spéciaux, et à raison de circonstances particulières, peuvent contracter un caractère immobilier; pour les cours d'eau et les chemins qui, ne donnant par eux-mêmes aucuns produits, ne sont que des moyens et des auxiliaires de l'exploitation agricole. Le fonds rural, en effet, est seulement le sol susceptible d'appropriation privée et ayant pour destination actuelle ou prochaine la production agricole, soit qu'il procure la production végétale, comme les terres labourables, les forêts, dunes, marais, etc.; soit qu'il prépare la production animale, comme les prairies, les garennes, étangs, etc.

La propriété du fonds rural consiste dans le droit de jouir et de disposer du fonds dont on est le maître, conformément aux lois (1). Il y a donc lieu d'examiner successivement comment l'on acquiert et l'on transmet la propriété de ce fonds, et quelle est l'étendue de la jouissance à laquelle donne lieu ce droit de propriété.

(1) 544 C. C.

TITRE Ier.

COMMENT S'ACQUIERT ET SE TRANSMET LA PROPRIÉTÉ DU FONDS RURAL.

11. On obtient la propriété du fonds rural et on le fait *sien*, soit quand il vous est transmis légalement par celui qui antérieurement le possédait, soit lorsqu'on l'acquiert, ainsi qu'il arrive par la prescription, indépendamment de la volonté du précédent propriétaire (1). Parmi les diverses manières de parvenir à cette propriété, il en est deux desquelles nous traiterons séparément, *la vente* et *l'alluvion;* certaines règles de la première et la nature de la seconde les faisant rentrer d'une façon plus spéciale dans la matière du droit rural. Quant aux autres, comme elles sont complétement du ressort du droit civil, il nous suffira de les signaler dans un chapitre commun, où nous examinerons également si, comme l'enseigne un auteur, *l'accrue* et *l'occupation* sont, en réalité, des moyens d'acquérir la propriété du fonds rural.

CHAPITRE Ier.

DE LA VENTE DU FONDS RURAL.

12. Celles qui, parmi les règles de la vente, concernent spécialement les fonds ruraux sont relatives à la double obligation qui incombe au vendeur de délivrer le fonds vendu et de le garantir (2).

SECTION 1re.

De la délivrance du fonds vendu.

13. La délivrance du fonds vendu en est la remise effective, la tradition réelle (3). Aucun mode particulier n'est exigé pour cette délivrance. S'il s'agit de bâtiments ruraux, d'une ferme par exemple, le vendeur remet les clefs à l'acheteur. Dans tous les cas, il lui transmet les titres de propriété et le laisse agir sur le fonds vendu en seigneur et maître, et tout est dit (4).

14. Au reste, la délivrance n'est plus nécessaire aujourd'hui pour

(1) 711, 712 C. C. — (2) 1603 *id.* — (3) 1604 *id.* — (4) 1605 *id.*

le transport du droit de propriété, qui, aux termes de la loi nouvelle, passe du vendeur à l'acheteur par la seule force du consentement (1).

ARTICLE 1er.

Ce que doit comprendre cette délivrance.

15. Le fonds rural doit être délivré en l'état où il se trouve au moment de la vente. A partir de cet instant, les produits et les fruits appartiennent à l'acquéreur (2), sauf conventions contraires.

16. L'obligation de délivrer le fonds comprend, à moins de stipulations contraires, celle de le livrer avec ses accessoires et tout ce qui a été destiné à son usage perpétuel (3); c'est-à-dire les services fonciers, tels que les droits de passage, puisage, etc., qui y seraient afférents, comme aussi les animaux, les instruments aratoires, les semences, fourrages, pailles et engrais attachés par le propriétaire à son exploitation, et qui, à raison de cette destination, se sont immobilisés avec le sol même et doivent en suivre le sort.

ARTICLE 2.

Du défaut et de l'excédant de contenance.

17. On peut vendre un fonds sans en déterminer la contenance, par exemple en en désignant la situation par le nom de la contrée, et en en déterminant les limites ou confins par l'indication des tenants ou aboutissants. Dans ce cas, les parties sont présumées avoir l'une et l'autre connu la contenance du fonds, mais sans vouloir y avoir égard.

18. Mais, quand il y a stipulation de contenance, le vendeur est tenu de délivrer cette contenance telle qu'elle est portée au contrat (4). Dans le mesurage, on doit comprendre les chemins d'exploitation et les haies, murs, fossés, et, s'il y a lieu, la *marge* de terrain qui aurait été laissée en dehors de ces clôtures. Si les haies, les murs ou fossés sont mitoyens, et si les chemins d'exploitation sont communs, le mesurage ne comprend que la moitié de leur largeur ou de leur épaisseur (5).

(1) 1138, 1583 C. C. — (2) 1614 *id.* — (3) 1615 *id.* — (4) 1616 *id.*
(5) Duranton, tome XVI, nº 255.

Ce principe reçoit, en matière de vente de fonds ruraux, les applications suivantes :

19. Supposons d'abord que la vente a été faite avec indication de contenance *à raison de tant la mesure*. Le mesurage s'effectue, et à la suite de cette opération il peut se présenter l'un des deux résultats suivants : il y a *moins* ou il y a *plus* que la contenance portée au contrat. — Si la contenance est moindre, l'acquéreur peut exiger celle qui a été déclarée. S'il ne l'exige pas, ou s'il est impossible au vendeur de parfaire la différence, celui-ci est obligé de souffrir une diminution proportionnelle du prix (1). — Si, au contraire, il se trouve une contenance plus grande que celle exprimée au contrat, l'acquéreur a le choix de fournir le supplément de prix ou de se désister du contrat, pourvu, toutefois, que l'excédant soit d'un vingtième au-dessus de la contenance déclarée (2).

20. Admettons maintenant, pour hypothèse, que les fonds ont été vendus, toujours à la vérité avec indication de contenance, mais non plus à raison de tant la mesure; un prix unique a été stipulé. Eh bien, dans ce cas, et du reste dans tous les autres qui ne seraient pas celui de l'hypothèse précédente, l'excédant et le déficit ne donnent lieu à augmentation ou à diminution de prix qu'autant qu'ils produisent une différence d'un vingtième en plus ou en moins, « eu égard à la valeur de la totalité des objets vendus (3). » — De ces derniers mots résulte que le vingtième dont il s'agit ici n'est pas le vingtième *en étendue*, comme dans l'hypothèse précédente, mais bien le vingtième *en valeur*.

21. Dans le cas où, suivant la dernière hypothèse, il y a lieu à augmentation de prix pour excédant de mesure, l'acquéreur a le choix ou de se désister du contrat, ou de fournir le supplément du prix, et ce avec les intérêts, s'il a gardé l'immeuble (4).

22. Les règles dont il vient d'être parlé sont encore applicables au cas où il a été vendu deux fonds par le même contrat et pour un seul et même prix, avec désignation de la mesure de chacun. S'il se trouve moins de contenance en l'un et plus en l'autre, on fait compensation jusqu'à due concurrence, et, pour ce

(1) 1617 C. C. — (2) 1618 *id.* (3) 1619 *id.* — (4) 1620 *id.*

qui reste en plus ou en moins, il y a lieu à une augmentation ou à une diminution, suivant ce qui vient d'être exposé (1).

23. La loi accorde, à peine de déchéance, une année, à compter du jour du contrat, soit au vendeur pour intenter l'action en supplément de prix, soit à l'acquéreur pour poursuivre la diminution du prix ou la résiliation de la vente (2).

24. Disons, enfin, que les règles qui précèdent ne sont applicables qu'à défaut de stipulations spéciales. Les contractants sont toujours libres de convenir que la différence, quelque minime qu'elle puisse être, entraînera, dans tous les cas, soit la réduction ou l'augmentation du prix, soit la résiliation du contrat, ou même que la vente aura lieu, sans aucune garantie de contenance.

Lorsque des stipulations de ce genre sont proposées à l'acheteur, elles doivent éveiller sa sollicitude, et, s'il les accepte, il y a lieu de présumer qu'avant la vente il a pris connaissance de ce qu'il lui importait de savoir (3).

SECTION 2.

De la garantie.

25. La garantie que le vendeur doit à l'acquéreur a deux objets : le premier est la possession paisible du fonds ; le second, les défauts cachés de ce fonds ou les vices redhibitoires (4).

§ 1er. — *Garantie en cas d'éviction.*

26. Soit que l'éviction consiste dans l'abandon total ou partiel du fonds auquel le vendeur serait contraint, soit qu'elle résulte de charges prétendues et réclamées sur ce fonds, la garantie en existe de plein droit, à moins que les causes de cette éviction n'aient été déclarées lors de la vente (5), ou qu'il ne ressorte des faits et circonstances que, malgré la non-déclaration, l'acquéreur a eu pleine connaissance de ces causes (6). Les conséquences de l'obligation diffèrent, selon que l'éviction est totale ou partielle.

(1) 1623 C. C. — (2) 1622 *id.* — (3) 1619, 1134, 1133 *id.* — (4) 1625 *id.* — (5) 1626 *id.* — (6) L. 1, § 2, D. *de act. empt. et vendit.*; L. 27, C. *de evict.* — Cass. 20 juin 1843 (Lebourg).

ARTICLE 1er.

Effets de l'éviction totale.

27. Si l'éviction est totale, la garantie entraîne pour le vendeur les quatre conséquences suivantes (1) :

28. Premièrement, il doit restituer le prix en entier.

29. Cette restitution ne devrait pas moins être complète, bien que le fonds vendu se trouvât, au moment de l'éviction, diminué de valeur ou même détérioré matériellement, soit par la négligence de l'acheteur, soit par des accidents de force majeure (2).

30. Cependant, si l'acheteur avait tiré un bénéfice des dégradations qu'il a commises, le vendeur aurait le droit de retenir sur le prix une somme égale à la valeur de ce profit (3). « Par exemple, dit Pothier, vous m'avez vendu un héritage pour le prix de 50,000 fr. ; j'ai fait abattre une futaie qui était sur cet héritage, que j'ai vendue pour le prix de 10,000 fr. J'ai été condamné à délaisser cet héritage et à payer au demandeur originaire la somme de 10,000 fr. que j'ai reçue pour prix de la futaie. Vous ne devez pas, sur l'action de garantie que j'ai donnée contre vous, être condamné à payer pour moi cette somme de 10,000 fr., outre la restitution que vous devez me faire du prix entier de 50,000 fr. que je vous ai payé; car, si cela était, il est évident que je profiterais des 10,000 fr. à vos dépens, ce que l'équité ne permet pas (4). »

31. Si, au contraire, le fonds vendu se trouve avoir augmenté de prix à l'époque de l'éviction, indépendamment même du fait de l'acquéreur, le vendeur est tenu de lui payer ce que ce fonds vaut au-dessus du prix de la vente (5).

32. Par le même motif, il est tenu de rembourser ou de faire rembourser à l'acquéreur, par celui qui l'évince, toutes les réparations et améliorations utiles qu'il aura faites au fonds (6).

33. Les obligations du vendeur deviendraient plus étendues encore, s'il était établi qu'il eût été de mauvaise foi lors du contrat, c'est-à-dire qu'il eût vendu le fonds d'autrui, sachant qu'il n'en était pas le propriétaire. Dans ce cas, il serait obligé de rembourser

(1) 1630 C. C. — (2) 1631 *id.* — (3) 1632 *id.* — (4) *De la vente*, n° 126. — (5) 1633 C. C. — (6) 1634 *id.*

à l'acheteur toutes les dépenses, même voluptuaires ou d'agrément, que celui-ci aurait faites au fonds (1).

34. Deuxièmement, le vendeur doit restituer les fruits, si l'acquéreur a été obligé de les rendre au propriétaire qui l'a évincé (2).

35. Troisièmement, il doit les frais faits sur la demande en garantie de l'acheteur et ceux faits par le demandeur originaire (3).

36. Quatrièmement enfin, il doit les dommages-intérêts, ainsi que les frais et loyaux coûts du contrat de vente (4).

37. Cependant ces quatre obligations ne sont pas imposées au vendeur d'une manière tellement rigoureuse qu'elles ne puissent être restreintes selon les circonstances. Ainsi il a été jugé, notamment dans une espèce où il y avait eu stipulation expresse de garantie, que nonobstant cette stipulation et nonobstant la garantie qui, d'ailleurs, existait de plein droit, on avait pu refuser la plus-value et la restitution des fruits, sur le motif que l'acquéreur avait eu connaissance, en contractant, qu'il était exposé aux dangers de l'éviction (5).

ARTICLE 2.

Effets de l'éviction partielle.

38. L'éviction partielle peut arriver de deux manières : 1° lorsque l'acheteur n'est contraint à délaisser qu'une partie du fonds vendu ; 2° lorsque se découvrent tout à coup des servitudes non apparentes dont, au moment de la vente, il n'avait pas été fait déclaration, et qui viennent amoindrir, entre les mains de l'acquéreur, la jouissance et la libre disposition du fonds.

39. Dans le premier cas, quand l'acheteur n'est évincé que d'une partie du fonds, mais que cette partie est de telle conséquence relativement au tout, que l'acquéreur n'eût point acheté sans la partie dont il est évincé, il peut faire résilier la vente (6), et alors cette résiliation entraîne à la charge du vendeur les conséquences dont nous venons de parler au sujet de l'éviction totale.

40. Toutefois, si, dans le cas de l'éviction d'une partie du fonds vendu, la vente n'est pas résiliée, la valeur de la partie dont l'acqué-

(1) 1635, 1151 C. C. — (2) 1630, 549, 550 *id.*; *voir* n°s 152, 156, 159. — (3-4) 1630 *id.* — (5) Cass. 8 nov. 1820 (Petit). — (6) 1636 C. C.

reur se trouve évincé lui est remboursée suivant l'estimation à l'époque de l'éviction, et non proportionnellement au prix total de la vente, soit que le fonds vendu ait augmenté ou diminué de valeur (1).

41. Voici maintenant ce qui concerne le second cas, c'est-à-dire celui où l'éviction partielle résulte de la découverte inattendue de servitudes non apparentes, dont l'existence n'avait point été révélée lors du contrat de vente. — Si ces servitudes sont de telle importance qu'il y ait lieu de présumer que l'acquéreur n'aurait pas acheté s'il en avait été instruit, il peut demander la résiliation du contrat, si mieux il n'aime se contenter d'une indemnité (2).

ARTICLE 3.

Modification de la garantie par la convention.

42. Les parties peuvent, par des conventions particulières, ajouter à l'obligation de droit ou en diminuer l'effet; elles peuvent même convenir que le vendeur ne sera soumis à aucune garantie (3).

43. Elles peuvent ajouter à la garantie, et en étendre les effets, par exemple, au cas de force majeure et au fait du souverain. Mais alors, ces cas doivent être formellement et expressément désignés. Ils ne seraient pas suffisamment prévus par une promesse générale de toute garantie quelconque (4).

44. Les stipulations qui diminuent la garantie légale ont pour objet, le plus ordinairement, d'affranchir de l'obligation dans tel cas spécialement exprimé, le vendeur y restant obligé pour tous les autres cas non désignés. Souvent même, la stipulation a pour but de réduire à une quotité déterminée les dommages-intérêts qui seraient dus en cas d'éviction, ou même d'en exempter complétement le vendeur, en déclarant qu'il sera quitte par la restitution du prix (5).

45. Enfin les parties font cesser l'obligation de droit, en stipulant que le vendeur ne sera soumis à aucune garantie. Cette

(1) 1637 C. C. — (2) 1638 *id.* — (3) 1627 *id.* — (4) Bordeaux, 23 janv. 1826 (Desarnaud). Troplong, *Vente*, n° 466. — (5) Troplong, n° 472.

stipulation, toutefois, ne peut jamais s'appliquer aux faits personnels du vendeur qui ne seraient pas spécialement déclarés et révélés lors de la vente (1). — Et si ces faits personnels non déclarés se trouvaient compris dans la stipulation générale de non-garantie, la convention serait nulle en ce point (2).

46. Mais, même dans le cas de stipulation de non-garantie, le vendeur, s'il y a éviction, est encore tenu à la restitution du prix; la stipulation n'a d'autre effet que de libérer de tous dommages-intérêts. L'obligation de restituer le prix ne cesse, en effet, que lorsque l'acquéreur a connu, lors de la vente, le danger de l'éviction ou lorsqu'il a acheté à ses risques et périls (3).

ARTICLE 4.

Effets des formules modificatrices les plus usuelles.

47. Il existe certaines formules ayant pour objet de modifier, ainsi qu'il vient d'être dit, l'obligation de garantie, et que, depuis un temps immémorial, on retrouve dans presque tous les contrats de vente, notariés ou sous signatures privées. Il nous a paru bon, au point de vue de l'utilité pratique, d'examiner le sens et la portée qu'il faut reconnaître à celles qui sont employées le plus fréquemment.

48. Une promesse *de toute garantie généralement quelconque*, ou encore *de toutes évictions, troubles, et empêchements généralement quelconques*, n'ajoute rien, nous l'avons vu (4), aux obligations de droit commun, mais elle soumet le vendeur à toutes ces obligations, encore que l'acquéreur ait connu, lors de la vente, la cause de l'éviction (5).

49. Il en est de même de la clause par laquelle on vend un fonds, *franc et libre de toutes charges et servitudes quelconques*. Le vendeur serait tenu même pour les servitudes apparentes et pour les causes d'éviction déclarées (6).

50. *Vendre sans garantie*, ou *sans garantie, excepté celles des faits et promesses du vendeur*, ou encore, *ne garantir en vendant que ses faits et promesses seulement*, sont des formules qui ont pour

(1) Troplong, n° 477. — (2) 1628 C. C. — (3) 1629 *id.* — (4) Voir n° 43. — (5) Cass. 19 floréal an XII (Quentin); — *id.*, 20 mars 1850 (Vavin). — (6) L. 169, D. *de verb. signif.* — Paris, 13 janv. 1810 (Jour).

effet de soustraire le vendeur à la garantie. Il est bon, toutefois, de remarquer que ces mots, *sauf les faits et promesses du vendeur*, sont le plus souvent inutiles, puisque nous avons vu que la stipulation de non-garantie qui aurait pour objet les faits du vendeur serait nulle. Cependant cette énonciation banale aurait un but, si le vendeur avait fait connaître et déclaré dans l'acte une cause spéciale d'éviction provenant de son fait et de ses promesses (1). La clause de non-garantie, *si ce n'est de ses faits et promesses*, aurait, en pareil cas, pour résultat de faire maintenir à la charge du vendeur l'éviction résultant de son fait et de ses promesses, bien qu'il eût signalé le danger à l'acheteur.

51. *Vendre sans garantie ni restitution de prix* est une formule indispensable pour les vendeurs qui, n'ayant pas déclaré lors de la vente les causes d'éviction, ou, qui n'ayant pas alors mis expressément le fonds aux risques et périls de l'acquéreur, ce acceptant, veulent cependant, en cas d'éviction, être dispensés de la restitution du prix, en outre des autres obligations de droit (2).

52. Voici encore quelques formules très-usuelles : *Vendre le fonds, avec les mêmes droits et charges que le vendeur possédait*, ou bien, *tel qu'il se poursuit et comporte*. A ces derniers mots on ajoute parfois : *ainsi que le vendeur en a joui avec ses droits et conditions, et que l'acquéreur a dit bien connaître*. — Ces termes, insérés dans l'acte de vente, sont-ils suffisants pour affranchir le vendeur de toute garantie, relativement aux servitudes non apparentes qui n'ont pas été déclarées dans l'acte? — On s'accorde en général à répondre négativement; ces expressions ne s'entendent que de ce qui est apparent et non des charges occultes (3).

53. Il ne faut pas non plus reconnaître d'autre portée, croyons-nous, à la formule suivante, bien qu'elle paraisse plus explicite : *Vendre un fonds, avec ses servitudes tant actives que passives*, ou *avec ses servitudes apparentes ou occultes*. Cette formule, en effet, bien que mentionnant les servitudes occultes, n'indique nullement

(1) Voir n° 45. — (2) Voir n° 46.

(3) Domat, liv. I, tit. II, § 11, n° 13; Troplong, n° 529 et suiv.; Rolland de Villargues, *Réper. du notar.*, v° *Vente*, n° 424 et suiv. — CONTRA, cass. 26 février 1829 (Besnard).

que l'existence en ait été déclarée, et, cette indication même existât-elle, qu'elle n'établirait pas encore que la révélation du vendeur ait spécialement porté sur celle des servitudes passives et occultes, dont la découverte vient constituer l'éviction partielle. Or c'est cette révélation spéciale qui seule pouvait faire connaître à l'acquéreur la servitude dont s'agit. Tels sont les motifs qui ont fait juger qu'un vendeur n'avait pas été déchargé de la garantie, relativement à des droits d'usage forestier non révélés, par la clause que la forêt était vendue dans l'état où elle se trouvait, telle qu'en jouissait le vendeur avec les servitudes actives et passives (1).

ARTICLE 5.

Quand cesse cette garantie.

54. La garantie pour cause d'éviction cesse lorsque l'acquéreur s'est laissé condamner par un jugement en dernier ressort, ou dont l'appel n'est plus recevable, sans appeler son vendeur, si celui-ci prouve qu'il existait des moyens suffisants pour faire rejeter la demande (2).

§ 2. — *Garantie des défauts du fonds vendu.*

55. Le vendeur est tenu de la garantie, à raison des défauts cachés du fonds vendu qui le rendent impropre à l'usage auquel on le destine, ou qui diminuent tellement cet usage, que l'acheteur ne l'aurait pas acquis ou n'en aurait donné qu'un moindre prix s'il les avait connus (3). Cette garantie se nomme aussi *garantie des vices rédhibitoires*.

56. Ainsi deux conditions sont nécessaires pour que le vendeur soit responsable : d'abord que le vice existe au moment du contrat ou au moment de l'accomplissement de la condition, si la vente est conditionnelle; ensuite que le vice ne soit pas déclaré, ou du moins qu'il ne soit pas apparent, de façon que l'acheteur ait pu se convaincre lui-même de son existence (4).

57. La circonstance que le vendeur a connu ou n'a pas connu, lors de la vente, le vice resté caché est indifférente quant à l'exis-

(1) Cass. 17 janv. 1842 (d'Auxion). — (2) 1640 C. C. — (3) 1641 *id.* — (4) 1641, 1642 *id.*

tence de l'obligation ; dans les deux cas, il est tenu à garantir. Il n'y a de distinction à faire qu'en ce qui concerne l'étendue et les conséquences de cette garantie. Si le vendeur, ayant connaissance du défaut, n'en a pas révélé l'existence, sa dissimulation constitue un dol qui le soumet, en outre de l'action résolutoire dont il va être parlé ci-après, à tous les dommages-intérêts prévus ou imprévus envers l'acheteur (1). Si, au contraire, le vendeur ne connaissait pas les défauts cachés du fonds qu'il vendait, il n'est tenu qu'à restituer le prix et à rembourser à l'acquéreur les frais occasionnés par la vente (2).

58. En principe, il faut s'en référer à l'usage des lieux pour déterminer quels vices doivent être réputés rédhibitoires (3) ; mais nous ne sachions pas qu'en matière de vente de fonds l'usage d'aucun pays ait précisé les défauts cachés qui entraînent la responsabilité du vendeur. C'est donc un point laissé à l'appréciation du magistrat, qui devra examiner si le défaut, dont l'acquéreur établit l'existence, est de nature à rendre le fonds impropre à sa destination agricole, ou à en diminuer l'usage au point que l'acheteur ne l'aurait point acquis, ou n'en aurait donné qu'un moindre prix, s'il eût connu ce défaut (4). Les auteurs notent, comme exemples de vente d'un fonds entraînant garantie, la vente d'un héritage ravagé par l'influence d'un air pestilentiel qui s'exhalerait du sol (5), ou celle d'une prairie qui, au lieu d'herbages salubres, ne donnerait que des pâturages vénéneux et mortels (6). A ces cas il y a lieu d'en ajouter un autre qui se présente plus fréquemment, c'est la vente d'un fonds de terre dont la solidité serait menacée sérieusement par l'existence de souterrains et d'excavation inconnus au moment du contrat.

59. Deux actions naissent de la garantie des défauts cachés : l'une est connue sous le nom d'*action rédhibitoire;* les jurisconsultes appellent l'autre, dans le langage de l'école, *action estimatoire*, ou *quanti minoris* (7).

60. La première tend à la résolution du contrat et à ce que les

(1) 1645 C. C. — (2) 1646 *id.* — (3) 1648 *id.* — (4) 1641 *id.* — (5) L. 49, D. *de ædil. edic.* — (6) Troplong, n° 548. — (7) 1644 C. C.

choses soient remises dans l'état primitif. Le vendeur restitue le prix et reprend le fonds. De son côté, l'acquéreur remet ce fonds, avec tout ce qui en dépend, en tenant compte des détériorations qui y seraient arrivées par sa faute.

61. La seconde tend seulement à la diminution du prix de vente et laisse subsister le contrat. La réduction du prix n'a lieu qu'après une estimation faite par experts de la chose vendue et de la valeur qu'enlève à cette chose le vice dont elle est affectée.

62. L'acheteur peut choisir entre ces deux actions; mais il ne peut plus recourir à l'une, s'il a succombé sur l'autre. L'autorité de la chose jugée lui serait opposable.

63. L'action résultant des vices rédhibitoires doit être intentée par l'acquéreur, dans un bref délai, suivant la nature de ces vices et l'usage du lieu où la vente a été faite (1).

64. Elle n'a pas lieu dans les ventes faites par autorité de justice (2).

65. Voici maintenant une règle inapplicable aux fonds de terre, considérés isolément, mais qui reçoit son application lorsque ces fonds supportent des bâtiments ruraux destinés à leur exploitation. Si ces bâtiments périssent par suite de leurs vices cachés, la perte est pour le vendeur, qui sera tenu, envers l'acheteur, à la restitution du prix et aux autres dédommagements expliqués au n° 57. Mais, si cette perte, n'étant pas occasionnée par la mauvaise qualité des bâtiments vendus, arrive par cas fortuit, elle est pour l'acheteur (3).

66. La garantie des vices rédhibitoires, comme la garantie en cas d'éviction, peut être étendue, restreinte ou supprimée par des stipulations particulières (4). Il y a donc lieu d'appliquer ici la plupart des solutions que nous avons indiquées relativement à la portée des clauses modificatrices de cette autre obligation (5).

(1) 1648 C. C. — (2) 1649 *id.* — (3) 1647 *id.* — (4) Voir n° 42 et suiv. — (5) Voir n° 47 et suiv.

CHAPITRE II.

DE L'ACQUISITION PAR ALLUVION.

67. Nous aurons, plus loin, l'occasion d'examiner quelle est la nature du droit d'alluvion (1); nous voulons seulement tracer ici les règles qui régissent l'exercice de ce droit relativement aux fonds de terre que les cours d'eau forment ou abandonnent. Ces fonds constituent soit des *alluvions* proprement dites et des *relais*, soit des *atterrissements*, soit des *îles* ou *îlots*. Or, selon qu'il faut les ranger dans l'une ou l'autre de ces trois catégories, l'acquisition en est soumise à des règles différentes. Nous allons donc les examiner séparément, après quoi nous exposerons les règles de compétence pour les diverses difficultés qui peuvent être soulevées à l'occasion de ce genre d'acquisition.

§ 1er. — *Des alluvions et relais.*

68. Les terrains qui apparaissent et qui viennent adhérer au long d'un héritage riverain, soit que les fleuves et rivières les forment successivement et imperceptiblement, soit qu'ils les délaissent, en se retirant d'une manière insensible d'une rive sur l'autre, sont nommés, les premiers, *alluvions* proprement dites (2), — les seconds, *relais* (3).

ARTICLE 1er.

Alluvions et relais susceptibles d'acquisition.

69. Ainsi que l'indique la définition qui précède, l'alluvion ou relais doit, pour être susceptible d'acquisition, réunir certains caractères.

70. Le premier caractère qu'il doit présenter, c'est, lorsqu'il a lieu dans les fleuves et rivières domaniales, son *adhérence* au fonds riverain. On ne pourrait donc considérer comme susceptibles d'appropriation les terrains séparés de ce fonds par le bras navigable d'un fleuve (4), ou même par un bras de moindre largeur, mais qui ne

(1) Voir nos 177 et 197. — (2) Voir no 82. — (3) 556, 557 C. C. — (4) Cass. 2 mai 1826 (d'Aramon).

tarirait jamais (1). Cependant, si le courant d'eau ne pouvait être parcouru en bateau et présentait assez peu de profondeur pour qu'il fût facile de le traverser à pied, il n'y aurait pas là une solution réelle de continuité avec le fonds riverain, et l'alluvion devrait être regardée comme ayant l'adhérence exigée (2).

71. Le second caractère, c'est, pour le relais, le *délaissement insensible;* pour l'alluvion, la *formation imperceptible et successive* du terrain. Ainsi il n'y a pas relais, lorsqu'une rivière portant ses eaux tantôt d'un côté, tantôt de l'autre, les terrains ne sont découverts que momentanément (3). Il n'y a pas alluvion, lorsque le cours d'eau emporte violemment un amas de terrain qu'il précipite et dépose avec rapidité contre un héritage riverain. Bientôt nous allons voir que, dans ce cas, c'est un atterrissement qui s'est formé (4).

72. Un troisième caractère que doivent présenter tous les terrains abandonnés ou formés par les fleuves ou rivières pour être susceptibles d'acquisition, c'est leur *apparition au-dessus des eaux,* lorsque ces eaux coulent à plein bord, mais sans débordement (5); c'est seulement alors, en effet, qu'ils cessent de faire partie du lit du fleuve (6). Cependant il a été jugé, mais à tort selon nous, qu'il suffisait que les terrains dépassassent la hauteur *moyenne* des eaux pour devenir susceptibles de propriété privée (7). Mais il n'importe pas, d'ailleurs, que, même pour l'alluvion, cette apparition ait été subite. La marche successive et imperceptible nécessaire à la constitution de l'alluvion ne se rapporte qu'à sa formation et non à son apparition (8).

73. Un dernier caractère enfin de l'alluvion et du relais, c'est qu'ils doivent se former *dans une rivière ou un fleuve.* On ne pourrait considérer comme tels les terrains formés dans les étangs, les

(1) Bourges, 27 mai 1839 (préfet du Cher). — (2) Daviel, *Cours d'eau,* n° 131. — (3) Caen, 26 fév. 1840 (Busnel). — (4) Voir n° 82.

(5) Lyon, 25 fév. 1843; 26 mai 1847; 10 janv. 1849 (Combalot); Orléans, 28 février 1850 (l'État C. Poulain).

(6) Voir L. 3, *D. de flumin.* — Daviel, n° 48.

(7) Paris, 2 juillet 1831 (Labbé); Bourges, 27 mai 1839 (préfet du Cher); Caen, 26 fév. 1840 (Busnel).

(8) Cass. 25 juin 1827 (Choisity).

torrents et autres eaux qui ne seraient point courantes ou dont le cours ne serait point continu (1).

ARTICLE 2.

A qui profite l'alluvion.

74. En principe, l'alluvion et le relais sont acquis, par droit d'accession, au propriétaire du fonds riverain auquel ils viennent s'unir, qu'il s'agisse d'un fleuve ou rivière navigable et flottable ou non, à la charge, toutefois, dans le premier cas, de laisser le marchepied ou chemin de halage, conformément aux règlements (2). « Selon les principes du droit naturel et du droit romain, ces terres, à mesure que la rivière les apporte et les unit à mon champ, devenant des parties de mon champ, avec lequel elles ne font qu'un seul et même tout, j'en acquiers le domaine par droit d'accession. Les propriétaires des champs d'où la rivière a détaché ces terres pour les charroyer et les unir à mon champ ne peuvent pas les réclamer, parce que cela se fait d'une manière imperceptible (3). »

75. Par application de ce principe, l'alluvion doit être attribuée au propriétaire qui n'est séparé de la rivière que par un chemin qui lui appartient, tel qu'un chemin de halage, un sentier rural ou de servitude, etc.

76. Mais l'alluvion qui s'est formée le long d'un chemin public ne profite pas au propriétaire dont le fonds est séparé de la rivière par ce chemin, puisqu'elle ne saurait accroître que le chemin public (4). L'opinion contraire se fonde sur la législation antérieure au code civil, suivant laquelle les chemins publics devaient être considérés comme faisant partie des fonds sinon *quoad proprietatem*, du moins *quoad commodum et incommodum*. Cette législation ne doit plus être appliquée, selon nous, que s'il s'agit d'alluvions formées et apparues antérieurement au code civil (5).

(1) 558 C. C.; L. 1, D. *de fluminibus*. — Voir n° 750. — (2) 556, 557 C. C.
(3) Pothier, *Propriété*, n° 157.
(4) Cass. 16 fév. 1836 (préfet du Loiret); Daviel, n° 133; Proudhon, *Dom. pub.*, n° 1271. — CONTRA, Toulouse, 26 nov. 1812 (Marquet); Fournel, *Lois rur.*, t. Ier, p. 14; Dubreuil, *Législ. des eaux*, t. Ier, n° 64.
(5) Toulouse, 2 mai 1836 (Laye).

77. Le même motif empêche d'attribuer la propriété des alluvions formées le long d'ouvrages publics, tels que des digues, au propriétaire du fonds que ces ouvrages séparent des alluvions (1).

78. Mais il n'en est plus ainsi alors que c'est le propriétaire lui-même qui a construit, à l'extrémité de son héritage, des murs ou des digues (2). Peu importerait même que les digues aient été établies par un tiers sur l'héritage ; l'existence de cette œuvre d'art sur le terrain d'autrui ne faisant présumer qu'une servitude, et nullement un droit de propriété au profit de celui qui l'aurait fait exécuter (3).

79. De ce que l'alluvion est acquise au propriétaire par l'accession de ce terrain nouvellement formé à la rive qui lui appartient, il suit que l'accroissement est absolument de même nature que l'ancien fonds. L'usufruitier et le fermier en jouissent donc; puis ensuite le fonds retourne en entier au propriétaire (4).

ARTICLE 3.

Partage de l'alluvion.

80. Il peut arriver que la rive au long de laquelle l'alluvion s'est formée n'appartienne pas dans toute sa longueur au même propriétaire, et qu'en conséquence il faille opérer le partage de cette alluvion entre plusieurs ayants droit. Or, le code civil gardant le silence sur la manière dont ce partage doit s'effectuer, il y a lieu de recourir à la loi romaine, d'après laquelle il faut l'opérer *pro modo latitudinis cujusque prædii*, c'est-à-dire proportionnellement à l'étendue que chaque héritage occupe sur la rive (5). Comment ces mots doivent-ils être interprétés? Plusieurs systèmes ont été proposés à cet égard (6), mais aucun ne nous paraît avoir mieux résolu la difficulté que celui que Ph. Dupin a formulé, en dernier lieu, dans l'Encyclopédie du droit; voy. *Alluvion*, nos 37 et 38.

(1) Cass. 17 juin 1844 (Bon).
(2) Garnier, *Rég. des eaux*, t. Ier, no 235.
(3) Cass. 8 nov. 1843 (de Brignac).
(4) Proudhon, *Dom. pub.*, no 1295. — Voir no 383.
(5) L. 7, § 3, D. *de acq. rer. domin.*
(6) Proudhon, *Dom. pub.*, no 1291; Duranton, t. IV, no 421; Toullier, t. III, no 152; Chardon, *de l'alluv.*, no 171.

81. Selon ce jurisconsulte, le problème à résoudre doit réunir les conditions suivantes : 1° ne laisser sans maître aucune partie de l'alluvion ; 2° attribuer à ceux qui y ont droit des parts proportionnelles ; 3° conserver à chaque propriétaire sa qualité de riverain ; 4° enfin ne jamais varier dans ses résultats. Or, conclut ensuite Ph. Dupin, « le mode de partage qui nous semble réunir ces diverses conditions consiste à attribuer à tous les riverains les parts d'alluvion qui seront déterminées, d'après la largeur de leurs terrains au point qui aboutit sur l'ancienne rive, comparée à l'étendue de la nouvelle. Pour cela, il suffit de diviser cette dernière en autant de parties proportionnelles qu'il y a de propriétés aboutissantes à la première, et de joindre par une ligne droite les limites de chaque propriété aux divisions correspondantes marquées sur la nouvelle rive. Par ce procédé, on arrive à un partage satisfaisant pour tous les cas qui peuvent se présenter. Quelle que soit la direction de la nouvelle rive, quelle qu'ait été celle de l'ancienne, quelques formes que présentent les fonds riverains, il conduit à un résultat qui reste toujours le même, toujours également équitable. Dans tous les cas, en effet, il adjuge la totalité de l'alluvion aux propriétés qui lui font face, il leur en attribue une portion déterminée, d'après leur largeur, sur l'ancienne rive, et il conserve aux propriétaires leur qualité de riverains dans les mêmes proportions vis-à-vis l'un de l'autre. Il a, en outre, l'avantage, si toutefois c'en est un, d'être plus conforme qu'aucun autre au texte de la loi romaine. »

§ 2. — *Des atterrissements.*

82. Dans le langage habituel, le mot *atterrissement* désigne tout terrain créé par les eaux soit subitement, soit insensiblement, de telle sorte qu'il est indifféremment appliqué même aux alluvions ; c'est ainsi que le code civil l'emploie lui-même, notamment dans les art. 556 et suivants. Toutefois, dans le langage rigoureux du droit, il sert à désigner d'une manière plus spéciale l'accroissement de terrain qui se fait *subitement* et *d'une manière appréciable*, et qui, à ce titre, est régi par des dispositions différentes de celles qui concernent l'alluvion proprement dite.

83. Les atterrissements, en effet, ont certains caractères que n'ont pas les alluvions. Si, avec cette dernière sorte de terrain, ils ont cela de commun que, pour être qualifiés, ils doivent exister dans des fleuves et rivières, et apparaître au-dessus des eaux coulant à pleins bords, ils en diffèrent essentiellement par le mode de leur formation. La formation des alluvions est successive et imperceptible; celle des atterrissements se fait brusquement et avec une portion de fonds dont l'origine est reconnaissable (1); aussi a-t-il été jugé que, lorsqu'il n'est pas établi que le terrain nouvellement formé est une portion reconnaissable de la propriété d'un autre riverain, qui aurait été enlevée par une force subite et portée sur un autre point de la rive, on doit admettre qu'il n'y a qu'une alluvion (2).

84. Le droit d'accession n'opère pas immédiatement pour l'atterrissement comme lorsqu'il s'agit de l'alluvion, c'est-à-dire que la propriété du terrain subitement apporté par les eaux n'est pas virtuellement acquise au maître de la rive par le fait de la jonction de ce terrain et de cette rive. Le propriétaire du terrain enlevé et reconnaissable a un droit de suite qui lui laisse, pendant un an, la faculté de le réclamer. Et même, après l'année révolue, la réclamation serait encore faite en temps utile, si le maître de la rive avait négligé de prendre possession du terrain qui y a été apporté (3).

85. Tant que le propriétaire du terrain enlevé conserve la faculté de le réclamer, le maître de la rive, de son côté, a le droit de forcer le premier à reprendre sa chose.

86. Mais peut-il, en outre, demander des dommages-intérêts pour le préjudice qui lui aurait été causé par le transport violent et subit de l'atterrissement? — Il y a lieu ici de faire une distinction. En effet, lorsqu'un courant extraordinaire enlève subitement la terre de mon champ et vient la jeter sur le vôtre, cela peut arriver par deux causes différentes : par un dérangement des éléments qui occasionne une crue violente des eaux, ou par suite de travaux que je fais exécuter, d'obstacles au cours des eaux que j'ai placés dans le lit de la rivière et qui en refoulent le contenu sur les rives. Dans

(1) 559 C. C. — (2) Cass. 25 juin 1827 (Choisity).
(3) 559 C. C.

le premier cas, il y a évidemment force majeure, et je ne saurais être responsable ; dans le second cas, les travaux sont un fait qui m'est personnel et engagent ma responsabilité (1).

87. Cappeau enseigne que le maître du terrain transporté pourrait se soustraire à la responsabilité des dommages, ainsi qu'à l'obligation d'enlever sa terre du champ d'autrui en abandonnant cette terre, « à l'exemple de ce qui se *pratique*, dit-il, pour les animaux qui ont fait des dégâts, sans qu'aucun reproche puisse être fait à leur conducteur (2). » — Nous ne saurions admettre cette opinion, que nous avons vue avec étonnement reproduite et acceptée par l'excellent Répertoire du notariat (3) ; elle repose uniquement, en effet, sur le principe de l'abandon noxial, que certaines coutumes avaient, à la vérité, emprunté au droit romain, mais que le code civil n'a pas adopté.

88. L'atterrissement profite, d'ailleurs, aux propriétaires riverains de la même manière que l'alluvion. En cas de besoin, il doit être partagé entre les divers ayants droit, d'après les mêmes principes.

§ 3. — *Des îles et îlots.*

89. On donne le nom d'*île* ou *îlot* à tout amoncellement de terre, suivant son importance, qui apparaît dans le lit des fleuves et rivières, qu'il se soit formé insensiblement ou subitement ; dans ce dernier cas, et bien que le code garde le silence sur cette hypothèse, nous croyons que l'île formée par atterrissement serait soumise au droit de suite conféré au propriétaire du terrain transporté vers un champ inférieur ou sur la rive opposée (4).

90. L'île qui s'est formée dans le lit des fleuves et des rivières navigables ou flottables devient la propriété de l'État, sans cependant contracter le caractère domanial ; elle est, en effet, susceptible de concession et, par conséquent, de prescription (5).

91. Les îles qui se forment dans les rivières non navigables et non flottables appartiennent aux propriétaires riverains du côté où elles se sont formées. Si l'île n'est pas située d'un seul côté, elle

(1) Voir n° 1339. — (2) *Législ. rur.*, tom. Ier, p. 655. — (3) V° *Alluvions*, n° 13. — (4) Voir n° 84. — (5) 560 C. C.

appartient aux propriétaires riverains des deux côtés, à partir de la ligne qu'on suppose tracée au milieu de la rivière (1).

92. A ces principes la loi a introduit une exception que voici : — si une rivière ou un fleuve, en se formant un bras nouveau, coupe et embrasse le champ d'un propriétaire riverain et en fait une île, ce propriétaire conserve la propriété de son champ, encore que l'île se soit formée dans un fleuve ou dans une rivière navigable et flottable (2).

§ 4. — *De la compétence en matière d'alluvion.*

93. Les contestations en matière d'alluvion peuvent occasionner des questions de compétence. Ainsi, avant de décider à qui appartient une alluvion, et de quelle manière elle doit être partagée entre les riverains, il peut y avoir difficulté sur le point de savoir où finit le lit du fleuve et où commence l'alluvion disputée. Or cette question préjudicielle se rapporte à la navigabilité de la rivière et au maintien du libre cours des eaux, intérêts généraux qui, nous le verrons plus tard, sont confiés à la surveillance de l'administration (3); c'est donc à celle-ci qu'il appartient d'y statuer préjudiciellement (4). Par suite des mêmes principes, l'administration est également juge de la question de savoir si une alluvion formée dans un cours d'eau navigable et flottable ne doit point être supprimée comme formant obstacle à la navigation. Quant aux autres questions, comme elles concernent la propriété, elles sont exclusivement du domaine des tribunaux civils, seraient-elles élevées entre l'État et les particuliers (5).

CHAPITRE III.

DES AUTRES MANIÈRES D'ACQUÉRIR ET DE TRANSMETTRE LA PROPRIÉTÉ DU FONDS RURAL.

94. Les autres moyens de transmission et d'acquisition appliqués à la propriété du fonds rural sont ceux que nous allons signaler

(1) 561 C. C. — (2) 562 *id.* — (3) Voir nos 678 et 681.
(4) Cons. d'État, 23 août 1843 (Sourget); Orléans, 28 fév. 1850 (l'État C. les héritiers Poulain). — (5) Cons. d'État, 12 fév. 1818 (Champneuf).

ci-après, avec peu de développements, par le motif que la matière en appartient bien plutôt au droit civil qu'au droit rural.

95. Par *l'échange* les parties peuvent se donner respectivement deux choses, dont l'une, par exemple, serait un fonds. Ce contrat s'opère par le seul consentement et de la même manière que la vente; aussi toutes les règles relatives à la vente doivent-elles y recevoir leur application, notamment celles qui concernent la délivrance et la garantie (1).

96. La propriété des fonds se transmet également par l'effet des *successions* et des *donations* entre-vifs ou testamentaires. C'est de ces modes de transmissions qu'il est surtout vrai de dire qu'ils sont exclusivement régis par la loi civile (2).

97. Par la *prescription* on peut acquérir complétement ou partiellement le fonds rural. L'acquisition est complète, si, par exemple, vous prescrivez la propriété d'un terrain duquel, jusqu'au jour de la prise de possession, vous n'aviez jamais joui; elle est partielle, mais n'en est pas moins réelle, soit lorsque, par une possession suffisamment prolongée, vous acquérez sur le fonds voisin un droit immobilier destiné à accroître d'autant le droit que vous aviez déjà sur votre propre héritage, soit lorsque, libérant cet héritage d'un droit afférent à un autre fonds ou à une personne, vous augmentez et complétez, par cela même, dans votre main une propriété jusqu'alors amoindrie. Les éléments de la prescription diffèrent selon les circonstances dans lesquelles il s'agit de l'appliquer. Ainsi, quand on allègue que l'on a acquis par une possession de trente ans, il faut établir que cette possession a été continue, non interrompue, paisible, publique, non équivoque, à titre de propriétaire (3) et trentenaire. Prétend-on avoir acquis par une possession de dix ou vingt ans, quatre éléments sont exigés : d'abord cette possession et sa durée, qui viennent d'être indiquées; ensuite le juste titre, c'est-à-dire un titre translatif de propriété; enfin la bonne foi, autrement dite l'ignorance du vice dont ce titre était entaché (4).

98. En outre des moyens particuliers d'acquérir le fonds rural desquels nous venons de parler dans les chapitres qui précèdent,

(1) 1702—1707 C. C. — Voir nos 13, 25. — (2) 718 et suiv., 893 et suiv. C. C. — (3) Voir no 1360 et suiv. — (4) 2219 et suiv. C. C.

Fournel en indique deux autres, qui seraient *l'accrue* et *l'occupation* (1). C'est là, croyons-nous, une double erreur.

99. Sans doute, autrefois, certains pays coutumiers reconnaissaient l'existence d'un droit d'accrue, en vertu duquel le maître de bois ou forêts acquérait le sol contigu qui se couvrait spontanément de bois (2). Cela se passait alors, dans ces contrées, de la même manière que cela se passe maintenant pour le propriétaire riverain lorsqu'il acquiert *de plano* l'alluvion qui vient s'unir à son fonds. Mais le législateur moderne ne paraît pas avoir reconnu et maintenu ce droit coutumier, tout exceptionnel, ainsi qu'il l'a fait pour le droit d'alluvion. Aujourd'hui donc, quoi qu'en dise Fournel, le maître du bois n'acquerrait le terrain contigu, couvert d'accrues, qu'en y accomplissant des actes de possession ayant toutes les conditions de contradiction, de publicité, de temps exigées pour constituer la prescription. Le fait pur et simple, que le bois a spontanément envahi un terrain appartenant à autrui, ne suffirait pas pour conférer la propriété de ce sol au maître du bois limitrophe.

100. Quant à l'occupation comme moyen d'acquérir, elle existe à coup sûr, mais seulement pour certains objets ruraux de nature mobilière, tels que le gibier et le poisson pris à la chasse et à la pêche, les essaims d'abeilles, le varech, etc.; mais elle n'a pas, que nous le sachions, d'application possible aux fonds ruraux, bien que Fournel assure qu'on acquiert, par l'occupation, les terrains incultes que l'on défriche et les terrains marécageux que l'on dessèche. Tout d'abord, en admettant l'exactitude de cette assertion, il faut reconnaître que l'occupation, dans ces deux cas, ne serait le moyen d'acquérir que si l'acquisition résultait réellement de la prise de possession pure et simple exercée en vertu du droit naturel afférent à l'occupant. Or c'est ce qui n'a pas lieu ici, puisque, d'après Fournel lui-même, l'occupation ne peut s'effectuer, dans les deux circonstances spécifiées, qu'à la suite d'une quasi-expropriation prononcée et d'une concession consentie par l'autorité souveraine, à charge de défrichement ou de desséchement. Ajou-

(1) *Lois rur.*, pag. 102 et 106, édit. in-12, 1836.
(2) Voir Merlin, *Répert.*, v° *Accrue.*

tons ensuite que, pour le défrichement des terres incultes, le droit qu'anciennement le gouvernement s'était attribué d'en opérer la concession n'existe plus, et que c'est à tort que Fournel a présenté les lois dans lesquelles ce pouvoir lui était reconnu, comme étant encore en vigueur (1). Quant au desséchement, le droit d'occupation, à supposer qu'il y soit pour quelque chose, ce qui n'est pas, n'aurait aucunement pour effet de faire acquérir une portion quelconque du fonds desséché. Nous verrons, en effet, que le droit du desséchant se résout en une somme d'argent représentative de la plus-value que ses travaux ont donnée au fonds desséché et de laquelle le propriétaire profite; que, si parfois le concessionnaire prend une portion du terrain fertilisé, c'est par une sorte de licitation et comme représentation d'une créance toute mobilière (2).

(1) Voir nº 763. — (2) Voir nº 788 et suiv.

TITRE II.

DES DROITS ET PRÉROGATIVES ATTACHÉS A LA PROPRIÉTÉ DU FONDS RURAL.

101. Nous venons de voir comment on arrive à la propriété du fonds rural; nous allons maintenant exposer les lois qui régissent la jouissance de cette propriété, qui en déterminent l'étendue et les effets, soit qu'elles reconnaissent et consacrent les droits qui en sont le développement et les attributs naturels, soit qu'elles créent en sa faveur et y attachent certaines prérogatives toutes spéciales.

CHAPITRE Ier.

DES DROITS, ATTRIBUTS NATURELS DE LA PROPRIÉTÉ DU FONDS RURAL.

102. La propriété d'une chose en étant la libre jouissance et la pleine disposition, il s'ensuit que les attributs du domaine rural, quelque divers qu'ils puissent paraître au premier coup d'œil, ne sont tous cependant, au fond, que des modes d'en jouir et d'en disposer. En eux se rencontrent nécessairement l'une ou l'autre de ces circonstances, et souvent toutes les deux à la fois.

§ 1er. — *Du droit de clôture.*

103. Le droit de clore et de déclore ses héritages est une faculté qui résulte essentiellement de celui de propriété, et qui ne peut être contestée à aucun propriétaire. La première assemblée constituante a abrogé toutes les lois et coutumes contraires à ce droit (1); le code civil est venu définitivement le consacrer (2).

ARTICLE 1er.

Des différents genres de clôture.

104. Quels que soient les matériaux employés et le travail auquel on se livre dans le but de se clore, on aboutit toujours à l'un de ces trois genres de clôture : *le mur*, *la haie*, *le fossé*.

(1) 4, sect. IV, tit. Ier, L. 28 sept. 1791. — (2) 647 C. C.

105. La clôture doit toujours être établie, en son entier, sur le fonds mis en clos, mais à une distance plus ou moins rapprochée du fonds voisin, ainsi que nous allons l'indiquer.

106. Le mur peut, dans tous les cas, être fondé tout au bord de l'héritage que l'on veut clore (1).

107. Quant aux haies, il faut distinguer entre les haies vives et les haies sèches. S'il s'agit d'une haie de cette dernière nature, elle peut, comme le mur, être établie à l'extrémité du fonds (2). S'il s'agit d'une haie vive, il y a lieu à l'application de l'article 671 du code civil, selon lequel elle ne peut être plantée qu'à un demi-mètre de la ligne séparative des deux héritages.

108. Mais la question devient plus difficile à trancher lorsqu'elle concerne l'établissement d'un fossé. Selon la loi romaine (3) et selon d'anciens usages (4), le propriétaire ne pouvait creuser de fossés à fin d'héritage; il devait laisser, du côté de son voisin, un espace déterminé, appelé *marge*, *berge*, *répare* ou *porte-rouelle*, et qui variait d'étendue suivant les coutumes locales. Quant au code civil, il ne contient point de disposition prescrivant expressément au constructeur de laisser une portion de son terrain de l'autre côté du fossé. Dès lors, deux opinions se sont formées sur ce point. La première, exprimée par Toullier (5), MM. Pardessus (6), Garnier (7), et appuyée par plusieurs arrêts de la cour de cassation (8), consiste à prétendre que les anciens usages relatifs aux distances à garder pour la confection des fossés intermédiaires subsistent encore et doivent être observés. La seconde opinion se base sur ce que le code, qui, au titre des servitudes, s'est plusieurs fois référé aux anciens usages, n'y a pas renvoyé en ce qui concerne la distance à garder entre le bord d'un fossé et l'héritage voisin; d'où l'on conclut que ces usages sont, par cela même, abrogés en tant qu'autorités légales. Cependant MM. Daviel (9), Duranton (10), etc., pensent que le principe qui avait dicté ces usages subsiste encore, partout où la

(1) Proudhon, *Dom. de prop.*, n° 588. — (2) Proudhon, *id.* — (3) L. 14, D. *finium regund.* — (4) Coquille, *Nivern. quest.* 298; Desgodets, *Coul. de Paris*, art. 213.

(5) T. III, n° 227. — (6) *Servit.*, n° 186. — (7) *Chemins*, p. 318.

(8) Cass. 11 avril 1848 (Menesson); — *id.* 3 juillet 1849 (*id.*).

(9) N° 859. — (10) T. V, n° 394.

distance qu'ils avaient fixée serait reconnue nécessaire pour prévenir l'éboulement des terres, et que les tribunaux devraient s'y conformer, sauf à eux à restreindre l'étendue de la répare, si la nature du terrain permettait qu'elle fût diminuée. Pour nous, nous nous rangeons à cette seconde opinion, mais d'une manière radicale, et même en en écartant le tempérament qu'y veulent introduire MM. Duranton et Daviel. Nous croyons que rien absolument ne s'oppose à ce que le propriétaire ne creuse son fossé à fin d'héritage. La prohibition contraire serait une véritable servitude qui ne pourrait exister qu'en vertu d'un texte exprès de loi. Il serait contraire à tous les principes qui président à l'établissement des servitudes d'en faire résulter une de la seule possibilité toujours éventuelle du dégât futur que peut occasionner au voisin l'exécution d'un fossé limitrophe. Ce dégât, s'il se produit plus tard, donnera lieu à une indemnité; voilà tout. Mais, encore une fois, il ne saurait en résulter, en principe et *à priori*, une restriction à la libre disposition du sol.

109. Toutefois il peut arriver qu'il y ait lieu, aujourd'hui encore, d'appliquer les anciens usages relatifs à la confection des fossés. Tel est le cas où le propriétaire d'un fossé creusé sous l'empire de ces usages, et par conséquent antérieurement au code civil, revendiquerait une répare de *telle* étendue de l'autre côté du fossé. Il pourrait, pour établir son droit à cette répare de l'étendue qu'il réclame, se prévaloir de la présomption légale résultant de l'usage ancien, qui ne permettait alors de creuser les fossés qu'à une distance déterminée du fonds voisin.

ARTICLE 2.

Des effets de l'état de clôture.

110. Suivant le genre et le mode de la clôture établie, suivant aussi que le terrain mis en clos est attenant ou non à une habitation, il se produit différents effets d'un grand intérêt pour le propriétaire.

111. 1° RELATIVEMENT AU PARCOURS ET A LA VAINE PATURE. — Un terrain est soustrait aux servitudes de parcours et de vaine pâture « lorsqu'il est entouré d'un mur de 4 pieds de hauteur avec bar-

rière ou porte, ou lorsqu'il est exactement fermé et entouré de palissades ou de treillages, ou d'une haie vive, ou d'une haie sèche faite avec des pieux, ou cordelée avec des branches, ou de toute autre manière de faire les haies en usage dans chaque localité, ou enfin d'un fossé de 4 pieds de large au moins à l'ouverture, et de 2 pieds de profondeur (1). »

112. L'effet se produit donc ici, quel que soit le genre de clôture employé; mais faut-il encore qu'il soit possible d'y voir un obstacle matériel. Ainsi il a été jugé, avec raison, qu'on ne pouvait considérer, comme une clôture susceptible d'affranchir le propriétaire d'un pré du droit de vaine pâture, le cordon d'herbe non coupé qu'il aurait laissé autour de son fonds après en avoir fauché l'intérieur (2).

113. 2° ... AUX OCCUPATIONS DE TERRAINS ET EXTRACTIONS DE MATÉRIAUX. — La clôture produit encore l'affranchissement des servitudes légales de fouilles, d'extractions ou de dépôts des matériaux et instruments nécessaires pour l'exécution des travaux publics (3). Sont exempts de ces servitudes, aux termes d'un arrêt du conseil du 7 septembre 1755, art. 1er, « les lieux qui seront fermés de murs ou autres clôtures équivalentes, suivant les usages du pays. » Les entrepreneurs de travaux publics devraient donc les respecter, encore bien que ces lieux aient pu leur être désignés par l'administration pour les fouilles et dépôts de matériaux.

114. Mais que faut-il entendre par *une clôture équivalente à un mur, suivant les usages du pays?* — Un arrêt du conseil du 20 mars 1780, spécial, à la vérité, à la généralité de Rouen, mais interprétatif des dispositions de l'arrêt de 1755 précité, autorise les entrepreneurs à entrer « sur toutes les terres labourables, herbages, vignes, prés, bois, terrains et autres équivalents, quoique fermés de clôtures de pierres sèches, de haies ou de fossés, *à l'exception*, néanmoins, *des cours, jardins et vergers entourés de murs*. » Il résulte de cette interprétation que le bénéfice de l'exemption doit s'appliquer seulement aux héritages que leur genre de clôture, à

(1) 5, 6, sect. 4, tit. 1er. L. 28 sept. 1791. — Voir nos 267 et 282.
(2) Cass. 29 mars 1841 (Dumey). — (3) Voir nos 220, 222.

raison des usages du pays, doit faire considérer comme *réservés*. Tel est, par exemple, le caractère de toute terre attenante à une maison d'habitation, quand elle est comprise dans la même enceinte que cette maison, quelle qu'en soit, d'ailleurs, la clôture (1). Mais il n'en est plus ainsi pour les héritages entourés d'une clôture dont l'unique but serait la démarcation des limites ou l'interdiction du parcours et de la vaine pâture (2).

115. On s'est demandé si le particulier dont la propriété a été désignée par l'administration pour l'exercice de la servitude résultant de l'exécution de travaux publics peut encore la fermer « de murs ou autre clôture équivalente, selon l'usage du pays, » et la soustraire ainsi à l'exercice ou à la continuation de cette servitude légale. — Une ordonnance du conseil d'État a décidé l'affirmative en se fondant sur ce que « le droit de se clore résulte essentiellement de celui de propriété, et que toutes coutumes qui peuvent contrarier ce droit ont été abrogées (3). » — Cette doctrine est combattue avec raison, selon nous, par MM. Serrigny (4) et Dufour (5). D'après eux, l'exemption ne concerne que les lieux fermés de clôtures existant à l'époque de l'entreprise des travaux et faites de bonne foi. Il ne peut pas dépendre d'un propriétaire de libérer son héritage d'une servitude déjà établie, et le droit de se clore, tout absolu qu'il est, ne peut s'exercer, comme tous les droits qui procèdent de la propriété, que sous les restrictions imposées par les lois ou les règlements légalement pris. L'opinion contraire, si elle était définitivement consacrée, deviendrait une arme propre à servir le mauvais vouloir que l'administration rencontre parfois dans son contact avec les intérêts privés. L'exécution des travaux serait à la discrétion complète des propriétaires, qui pourraient toujours y mettre obstacle en closant leur héritage.

116. 3° ... A L'EXERCICE DE LA CHASSE. — Aux termes de la loi du 3 mai 1844 sur la police de la chasse, le propriétaire ou pos-

(1) Cons. d'Ét., 5 juin 1846 (Provençal) ; *id.*, 29 nov. 1848 (Rolland).

(2) Dufour, *Droit administ.*, n° 2848 ; Tarbé de Vauxclairs, *Trav. publ.*, v° *Carrières* ; — cons. d'Et., 1er juillet 1840 (Champagné).

(3) 5 novembre 1828 (Pasquier). — (4) *Traité de l'organ. admin.*, n° 605. — (5) N° 2849.

sesseur peut chasser ou faire chasser, en tous temps, sans permis de chasse, dans ses possessions attenantes à une habitation et « entourées d'une clôture continue faisant obstacle à toute communication avec les héritages voisins. » Le législateur s'est servi à dessein des expressions les plus fortes « pour faire bien comprendre qu'il ne s'agit pas ici d'une de ces clôtures incomplètes comme on en rencontre beaucoup dans les campagnes, mais d'une clôture non interrompue et tellement parfaite qu'il soit impossible de s'introduire, par un moyen ordinaire, dans la propriété qui en est entourée (1). »

117. 4° ... AUX DÉFRICHEMENTS. — Les parcs ou jardins clos et attenants aux habitations sont exceptés des dispositions légales qui prohibent l'arrachement ou le défrichement des bois (2).

118. 5° ... AUX CRIMES ET DÉLITS. — Enfin la circonstance que le crime ou le délit a été commis sur un terrain entouré de clôtures est aggravante et donne lieu à une augmentation de peine, notamment pour les faits de vol (3), pour le délit de chasse (4), etc.

ARTICLE 3.

De quelques restrictions au droit de se clore.

119. Le droit de se clore n'est pas, nous venons de le dire, tellement absolu qu'il ne doive céder devant des droits contraires, soit que ces droits résultent de la volonté de la loi, soit qu'ils dérivent de conventions privées. Un propriétaire ne pourrait donc, en entourant son terrain d'une clôture, empêcher l'exercice des servitudes légales et conventionnelles établies sur sa propriété. Ainsi il n'est pas permis de se clôturer de manière à mettre obstacle au passage que l'on devrait pour cause d'enclave (5), à l'écoulement naturel des eaux (6), au pacage conventionnel et à la vaine pâture, fondés en titre (7). Dans l'intérêt de la défense du pays, des lois, auxquelles nous renvoyons, ont aussi apporté des restrictions au droit

(1) *Circul. du garde des sceaux aux proc. gén.*

(2) 223 C. for. — Voir n°s 998 et 1004. — (3) 381 C. pén. — (4) 11, 13 L. 3 mai 1844.—Voir n° 1487. — (5) 647, 682 C. C. —Voir n° 297. — (6) 640 *id.*— Pardessus, *servit.*, n° 134. — Voir n° 293. — (7) Cass. 13 fruct. an IX (Dupuy). — Voir n° 283.

de se clore ou de réparer et entretenir les clôtures déjà existantes, dans un certain rayon des places de guerre (1).

ARTICLE 4.

De la propriété des clôtures et de leur mitoyenneté.

120. La clôture est l'accessoire du fonds sur lequel elle a été établie; elle appartient, en conséquence, au propriétaire de ce fonds.

121. Cependant il peut arriver que la clôture ait été fondée sur la ligne séparative des héritages contigus, du consentement des propriétaires, ou bien qu'il ne soit pas possible de reconnaître lequel des deux fonds a fourni le terrain sur lequel elle repose. Dans le premier cas, il y a mitoyenneté conventionnelle; dans le second cas, mitoyenneté présumée par la loi.

122. La mitoyenneté conventionnelle et l'étendue des droits qui en résultent pour chacun des contractants sont déterminées par la convention elle-même.

123. La mitoyenneté présumée par la loi se reconnaît à des signes certains, selon qu'elle s'applique à un mur, à une haie, à un fossé. « Cette présomption légale est si puissante, qu'elle dispense du titre et n'admet de preuves contraires que celles dont la loi a déterminé les caractères (2). » Cette dernière sorte de mitoyenneté ne doit pas être confondue avec la mitoyenneté légale et forcée, laquelle est une servitude, et dont nous parlerons en son lieu (3).

124. Est présumé mitoyen tout mur servant de séparation 1° entre bâtiments jusqu'à l'héberge, c'est-à-dire jusqu'au point où deux bâtiments de hauteurs inégales peuvent profiter du mur commun; 2° entre cours et jardins, et même, entre enclos, dans les champs. — Toutefois cette présomption cède devant le titre ou la marque du contraire (4). Il y a titre quand la propriété exclusive du mur est établie par la preuve littérale, ou qu'elle a été prescrite au moyen d'actes de contradiction légale continués durant trente ans (5).

(1) L. 8 juill. 1791; *id.* 17 juill. 1819; Ord. roy., 1er août 1821.
(2) Pardessus, *servit.*, n° 145.
(3) Voir n° 325. — (4) 653 C. C. — (5) Pau, 18 août 1834 (Lacroix).

Il y a marque de non-mitoyenneté lorsque la sommité du mur est droite et à plomb de son parement d'un côté, et présente, de l'autre, un plan incliné; lors encore qu'il n'y a que d'un côté ou un chaperon (1), ou des filets (2) et corbeaux (3) de pierre qui y auraient été mis en bâtissant le mur. Dans ce cas, le mur est censé appartenir exclusivement au propriétaire du côté duquel sont l'égout ou les corbeaux et filets de pierre (4).

125. Tous fossés entre deux héritages sont présumés mitoyens, s'il n'y a titre ou marque du contraire. Or cette marque existe lorsque la levée ou le rejet de la terre se trouve d'un côté seulement du fossé. Dans ce cas, le fossé est censé appartenir exclusivement à celui du côté duquel le rejet se trouve (5).

126. La présomption de mitoyenneté s'applique aussi aux haies qui séparent les héritages (6), mais seulement à celles qui sont *vives*. Quant à la haie *sèche* ou morte, son renouvellement fréquent ne laissera jamais indécise la question de propriété.

127. La présomption de mitoyenneté, relative à la haie, cède, s'il n'y a qu'un seul héritage en état de clôture; mais il n'importerait pas que les deux héritages fussent clos de manière différente. « Le propriétaire d'un enclos peut l'avoir entouré de murs dans les parties où sa sûreté et ses besoins l'exigent, et de haies d'un ou plusieurs côtés, tandis que le fonds voisin n'aurait, de toutes parts, que des haies pour entourages (7). »

128. La présomption cède encore, s'il y a titre ou possession suffisante du contraire (8), c'est-à-dire une possession acquisitive de prescription; la simple détention annale ne pouvant être considérée comme suffisante (9).

129. Une conséquence de la mitoyenneté des clôtures, c'est que

(1) Le *chaperon* est le sommet d'un mur de clôture en forme de toit.

(2) Le *filet* ou *larmier* consiste dans des tuiles ou pierres plates un peu saillantes que l'on place au bas du chaperon, afin de rejeter l'eau hors du parement du mur.

(3) On nomme *corbeaux* ou pierres d'attente des pierres en saillie placées dans le mur de distance en distance, pour servir d'appui ou de raccord lorsqu'on voudra continuer à bâtir.

(4) 654 C. C. — (5) 666-668 *id.* — (6) 670 *id.* — (7) Pardessus, n° 188. — (8) 670 C. C. — (9) Cass. 13 déc. 1836 (Thoreau-Lasalle); *id.*, 7 janvier 1838

l'entretien en est à la charge de tous ceux qui y ont droit, et proportionnellement au droit de chacun. La loi est formelle, sur ce point, pour le mur (1) et pour le fossé (2), mais elle garde le silence en ce qui concerne la haie. Il n'y a, toutefois, aucun motif particulier pour excepter ce dernier genre de clôture de la règle générale. « L'entretien doit en être fait à frais communs, et l'un des deux propriétaires voisins peut contraindre l'autre à y contribuer. Le bois qui provient de la tonte et les fruits des arbres doivent se partager entre eux. Par conséquence de ce qui vient d'être dit, chacun peut faire l'émondage de son côté, pourvu qu'il ne nuise point au corps de la haie (3). » En outre, comme les arbres qui se trouvent dans la haie mitoyenne sont mitoyens, chacun des deux copropriétaires a droit de requérir qu'ils soient abattus (4).

130. Enfin tout copropriétaire d'une clôture mitoyenne peut se dispenser de contribuer aux réparations et reconstructions en abandonnant le droit de mitoyenneté. A la vérité, la loi ne renferme de disposition formelle sur ce sujet que relativement au mur (5). Mais nous pensons, par analogie, que cette faculté n'est interdite ni pour le fossé ni pour la haie (6). C'est un principe, en effet, que l'on peut se dispenser des charges qui résultent d'un droit, duquel on est le bénéficiaire, en abandonnant ce droit.

131. Toutefois le propriétaire d'un mur mitoyen ne peut abandonner son droit de copropriété, si le mur mitoyen soutient un bâtiment qui lui appartient (7).

ARTICLE 5.

Dispositions protectrices des clôtures.

132. La loi punit le fait de jeter des pierres, ou d'autres corps durs, ou des immondices contre les clôtures d'autrui (8); — le fait de dégrader les clôtures, de couper les branches de haies vives, d'enlever des bois secs des haies (9); — le fait d'avoir, en tout ou

(Gautheron). — Marcadé, sur l'art. 670. — CONTRA, Toullier, t. III, n° 229; Pardessus, n° 188.

(1) 655 C. C. et suiv. — (2) 669 *id.* — (3) Pardessus, n° 187. — (4) 673 C. C. — (5) 656 *id.* — (6) Pardessus, n° 184. — (7) 656 C. C. — (8) 475 C. pén. — Voir n° 1474. — (9) 17, tit. II, L. 28 sept. 1791.

en partie, comblé des fossés, détruit des clôtures, de quelques matériaux qu'elles soient faites, coupé ou arraché des haies vives ou sèches (1).

§ 2. — *Du droit de bornage.*

133. Tout propriétaire a droit de déterminer les limites de sa propriété, d'en fixer les bornes et d'obliger ses voisins à les reconnaître; c'est là le *droit de bornage* (2).

ARTICLE 1er.

Nature de ce droit.

134. Le code civil a placé la disposition analysée au numéro précédent parmi celles qui régissent les servitudes. Ce classement est vivement critiqué, et, selon nous, par de justes motifs, puisqu'il peut induire en erreur sur la véritable nature du droit de bornage et le faire prendre pour une servitude. Or le bornage est, tout au contraire, un attribut essentiel de la propriété du fonds rural, car il tend à marquer la séparation de fonds qui doivent rester distincts, à empêcher toute confusion entre *le mien* et *le tien*, entre le terrain objet de mon appropriation et le terrain d'autrui. A la vérité, pour assurer l'exercice de ce droit, on peut appeler le maître du fonds contigu, le forcer d'intervenir à l'opération et même d'y contribuer. Mais c'est une obligation qui porte sur *la personne* de ce propriétaire, une contrainte identique, du reste, à celle que celui-ci eût pu exercer contre le voisin qui a pris les devants; il n'y a donc rien là qui ressemble à une charge imposée à un fonds pour le profit d'un autre fonds.

135. Le droit de se borner est une faculté, c'est-à-dire que le propriétaire est libre de l'exercer ou de ne point en user, ou encore d'en user à l'époque qu'il lui plaira choisir. Ce droit est donc imprescriptible (3).

(1) 456 C. pén. — (2) 646 C. C.

(3) Troplong, *Prescr.*, t. Ier, p. 149, 171; de Mongis, *Encycl. du dr.*, v° *Bornage*, nos 23, 24.

ARTICLE 2.

Exercice du droit de bornage.

136. 1° EXERCICE PROPREMENT DIT. — Le propriétaire, *seul*, peut exercer le droit de bornage.

137. Mais il ne faut pas prendre cette proposition d'une manière absolue, et il faut reconnaître le même droit à toute personne qui, si elle n'a pas la propriété du fonds, jouit comme le propriétaire lui-même, telle que l'usufruitier (1), l'emphytéote (2). Mais le fermier simple détenteur à titre précaire (3), l'usager qui n'a qu'un simple droit aux fruits du fonds (4), ne sauraient exercer le droit de bornage. Toutefois le fermier peut se pourvoir contre son bailleur, pour que celui-ci fasse cesser le trouble apporté à sa jouissance et borner l'héritage, et l'usager peut agir contre le propriétaire, pour que celui-ci fasse fixer les limites du terrain soumis à son usage.

138. Le même motif qui permet à l'usufruitier d'exercer le droit de bornage fait aussi qu'on peut l'exercer contre lui.

139. Mais le bornage qu'il provoque, ou qui est dirigé contre lui, n'a qu'un caractère provisoire, si le nu-propriétaire n'y est pas appelé. A l'égard de celui-ci, l'opération serait, en effet, *res inter alios acta*, c'est-à-dire un fait qui lui serait étranger. Elle pourrait toujours, et quel que fût le temps écoulé, être recommencée à sa requête (5). La présence du propriétaire est donc, dans tous les cas, indispensable, si l'on veut faire quelque chose de définitif.

140. Les fonds situés dans les villes sont soumis à une servitude de clôture toute spéciale, et cette clôture est de telle nature que les limites de ces héritages se trouvent, par cela même, déterminées et apparentes. Il n'en est pas de même pour les héritages situés dans les campagnes ; aussi est-ce seulement pour cette dernière espèce de fonds que l'on a occasion d'exercer le droit de bornage (6).

(1) Proudhon, *usuf.*, n°s 1243, 1244; Toullier, t. III, p. 123; Curasson, t. II, p. 433. — (2) Duranton, t. V, n° 258. — Voir n° 366. — (3) Toullier, t. I^er^, n° 181; Curasson, t. II, p. 434. — (4) Curasson *id.* — CONTRA, Marcadé, sur 646 C. C. — (5) Bordeaux, 23 juin 1836 (Lauretet). — (6) Pardessus, *servit.*, n° 117.

141. Le bornage ne peut s'effectuer qu'entre des fonds *contigus* (1); il ne suffirait pas qu'ils fussent voisins. C'est ainsi qu'il n'y aurait pas lieu d'effectuer un bornage entre des héritages séparés par un cours d'eau ou un chemin publics.

142. Mais, pour que le droit de bornage puisse être exercé à l'égard du fonds contigu, il faut qu'il ne l'ait pas été antérieurement, ou du moins qu'il n'existe ni preuve ni trace apparente de son exécution antérieure. Or il y aurait des preuves et des traces de cet ancien bornage, s'il existait des procès-verbaux ou des titres récognitifs qu'il serait encore possible d'appliquer au terrain, ou si l'on retrouvait, placées entre les fonds, des bornes ayant un caractère usité.

143. On considère comme ayant ce caractère les signes dont le but évident et reconnu est de constater d'une manière immuable et irrécusable la ligne séparative des héritages. Ces signes, appelés, selon les pays, *bornes*, *devises*, *termes*, *mères*, etc., sont immobiles ou mobiles : — *immobiles*, quand ils ne sont pas susceptibles de déplacement, comme un rocher, un édifice ; — *mobiles*, lorsqu'ils peuvent être déplacés, comme une pierre. Ces bornes immobiles ou mobiles sont reconnues comme telles à certaines marques usitées dans les localités et qui en dénotent la destination. Ainsi, par exemple, les rochers et les édifices, qui servent de bornes, sont marqués d'une *trace* ou d'une *croix*. Quant aux simples pierres, comme il serait facile de les faire disparaître, il est d'usage de placer au-dessous, en assez grande quantité pour que la présence n'en soit point attribuée au hasard, quelques substances réfractaires, telles qu'un certain nombre de morceaux de tuile, de verre, de charbon. Ces morceaux sont appelés ordinairement *garants* ou *témoins*.

144. Mais on ne pourrait regarder comme *bornes*, et comme mettant obstacle par leur existence à l'exercice du droit de bornage, des haies vives, des épines (2), — des arbres même frappés, à leur face extérieure, d'un coup de hache ; — des fossés ou des chevrettes, — des sentiers d'exploitation existant depuis plus de trente ans (3).

(1) 646 C. C. — (2) Cass. 30 déc. 1818 (Lotte).
(3) Solon, *servit. réelles*, nº 60. — CONTRA, Colmar, 21 août 1821 (Armbruster).

Ces signes pourraient bien, à la vérité, servir de preuve à la possession ou à la propriété du terrain compris derrière eux, et indiquer, par cela même, la ligne de délimitation, mais ne sauraient constituer des bornes qui dispenseraient d'en placer d'autres d'un caractère usité et reconnu (1).

145. Il ne faut pas, en effet, confondre les deux opérations bien distinctes que comprend l'exercice du droit de bornage, à savoir *la délimitation* et *l'abornement* (2). La première, la délimitation, a pour objet de déterminer la ligne séparative des fonds contigus, et s'effectue par l'arpentage des héritages et par l'application des titres et des plans au terrain. Or il n'y a pas lieu, évidemment, de faire la recherche de cette ligne séparative, quand celle-ci ressort clairement de la longue possession et de la propriété prouvées par l'existence de clôtures ou de voies séparatives anciennes. Cette recherche est également inutile, quand les propriétaires sont d'accord sur les limites de leurs fonds contigus.—Après cette première opération, arrive la seconde, l'abornement ou placement de bornes, qui a pour effet de faire ressortir d'une manière immuable, et selon la forme usitée dans la localité, la ligne séparative des héritages déterminée ainsi qu'il vient d'être dit.

146. Le bornage se fait à frais communs (3), mais non l'arpentage et les autres opérations préliminaires dont le but est d'arriver à la délimitation. « Autrement le propriétaire d'une portion considérable de terrain, dont l'arpentage serait devenu nécessaire pour arriver à fixer le lieu de plantation des bornes, pourrait ruiner son voisin, qui n'en aurait qu'une très-petite partie, en lui faisant supporter la moitié des dépenses (4). »

147. 2° DES DEUX MODES DE CET EXERCICE. — *Mode amiable.* — Les propriétaires, maîtres de leurs droits et qui sont disposés et décidés, à l'avance, à s'entendre, peuvent prendre la voie amiable pour procéder au bornage. Ce mode, moins coûteux que le mode judiciaire, est soumis aux règles générales des conventions; les parties, dans leur intérêt, doivent avoir bien soin d'en constater les opérations et les résultats par un acte soit notarié, soit sous seing privé, enregistré.

(1-2) Cass. 30 déc. 1818 (Lotte). — (3) 546 C. C. — (4) Pardessus, *servit.*, n° 129. — CONTRÀ, Marcadé, sur l'art. 646 C. C.

148. — ... *judiciaire, action en bornage.* — Quand les héritages contigus appartiennent à des mineurs, ou bien à des propriétaires qui ne peuvent s'entendre amiablement, il y a lieu de procéder par la voie judiciaire. Dans ce cas, l'action est portée, suivant les circonstances particulières du procès, soit devant les tribunaux civils de première instance, soit devant le juge de paix, ainsi que nous aurons l'occasion de l'exposer dans la suite de ce traité (1).

ARTICLE 3.

Dispositions protectrices des bornes et limites.

149. La suppression ou déplacement de bornes peut donner lieu soit à une action civile, soit à une action correctionnelle.

L'action civile, de laquelle nous parlerons plus loin (2), consiste dans une action possessoire tendant à la cessation du trouble occasionné par le fait.

L'action correctionnelle a pour but de faire punir l'auteur de ce fait criminel, aux termes de l'art. 456 du code pénal, ainsi conçu: « Quiconque aura déplacé ou supprimé des bornes, ou pieds corniers, ou autres arbres plantés ou reconnus pour établir des limites entre différents héritages, sera puni d'un emprisonnement qui ne pourra être au-dessous d'un mois ni excéder une année, et d'une amende égale au quart des restitutions et des dommages-intérêts, qui, dans aucun cas, ne pourra être au-dessous de 50 fr. »

§ 3. — *Du droit de libre exploitation.*

150. Le propriétaire de biens ruraux est libre de varier à son gré la culture et l'exploitation de ses terres; il peut librement disposer de ses produits (3). Le droit de libre exploitation, ainsi que les règlements qui le concernent, seront complétement exposés dans la seconde partie de ce traité.

§ 4. — *Du droit d'accession.*

151. La propriété du fonds rural donne droit sur tout ce qu'il produit et sur ce qui s'y unit et s'y incorpore, soit naturellement,

(1) Voir n° 1399. — (2) Voir n° 1378.
(3) 2, sect. I, L. 28 sept. 1791.

soit artificiellement; c'est ce qu'on appelle le *droit d'accession* (1).

ARTICLE 1er.

..... sur tout ce qui est produit par le fonds rural.

152. 1° Acquisition des fruits. — Au premier abord, la disposition légale qui porte que le propriétaire du fonds l'est aussi de ce qui est produit par ce fonds paraît si naturelle, qu'on est tenté de la croire inutile. Il est évident, par exemple, que le blé produit par mes sillons, après que mes travaux et mes sueurs les ont fécondés, après que j'y ai jeté ma semence, est bien ma propriété, et que cela serait encore ainsi, le code civil n'eût-il rien dit à ce sujet. Aussi le législateur, en posant cette règle, a-t-il disposé pour des cas tout autres que celui si simple dont nous venons de parler, et en vue de circonstances qui se présentent assez fréquemment.

Il s'agit, en effet, de savoir à qui appartient ce qui est produit par le fonds, quand ce fonds est soustrait au pouvoir du véritable propriétaire, ou bien quand le produit est obtenu par les soins, les peines, les avances d'une personne autre que ce propriétaire.

Eh bien! même dans ces cas, aux termes de la loi, le maître du fonds est propriétaire de ce qui en est le produit : *Omnis fructus non jure seminis, sed jure soli percipitur;* c'est la propriété du sol, non celle de la semence, qui donne le droit de recueillir les fruits (2).

153. Il acquiert ces fruits, quels qu'ils soient : fruits *naturels, industriels* ou *civils* de la terre (3). Les fruits naturels sont le produit spontané du sol, comme le foin, les bois, etc. Les fruits industriels sont ceux qu'on obtient par des soins et à l'aide de travaux, tels que les céréales, les raisins, etc. (4). Les fruits civils sont les prix du bail d'une ferme, des terres, etc. (5).

154. Mais, s'il veut profiter de ces fruits, ainsi qu'il en a le droit, le propriétaire du sol est tenu préalablement de rembourser les frais de labours, travaux et semences faits par les tiers (6). Au

(1) 546, 551, 712 C. C. — (2) L. 25, D. *de rei vindicat.* — (3) 547 C. C. — (4) 583 *id.* — (5) 584 *id.* — (6) 548 *id.*

cas où, tout d'abord, le maître du sol se serait emparé de la récolte, et où il se refuserait ensuite à indemniser les tiers, ceux-ci auraient une action privilégiée pour obtenir le remboursement des avances dont il vient d'être parlé (1).

155. Mais la loi, en disposant que le propriétaire serait tenu de rembourser « les frais de labours, travaux et semences faits par les tiers, » a-t-elle entendu s'exprimer d'une manière limitative ou énonciative? Autrement dit, le tiers qui aura, par exemple, acheté des engrais, payé des impôts pour le fonds duquel ensuite il restitue les fruits, est-il fondé à demander le remboursement de ces frais, bien qu'ils ne soient point spécialement indiqués parmi ceux dont la loi autorise la réclamation ?

Les jurisconsultes et un arrêt de la cour de cassation enseignent l'affirmative, en se fondant sur cet axiome de droit : *Nulli sunt fructi, nisi impensis deductis ;* il n'y a de fruits que ce qui reste, déduction faite des avances (2). Nous ajouterons que l'on peut tirer, à l'appui de cette solution, des arguments sérieux de la combinaison des art. 553 et 555 du code civil, dont nous allons avoir bientôt à nous occuper, et qui indiquent à quelles conditions de remboursement le propriétaire d'un fonds peut retenir les travaux qui y ont été faits par un tiers à ses frais (3).

156. Les fruits pourraient même être encore réclamés par le propriétaire, bien qu'ils n'existassent plus en nature, comme lorsqu'ils ont été vendus ou consommés. Dans ce cas, c'est la valeur qui est due, et cette valeur peut être établie par tous moyens, même par une expertise. L'évaluation est, en définitive, dans le domaine souverain des tribunaux, auxquels la réclamation est soumise.

157. A cette demande, celui qui a profité des fruits ne pourrait opposer la prescription quinquennale, établie en faveur du débiteur d'argent prêté ou d'un prix de bail (4). Quand le maître du fonds revendique les fruits, ce n'est pas comme simple créancier, c'est en tant que propriétaire (5). La seule prescription qu'il soit

(1) 2102 1° C. C. — (2) Duranton, t. IV, p. 549. — Cass. 15 janv. 1839 (Rudel-Dumiral). — CONTRA, Caen, 28 juin 1835 (Duguy). — (3) Voir n° 169. — (4) Voir 2277 C. C. — (5) Cass. 13 déc. 1830 (Quevremont).]]

possible de lui opposer est la prescription trentenaire ; et, dans ce cas même, elle ne pourrait être invoquée que pour ceux des faits de perception des fruits qui remonteraient à plus de trente ans, mais nullement pour ceux qui seraient postérieurs (1).

158. Voici une application pratique et peu connue de l'accession. Les fruits suspendus à des branches qui s'étendent au-dessus du champ d'autrui sont, nonobstant cette circonstance, et en dépit de préjugés populaires très-répandus, la propriété de celui à qui appartient le sol dans lequel l'arbre a ses racines. On accorde même une sorte de *droit de suite* à ce propriétaire, alors que ces fruits sont tombés sur l'héritage voisin (2). Mais il doit les recueillir en temps opportun et dans un court délai, dans les trois jours, par exemple, ainsi que le voulait le droit romain (3), et à la condition seulement qu'il sera possible de les ramasser sans causer de dégât, à peine de tous dommages-intérêts.

159. 2° EXCEPTION AU PRINCIPE EN FAVEUR DU POSSESSEUR DE BONNE FOI.—Cependant la règle qui veut que les fruits soient acquis au propriétaire fléchit dans une circonstance déterminée et devant des considérations basées sur l'intérêt public et l'équité. Ainsi il peut arriver que celui qui a semé, qui a préparé la production possède comme propriétaire, c'est-à-dire en vertu d'un titre translatif de propriété dont il ignore les vices. Dans cette situation, il est de bonne foi, et il ne cesse de l'être que du moment où ces vices lui sont connus. Or jusque-là, c'est-à-dire tant qu'il possède de bonne foi, *il fait les fruits siens* (4). Sa possession, à raison du caractère qu'on y reconnaît, a pour effet de le dispenser de restituer les fruits à celui dont il détient le fonds. Cependant le privilége que lui confère la loi n'irait pas jusqu'à l'exonérer de toute indemnité, si, durant sa possession, il n'avait pas joui en bon père de famille, comme l'eût fait un véritable propriétaire ; si, par exemple, il avait anticipé sur les coupes, démoli une ferme, etc. Dans ce cas, il devrait évidemment un dédommagement, jusqu'à concurrence du profit qu'il aurait fait (5). Le jour où le possesseur cesse d'ignorer les

(1) Duranton, t. IV, n° 362. — (2) Pardessus, *servit.*, n° 196; Toullier, t. III, p. 378. — CONTRA, Curasson, t. II, p. 492. — (3) L. *uni.* D. *de glan. legen.* — (4) 549, 550 C. C. — (5) Duranton, t. IV, n° 366.

vices de son titre d'acquisition, ce jour-là, comme nous l'avons dit, il ne possède plus de bonne foi, et dès lors il perd tout privilége. En conséquence, il est tenu, à partir de cet instant, de rendre les produits avec le fonds au propriétaire qui les revendique (1).

ARTICLE 2.

..... sur tout ce qui s'unit et s'incorpore au fonds.

160. En vertu du droit d'accession, le maître du fonds rural devient propriétaire de tout ce qui s'y unit et s'y incorpore (2). L'application de ce principe d'acquisition immobilière se manifeste surtout en ce qui concerne les plantations, constructions, fouilles qui sont effectuées sur l'héritage, les terrains adjacents et contigus que les cours d'eau forment ou abandonnent, et certains animaux demi-sauvages, alors que d'un fonds ils passent sur un autre.

161. 1° CONSTRUCTIONS, PLANTATIONS, FOUILLES. — Le propriétaire acquiert, par droit d'accession, toutes constructions, plantations et fouilles qui sont effectuées sur ou sous son héritage. Nous verrons bientôt qu'aux termes de la loi la propriété du sol emportant la propriété du dessus et du dessous (3), il en résulte, relativement aux travaux extérieurs ou intérieurs qui s'y trouvent, une double présomption, que ces travaux sont faits à ses frais et qu'ils lui appartiennent (4).

162. Mais cette présomption peut céder devant la preuve contraire.

163. Ainsi, quant à la propriété, la présomption cède devant la loi des contrats. Dans le domaine congéable ou de superficie, dans la constitution d'emphytéose, les édifices ne sont point la propriété du maître du sol tant que subsistent les droits qu'il a aliénés, c'est-à-dire le droit du domanier et de l'emphytéote. Elle cède encore devant la disposition contraire de la loi; une cave, un souterrain peuvent avoir été prescrits sous le terrain d'autrui; une mine n'appartient pas toujours au propriétaire du sol (5).

164. Quant aux frais, on pourra administrer la preuve que,

(1) 549 C. C. — (2) 551 *id.* — (3) Voir n° 179. — (4) 552, 553 C. C. — (5) Voir n° 265.

contrairement à la présomption, ils ont été faits, par le tiers, au moyen des mémoires et quittances. On pourra même, à cet effet, invoquer le témoignage, quelle que soit la somme réclamée; la preuve testimoniale étant admissible, dans tous les cas, pour les créances qui dérivent d'un quasi-délit et d'un quasi-contrat (1). Or il faut voir l'un ou l'autre dans le travail fait par un tiers sur le terrain d'autrui, selon qu'il a été effectué de bonne ou de mauvaise foi (2).

165. Si même les travaux ont été effectués par un possesseur (et ici peu importe sa bonne ou sa mauvaise foi), il lui suffira de prouver que les plantations, fouilles ou constructions ont été faites durant sa possession, époque à laquelle il prétendait posséder à titre de propriétaire, pour qu'il soit présumé qu'elles ont eu lieu à ses frais; et, comme il s'agit de la constatation d'un fait, toute nature de preuve se trouve admissible.

166. Mais cette présomption n'existerait pas pour le fermier simple détenteur précaire. On n'est pas censé vouloir dépenser son bien sur la chose qu'on ne pourra jamais acquérir par la possession. Le fermier serait tenu de prouver non-seulement que les travaux ont été exécutés durant sa jouissance, mais encore qu'ils l'ont été à ses frais (3).

167. Quand il est ainsi établi que les travaux ont été effectués par un tiers et à ses frais, le propriétaire du fonds a le choix entre deux droits que la loi lui accorde : il peut soit conserver les travaux exécutés, soit obliger le tiers à les supprimer.

168. Si le propriétaire du fonds demande la suppression des travaux, elle est aux frais de celui qui les a faits, sans aucune indemnité pour lui. — Le tiers peut même être condamné à des dommages-intérêts, s'il y a lieu, pour le préjudice que peut avoir éprouvé le propriétaire du fonds (4).

169. Si le propriétaire préfère conserver ses travaux, il doit rembourser la valeur des matériaux et le prix de la main-d'œuvre, sans égard à la plus ou moins grande augmentation de valeur que le fonds a pu recevoir (5).

(1) 1348 C. C. — (2) L. 6, § 3, D. *de neg. gest.* — (3) Duranton, t. IV, n° 372. — (4-5) 555 C. C.

170. La loi est moins rigoureuse pour le tiers possesseur de bonne foi. Elle dispose que, lorsque les travaux ont été faits par un tiers évincé qui n'aurait pas été condamné à la restitution des fruits, attendu sa bonne foi, le propriétaire ne peut demander la suppression de ces travaux; mais il a le choix ou de rembourser la valeur des matériaux et du prix de la main-d'œuvre, ou de rembourser une somme égale à celle dont le fonds a augmenté de valeur (1).

171. Selon nous, le fermier, qui, lui, ne possède point en vertu d'un titre translatif de propriété, ne saurait être assimilé au détenteur de bonne foi et profiter du bénéfice de la disposition analysée au précédent numéro (2).

172. Si, dans le cas d'un possesseur de bonne foi, le propriétaire du fonds n'a pas les moyens d'opérer immédiatement le remboursement, ce possesseur peut, à son choix, accorder un délai, convertir l'indemnité en capital donnant une rente, ou demander la licitation, etc.; — il pourrait même retenir l'héritage jusqu'à parfait remboursement (3). Mais il ne devrait pas en être ainsi pour un possesseur de mauvaise foi, puisque le propriétaire a toujours le droit de lui faire démolir et enlever ses ouvrages.

173. Jusqu'ici nous n'avons appliqué la règle de l'accession qu'aux plantations et autres ouvrages opérés par des tiers. Supposons maintenant que les travaux ont été faits par le propriétaire du sol, mais avec des matériaux appartenant à autrui. Dans ce cas encore, les plantations et constructions sont acquises à ce propriétaire, et le maître des arbres ou des matériaux n'a plus le droit de les enlever (4) : *omne quod solo inædificatur, solo cedit*; tout travail exécuté sur le sol en devient l'accessoire.

174. Toutefois le propriétaire du sol doit payer la valeur de ces matériaux, sans préjudice de dommages-intérêts, s'il y a lieu (5). Il importerait peu, d'ailleurs, que l'emploi des matériaux ait été effectué par erreur ou de mauvaise foi. Dans ce dernier cas seulement,

(1) 555 C. C. — (2) Marcadé, sur l'art. 555. — CONTRA, Rouen, 11 août 1820 (Perreau). — (3) 548, 867, 1612, 1673, 1749, 1948 C. C. — Rennes, 8 fév. 1841 (ursulines de Dinan). — CONTRA, Cass. 12 mai 1840 (Aragon). — (4-5) 554 C. C.

il pourrait y avoir lieu à des poursuites par voie extraordinaire (1).

175. Nous finirons ce sujet par une double remarque spéciale aux plantations. Les arbres appartenant à des tiers, nous venons de le dire, sont acquis au propriétaire du sol dans lequel on les plante, de telle sorte qu'ils ne peuvent plus être revendiqués par leurs maîtres primitifs. Or on s'est demandé à quel moment précis le droit d'accession produit cet effet au bénéfice du propriétaire du sol; si c'est à l'instant même où les arbres sont plantés, ou bien si c'est seulement le jour où, prenant racine, ils commencent à tirer leur substance du fonds dans lequel on les a transportés. — Toullier enseigne que les arbres peuvent être revendiqués par celui auquel ils appartiennent tant qu'ils ne se sont pas encore incorporés au sol, en quelque sorte, en y poussant des racines. Selon cet auteur, cette solution « doit d'autant mieux être suivie aujourd'hui, que le goût des plantes exotiques et rares est devenu une passion, et qu'il y a des plantes qui, à raison de leur rareté, ont, aux yeux des propriétaires, un prix d'affection que ne peuvent partager des experts, et qu'il serait néanmoins injuste de sacrifier, etc..... (2) » — Nous ne saurions admettre cette opinion, parce que, tout d'abord, elle nous semble reposer surtout sur un respect puéril pour l'exagération de certains amateurs qui poussent leurs goûts d'horticulture jusqu'à la passion, et qu'ensuite le texte de la loi et les nécessités de la pratique doivent la faire écarter. Selon le code, en effet, l'accession s'applique aussi bien à ce qui *s'unit* qu'à ce qui s'incorpore à la chose (3). Puis, comment déterminer l'instant précis où l'arbre reprend racine? A quels signes certains reconnaître qu'il commence à s'incorporer au sol? Faudra-t-il, pour effectuer cette constatation, déraciner l'arbre de nouveau, et par cela même renouveler les chances de son dépérissement? faudra-t-il faire procéder à une expertise, toujours longue et coûteuse? etc., etc. — L'intérêt des parties, la difficulté d'arriver à une solution certaine, le texte et l'esprit de la loi, tout porte à décider que l'arbre appartient au propriétaire du moment où il est *uni* au sol par la plantation. Le maître de l'arbre,

(1) 557 C. C. — (2) T. Ier, p. 127. — Conf., Neveu-Derotrie, *Lois rur.*, p. 29. — (3) 551 C. C.

d'ailleurs, ne peut jamais éprouver de perte réelle, puisqu'il est indemnisé pour la valeur de la plante qui lui a été enlevée, et qu'il peut, en outre, obtenir des dommages-intérêts, s'il y a lieu. Cette solution est donnée par MM. Duranton (1) et Marcadé (2), avec cette différence cependant que le premier en excepte les plantes exotiques que leur nouveauté et leur rareté rendraient précieuses. Mais l'exception est repoussée, avec raison, par le second, car rien dans la loi ne vient la justifier.

176. Enfin nous avons vu que, dans certaines circonstances, le propriétaire peut avoir à rembourser la valeur des arbres plantés dans son fonds soit par des tiers de bonne ou de mauvaise foi, soit par lui-même. Ici surgit une question importante. Le remboursement à effectuer par le propriétaire est-il de la valeur des plantations, à l'époque de leur origine, ou à l'époque même où ce remboursement a lieu? — Pour les plantations faites par les tiers, il convient de distinguer. — Lorsqu'il s'agit du tiers de bonne foi, le propriétaire, on l'a vu, a le choix soit de rembourser une somme égale à celle dont le fonds a augmenté de valeur, soit de rembourser la valeur des plantations et du prix de la main-d'œuvre. Or, dans le premier cas, la valeur des arbres, au moment de l'éviction, rentre naturellement dans l'estimation de la plus-value du fonds. La loi n'indique-t-elle pas par là que, dans l'autre alternative, le remboursement doit se baser sur des éléments équivalents, par conséquent, sur la valeur des arbres au moment de l'éviction? — Par contre, il n'en doit plus en être ainsi pour le tiers de mauvaise foi; autrement ce serait un moyen indirect de faire payer au propriétaire une portion du prix de la plus-value, et puis il est juste que le planteur qui n'est pas de bonne foi supporte toutes les conséquences de la position qu'il s'est faite à lui-même. — Quant à la valeur qu'est tenu de rembourser le propriétaire qui a planté des arbres dérobés, c'est évidemment celle que ces plantes avaient au moment du délit, sans préjudice de tous dommages-intérêts.

177. 2° Terrains formés ou délaissés par les cours d'eau. — Nous avons vu comment le propriétaire acquiert les alluvions et

(1) T. IV, n° 374. — (2) *Comm.* sur l'art. 554 C. C.

les atterrissements, les îles et îlots qui apparaissent au long ou près de son fonds (1). L'acquisition qu'il fait des alluvions et atterrissements est un résultat évident du droit d'accession. Mais en est-il ainsi du droit qui lui est reconnu sur les îles et îlots qui viennent à se former dans les cours d'eau non navigables ni flottables dont il est riverain? — Nous ne le croyons point. Nous démontrerons bientôt que, dans ce dernier cas, l'acquisition qu'en fait le maître de la rive voisine a lieu en vertu d'une prérogative que la loi a dû lui conférer (2).

178. 3° ANIMAUX QUI D'UN FONDS SONT PASSÉS DANS UN AUTRE. — « Les pigeons, lapins, poissons qui passent dans un colombier, garenne ou étang appartiennent au propriétaire de ces objets (qui, eux aussi, sont des fonds ruraux), pourvu qu'ils n'y aient point été attirés par fraude et artifice (3). » Nous expliquerons, en temps et lieu, cette disposition, qui s'applique également aux essaims d'abeilles, lorsque, quittant une ruche, ils vont se fixer autre part (4).

§ 5. — *De la propriété du dessus et du dessous du sol.*

179. La propriété du sol emporte la propriété du dessous et du dessus. En conséquence, le maître du fonds peut faire — au-dessus toutes les plantations et constructions qu'il juge convenables; — au-dessous, tous les travaux et fouilles qu'il juge de son intérêt d'exécuter (5). Ce droit a, toutefois, des limites qui seront exposées plus loin (6).

§ 6. — *De la propriété des eaux non courantes qui naissent ou tombent sur le fonds.*

180. Les eaux non courantes sont la propriété du maître du fonds, — sur lequel elles tombent et s'agglomèrent, s'il s'agit d'eaux pluviales; — dans lequel elles naissent, lorsqu'il est question d'une source. Nous verrons bientôt que, pour ce dernier cas, c'est seulement alors que les eaux sont sorties de l'héritage où elles prennent leur source qu'elles sont réputées courantes et qu'elles

(1) Voir n° 67 et suiv. — (2) Voir n° 197. — (3) 564 C. C. — Voir n° 1243 et suiv — (4) Voir n° 1257 et suiv. — (5) 552 C. C. — (6) Voir n°s 239, 258, 265.

sont sujettes aux lois qui régissent les cours d'eau (1). Nous exposons plus loin tout ce qui concerne l'exercice du droit de propriété sur les eaux non courantes (2).

§ 7. — *Du droit de chasse.*

181. A la vérité, les animaux sauvages, oiseaux, quadrupèdes, n'appartiennent à personne dans leur état de liberté ; et c'est pour cela qu'ils sont au premier qui s'en empare. Mais le respect dû au droit de propriété et la jouissance exclusive que le propriétaire a de son héritage font que la loi moderne ne permet le fait de chasse sur un terrain qu'au seul maître de ce terrain ou à celui à qui il délègue son droit. Autrement dit, le gibier qui se trouve sur un héritage en état de liberté n'appartient pas, pour cela, au maître de cet héritage. Le premier venu peut s'emparer de ce gibier sans commettre de vol au préjudice du propriétaire du fonds. Mais, seul, celui-ci peut y accomplir licitement le fait tendant à l'occupation ou en autoriser l'accomplissement de la part d'un tiers (3).

182. Toutefois le propriétaire ou ce tiers, dans l'exercice de leur droit, sont soumis à des règlements particuliers de police (4), dont nous aurons, par la suite, l'occasion de nous occuper tout au long (5). Ainsi ils doivent être munis d'un permis délivré par l'autorité compétente, et attendre que la chasse soit ouverte. — Ils ne sont exemptés de ce double assujettissement que s'ils chassent sur une possession close de la manière que nous l'avons exposé plus haut (6).

183. Le fait de chasse sur le terrain d'autrui, sans le consentement du propriétaire, est une violation de son droit de propriété, et la loi le réprime (7). Mais, sauf le cas où ce fait est accompagné d'autres circonstances constituant, par elles-mêmes, des infractions aux lois de police sur la chasse, c'est au seul propriétaire lésé qu'il appartient d'en demander ou d'en poursuivre la répression. Ainsi il doit soit former une plainte sur laquelle le ministère public suit d'office, soit citer directement le délinquant devant le tribunal correction-

(1) Voir n° 709. — (2) Voir n° 706 et suiv. — (3) Décr. 4 août 1789 ; 1, L. 3 mai 1844. — (4) 715 C. C. — (5) Voir n° 1446 et suiv. — (6) Voir n° 116. — (7) Voir n° 1484.

nel (1). Cependant le ministère public pourrait poursuivre d'office, par exception, indépendamment de toute initiative de la part du propriétaire, si le fait de chasse avait été commis sur un terrain attenant à une habitation et entouré d'une clôture continue faisant obstacle à toute communication avec les héritages voisins (2), ou sur des terres non encore dépouillées de leurs fruits (3).

184. Nous venons d'indiquer, il y a un instant, que le propriétaire peut disposer de son droit en faveur d'un tiers. Cette disposition est soit une simple *permission*, soit une *cession* du droit de chasse. Peu importe, d'ailleurs, qu'elle ait eu lieu à titre gratuit ou à titre onéreux. La permission ne donne, à celui qui l'a obtenue, que la faculté de chasser sans crainte d'être inquiété par le propriétaire. La cession, sauf réserves formellement exprimées, confère au cessionnaire tous les droits du maître du fonds; elle lui donne, dès lors, le droit d'empêcher toutes personnes de chasser sur le terrain, et de poursuivre celles qui enfreindraient sa défense.

185. Mais jusqu'où peuvent s'étendre les effets d'une cession effectuée en cette matière? Pourrait-on stipuler que le droit de chasse sera séparé à jamais, à titre de droit réel, de la propriété même de l'héritage? Par exemple, le vendeur d'un fonds peut-il réserver le droit de chasse à perpétuité, pour lui, ses héritiers ou ayants cause? — La cour d'Amiens a décidé l'affirmative, par le motif « que la transmission de la propriété par contrat est susceptible de toutes les conditions et stipulations qui n'ont rien de contraire aux lois, aux bonnes mœurs et à l'ordre public; qu'ainsi, dans une adjudication, le propriétaire peut se réserver telle ou telle partie de ses droits sur la terre qu'il aliène, et notamment le droit de chasse, qui n'en est qu'un accessoire, un démembrement de la propriété; que cette réserve, lors même qu'elle a lieu non-seulement au profit du vendeur, mais encore au profit de ses successeurs ou ayants cause, doit avoir son effet..., etc. (4) » — Cette décision est une violation évidente de la loi. Le droit de chasse qu'une convention viendrait ainsi séparer à perpétuité de la propriété du fonds constituerait une servitude sur ce fonds. Or, nous le verrons,

(1) 26, L. 3 mai 1844; 182 C. inst. crim. — (2) 2, 13, 26, L. 3 mai 1844. — (3) 11, 26 *id.* — (4) 2 déc. 1835 (Bezannes).

aux termes de l'art. 686 du code civil, on ne peut établir de droits de servitude sur un héritage qu'*au profit d'un autre héritage*, et tel ne serait pas le cas, puisqu'il est bien évident que, par sa nature même, la chasse ne peut profiter qu'à des personnes. Il faut donc en conclure que le bénéficiaire d'une pareille stipulation ne jouirait, en réalité, que d'un droit personnel qui devrait s'éteindre avec lui (1).

186. Le droit de chasse est-il réputé tacitement compris dans le bail du fonds rural? En d'autres termes, le fermier jouit-il, sur les terres qu'il a prises à bail, du droit de chasse à titre d'accessoire de sa jouissance? — Cette question est vivement controversée, et c'est en invoquant les principes de droit qu'on a prétendu la résoudre. — Les partisans de la négative disent à l'appui de leur opinion : le droit de chasse est tout autre chose que le droit d'exploiter le fonds ; tous deux, à la vérité, sont des attributs de la propriété du sol, mais ce sont des attributs distincts. En se dépouillant de l'un par un contrat de bail, le maître du fonds rural ne se dépouille pas de l'autre, et la preuve, c'est que l'un et l'autre de ces droits peuvent devenir l'objet particulier de baux distincts faits avec des individus différents (2). — Les partisans de l'affirmative répondent : la distinction qui existe entre ces deux attributs de la propriété, entre le droit de chasse et celui d'exploiter le sol, ne fait rien à l'affaire. Ce n'est point par les principes qu'il faut considérer la chose, c'est par les effets. Or les contrats de bail ne portent pas spécialement que le fermier prendra uniquement les profits résultant de l'exploitation du sol ; ils stipulent, au contraire et en général, au profit du fermier, la jouissance des terres louées. Or la chasse, tout comme l'exploitation du sol, constitue cette jouissance, puisqu'il en résulte ou peut en résulter des profits réels et appréciables même en argent (3). — Quant à nous, nous repoussons

(1) Proudhon, *Dom. priv.*, t. I, n° 387; Duvergier, *Coll. des lois*, 44, 101, note 1 ; Duranton, t. IV, n° 292. — CONTRA, Toullier, t. IV, n° 19.

(2) Paris, 19 mars 1812 (Duval de Bonneval); Angers, 14 août 1826 (Monty); Cass. 4 juillet 1845 (Pellegrin); Grenoble, 19 mars 1846 (Lardet).—Merlin, *Quest. de droit*, v° *Chasse* ; Toullier, t. IV, n° 19 ; Troplong, n° 161.

(3) Bruxelles, 6 novembre 1822 (Vandenberghe); Duvergier, *Louage*, t. I^er^ ;

l'une et l'autre de ces solutions, que nous trouvons trop absolues, et nous ne pensons pas qu'il faille aller si loin ni surtout s'élever si haut pour trouver la raison de décider. Selon nous, la question ne peut, ne doit pas être tranchée en principe ; elle doit être jugée selon les circonstances et d'après les règles ordinaires des conventions. Si elle se présente devant eux, les tribunaux rechercheront quelle a été la commune intention du propriétaire et du fermier lorsqu'ils ont conclu le bail, et dans ce but ils feront bien de s'enquérir s'il est ou s'il n'est pas d'usage, dans le pays où le contrat a été passé, que la chasse soit comprise dans la jouissance du fermier (1). Cette solution, au reste, paraît résulter d'un arrêt de la cour de cassation que les partisans de la négative invoquent, bien à tort, selon nous, comme ayant tranché la question dans leur sens et d'une façon absolue (2).

§ 8. — *Du droit de défendre le fonds rural contre les entreprises des bêtes fauves.*

187. Le propriétaire ou son représentant a le droit de *repousser*, même à l'aide d'armes à feu, les animaux sauvages malfaisants au moment où, se trouvant sur son fonds, ils y causent un dommage actuel (3). C'est là un droit naturel de défense inhérent à la propriété, et qu'il faut se garder de confondre avec le droit dont il vient d'être précédemment parlé. Il est vrai que, comme le droit de chasse, il aboutit ou peut aboutir à la destruction de l'animal sauvage ; mais, par la chasse, le propriétaire prend l'offensive et attaque, indépendamment de tout fait de dommage causé par l'animal. Dans le cas dont il s'agit ici, au contraire, le propriétaire défend sa propriété et repousse l'attaque. L'exercice du droit de défense ne doit donc pas être soumis aux règles et conditions de l'exercice du droit de chasse ; il peut s'effectuer en tout temps, de jour comme de nuit, et sans permis (4). Toutefois c'est à celui qui use de ce droit à établir qu'il y était autorisé par le dommage causé au moment même (5).

n° 73 ; Vaudoré, *Droit rur.*, t. II, n° 241; *Répert. du pal.*, v° *Chasse*, n° 1262.

(1) 1156, 1160 C. C. — (2) Cass. 12 juin 1828 (Moreau). — (3) 9, 3° L. 3 mai 1844. — (4) Cass. 14 avril 1848 (Tardivel). — (5) *Disc. du garde des sceaux, chamb. des pairs*, 27 mars 1844.

188. Mais, tout en reconnaissant l'existence de ce droit, la loi n'en autorise l'exercice que pour repousser les attaques des *bêtes fauves*. Quelle est la portée de cette désignation ? La discussion qui s'est élevée, à ce sujet, lorsque les chambres s'occupèrent de la loi de 1844 sur la police de la chasse, fut tellement confuse, qu'il est impossible d'y puiser aucun document utile à la solution de la question. Les orateurs y paraissent avoir confondu, les unes avec les autres, toutes les natures d'animaux, ceux qui, bien que sauvages par leur origine, ont perdu ce caractère par cela qu'ils sont placés, sous la mainmise de l'homme, avec ceux qui sont restés complétement sauvages. Ainsi certains ont voulu comprendre, sous la dénomination susindiquée, les lapins de garenne, et jusqu'aux pigeons de colombier. Or c'est là surtout, quant à cette dernière espèce d'animaux, une erreur évidente. Le mot *bête fauve* ne saurait s'appliquer qu'aux animaux *sauvages*, et, dans tous les cas, à ceux-là seulement qui sont *quadrupèdes*.

CHAPITRE II.

DES DROITS ATTACHÉS, COMME PRÉROGATIVES, A LA PROPRIÉTÉ DU FONDS RURAL QUE BORDE OU TRAVERSE UN COURS D'EAU NON NAVIGABLE NI FLOTTABLE.

189. Nous allons parler ici de quelques appendices réels au droit de propriété, lequel, en l'absence d'une loi spécialement génératrice, n'aurait jamais pu produire de lui-même les effets qui vont être indiqués. Cette extension du droit consiste dans la jouissance et la disposition partielle de choses qui, si elles sont juxtaposées au fonds rural, n'en font certainement point partie : ainsi l'usage des eaux non navigables ni flottables qui traversent ou bordent l'héritage; le droit de pêche sur ces mêmes eaux, et le droit d'alluvion appliqué aux îles et îlots qui sont formés dans leur lit. Nous renvoyons à un peu plus loin (1) la justification de ce que nous venons de dire ; à savoir que ces droits utiles sont *des priviléges conférés par la loi*, et nullement des attributs naturels de la propriété du fonds riverain.

(1) Voir n° 646.

§ 1er. — *Du droit à l'usage privatif de ces eaux.*

190. Celui dont la propriété borde une eau courante, autre que les cours d'eau navigables et flottables, déclarés dépendances du domaine public, peut s'en servir, à son passage, pour l'irrigation de ses propriétés. — Celui dont cette eau traverse l'héritage peut même en user dans l'intervalle qu'elle y parcourt, mais à la charge de la rendre, à la sortie de son fonds, à son cours ordinaire (1). — Nous exposerons, en temps et lieu, en quoi consistent ce droit et tout ce qui constitue son exercice (2).

§ 2. — *Du droit de pêche.*

191. Nous rappellerons ici ce que déjà nous avons dit à l'occasion du droit de chasse (3). Le poisson, dans son état de liberté, non plus que le gibier, n'appartient à personne, de telle sorte qu'il devient la propriété du premier occupant. Mais ce n'est qu'aux riverains, ou à ceux qu'ils ont autorisés, que la loi reconnaît le droit de se livrer à l'acte qui tend à la prise du poisson. « Dans toutes les rivières et canaux, dit-elle, autres que ceux qui sont dépendances du domaine public et dont l'entretien est à la charge de l'État ou de ses ayants cause, les propriétaires riverains ont, chacun de leur côté, le droit de pêche jusqu'au milieu du cours d'eau (4). »

192. Mais la loi ajoute : « sans préjudice des droits contraires établis *par* POSSESSION *ou titres* (5). » Au sujet de ce dernier mot nous n'avons aucune observation à faire; par là le législateur a voulu soit respecter les décisions rendues sur ce point et ayant acquis force de chose jugée, soit constater le droit qu'ont les cousagers de régler entre eux, par des conventions particulières, l'usage de la chose commune. Mais comment se fait-il qu'il ait prévu également qu'en certains cas *la possession* pouvait servir de base à un droit exclusif de pêche au profit de l'un des coriverains? Ce droit, en effet, ayant besoin, pour son exercice, du fait actuel de l'homme, est évidemment une servitude discontinue sur le cours d'eau; de telle sorte que là, à l'endroit où on ne l'exerce pas en vertu d'un titre ou par

(1) 644 C. C. — (2) Voir nº 653 et suiv. — (3) Voir nº 181. — (4) 1, 2, L. 15 avril 1829. — (5) 2 *id.*

suite du bénéfice de la loi, on n'a jamais pu, d'après les principes, l'acquérir par prescription. Cependant la loi aurait-elle donc prétendu, par les mots dont elle s'est servie, créer un privilége en faveur du droit de pêche? Aurait-elle voulu que, par une dérogation au principe général, ce droit pût s'acquérir par la possession? — Nous ne pouvons l'admettre. Selon nous, le législateur de 1829 n'a inséré dans son texte l'expression qui nous occupe que parce qu'il délibérait à une époque où la question de propriété des cours d'eau non navigables ni flottables, n'étant pas suffisamment élucidée, était généralement décidée en faveur des riverains. Pour lui donc, le droit de pêche, étant l'attribut naturel de cette prétendue propriété des riverains sur les cours d'eau, constituait aussi un véritable droit de propriété susceptible, dès lors, d'être acquis par prescription. Mais, aujourd'hui, il est constant que l'opinion qui attribuait alors la propriété du cours d'eau aux riverains est abandonnée comme une erreur. Il s'ensuit que le point de départ manque à la disposition précitée, laquelle, ainsi, se trouve n'avoir pas d'application possible; car, répétons-le, en fait de pêche au delà des limites qui lui sont tracées par la loi elle-même, aucun des riverains ne peut jamais acquérir de possession légale.

193. Le droit de pêche est-il réputé tacitement compris dans le bail à ferme qui est fait du fonds riverain? — Cette question, au sujet de laquelle s'est élevée une discussion semblable à celle dont nous avons rendu compte à l'occasion de la question identique relative au droit de chasse, nous paraît devoir être résolue de la même manière (1).

194. Mais nous ne pousserons pas l'assimilation jusqu'à soutenir, pour le droit de pêche, ce que nous avons enseigné pour le droit de chasse; à savoir qu'on ne pourrait le séparer de la propriété du fonds riverain pour le céder à jamais à un tiers. Le motif qui nous fait arriver ici à une solution différente, c'est que le droit de pêche n'est pas, comme la chasse, un attribut essentiel et inhérent à la propriété du fonds rural; il est, tout au contraire, un droit créé par la loi sur une chose qui n'appartient à personne, et dont en principe, sauf quelques exceptions, l'usage est commun à tous. Le proprié-

(1) Voir n° 186.

taire riverain, qui cède à jamais son droit de pêche, ne crée donc pas, au profit d'une personne, comme il le fait lorsqu'il s'agit de la concession perpétuelle d'un droit de chasse, une servitude sur son fonds même; ce qui serait contraire au principe de l'article 686, cod. civ. La propriété de son héritage reste, comme par le passé, libre, pleine et entière. Ce qu'il a cédé est simplement une faveur personnelle que la munificence de la loi lui permettait d'exercer sur le cours d'eau juxtaposé, sorte de fonds commun soumis, en principe, à l'usage de tous. — M. Daviel arrive à la même solution, mais par d'autres motifs (1).

195. Le fait de pêche, auquel on se livre sans autorisation du propriétaire riverain, est une violation du droit qui lui est afférent. Celui-ci peut faire constater cette violation, et en obtenir une réparation civile et pénale (2).

196. Dans le cas où des cours d'eau sont rendus ou déclarés navigables ou flottables, les propriétaires qui, par cela même, sont privés du droit de pêche ont droit à une indemnité préalable, qui est réglée selon les formes prescrites par les art. 16, 17 et 18 de la loi du 8 mars 1810, compensation faite des avantages qu'ils pourraient retirer de la destination qui est donnée au cours d'eau par le gouvernement (3).

§ 3. — *Du droit aux îles et îlots d'alluvion.*

197. Nous avons vu que les îles et îlots qui se forment dans le lit des cours d'eau non navigables ni flottables sont acquis aux propriétaires des fonds riverains (4). Or c'est là un privilége, une extension évidente du droit d'accession que la loi a créé en leur faveur. Le droit naturel, en effet, eût été impuissant pour leur faire acquérir cette propriété, puisqu'il s'agit d'une alluvion formée au milieu des eaux, sans adhérence avec leur héritage, et sur un fonds, nous l'avons déjà dit et nous le démontrerons du reste (5), dont ils ne sont point propriétaires.

(1) *Cours d'eau*, n° 932. — CONTRA, Avis du cons. d'Ét., 19 oct. 1811 (Comm. de Condé-sur-Iton). — Souchet, *Cout. d'Angoumois*.

(2) 5, 65, 67, L. 15 avril 1829. — (3) 3 *id.* — (4) Voir n° 89 et suiv. — (5) Voir n°s 189 et 646.

TITRE III.

DES RESTRICTIONS QUI GRÈVENT OU PEUVENT GREVER LA PROPRIÉTÉ DU FONDS RURAL.

198. Après l'examen des droits et prérogatives afférents à la propriété du fonds rural, la logique appelle, comme contre-partie, l'exposé des charges qui grèvent ou peuvent grever cette propriété. « La première étude du propriétaire de biens ruraux, dit un auteur déjà ancien, doit être de s'instruire à fond des droits et des prérogatives attachés à sa qualité de propriétaire, *avec leurs restrictions*, afin de ne pas risquer sa fortune et son repos par des prétentions exagérées (1). » Or, au sujet de ces restrictions, la loi du 28 septembre-6 octobre 1791, que, si souvent, l'on a appelée le *code rural*, et qui, encore aujourd'hui, forme la charte de la propriété foncière et de l'agriculture, dispose en ces termes : « Art. 1^er^. Le territoire de la France, dans toute son étendue, est libre comme les personnes qui l'habitent. Ainsi toute propriété territoriale ne peut être sujette, envers les particuliers, qu'aux redevances et aux charges dont la convention n'est pas défendue par la loi, et, envers la nation, qu'aux contributions publiques établies par le corps législatif, et aux sacrifices que peut exiger le bien général sous la condition d'une juste et préalable indemnité. » Le législateur, on le voit, divise en deux classes les restrictions apportées aux droits de la propriété foncière : celles qui sont établies *en vue de l'utilité publique*, celles qui sont créées *pour un but d'intérêt privé;* nous allons les examiner successivement.

CHAPITRE I^er^.

DES RESTRICTIONS ÉTABLIES EN VUE DE L'INTÉRÊT PUBLIC.

199. Si toutes nos constitutions, depuis celle de 1791 jusqu'à celle de 1848, reconnaissent et consacrent en principe l'inviolabilité du droit de propriété, elles proclament en même temps, au

(1) Fournel, *Lois rur.*, *disc. prélim.*, p. 37.

nom de l'utilité publique, la nécessité de *l'impôt*, et l'obligation, pour chacun, de faire, d'une manière plus ou moins absolue, plus ou moins complète, *le sacrifice de sa propriété*, moyennant, toutefois, une juste indemnité.

SECTION 1re.

De l'impôt foncier.

200. L'impôt foncier ou contribution foncière frappe le sol, ainsi que son nom l'indique; il est donc payé principalement par le fonds rural, dont l'étendue considérable est hors de toute proportion avec celle des fonds destinés à l'industrie.

201. 1° Assiette de l'impôt. — L'impôt est établi sur le revenu imposable des fonds, c'est-à-dire sur le revenu net calculé d'après un certain nombre d'années déterminé. — Le revenu net imposable des terres est ce qui reste au propriétaire, déduction faite, sur le produit brut, des frais de culture, semences, récoltes et entretien (1). Cette déduction emporte, en général, un tiers du produit brut. — Quant aux fonds ruraux qui sont *bâtis*, il faut distinguer entre ceux qui sont affectés à l'habitation de l'homme et ceux qui servent simplement à l'exploitation rurale. Pour asseoir l'impôt des premiers, de ceux qui sont destinés à l'habitation, on considère deux choses : la superficie du sol sur lequel s'appuie la construction, puis la construction elle-même. Le revenu du sol est évalué comme celui des terres de première qualité; celui de la construction est déterminé d'après sa valeur locative calculée sur dix ans, sous déduction d'un quart de cette valeur, en considération du dépérissement et des frais d'entretien et de réparation (2). Les fonds ruraux bâtis, dont il nous reste à parler, c'est-à-dire ceux qui servent aux exploitations rurales, tels que granges, écuries, greniers, caves, celliers, pressoirs et autres, destinés à loger les bestiaux des fermes et métairies ou à serrer les récoltes, ainsi que les cours des fermes ou métairies, ne sont soumis à la contribution foncière qu'à raison du terrain qu'ils enlèvent à la culture, évalué sur le pied des meilleures terres labourables de la commune (3).

(1) 3, 4, 57, L. 3 frim. an VII. — (2) 82 *id.* — (3) 85 *id.*

202. 2° Exemptions en faveur de certains fonds ruraux. — Certaines exceptions ont été introduites au principe qui veut que toutes les propriétés soient assujetties *également* à l'impôt.

203. Les unes sont fondées sur ce que certains fonds ont pour destination l'intérêt général ; tel est le motif qui a fait exonérer de l'impôt les biens domaniaux, les chemins publics et vicinaux, les rivières même non navigables (1).

204. Les autres sont établies dans l'intérêt de l'agriculture, mais ne sont que temporaires. — Ainsi les marais ou étangs desséchés ne peuvent subir aucune augmentation de l'impôt foncier pendant les vingt-cinq premières années qui suivent le dessèchement (2). — La cotisation des terres en friche depuis dix ans, qui sont plantées ou semées de bois, ne peut être augmentée pendant les trente premières années du semis ou de la plantation (3). — La cotisation des terres vaines et vagues depuis quinze ans, qui sont mises en culture autre que celle qui va être ci-après désignée, ne peut être augmentée pendant les dix premières années après le défrichement (4). — La cotisation des terres vaines et vagues ou en friche depuis quinze ans, qui sont plantées en vignes, mûriers ou autres arbres fruitiers, ne peut être augmentée pendant les vingt premières années de la plantation (5). — Le revenu imposable des terrains déjà en valeur, qui sont plantés en vignes, mûriers ou autres arbres fruitiers, ne peut être évalué, pendant les quinze premières années de la plantation, qu'au taux de celui des terres d'égale valeur non plantées (6). — Le revenu imposable des terrains maintenant en valeur, qui sont plantés ou semés en bois, n'est évalué, pendant les trente premières années de la plantation ou du semis, qu'au quart de celui des terres d'égale valeur non plantées (7). — Mais, pour jouir de ces divers avantages et à peine d'en être privé, le propriétaire est tenu de faire, à la mairie de la commune dans le territoire de laquelle les biens sont situés, avant de commencer les défrichements, desséchements et autres améliorations, une déclaration détaillée des terrains qu'il veut ainsi améliorer (8).

205. Les semis et plantations de bois sur le sommet et le peu-

(1) 103, L. 3 frim. an VII. — (2) 111 *id.* — (3) 113 *id.* — (4) 112 *id.* — (5) 114 *id.* — (6) 115 *id.* — (7) 116 *id.* — (8) 117 *id.*

chant des montagnes et sur les dunes sont exempts de tout impôt pendant vingt ans (1), et cette exemption n'est soumise à aucune déclaration préalable (2).

206. 3° PAYEMENT ET RECOUVREMENT DE L'IMPÔT. — L'impôt foncier doit être acquitté par ceux qui ont le domaine utile, tels que les usufruitiers, emphytéotes, etc.

207. Les fermiers sont tenus de payer, en l'acquit des propriétaires ou usufruitiers, la contribution foncière des biens qu'ils ont pris à ferme, et les propriétaires ou usufruitiers de recevoir le montant des quittances de cette contribution pour comptant sur le prix des fermages, à moins que le fermier ou locataire n'en soit chargé par son bail (3).

208. Les droits d'usage dans les forêts ne constituent qu'une servitude ; aussi les usagers ne sont-ils pas tenus d'acquitter l'impôt foncier du sol soumis à leur droit (4).

209. Il a été jugé avec raison que c'était par la récolte de l'année où il se percevait, et non point par celle de l'année antérieure, que l'impôt foncier était dû ; qu'en conséquence l'acquéreur d'un fonds de terre devait payer la contribution de l'année où commençait sa jouissance, à moins de convention contraire (5).

210. Le recouvrement de l'impôt et la marche que l'administration suit pour en obtenir le payement, en cas de retard ou de refus de la part du contribuable, sont une matière de droit administratif et sortent de la spécialité de ce traité. Nous nous contenterons de noter deux points. — La saisie exercée par l'administration du trésor public a lieu selon les formes ordinaires ; elle peut porter sur les meubles et sur les fruits pendants par racines, mais elle doit respecter les objets insaisissables (6). — Lorsque la vente est faite soit à la diligence de l'administration, soit à la requête des particuliers, le trésor peut réclamer un privilége pour la contribution foncière d'un an et de l'année courante sur le produit des

(1) 225 C. for. — (2) Cons. d'Ét., 27 août 1839 (Tonnelier). — (3) 147, L. 3 frim. an VII. — Voir n° 436. — (4) Cons. d'Ét., 13 juillet 1825 (Martin de Villiers). — Cass. 3 juillet 1838 (Lombard).

(5) Cass. 18 août 1813 (Haussoulier).

(6) 592 C. proc. — 52, Arr., 16 therm. an VIII.

récoltes, fruits, revenus et loyers (1) de l'année courante, mai non de l'année antérieure (2).

211. 4° Demandes en dégrèvement. — Ces demandes peuvent avoir pour objet soit la décharge ou réduction, soit la remise ou modération de l'impôt ; elles se forment au moyen d'une pétition sur papier timbré adressée au sous-préfet dans les trois mois de l'émission des rôles (3).

212. La remise ou la modération de l'impôt se demandent quand les contribuables, justement cotisés d'ailleurs, ont perdu tout ou partie de leurs facultés imposables. La stérilité de l'année, la grêle, l'incendie, l'inondation sont les raisons que, selon les circonstances, on peut faire valoir, et qui sont accueillies par l'administration (4).

SECTION 2.

Des sacrifices imposés par la loi à la propriété rurale.

213. Dans certains cas d'intérêt général, d'utilité publique ou communale, la loi demande au maître du fonds de faire un sacrifice plus ou moins absolu de ses droits de propriété. Si le sacrifice exigé est complet, il se nomme *expropriation ;* il est désigné sous la dénomination de *charge* ou de *servitude* d'utilité publique, lorsqu'il n'est que partiel.

§ 1er. — *Des sacrifices absolus ; expropriations.*

214. 1° ..... en cas de travaux d'utilité publique. — Les tribunaux ne peuvent prononcer l'expropriation qu'autant que l'utilité en a été constatée et déclarée dans les formes prescrites. — Les grands travaux publics, routes nationales, canaux, chemins de fer, canalisation des rivières, bassins et docks, entrepris par l'Etat, les départements, les communes, ou par des compagnies particulières, ne peuvent être exécutés qu'en vertu d'une loi. — Il suffit d'un décret pour autoriser l'exécution des routes départementales, celle des canaux et chemins de fer, d'embranchements de moins

(1) L. 12 novembre 1808. — (2) Cass. 18 août 1813, précité.

(3) 27, L. 26 mars 1831 ; 28, L. 21 avril 1832. — Voir le Berquier, *Corps municip.*, p. 271. — (4) Arr. 24 floréal an VIII.

de 20,000 mètres de longueur, des ponts et de tous autres travaux de moindre importance (1).

215. Les indemnités auxquelles donne lieu l'expropriation sont fixées par un jury spécial, et acquittées entre les mains des ayants droit avant toute prise de possession ; c'est la règle fondamentale en cette matière (2). Toutefois, lorsque les ayants droit refusent de les recevoir, la prise de possession peut avoir lieu après les offres réelles et consignation. En cas d'urgence déclarée par décret, la prise de possession peut s'opérer après l'accomplissement de très-courtes formalités et sur la consignation du montant de la valeur approximative des terrains. Il est procédé à la fixation définitive de l'indemnité après la prise de possession. L'urgence ne peut être déclarée et la prise de possession ne peut être effectuée, s'il s'agit de terrains sur lesquels il existe des constructions (3).

216. 2° ..... POUR L'ÉTABLISSEMENT DE FORTIFICATIONS. — L'expropriation des terrains qui sont nécessaires aux travaux de fortifications n'est point assujettie, en cas d'urgence, aux formalités ordinaires. Il est accordé, aux propriétaires qui refusent de traiter à l'amiable avec l'administration, une indemnité provisionnelle, avant la prise de possession ; l'indemnité est fixée ensuite définitivement par les tribunaux (4).

217. Lorsqu'un décret prescrit l'occupation temporaire de terrains pour l'exécution de travaux de fortifications, il est alloué au propriétaire ou fermier une indemnité représentative de la valeur locative des propriétés et du dommage résultant du fait de la dépossession momentanée ; après la remise des terrains, une seconde indemnité est accordée, s'il y a lieu, pour les détériorations causées par les travaux. Si, dans le cours de la troisième année de l'occupation provisoire, le propriétaire n'est pas remis en possession, il peut exiger de l'État qu'il se rende acquéreur de l'immeuble (5).

218. 3° ..... POUR L'EXÉCUTION D'UN CHEMIN VICINAL. — La reconnaissance, l'ouverture et le redressement des chemins vicinaux donnent également lieu à l'expropriation. Mais il y a ici une importante distinction à établir entre le cas où il s'agit de la

(1) 2, 3, L. 3 mai 1841. — (2) 545 C. C. ; 53, L. 3 mai 1841. — (3) 63, 73 *id.* — (4) 9 et suiv. L. 30 mai 1831. — (5) 13, 14 *id.*

reconnaissance et de la fixation de la largeur d'un chemin vicinal existant, et celui où il est question soit de l'ouverture d'un chemin nouveau, soit du redressement d'un chemin ancien. — Dans le premier cas, l'arrêté du préfet attribue définitivement aux chemins le sol compris dans les limites qu'il détermine; le droit du propriétaire se résout alors en une indemnité qui est réglée à l'amiable ou par le juge de paix du canton, sur le rapport de trois experts. Dans le second cas, le propriétaire des terrains doit être indemnisé avant toute prise de possession (1). Au reste, tout ce qui concerne cette matière est traité plus loin (2).

§ 2. — *Des sacrifices partiels; charges et servitudes d'utilité publique.*

219. Les autres sacrifices imposés au propriétaire par l'intérêt public et desquels il nous reste à parler ne sont plus de ceux qui le privent de son droit; ils ne font que le diminuer. Celui qui les subit peut exiger une indemnité équivalente, réglée amiablement et à dire d'experts; mais il n'est pas nécessaire que le payement en soit préalable, comme lorsqu'il s'agit d'une expropriation.

ARTICLE 1^er^.

Des servitudes de fouilles et d'occupations temporaires de terrains, dans le cas d'exécution de travaux publics.

220. L'administration ou les entrepreneurs de travaux publics qui la représentent peuvent occuper les terrains, soit pour en extraire les matériaux nécessaires aux routes ou constructions publiques, soit pour y opérer des dépôts, y établir des ateliers, etc. Il est dû pour cette occupation temporaire une indemnité, tout comme il en est dû pour l'occupation définitive du sol employé à l'établissement même de la route et des constructions (3).

221. L'exercice du droit de l'administration est subordonné à une formalité préalable. Le terrain à occuper doit être désigné soit dans le devis administratif des travaux à exécuter, soit par un arrêté du préfet.

(1) 15, 16, L. 21 mai 1836. — (2) Voir n° 579 et suiv.
(3) 1, Arr. du cons., 7 sept. 1755; 45, L. 16 sept. 1807.

222. Cette désignation peut être déférée au ministre; mais la décision définitive, étant un acte de pure administration, ne saurait être attaquée au contentieux (1). Il en serait différemment, et le recours au contentieux serait recevable, si la désignation portait sur un terrain fermé de murs ou d'une clôture équivalente, suivant les usages du pays. Cet acte constituerait, en effet, un excès de pouvoirs, car nous avons vu que l'arrêt du conseil du 7 septembre 1755 exempte formellement de cette servitude les terrains qui sont entourés d'une clôture de cette sorte (2).

223. Le propriétaire doit être prévenu avant toute occupation. S'il refuse l'entrée et la prise de possession de son terrain, l'administration ou l'entrepreneur, la première par une notification en la forme administrative, le second par un acte d'huissier, ou mieux encore tous les deux par cette dernière voie, doivent le mettre en demeure et lui désigner le jour et l'heure où ils commenceront les opérations. Au cas où le propriétaire persisterait dans son opposition, c'est devant le juge administratif que la contestation serait portée; il ne s'agit, en effet, que de l'interprétation d'un acte administratif, puisque la question consiste à savoir si de la désignation faite par le préfet résulte, pour l'administration ou pour l'entrepreneur, le droit d'occuper le terrain sur lequel ils prétendent entrer.

224. Le mode de procéder à la désignation des terrains à occuper temporairement varie dans deux circonstances. — Lorsqu'il s'agit d'extractions à effectuer dans les bois et forêts soumis au régime forestier, les formalités à suivre sont indiquées dans les art. 170, 171 de l'ordonnance royale du 1er août 1827, à laquelle nous renvoyons purement et simplement, à raison de ce que ce point n'a pas d'intérêt général. — Quand les occupations temporaires de terrains, les dépôts et enlèvements de terre, les extractions de matériaux sont nécessités par l'exécution des chemins vicinaux, le préfet les autorise par un arrêté qui est notifié aux parties intéressées, dix jours au moins avant son exécution (3).

225. Nous avons dit qu'une indemnité était due à raison des

(1) Cons. d'Ét., 27 juin 1834 (de Latour-Maubourg); *id.* 29 nov. 1848 (Rolland). — (2) Voir n° 113 et suiv. — (3) 17, L. 21 mai 1836.

dommages causés au propriétaire par ces occupations de terrains ; mais, d'après la loi, la valeur des matériaux à extraire ne doit être comprise, parmi les éléments de l'indemnité, que si l'on s'empare d'une carrière déjà en exploitation. C'est dans ce dernier cas seulement que les matériaux sont évalués d'après leurs prix courants, abstraction faite de l'existence ou des besoins de la route pour laquelle ils sont pris, ou des constructions auxquelles on les destine (1). — Ainsi la loi suppose qu'en appliquant à l'utilité publique des matériaux enfouis, et dont le propriétaire est présumé ignorer l'existence, l'administration ne cause aucun préjudice à ce dernier.

226. Aucune difficulté ne saurait s'élever sérieusement sur la façon dont doivent être entendus ces mots : *carrière déjà en exploitation*. Ils ne s'appliquent évidemment qu'à un sol qui, antérieurement à l'usage qu'en voudrait faire l'administration, aurait déjà été ouvert et aurait fourni des produits dont le prix courant serait connu (2). C'est dire qu'on ne pourrait les appliquer à un terrain au sujet duquel le propriétaire offrirait de prouver qu'il connaissait l'existence des matériaux qui y étaient enfermés, et qu'au moment même où l'administration s'était emparée de son héritage il était sur le point d'y commencer l'exploitation d'une carrière ; que telle était son intention, et que dès lors, pour arriver à la fixation de l'indemnité, cette intention d'exploiter devait être réputée pour le fait. Cette prétention, soulevée par un propriétaire, a été repoussée, sur notre plaidoirie, par le conseil d'État (3).

227. Mais une fois qu'il a été constaté qu'il y a eu exploitation, que le sol a été ouvert, cela suffit pour que la valeur des matériaux doive être comprise dans l'indemnité. Aucune autre condition n'est exigée. Ainsi il résulte, de nombreuses décisions émanées du conseil d'État, qu'il n'est pas nécessaire que l'exploitation soit *régulière ;* le fait d'avoir ouvert le sol, d'avoir mis la couche de pierre à nu sur un espace plus ou moins grand, d'en avoir extrait ou d'en extraire de temps en temps des matériaux, quelle qu'en soit la quan-

(1) 55, L. 16 sept. 1807.
(2) Avis interprét. du cons. d'Ét., 6 sept. 1813.
(3) Cons. d'Ét., 1er juin 1850 (Lefranc de Pompignan).

tité, donne lieu de déclarer qu'il y a carrière en exploitation (1). Il ne faut pas davantage que l'exploitation soit *actuelle*, c'est-à-dire qu'il y ait eu, de la part du propriétaire, extraction de matériaux à l'époque de la désignation effectuée par l'administration (2). Il serait également indifférent que les fouilles nouvelles de l'entrepreneur ne fussent pas opérées à l'endroit même où l'extraction aurait été antérieurement effectuée par le propriétaire. Si les fouilles de l'entrepreneur s'appliquent à la même nature de pierres, au prolongement du même banc, et sont faites dans la même propriété, elles doivent être regardées comme faisant un tout indivisible avec l'ancienne exploitation, et en conséquence la valeur des matériaux doit être payée (3).

228. Mais lorsque, au lieu d'avoir été extraits du sein de la terre, des matériaux ont été simplement ramassés à sa surface, que doit comprendre l'indemnité? — En 1844, M. le préfet de l'Oise, ayant autorisé, pour l'exécution de travaux de grande voirie, le ramassage des cailloux qui jonchent le sol des propriétés particulières, avait déclaré que l'indemnité allouée concernerait uniquement le fait d'enlèvement et de dépôt de ces cailloux; ce qui signifiait qu'il ne serait payé de réparation que pour les conséquences matérielles, immédiates résultant du ramassage, telles que les dégradations commises par les ouvriers, les ornières occasionnées par le transport en voiture des matériaux enlevés. Trois cent soixante-huit propriétaires de l'Oise se pourvurent devant le conseil d'État contre cette mesure préfectorale. Ils soutinrent que, en outre des dommages immédiats et matériels, l'indemnité devait comprendre deux autres éléments; d'abord la dépréciation subie par le sol auquel, à raison de sa nature, l'enlèvement des cailloux ôtait de sa fertilité, ensuite la valeur même des cailloux ramassés. Voici le résumé très-succinct des raisons que nous avons plaidées à l'appui de cette réclamation. — Sur le premier chef de la demande nous disions : Aucune difficulté ne peut s'élever sur le point de savoir si l'indemnité en cas

(1) Cons. d'État, 24 octobre 1834 (Tarbé); *id.* 7 juin 1836 (Brochet); *id.* 27 avril 1838 (Fargeot); *id.* 30 nov. 1841 (Mercier).

(2) Cons. d'Ét., 30 nov. 1841 précité; *id.* 20 déc. 1849 (de Rély).

(3) Cons. d'Ét., 9 janv. 1839 (Caillaux).

d'expropriation ou de travaux publics doit comprendre toute la perte que l'on a subie. Supposons, en effet, que l'enlèvement ait eu pour objet la terre végétale d'un champ. L'indemnité allouée comprendrait, à coup sûr, non-seulement le dommage causé par l'occupation temporaire du terrain, mais encore celui qui résulterait de la dépréciation subie par l'immeuble dépouillé de sa fertilité. Cela est incontestable. Le doute ne vient donc que de ce qu'au lieu d'un enlèvement de terre végétale il s'agit d'un enlèvement de cailloux. Mais pourquoi établir une différence, s'il est prouvé que l'enlèvement de ces matériaux, lui aussi, détruit la fécondité du sol? Or l'expérience a démontré que certaines terres qui subissent cette mesure administrative perdent en peu d'années plus de la moitié de leur fertilité et, par conséquent, de leur valeur. La partie cultivable s'affaisse, et les racines ne trouvent plus pour leur développement qu'une épaisseur insuffisante entre la superficie de la terre arable et le tuf (1). Quand donc cette circonstance facile à vérifier se rencontre, il y a là évidemment une perte matérielle dont il est dû réparation. — Sur le second chef de la demande relatif à la valeur des cailloux, nous disions : En général, l'indemnité doit comprendre non-seulement la perte subie, mais encore le gain dont on est privé. La loi de 1807, art. 55, n'a point dérogé à ce principe, car elle reconnaît elle-même que l'indemnité doit comprendre la valeur des matériaux à *extraire*. Seulement, dans ce cas, elle pose une condition, c'est qu'un fait antérieur d'exploitation vienne établir que le propriétaire était en droit de regarder ce gain comme assuré dans l'avenir. Eh bien! nous pouvons établir qu'en fait les réclamants, sans avoir enlevé une aussi grande quantité de cailloux que l'a fait l'administration, en ont opéré des ramassages aux époques et à des intervalles de temps convenables; que ces cailloux ont été soit employés par eux pour l'empierrement de leurs cours et de leurs chemins privés, soit vendus à des tiers, et que le mètre cube de ces matériaux a, dans le département de l'Oise, une valeur vénale. Sans doute ils ne peuvent prétendre que

(1) Voir les discussions sur la pétition des habitants de Rouvray (Indre-et-Loire), qui se plaignaient du ramassage des cailloux dans leurs vignes; — *chamb. des pairs*, 7 fév. 1840; — *des députés*, 15 fév. 1840.

ces faits d'exploitation antérieure ont été effectués en forme de *carrières*; la nature des matériaux s'y refusait. Mais qu'importe! Ce mot *carrière*, employé par la loi, ne peut être pris dans un sens limitatif; il exprime nécessairement le fait d'exploitation en rapport avec la nature des matériaux. Si l'administration refusait de l'entendre dans ce sens et prétendait l'interpréter judaïquement, pour fermer, aux propriétaires lésés par le ramassage, tout recours à l'indemnité, ceux-ci ne pourraient-ils pas user de justes représailles? ne pourraient-ils pas, en se fondant sur ce que l'arrêt du conseil de 1755 ne parle que de *l'extraction* des matériaux, refuser l'entrée de leurs propriétés à l'administration pour le ramassage des cailloux? — Les importantes questions soulevées par ce recours n'ont point reçu de solution; le conseil d'État a motivé sa décision par une fin de non-recevoir qui l'a dispensé de prononcer sur le fonds du litige (1).

229. En matière de travaux publics, il n'est point indispensable que l'indemnité soit préalable. Cette règle n'est de droit strict et absolu que lorsqu'il s'agit d'une expropriation, d'une dépossession complète pour cause d'utilité publique (2).

230. Quand il s'élève des difficultés sur la fixation du chiffre auquel doit être portée l'indemnité, voici comment s'en opère le règlement : lorsque les travaux sont faits en régie, le propriétaire et le préfet nomment chacun un expert. Le tiers expert est de droit l'ingénieur en chef du département. Si les travaux sont faits par des concessionnaires ou des entrepreneurs, — ce qui revient au même (3), les experts sont nommés par le propriétaire, et le concessionnaire et le tiers expert par le préfet (4). En matière de voirie vicinale, les deux experts sont nommés, l'un par le sous-préfet, l'autre par le propriétaire, et le tiers expert est désigné par le conseil de préfecture (5). Les experts et le tiers expert doivent prêter serment soit devant le juge de paix du canton, soit devant le maire de la commune où se trouve le terrain objet de l'expertise. Procès-verbal du serment doit être dressé, afin qu'il puisse être

(1) Cons. d'Ét., 15 mai 1848 (Duval et consorts). — (2) Cons. d'Ét., 20 juin 1839 (Greban). — (3) Cons. d'Ét., 1er juin 1850 (Lefranc de Pompignan).

(4) 56, L. 16 sept. 1807. — (5) 17, L. 21 mai 1836.

justifié de l'observation de cette formalité, qui est d'ordre public et substantielle. Aussi l'omission du serment entraîne-t-elle la nullité des opérations (1).

231. Le conseil de préfecture est le tribunal compétent pour prononcer sur les questions d'indemnité en cette matière, sauf appel au conseil d'État (2).

ARTICLE 2.

Servitudes résultant de la proximité des grandes routes.

232. 1° CURAGE DES FOSSÉS, JET DE TERRE. — En vertu d'anciens règlements, et notamment de celui du 3 mai 1720, les propriétaires des fonds riverains des grandes routes (aujourd'hui routes nationales, stratégiques et départementales) étaient astreints à une double obligation : 1° à celle de curer, entretenir, réparer les fossés; 2° à celle de subir sur leurs fonds le jet de terre provenant du curage. — Est venue la loi du 12 mai 1825, qui, par son art. 2, les libère de la première de ces obligations; désormais c'est à l'administration qu'il appartient de pourvoir, à ses frais, à l'entretien des fossés. Mais il n'est dit mot, dans cette loi, de l'obligation de subir le jet de terre résultant du curage; cette obligation subsiste-t-elle encore? L'affirmative, basée sur le silence de cette dernière loi, est soutenue avec raison, par l'administration, dans une instruction du 30 juillet 1835; elle est, d'ailleurs, généralement adoptée par la jurisprudence et la doctrine (3).

233. Mais, si nous admettons que cette seconde servitude continue d'exister, nous pensons qu'elle ne peut être exercée, par l'administration, que dans les termes stricts du règlement de 1720 précité. Ainsi les fonds riverains ne pourraient être astreints à subir le dépôt ou le jet des boues et des terres ramassées *à la surface* des routes. Autrement on aggraverait la servitude, qui consiste uniquement dans l'obligation de recevoir les terres provenant du curage des fossés latéraux à la voie publique.

234. 2° ECOULEMENT DES EAUX DES ROUTES. — Des règlements

(1) Cons. d'Ét., 25 mars 1846 (Breton); *id.*, 1er juin 1850 (Lefranc de Pompignan). — (2) 57, L. 16 sept. 1807; 17, L. 21 mai 1836. — (3) Cons. d'Ét., 2 avril 1849 (Dubernet). — Duvergier, *Coll. des lois*, note sur l'art. 2 de la loi du 12 mai 1825; Jousselin, *Servit. publ.*, t. II, p. 327. — CONTRA, Dufour, n° 2,898.

du 13 juin 1741 et du 23 juin 1731 font « défense, aux propriétaires dont les héritages sont plus bas que les chemins et en reçoivent les eaux, d'en interrompre le cours soit par l'exhaussement, soit par la clôture de leur terrain, sauf à eux à construire des aqueducs ou fossés propres à les débarrasser des eaux, conformément aux dimensions qui leur auront été données, le tout à peine de 50 livres d'amende et de réparation de l'œuvre. » Cette prescription, qui est restée en vigueur, interdit aux propriétaires riverains de se prévaloir de ce que la route constitue un ouvrage de main d'homme, pour se refuser à supporter l'écoulement des eaux (1). Les infractions à cette règle seraient réprimées par le conseil de préfecture.

255. 5° Plantations riveraines. — Nous dirons peu de mots des arbres qui ont été plantés le long des routes antérieurement à la loi du 9 ventôse an XIII. Ils doivent, aujourd'hui, avoir à peu près disparu, et avec eux ont cessé les difficultés que soulevait la constatation de leur origine. Voici à quel propos : d'après des règlements fort anciens, des plantations avaient été effectuées sur le sol même des grandes routes soit par les riverains, soit au bénéfice des seigneurs, soit aux frais et au profit du roi. Plus tard, l'ordonnance de 1720 enjoignit « aux riverains de planter sur leur propre terrain, à une distance déterminée du fossé ; à défaut de quoi faire, les seigneurs pourraient y faire planter, en demeurant propriétaires des arbres. » Quand, plus tard, la féodalité et les droits seigneuriaux furent éteints, il s'est agi d'étendre les principes de cette abolition à la propriété de tous ces arbres. — Le décret du 16 décembre 1811 vint trancher la difficulté pour ceux qui se trouvaient plantés, le long des routes, *sur le terrain des propriétés communales ou particulières*. Ces arbres furent reconnus appartenir de droit aux communes ou particuliers propriétaires du terrain (2). Quant aux arbres existant *sur le sol des routes nationales et départementales*, la loi du 12 mai 1825 dispose qu'ils seront reconnus appartenir aux particuliers lorsque ceux-ci *justifieront* avoir légalement acquis à titre onéreux, ou avoir planté à leurs frais, en

(1) 640 C. C. — Voir n° 291. (2) 86 et 87, Décr. 16 déc. 1811.

exécution des anciens règlements. — Toutefois ces arbres, même après que la propriété en a été reconnue aux riverains, ne peuvent être abattus que lorsqu'ils donnent des signes de dépérissement, et sur une permission de l'administration. — Cette permission de l'administration est nécessaire, même pour en opérer l'élagage. — Les contestations qui peuvent s'élever entre l'administration et les particuliers, relativement à la propriété des arbres plantés sur le sol des routes antérieurement au décret du 9 ventôse an XIII, sont de la compétence des tribunaux ordinaires. Dans ce cas, c'est à l'administration des domaines qu'il appartient de défendre les droits de l'État.

236. Quant aux plantations effectuées depuis ce décret du 9 ventôse an XIII, elles sont, aujourd'hui, régies par le décret du 16 décembre 1811, qui est venu remplacer le premier. En voici les dispositions les plus importantes, et il est bon de remarquer que, bien qu'il n'y soit question que des routes nationales, elles n'en ont pas moins été rendues applicables aux routes stratégiques et départementales. — Toutes les routes nationales non plantées, et qui sont susceptibles de l'être sans inconvénient, sont plantées, par les propriétaires riverains, dans la traversée de leurs propriétés respectives; ces propriétaires, communes ou particuliers, demeurent propriétaires des arbres qu'ils ont plantés. — Les plantations sont faites au moins à la distance de 1 mètre du bord extérieur des fossés et suivant l'essence des arbres (1). — La plantation des routes nationales s'effectue dans chaque département conformément à un arrêté préfectoral rendu sur le rapport de l'ingénieur en chef et approuvé par le ministre des travaux publics. — Les arbres sont reçus par les ingénieurs des ponts et chaussées, qui surveillent toutes les opérations et s'assurent que les propriétaires se sont conformés en tout aux dispositions de l'arrêté du préfet. — Tous les arbres morts ou manquants sont remplacés, dans les trois derniers mois de l'année, par le planteur, sur la simple réquisition de l'ingénieur en chef (2). — Lorsque les plantations s'effectuent au compte et par les soins des communes propriétaires, les maires

(1) 88, 89, 90, Décr. 16 déc. 1811. — (2) 91, 92, 93, *id.*

surveillent, de concert avec les ingénieurs, toutes les opérations. L'entreprise en est donnée au rabais et à la chaleur des enchères, par voie d'adjudication publique, à moins d'une autorisation formelle du préfet de déroger à cette disposition. L'adjudicataire garantit pendant trois ans la plantation et reste chargé tant de son entretien que du remplacement des arbres morts ou manquants; pendant ce temps, la garantie de trois années est prolongée d'autant pour les arbres remplacés. — A l'expiration du délai fixé par l'arrêté préfectoral pour l'achèvement de la plantation, dans chaque département, les préfets font constater, par les ingénieurs, si des particuliers ou communes, propriétaires, n'ont pas effectué les plantations auxquelles ils sont obligés, ou ne se sont pas conformés aux dispositions prescrites pour les alignements et pour l'essence, la qualité, l'âge des arbres à fournir. Quand cela arrive, le préfet ordonne, au vu du rapport de l'ingénieur en chef, l'adjudication des plantations non effectuées ou mal exécutées par les particuliers ou les communes propriétaires. — Tous particuliers ou communes, au lieu et place desquels il est ainsi effectué des plantations, sont condamnés à l'amende de 1 fr. par pied d'arbre que l'administration plante à leur défaut, et ce indépendamment du remboursement de tous les frais de plantation (1).—Les arbres plantés sur le terrain de la route et appartenant à l'État, ceux plantés sur les terres riveraines soit par les communes, soit par les particuliers, en exécution des décrets du 9 ventôse an XIII et du 16 décembre 1811, ne peuvent être ccupés et arrachés qu'avec l'autorisation du ministre des travaux publics, accordée sur la demande du préfet, laquelle n'est formée que lorsque le dépérissement des arbres a été constaté par les ingénieurs, et toujours à la charge du remplacement immédiat. — Tout propriétaire qui est reconnu avoir coupé sans autorisation, arraché ou fait périr les arbres plantés sur son terrain est condamné à une amende égale à la triple valeur de l'arbre détruit. — L'élagage de tous les arbres plantés sur les routes est exécuté, toutes les fois qu'il en est besoin, sous la direction des ingénieurs des ponts et chaussées, en vertu d'un

(1) 94, 95, 96, 97, 98, Décr. 16 déc. 1811.

arrêté du préfet qui est pris sur le rapport de l'ingénieur en chef, et qui contient les instructions nécessaires sur la manière dont l'élagage doit être fait. — Les particuliers, en effectuant cet élagage pour les arbres qui leur appartiendraient sur les grandes routes, doivent se conformer aux époques et suivre les indications contenues dans l'arrêté du préfet, et n'y procéder que sous la surveillance des agents des ponts et chaussées, sous peine de poursuites, comme coupables de dommages causés aux plantations des routes. — La conservation des plantations des routes est confiée à la surveillance et à la garde spéciale des cantonniers, gardes champêtres, gendarmes, agents et commissaires de police, et des maires, chargés, par les lois, de veiller à l'exécution des règlements de grande voirie (1).

237. 4° ALIGNEMENT. — L'intérêt de la viabilité publique oblige encore le propriétaire à subir l'alignement sur les grandes routes qui bordent ses héritages. Lorsque l'alignement lui a été donné, s'il fait volontairement démolir ses bâtiments assujettis au recul, ou s'il est forcé de les démolir pour cause de vétusté, il n'a droit à l'indemnité que pour la valeur du terrain délaissé (2). Dans le cas où il n'accepte pas les offres qui lui sont faites par l'administration, l'indemnité doit être fixée par le juge et payée avant la prise de possession du terrain.

238. 5° ESSARTEMENT DES RIVES. — L'ordonnance de 1669, art. 3, tit. 27, prescrit d'essarter les forêts, bois et broussailles, le long des routes, sur une largeur de 60 pieds (19^{m},49) de chaque bord (3). Cette servitude n'en existe pas moins en droit, bien que, dans la pratique, elle soit rarement imposée aux fonds riverains (4).

239. 6° INTERDICTION DES FOUILLES. — Les arrêts du conseil du 14 mars 1741 et 5 avril 1772, l'ordonnance du bureau des finances du 17 juillet 1781 défendent de faire ou creuser aucune cave sous le sol de voies publiques, d'ouvrir des carrières et de pratiquer des fouilles ou galeries souterraines, dans le voisinage des routes, à moins de 30 toises (58^{m},47) du pied des arbres ou du

(1) 99, 101, 102, 105, 106, Décr. 16 déc. 1811. — (2) 50, L. 16 septembre 1807. — (3) 3, tit. 28, Ord. 1669. — (4) Voir sur ce point Jousselin, *Servit. publ.*, t. II, p. 339.

bord extérieur des fossés. La loi du 21 avril 1810, relative à l'exploitation des carrières à ciel ouvert, n'a en rien dérogé à cette prohibition.

ARTICLE 3.

Des servitudes résultant de la proximité des voies vicinales.

240. Nous verrons, plus loin, que les préfets sont autorisés à faire, pour leurs départements, un règlement relatif à la conservation et à la police des chemins vicinaux (1). Dans ce règlement, le préfet statue sur ce qui est relatif aux alignements, à l'écoulement des eaux, à la distance des plantations riveraines, à l'espacement des arbres entre eux, à l'élagage des arbres et des haies, aux fossés et à leur curage (2). Il y a là, pour la propriété foncière, le principe et le germe de servitudes semblables à celles qui résultent, pour elle, du voisinage des grandes routes.

ARTICLE 4.

De la servitude résultant de la proximité d'un chemin public impraticable.

241. Lorsqu'un chemin public est impraticable, le voyageur peut se faire un passage sur les héritages riverains. Dans ce cas, il n'est dû indemnité aux propriétaires de ces héritages que s'il y a eu bris de clôture ou dommage causé aux produits du sol. Cette indemnité est payée par la commune de la situation (3).

242. Ici le mot de *voyageur* ne doit pas être pris dans le sens vulgaire d'étranger passant par circonstance ; il comprend, dans sa généralité, même les habitants de la commune qui se rendent d'un point à un autre de son territoire (4).

243. Cette servitude n'est établie que sur les fonds voisins d'un chemin *public*. Le voyageur qui serait arrêté par l'impraticabilité d'un chemin privé ne pourrait donc pénétrer sur les héritages riverains, encore moins en briser la clôture, sans se rendre coupable de véritables délits (5).

244. La cour de cassation a jugé que le droit de passage sur le fonds riverain ne peut s'exercer qu'autant que le chemin public

(1) Voir n° 605. — (2) 21, L. 21 mai 1838 ; avis du cons. d'Ét., 9 mai 1838. — (3) 41., tit. II, L. 28 sept. 1791 ; 1383 C. C. — (4) Cass. 10 janv. 1848 (Coulon). — (5) CONTRA, Toullier, t. III, n° 557.

impraticable aurait le caractère de chemin *vicinal*. Le motif qui en est donné par l'arrêt consiste à dire que le droit, pour le voyageur, de déclore a pour conséquence directe et corrélative le droit, pour le riverain, de recourir contre la commune. Or ce recours ne pourrait être utilement exercé pour les chemins que la commune n'est pas tenue d'entretenir, et cette obligation n'existe que pour les chemins vicinaux (1). — Nous ne pouvons adopter cette doctrine. Avant tout, le législateur a prétendu grever les héritages de la servitude de passage pour que les communications publiques ne fussent point interrompues; c'est là une disposition d'ordre public, qui, par cela seul, a dû être sa pensée première et prépondérante. Ce n'est donc qu'à titre secondaire qu'il s'est ensuite préoccupé de l'utilité privée, et de l'indemnité qui, éventuellement, pourrait être due et payée au propriétaire; mais il n'a pu subordonner complétement l'intérêt public à l'intérêt privé.

245. C'est sous forme d'exception à la poursuite dirigée contre lui par le propriétaire du terrain déclos et dégradé que le voyageur peut se prévaloir de l'impraticabilité du chemin public. La constatation du mauvais état de ce chemin est faite au moyen d'une enquête ou d'une descente sur les lieux.

ARTICLE 5.

Des servitudes affectant le fonds riverain des cours d'eau navigables et flottables.

246. 1° CHEMIN DE HALAGE ET DE CONTRE-HALAGE. — Les propriétaires des fonds qui aboutissent sur les cours d'eau navigables et flottables sont tenus de laisser sur la rive un chemin propre à haler les bateaux, de $7^m,08$ de largeur, et, en outre, un espace de $1^m,75$, libre de toute clôture et plantation d'arbres du côté où s'exerce la traite des bateaux. Un chemin de contre-halage doit être laissé également sur le bord opposé (2).

247. Si même le tirage des bateaux se faisait sur les deux rives à la fois, il serait dû sur toutes deux un chemin de halage d'égale largeur (3).

(1) Cass. 17 février 1841 (demoiselle Lecamus). — (2) 7, tit. 29, Ord. 1669; 3, Décr. 22 janv. 1808; 556 C. C. — (3) 2, Arr. du cons., juin 1777.

248. Quand les besoins de la navigation l'exigent, l'administration a le droit de transporter d'une rive à l'autre le chemin de halage et de contre-halage, en intervertissant leurs situations respectives (1).

249. Le chemin de halage est dû par tous les fonds riverains, île ou terre ferme; il suffit qu'ils aboutissent au cours d'eau (2).

250. Son assiette suit les variations de la rivière, de telle sorte que, si les flots le rongent et l'emportent, il est reporté plus haut; de même qu'il est rapproché du cours autant que cela est nécessaire, lorsqu'une alluvion ou un atterrissement viennent s'interposer entre lui et les eaux. Si la rivière est variable et que la hauteur en diffère selon les saisons et les marées, la fixation de la largeur du chemin doit avoir pour point de départ un terme moyen entre les plus basses et les plus hautes eaux (3).

251. La détermination du chemin de halage, la fixation de sa largeur est du ressort de l'administration. L'arrêté du préfet statuant à ce sujet est un acte de pure administration non susceptible d'être attaqué par la voie contentieuse (4).

252. Mais il ne faut pas perdre de vue que l'établissement de ce chemin n'est qu'une servitude, et que le sol ne cesse point d'appartenir au propriétaire riverain : celui-ci peut donc le cultiver dans les saisons où il ne sert pas au halage; il peut y faucher et y recueillir les herbes. Il rentre dans le libre usage de son fonds, si le cours d'eau qui le borde cesse d'être affecté à la navigation. Enfin toute alluvion qui vient adhérer au chemin de halage appartient au riverain en vertu de l'accession, attribut de son droit de propriété (5), sauf à lui à reporter sur l'alluvion, ainsi que nous venons de le dire, le chemin exigé par les règlements.

253. Cette servitude n'est, d'ailleurs, établie que dans l'intérêt de la navigation. Aussi faut-il décider que l'accès du chemin de halage n'est point public, et qu'il peut être interdit à tous autres qu'aux navigateurs et pêcheurs. Encore l'usage que ces derniers

(1) *Encycl. du droit*, v° *Ch. de hal.*, n° 19, 8°. — (2) 7, tit. 28, Ord. 1669. — Proudhon, *Dom. pub.*, n° 791. — (3) Cons. d'Ét., 24 déc. 1818 (Asselin); *id.* 19 mai 1843 (Laburthe). — (4) Cons. d'Ét., 2 janvier 1838 (Lercbours). — (5) 556 C. C. — Voir n° 74.

peuvent en faire, est-il restreint dans d'étroites limites. La lettre de la loi n'impose aux riverains frappés de la servitude que de souffrir le halage des bateaux; il faudrait donc voir une aggravation dans tous les actes étrangers à cette opération, tels que l'amarrage des bateaux, le dépôt des marchandises. Du reste, l'art. 35 de la loi de 1829 ne donne aucun autre droit aux pêcheurs, de telle sorte que, si ceux-ci veulent user du chemin pour tirer leurs filets hors de l'eau et les sécher, ils doivent traiter avec les riverains de la jouissance des terrains dont ils ont besoin.

254. Nous devons mentionner ici deux conséquences curieuses de ce principe, que le chemin de halage n'est pas un sol public, et qu'il ne peut être employé qu'à la navigation. — La première est que l'héritage qui n'aurait pas d'autre issue qu'un chemin de halage est réputé enclavé, et qu'il y a lieu de réclamer en sa faveur le passage forcé, ainsi que nous le verrons bientôt (1). — La seconde, c'est que le fonds clos de trois côtés de la manière indiquée dans l'art. 5, sect. 4, titre I^er^ de la loi du 28 sept.-6 oct. 1791 (2), mais dont le quatrième côté resterait ouvert pour les besoins du halage, serait réputé clos suffisamment pour cesser d'être assujetti au parcours et à la vaine pâture.

255. Un décret du 22 janvier 1808 prévoit le cas où la navigation, étant établie *à nouveau* sur un cours d'eau où elle n'existait pas encore, nécessiterait la création d'un chemin de halage. Dans ce cas, mais dans ce cas seulement, il doit être payé une indemnité proportionnée au dommage éprouvé par les riverains. La fixation de cette indemnité appartient au conseil de préfecture, conformément à la loi du 16 septembre 1807. Il ne s'agit pas ici, en effet, d'une cession de fonds, mais seulement de l'établissement d'une servitude (3). Il a été jugé que le payement de cette indemnité ne devait point être préalable. C'est une conséquence de ce principe qui veut que la navigation soit possible, aussitôt la déclaration de navigabilité (4).

256. Dans le cas de la navigation établie à nouveau, l'adminis-

(1) Toulouse, 19 janv. 1825 (Grossous). — Voir n° 299. — (2) Voir n° 111. — (3) Cons. d'Ét., 2 janv. 1838 (Lercbours). — (4) Cons. d'Ét., 18 mai 1837 (de Cavaignac).

tration peut, lorsque le service n'en doit point souffrir, restreindre la largeur des chemins de halage, notamment quand il y a antérieurement des clôtures en haies vives, murailles ou travaux d'art, ou des maisons à détruire (1).

257. Par suite de l'assimilation des cours d'eau navigables aux grandes routes, les conseils de préfecture, par cela qu'ils sont chargés de la répression des contraventions de grande voirie, sont également jnges de celles commises sur les chemins de halage. Or sont des contraventions et sont réprimées comme telles les constructions, plantations, fouilles, anticipations par le labour, dépôts de bois et matériaux, digues et épis, etc., effectués sur le chemin de halage.

258. 2° INTERDICTION DES FOUILLES. — Il est défendu aux propriétaires riverains de faire aucunes fouille et extraction à 6 toises (12 mètres) près des rivières navigables et flottables, à peine de 100 fr. d'amende (2).

ARTICLE 6.

Des servitudes résultant des nécessités de l'approvisionnement de Paris.

259. 1° SERVITUDE DE PASSAGE. — Pour faciliter à la ville de Paris son approvisionnement en bois, les marchands trafiquants de cette denrée pourront faire tirer et sortir des forêts, passer les charrettes et harnais sur les terres et chemins étant depuis lesdites forêts, jusqu'aux ports navigables et flottables, en dédommageant les propriétaires desdites terres au dire d'experts. S'il y a dommage, les propriétaires ne pourront pas faire saisir les bois, chevaux et charrettes, ni empêcher les voitures sur les ports, pourvu que les marchands fassent soumission de payer les dommages, tels que de raison (3).

260. 2° SERVITUDE DE PACAGE. — Dans le même but, les voituriers employés au transport des bois affectés et destinés pour la provision de la capitale sont autorisés à user de la faculté et du droit ancien, que leur avaient attribués différents règlements, arrêts et ordonnances, de faire pacager leurs chevaux et bœufs servant

(1) 4, Décr., 22 janv. 1808. — (2) 40, tit. 27, Ord. 1669. — (3) 4, chap. XVII, Édit, déc. 1672; Ord. de police, 8 juillet 1785.

au charroi des forêts jusqu'aux ports, sur les pâtures vaines et vagues, prés fauchés, bruyères, friches, et les bords des bois, forêts et grands chemins, avec défense à toutes personnes de les y troubler et empêcher, sous tel prétexte que ce soit. En cas de dommage et d'indemnités en résultant, les propriétaires lésés ne pourront faire saisir ni mettre en fourrière les chevaux, bœufs, harnais et voitures; mais ils se pourvoiront, devant le juge compétent, contre les voituriers ou les marchands qui les emploient (1).

261. 3° MARCHEPIED POUR LE FLOTTAGE. — L'ordonnance de décembre 1672, dite *de la ville*, permet aux marchands de bois de la provision de Paris de faire jeter leurs bois à bûches perdues sur les rivières et ruisseaux, après un avertissement donné aux propriétaires riverains; puis elle ajoute, art. 7, chap. XVII : « Afin que le flottage desdits bois puisse être commodément fait, seront tenus, les propriétaires des héritages étant des deux côtés desdits ruisseaux, de laisser un chemin de 4 pieds pour le passage des ouvriers préposés par les marchands pour pousser aval l'eau desdits bois. » Cette disposition a été reproduite dans un arrêté réglementaire du 13 nivôse an V, art. 3.

262. 4° SERVITUDE DE PORT. — « Les marchands de bois destinés à l'approvisionnement de Paris peuvent se servir des terres proches des rivières navigables et flottables, pour y faire les amas de leurs bois, soit pour les charger en bateaux, soit pour les mettre en trains, en payant l'occupation desdits héritages; moyennant quoi les propriétaires sont tenus de souffrir le passage des ouvriers sur leurs héritages, tant pour faire lesdits empilages que pour façonner les trains; ensemble laisser passer harnais et chevaux portant les rouettes, chantiers et autres choses nécessaires pour la construction desdits trains (2). »

Les indemnités que les marchands de bois doivent payer pour cette occupation sont aujourd'hui fixées à 10 centimes par corde de bois empilée sur une terre en labour; à 15 centimes par corde de bois empilée sur une terre en nature de pré (3); « lesquelles

(1) Ord. de police, 8 juillet 1785. — (2) 14, chap. XVII, Édit, décemb. 1672. — (3) L. 28 juillet 1824.

sommes seront payées pour chacune année que lesdits bois demeureront empilés sur les lieux d'entrepôt (1). » « Et afin que les propriétaires puissent être payés par chacun des marchands qui auront des bois dans un flot, seront tenus, lesdits marchands, de faire marquer leurs bois de leur marque particulière, de les faire triquer et empiler séparément sur lesdits ports flottables, et de faire faire les piles de 8 pieds de haut sur la longueur de 15 toises, ne laissant entre les piles que 2 pieds de distance ; et ne pourront, lesdits marchands, faire travailler à la confection de leurs trains qu'après avoir payé ladite occupation, à l'effet de quoi seront tenus de faire compter à mesure lesdites piles par les compteurs des ports, en présence des propriétaires desdits héritages et prés, ou eux dûment appelés (2). » Ces dispositions n'ont pas, à la vérité, cessé d'être en pleine vigueur (3); mais elles doivent être appliquées strictement et dans leur sens étroit. La servitude de port, établie dans l'intérêt de l'approvisionnement de Paris en combustibles, ne saurait donc être exercée que pour les bois de corde et non pour les bois de construction (4); à plus forte raison ne pourrait-elle l'être pour d'autres objets que les bois, notamment pour des dépôts de plâtres. C'est ce que nous avons soutenu, devant la cour suprême, contre le garde-port de Lagny (Seine-et-Marne). Mais, comme ce point de notre défense était surabondant, la cour a cru pouvoir se dispenser d'y statuer, en nous donnant gain de cause par d'autres motifs dont la reproduction est inutile au point de vue du droit rural (5).

ARTICLE 7.

Des servitudes résultant de la proximité des bois et forêts.

263. 1° EXCEPTION AU DROIT DE REQUÉRIR L'ÉLAGAGE. — Les propriétaires riverains des bois et forêts ne peuvent se prévaloir du droit qui leur est conféré par le code, de requérir l'élagage des branches qui avancent sur leur fonds, quand il s'agit des lisières

(1) 14, chap. XVII, Édit, 1672. — (2) 15 *id.* — (3) Cass. 18 février 1846 (Bourbon). — (4) Daviel, *Cours d'eau*, n° 303. — (5) Cass. 6 novembre 1848 (Simas).

des bois et forêts, si les arbres de lisière avaient déjà plus de trente ans au jour de la promulgation du code forestier (1), c'est-à-dire le 31 juillet 1827.

264. 2° Exceptions au droit de construire, etc. — Dans un but de conservation pour les bois et forêts, le législateur a prohibé l'établissement de certaines constructions dans un périmètre à l'entour des bois et forêts soumis au régime forestier. Mais comme ces restrictions à la libre disposition des propriétés environnantes n'ont rien de bien spécial à l'héritage rural, et concernent, le plus souvent, le fonds ayant une destination industrielle, nous renvoyons à en parler alors que nous traiterons de ce qui concerne les bois et forêts (2).

ARTICLE 8.

Des servitudes grevant les fonds qui recouvrent des mines et minières.

265. Le propriétaire du fonds doit y souffrir, d'abord la recherche des mines qui pourraient y être contenues ; puis, s'il en est trouvé une, l'exploitation qui en serait autorisée par l'État. C'est, en effet, une règle posée par la législation moderne que, lorsqu'il renferme des mines, le tréfonds, par une dérogation au principe d'après lequel la propriété du sol emporte celle du dessus et du dessous (3), cesse d'être envisagé comme une dépendance de la superficie. Ce tréfonds forme un domaine à part, dont le gouvernement dispose d'après des règles tracées dans la loi du 21 avril 1810. Toutefois il est accordé au propriétaire de la superficie, à titre d'indemnité, une part dans les produits. C'est une redevance annuelle dont la valeur est fixée par le conseil d'État, au moment où ce corps arrête les clauses de la concession.

266. Quant aux minières, la propriété du tréfonds n'est point détachée de celle du sol ; mais le propriétaire est tenu d'exploiter en quantité suffisante pour fournir, autant que faire se peut, aux besoins des usines établies dans le voisinage avec autorisation légale (4). S'il ne veut pas se livrer à une exploitation suffisante, il peut être contraint de laisser les maîtres de forges l'effectuer eux-

(1) 150 C. for. — (2) Voir n° 1069. — (3) Voir n° 179. — (4) 59, L. 21 avril 1810.

mêmes, moyennant une indemnité réglée par experts ou à l'amiable (1).

ARTICLE 9.

De la servitude de parcours et de vaine pâture.

267. Le parcours est une servitude exercée, dans l'intérêt général de leurs habitants, par deux communes, respectivement à l'égard l'une de l'autre, et en vertu de laquelle toutes deux peuvent envoyer réciproquement leurs troupeaux et leurs bestiaux pâturer sur leurs territoires. Quand le parcours s'exerce de particulier à particulier, dans les limites d'une même commune, par l'envoi réciproque de leurs bestiaux sur les fonds des uns et des autres, il prend le nom de *vaine pâture*.

268. La servitude réciproque de commune à commune, connue sous le nom de *parcours*, et qui entraîne avec elle le droit de vaine pâture, a été maintenue provisoirement en 1791, mais à la condition qu'elle soit fondée sur un titre ou sur une possession autorisée par les lois et les coutumes; à tous autres égards, elle a été abolie (2).

269. Quant à la vaine pâture dans l'intérieur d'une commune, elle ne peut exister, depuis la même époque, que dans les lieux où elle est fondée sur un titre particulier, ou autorisée par la loi ou par un usage local immémorial, et à la charge que la vaine pâture n'y sera exercée que conformément aux règles et usages locaux qui ne contrarieraient pas les réserves portées dans la loi (3).

270. Dans aucun cas et dans aucun temps, le droit de parcours ni celui de vaine pâture ne peuvent s'exercer sur les prairies artificielles, ni avoir lieu sur aucune terre ensemencée ou couverte de quelques productions que ce soit, qu'après la récolte (4).

271. Pour les prairies naturelles, là où la servitude existe, le parcours et la vaine pâture n'ont lieu que dans les temps autorisés par les lois et coutumes, et jamais tant que la première herbe n'est pas récoltée (5).

(1) 63, 65, L. 21 avril 1810. — (2) 2, sect. IV, tit. Ier, L. 28 septemb. 1791. — (3) 3 *id.* — (4) 9 *id.* — (5) 10 *id.*

272. Il existe encore une prohibition absolue de parcours et de vaine pâture dans les vignes, oseraies, dans les plants de câpriers, dans ceux d'oliviers, de mûriers, de grenadiers, d'orangers et arbres du même genre, dans tous les plants ou pépinières d'arbres fruitiers ou autres, faits de main d'homme (1). Cette prohibition trouve sa sanction dans l'art. 479, n° 10, du code pénal (2).

273. Ces servitudes ne peuvent s'exercer qu'au profit de l'agriculture, et sont attachées à l'exploitation effective des terres. Ainsi les habitants qui jouissent de la vaine pâture ne doivent en profiter que pour les bestiaux attachés à leur culture ou qu'ils tiennent à cheptel. Selon Fournel, qui cite à l'appui de son opinion deux arrêts du parlement rendus à la date des 24 juillet 1628 et 13 juin 1722, il n'est pas permis d'envoyer en vaine pâture le bétail qu'on destine au commerce (3). — Toujours par application du même principe, il faut également décider que le droit de parcours n'est pas susceptible de cession (4).

274. La quantité de bétail, proportionnellement à l'étendue du terrain, est fixée, dans chaque paroisse (commune), à tant de bêtes par arpent, d'après les règlements et usages locaux; et, à défaut de documents positifs à cet égard, il y est pourvu par le conseil municipal de la commune (5).

275. Le droit qui est dévolu au conseil municipal de fixer par ses délibérations le nombre des têtes de bétail par arpent qui seront envoyées à la vaine pâture comprend, comme conséquence nécessaire, le droit de cantonner les diverses natures de bétail sur les diverses parties du territoire, et les animaux de chaque habitant sur telles ou telles propriétés (6); d'interdire le parcours à certaines espèces de bétail, telles que porcs, chèvres, oies; de le prohiber durant quelques jours, après les dégels et les grandes pluies : le piétinement du bétail étant alors funeste aux prés, etc.

276. Mais le conseil municipal ne pourrait affranchir de la servitude le territoire de la commune en tout ou en partie, là où les

(1) 24, tit. II, L. 28 sept. 1791. — (2) Voir n° 1476. — (3) *Lois rur.*, t. Ier, p. 495. — (4) Cass. 16 juin 1848 (Pignolet). — (5) 13, sect. IV, tit. Ier, L. 28 sept. 1791; 19, 8°, L. 18-22 juillet 1837. — (6) Cass. 14 nov. 1834 (Guénébaud).

terres y sont légalement soumises. La délibération prise à cet effet constituerait un excès de pouvoir et ne serait pas obligatoire (1).

277. Celui qui enverrait au parcours un plus grand nombre, ou une autre espèce de bestiaux que ceux qui seraient fixés, ou qui les enverrait dans une autre partie du territoire que celle qui lui serait assignée, commettrait une contravention réprimée, suivant les cas, soit par les art. 18 ou 24, sect. 4, tit. II de la loi du 28 sept. 1791, soit par l'art. 471, 15° C. pén.

278. Néanmoins, par exception à la disposition légale que nous avons consignée au n° 274, tout chef de famille domicilié qui ne serait ni propriétaire ni fermier d'aucun des terrains sujets au parcours ou à la vaine pâture, et le propriétaire ou le fermier à qui la modicité de son exploitation n'assurerait pas l'avantage qui va être déterminé, pourraient mettre sur lesdits terrains soit par troupeau séparé, soit en troupeau commun, jusqu'au nombre de six bêtes à laine et d'une vache avec son veau, sans préjudice aux droits desdites personnes sur les terres communales, s'il y en a, et sans que par là il soit innové aux lois, coutumes ou usages locaux, et de temps immémorial, qui leur accorderaient un plus grand avantage (2).

279. Les propriétaires ou fermiers exploitant des terres sur les communes sujettes au parcours ou à la vaine pâture, et dans lesquelles ils ne seraient pas domiciliés, ont le droit de mettre dans le troupeau commun ou de faire garder par troupeau séparé une quantité de têtes de bétail proportionnée à l'étendue de leur exploitation (3).

280. On ne peut profiter de la servitude qu'en envoyant son bétail en troupeau séparé et particulier, ou qu'en le joignant au troupeau de la commune. Plusieurs particuliers ne pourraient, dans le but de jouir de la vaine pâture, réunir en un seul troupeau leur bétail privé, dont ils formeraient ainsi un troupeau commun, distinct de celui de la commune (4).

281. Quand il n'existe dans une commune ni usage local, ni délibération du conseil municipal pour fixer le nombre des bestiaux

(1) Cass. 4 mai 1848 (Carret). — (2) 14, sect. 4, tit. Ier, L. 28 sept. 1791. — (3) 15 *id.* — (4) Cass. 2 déc. 1841 (Chaumont); *id.* (Rozé).

qu'il est permis d'envoyer à la vaine pâture, les habitants peuvent en envoyer tel nombre qu'il leur convient (1).

282. La loi a prévu une cause qui peut mettre fin à la servitude publique de parcours et de vaine pâture ; c'est la clôture du fonds (2). Lorsque ce fonds est clos ainsi que nous l'avons exposé plus haut (3), il se trouve libéré de la servitude. Toutefois faisons remarquer qu'en établissant une clôture le propriétaire perd son droit à l'usage du parcours et de la vaine pâture en proportion du terrain qu'il y soustrait (4).

283. A la vérité, l'art. 7, sect. IV, tit. 1^er^ de la loi du 28 septembre-6 octobre 1791, prévoit le cas où un droit de vaine pâture serait fondé en titre, et dispose que, dans ce cas, il ne serait point aboli par la clôture (5). Mais il faut remarquer que cet article de loi ne concerne qu'un droit privé de vaine pâture tout différent, par sa nature, de la servitude publique dont nous nous occupons ici. Le droit sur lequel l'article en question statue est, en effet, celui qui est établi, en vertu d'un titre privé, entre particuliers, à titre réciproque ou non réciproque, et qui, par cela seul, diffère de ce droit, toujours réciproque, qui appartient soit aux habitants d'une même commune, soit à deux communes, par suite d'une sorte d'association tacite (6).

284. La commune dont le droit de parcours sur la commune voisine est restreint par l'établissement de clôtures n'a point à réclamer d'indemnité, son droit fût-il fondé sur un titre ; mais elle peut renoncer à son droit de parcours, et par là s'exempter de subir la servitude corrélative (7).

285. Le droit de parcours et de vaine pâture s'éteint par le non-usage durant trente années (8).

286. L'extinction de ces droits par le rachat et le cantonnement n'a lieu que pour les droits fondés en titre et appartenant aux par-

(1) Cass. 24 janv. 1846 (Fiche).
(2) 5, 6, sect. 4, tit. I^er^, L. 28 sept. 1791.
(3) Voir n° 111.
(4) 16, sect. 4, tit. I^er^, L. 28 sept. 1791 ; 648 C. C. — (5) Voir n° 119.
(6) Cass. 27 avril 1846 (Faure).
(7) 17, sect. 4, tit. I^er^, L. 28 sept. 1791.
(8) 706, 707 C. C.

ticuliers ; elle n'a pas lieu pour la servitude publique dont il vient d'être question (1).

CHAPITRE II.

DES RESTRICTIONS D'INTÉRÊT PRIVÉ QUI GRÈVENT OU PEUVENT GREVER LA PROPRIÉTÉ DU FONDS RURAL.

287. La propriété du fonds rural, *en vue de l'utilité particulière,* peut être grevée de restrictions profitables soit à un autre fonds, soit à une personne autre que le propriétaire. On nomme les restrictions établies, en faveur d'un fonds, *services fonciers* ou *servitudes* proprement dites. Celles dont bénéficient les personnes prennent différentes qualifications, selon leur nature et leur objet.

SECTION 1re.

Des servitudes établies sur un fonds pour l'utilité particulière d'un autre fonds.

288. Ce qui distingue les servitudes, dont nous allons nous occuper maintenant, de toutes les autres restrictions au droit de propriété, c'est que non-seulement elles sont attachées à la jouissance d'un autre fonds, mais encore qu'elles ont pour but d'accroître cette jouissance, abstraction faite de la personne qui en profite. Il ne serait même pas permis d'établir une servitude ayant ce nom et les effets qui en dérivent, dans le but exclusif d'accorder un avantage à des personnes. La liberté des conventions ne va pas jusque-là ; la loi s'y oppose formellement (2). Du reste, la relation qui existe entre le fonds auquel est due la servitude et le fonds qui la doit n'implique nullement la prééminence du premier sur le second (3); les asservissements féodaux d'un héritage à un autre ayant disparu avec le vieux régime aboli par les lois de 1789.

289. Mais, par cela que les servitudes sont des services qui accroissent d'autant la jouissance du propriétaire du fonds en faveur duquel ils sont établis, elles constituent des droits pour celui-ci, et même des droits réels et immobiliers, puisqu'elles reposent sur

(1) 8, sect. 4, tit. Ier, L. 28 sept. 1791. — Voir nº 348 *bis*. — (2) 686 C. C. — Voir nº 185. — (3) 638 C. C.

un fonds. Donc, quand il est légalement prouvé qu'elles sont véritablement dues à un fonds, le propriétaire peut en revendiquer la jouissance par l'action possessoire, et la propriété par l'action pétitoire (1).

290. Les servitudes dérivent ou de la situation naturelle des lieux, ou des obligations imposées par la loi, ou des conventions entre propriétaires (2), et, pour mieux dire encore, du fait de l'homme.

§ 1er. *Des servitudes qui dérivent de la situation des lieux.*

ARTICLE 1er.

Servitude relative à l'écoulement naturel des eaux.

291. Les fonds inférieurs sont assujettis, envers les fonds plus élevés, à recevoir les eaux qui en découlent naturellement, sans que la main de l'homme y ait contribué (3).

292. Par cela que cette obligation de recevoir les eaux ne concerne que celles qui coulent naturellement et sans artifice, il suit que la disposition qui la consacre ne peut être appliquée qu'aux eaux pluviales, aux eaux de source, à celles qui découlent des terres par infiltration; mais elle ne saurait l'être ni aux eaux qu'un étang retient ou laisse couler par le fait de l'homme (4), ni aux eaux d'une source auxquelles des travaux, un forage de puits artésien, par exemple, ont donné passage (5). Nous verrons, du reste, que la loi du 29 avril 1845 a pourvu, par son art. 3, aux nécessités provenant de ces dernières circonstances et autres analogues (6).

293. Le propriétaire du fonds inférieur ne peut y élever ni mur, ni digues, ni clôture dont l'effet serait de mettre obstacle au libre écoulement des eaux naturelles (7).

294. De son côté, le propriétaire supérieur ne peut rien faire sur son terrain qui aggrave la servitude à laquelle se trouve assujetti le fonds inférieur (8).

295. Mais quelle est la portée de cette dernière prescription légale? — Il faut la comprendre, selon nous, d'une façon un peu large et de manière à ne point méconnaître ni les droits du pro-

(1) Voir nº 1388 et suiv. — (2) 639 C. C. — (3) 640 *id.* — (4) Daviel, nº 822 et 897. — CONTRA, Pardessus, *Servit.*, nº 86. — (5) Zachariæ, *Élém. de droit civil*, t. II, § 235. — (6) Voir nº 842. — (7-8) 640 C. C. — Voir nº 119.

priétaire ni les exigences de la culture. Ainsi l'on ne devrait point réprouver un changement d'exploitation, une modification dans le sens des sillons, ou d'un fossé, d'une rigole d'irrigation, quand bien même ce changement aurait pour résultat d'augmenter sur un point l'abondance et la rapidité des eaux et d'aggraver la servitude de l'écoulement. Le droit d'exploiter sa terre à son gré, d'y faire, dans ce but, toute modification, est un attribut naturel de la propriété, et l'exercice pur et simple de ce droit, étant toujours légitime, quelles qu'en soient les conséquences pour autrui, ne saurait entraîner de responsabilité (1). Il n'en serait autrement que si les modifications avaient été effectuées méchamment et avec l'intention de nuire au propriétaire inférieur; car alors il y aurait abus et non plus l'exercice d'un droit, et les tribunaux devraient ordonner la suppression des travaux nuisibles.

ARTICLE 2.

Assujettissement au bornage.

296. C'est pour ne point trop nous écarter de la classification employée par les rédacteurs du code civil que nous consentons à noter à cette place l'obligation de subir le bornage. Mais il est évident que cette obligation n'est point une servitude, ainsi que nous l'avons démontré alors qu'il a été question du droit de bornage (2). Voici, du reste, en quoi elle consiste : tout propriétaire de fonds rural est tenu de consentir au bornage demandé par le maître du fonds contigu et de supporter les frais qui en résultent en commun avec celui-ci (3).

§ 2. *Des servitudes établies par la loi.*

ARTICLE 1er.

Servitude de passage pour le cas d'enclave.

297. Le propriétaire dont les fonds sont enclavés et n'ont *aucune issue* sur la voie publique a droit au passage sur l'héritage de ses voisins pour l'exploitation de ses fonds, à la charge d'une indemnité proportionnée au dommage (4).

(1) Cass. 31 mai 1848 (Bareau). — Pardessus, no 86; Solon, *Servit. réel.*, no 23. — (2) Voir no 134. — (3) 646 C. C. — (4) 682 *id.*

298. Mais quels fonds doivent-ils être considérés comme n'ayant aucune issue ? — La doctrine et la jurisprudence sont d'accord pour ne point prendre ces derniers mots strictement et à la lettre ; elles y donnent une interprétation rationnelle et toute favorable aux nécessités de la culture. Est, en conséquence, considéré, comme étant en état d'enclave et comme ayant le droit de jouir du bénéfice qui y est attaché, tout fonds qui, pour être exploité suivant que l'exige la nature de ses produits, n'aurait pas une issue ni assez praticable, ni assez large, ni assez exempte de périls.

299. Par exemple, il y a enclave et il est dû passage : — lorsque l'issue est fort étroite et dangereuse, à peine viable pour un piéton (1); — lorsque les fonds n'ont d'accès à la voie publique que par un fleuve dont la navigation est souvent difficile, dangereuse ou même périlleuse (2); — lorsque les fonds n'ont d'issue que par un chemin de halage (3).

300. Mais il n'y aurait point enclave, — si l'issue existante peut servir, au moyen de travaux dont le prix dépasserait de peu l'indemnité qui serait à payer au voisin (4) ; — si le fonds aboutit à un fonds communal (5) ; s'il a une issue sur un ancien chemin qui, bien que long, difficile et détérioré, n'est pas absolument impraticable (6), et que l'on pourrait rendre fort viable au moyen de dépenses qui ne seraient pas complétement hors de proportions avec la valeur de l'héritage à exploiter (7) ; à plus forte raison en serait-il ainsi, lorsque les dépenses doivent être peu considérables (8).

301. Le passage doit régulièrement être pris du côté où le trajet est le plus court pour aller du fonds enclavé à la voie publique (9);

(1) Cass. 16 fév. 1835 (Cayla).

(2) Cass. 20 avril 1844 (Brémontier); Paris, 24 mai 1844 (Hosp. de Paris); Angers, 14 janv. 1847 (Perdriau).

(3) Toulouse, 19 janv. 1825 (Grossous); Bordeaux, 15 janv. 1835 (Leydet). — Voir n° 254.

(4) Rennes, 22 mars 1826 (Mauviel); Colmar, 26 mars 1831 (Munch).

(5) Proudhon, *Usage*, n° 788.

(6) Cass. 31 mai 1825 (Malescot); Rouen, 16 juin 1835 (Gueffe).

(7) Colmar, 26 mars 1831 (Münch); *id.* 10 mai 1831 (Mangold); Paris, 24 mai 1844 (Hosp. de Paris).

(8) Besançon, 23 mai 1828 (Thibaut). — (9) 683 C. C.

néanmoins il doit être fixé dans l'endroit le moins dommageable à celui sur le fonds duquel il est accordé (1). Mais ce sont là des règles qui n'ont rien d'absolu, et le propriétaire du fonds servant peut offrir le passage d'un côté où le trajet est plus long, s'il croit qu'il en résultera un préjudice moins considérable pour lui ; et, dans le cas où ce passage ainsi déterminé n'aurait rien d'absolument désavantageux au fonds enclavé, cette offre pourrait être admise (2).

302. La détermination de la largeur du passage, de la nature et de l'étendue du droit à l'exercice duquel il doit servir est abandonnée par la loi à l'appréciation des tribunaux. La base de cette appréciation doit être les besoins résultant de l'exploitation du fonds enclavé. Si, plus tard, ces besoins s'accroissent, le propriétaire pourra demander une extension du droit et une augmentation du passage, moyennant, bien entendu, une indemnité proportionnée (3).

303. L'indemnité qui est due par le propriétaire enclavé doit être évaluée seulement d'après le préjudice qui résulte du passage pour le fonds assujetti, nullement d'après le besoin qu'en avait celui qui l'obtient et l'avantage qu'il est appelé à en retirer. Il n'est pas nécessaire qu'elle consiste en un capital une fois payé ; les juges peuvent la convertir en une somme payable chaque année et proportionnée aux dommages annuels (4).

304. L'action en indemnité est prescriptible et le passage doit être continué, bien que l'action en indemnité ne soit plus recevable (5). Cette prescription court à partir du premier jour où le passage a été exercé, et s'accomplit par le passage continué durant trente ans, sans qu'il y ait eu, de la part du propriétaire du fonds assujetti, aucune demande tendant à la fixation et au payement d'une indemnité.

305. La servitude de passage en faveur du fonds enclavé s'éteint-elle du moment que l'enclave vient à cesser par l'effet d'un événement ultérieur; par exemple, lorsque le propriétaire du fonds

(1) 684 C. C. — (2) Cass. 1er mai 1811 (Leymarié); Bordeaux, 15 janv. 1835 (Leydet); Cass. 29 déc. 1847 (Cayol). — (3) Bordeaux, 18 juin 1840 (Daney). — (4) Cass. 25 nov. 1845 (Lecouteux). — (5) 685 C. C.

primitivement enclavé a acquis un autre fonds contigu joignant la voie publique? — Cette question est fort controversée. On soutient l'affirmative en se fondant sur cet axiome de droit : *cessante causâ, cessat effectus;* et sur cette considération que l'intérêt de l'agriculture exige que le sol ne soit point asservi sans de graves motifs (1). — On répond pour l'opinion contraire : C'est à tort qu'on regarde le fait d'enclave comme dominant tellement dans la constitution et dans la permanence de la servitude de passage, qu'il faille décider que, si ce fait vient à manquer, la nécessité et, par suite, l'exercice de la servitude disparaissent également avec lui. Le fait d'enclave n'est que le motif, mais non la cause de la servitude. La cause, c'est la convention qui a eu lieu ou qui est présumée avoir eu lieu, lorsque la servitude s'est établie ; c'est la convention qui a créé le droit de passage sous l'influence du fait d'enclave. Eh bien! ce droit, bien qu'à la vérité il n'ait pu naître qu'à l'occasion de ce fait, ne peut-il pas être considéré comme ayant eu une existence indépendante, de telle sorte qu'il puisse persister, même après l'extinction du fait occasionnel? S'il dérive d'une nécessité qui a pu cesser de se faire sentir, ne se rattache-t-il pas aussi à une convention présumée où tout a dû être réglé, non pas en vue d'un dommage accidentel et passager, mais en vue d'un dommage perpétuel, comme la servitude dont il est la conséquence? C'est là, du reste, ce qui arrive souvent dans les diverses applications des lois et des conventions. On y voit souvent que des causes mobiles et changeantes produisent des effets permanents et invariables : *ab initio, voluntatis, et, post facto, necessitatis.* — Cette doctrine, développée par M. le président Mesnard, dans des observations sur un pourvoi du préfet de l'Orne, a été accueillie par un arrêt de la chambre des requêtes, à la date du 19 janvier 1848 (2). — La grave autorité de cet arrêt ne nous a point convaincu, et la doctrine

(1) Agen, 14 août 1834 (Rieu-Majou); Lyon, 24 déc. 1841 (Sage); Angers, 20 mai 1842 (Devillers); Limoges, 20 nov. 1843 (Faure); Orléans, 23 août 1844 (Pays-Mellier). — Toullier, t. III, n° 554 ; Zachariæ, t. II, § 246, note 14; Marcadé, sur les art. 682 et suiv.

(2) Conf. Grenoble, 15 mars 1839 (Ageron-Brulefer); Rennes, 18 mars 1839 (Delaune); Aix, 14 juin 1844 (Rostan d'Ancezune); Bordeaux, 18 mars 1845 (Cartaut); Douai, 23 nov. 1850 (Carlot).

qui s'y trouve consacrée nous semble porter en elle-même le germe de sa réfutation. Admettons, en effet, que le fait de l'enclave soit seulement le motif et nullement la cause de l'établissement du passage, laquelle cause serait uniquement la volonté expresse ou présumée des parties; que s'ensuit-il? — Que certainement cette volonté n'a rien voulu, et, par conséquent, rien pu établir en dehors et au delà du motif qui sollicitait sa manifestation. Autrement dit, la servitude, en supposant la convention réelle ou présumée, a été établie évidemment avec une affectation déterminée par le fait même qui en rendait la création nécessaire. Cela posé, la conclusion se présente d'elle-même; l'affectation déterminée cessant, la cause, c'est-à-dire la convention, n'a plus d'effet possible, parce qu'elle n'a plus d'application.

306. Le propriétaire qui, dans l'hypothèse du numéro précédent, obtient d'être dégrevé de la servitude de passage qu'il devait à un fonds primitivement enclavé peut être obligé de restituer l'indemnité, s'il lui en a été payé une; mais c'est à celui qui la réclame de prouver ce payement (1).

307. Le passage, en cas d'enclave, est une servitude qui a son titre dans la loi; il en résulte que, bien que de sa nature cette servitude soit discontinue et non apparente, elle peut faire l'objet d'une action possessoire (2).

ARTICLE 2.

Servitudes de conduite d'eau et d'appui.

308. La première de ces servitudes est établie en vue de deux circonstances : celui qui veut irriguer un fonds éloigné des eaux naturelles ou artificielles, dont il a le droit de disposer, peut obtenir le passage de ces eaux sur les fonds intermédiaires. La même faculté existe en faveur du propriétaire d'un terrain submergé en tout ou en partie, à l'effet de procurer aux eaux nuisibles leur écoulement. — L'irrigateur qui disposerait des eaux en qualité de riverain pourrait, en outre de la servitude d'aqueduc ou de conduite d'eau, obtenir sur le fonds du riverain opposé la servitude

(1) Angers, 20 mai 1842 (Devillers). — (2) Voir n° 1390.

d'appui pour les ouvrages nécessaires à sa prise d'eau. Toutefois le passage des eaux ne doit être accordé, dans aucun cas, à travers les maisons, cours, jardins, parcs, enclos attenants aux habitations (1). Quant à la servitude d'appui, les maisons, cours et jardins en sont seuls exceptés (2). Nous expliquerons en détail toutes les règles qui régissent ces servitudes, alors que nous traiterons de l'irrigation, cette matière si importante du droit rural (3).

ARTICLE 3.

Servitudes relatives à la distance, à l'élagage et à l'extirpation des plantations intermédiaires.

309. 1° DISTANCE. — Le propriétaire qui veut établir des plantations vers les extrémités de son héritage ne peut les placer qu'à une certaine distance du fonds limitrophe. « C'est ici une servitude légale et négative imposée au fonds sur lequel l'arbre est planté, puisque c'est au préjudice de sa liberté que la plantation ne peut être faite qu'à une certaine distance du bord. L'héritage voisin est le fonds dominant ; c'est pour son avantage que la plantation doit être faite de manière à écarter le préjudice que pourraient lui faire éprouver soit l'ombrage de l'arbre, soit les racines qui, malgré la faculté de les extirper, ne laissent pas que d'épuiser le sol (4). »

310. La distance à observer dans les plantations varie suivant qu'il s'agit d'arbres à haute tige, ou d'arbres à basse tige et de haies (5).

311. Pour les uns comme pour les autres, cette distance est déterminée, avant tout, par les règlements et les usages locaux. Le code civil a formellement maintenu, relativement à leur plantation, les règlements particuliers existants au moment de sa promulgation, et les usages constants et reconnus. Ce n'est qu'à défaut de ces coutumes locales que le code a prétendu fixer la distance à observer (6).

312. Mais ces règlements ne sont maintenus qu'autant qu'ils ont le caractère qui vient d'être indiqué ; à savoir : pour les règlements particuliers, qu'ils aient été encore en vigueur lors de la

(1) L. 29 avril 1845. — (2) L. 15 juillet 1847. — (3) Voir n° 819. — (4) Curasson, *Compét. des juges de paix*, p. 469. — (5-6) 671 C. C.

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE IMPRIMÉS. R.F.

promulgation du code ; pour les usages locaux, qu'ils soient constants et reconnus comme tels. On ne pourrait pas, notamment, considérer, comme usages, de simples habitudes assez souvent suivies au sujet des plantations, mais qui ne seraient que tolérées dans une localité (1).

313. Parmi les règlements particuliers ayant force de loi, et dont les tribunaux ont eu l'occasion de faire application, nous citerons les suivants :

Un arrêt de règlement du parlement de Rouen, du 17 août 1751, « sur les plantations dans la province de Normandie (2), » lequel porte notamment que les arbres de haute futaie, les poiriers et pommiers ne pourront être plantés qu'à 7 pieds de distance des fonds voisins ; mais, si le terrain voisin est occupé par un vignoble, les poiriers, pommiers, etc., ne peuvent être plantés plus près de 12 pieds du vignoble, et les autres arbres à haute tige plus près de 24 pieds.

Un arrêt de règlement du parlement de Dauphiné, du 6 novembre 1612, défend de planter proche des voisins, à moins de 6 pieds, vis-à-vis des terres labourables, jardins, vergers, vignes, et à moins de 3 toises, vis-à-vis des bâtiments, maisons, granges, étables, etc.

314. Quant aux usages reconnus et constants, voici les plus importants parmi ceux que nous trouvons signalés dans les monuments de la doctrine et de la jurisprudence :

L'usage constant dans la banlieue de Paris est de planter, *dans les jardins clos de murs des maisons de plaisance*, les arbres à haute tige à moins de 6 pieds du voisin (3), soit à 3 pieds de distance entre le centre de la tige et la ligne qui sépare l'héritage limitrophe (4).

La coutume d'Orléans défend de planter, *dans le vignoble*, ormes, noyers ou chênes plus près des vignes de son voisin que 4 toises (5).

Une attestation des capitouls de Toulouse, à la date de 1563,

(1) Amiens, 21 déc. 1821 (Landrieux). — Voir n° 7. — (2) Cass. 28 fév. 1831 (Eustache). — (3) Paris, 2 déc. 1820 (Bain). — (4) Desgodets, *Lois des bâtim.*, n° 23. — (5) Pothier, *Cout. d'Orl.*

porte que, dans la ville, gardiage et viguerie de Toulouse, il n'est permis à aucun propriétaire ou métayer de planter saules ni autres arbres joignant les terres de son voisin, qu'il n'y ait la distance de 12 pans pour le moins (1).

Dans le Maine et l'Anjou, les arbres se plantent à 12 pieds des vignes d'autrui (2).

315. On ne pourrait considérer comme ayant été maintenu, à titre de statut local et d'usage, le droit romain (3) qui permettait de planter les arbres à haute tige à 5 pieds des fonds limitrophes (4), et qui était suivi dans les pays de droit écrit, dans le ressort du parlement de Paris, dans l'étendue de l'ancienne province de Picardie, etc. La loi romaine, en sa qualité de loi écrite, a dû céder la place à la disposition également écrite du code, depuis que celui-ci a été promulgué; on ne pourrait donc l'invoquer que pour faire maintenir à la distance de 5 pieds les plantations faites antérieurement à la promulgation du code, sous l'empire du droit romain.

316. Sous le régime de la loi actuelle, à défaut de règlements particuliers et d'usages reconnus constants, les arbres à haute tige ne peuvent être plantés qu'à la distance de 2 mètres de la ligne séparative des deux héritages. Les haies et les arbres à basse tige ne peuvent être plantés qu'à la distance d'un 1/2 mètre de la même ligne (5).

317. Le voisin peut exiger que les arbres et haies plantés à une moindre distance soient arrachés (6).

318. Jusqu'à présent nous avons parlé de la plantation des arbres à *haute* tige et à *basse* tige, sans indiquer quels sont ceux qui doivent être considérés comme tels. C'est un point important qu'il s'agit d'éclaircir, et sur ce point nous avouons être en désaccord avec la plupart des auteurs. Ils paraissent, en effet, décider *à priori* que telles espèces d'arbres doivent être rangées de plein droit parmi les arbres à haute tige, et telles autres parmi ceux à basse tige. Ainsi l'un d'eux écrit : « On répute arbres à haute tige les ormes, noyers, chênes, châtaigniers et autres arbres croissant de

(1) Vaudoré, *Dr. rural*, t. Ier, n° 205, 10°. — (2) Brodeau, *Cout. du Maine*, art. 643. — (3) CONTRA, Amiens, 21 déc. 1821 (Landrieux); — Vaudoré, t. Ier, n° 205, 5°. — (4) L. 13, D. *fin. regund.* — (5) 671 C. C. — (6) 672 *id.*

même ; les poiriers et pommiers en plein vent, les figuiers, les oliviers, les bois taillis (1). » Il résulterait de là que, par cela seul que je plante un arbre de cette espèce, n'eût-il que quelques centimètres de haut, au moment de la plantation, je pourrai être astreint à l'arracher si, à ce moment, je ne le place pas à une distance de 2 mètres du fonds voisin. Dans ce système, on refusera de me tenir compte soit de l'engagement que je prendrais à l'égard du propriétaire limitrophe de ne point laisser grandir mon arbuste au delà d'une certaine hauteur, à peine d'arrachement et de tous dommages-intérêts, soit de l'emploi constaté que j'aurais fait des précautions (telles que l'étêtement de la plante) recommandées par la pratique pour empêcher les arbres de prendre de l'élévation. Autrement dit, par crainte d'un dommage éventuel, ou plutôt rendu impossible dans l'avenir, il faudra me causer, à moi, un préjudice perpétuel. Cette conséquence exagérée à laquelle on arrive nous empêche d'admettre une pareille doctrine, qui cependant a été adoptée, contre notre plaidoirie, par la cour suprême (2), mais qui ensuite a été repoussée, sur renvoi après cassation, par la cour d'Amiens (3).

Pour notre part, nous préférons distinguer les arbres à haute tige de ceux à basse tige, non *à priori* par leurs espèces, mais plutôt *à posteriori* par leur aménagement, par l'élévation à laquelle ils sont parvenus au moment où l'on en requiert l'arrachement. C'est la méthode la plus naturelle, et la loi a voulu évidemment l'indiquer en se servant des mots *tige haute* et *tige basse*, qu'elle place simplement en regard l'un de l'autre, abstraction faite, d'ailleurs, de toute nomenclature d'espèces d'arbres.

Mais maintenant à quel point de sa croissance un arbre cesse-t-il de pouvoir être réputé à basse tige et doit-il être considéré comme étant à haute tige? Le législateur l'indique clairement en plaçant sur la même ligne et les arbres à basse tige et les haies. Il veut dire, par là même, que tout arbre dont l'élévation ne dépasse pas la hauteur généralement adoptée pour les haies dans la localité est un arbre à basse tige, et peut subsister, par conséquent, à un demi-mètre seulement du fonds limitrophe.

(1) Vaudoré, *Dr. rural*, t. Ier, n° 198. — (2) Cass. 5 mars 1850 (Besnault). — Conf. *id.*, 13 mars 1850 (Ve Bureau). — (3) Amiens, 6 déc. 1850 (Besnault).

349. Un estimable auteur (1) fait remarquer que la loi, en disposant pour le cas où le voisin peut exiger l'arrachement des arbres et des haies trop rapprochés de son fonds, se sert des mots, *les arbres et haies* PLANTÉS, etc. Il se demande, en conséquence, si l'on ne pourrait pas se prévaloir de ce texte, qui semble ainsi se spécialiser, pour se refuser à l'arrachement des arbres *poussés spontanément* à une distance moindre que la distance légale. Il semble incliner pour l'affirmative, par la raison que « les arbres qui croissent spontanément, appartenant au propriétaire du sol par droit d'accession, font dès lors partie du domaine et en suivent la condition, et qu'au contraire les arbres plantés sont les résultats d'un fait de l'homme, d'une volonté manifestée dont les effets sont soumis à d'autres règles. » — Cette solution, qui a la prétention de s'appuyer sur une distinction spécieuse, perd toute sa valeur aussitôt que l'on examine attentivement la position de la question au point de vue de la pratique et du droit. En effet, dans quelle circonstance et par qui la question sera-t-elle soulevée?—Lorsqu'un voisin se plaindra de ce que la distance légale n'existe pas entre un arbre et son fonds, le maître de l'arbre répondra : Cet arbre n'a pas été planté, il a crû spontanément. Cette allégation constituera donc sa défense, rien de mieux! — Mais aussi il devra en faire la preuve, et voilà la difficulté. Comment, en effet, établira-t-il qu'à un moment donné, il y a dix, quinze, vingt-neuf années, selon l'âge de l'arbre, la semence de laquelle cet arbre est sorti n'a pas été déposée dans la terre par son fait ou par le fait d'un tiers, agissant pour lui comme mandataire, ou du moins comme *negotiorum gestor?* Ainsi, tout d'abord, voici une impossibilité matérielle de donner la preuve du fait allégué comme défense. Mais admettons même que la preuve ait pu être faite et qu'elle ait abouti ; qu'est-ce que cela changerait à la question de droit? Sans doute l'arbre crû spontanément appartient au maître du sol par droit d'accession ; mais est-ce que l'arbre planté ne lui est pas également acquis par le fait seul de la plantation, de l'union des racines avec le sol (2)? Si donc le droit qui régit son appropriation par le maître du fonds est

(1) Neveu-Derotrie, *Lois rur.*, p. 76.
(2) Voir n° 175.

le même, quelle que soit l'origine de la plante, les conséquences de cette appropriation ne peuvent être différentes. Il doit en être ainsi, d'autant mieux que la servitude relative à la distance des arbres a pour motif l'intérêt général et public de l'agriculture, bien plus encore que l'intérêt particulier des fonds privés considérés isolément; or l'agriculture souffre également du rapprochement des arbres crus spontanément et des arbres plantés.

320. Le propriétaire peut acquérir, par la possession de trente ans, le droit de conserver sur son fonds des arbres et haies plantés à une distance moindre que la distance légale. C'est là, aujourd'hui, une proposition qui ne fait plus question (1). Pour les haies et les arbres à basse tige, la prescription commencera au jour de la plantation; mais en sera-t-il ainsi pour les arbres à haute tige?—Selon nous, la possession légale, pour les arbres de cette dernière nature, ne commencera à courir que de l'époque où ils dépasseront la hauteur usitée des haies et des arbres à basse tige (2); car c'est seulement à partir de cet instant que la plante se révèle comme arbre à haute tige. La possession antérieure, considérée relativement à cette surélévation qui change la nature de l'arbre, doit être réputée clandestine; en effet, elle n'en manifestait pas encore le caractère ultérieur. La doctrine donne une solution basée sur ce même principe, et qui vient à l'appui de celle que nous venons de présenter, quand elle décide que la possession d'arbres trop rapprochés est clandestine, si, masqués par un mur ou une autre clôture élevée, ils n'ont pu être connus du voisin; et, quand, dans ce cas spécial, elle ne fait courir la prescription que du jour où ces arbres, dépassant la clôture, se révèlent aux yeux de celui qui est intéressé à en réclamer l'arrachement (3).

321. Une fois la prescription acquise, jusqu'où s'en étendent les effets? — Donne-t-elle au maître des arbres le droit de les remplacer par d'autres plantés au même endroit, lorsqu'ils viennent à périr ou à être abattus? — C'est là une question vivement débattue. — Les auteurs qui enseignent l'affirmative partent de ce point, à

(1) Cass. 9 juin 1825 (Leblond); *id.* 29 mai 1832 (Coche).—Troplong, *Prescr.*, n° 346; Duranton, t. V, 390; Marcadé, art. 672, n° 1. — (2) Voir n° 318, à la fin. — (3) Voir Marcadé sur l'art. 671, § 3.

savoir que le fonds sur lequel sont les arbres prescrits se trouve avoir acquis, par l'effet de la prescription, un droit de servitude sur le fonds voisin, droit qui consiste à contraindre le propriétaire de ce dernier fonds à respecter les arbres plantés à une distance moindre que la distance légale. Or, ajoutent-ils, lorsqu'un droit de servitude a pris naissance, il ne peut plus se perdre que par le non-usage, que si, par exemple, l'emplacement occupé par les arbres restait vide, pendant plus de trente ans, après leur dépérissement ou leur arrachement (1). — Pour l'opinion contraire, on répond (et nous acceptons cette réponse pour notre part) : Le raisonnement des adversaires pèche par la base ; c'est une erreur de croire que le maître des arbres plantés à une distance moindre que la distance légale acquiert par la longue possession un droit de servitude sur le fonds voisin. Quand on part de ce point, on oublie complétement la nature de l'obligation imposée au maître d'un fonds de ne point planter sur toute l'étendue de sa propriété ; c'est cependant bien là une restriction de son droit créé en faveur et pour le profit du fonds contigu. Eh bien ! quand il plante, nonobstant cette obligation, un arbre à une distance plus rapprochée qu'il ne le doit, que fait-il ? Il essaye simplement de secouer le joug d'une servitude. Maintenant que trente ans se passent depuis cette tentative, qu'en sera-t-il résulté ? simplement que la tentative aura réussi ; rien de moins, mais aussi rien de plus. Par la prescription, le maître des arbres se sera simplement libéré d'une obligation imposée à son fonds, mais il n'aura point acquis de servitude sur le fonds voisin. Il pourra donc s'en prévaloir seulement pour repousser l'action du propriétaire qui demanderait l'arrachement des arbres plantés à une moins grande distance que la distance légale, mais pas pour autre chose : *tantum præscriptum, quantum possessum* ; il n'y a de prescrit que ce qui a été possédé (2).

(1) Toullier, t. III, n° 514 et suiv. ; Pardessus, *Servit.*, n° 195 ; Vazeilles, *Prescrip.*, t. Ier, n° 429 ; Vaudoré, *Dr. rur.*, t. Ier, n° 222, etc.

(2) Paris, 23 août 1825 (hérit. Vallon) ; Rennes, 19 juin 1838 (la Jarthe-Saint-Amand) ; Bourges, 8 déc. 1841 (Desrosiers) ; Douai, 14 avril 1845 (Denayer) ; Caen, 22 juillet 1845 (Abaquesné). — Duranton, t. V, n° 391 ; Curasson, *Juges de paix*, t. Ier, p. 485 ; Marcadé, sur l'art. 671 ; Carou, *Act. possess.*, n° 155.

322. 2° ELAGAGE, EXTIRPATION. — Le propriétaire des arbres plantés proche le fonds voisin n'a pas le droit de conserver les branches au-dessus, ni les racines de ses arbres au-dessous de ce fonds; il est assujetti, sous ce rapport, à une double servitude. Ainsi celui sur la propriété duquel les branches de ces arbres avancent peut le contraindre à les couper. Si ce sont les racines qui avancent sous l'héritage limitrophe, le propriétaire de cet héritage peut les y couper, sans que le maître des arbres puisse s'y opposer (1).

323. Le maître des arbres peut-il être contraint de les ébrancher dans tous les cas et notamment lorsque les branches ont plus de trente ans d'existence? — Nous répondrons affirmativement. L'extension des branches suit une marche trop lente, et est trop successive pour constituer une possession *continue* et *patente*, telle qu'elle est exigée par la loi pour servir de base à la prescription. D'ailleurs la croissance incessante de ces branches, pendant un temps bien plus long que les trente ans durant lesquels l'action en élagage pourrait être exercée, semble devoir s'opposer à ce qu'elles soient protégées dans le développement qu'elles ont pris et pourraient prendre par la suite (2). Aussi une disposition spéciale a-t-elle paru nécessaire au code forestier pour protéger, sous ce rapport, dans l'intérêt de l'État et des particuliers, les arbres de lisière qui avaient plus de trente ans d'existence au moment de sa promulgation (3).

324. Quant aux racines, la question ne saurait s'élever, puisque la possession, en étant souterraine, est privée évidemment de l'une des conditions essentielles de la prescription, la publicité. Cependant on s'est demandé, lorsque le maître des arbres avait prescrit le droit de les conserver à une distance moindre que la distance légale, si le propriétaire du sol ne devait pas effectuer l'extraction des racines de façon qu'un intervalle égal à cette distance restât toujours intact entre le pied des arbres et l'endroit où il commencerait à extirper. Ainsi l'on dit pour le maître des

(1) 672 C. C. — (2) Cass. 18 juillet 1835 (Droust); Bourges, 4 juin 1845 (N...). — Duranton, t. V, n° 398; Zachariæ, t. II, § 242, n° 3; Curasson sur Proudhon, *Usage*, t. II, n° 572. — CONTRA, Troplong, *Prescrip.*, n° 347; Neveu-Derotrie, p. 26. — (3) Voir n° 263.

arbres : En souffrant qu'il possède, pendant plus de trente ans et sans opposition, des arbres à une distance moindre que la distance légale, le voisin a contracté l'obligation de respecter ces arbres jusqu'à la distance légale, de la même manière que si son droit de propriété ne commençait à l'encontre desdits arbres qu'à cette distance. S'il pouvait en être autrement, si l'on admettait que ce dernier a le droit de couper les racines sur la limite même de sa propriété, il arriverait que ces arbres seraient mutilés et détruits, et que la prescription ne serait d'aucune utilité à leur maître. — Mais on peut répondre, et telle est notre opinion : Le droit pour le propriétaire du sol de couper les racines du voisin est absolu et inhérent à son droit de propriété. Pour qu'il en fût autrement, pour que le voisin pût, avec justes motifs, s'opposer à l'extirpation, il faudrait donc que ce voisin eût acquis, par prescription, un droit de servitude sur la propriété de celui qui réclame. Or le maître des arbres prétend bien, à la vérité, qu'il a prescrit; mais qu'a-t-il prescrit? Là est le nœud de la difficulté. Ce qu'il a prescrit, c'est uniquement la servitude légale qui lui était imposée, à lui, de ne pouvoir planter au delà de la distance indiquée par la loi. Donc, par la prescription, il s'est *libéré* d'une servitude, mais il n'en a point *acquis* une, et le principe subsiste dans toute sa force au bénéfice du propriétaire du fonds limitrophe. D'un autre côté, le maître des arbres est mal fondé à se plaindre de ce que l'extirpation doit nuire à ses arbres et en causer le dépérissement et la mort. Lorsqu'il les a plantés à une distance moindre que la distance légale, il l'a fait à ses risques et périls, sachant qu'il contrevenait à la loi. Il doit donc supporter les conséquences de la situation où il s'est placé (1).

ARTICLE 4.

Servitude de mitoyenneté.

325. Tout propriétaire joignant un mur a la faculté de le rendre mitoyen en tout ou partie, en remboursant au maître du mur la moitié de sa valeur ou la moitié de la valeur de la portion qu'il veut rendre mitoyenne et la moitié de la valeur du sol sur lequel le mur est bâti (2). Les règles relatives à cette servitude n'ont rien

(1) Limoges, 2 avril 1846 (Fargeaud). — (2) 661 C. C.

de spécial au droit rural ; c'est aux commentateurs du droit civil qu'il faut s'adresser pour en voir les développements.

ARTICLE 5.

Servitudes relatives à la distance des constructions intermédiaires.

326. La loi exige que certains travaux, certaines constructions ne puissent être entrepris qu'à une certaine distance des murs. Parmi ces ouvrages, nous citerons, comme ayant une destination plus spécialement rurale, les *étables* et les *puits*. Celui qui fait creuser un puits près d'un mur mitoyen ou non, qui veut y adosser une étable, est obligé de laisser la distance prescrite par les règlements et usages pour éviter de nuire au voisin (1).

§ 3. — *Des servitudes établies par le fait de l'homme.*

327. Il est permis aux propriétaires d'établir sur leurs propriétés, ou en faveur de leurs propriétés, telles servitudes que bon leur semble. Celles qui sont établies pour l'usage d'un fonds de terres sont appelées *servitudes rurales*. On les distingue, par ce nom, de celles qui sont créées pour l'usage des bâtiments, que l'on désigne sous la dénomination d'*urbaines* (2). Cette distinction, qui n'a rien de fort exact en réalité, n'est, du reste, d'aucune utilité au point de vue du droit.

ARTICLE 1er.

Des différentes espèces de servitudes conventionnelles et de leur acquisition.

328. Les servitudes conventionnelles peuvent s'établir soit par titre, soit par destination de père de famille, soit par la possession de trente ans ; mais ces modes d'acquisition diffèrent selon l'espèce de servitude qu'il s'agit de créer.

329. Or les servitudes sont *continues* ou *discontinues* : — continues, lorsque l'usage en est ou peut en être continuel sans avoir besoin du fait actuel de l'homme, tels sont la conduite d'eau, les égouts, les vues et autres de cette espèce ; — discontinues, si elles ont besoin du fait actuel de l'homme pour être exercées, tels sont les droits de passage, puisage, pacage et autres semblables (3).

330. En outre, elles sont *apparentes* ou *non apparentes*. Les

(1) 674 C. C. — (2) 686, 687 *id.* — (3) 688 *id.*

servitudes apparentes sont celles qui s'annoncent par des ouvrages extérieurs, tels qu'un aqueduc, une porte, etc. — Les servitudes non apparentes sont celles qui n'ont pas de signe extérieur de leur existence (1), comme le droit de pêche que s'est réservé le propriétaire d'un étang en vendant tous ses autres droits sur cet étang (2), etc.

331. Les servitudes, quelle qu'en soit l'espèce, s'acquièrent par titre (3).

332. Les servitudes continues et apparentes s'acquièrent, en outre, par la destination du père de famille qui vaut titre à leur égard. Or il n'y a destination de père de famille que lorsqu'il est prouvé que les deux fonds actuellement divisés ont appartenu au même propriétaire, et que c'est *par lui* que les choses ont été mises dans l'état duquel résulte la servitude (4). C'est là un cas tout différent de celui dont nous traiterons plus loin, dans lequel la loi parle d'une servitude SEULEMENT *apparente*, dont l'existence serait antérieure à la réunion des deux immeubles dans la même main, et pour lequel l'art. 694 du code civil dispose exceptionnellement (5). C'est avec raison que M. Marcadé, dans son commentaire sur l'article précité, a fait ressortir cette distinction, qui, lorsqu'elle n'est pas faite, entraîne à croire que la destination du père de famille peut faire acquérir même les servitudes simplement apparentes, abstraction faite de leur caractère de continuité; ce qui n'est pas, nous allons le voir au n° 334.

333. Ces mêmes servitudes continues et apparentes peuvent également être acquises au moyen de la possession de trente ans (6).

334. Mais il n'en est plus ainsi pour les servitudes continues non apparentes, ni pour les servitudes discontinues apparentes ou non apparentes. Elles ne peuvent s'acquérir ni par la destination de père de famille, ni par la possession même immémoriale; on les acquiert seulement par titres (7).

335. Cependant on ne pourrait attaquer aujourd'hui les servitudes de cette nature acquises par la possession, antérieurement à la promulgation du code civil, dans le pays où elles pouvaient

(1) 689 *id.* — (2) Rennes, 31 janvier 1844 (Vallée). — (3) 690, 691 C. C. — (4) 692, 693 *id.* — (5) CONTRA, Cass. 17 nov. 1847 (Robert). — Voir n° 346.
(6) 690 C. C. — (7) 691 *id.*

s'acquérir de cette manière (1); et il a été jugé qu'elles pouvaient s'acquérir ainsi dans la Franche-Comté (2), dans l'ancien ressort du parlement de Toulouse (3), en Poitou (4), en Alsace (5), dans l'ancienne province de Bretagne (6), dans le ressort de la coutume de Metz (7), etc.

336. Le principe qui veut que les servitudes continues non apparentes, et discontinues apparentes ou non apparentes ne soient pas susceptibles d'être acquises par prescription, est-il tellement rigoureux qu'elles ne puissent s'acquérir par la possession trentenaire, même après une contradiction formelle opposée au droit du propriétaire du fonds sur lequel on prétend les exercer? — De graves autorités enseignent que, dans ce cas spécial, elles sont prescriptibles, en se fondant sur l'art. 2238 du code civil, en vertu duquel on peut prescrire, lorsque le titre de possession se trouve interverti par une contradiction. Or, ajoutent ces autorités, par cette contradiction on se met en voie de prescrire le droit à titre de servitude; il ne serait plus possible, en effet, d'opposer, à celui qui a agi malgré les oppositions du propriétaire, qu'il n'a joui que précairement et sous le bon vouloir ou par la simple tolérance de celui-ci (8). — Mais à ce raisonnement on répond et avec raison : On s'autorise, en vain, de l'art. 2238 du code civil; car, d'une part, l'art. 691, qui porte que les servitudes dont s'agit ne peuvent s'acquérir par la possession de trente ans, est général et n'admet aucune exception à la règle d'imprescriptibilité qu'il établit, et, d'autre part, l'art. 2238 précité n'admet la prescription à la suite de contradiction qu'au profit de celui qui, après avoir possédé pour autrui, possède pour lui-même depuis la contradiction. Or le possesseur d'une servitude n'a jamais, même avant la contradiction, possédé pour autrui (9).

(1) 691 C. C. — (2) Cass. 2 ventôse an IX (Conscience). — (3) Cass. 5 floréal an XII (Ducréjols). — CONTRA, *id.* 18 avril 1832 (comm. de Narbinals).

(4) Cass. 27 nov. 1837 (habit. de Coivert). — CONTRA, Poitiers, 6 mars 1844 (Boudeau). — (5) Cass. 15 avril 1833 (Lacroix). — (6) Cass. 30 avril 1833 (Launay). — (7) Cass. 15 mai 1816 (Rousselle). — (8) Proudhon, *Usage*, n° 1026; Troplong, *Prescrip.*, t. Ier, n° 359.

(9) Cass. 8 août 1837 (de Béthune-Charost); — Curasson sur Proudhon, *Usage*, n° 1027 et suiv.; Vazeilles, *Prescrip.*, t. Ier, n° 414.

337. Le titre constitutif de la servitude, à l'égard de celles qui ne peuvent s'acquérir par la prescription, ne peut être remplacé que par un titre récognitif de la servitude et émané du propriétaire (1).

338. Quand on établit une servitude, on est censé accorder tout ce qui est nécessaire pour en user. Ainsi la servitude de puiser de l'eau à la fontaine d'autrui emporte nécessairement le droit de passage (2).

ARTICLE 2.

Exercice des servitudes conventionnelles.

339. L'usage et l'étendue des servitudes ainsi établies se règlent par le titre qui les constitue, et, à défaut de titre, par les règles ci-après (3).

340. Celui auquel est due une servitude a droit de faire tous les ouvrages nécessaires pour en user et pour la conserver ; mais ces ouvrages sont à ses frais, et non à ceux du propriétaire assujetti, à moins que le titre d'établissement de la servitude ne dise le contraire (4).

341. Dans le cas même où le propriétaire du fonds assujetti est chargé, par le titre, de faire, à ses frais, les ouvrages nécessaires pour l'usage ou la conservation de la servitude, il peut toujours s'affranchir de la charge, en abandonnant le fonds assujetti au propriétaire du fonds auquel la servitude est due (5); mais il faut s'entendre. L'abandon dont il s'agit ici n'est pas celui de l'héritage entier, mais seulement celui de la portion de cet héritage, laquelle est spécialement grevée de la servitude. La loi ne parle, en effet, comme pouvant être délaissé, que du fonds assujetti. Or il n'y a d'assujetti que le sol sur lequel porte l'obligation. Pour qu'on dût abandonner le fonds entier, il faudrait donc que la servitude affectât véritablement tout le fonds (6).

342. Si l'héritage pour lequel la servitude a été établie vient à être divisé, la servitude reste due pour chaque portion, sans néanmoins que la condition du fonds assujetti soit aggravée. Ainsi, par

(1) 695 C. C. — (2) 696 *id.* — (3) 686 *id.* — (4) 697, 698 *id.* — (5) 699 *id.* (6) Marcadé, sur l'art. 699 C. C.; Toullier, t. III, p. 680. — CONTRA, Delvincourt, sur l'art. 699 C. C.

exemple, s'il s'agit d'un droit de passage, tous les copropriétaires sont obligés de l'exercer par le même endroit (1).

343. Le propriétaire du fonds débiteur de la servitude ne peut rien faire qui tende à en diminuer l'usage ou à le rendre plus incommode. Ainsi il ne peut changer l'état des lieux ni transporter l'exercice de la servitude dans un endroit différent de celui où elle a été primitivement assignée. Cependant, si cette assignation primitive était devenue plus onéreuse au propriétaire du fonds assujetti ou si elle l'empêchait d'y faire des réparations avantageuses, il pourrait offrir au propriétaire de l'autre fonds un endroit aussi commode pour l'exercice de ses droits, et celui-ci ne pourrait pas le refuser (2).

344. De son côté, celui qui a un droit de servitude ne peut en user que suivant son titre, sans pouvoir faire, ni dans le fonds qui doit la servitude ni dans le fonds à qui elle est due, de changement qui aggrave la condition du premier (3).

ARTICLE 3.

Comment s'éteignent les servitudes.

345. Les servitudes cessent lorsque les choses se trouvent en tel état qu'on ne peut plus en user; mais elles revivent ensuite, si les choses sont rétablies de manière qu'on puisse en user, à moins qu'il ne se soit déjà écoulé un espace de temps suffisant pour faire présumer l'extinction de la servitude, ainsi qu'il va être dit au n° 347 (4).

346. Toute servitude est éteinte lorsque le fonds à qui elle est due et celui qui la doit sont réunis dans la même main (5). Il existe cependant une exception pour les servitudes *apparentes*. En effet, quand il existe un signe apparent de servitude entre deux héritages qui se sont trouvés ensuite réunis dans la même main, et que le propriétaire dispose de l'un de ces héritages sans que le contrat contienne aucune convention relative à la servitude, elle continue d'exister activement ou passivement en faveur du fonds aliéné ou sur le fonds aliéné (6).

(1) 709 C. C. — (2) 701 *id.* — (3) 702 *id.* — (4) 703, 704 *id.* — (5) 705 *id.* — (6) 694 *id.* — Voir n° 332.

347. La servitude est éteinte par le non-usage pendant trente ans. Les trente ans commencent à courir, selon les diverses espèces de servitudes, ou du jour où l'on a cessé d'en jouir, lorsqu'il s'agit de servitudes discontinues, ou du jour où il a été fait un acte contraire à la servitude, lorsqu'il s'agit de servitudes discontinues (1). Le mode de la servitude peut se prescrire comme la servitude même et de la même manière (2).

348. La servitude est, de sa nature, indivisible, de telle sorte que, si l'héritage en faveur duquel la servitude est établie appartient à plusieurs par indivis, la jouissance de l'un empêche la prescription à l'égard de tous. Par application du même principe, si, parmi les copropriétaires, il s'en trouve un contre lequel la prescription n'a pu courir, comme un mineur, il aura conservé le droit de tous les autres (3).

348 *bis*. Le rachat est aussi un mode d'extinction pour les servitudes ; mais le propriétaire du fonds servant ne peut obliger le maître du fonds dominant à le subir que dans un seul cas, dans le cas d'un droit de vaine pâture fondé sur un titre et existant entre particuliers. Il ne faut pas confondre, nous l'avons vu, cette servitude avec le parcours et la vaine pâture qui grèvent le territoire d'une commune (4). La servitude entre particuliers est rachetable à dire d'experts, suivant l'avantage que pourrait en retirer celui qui avait ce droit, s'il n'était pas réciproque, ou eu égard au désavantage qu'un des propriétaires aurait à perdre la réciprocité, si elle existait (5).

SECTION 2.

Des restrictions qui peuvent grever la propriété d'un fonds au profit des personnes.

349. Par conventions, donations, ou actes de dernière volonté, il est permis de grever un fonds de certains services ou réserves en faveur de telle personne déterminée. Ces réserves sont des démembrements du droit du propriétaire, dont l'exercice se trouve ainsi diminué, amoindri, quelquefois même provisoirement suspendu

(1) 706, 707 C. C. — (2) 708 *id.* — (3) 709, 710 *id.* — (4) Voir n° 286. — (5) 8, sect. 4, tit. I^er^, L. 28 sept. 1791.

entre ses mains. On ne s'attend pas sans doute à ce que nous traitions tout au long de ces restrictions qui ne sont point particulières au domaine rural; il suffira que nous donnions une rapide analyse des points par lesquels ces démembrements du droit de propriété se rattachent à notre sujet.

350. 1° Emphytéose. — L'emphytéose est un contrat par lequel le propriétaire d'un terrain le concède pour un temps très-long et moyennant une modique redevance annuelle appelée *canon*. Le concessionnaire profite de tous les droits utiles résultant de la propriété de ce terrain. Autrefois cette concession pouvait se prolonger cent années et plus, et même être perpétuelle; mais, sous l'empire de la loi actuelle, elle ne peut jamais excéder quatre-vingt-dix-neuf ans (1).

351. L'emphytéote jouit d'un véritable droit réel, d'une véritable propriété temporaire. En conséquence, il a la faculté de disposer de tout ce qu'il possède à ce titre, par vente, échange ou donation et par affectation hypothécaire à la charge des droits du bailleur à l'expiration du contrat emphytéotique (2). Il peut également défendre son droit par l'action possessoire (3) et demander le bornage du terrain dont il jouit (4); mais aussi, par le même motif, il est tenu de payer l'impôt foncier (5).

352. 2° Domaine de superficie. — Par un contrat nommé *bail à convenant ou à domaine congéable*, le propriétaire peut, moyennant une rente annuelle, concéder la jouissance de son fonds avec aliénation de la propriété de la superficie et de tout ce qui la couvre, comme édifices, murs, talus, fossés, barrières, puits, fontaines, étangs, chemins d'exploitations, bois, etc. (6). Ce contrat, qui n'est d'ailleurs usité, en France, que dans les trois départements des *Côtes-du-Nord*, du *Finistère*, du *Morbihan*, est aujourd'hui régi par les lois des 6 août 1791 et 9 brumaire an VI.

353. Le domanier, propriétaire des superficies et édifices, peut les affermer, les aliéner, les hypothéquer, etc., à charge des droits du propriétaire pour l'époque du *congément*, qui est la faculté qu'a

(1) 1, L. 18-29 déc. 1790. — (2) Cass. 18 juillet 1832 (Bony); *id.* 24 juillet 1843 (Levesque). — (3) Voir n° 1391. — (4) Voir n° 137. — (5) Avis, Cons. d'Ét., 2 fév. 1809. — (6) Baudouin, *Instit. conven.*, n° 51 et suiv.

ce propriétaire de rentrer dans son droit aliéné en remboursant au domanier la valeur des édifices et superficies.

354. 3° Rentes perpétuelles. — On stipulait souvent, autrefois, à propos d'un bail ou d'une vente, que l'immeuble affermé ou vendu resterait grevé d'une rente perpétuelle, c'est-à-dire qui ne pourrait s'éteindre ni vis-à-vis du propriétaire ou vendeur, ni vis-à-vis de ses représentants, et dont le fermier ou l'acquéreur n'aurait jamais le droit de se rédimer. — Aujourd'hui toute rente établie à perpétuité, comme prix ou condition de la cession à titre onéreux ou gratuit d'un fonds immobilier, est essentiellement rachetable. Toutefois il est permis au créancier de régler, dans le contrat par lequel la rente est établie, les clauses et conditions du rachat ultérieur. Il peut également y stipuler que la rente ne lui sera remboursée qu'après un certain terme ; mais ce terme ne doit jamais excéder trente ans : toute stipulation contraire est nulle (1).

355. 4° Droit de retour. — La clause par laquelle on convenait, autrefois, que l'immeuble cédé à titre gratuit ou onéreux ferait retour au cédant ou à ses héritiers, si la ligne directe du cessionnaire venait à s'éteindre, serait aujourd'hui radicalement nulle. Le code civil, à la vérité, permet au donateur de stipuler le droit de retour de l'immeuble donné, soit pour le cas de prédécès du donataire seulement, soit pour le cas de prédécès du donataire et de ses descendants; mais le bénéfice de ce droit n'est concédé qu'au donateur seul (2). On a voulu éviter que l'incertitude sur la propriété de l'immeuble donné durât plus longtemps que la vie du donateur.

356. 5° Pacte de rémeré. — La faculté de reprendre l'immeuble vendu libre de toutes charges et hypothèques, moyennant la restitution du prix, ne peut plus être exercée que dans le délai de cinq années. Dans le cas où elle aurait été réservée pour un terme plus long, elle devrait être restreinte dans les limites légales (3).

357. 6° Usufruit. — L'usufruitier d'un fonds, que son droit provienne de la loi ou de la volonté de l'homme, jouit du fonds

(1) 530 C. C. — (2) 850 *id.* — (3) 1660 *id.*

comme le propriétaire lui-même. En conséquence, il jouit des droits de servitude, de passage, d'alluvion, etc., et généralement de tous les droits dont jouit le propriétaire lui-même ; il profite de toute espèce de fruits produits par le sol, soit naturels, soit industriels, soit civils (1), — d'après certaines règles tracées par le législateur (2).

358. Voici, par exemple, sur la jouissance qu'il a des arbres et des bois, des règles qui touchent à la matière rurale. Si l'usufruit comprend des bois taillis, l'usufruitier est tenu d'observer l'ordre et la quotité des coupes, conformément à l'aménagement ou à l'usage constant des propriétaires ; sans indemnité toutefois, en faveur de l'usufruit ou de ses héritiers, pour les coupes ordinaires, soit de taillis, soit de baliveaux, soit de futaie, qu'il n'aurait pas faites pendant sa jouissance. Les arbres qu'on peut tirer d'une pépinière sans la dégrader ne font aussi partie de l'usufruit qu'à la charge, par l'usufruitier, de se conformer aux usages des lieux pour le remplacement. L'usufruitier profite encore, toujours en se conformant aux époques et à l'usage des anciens propriétaires, des parties de bois de haute futaie qui ont été mises en coupes réglées, soit que ces coupes se fassent périodiquement sur une certaine étendue de terrain, soit qu'elles se fassent d'une certaine quantité d'arbres pris indistinctement sur toute la surface du domaine. Dans tous les autres cas, l'usufruitier ne peut toucher aux arbres de haute futaie ; il peut seulement employer, pour les réparations dont il est tenu, les arbres arrachés ou brisés par accident ; il peut même, pour cet objet, en faire abattre, s'il est nécessaire, mais à la charge d'en faire constater la nécessité avec le propriétaire. Il peut prendre, dans les bois, des échalas pour les vignes ; il peut aussi prendre, sur les arbres, des produits annuels ou périodiques ; le tout suivant l'usage du pays ou la coutume des propriétaires. Les arbres fruitiers qui meurent, ceux qui sont arrachés ou brisés par accident appartiennent à l'usufruitier, à la charge de les remplacer par d'autres (3).

359. L'usufruitier peut jouir par lui-même, ou affermer, céder

(1) Voir nº 153. — (2) 578-589, 596, 597 C. C. — (3) 590-594 *id.*

son droit à titre onéreux ou gratuit (1); il peut exercer l'action en bornage et l'action possessoire (2).

360. Mais, d'un autre côté, sa jouissance doit être celle d'un bon père de famille, et même il doit donner caution qu'il en sera ainsi, à moins qu'il n'en soit dispensé par le titre constitutif ou par la loi (3).

361. Il est tenu des grosses réparations et de toutes les charges annuelles de l'héritage, telles que les contributions et autres qui, dans l'usage, sont censées charges des fruits (4).

362. L'usufruit s'éteint par la mort naturelle et par la mort civile de l'usufruitier; par l'expiration du temps pour lequel il a été accordé; par la consolidation ou la réunion, sur la même tête, des deux qualités d'usufruitier et de propriétaire; par le non-usage du droit pendant trente ans; par la perte totale de la chose sur laquelle l'usufruit est établi. L'usufruit peut aussi cesser par l'abus que l'usufruitier fait de sa jouissance, soit en commettant des dégradations sur le fonds, soit en le laissant dépérir, faute d'entretien. Quant à l'usufruit qui n'est pas accordé à des particuliers, il ne dure que trente ans (5).

363. 7° Droit d'usage. — C'est un droit accordé à un individu sur le fonds d'autrui, et dont l'objet est de percevoir les fruits de ce fonds jusqu'à concurrence de ce qui est nécessaire à ses besoins et à ceux de sa famille. Il ne faut pas confondre ce droit tout personnel avec les droits d'usage sur les bois et forêts, véritables servitudes conventionnelles qui sont régies par les principes généraux concernant les services fonciers et combinés avec des lois particulières (6); nous en traiterons plus loin (7).

364. Le droit d'usage personnel, dont nous parlons ici, s'établit et s'éteint de la même manière que l'usufruit (8).

365. L'usager doit, comme l'usufruitier, jouir en bon père de famille, et, comme lui, peut être tenu de donner caution (9).

366. Mais il ne peut ni louer ni céder son droit (10). Cependant nous ne voyons aucune raison sérieuse pour lui refuser l'action

(1) 595 C. C. — (2) Voir n° 137 et suiv. — (3) 601 C. C. — (4) 605-609 *id.*— (5) 617-619 *id.* — (6) 636 *id.* — (7) Voir n° 1006 et suiv. — (8) 625 C. C. — (9) 626, 627 *id.* — (10) 631 *id.*

possessoire nécessaire à la défense de son droit qui, bien que personnel, n'en est pas moins, en même temps, un droit réel et immobilier (1).

367. L'étendue de son droit est fixée par le titre qui l'établit. Si le titre ne s'explique pas, il ne peut exiger des fruits du fonds qu'autant qu'il en faut pour ses besoins et ceux de sa famille (2).

368. Si l'usager absorbe tous les fruits du fonds, il est assujetti aux frais de culture, aux réparations d'entretien et au payement des contributions, comme l'usufruitier. S'il ne prend qu'une partie des fruits, il contribue au prorata de ce dont il jouit (3).

(1) Voir n° 1392. — (2) 628-630 C. C. — (3) 635 *id.*

DEUXIÈME PARTIE.

DE L'EXPLOITATION AGRICOLE.

369. « Les propriétaires sont libres de varier à leur gré la culture et l'exploitation de leurs terres (1); ils sont libres d'avoir chez eux telle quantité et telle espèce de troupeaux qu'ils croient utiles à la culture et à l'exploitation de leurs terres (2). » Toutefois, de ce que la liberté de la culture est proclamée, il n'en faut point conclure qu'elle n'est aucunement réglementée. En vue de l'ordre général et de la sécurité publique, l'exploitation du sol est, comme la propriété elle-même, soumise à des règles destinées à prévenir et à réprimer les abus. Nous consacrons cette deuxième partie de notre *Traité* à l'examen de ces règles et des dispositions légales par lesquelles sont régis les principaux actes et les diverses opérations qui, tout variés qu'ils sont en eux-mêmes, ont pour unique but de préparer la production agricole. Cette partie comprendra cinq titres, dont voici l'objet : 1° des modes usités d'exploitation agricole; 2° des agents du travail agricole; 3° des moyens de culture; 4° des principales opérations qui *préparent* la mise en culture et l'exploitation du fonds rural; 5° des principales opérations qui *complètent* l'exploitation du fonds rural.

(1) 2, sect. 1, tit. I, L. 28 sept. 1791. — (2) 1, sect. 4, *id.*

TITRE Ier.

DES MODES USITÉS D'EXPLOITATION AGRICOLE.

370. Le propriétaire du fonds rural le cultive lui-même, ou, moyennant un prix de location, il le loue à un individu qui l'exploite à ses risques et périls, ou bien enfin il s'associe avec un colon, et partage avec lui les produits, comme il a partagé les charges de l'exploitation, d'après certaines proportions arrêtées et convenues à l'avance. Tels sont les trois modes d'exploitation actuellement usités en France; on les désigne sous les dénominations d'*exploitation personnelle*, de *fermage ou bail à ferme*, et de *métayage ou bail à colonage partiaire*.

CHAPITRE Ier.

DE L'EXPLOITATION PERSONNELLE.

371. La loi qui eût dû contenir des dispositions rémunératrices, ayant pour objet d'encourager, de favoriser l'exploitation du sol par le propriétaire même, est restée muette à ce sujet, et c'est avec regret que nous signalons cette lacune dans notre législation.

372. Celui qui cultive son terrain n'est assujetti qu'aux conditions imposées à l'exploitation agricole en général, tandis que celui qui cultive le fonds d'autrui est, en outre, assujetti aux conditions du bail résultant soit des dispositions de la loi, soit des clauses du contrat. C'est là une différence radicale qu'il y a lieu de faire remarquer au profit du propriétaire-cultivateur.

CHAPITRE II.

DU FERMAGE OU BAIL A FERME.

373. Il y a fermage quand un tiers a la jouissance du fonds d'autrui, qui lui a été donné à louage, pour l'exploiter dans un but agricole, pendant un certain temps et moyennant un certain prix. Dans ce cas, l'exploitant se nomme *fermier*, *preneur*, *bailliste*; le propriétaire est appelé *bailleur*, *locateur*, *conducteur*; et l'on dé-

signe le contrat intervenu entre eux sous le titre de *bail à ferme* (1).

SECTION 1re.

De la forme et des preuves du contrat.

374. Le contrat peut se former verbalement ou par écrit (2), et cet écrit peut consister soit dans un acte passé devant notaires, soit dans un acte sous seing privé. Le bail peut se former même par de simples lettres missives (3).

375. Le bail fait sans écrit, lorsqu'il n'a reçu aucune exécution et qu'une des parties en nie l'existence, ne peut jamais être prouvé par témoins, quelque modique qu'en soit le prix et quoiqu'on allègue qu'il y a eu des arrhes données. « Le serment, dit la loi, peut *seulement* être déféré à celui qui nie le bail (4). » Ces mots excluent tout autre genre de preuves, surtout celles dont le sens final et la portée sont laissés à l'appréciation du magistrat, telles que l'interrogatoire sur faits et articles (5).

376. Le bail fait sans écrit, et qui n'a encore reçu aucune exécution, peut-il être prouvé par témoins lorsqu'il existe un commencement de preuves par écrit ? — Question controversée, mais que la jurisprudence et la doctrine s'accordent généralement à résoudre par la négative (6).

377. Quand l'exécution du bail est alléguée par l'une des parties, et que cependant l'existence du bail et, par conséquent, de son exécution est déniée par l'autre, y a-t-il lieu d'admettre la preuve testimoniale des faits constituant l'exécution? Trois opinions se sont produites sur ce point. — Selon la première, la preuve testimoniale ne peut être admise sous prétexte d'établir des faits considérés comme commencement d'exécution d'un bail verbal, parce que ce serait admettre comme conséquence la preuve testimoniale

(1) 1709, 1711 C. C. — (2) 1714 *id.* — (3) Troplong, *Louage*, n° 105. — (4) 1715 C. C.

(5) Rennes, 6 août 1813 (Gouin). — Troplong, n° 111. — CONTRA, Duranton, t. XVII, n° 53 ; Duvergier, *Louage*, n° 257.

(6) Caen, 23 mars 1840 (Houel) ; Rouen, 18 fév. et 19 mars 1841 (Harache-Massif) ; Bordeaux, 8 avril 1842 (Tronche). — Troplong, n° 112; Duranton, t. XVII, n° 54 ; Curasson, *Comp. jug. de paix*, t. I, p. 278. — CONTRA, Rouen, 22 juin 1842 (Lefebvre).— Delvincourt, t. III, p. 187, à la note ; Duvergier, n° 267 et suiv.

du bail lui-même (1) ; le commencement d'exécution, dont il est question dans la loi, étant celui-là seulement qui serait reconnu comme tel par les parties (2). — D'après la seconde opinion, il faut faire une distinction entre le cas où le prix de bail est inférieur et celui où il est supérieur à 150 fr. Dans le premier cas, on pourrait prouver par témoins le fait d'exécution, et arriver par là à la preuve de l'existence du bail verbal déniée par l'une des parties; l'art. 1715 n'ayant enlevé au bail verbal, inférieur à 150 fr., le bénéfice de la preuve testimoniale, qui est de droit commun, que s'il n'a pas reçu encore exécution. Dans le second cas, on ne saurait être admis à la preuve par le motif qu'invoquent les partisans de la première opinion (3). — La troisième opinion, qui est celle que nous adoptons, est non moins radicale que la première. Elle enseigne que la preuve des faits articulés comme constituant l'exécution du bail peut toujours être admise, sans qu'il soit nécessaire de se préoccuper tout d'abord du taux auquel s'élève le prix du bail. En effet, c'est seulement à l'égard du contrat que la preuve testimoniale est prohibée, parce qu'il a toujours été possible de s'en procurer la preuve littérale. Mais, comme il ne dépend pas des parties de se procurer la preuve écrite des faits constituant l'exécution du bail à mesure qu'ils s'accomplissent, il doit toujours leur être permis de les établir par témoignage (4). Ainsi on devrait être admis à prouver par témoins que l'on s'était installé dans les bâtiments de la ferme, qu'on a exécuté des travaux de culture, etc. — Toutefois, pour que la preuve en soit admissible, il faut que les faits allégués soient pertinents, c'est-à-dire *caractéristiques* d'une exécution de bail et exclusifs de toute tolérance. Or on ne pourrait regarder comme tels, par exemple, le séjour momentané du fermier sur l'héritage après l'expiration d'un premier bail écrit (5) ; les labours et même l'ensemencement des terres faits par le fermier dans l'intervalle d'un congé qui lui a été signifié à l'époque de l'expiration de son

(1) Cass. 14 janv. 1840 (Girard). — (2) Bourges, 14 mai 1842 (Sautereau).
(3) Troplong, n° 113 ; Duvergier, n° 258. — Bordeaux, 19 janvier 1827 (Cornuaud) ; Limoges, 30 juillet 1836 (Lacombe) ; Nîmes, 1er août 1836 (Chabert); Cass. 3 janvier 1848 (Dupont).
(4) Bruxelles, 24 août 1807 (de la Tour) ; Bordeaux, 29 nov. 1826 (Olivier). — (5) Pau, 6 nov. 1827 (Pont).

bail (1). — Dans tous les cas, on comprend que l'appréciation des faits allégués comme constitutifs de l'exécution d'un bail est dans le domaine souverain des juges du fait, et ne saurait tomber sous la censure de la cour de cassation. Si donc la preuve des faits allégués est admise et qu'ensuite les faits soient établis, l'existence du bail se trouvera par là même démontrée (2). — Quant au prix, ce sera seulement à la suite de cette démonstration qu'il y aura lieu de s'en occuper, et il sera déterminé d'après les règles qui maintenant vont être exposées.

378. Lorsqu'il y a contestation sur le prix du bail verbal dont l'exécution a commencé, et qu'il n'existe point de quittance, le propriétaire en est cru sur son serment, si mieux n'aime le locataire demander l'estimation par experts; auquel cas les frais de l'expertise restent à sa charge, si l'estimation excède le prix qu'il a déclaré (3). M. Duranton enseigne que, si l'estimation qui excède le prix déclaré par le fermier se rapprochait cependant beaucoup plus de cette déclaration que de celle du propriétaire, les frais devraient être équilibrés (4). — Nous ne saurions adopter cet avis, qui, tout équitable qu'il soit, est formellement contraire aux termes précis de la loi.

379. Lorsque l'existence et le prix du bail ne sont point contestés, ou qu'ils ont été établis conformément aux règles qui viennent d'être exposées, il peut encore arriver qu'il y ait contestation sur la durée et sur les conditions accessoires du contrat, autres, bien entendu, que celles qui viennent ajouter au prix principal. Dans ce cas, il y a lieu d'appliquer les règles générales des conventions (5). La preuve est inadmissible, si le prix du bail, pour toutes les années accumulées, excède 150 fr. (6). Mais, si le prix n'excède pas 150 fr., il y a lieu de distinguer. La preuve serait rejetée pour ce qui concerne la durée du bail (7), les époques du payement; en un mot, pour tout ce que la loi a réglé, quand il s'agit de baux

(1) Rouen, 1er mai 1811 (Lemoine). — (2) *Répert. du pal.*, v° *Bail*, n° 236; Duranton, t. XVII, n° 56. — (3) 1716 C. C. — (4) T. XVII, n° 58. — (5) Voir 1341 C. C. — (6) Paris, 6 avril 1828 (Renault); Limoges, 30 juillet 1836 (Lacombe).

(7) Colmar, 15 mars 1843 (Wilhammer).

sans écrit (1) ; elle serait, au contraire, admise pour les conditions autres que celles réglées par la loi.

SECTION 2.

Des obligations du bailleur.

380. Le bailleur est obligé, par la nature du contrat, et sans qu'il soit besoin d'aucune stipulation particulière, 1° de délivrer au fermier le fonds donné à bail ; 2° d'entretenir ce fonds en état de servir à l'usage agricole pour lequel il est loué ; 3° d'en faire jouir paisiblement le preneur pendant la durée du bail (2).

§ 1er. — *Délivrance du fonds au fermier.*

381. L'obligation de délivrer le fonds donné à bail s'étend, — sauf conventions contraires (3), à tous ses accessoires. « Ainsi, lorsqu'il s'agit d'une métairie, le propriétaire doit la délivrer avec tous les fumiers, pailles et fourrages, et autres choses qu'il est d'usage dans la localité de laisser au fermier pour l'exploitation (4). »

382. C'est d'après ce principe que nous avons décidé que le droit de chasse sur le domaine loué, le droit de pêche sur les cours d'eau qui le bordent ou le traversent, lorsque rien n'avait été expressément stipulé dans le contrat à leur sujet, n'étaient pas nécessairement compris dans le louage du domaine, ni n'en étaient pas nécessairement exclus ; qu'il fallait, sur ce point, s'en rapporter à l'usage des lieux (5).

383. L'alluvion qui se forme pendant la durée du bail est évidemment un accessoire du fonds de terre ; en conséquence, le propriétaire doit en faire la délivrance à son fermier, ou ne point s'opposer à ce que celui-ci la cultive (6). Mais cette augmentation dans la jouissance du fermier donne-t-elle lieu à une augmentation proportionnelle dans le prix du bail? — Nous ne le pensons pas, puisque les accessoires actuels ou futurs du fonds sont censés être compris de plein droit dans le louage de ce fonds.

(1) 1774 C. C. — Voir n° 481. — (2) 1719 *id.* — (3) L. 19, § 2, D. *Loc. cond.* — (4) Pothier, *Louage*, n° 54. — (5) Voir n°s 186, 193.

(6) Troplong, n° 190 ; Chardon, *Alluv.*, n° 157. — CONTRA, Pothier, n° 278. — Voir n° 79.

Le prix stipulé à l'origine doit être réputé avoir été fixé en considération de toutes éventualités de cette nature (1).

384. Le bailleur est tenu de délivrer la contenance stipulée dans laquelle, à moins de stipulation contraire, sont présumés avoir été compris les talus, fossés, chemins, bien que ce soient là des terrains improductifs (2). Si, dans le bail, il est donné aux fonds une contenance moindre ou plus grande que celle qu'ils ont réellement, il n'y a lieu à augmentation ou à diminution de prix pour le fermier que dans les cas et suivant les règles (3) que nous avons développés au sujet du contrat de vente (4).

385. Quand la délivrance entraîne certains frais, comme si, par exemple, on a donné à loyer une certaine quantité de terre à prendre dans une grande pièce, et qu'il faille faire un arpentage pour délivrer la quantité louée, les frais de l'arpentage sont, sauf convention contraire, à la charge du bailleur (5).

386. La délivrance doit s'effectuer au jour stipulé. Quand le contrat garde le silence sur l'époque de l'entrée en jouissance, on suit l'usage des lieux (6), qui partout est exprès sur ce point. Les usages fixent toujours cette entrée au jour même où ils ont placé l'époque de la sortie du fermier qui cesse l'exploitation.

387. Enfin le bailleur est tenu de délivrer l'héritage en bon état de réparations de toute espèce (7). Il peut, toutefois, être formellement dérogé à cette règle, et les parties peuvent convenir que le fermier prendra les lieux en l'état où ils se trouvent. Dans ce cas, il y a lieu de constater l'état des lieux au moment de l'entrée en jouissance. A cet effet, il est rédigé contradictoirement entre le propriétaire et le fermier une description des lieux loués, qu'on nomme, suivant les localités, *état de lieux* ou *montrée*, etc. On y décrit, dans toutes leurs parties et dans tous leurs détails, les bâtiments ruraux destinés à l'exploitation, habitation du fermier, écuries, granges, aires, étables, caves, celliers, greniers, etc., ainsi que tous les ustensiles et moyens aratoires qui y sont placés par le

(1) Troplong, *loc. cit.* — CONTRA, Chardon, *loc. cit.*; Duvergier, t. IV, n° 356. — (2) Caen, 14 nov. 1842 (Chauffay). — (3) 1720 C. C. — (4) Voir n° 17 et suiv. — (5) Pothier, n° 55; Duvergier, t. I^er^, n° 245. — (6) Pothier, 58; Troplong, n° 168. — (7) 1720 C. C.

propriétaire pour l'usage de l'exploitation, tels que auges, râteliers, échelles, pressoirs, etc.; les quantités de foins, semences, fumiers, que le fermier sortant a dû laisser dans la ferme. Il faut aussi y constater l'état des champs et des prés, ainsi que celui de leurs fumures et de leurs assolements, l'état et l'âge des haies, dans les pays de bocages; l'état des fossés, barrières, etc., etc. L'intérêt, pour le fermier, de faire procéder à cette constatation est évident; car nous verrons bientôt que, s'il n'a pas été fait d'état des lieux, il est présumé les avoir reçus en bon état de réparations locatives, et il pourrait être obligé de les rendre tels à la fin de son bail (1).

388. Si le bailleur ne fait pas la délivrance du domaine qu'il a loué, le fermier peut réclamer la résiliation du bail. Cette résiliation peut être demandée, encore que le bailleur soit empêché de délivrer le fonds par un cas de force majeure; si, par exemple, les bâtiments de la ferme avaient été détruits par la foudre, si l'héritage avait été exproprié (2).

389. Quand le défaut de délivrance provient d'un fait imputable au propriétaire, le preneur peut, en outre de la résiliation, demander des dommages-intérêts, qui sont alors réglés conformément aux principes généraux sur l'inexécution des contrats et obligations. « Dans les dommages et intérêts dus à un laboureur pour l'inexécution du bail qui lui a été fait d'une métairie, si, parce que le bailleur ne l'a pas averti assez à temps qu'il ne pouvait exécuter son obligation et le faire entrer dans la métairie dont il avait fait bail, le laboureur n'en a pu trouver d'autre, et a été obligé de se démonter et de vendre à perte ses chevaux et ses troupeaux, on doit faire entrer, tant la perte qu'il a soufferte en se démontant, que le gain qu'il aurait vraisemblablement fait dans l'exploitation de cette métairie. Si ce laboureur, à qui vous avez fait bail, ne s'est pas démonté, et qu'il ait trouvé une autre métairie, mais à des conditions moins avantageuses, les dommages et intérêts pour l'inexécution du bail que vous lui avez fait, consistent dans ce qu'on estimera que le bénéfice qu'il aurait eu à espérer du bail que vous

(1) 1730, 1731 C. C. — Voir n° 450.
(2) Pothier, n°s 72 et 73.

lui avez fait, excède celui qu'il a à espérer de l'autre bail qui lui a été fait (1). »

390. Le retard de la délivrance donne lieu aussi à des dommages-intérêts évalués d'après les mêmes principes. Et même, si le retard était tellement prolongé, que le preneur, craignant de perdre un trop long temps, se fût engagé autre part; et, s'il était constant qu'en agissant ainsi, il eût agi de bonne foi, nous croyons que les tribunaux devraient accueillir la demande en résiliation qu'il formerait contre le bailleur.

391. En cas de non-délivrance, et dans le cas où aucun autre obstacle que la volonté du bailleur ne se rencontrerait, le preneur, au lieu de demander la résiliation du contrat, peut aussi réclamer l'envoi en jouissance de l'héritage donné à bail, et, en conséquence de la condamnation, contraindre le propriétaire à lui faire délivrance, *manu militari*, c'est-à-dire par l'emploi de la force publique. Il ne s'agit pas ici, en effet, d'une obligation de faire de la nature de celles qui, d'après la loi, se résolvent nécessairement en dommages-intérêts (2). Les faits de délivrance sont de ceux auxquels le débiteur peut être contraint sans qu'on attente ni à sa personne ni à sa liberté, puisqu'ils consistent dans l'autorisation donnée au preneur de se faire mettre en possession du fonds loué par le ministère de l'huissier et de la force publique (3).

§ 2. — *Entretien du fonds.*

392. Le propriétaire doit faire sur le fonds, pendant la durée du bail, toutes les réparations qui peuvent devenir nécessaires, autres que les locatives (4), lesquelles, nous le verrons bientôt, sont à la charge du fermier (5). Par exemple, « le locateur d'une métairie doit faire aux bâtiments de la métairie toutes les réparations nécessaires pour tenir le fermier clos et couvert, et pour que ses bestiaux et ses grains soient en sûreté (6). »

393. A défaut, par le propriétaire, de faire exécuter les réparations que la loi met à sa charge, le fermier peut se faire autoriser par justice à les faire exécuter aux frais de son bailleur, et, si celui-ci en

(1) Pothier, n° 68. — (2) Cass. 3 avril 1838 (Bicquelin). — (3) Pothier, n° 66. — (4) 1720 C. C. — (5) Voir n° 449. — (6) Pothier, n° 106.

contestait la nécessité, il y aurait lieu d'ordonner la visite des lieux (1).

394. Au cas où les dégradations seraient de nature à rendre les bâtiments de la ferme inhabitables, et où le propriétaire se refuserait à les réparer, le preneur pourrait même demander la résiliation du bail (2).

395. Si, durant le bail, la chose louée a besoin de réparations urgentes et qui ne puissent être différées jusqu'à sa fin, le preneur doit les souffrir, quelque incommodité qu'elles lui causent, et quoiqu'il soit privé, pendant qu'elles se font, d'une partie de la chose louée. Mais, si ces réparations durent plus de quarante jours, le prix du bail sera diminué à proportion du temps et de la partie de la chose louée dont il aura été privé. Si les réparations sont de telle nature qu'elles rendent inhabitable ce qui est nécessaire au logement du preneur et de sa famille, celui-ci pourra faire résilier le bail (3).

§ 3. — *Obligation de faire jouir paisiblement le fermier.*

396. Le bailleur, pour faire jouir paisiblement le preneur de l'héritage rural, doit le garantir 1° des troubles qui pourraient être apportés à sa jouissance, 2° des vices ou défauts cachés qui empêcheraient l'usage du fonds loué.

ARTICLE 1er.

Garantie des troubles apportés à la jouissance.

397. La jouissance du fermier peut être troublée de trois manières. Le trouble peut provenir soit des tiers, soit du bailleur lui-même; il peut encore être causé par la perte partielle ou totale de l'objet donné à bail.

398. 1° Trouble de la part des tiers. — Ici encore, il y a lieu d'établir une distinction. Le trouble occasionné au fermier par des tiers peut être de deux natures ; il est une voie de fait pure et simple, ou bien il est la manifestation d'une prétention à la propriété ou possession du fonds donné à bail. Il nous faut examiner ces deux cas.

(1) Troplong, n° 183. — (2) *Id.* — (3) 1724 C. C.

399. *Voie de fait pure et simple.* — Le bailleur n'est pas tenu de garantir le preneur du trouble que des tiers apportent, par voie de fait, à sa jouissance, sans prétendre, d'ailleurs, aucun droit sur le fonds loué, sauf, au preneur, à les poursuivre en son nom personnel (1). Tel serait le cas où des tiers enverraient, pendant la nuit, leurs troupeaux dans les prairies d'une métairie, où des voleurs vendangeraient des vignes, où des gens malintentionnés jetteraient des substances nuisibles dans l'étang donné à bail et en feraient mourir les poissons. Le propriétaire n'est pas garant d'un trouble de cette nature, et le fermier, le preneur des vignes, ou de l'étang, n'auraient d'action que contre les auteurs du dommage. Quant à cette action, elle varie nécessairement selon la nature du fait. S'il y a vol ou délit, c'est à la justice que le fermier devra s'adresser. S'il s'agit d'un dégât dont la répression n'a pas été spécialement prévue par la loi pénale, il doit se pourvoir devant les tribunaux civils, en se conformant aux règles de la juridiction et de la compétence.

400. *Actions concernant la propriété.* — On peut manifester sa prétention à la propriété ou à la jouissance de tout ou partie du fonds rural donné à bail par deux voies, soit par une action dirigée contre le fermier, dans le but de le faire condamner au délaissement de la totalité ou de partie du fonds, ou à souffrir l'exercice de quelque servitude, soit par des voies de fait qui troublent ou font disparaître sa jouissance.

401. Dans la première hypothèse, le fermier doit appeler le propriétaire en garantie et doit être mis hors d'instance, s'il l'exige, en nommant le bailleur pour lequel il possède (2), à moins, toutefois, qu'il ne préfère rester en cause pour la conservation de ses droits.

402. Dans la seconde hypothèse, le fermier doit dénoncer au propriétaire le trouble qui supprime ou du moins diminue sa jouissance, et cette dénonciation doit être faite dans les délais dont il sera ultérieurement parlé (3). Si les prétentions des tiers, auteurs du trouble ou de l'éviction, sont confirmées, le fermier peut exiger une diminution proportionnelle du prix du bail à ferme (4), et

(1) 1725 C. C. — (2) 1727 *id.* — (3) Voir n° 446. — (4) 1726 C. C.

même, suivant les cas, la résiliation du contrat (1), sans préjudice de tous dommages-intérêts (2).

403. Le fermier, à raison de ce qu'il n'est possesseur qu'à titre précaire, ne pourra jamais intenter l'action possessoire dans le but de faire cesser l'éviction ou le trouble apporté à sa jouissance. C'est là un point constant admis par la jurisprudence et la doctrine (3).

404. 2° Trouble de la part du propriétaire. — Le bailleur ne peut, pendant la durée du bail, changer la forme de la chose louée (4). Par exemple, ce serait un trouble apporté à la jouissance du fermier, « si le propriétaire voulait convertir une pièce de terre labourable en prairie ou la faire planter en bois ; le fermier est en droit de s'opposer à ce changement, quelque dédommagement que lui offre le locateur (5). » Toutefois, si les modifications apportées par le propriétaire n'étaient pas de nature à diminuer la jouissance du fermier, et que le refus de celui-ci de les laisser exécuter n'était qu'une vaine tracasserie, les juges pourraient permettre au propriétaire de passer outre (6). Il ne faudrait pas non plus considérer comme des modifications les réparations que le locataire est obligé de souffrir.

405. « C'est un trouble que le locateur de la métairie apporterait à la jouissance du fermier auquel il en a fait bail, s'il en percevait quelques fruits, à moins qu'il ne se les fût réservés expressément par le bail ; comme si, après vous avoir donné à ferme une métairie, j'envoyais les bestiaux d'une autre métairie voisine, que je fais valoir par mes mains, paître dans les prairies dépendant de celle que je vous ai donnée à ferme, pendant le temps du bail (7). »

406. Le propriétaire peut toujours, et à toute époque, visiter et faire visiter les lieux loués, sans que cette visite puisse être considérée comme un trouble de sa part. C'est là simplement un acte de surveillance (8).

407. 3° Trouble causé par la perte partielle ou totale du fonds. — Si, pendant la durée du bail, la chose louée est détruite

(1) 1719, 1722 C. C. — (2) Duvergier, n° 322 ; Troplong, n° 278. — (3) Cass. 7 sept. 1808 (Carquille) ; *id.* 17 avril 1827 (Pinette). — Pothier, n°s 286, 287 ; Troplong, n° 271. — (4) 1723 C. C. — (5) Pothier, n° 75. — (6) Troplong, n° 244. — (7) Pothier, n° 75. — (8) Vaudoré, t. II, n° 167.

en totalité par cas fortuit, le bail est résilié de plein droit ; si elle n'est détruite qu'en partie, le preneur peut, suivant les circonstances, demander ou une diminution de prix ou la résolution même du bail. Dans l'un et l'autre cas, il n'y a lieu à aucun dédommagement (1).

ARTICLE 2.

Garantie des vices ou défauts du fonds.

408. Il est dû une garantie au preneur pour tous les vices ou défauts de la chose louée qui en empêchent l'usage, quand même le bailleur ne les aurait pas connus lors du bail (2). « Par exemple, si, dans la prairie que vous m'avez louée pour y faire paître mes bœufs ou mes moutons, il y croît de mauvaises herbes qui empoisonnent et font mourir les bestiaux qui y paissent, ce vice est un vice qui empêche entièrement l'usage de cette prairie, et que vous êtes, par conséquent, obligé de me garantir (3). » Mais il faut que ces vices soient réellement des défauts cachés que le fermier a dû ignorer. Si ces vices étaient un fait inhérent à la localité dans laquelle est située la ferme, et qu'en conséquence il fût notoire, le locataire ne pourrait alléguer son ignorance. — Dans ce cas, l'acceptation des lieux soumis à l'incommodité emporterait, de la part du locataire, renonciation à une action en garantie contre le propriétaire (4).

409. Après avoir dit que le bailleur est tenu à la garantie, qu'il ait connu ou non les vices de la chose louée, la loi ajoute : « S'il résulte de ces vices quelques pertes pour le preneur, le bailleur est tenu de l'indemniser (5). » De cette disposition générale, qui, à la différence de ce qui a lieu pour la vente, ne paraît faire aucune distinction entre le cas où les vices étaient connus du bailleur et celui où il les ignorait, on a essayé de conclure que cette distinction n'était pas applicable en matière de bail (6). Mais la plupart des jurisconsultes professent, avec raison, l'opinion contraire. Pour eux, le silence de la loi s'explique par un excès de précision dans

(1) 1722 C. C. — (2) 1721 *id.* — (3) Pothier, n° 110. — (4) Paris, 29 janv. 1849 (Bourbevelle). — (5) 1721 C. C. — (6) Cass. 30 mai 1837 (de Sommariva). — Delvincourt, t. III, p. 191.

sa rédaction. Il n'existe point, en effet, de motifs raisonnables qui aient pu empêcher le législateur de confirmer, en matière de louage, l'équitable distinction que déjà il avait faite à propos de la vente, alors surtout qu'elle avait été admise par les jurisconsultes romains (1) et par nos anciens auteurs (2). En conséquence, il faut décider que, dans l'hypothèse où il serait certain que le locateur n'a pas connu les défauts cachés du fonds donné à bail, il serait exonéré de tous dommages-intérêts (3).

410. Le bailleur est garant non-seulement des défauts cachés, dont l'existence était antérieure au contrat, mais encore de ceux qui surviennent depuis. Il y a là une règle différente de celle qui régit la vente, par le motif que, dans le bail, c'est la jouissance de la chose que l'on garantit et non la chose elle-même, et que cette chose reste toujours aux risques du propriétaire (4). Mais il n'y a pas lieu à des dommages-intérêts, parce que le cas dont nous parlons doit être assimilé à celui où le propriétaire n'a pas connu le vice lors du contrat, ainsi que nous l'avons signalé au numéro précédent.

SECTION 3.

Des obligations du fermier.

411. De son côté, le fermier est tenu d'user du fonds loué en bon père de famille et suivant sa destination, de payer le prix stipulé (5), de répondre des pertes et incendies qui proviennent de son fait ou de ceux qu'il a en son pouvoir (6), de dénoncer les usurpations commises sur le fonds (7), de le restituer, au temps convenu, en bon état (8). Reprenons rapidement chacune de ces obligations.

§ 1er. — *Jouissance du fermier.*

412. Avant d'entrer dans le détail des règles relatives à la jouissance du fermier, disons que les infractions que celui-ci commet

(1) L. 19, § 1, D. *Locat. cond.* — (2) Domat, *Lois civ.*, liv. I, tit. 4, sect. 3, n° 8; Pothier, n° 118. — (3) Duranton, t. XVII, n° 63; Duvergier, t. I, n° 341; Troplong, n° 194. — (4) Duvergier, n° 344. — (5) 1728, 1766 C. C. — (6) 1732 *id.* — (7) 1768 *id.* — (8) 1731-1735 *id.*

contre cette première obligation, peuvent donner lieu, suivant les circonstances, à la résiliation du bail. Et même, comme, dans ce cas, la résiliation provient évidemment du fait du fermier, elle motive sa condamnation à des dommages-intérêts (1).

413. Toutefois le juge du fait peut apprécier les circonstances de la demande en résiliation, et dans le cas où le fermier aurait de bons antécédents de culture, que ses fautes ne seraient pas irréparables, qu'il y aurait espoir d'amendement dans sa conduite à venir, il pourrait l'excuser et ne point lui appliquer la résiliation, qui est la plus forte des peines prononcées par la loi (2).

414. Le bailleur pourrait-il, sous prétexte que ses terres sont mal cultivées par un fermier, se faire autoriser par justice à les sous-louer à un tiers, aux risques et périls de ce fermier? — Nous ne pensons pas qu'il le puisse, tant que le bail continue à subsister (3). Mais il en serait différemment, en supposant que la mauvaise culture fût un fait constant, si le propriétaire demandait tout à la fois la résiliation du bail et l'autorisation de relouer à un tiers aux risques et périls du fermier. La loi, en effet, impose au preneur d'héritages ruraux le devoir de les cultiver en bon père de famille. C'est là, évidemment, une obligation personnelle de faire, laquelle, en cas d'inexécution, se résout en dommages-intérêts (4), ou donne lieu à l'application de l'art. 1144 du code civil, ainsi conçu : « Le créancier peut aussi, en cas d'inexécution, être autorisé à faire exécuter lui-même l'obligation aux dépens du débiteur. »

ARTICLE 1er.

..... en bon père de famille.

415. « Le conducteur doit jouir et user de la chose qui lui est louée comme un bon père de famille userait de la sienne propre; il doit avoir le même soin, pour la conserver, qu'un bon et soigneux père de famille aurait pour la sienne propre. Par exemple, le fermier d'une vigne doit la bien façonner, la bien fumer, la bien entretenir d'échalas, la provigner et généralement la cultiver de la

(1) 1766, 1729 C. C.
(2) Cass. 19 mai 1825 (Burger); Rouen, 11 mars 1847 (Vedie).
(3) Douai, 16 juin 1847 (Dujardin). — (4) 1142 C. C.

même manière qu'un bon et soigneux vigneron cultiverait sa propre vigne (1). »

416. Le preneur d'une ferme doit la garnir des bestiaux et ustensiles nécessaires à son exploitation (2). Le but de cette obligation est d'assurer la bonne culture du fonds, bien plus que le privilége que la loi accorde au propriétaire sur les animaux et ustensiles qui garnissent la ferme ; de telle sorte que l'obligation est remplie, si les animaux et ustensiles qui y sont placés suffisent réellement à l'exploitation, bien que la valeur en soit inférieure au prix annuel du bail ou même au terme courant du fermage (3).

417. L'obligation de cultiver en bon père de famille emporte celles de bien façonner les terres en saison convenable, de leur donner les labours et les engrais nécessaires, de ne point les dessaisonner autant que possible, de ne point les charger, en leur faisant produire de suite et sans intervalle deux productions identiques et de même nature, ce que vulgairement on appelle *rechaumer* ou *mettre paille sur paille*. Toutefois, comme les modes de culture varient suivant les productions que l'on veut tirer du sol et suivant les localités, l'on comprend qu'il est impossible de tracer, sur ce point, des règles absolues. Le mieux est de s'en rapporter aux usages suivis dans le canton et dans la localité, en interprétant, au besoin et dans une mesure équitable, cette législation locale au point de vue des progrès de la science agronomique (4). Toutefois il est bien entendu que la solution que nous donnons ici est pour le cas où le bail garde le silence sur le mode à suivre dans la culture. Plus loin nous verrons ce qu'il faut résoudre, quand il existe dans les baux à ferme une clause formelle sur la conservation du mode des assolements (5).

418. Parmi les devoirs d'un bon père de famille que le fermier est tenu de remplir, presque tous les usages locaux, et notamment ceux des départements de l'ouest, en nature de *bocages*, ont placé les obligations — d'entretenir les haies en bon état, — de curer les fossés chaque fois que cela est rendu nécessaire par leur encombre-

(1) Pothier, n° 190. — (2) 1766 C. C. — (3) Pothier, n° 318; Troplong, n° 660. — (4) Merlin, *Répert.*, v° *Assolement*; Troplong, n° 663. — (5) Voir n°s 426 et 427.

ment, et notamment lorsqu'on coupe les haies placées au-dessus, — de ne point couper, tondre ni émonder ces haies plus souvent que ne le veut l'usage du pays, — de laisser à chaque coupe un certain nombre de brins destinés à devenir arbres, — de ne plus ébrancher ces arbres à partir de la seconde coupe, — de n'en étêter qu'autant que cela sera nécessaire au remplacement des trop vieilles *émousses*, — de bêcher au pied des arbres fruitiers, sauvageons et *entes* à chaque labour de la pièce où ils sont plantés, — de couper les surgeons et *gourmands* qui y paraissent, — d'entourer d'épines le tronc des jeunes arbres, — de détruire les taupes et les fourmis, — d'échardonner les fonds arables et les prairies avant l'époque où les chardons grènent, — de faire périr les mauvaises herbes, etc.

419. Le fermier ne doit point abandonner la culture (1). Outre que cet abandon est un manquement à l'obligation de jouir suivant la destination de la chose louée, il amène la détérioration du sol en en détruisant la fécondité.

ARTICLE 2.

..... suivant la destination du fonds loué.

420. La destination du fonds donné à bail est déterminée par le bail, ou, à défaut de convention, suivant ce que font présumer les circonstances (2); par exemple, la nature même du sol ou le genre de culture à laquelle il était consacré au moment même du contrat.

421. Le fermier ne doit point employer le fonds loué à un autre usage que celui auquel il a été destiné (3).

422. Il faut entendre la règle précédente d'une façon libérale. Elle n'a pas pour but de prohiber certaines modifications dans la culture, dont le but serait avantageux au propriétaire comme au fermier; ainsi seraient très-licites la mise en valeur de terres jusqu'alors incultes, la substitution de certaines plantes à d'autres, pourvu, encore une fois, que la nature de la production nouvelle ne fût pas toute différente de la production qui a précédé et qu'il n'en résultât réellement aucun préjudice. Mais si, par exemple, une terre labou-

(1) 1766 C. C. — (2) 1728, 1766 *id.* — (3) 1766 *id.*

rable avait été convertie en vigne ou une vigne en terre labourable; si une pièce de terre affermée en nature de pré a été, comme dans une certaine espèce, labourée par le preneur, qui l'a ensuite employée à l'usage de séchoir à briques (1), le bailleur est bien fondé à demander la résiliation du bail.

423. Il existe, dans toutes les métairies, des bâtiments ou des lieux destinés à recevoir les récoltes; le fermier ne pourrait se dispenser de les faire servir à cet usage. « Tout preneur de bien rural, dit la loi, est tenu d'engranger dans les lieux à ce destinés d'après le bail (2). »

424. Il ne peut divertir de la ferme les pailles et les fumiers destinés à l'engrais des terres (3), sauf l'usage contraire (4).

425. Il doit faire consommer dans la ferme les fourrages qu'elle produit; il ne pourrait en distraire et en vendre que s'il en restait une grande quantité après la consommation assurée pour le nombre de bestiaux nécessaire à l'exploitation. Il y a aussi des pays où une certaine nature de foins est considérée comme objets de commerce appartenant au fermier, notamment dans l'Eure et dans le Calvados; dans ce cas, l'usage local doit être suivi (5).

ARTICLE 3.

..... suivant les clauses du bail.

426. Le fermier est tenu d'observer toutes les clauses et toutes les conditions du bail; ici, comme toujours, le contrat est la loi des parties; il doit être exécuté dans toutes les clauses ayant pour but de déroger ou d'ajouter aux prescriptions de la loi commune et des usages locaux.

427. Mais la plupart des baux contiennent certaines clauses appelées de *style*, introduites dans la pratique à une époque où la science agronomique était moins avancée qu'elle ne l'est de nos jours. Ces clauses ont, le plus souvent, pour objet de régler l'assolement et la mise en jachère des terres affermées; par exemple, elles défendent de *déroyer* ou de *dessaisonner*, ou prescrivent d'ensemencer, chaque année, « telle sole de telle contenance en nature

(1) Douai, 28 août 1846 (Vandermesch). — (2) 1767 C. C. — (3) Pothier, n° 190. — (4) Troplong, n° 666. — (5) *Id.*, n° 667.

de céréales. » Quelle est la valeur de pareilles clauses? — Et l'inobservation de conditions de cette nature doit-elle entraîner nécessairement les pénalités portées par l'art. 1766 du code civil? — Nous ne croyons pas que le fermier puisse se délier de cette obligation d'une façon absolue. Vainement objecterait-on qu'on ne peut l'asservir au joug de la routine et lui interdire le progrès. Comme nous le disions tout à l'heure, le contrat est la loi des parties. Il ne peut dépendre du fermier de se dégager d'obligations qu'il a volontairement acceptées, pour suivre des méthodes de culture que l'expérience peut ne pas avoir encore consacrées, et qui peuvent avoir pour effet de hâter, par des moyens factices, le rendement présent au préjudice de la fécondité à venir du sol. Sans doute, si, de l'inobservation de la clause, il ne résulte que peu de dégradations matérielles pour la propriété, le tribunal ne sera pas forcé de prononcer la résiliation; mais il devra du moins prescrire au fermier l'observation des clauses du bail, et lui défendre de récidiver à l'avenir; il devra le condamner tout au moins aux dépens, pour servir de dommages-intérêts, sans préjudice d'une somme plus forte, s'il y a lieu (1).

§ 2. — *Payement des fermages.*

428. Le prix doit être payé au terme convenu. A défaut de stipulation sur ce point, le payement s'effectue aux époques déterminées par les usages locaux; et enfin, si les usages gardent le silence, il doit avoir lieu à la fin de l'année.

429. Le payement se fait au lieu indiqué dans la convention. Lorsqu'il n'y a rien de stipulé à cet égard, le propriétaire est tenu de le réclamer au domicile du fermier : ainsi le veulent les principes de droit (2). « Néanmoins, dit Pothier, lorsque le locateur d'une métairie demeure dans un lieu qui n'est pas bien éloigné, et où le fermier va souvent pour ses affaires et que la ferme consiste en une somme d'argent, le fermier doit à son maître cette déférence de lui aller payer ses fermes en sa maison. Mais, si la ferme

(1) Douai, 20 mars 1846 (Mouronval). — CONTRA, Bruxelles, 24 mars 1807 (Jackmar). — Troplong, n° 603; Duvergier, n° 99; Fournel, *Lois rur.*, t. I, p. 384. — (2) 1247 C. C.

est en grains ou autres espèces, le fermier, lorsque les parties ne s'en sont pas expliquées, n'est pas obligé de les voiturer (1). » — Nous recommandons la première observation de Pothier comme un excellent conseil à suivre, pour le fermier, dans la conduite qu'il doit tenir envers le propriétaire; mais il ne nous paraît pas que, dans le premier cas, il soit plutôt obligé de payer au domicile de celui-ci que dans le second cas.

450. Lorsque le prix stipulé doit être acquitté en partie ou pour le tout en nature de fruits, le fermier ne peut se libérer en argent contre le gré du propriétaire; il n'y serait autorisé qu'autant que le contrat lui laisserait le choix entre le payement en nature et le payement en argent.—Parfois, bien que le prix soit stipulé payable en nature, il se trouve en même temps évalué en argent. Lorsque cette évaluation est simplement juxtaposée à la stipulation du payement en nature, il ne faut pas la considérer comme donnant implicitement au fermier le droit de choisir le mode de payement qui lui conviendrait le mieux; elle n'a pour but, ordinairement, que de servir à fixer, au besoin, la base de la perception à faire pour l'enregistrement (2).

451. Quand le prix est stipulé payable en denrées du fonds, le fermier ne pourrait l'acquitter avec des denrées de même nature produites par un autre héritage.

452. Mais, si le fonds n'a pas produit les denrées stipulées comme payement, le fermier se trouve-t-il dégagé? — Cette question ne peut être résolue que par l'appréciation de la volonté des parties contractantes, manifestée par les termes du contrat en général et de la clause en particulier, comme aussi par les circonstances. Les juges devront bien examiner si les parties ont entendu subordonner l'obligation de payer au fait éventuel de la perception des fruits. Lorsqu'il ne s'agit, par exemple, que de quelques redevances en nature payables *en sus* du fermage qui est en argent, il nous paraît évident que le fermier serait libéré par le manquement de la denrée stipulée; ainsi le veulent, d'ailleurs, la plupart des usages locaux, dont le juge devra, autant que possible, tenir compte

(1) N° 136.
(2) Troplong, n° 675.

en se livrant à l'interprétation des conventions, parce que les parties, en dressant un contrat de bail, sont présumées, à moins de preuve contraire, ne les avoir jamais perdues de vue. Le juge n'oubliera pas non plus que, s'il y a doute sur les intentions des parties, il doit pencher en faveur du débiteur ; telle est la recommandation que lui fait la loi (1).

433. C'est un usage presque constant que, dans les baux, il soit stipulé, en outre du prix de ferme et à titre d'accessoires à ce prix, des redevances ou prestations payables en nature. Ce sont, le plus souvent, des volailles, des œufs, du beurre, des charrois, des journées de cheval, etc., etc. On a décidé, *d'une façon absolue*, que des prestations de ce genre ne s'arréragent point; que c'est au bailleur à les demander en temps et lieu (2). Ainsi formulée, cette décision est, selon nous, en désaccord avec les principes sur l'extinction des obligations (3) ; elle est, par conséquent, erronée. Vainement, pour la justifier, invoquerait-on les usages locaux. Un usage local, duquel résulterait une prescription de cette nature, serait contraire à la loi et ne saurait évidemment avoir de force. Dans le cas posé, la libération ne pourrait donc s'appuyer que sur l'intention *présumée* des parties, qui alors auraient entendu que les prestations de cette sorte fussent acquittées au fur et mesure des besoins et des possibilités, et toujours dans le courant de l'année pour laquelle serait dû le fermage dont elles forment l'accessoire. Mais aussi il faudrait en conclure que, si l'intention contraire apparaissait, les juges devraient prononcer l'arrérагement des prestations.

434. Ces prestations ne doivent pas être exigées à un moment où le payement deviendrait par trop onéreux pour le fermier. Ainsi il ne pourrait être contraint à fournir des charrois ou des journées de chevaux dans la saison des semailles ou de la récolte, à moins que le propriétaire n'ait, pour les exiger à ce moment même, des motifs graves et pressants (4).

435. Le fermier qui s'est engagé à faire tous charrois pour le

(1) Voir 1162 C. C. — (2) Bourges, 6 avril 1837 (Martin). — Jacques, *Man. de dr. rur.*, p. 637. — (3) Voir 1134 C. C. — (4) Pothier, n° 205.

transport des matériaux nécessités durant le bail par les réparations d'entretien de la ferme, ne doit pas cette prestation pour les œuvres nouvelles; il est obligé, eu égard seulement à l'état où la ferme était lors du contrat. Il ne serait donc pas tenu si, à la place d'un toit de chaume, le propriétaire voulait mettre un toit en tuiles; s'il voulait reconstruire un bâtiment, même à la suite d'un incendie (1).

436. Nous avons vu que la perception de l'impôt foncier peut être poursuivie contre le fermier, qui alors se trouve forcé de le payer, mais à titre d'avance sur les prix de fermage qu'il devrait actuellement ou par la suite au propriétaire (2). — Cependant le fermier manquerait de recours contre celui-ci, si le payement de la contribution avait été mis à sa charge par une clause expresse du bail. Ce serait là, toutefois, une stipulation qui n'aurait pas pour effet de le soumettre au payement des contributions extraordinaires et des emprunts forcés. Au reste, presque toujours les lois qui établissent ces impôts extraordinaires règlent la proportion dans laquelle les propriétaires et les fermiers doivent y contribuer ; le plus souvent, elles exonèrent complétement ceux-ci. Nous citerons, par exemple, le décret du 16 mars 1848, qui mit les 45 centimes « à la charge du propriétaire seul, nonobstant toute stipulation contraire dans les baux et conventions. »

437. Le payement des fermages se prescrit par cinq ans. La prescription court terme par terme, à partir de chaque échéance; elle se compte par jours, et non par heures; elle est acquise lorsque le dernier jour du terme arrive (3).

438. Les poursuites qui peuvent être dirigées contre le fermier, à raison du défaut de payement, sont portées soit devant le juge de paix, soit devant les tribunaux civils, suivant la distinction dont il sera question plus loin (4).

439. Le non-payement des fermages à l'époque convenue n'est pas une cause de résiliation de plein droit. — Il n'en est ainsi que

(1) Pothier, nos 207, 208. — (2) Voir no 207. — (3) 2260, 2261 C. C. — (4) Voir no 1322 et suiv.

lorsque le cas a été spécialement prévu au contrat comme clause résolutoire (1).—Autrement le juge peut, suivant les circonstances, accorder au fermier un délai raisonnable pour satisfaire à son obligation (2).

§ 3. — *Obligation de restituer le fonds donné à bail.*

440. Le preneur est tenu de rendre, à la fin du bail, le fonds tel qu'il l'a reçu (3). Cette obligation l'engage à quatre points de vue. 1° Elle le rend responsable de la perte soit totale, soit partielle survenue pendant le bail (4); 2° elle l'assujettit à dénoncer les usurpations commises durant le même temps sur le fonds (5); 3° de plus, si, à la fin du bail, il se trouve des dégradations qui n'existaient pas lors de la rentrée en jouissance, le locataire est tenu de faire les réparations à ses frais (6); 4° enfin il ne peut prescrire le fonds dont il jouit, comme fermier, tant qu'il n'intervertit pas son titre (7).

ARTICLE 1er.

Responsabilité en cas de perte de la chose et en cas d'incendie.

441. Le fermier répond des dégradations ou des pertes soit totales, soit partielles qui arrivent pendant sa jouissance, à moins qu'il n'établisse qu'elles ont eu lieu sans sa faute (8).

442. Il répond de l'incendie, à moins qu'il ne prouve que l'incendie est arrivé par cas fortuit ou force majeure, ou par vice de construction, ou que le feu a été communiqué par une maison voisine (9). Mais, en cas de responsabilité, le propriétaire ne peut contraindre le fermier à la reconstruction du bâtiment incendié; il ne peut exiger qu'une indemnité égale à la valeur du préjudice causé (10).

443. Il est tenu des dégradations, pertes qui arrivent par le fait des personnes de sa maison (11), c'est-à-dire de sa femme, de ses enfants, de ses domestiques et gens de travail. On peut voir, à ce

(1) Paris, 27 mars 1843 (de Monès); Douai, 29 déc. 1849 (Dehaffringue).
(2) 1730 C. C. — (3) 1732, 1735 *id.* — (4) 1768 *id.* — (5) 1730, 1731 *id.* — (6) 2236, 2238 *id.* — (7) 1732 *id.* — (8) 1733 *id.* — (9) Paris, 3 janvier 1850 (Busnel). — (10) 1735, 1384 C. C. — (11) Voir n° 541 et suiv.

sujet, ce que nous dirons bientôt sur la responsabilité des maîtres, relativement aux actes des gens de travail qu'ils emploient (1).

ARTICLE 2.

Dénonciation des usurpations.

444. Le preneur d'un bien rural est tenu d'avertir le propriétaire des usurpations qui peuvent être commises sur les fonds (2). Il a paru naturel que le fermier placé sur les lieux fût obligé de veiller à leur conservation.

445. Ici le mot *usurpations* s'applique non-seulement aux empiétements et aux anticipations matérielles commis sur le sol donné à bail; il s'entend aussi de tous les faits qui sont de nature à restreindre la jouissance du fermier; tels seraient les obstacles apportés à l'exercice d'une servitude due par le fonds voisin ou d'une simple faculté; par exemple, de la faculté qu'ont les riverains d'employer l'eau qui leur est attribuée par l'art. 644 du code civil.

446. L'avertissement doit être donné dans le même délai que celui qui est réglé en cas d'assignation, suivant la distance des lieux (3). Ainsi, quand le propriétaire est domicilié en France, l'avertissement doit être donné dans la huitaine, sauf à augmenter ce délai d'un jour par chaque 5 myriamètres de distance entre la ferme et le domicile du propriétaire. Nous renvoyons, au surplus, pour la détermination du délai, au code de procédure civile (4).

447. Peu importe, d'ailleurs, la forme en laquelle est donné cet avertissement; il suffit que le fermier puisse justifier qu'il l'a donné.

448. A défaut d'avis transmis en temps utile, le preneur est passible de tous dommages-intérêts (5).

ARTICLE 3.

Réparations locatives.

449. S'il a été fait un état des lieux entre le bailleur et le preneur, celui-ci doit rendre la chose telle qu'il l'a reçue, suivant cet

(1) Voir n° 541 et suiv. — (2) 1768 C. C. — (3) *Id. id.* — (4) 1033 C. proc. — (5) 1768 C. C.

état, excepté ce qui a péri ou a été dégradé par vétusté ou force majeure (1).

450. S'il n'a pas été fait d'état des lieux, le preneur est présumé les avoir reçus en bon état de réparations locatives et doit les rendre tels, sauf la preuve contraire (2).

451. Les réparations locatives des bâtiments de la ferme sont celles désignées comme telles par l'usage des lieux et, entre autres, les réparations à faire

Aux âtres, contre-cœurs, chambranles et tablettes des cheminées;

Au récrépiment du bas des murailles des appartements et autres lieux d'habitation à la hauteur de 1 mètre;

Aux pavés et carreaux des chambres, lorsqu'il y en a seulement quelques-uns de cassés;

Aux vitres, à moins qu'elles ne soient cassées par la grêle, ou autres accidents extraordinaires et de force majeure dont le locataire ne peut être tenu;

Aux portes, croisées, planches de cloison, gonds, targettes et serrures (3).

452. Quant aux réparations des fonds ruraux qui doivent être à la charge du fermier, la loi n'a rien déterminé; c'est aux usages locaux qu'il faut s'en référer sur ce point. On peut, toutefois, regarder comme devant être mises à la charge du fermier les réparations des fossés destinés à la clôture des fonds et à l'écoulement des eaux pluviales, celles des haies vives ou sèches, des barrières, échaliers, etc., des échalas dans les vignes, etc. L'entretien de l'aire à battre, des pressoirs et autres ustensiles à vin ou à cidre, etc., est mis également, en général, à la charge des fermiers, etc.

ARTICLE 4.

Empêchement permanent à la prescription du fonds par le fermier.

453. Du principe qui veut que le fermier soit tenu à la restitution du fonds, il suit que sa possession procède d'un titre précaire, et que, par conséquent, elle ne saurait être pour lui la base d'une

(1) 1730 C. C. — (2) 1731, 1720 *id.* — Voir n° 387. — (3) 1754 *id.*

prescription à l'effet d'acquérir la propriété du fonds. Le caractère précaire de la jouissance du fermier ne disparaît jamais, même alors qu'il l'a transmise à des héritiers qui en ignoraient le vice (1).

454. Donc, pour qu'il puisse prescrire le fonds donné à bail, il faut que le fermier cesse de posséder pour autrui; il faut que son titre, que l'origine de sa possession soient intervertis. Or cette interversion résulte soit d'une cause venant d'un tiers, soit de la contradiction que, personnellement, il oppose au droit du propriétaire (2). Examinons ces deux circonstances.

455. L'interversion a lieu par le fait d'un tiers lorsqu'un individu lui transmet, à titre de propriétaire par vente, donation, succession, etc., la chose que, antérieurement à cette transmission, il détenait à titre précaire.

456. Mais quelques jurisconsultes font observer que le fait, pour un fermier, d'acheter l'immeuble qu'il détenait à bail, de tout autre individu que de celui qui le lui avait loué, peut le constituer en état de mauvaise foi, et dès lors ils exigent que, même dans ce cas, sa possession soit toujours accompagnée de la contradiction. Mais, alors, en quoi devrait consister cet acte de contradiction? — Selon M. Vazeilles (3), le possesseur précaire, investi d'un nouveau titre, doit faire *signifier* ce titre à celui contre lequel il prescrit; sans quoi la possession survenue à la suite de la simple interversion ne saurait produire d'effet. — Nous ne saurions partager cette opinion. Et d'abord commençons par faire remarquer qu'au sujet de la question posée, trois espèces peuvent se produire. — Le fermier, et c'est le premier cas, s'est fait faire un acte de vente *simulée* par un tiers qu'il savait bien n'être pas propriétaire, et que certainement il s'est bien gardé de payer. Il est évident qu'ici, par cela seul que l'acte n'est ni sérieux ni sincère, il n'y a pas de base à la prescription, ni, par conséquent, de véritable prétexte à la question. Passons à la seconde espèce, et supposons qu'un acte sérieux de vente, accompagné d'un payement réel, a été consenti par un tiers à un fermier qui, cependant alors qu'il achetait et qu'il payait, savait parfaitement qu'il n'avait pas affaire au véritable propriétaire. Mais de l'énoncé seul de

(1) 2236, 2237 C. C. — (2) 2238 *id.* (3) *Prescr.*, n° 148.

cette circonstance il résulte évidemment qu'en fait, une pareille espèce ne pourra jamais se présenter. Il n'existe pas de fermier d'une friponnerie assez naïve pour acheter et surtout pour payer à un tiers une propriété qu'il saurait appartenir à un autre, aux réclamations duquel il s'exposerait durant trente ans. Et, en réalité, on ne trouve, dans les arrêtistes, aucun monument de jurisprudence qui prouve que les tribunaux aient jamais eu à se prononcer sur une difficulté de cette sorte. Mais, d'ailleurs, la circonstance se présentât-elle, que nous dirions encore : de deux choses l'une; le fermier jouira à l'insu du véritable propriétaire, et dès lors la nature clandestine de sa possession suffira pour l'empêcher d'invoquer la prescription, ou bien il jouira, durant trente ans, à titre de propriétaire, « au vu et au sçu de tous ceux qui voudront voir et sçavoir (1); » et alors qui aura le droit de se plaindre? Ce ne sera certes pas le propriétaire qui aura été mis à même de connaître le caractère nouveau de la possession du fermier, laquelle se sera manifestée nécessairement par des actes de propriété. Quant à l'exception tirée de la mauvaise foi primitive, elle ne saurait être opposée, on le sait, à celui qui se fonde sur une possession de trente ans. — Enfin voici une troisième hypothèse : « il peut arriver que le fermier achète d'un individu qui, à ses yeux et souvent aux yeux de tous, paraissait être le véritable propriétaire; tel serait, par exemple, l'héritier apparent. Eh bien ! dans ce cas, il y a d'abord une interversion de titre, c'est évident; mais, en outre, il y a juste titre et bonne foi; ce qui, joint à une possession réunissant les caractères exigés par la loi, lui permettrait de se prévaloir même de la prescription de dix ou vingt ans. En finissant sur ce point, nous invoquerons à l'appui de notre opinion l'article de loi qui dispose que, quand on a commencé à posséder pour autrui, on est toujours présumé posséder au même titre, *s'il n'y a preuve du contraire* (2). » De ces derniers mots résulte que la preuve contraire, c'est-à-dire la preuve de l'interversion de titre, n'a besoin d'être fournie par le fermier qu'après que la présomption qui lui est défavorable a été invoquée par le propriétaire, ce qui ne peut avoir

(1) 170, *Cout. de Mélun.*
(2) 2231 C. C.

lieu évidemment que lorsqu'il y a déjà litige engagé. Le fermier n'est donc point tenu de faire cette preuve prématurément, ainsi que cela arriverait, s'il fallait qu'il lançât, dès le principe, une signification à celui contre lequel il voudrait prescrire.

457. La seconde cause d'interversion dans le titre de la possession, c'est la contradiction opposée par le fermier au droit du propriétaire (1); c'est ce qui se présente lorsque, par exemple, le preneur se proclame maître du fonds, en reçoit et en garde les fruits pour son propre compte, et s'oppose à ce que le propriétaire n'use de sa chose.

458. Mais il n'y aurait pas une contradiction suffisante dans le simple refus qu'il ferait de payer le fermage. « Quand même il demeurerait cent ans sans payer le prix de la ferme, il n'en paraîtrait pas moins au dehors sous la qualité de fermier (2). » Ce n'est pas là un acte assez caractéristique de la possession à titre de propriétaire. Par là, on arriverait, à la vérité, à la prescription du prix de fermage; mais voilà tout.

459. Il n'est pas nécessaire que l'interversion soit prouvée par écrit. La preuve testimoniale est admise en pareil cas. Par exemple, vous me louez une terre en friche, qui vous appartient, pour y faire vain-pâturer mes bestiaux, et en conséquence j'en jouis pendant le temps stipulé à titre précaire. Plus tard, quand le bail expire, vous me faites signifier un congé, avec défense expresse de continuer à mener mon bétail sur votre terrain, que même vous faites enclore. Mais, moi, bravant votre défense, je brise les clôtures par lesquelles vous vous gardiez, je prends possession du sol, et je continue, pendant trente ans, à mener, comme par le passé, mes bestiaux à la vaine pâture. La preuve testimoniale de ces faits est évidemment admissible.

SECTION 4.

De la cession du bail et de la sous-amodiation.

460. Le preneur a le droit de sous-louer et même de céder son bail à un autre, à moins de convention expressément contraire (3).

(1) 2238 C. C. — (2) Dunod, *Prescrip.*, p. 37. — (3) 1717 C. C.

Dans ce cas, le sous-locataire ou le concessionnaire du bail sont substitués à toutes les obligations comme à tous les droits du preneur principal, sans que, toutefois, celui-ci cesse d'être personnellement responsable à l'égard du propriétaire.

461. La faculté de céder le bail et de sous-louer peut être interdite au preneur. Cette interdiction peut être plus ou moins large, et avoir lieu pour le tout ou pour partie (1). La discussion et la solution des questions suivantes, que ce principe légal soulève, appartiennent principalement à la matière du droit civil. Toutefois, comme ces questions peuvent se présenter au sujet des baux ruraux, nous allons les indiquer purement et simplement dans le sens que nous croyons devoir adopter, en renvoyant par des notes aux sources où se trouvent les éléments de la solution. — La défense faite au fermier de sous-amodier renferme *à fortiori* la prohibition de céder le bail : qui défend le moins défend nécessairement le plus (2). — Réciproquement, l'interdiction de céder le bail emporte également prohibition de sous-louer, même en partie (3). — Au surplus, et en supposant même que la prohibition de céder le bail n'emporte pas la défense de sous-louer en partie, elle renferme cependant et nécessairement la défense de sous-amodier en totalité, une telle sous-location ne différant en rien de la cession du bail (4). — Toutefois nous pensons qu'il ne faut point s'en rapporter absolument à ces solutions, ni les appliquer à la lettre. Le juge du fait devra examiner les termes de la clause, et l'apprécier d'après les circonstances.

462. On ne devrait pas considérer comme des infractions à la clause prohibitive de céder le bail, ou de sous-amodier, le fait du fermier qui cesserait de cultiver personnellement la ferme et qui se ferait remplacer ou plutôt représenter dans l'exploitation soit par des domestiques (5), soit par des métayers ou colons partiai-

(1) 1717 C. C. — (2) Troplong, n° 133; Duvergier, t. I, n° 375; Curasson, *Jug. de paix*, t. I, p. 356, note (2e édit.).

(3) Paris, 28 mars 1829 (Bachereau). — Troplong, n° 134. — CONTRA, Angers, 27 mars 1817 (Thébaut). — Duranton, t. XVII, n° 98; Curasson, *loc. cit.*; Zachariæ, § 368, note 4. — (4) Paris, 6 mai 1835 (Levraud).

(5) Bordeaux, 11 janv. 1826 (Grosbot) : Nancy, 12 juin 1840 (Thiriot).

res (1). La nature du contrat de métayage empêche qu'*à l'égard des tiers*, les colons soient considérés autrement que comme des gens de travail attachés à l'exploitation de celui qui les a placés sur le fonds rural (2).

SECTION 5.

Des effets du bail à ferme à l'égard des tiers.

463. Si le bailleur vend le fonds qu'il a loué, l'acquéreur ne peut expulser le fermier ou le locataire qui a un bail authentique ou dont la date est certaine, à moins que ce droit n'ait été réservé par le contrat de bail (3).

464. S'il a été convenu, lors du bail de biens ruraux, qu'en cas de vente l'acquéreur pourrait expulser le fermier, et qu'il n'ait été fait aucune stipulation sur les dommages et intérêts, l'indemnité que le bailleur doit payer au fermier est du tiers du prix du bail pour tout le temps qui reste à courir (4).

465. L'acquéreur de biens ruraux qui veut user de la faculté réservée par le bail, d'expulser le fermier, en cas de vente, est, en outre, tenu de l'avertir au moins un an à l'avance (5).

466. Les fermiers ne peuvent être expulsés qu'ils ne soient payés par le bailleur, ou, à son défaut, par le nouvel acquéreur, de l'indemnité ci-dessus indiquée (6). Cette disposition ne se réfère évidemment qu'au cas où, le bail ayant date certaine, l'acquéreur s'est réservé le droit d'expulser le fermier. Nous allons voir, en effet, que c'est seulement dans cette circonstance qu'il est dû des dommages-intérêts.

467. Si le bail n'est pas fait par acte authentique, ou n'a point de date certaine, l'acquéreur n'est tenu d'aucuns dommages et intérêts (7).

468. L'acquéreur à pacte de rachat ne peut user de la faculté d'expulser le preneur, jusqu'à ce que, par l'expiration du délai fixé pour le réméré, il devienne propriétaire incommutable (8).

469. Lorsque les créanciers du propriétaire font saisir les fonds

(1) Duranton, t. XVII, n° 87. — (2) Voir n° 508. — (3) 1743 C. C. — (4) 1745, 1746 *id.* — (5) 1748 *id.* — (6) 1749 *id.* — (7) 1750 *id.* — (8) 1751 *id.*

loués, ils peuvent, eux, ou l'adjudicataire, demander l'annulation du bail, s'il n'a pas acquis date certaine, avant le commandement qui précède la saisie (1).

470. Les créanciers du fermier ne pourraient faire saisir ni vendre certains produits que la loi et les clauses expresses du bail réserveraient pour l'entretien de la ferme. Ainsi, quand il y a été stipulé que toutes les pailles et tous les fourrages seraient consommés sur le fonds, comme, en pareil cas, le fermier ne peut en être réputé propriétaire, les créanciers du fermier ne devraient évidemment pas y toucher, puisqu'ils n'y auraient pas plus de droit que leur débiteur lui-même (2).

SECTION 6.

Des indemnités dues aux fermiers pour pertes de récoltes.

471. Si le bail est fait pour plusieurs années, et que, pendant la durée du bail, la totalité ou la moitié d'une récolte au moins soit enlevée par des cas fortuits, le fermier peut demander une remise du prix de sa location, à moins qu'il ne soit indemnisé par les récoltes précédentes. S'il n'est pas indemnisé, l'estimation de la remise ne peut avoir lieu qu'à la fin du bail, auquel temps il se fait une compensation de toutes les années de jouissance; et cependant le juge peut provisoirement dispenser le preneur de payer une partie du prix, en raison de la perte soufferte (3).

472. Si le bail n'est que d'une année, et que la perte soit de la totalité des fruits, ou au moins de la moitié, le preneur est déchargé d'une partie proportionnelle du prix de la location. Il ne peut prétendre aucune remise, si la perte est moindre de moitié (4).

473. L'appréciation de la perte du fermier se fait-elle en examinant uniquement la quantité des fruits, ou bien ne doit-on pas en évaluer la qualité et le prix au cours de l'année? — Si l'on s'en tient judaïquement au texte de la loi, c'est la première partie de cette question qui en est la véritable interprétation (5); mais on doit aussi consulter la pensée du législateur, qui certainement n'a

(1) 684 C. procéd. — (2) Douai, 12 avril 1848 (Druard). — (3) 1769 C. C. — (4) 1770 *id.* — (5) Duranton, t. XVII, n° 192; Duvergier, n° 155.

pas voulu que le fermier obtienne une diminution sur son prix, si, à raison de la hausse des grains qu'il a récoltés, il n'a réellement subi aucune lésion dans ce même prix (1).

474. Le fermier ne peut obtenir de remise, lorsque la perte des fruits arrive après qu'ils sont séparés de la terre, à moins que le bail ne donne au propriétaire une quotité de la récolte en nature, auquel cas ce dernier doit supporter sa part de la perte, pourvu que le preneur ne soit pas en demeure de lui délivrer sa portion de récolte. Le fermier ne peut également demander une remise, lorsque la cause du dommage était existante et connue à l'époque où le bail a été passé (2).

475. Le preneur peut être chargé des cas fortuits par une stipulation expresse. Cette stipulation ne s'entend que des cas fortuits ordinaires, tels que grêle, feu du ciel, gelée ou coulure. Elle ne s'entend pas des cas fortuits extraordinaires, tels que les ravages de la guerre ou une inondation, auxquels le pays n'est pas ordinairement sujet, à moins que le preneur n'ait été chargé de tous les cas fortuits prévus ou imprévus (3).

476. Entre le fermier et le propriétaire, les pertes de récoltes par cas fortuits doivent, en général, être constatées par procès-verbaux. C'est là, sans nul doute, le moyen préférable; mais la loi n'exclut aucune autre preuve, et il est dans le domaine des juges d'apprécier la pertinence des faits dont la preuve est offerte et d'en ordonner la vérification par titres, par experts ou par témoins (4).

477. Mais, lorsque le fermier a déjà été indemnisé par une compagnie d'assurances, a-t-il le droit d'exiger encore l'indemnité de son propriétaire? — La cour de cassation et deux jurisconsultes éminents répondent affirmativement, par le motif que le dédommagement obtenu de la compagnie est le résultat d'un contrat aléatoire intervenu seulement entre celle-ci et le fermier. Ce dernier, par cela qu'il supporte seul les charges qui consistent dans le payement d'une annuité, doit seul aussi profiter de bénéfices (5).

(1) Troplong, n° 717. — (2) 1771 C. C. — (3) 1772 *id.* — (4) Cass. 4 mai 1831 (Thiroux). — CONTRA, Rennes, 15 mars 1814 (Rouault). — (5) Cass. 4 mai 1831 (Thiroux). — Troplong, *Louage*, n° 741; Duvergier, t. II, n° 202.

— Nous avons peine à accepter cette solution. Nous venons de voir, en effet, que le fermier n'avait d'action contre son propriétaire qu'autant qu'il subit une lésion réelle, une véritable perte (1). Or il est évident que, dans l'hypothèse posée, la perte serait réparée. Tout au plus, le fermier pourrait-il exercer la répétition des primes payées.

478. Mais l'action en indemnité pourrait être exercée à son propre bénéfice par la compagnie, pourvu qu'elle ait été expressément subrogée par la police d'assurance, dans les droits éventuels du fermier. Cette hypothèse est, en effet, toute différente de la précédente.

SECTION 7.

De la fin du bail à ferme.

479. Le bail prend fin soit par l'expiration du terme convenu, soit par sa résolution survenue avant cette époque. Nous allons examiner ces deux circonstances, comme aussi les obligations qui résultent, pour le fermier sortant, de la fin de son bail.

§ 1er. — *Expiration du terme.*

480. Le bail cesse de plein droit à l'expiration du terme fixé lorsqu'il a été fait par écrit, sans qu'il soit nécessaire de donner congé (2).

481. Le bail, sans écrit, d'un fonds rural est censé fait pour le temps qui est nécessaire, afin que le preneur recueille tous les fruits de l'héritage affermé. Ainsi le bail à ferme d'un pré, d'une vigne, et de tout autre fonds dont les fruits se recueillent en entier dans le cours de l'année, est censé fait pour un an. Le bail des terres labourables, lorsqu'elles se divisent par soles ou saisons, est censé fait pour autant d'années qu'il y a de soles (3).

482. Le bail des héritages ruraux, quoique fait sans écrit, cesse de plein droit à l'expiration du temps pour lequel il est censé fait, selon ce qui vient d'être dit (4). Il est complétement superflu de signifier un congé, cette formalité n'étant nécessaire que pour les baux à loyer (5).

(1) Voir nº 495. — (2) 1737 C. C. — (3) 1744 *id.* — (4) 1775. — (5) *Rap-*

§ 2. — *Résolution du contrat.*

483. Le contrat de bail se résout soit par le concours des volontés du propriétaire et du fermier (1), soit par l'événement d'une condition ou clause résolutoire (2), soit par la perte de la chose louée (3), soit par une grave inexécution des obligations qui sont à la charge du propriétaire ou du fermier (4).

484. Mais il n'est résolu ni par la mort du bailleur, ni par la mort du fermier (5).

§ 3. — *Obligations réciproques du fermier entrant et du fermier sortant.*

485. Le fermier sortant doit laisser, à celui qui lui succède dans la culture, les logements convenables et autres facilités pour les travaux de l'année suivante; et, réciproquement, le fermier entrant doit procurer, à celui qui sort, les logements convenables et autres facilités pour la consommation des fourrages et pour les récoltes restant à faire. Dans l'un et l'autre cas, on doit se conformer à l'usage des lieux (6).

486. Le fermier sortant doit aussi, et nonobstant tous usages contraires, lesquels ne sont point maintenus quant à cet objet, laisser les pailles et engrais de l'année, s'il les a reçus lors de son entrée en jouissance, et, quand même il ne les aurait pas reçus, le propriétaire peut les retenir suivant l'estimation (7) qui en serait faite par experts. — Cette règle est applicable aux fourrages quels qu'ils soient, naturels ou artificiels (8).

487. Bien que le fermier n'ait reçu, à son entrée, ni paille ni fumier, il pourrait être obligé à les laisser, et cela sans indemnité, si le bail portait qu'il sera tenu de convertir en fumiers toutes les pailles de la récolte (9).

port au Tribunat, par Mouricault; voir Locré, *Proc.-verb. du cons. d'Ét.*, t. XIV, p. 440; — Bruxelles, 15 mars 1808 (Tauk); Metz, 1er avril 1818 (Bouxin).

(1) 1134 C. C. — (2) 1183, 1234 *id.* — Voir Poitiers, 4 février 1847 (Bely). — (3) 1234, 1302, 1741 C. C. — (4) 1741, 1766 *id.* — Voir nos 388, 394, 396, 408, 412 et suiv. — (5) 1742 *id.* — (6) 1777 *id.* — (7) 1778 *id.* — (8) Bourges, 28 nov. 1840 (Ve Poulet). — Troplong, nos 783 et 784. — CONTRA, Neveu-Derotrie, *Lois rur.*, p. 119. — (9) Voir dans Merlin, *Quest. de dr.*, vo *Fumiers*, un arrêt

488. Si le fermier a reçu, à son entrée, les semences, le cheptel de bétail, des instruments aratoires, il doit les représenter à sa sortie (1).

489. Le fermier à qui on loue des terres, sans lui fournir de logement, n'est pas tenu, à la fin du bail, de remettre au fermier entrant les pailles et fumiers provenant du sol qu'il abandonne; il est seulement obligé de fumer la sole qui reste à ensemencer lors de sa sortie (2).

490. Le fermier entrant qui, après sa prise de possession, se trouve souffrir dans sa jouissance, amoindrie par suite des abus qu'aurait commis, pendant son exploitation, le fermier sorti, a-t-il contre celui-ci une action directe? Ne doit-il pas plutôt s'adresser au propriétaire, sauf à ce dernier à mettre en cause le fermier sorti? On a soutenu que le fermier entrant pouvait actionner directement son prédécesseur sans être tenu de mettre préalablement en cause le bailleur, en se fondant sur les principes généraux du droit et sur l'article 1382 du code civil, d'après lesquels celui qui souffre d'un dommage a le droit d'en poursuivre la réparation contre celui qui l'a causé (3). — Mais cette solution pèche par la base; car, ici, le dommage n'est pas, en réalité, causé au fermier entrant, qui a pu, avant de s'engager, vérifier l'état de l'objet offert en location. Celui qui véritablement a souffert du dommage, c'est le propriétaire, qui n'a pu louer qu'à des conditions d'autant moins avantageuses que les abus du fermier sortant étaient plus considérables. Vainement insisterait-on en posant cette autre hypothèse, que les abus ne se seraient révélés que depuis le second bail; l'objection ne changerait rien à l'affaire; car ce n'en serait pas moins du premier bail que naîtrait l'action, et; par conséquent, c'est seulement entre les parties intéressées à ce contrat que le droit de l'exercer se concentrerait.

du Parlem. de Paris, 22 août 1781. — Douai, 4 juin 1849 (Mouton). — CONTRA, *id.* 19 juillet 1850 (de Béthune).

(1) 2062 C. C.

(2) Fournel, *Lois rur.*, t. II, p. 15.

(3) Grenoble, 26 mai 1849 (Sylve).

SECTION 8.

De la tacite réconduction.

491. Si, à l'expiration des baux ruraux écrits, le preneur reste et est laissé en possession, il s'opère une réconduction, autrement dit un nouveau bail. L'effet en est réglé ainsi qu'il est dit au numéro 481 (1). La même règle s'applique aux baux faits sans écrit (2).

492. Quant au temps et aux faits nécessaires pour constituer cette possession qui opère la réconduction tacite, l'appréciation en est laissée aux magistrats, qui devront examiner l'intention des parties et tenir compte des usages locaux (3).

493. Bien que le congé, ainsi que nous l'avons vu, soit inutile pour fixer le terme d'un bail de biens ruraux, lequel cesse de plein droit (4), il a cependant pour effet, alors qu'il est donné vers la fin d'un bail de cette nature, de mettre obstacle à la tacite réconduction; car il manifeste clairement la volonté qu'a le propriétaire de ne pas laisser continuer la jouissance du fermier (5). Ce congé, du reste, n'est soumis à aucun délai; il suffit qu'il soit signifié avant la perpétration de l'acte ou des actes de jouissance qui suivraient l'expiration du bail, et duquel ou desquels pourrait s'inférer la tacite réconduction (6).

494. Le fermier qui, au mépris de la volonté bien manifeste du propriétaire, a continué sa jouissance, pourrait-il cependant réclamer celles de ses impenses qui ont préparé la récolte dont profite ensuite le propriétaire ou son ayant droit? — Nous répondrons affirmativement en faisant ici application des règles que nous avons exposées au sujet du possesseur évincé, qui ne bénéficie pas des fruits (7). Toutefois, comme le propriétaire aurait souffert de cette jouissance, il aurait droit à des dommages et intérêts (8), les-

(1) 1776 C. C. — (2) Voir 1774 et 1775 *id.* — Bruxelles, 25 juin 1817 (Trimouroux). — (3) Voir Vaudoré, t. II, p. 45. — Voir n° 377. — (4) Voir n° 480. — (5) 1739 C. C. — Rennes, 15 avril 1812 (Labarre). — (6) Colmar, 4 septembre 1806 (Chaval); Amiens, 17 janv. 1822 (Carbonnier). — (7) Voir n°s 154, 155. — CONTRA, Bruxelles, 17 juin 1817 (Guilquin). — (8) Rennes, 15 avril 1812 (Labarre).

quels devraient alors se compenser jusqu'à due concurrence avec le montant des avances à rembourser au fermier.

SECTION 9.

Du privilége accordé par la loi au propriétaire du fonds donné à bail.

495. La loi confère au propriétaire du fonds loué un privilége qui tend à assurer le payement de ce qui lui est dû (1).

496. Ce privilége s'étend, en général, sur tout ce qui garnit la ferme, par conséquent sur toutes les récoltes qui sont encore pendantes par branches et par racines, et sur toutes celles qui, détachées du sol, sont engrangées dans les bâtiments de la ferme (2).

497. Le privilége s'étendrait cependant encore sur les récoltes, bien qu'elles ne fussent point contenues dans les bâtiments de l'exploitation agricole, et que, par exemple, elles fussent placées dans une grange distincte appartenant au fermier ou à des tiers; mais, dans ce cas, il n'atteindrait que les récoltes *de l'année* (3).

498. Enfin, si les objets garnissant la ferme sont déplacés sans le consentement du propriétaire, celui-ci conserve le privilége qu'il a sur eux, à condition qu'il en forme la revendication dans les quarante jours (4). Toutefois, si la créance du propriétaire était amplement garantie par le mobilier qui serait resté sur les lieux loués, la revendication pourrait être repoussée (5).

499. Le privilége du propriétaire a plus ou moins d'étendue, 1° selon que le bail est authentique, ou qu'étant sous signature privée, il a acquis date certaine, 2° suivant qu'étant sous signature privée, il n'a pas acquis date certaine (6).

500. Dans le premier cas, le propriétaire peut exercer son privilége pour tout ce qui est à échoir (7); mais alors les autres créanciers ont le droit de relouer la ferme pour le restant du bail et de faire leur profit des fermages, à la charge, toutefois, de payer au propriétaire tout ce qui lui serait encore dû (8). C'est là une re-

(1-2-3-4) 2102, 1° C. C.

(5) Bordeaux, 8 décembre 1826 (Grosbot). — Troplong, *Privil.*, n° 164. — CONTRA, Paris, 2 octobre 1806 (Leix); Poitiers, 28 janvier 1819 (Sapin).

(6-7-8) 2102, 1° C. C.

location qui est de droit et qui, par conséquent, peut avoir lieu, nonobstant la clause prohibitive de sous-amodiation portée au bail (1).

501. Dans le second cas, c'est-à-dire quand le bail, étant sous signature privée, n'a pas acquis date certaine, le propriétaire exerce son privilége « pour une année, dit la loi, à partir de l'expiration de l'année courante. » Cette disposition est interprétée de trois manières différentes, que nous ne ferons que mentionner, renvoyant, pour la discussion qui est du ressort du droit civil, aux sources indiquées dans les notes. — Une première opinion n'accorde le privilége au propriétaire que pour une année, celle qui suit l'année courante, et le refuse pour tous les loyers échus (2). — Une deuxième opinion refuse aussi le privilége pour les loyers échus, mais elle l'accorde pour deux années, l'année courante et celle qui suit (3). — La troisième opinion enfin veut que le propriétaire puisse exercer son privilége pour tous les fermages échus (4).

502. Le privilége du propriétaire peut s'exercer même à raison de ce qui est dû pour les réparations locatives et pour tout ce qui concerne l'exécution du contrat (5) ; il aurait donc lieu pour les dommages-intérêts prononcés contre le fermier par suite d'infractions aux clauses du bail (6).

503. Néanmoins le propriétaire voit son privilége primé dans certaines circonstances. Ainsi les sommes dues pour les semences ou pour les frais de la récolte de l'année sont d'abord payées sur le prix de la récolte (7), et celles dues pour ustensiles aratoires, à

(1) Duranton, t. XVII, n° 89, et t. XIX, n° 90 ; Troplong, *Privil.*, n° 155. — CONTRA, Paris, 24 février 1825 (Leduis).

(2) Bordeaux, 12 juin 1825 (de Maricenne) ; *id.* 17 déc. 1839 (Barboure). — Grenier, *Privil. et hypot.*, t. II, n° 309 ; Favard, *Rép.*, v° *Privil.*, sect. 1re, § 2, n° 4.

(3) Delvincourt, t. III, p. 146 ; Persil, *Rég. hypoth.*, sur l'art. 2102, n° 22.

(4) Cass. 28 juillet 1824 (Nabrin) ; *id.* 6 mai 1835 (Almooz) ; Paris, 25 mai 1846 (Blaize) ; Lyon, 28 avril 1847 (Parent). — Troplong, *Priv. et hyp.*, n° 156 ; Duranton, t. XIX, n° 92.

(5) 2102, § 1er, C. C. — (6) Nîmes, 7 ventôse an XII (Soulier). — (7) Voir n° 154.

raison de leur vente ou de leur réparation, sur le prix de ces ustensiles, par préférence au propriétaire dans l'un et l'autre cas (1). Mais le privilége qui résulte de cette seconde cause ne s'exerce spécialement que sur le prix de l'ustensile qui a été vendu et raccommodé, et non sur le prix de tous les ustensiles, quels qu'ils soient (2).

504. La créance du propriétaire est également primée par les sommes dues aux gens de labour, moissonneurs, et autres gens de travail spécialement affectés à la culture du fonds loué.

505. C'est par la saisie que le propriétaire exerce son privilége, et cette saisie a lieu, sous différentes formes, selon les circonstances. Ainsi le privilége s'exerce — sur les récoltes pendantes par branches et par racines au moyen de la *saisie-brandon* (3); — sur tout le mobilier garnissant la ferme, par la *saisie-gagerie* (4); — sur les récoltes de l'année engrangées hors de la ferme et sur le mobilier déplacé sans le consentement du propriétaire, par la *saisie-revendication* (5).

506. Le privilége, par cela qu'il s'exerce à la suite de la saisie, ne peut évidemment porter que sur les objets qui y sont matériellement compris; il ne pourrait être étendu à d'autres objets, tels que des grains récoltés ou des animaux nés depuis la saisie, sous prétexte que ces grains et animaux seraient la représentation de ceux qui y avaient été compris et qui n'existeraient plus (6).

CHAPITRE III.

Du métayage ou bail a colonie partiaire.

507. On nomme ainsi le contrat par lequel le propriétaire d'un fonds rural le donne à cultiver à un particulier, sous la condition d'un partage de fruits. « C'était chose familière, en la ville de Rome, d'affermer ses terres à moitié grain. Cette même coutume semble s'être insinuée entre nos anciens, car, à bien dire, le mot *métayer* nous est aussi propre, pour cet effet, que le *partiaire* en latin, l'un prenant sa dérivation de *partiri* (partager), et l'autre du mot *moitié* (7). »

(1) 2102, § 1er, C. C. — (2) Cass. 12 nov. 1839 (Roussel). — (3) Voir n° 906. — (4) 819 C. proc. — Voir n° 1322. — (5) 826 C. proc. — (6) Cass. 19 déc. 1843 (Labille). — (7) Pasquier, *Recherches*, t. I, liv. 8, chap. 46; p. 843.

508. Quelle est la nature de ce contrat? — Trois opinions se sont produites à ce sujet. Les uns n'y voient qu'un contrat de louage pur et simple, ne différant qu'en quelques points de peu d'importance du contrat de bail à ferme (1) dont nous venons de tracer les règles. Les autres professent une opinion non moins radicale, et enseignent que le bail partiaire, bien qu'il emprunte au bail à ferme quelques-unes de ses règles servant à déterminer les rapports du propriétaire et du colon, est surtout un contrat de société. « En effet, d'une part, le propriétaire met en commun la jouissance de ses terres et fournit ordinairement le bétail; de l'autre, le métayer apporte son travail, son industrie et ses soins. Tous deux fournissent les semences par moitié; ils partagent les fruits dans la même proportion (2). »

Enfin il existe une opinion intermédiaire qui regarde le métayage comme un contrat innommé, tenant tout à la fois du contrat de louage et du contrat de société; nous allons voir, en effet, qu'à raison de ce caractère mixte, le métayage a certaines règles qui lui sont particulières (3). C'est vers cette opinion que la jurisprudence, bien qu'elle éprouve des hésitations, semble tendre (4), et il nous semble, en dernière analyse, que c'est avec raison qu'elle y arrive.

509. Les conditions auxquelles le colon entre dans la ferme, la part plus ou moins grande que le propriétaire prend aux soins et aux frais de l'exploitation, comme aussi le partage des fruits entre eux; tous ces points sont abandonnés aux conventions particulières. En l'absence de stipulation expresse, il faut observer l'usage de la localité.

510. La preuve du métayage doit être faite comme la preuve du contrat de société. Au-dessous de 150 fr., le témoignage serait admissible; au-dessus de cette somme, l'on ne pourrait accepter

(1) Duvergier, t. Ier, nº 97 et suiv. — Nîmes, 14 août 1850 (comp. du Palladium).

(2) Troplong, *Louage*, nº 637. — Conf., Limoges, 21 fév. 1839 (Soumy); *id.* 6 juillet 1840 (Parpeix); Agen, 7 février 1850 (Destillat).

(3) Coquille, *Quæst.* nº 206; Favre, *ratio. ad Pandect. ad leg.* 25, § 6, *loc. cond.* — Limoges, 26 août 1848 (Brosset).

(4) Voir Nîmes, 14 août 1850 (comp. du Palladium) *précité*.

que la preuve littérale. Dans tous les cas, lorsqu'il y a un écrit, la preuve testimoniale n'est point admise contre et outre le contenu en cet acte de société, ni sur ce qui serait allégué avoir été dit avant, lors et depuis cet acte, encore qu'il s'agisse d'une somme ou valeur moindre de 150 fr. (1).

511. Ce que nous venons de dire ne doit s'entendre que de la preuve testimoniale qui aurait pour but d'établir l'existence d'un bail partiaire devant produire effet pour l'avenir. Mais il nous semble qu'il ne doit pas en être ainsi pour le bail existant au moment même, et se manifestant par des faits d'exécution, desquels il est possible d'établir l'existence, ainsi que nous l'avons dit au sujet du bail à ferme (2). Dans ce cas, il nous paraît qu'il doit être permis de prouver ces faits constitutifs du contrat avec l'aide du témoignage, mais seulement pour procéder à la liquidation de la société et au partage, aussi immédiat que possible, des fruits existants au moment où naît la contestation, et au fur et à mesure qu'ils seront recueillis.

512. Celui qui cultive sous la condition d'un partage de fruits avec le bailleur ne peut ni sous-louer ni céder, si la faculté ne lui en a été expressément accordée par le bail (3). C'est là l'application du principe qui veut que, dans une société, personne ne puisse y être introduit sans le consentement des coassociés (4). Le métayage est bien « le cas d'*electa industria;* c'est-à-dire pour labourer mes terres, pour les exploiter, j'ai considéré, j'ai apprécié l'adresse, la capacité de telle personne, et non de telle autre. Je vendrais bien à qui que ce fût un héritage, pourvu qu'il me payât ce que je demande; mais je ne ferais pas un contrat de colonie partiaire avec un homme inepte, quelque condition onéreuse qu'il fût prêt à subir et quelques avantages qu'il voulût m'accorder (5). »

513. En cas de contravention à la défense de céder et de sous-louer, le propriétaire a droit de rentrer en jouissance, et le preneur est condamné aux dommages-intérêts résultant de l'inexécution du bail (6). Telle est la disposition formelle de la loi que MM. Delvin-

(1) 1834 C. C. — (2) Voir n° 377. — (3) 1763 C. C. — (4) Voir 1861 *id.*
(5) Galli, *Motifs du projet du code civil.*
(6) 1764 C. C.

court (1) et Zachariæ (2) prétendent devoir être appliquée rigoureusement, tandis que MM. Duvergier (3) et Troplong (4) enseignent que le juge du fait peut admettre certains tempéraments; tel serait le cas où le colon, ayant immédiatement expulsé son cessionnaire et repris personnellement la culture du fonds, prouverait que, de la substitution momentanée, il n'est pas résulté de préjudice pour le propriétaire, et donnerait, par sa bonne foi, des garanties d'une meilleure conduite pour l'avenir (5).

514. Les raisons qui ont engagé le législateur à interdire au colon partiaire de sous-louer ou de céder son bail sont invoquées par quelques jurisconsultes à l'appui de la solution affirmative qu'ils donnent à la question suivante : Le bail à colonage est-il rompu par la mort du preneur? — Nous partageons leur opinion sur ce point. Le choix du colon, nous l'avons vu, est déterminé par des considérations toutes personnelles à lui, « et, certes, la confiance du propriétaire serait aussi bien trompée par le changement opéré par succession que par le changement qui aurait pour cause une cession volontaire (6). »

515. Mais il n'y a plus les mêmes motifs de décider que le contrat doit être rompu, alors que c'est la mort du bailleur qui arrive. Les considérations personnelles à ce dernier n'entrent, en général, que pour peu de chose dans les motifs qui ont déterminé le preneur à se charger de l'exploitation. L'important pour lui, c'était de s'assurer si le fonds était bon ou mauvais, s'il était d'une facile culture, et s'il donnait des productions de nature à le récompenser de ses peines (7).

516. Comme nous l'avons vu, le bail à colonage n'est pas tellement un contrat de société qu'il ne se rapproche également du contrat de louage par quelques endroits. Ainsi il faut appliquer à la matière, parmi les règles de louage relatives aux obligations du fermier, toutes celles du moins qui ne répugnent pas à la nature du métayage. Le colon doit donc garnir le fonds de bestiaux et des usten-

(1) T. III, notes, p. 203. — (2) T. III, p. 33. — (3) T. II, n° 90.
(4) *Louage*, n° 644. — (5) Voir n° 413.
(6) Troplong, n° 645 et suiv. — CONTRA, Duvergier, n° 91 ; Rolland de Villargues, v° *Bail partiaire*, n° 8. — (7) Troplong, n° 647.

siles nécessaires à son exploitation, dans la proportion qui a été mise à sa charge par les stipulations particulières, ou par l'usage de la localité; il doit cultiver en bon père de famille, ne point abandonner la culture, exécuter toutes les clauses du bail. Comme le fermier, il est tenu d'engranger dans les lieux à ce destinés, d'avertir le propriétaire des usurpations, d'exécuter les réparations d'usage, etc., etc. En quittant les lieux, il doit les laisser en bon état; ne point enlever les pailles, foins et fourrages, non plus que les fumiers et engrais de l'année, etc., etc. Enfin, tout comme le fermier encore, il est responsable des incendies de la métairie qu'il habite, quand il ne fait pas les preuves voulues par la loi pour s'exonérer de la garantie (1). Peu importe ici que le colon soit plutôt un associé qu'un locataire; il n'en est pas moins débiteur de la chose qu'il doit conserver en bon père de famille et qu'il doit restituer à la fin du contrat (2).

517. Voici maintenant celles des dispositions relatives au bail à ferme, qui sont inapplicables au bail à colonie partiaire. Le colon ne peut, comme le fermier, demander une remise sur le prix de location, en cas de récolte perdue par suite de cas fortuit. En effet, il ne doit point de prix de ferme, « et si sa part est réduite par l'effet des fléaux atmosphériques, celle du propriétaire, subissant, en vertu des mêmes causes, la même diminution, ne pourrait être encore amoindrie par des recours en indemnité, sans nuire à l'égalité qui préside aux rapports des associés entre eux (3). »

518. Et même, si la perte survenait après que les fruits ont été détachés du sol, et que le colon fût en demeure de livrer la part qui revient au propriétaire, il la supporterait en entier (4) et devrait, par conséquent, tenir compte à celui-ci de la part dont il est privé.

519. Les règles relatives à la manière dont se terminent les baux à ferme et à leur durée (5) sont également inapplicables aux

(1) 1733 et suiv. C. C. — Voir n° 441.

(2) Nîmes, 14 août 1850 (comp. le Palladium). — Troplong, n° 373. — CONTRA, Limoges, 21 fév. 1839 (Soumy); *id.* 6 juillet 1840 (Parpeix).

(3) Troplong, n° 650. — (4) 1771, 1138 C. C. — (5) Voir 1774 et suiv. *id.*

baux à colonage (1). De même que la société cesse par la fin de l'entreprise pour laquelle elle a été formée, de même le contrat de colonage se termine avec le partage de la récolte ; en un mot, sauf stipulation contraire, l'usage général est que ce contrat ne dure que l'espace d'une année.

520. Mais, par cela même que le contrat est de courte durée, il est aussi généralement reconnu par les usages locaux que la tacite réconduction s'opère de plein droit, tant que le propriétaire ou le colon ne se donnent point congé à des époques déterminées (2). Mais évidemment la solution serait contraire là où, d'après l'usage local, le bail à colonage cesserait de droit à l'expiration de l'année, sans qu'il fût besoin de congé (3).

(1) Agen, 26 nov. 1822 (Cornier) ; Limoges, 18 mars 1842 (Terrassou).
(2) Mêmes arrêts.
(3) Limoges, 20 déc. 1821 (Descubes).

TITRE II.

DES AGENTS DU TRAVAIL AGRICOLE.

521. Il y a lieu d'examiner ce qui concerne les agents de l'exploitation du sol à deux points de vue différents ; d'abord dans le caractère légal qu'il faut leur reconnaître à raison de l'application spéciale qu'ils ont faite de leur activité aux travaux agricoles, ensuite dans les rapports réciproques qu'ils ont entre eux, de chef d'exploitation à subordonné.

CHAPITRE Ier.

DU CARACTÈRE LÉGAL QU'IL FAUT RECONNAITRE AUX INDIVIDUS, A RAISON DE LA NATURE AGRICOLE DE LEURS TRAVAUX.

522. Le travailleur agricole, propriétaire, fermier, colon partiaire, domestique ou homme de travail, ne saurait jamais être considéré comme commerçant, ni subir les conséquences exorbitantes du droit commun, attachées à cette qualité, tant que les actes de vente ou d'achats auxquels il se livre, tant que les obligations qu'il contracte, ont pour cause et pour objet l'exploitation agricole (1). Tel est le cas où le propriétaire ou fermier vend les denrées de son cru, comme les blés et fourrages, le bois, le lait, les œufs, etc., — fût-ce même pour remplir un marché de fournitures (2), — ou même après qu'il leur a fait subir une préparation qui les dénature, comme le vin et la farine. Tel est aussi le cas où il achète des semences, pailles, engrais, bestiaux, ustensiles aratoires pour l'exploitation du fonds (3).

523. Mais en est-il encore ainsi, même lorsque le propriétaire, fermier, etc., achète *pour revendre?* — Cela nous paraît évident, s'il achète l'objet dans le but de l'améliorer par un procédé d'exploitation rurale, et s'il ne le revend qu'après qu'il a réalisé ou tenté de réaliser l'amélioration ; car c'est là une dépendance de ses travaux agricoles. On ne doit donc pas voir un acte de commerce

(1) Pardessus, *Dr. commerc.*, n° 11. — Cass. 14 janv. 1820 (Poirier-Roully).
(2) Voir 638 C. com. — *Répert. du pal.*, v° *Act. de comm.*, n° 131.
(3) Pardessus, n° 13.

dans le fait du cultivateur, qui achète des bestiaux maigres pour les engraisser et les revendre ensuite, lorsqu'il nourrit ces bestiaux avec les fourrages de sa culture personnelle (1).

524. A plus forte raison ne doit-on pas regarder, comme ayant fait un acte de commerce, le cultivateur qui revend, par suite d'une circonstance favorable, des animaux ou ustensiles aratoires qu'il venait d'acheter pour l'exploitation de son domaine. Ici c'est l'intention primitive de l'achat qu'il faut considérer (2).

CHAPITRE II.

DES RAPPORTS RÉCIPROQUES DES CHEFS D'EXPLOITATION RURALE ET DES GENS DU TRAVAIL AGRICOLE.

525. La partie de notre législation qui concerne les rapports du maître et des subordonnés est d'une grande importance en matière rurale, car c'est avec l'aide des gens de travail que l'exploitant, propriétaire ou fermier, arrive à la production agricole. Sous cette dénomination de gens de travail, on comprend généralement les *domestiques* ou *serviteurs* et les *ouvriers*. Les premiers sont ceux qui sont particulièrement attachés à la personne et à l'exploitation du maître ; ils sont nourris chez lui et habitent sous son toit; ils sont payés à l'année. Les ouvriers, eux, ont leur habitation particulière et ne se lient que d'une manière plus restreinte. Lorsqu'ils se louent à tant par jour, on les nomme *journaliers* ou *gens de journée*; s'ils s'engagent à tant la tâche, ils sont de véritables *entrepreneurs*.

SECTION 1re.

Du louage des gens de travail.

526. Il est d'un usage général que le louage des domestiques ruraux se fasse à certaines époques déterminées de l'année, et notamment au jour de la Saint-Jean, le 24 juin (3), et à celui de la Saint-Martin, le 12 novembre. A ces époques, qui varient suivant

(1) Bourges, 22 nov. 1836 (Guillemeau); *id.* 14 février 1840 (Pellardy); Paris, 29 mai 1843 (Bidet). — CONTRA, Rouen, 14 janv. 1840 (Guidon).

(2) Pardessus, n° 12; Bioche, *Dict. de procéd.*, v° *Act. de comm.*, n°s 45, 46.

(3) *Usag. rur. de Château-Gontier*, art. 106 et suiv.

les localités, se tiennent, dans la plupart des arrondissements, des marchés où se réunissent tous les individus des deux sexes qui veulent entrer en service. Ces marchés se nomment vulgairement *la louée des domestiques*. Tout ce qui concerne la tenue et la police de ces marchés appartient aux autorités administratives supérieures et municipales (1). La surveillance de ces autorités doit être d'autant plus active que c'est surtout dans les nombreuses réunions qu'attirent ces marchés, que se forment les coalitions dont nous allons parler.

527. Les domestiques, moissonneurs et ouvriers des campagnes ne peuvent se liguer entre eux pour faire hausser et déterminer le prix des gages ou les salaires, sous peine d'une amende qui ne peut excéder la valeur de douze journées de travail, et, en outre, de la détention de police municipale. D'autre part, les propriétaires ou les fermiers d'un même canton ne peuvent se coaliser pour faire baisser ou fixer à vil prix la journée des ouvriers ou les gages des domestiques, sous peine d'une amende du quart de la contribution mobilière des délinquants, et même de la détention municipale, s'il y a lieu (2). Le code pénal contient deux dispositions relatives aux coalitions entre ceux qui font travailler les ouvriers d'une part, et entre les ouvriers d'autre part, et qui punissent ces coalitions de peines plus fortes que celles qui sont ci-dessus indiquées; ce sont les articles 414 et 415. Mais il résulte de la rubrique, « violation des règlements relatifs aux manufactures, au commerce et aux arts, » sous laquelle ils sont placés, qu'ils ne sont pas applicables à la matière rurale (3).

528. Le contrat qui intervient entre le maître et le domestique se fait presque toujours verbalement; mais, d'après un usage qui paraît général, il n'est regardé comme parfait que lorsque le domestique a reçu un denier à Dieu, sortes d'arrhes symboliques qui ne sont pas imputables sur le prix de la location. « Dans certains pays même, la tradition des arrhes ne consomme l'engagement qu'après le laps de vingt-quatre heures; pendant ce délai, il est libre au domestique de les rendre (4). »

(1) 12, Décr. 2-3 juin 1790 — Voir n° 1420. — (2) 19, 20, tit. 2, L. 28 sept. 1791. — (3) Chauveau et Hélie, *Théo. du code pén.*, t. VII, p. 468. — (4) Hen-

529. Les résultats du contrat diffèrent selon qu'il a eu lieu *pour une année* ou *à tant par année*. Dans ce dernier cas, le maître et le domestique sont libres de se quitter à toute époque de l'année, en se prévenant à l'avance, suivant l'usage des lieux. La location « à tant par an » sert ici pour fixer la quotité des gages. Il n'en est pas de même, si la location a eu lieu « pour une année. » Dans ce cas, l'engagement a une durée convenue et ne peut cesser qu'au terme.

530. Quand il n'y a pas de stipulation contraire, les domestiques attachés à une exploitation agricole sont présumés avoir été engagés et s'être loués pour une année. Les nécessités résultant des travaux de la campagne le veulent ainsi (1). Cela doit s'entendre, cependant, d'un domestique qui entre à l'époque ordinaire déterminée par l'usage local; car, s'il n'avait commencé son service que dans le courant de l'année, il ne serait lié que pour ce qui en resterait à courir.

531. Le louage des serviteurs à l'année et au mois se renouvelle par tacite réconduction. La durée de ce nouveau louage est égale à celle de l'engagement auquel il succède; ainsi le veulent généralement les usages locaux.

532. L'inexécution du contrat de louage donne lieu à des dommages-intérêts. — Serait passible d'une indemnité le domestique qui quitterait son maître par paresse, débauche, ou pour trouver un meilleur prix; celui-là même qui, bien que loué à tant l'année, viendrait à abandonner son maître en temps inopportun et sans cause légitime, comme au milieu des semailles ou de la moisson.

533. Il faudrait reconnaître cependant une cause légitime de quitter le service du maître dans le mariage (2), les soins à donner à des parents infirmes (3), la conscription, l'enrôlement même volontaire, les mauvais traitements du maître, et, pour une servante, le soin de son honneur; la condition résolutoire doit être réputée tacitement convenue pour tous ces cas. « Le contrat dont il s'agit,

rion de Pansey, *Jug. de paix*, chapitre XXX; Troplong, *Louage*, n° 849.

(1) Duranton, t. XVII, no 229.

(2) CONTRA, *Usag. loc. de Châteauu-Gontier*, art. 107.

(3) CONTRA, Pothier, *Louage*, n° 170.

dit M. Duranton, est essentiellement un contrat *bonæ fidei*, c'est-à-dire de bonne foi; les conventions qu'il renferme ne doivent donc pas être entendues avec rigueur (1). »

534. Lorsque le maître renvoie arbitrairement un domestique, ou que, pour une cause injuste et par de mauvais traitements, il le met dans la nécessité de le quitter, Pothier accorde au domestique le droit de réclamer ses gages en entier, et, au besoin, de demander des dommages-intérêts (2).

535. Si le contrat est rédigé par écrit, cet écrit fait foi du prix convenu comme salaire. Mais, en l'absence de tout écrit, le maître est cru sur son affirmation, pour le montant des gages, pour le payement du salaire de l'année et pour les à-compte donnés pour l'année courante (3). Cette disposition de la loi, qui a été vivement attaquée dans ces derniers temps, est un hommage rendu au caractère du chef de la famille que le législateur a prétendu rehausser. — L'affirmation doit être faite avec serment, au cas où le serviteur l'exigerait. De son côté, le maître pourrait référer ce serment ou le déférer au serviteur. Il n'y a, en effet, aucun motif qui empêche ici l'application des art. 1358 et 1360 du code civil.

536. Les règles contenues dans le numéro précédent ne sont applicables qu'aux domestiques et aux ouvriers employés à la journée; on ne pourrait les invoquer dans une contestation survenue relativement à un marché *à la tâche*. Dans ce cas, l'ouvrier est un véritable entrepreneur, et la matière se trouve régie par les art. 1787 et suivants du code civil.

537. Les courtes interruptions dans le travail d'un domestique loué à l'année ne donnent pas lieu au maître de réduire le prix des gages, surtout quand elles résultent d'une maladie ou d'une indisposition. Ces cas, en effet, sont présumés avoir été prévus lors du contrat. Il en serait autrement, si l'interruption du travail était longue et notable ; le maître aurait alors le droit de réduire proportionnellement les gages (4).

538. Les règles sont plus sévères pour les ouvriers loués à la journée : ils ne touchent leurs salaires qu'à raison du temps

(1) T. XVII, n° 232. — (2) Pothier, n° 173. — (3) 1781 C. C. — (4) Pothier, n° 168.

qu'ils travaillent. Lorsqu'une indisposition ou une circonstance quelconque, telle que l'intempérie de la saison, les empêche de travailler plus qu'une demi, qu'un quart de journée, ils ne reçoivent que la moitié, que le quart du salaire convenu (1). Toutefois, si l'interruption du travail est résultée du fait du maître, comme si, ayant pris un trop grand nombre d'ouvriers, il a vu son travail terminé plusieurs heures avant la fin de la journée, il ne doit point, pour cela, faire aucune diminution sur les salaires (2).

539. Nous parlerons du jugement des contestations qui peuvent s'élever entre les maîtres et les gens de travail, alors que nous traiterons des attributions des juges de paix (3). Ici il suffira de faire remarquer, relativement à celles qui sont introduites par les seconds pour le payement de leurs gages ou salaires, qu'elles sont soumises à une prescription très-courte. Les actions des ouvriers journaliers pour le payement de leurs journées, fournitures et salaires se prescrivent par six mois; celles des domestiques qui se louent à l'année, pour le payement de leurs gages, se prescrivent par un an (4). Ces prescriptions ne sont point opposables aux ouvriers entrepreneurs.

540. Par une sorte de compensation offerte aux gens de service, à raison de la brièveté du temps qui leur est donné pour réclamer, la loi place au rang des créances privilégiées « leurs salaires pour l'année échue et pour ce qui est dû sur l'année courante (5). » Mais il résulte des termes employés que ce privilége n'est établi qu'en faveur des serviteurs ou domestiques loués à l'année. Il ne saurait donc être réclamé par les ouvriers salariés à la journée, au mois ou à la tâche (6).

SECTION 2.

De la responsabilité des maîtres relativement aux fautes des gens de travail qu'ils emploient.

541. Les maîtres répondent du délit commis (7) et du dommage causé par leurs domestiques, ouvriers, ou autres préposés ou subor-

(1) Pothier, nos 165, 166. — (2) *Id.*, n° 167. — (3) Voir n° 1349. — (4) 2271, 2272 C. C. — (5) 2101, 4° *id.* — (6) Paris, 30 juillet 1828 (Feuillet); *id.*, 1er août 1834 (Maison). — CONTRA, Lyon, 25 avril 1836 (Meunier). — (7) 7, tit. 2, L. 28 sept. 1791.

donnés dans les fonctions auxquelles ils les ont employés (1). L'acte accompli par le subordonné dans l'exercice ou à l'occasion de ses fonctions est, en effet, réputé le fait du maître, et la réparation du dommage causé devient une obligation personnelle de celui-ci. En conséquence, toute action en réparation civile peut être dirigée directement contre le maître, sans qu'il soit besoin de mettre en cause le serviteur (2).

542. Le domestique actionné en dommages-intérêts peut appeler son maître en garantie, et demander à être renvoyé hors de cause, en établissant qu'il n'a agi que par ses ordres. Dans ce dernier cas, toutefois, si l'acte accompli constituait un crime ou délit, le serviteur ne pourrait pas être déchargé. Il ne devait point obéir à des ordres contraires à la morale et à l'ordre publiques. « En délit et forfait n'y a garant, » dit l'art. 159 de la coutume de Bretagne.

543. Celui qui réclame la réparation n'a à prouver qu'une chose, l'existence du dégât causé par le subordonné; il n'a nullement à établir les ordres du maître et la mission du domestique. Il suffit, d'ailleurs, pour qu'il obtienne les dommages-intérêts qu'il demande, que l'acte reprochable ait eu lieu durant les travaux auxquels le subordonné est habituellement employé, ou à l'occasion ou par suite de ces travaux (3).

544. Le maître, en effet, ne jouit point de l'immunité que l'article 1384, dans sa dernière disposition, accorde seulement aux pères, mères, instituteurs et artisans, quand ils prouvent qu'ils n'ont pu empêcher le fait qui donne lieu à cette responsabilité; car si, en pareil cas, il n'est plus possible d'adresser de reproches aux père et mère qui sont, eux, obligés d'avoir leurs enfants mineurs chez eux, ni aux instituteurs et artisans chargés d'instruire les enfants et de leur donner un métier, on peut toujours imputer aux maîtres d'avoir pris à leur service des gens maladroits, méchants ou immoraux, et, alors que rien ne les y obligeait, de s'être fait représenter par eux.

(1) 1384 C. C.
(2) Cass. 24 mars 1848 (minist. publ. C. Abonneau).
(3) Cass. 3 décembre 1846 (Geissner); Paris, 15 avril 1847 (Chibon).

545. Donc, l'unique excuse que le maître puisse faire valoir pour éviter la responsabilité, c'est de prouver que le dommage a été causé par son subordonné, hors de l'exercice de ses fonctions.

546. La responsabilité encourue par le maître ne comprend évidemment que des réparations civiles ; elle ne s'étend point, sauf ce qui sera dit relativement à certains délits forestiers et aux contraventions de roulage, aux peines prononcées pour crime, délit, infractions ou contraventions ; c'est un principe général que les peines sont toujours personnelles. Ainsi le maître ne peut être soumis ni à la prison, ni à l'amende, auxquelles a été condamné son subordonné (1); mais, en outre de la réparation civile, il peut être condamné aux dépens, qui ne sont que l'indemnité des frais avancés pour la poursuite du délit et de la contravention, et qui, par conséquent, participent de la nature des dommages-intérêts (2).

547. Le maître qui, à raison de sa responsabilité, a été obligé de payer le dommage a son recours contre son subordonné (3), à moins que l'acte dommageable n'ait été commis par ses ordres, ou que, pouvant l'empêcher, il ne l'ait pas fait.

548. En matière forestière et dans celle qui concerne le roulage, il existe quelques exceptions au principe qui veut que la responsabilité du maître n'aille pas au delà des réparations civiles. Ainsi nous verrons, par exemple, que les lois qui régissent ces matières permettent de poursuivre, comme auteurs principaux, les propriétaires des voitures ou des bestiaux trouvés en délit (4). Il suit de là *à fortiori* que ces propriétaires peuvent être poursuivis comme responsables même des amendes auxquelles ont été condamnés leurs voituriers, pâtres et bergers (5).

(1) Cass. 21 avril 1827 (Hugot) ; *id.* 30 juillet 1825 (Martin) ; *id.* 29 fév. 1828 (Pagès) ; *id.* 19 mars 1836 (Izoard).

(2) Cass. 18 octobre 1827 (Delépine) ; *id.* 18 avril 1828 (Maës).

(3) 8, tit. 2, L. 28 sept. 1791. — Voir 1251, 3°, C. C.

(4) Voir n°s 577 et 1099.

(5) Nancy, 18 décembre 1845 (Jean-Pierre).

TITRE III.

DES MOYENS DE CULTURE.

549. C'est par l'emploi des moyens de culture que l'on arrive à l'exploitation du fonds rural; ces moyens sont principalement les *ustensiles et instruments aratoires*, les animaux de travail, les semences, engrais, etc. Ce sont là les moyens proprement dits. En outre, le cultivateur en trouve de non moins puissants, de non moins indispensables dans l'usage des *voies de communication* et des *eaux*. Les premières ménagent l'accès aux terres productives, aux pâturages, aux forêts, etc., et fournissent une issue, un débouché aux produits ruraux. Quant aux secondes, en même temps qu'elles servent à l'abreuvement du bœuf et du cheval fatigués du labour, elles complètent la besogne de ces utiles animaux. Répandues, divisées par l'industrie de l'irrigateur, elles portent aux champs, préparés à les recevoir, la fraîcheur et la fécondité; puis, quand le sol a donné ses fruits, elles se trouvent être « des chemins qui marchent, » et, grâce à leur secours, les masses encombrantes de productions rurales se dirigent vers les centres de consommation.

CHAPITRE I.

DES ANIMAUX ET USTENSILES ARATOIRES, ENGRAIS, SEMENCES, ETC., ET AUTRES MOYENS DE CULTURE PROPREMENT DITS.

550. Nous ne considérerons ici les animaux qu'à un point de vue restreint et seulement en tant qu'affectés à l'exploitation du fonds rural. A ce point de vue, ils ne diffèrent en rien des autres moyens de culture proprement dits, tout inertes qu'ils sont. Il y a donc lieu d'en traiter maintenant d'une manière simultanée avec ces derniers, nous réservant d'en parler, plus tard, à un point de vue plus général, alors que nous les envisagerons comme étant un des deux grands éléments de la production agricole.

§ 1er. — *Du caractère légal des animaux, ustensiles, etc., attachés à l'exploitation d'un fonds.*

551. En principe, les animaux et les ustensiles aratoires, les semences, pailles et engrais placés sur un fonds, dans le but de servir à son exploitation, en deviennent l'accessoire et participent de sa nature immobilière. Les conséquences de cette règle sont importantes; en voici les principales. — Les ustensiles, les animaux, etc., affectés du caractère immobilier, sont compris, de droit, dans la vente, l'échange, le legs, ou la donation qui est faite du fonds (1). En cas d'exécution seulement mobilière, ils ne peuvent être saisis (2). — Ils sont frappés de l'hypothèque qui couvre le sol auquel ils sont attachés, et sont compris dans la saisie immobilière et dans l'expropriation forcée du fonds (3). — Disons maintenant dans quelles circonstances spéciales ils contractent ce caractère immobilier :

552. Les animaux que le propriétaire d'un fonds livre au fermier ou au métayer pour la culture, estimés ou non, sont censés immeubles tant qu'ils demeurent attachés au fonds par l'effet de la convention (4). Il s'agit ici du cheptel *de fer* qui, par l'effet de la convention, — dans laquelle ils doivent être expressément compris (5), attache à l'exploitation du fermier tous les animaux que le propriétaire lui livre (6). Ainsi sont immeubles par destination non pas seulement les bêtes de trait et de labour, mais encore les vaches, moutons ou autres animaux réunis pour procurer de l'aisance dans l'exploitation et faciliter l'exécution de l'entreprise (7).

553. L'immobilisation de ces animaux cesse dès qu'ils ne tiennent plus au fonds par l'effet de la convention, dès qu'ils en ont été distraits ou que le propriétaire les a vendus, fût-ce au fermier, et bien que, dans ce dernier cas, ils ne soient point sortis du fonds (8).

554. Mais deviennent-ils meubles par la cessation du bail? Nous

(1) 1018, 1064, 1615 C. C. — (2) 592, 593 C. proc. — (3) 2118, 2204 C. C. — (4) 522 *id.* — (5) Bruxelles, 8 août 1811 (légataires Salmon). — (6) Voir n° 1201. — (7) Bourges, 24 fév. 1837 (Duparc). — (8) Voir n° 555.

ne le pensons pas; car rien n'empêche qu'on y applique le principe qui va être énoncé plus loin (1).

555. Quant aux animaux livrés à cheptel à d'autres qu'au fermier ou au métayer, ils ne sont point immeubles (2). — Sont meubles également ceux qui sont placés par le fermier, quoique pour la culture du fonds; ils entrent dans sa communauté et peuvent toujours être saisis (3).

556. Les objets que le propriétaire du fonds y a placés pour le service et l'exploitation de ce fonds sont immeubles par destination; tels sont les animaux attachés à la culture, les ustensiles aratoires, les semences, les pressoirs, alambics, cuves et tonnes, les pailles et engrais, etc. (4). Reprenons rapidement l'examen de cette proposition. Dans le n° 552 nous avons examiné l'hypothèse d'un propriétaire qui livre des animaux à son fermier pour l'aider dans la culture du fonds donné à bail. Ici c'est une autre hypothèse; il s'agit du propriétaire qui cultive lui-même sa terre et qui emploie son bétail à son exploitation personnelle. Nous avons vu que, dans le premier cas, *tous* les animaux livrés au fermier étaient réputés immeubles; doit-on également considérer comme immeubles *tous* les animaux placés par le propriétaire dans son exploitation? Nous ne le croyons pas. Lorsqu'il s'agit du propriétaire-cultivateur, la loi ne reconnaît le caractère immobilier spécialement qu'aux « animaux attachés à la culture; » ce qui, certainement, ne signifie pas tous les animaux possédés par le maître de l'exploitation. Quant à ce qu'il faut entendre, en fait, par animaux attachés à la culture, c'est à l'appréciation des circonstances, des besoins, des nécessités, de l'utilité, de l'étendue de l'exploitation rurale qu'il faut s'en référer; ainsi il a été jugé qu'il faut considérer comme immeubles par destination les bestiaux qui servent à féconder les fonds par les engrais qu'ils procurent, et sans lesquels ces fonds seraient improductifs; tels sont les troupeaux de brebis dans les biens des Landes (5).

557. Lorsqu'un propriétaire est en même temps fermier pour

(1) Duranton, t. IV, n° 53. — Voir n° 578. — (2) 522 C. C. — (3) 594 *id.* — Liége, 14 fév. 1824 (Steffens). — (4) 524 C. C. — (5) Bordeaux, 14 déc. 1829 (Delains-Durand).

une portion de sa culture, ses animaux et ustensiles aratoires sont-ils immobilisés, comme attachés au labourage de ses propres fonds, ou restent-ils meubles, comme employés à la culture du fonds d'autrui ?—Pour résoudre cette question, il faut, avant tout, tenir compte de ce que le maître de ces objets est également propriétaire d'un fonds cultivé et, par conséquent, considérer comme immobilier au moins un équipage complet, tel que le comportent les nécessités de la moindre culture dans la localité (1). Le surplus est une affaire d'appréciation pour toutes les circonstances de fait.

558. Les animaux et ustensiles aratoires, placés par l'usufruitier sur le fonds dont il a l'usufruit, doivent-ils être réputés immeubles, comme ceux qui sont placés par le propriétaire? — Nous le pensons : ils ne peuvent être, en effet, saisis qu'avec le droit d'usufruit lui-même, qui est immobilier (2). — Même décision pour l'emphytéote.

§ 2. — *Du louage et du prêt des animaux et ustensiles aratoires pour la culture.*

559. Le louage d'animaux, pour les appliquer immédiatement au labour ou à tout autre ouvrage de culture, est quelque chose de tout différent que ce louage nommé *bail à cheptel*, qui concerne un fonds de bétail, et dont nous traiterons plus tard. Ainsi le bail à cheptel a pour objet tous les produits quelconques de ce fonds de bétail, tandis que le louage, dont nous parlons ici, concerne uniquement le travail de l'animal ou des animaux employés à la culture. Ce contrat, soit qu'il ait pour objet un animal aratoire, ou bien un instrument, tel que charrue, voiture, harnais, se régit par les principes généraux du droit, et l'étendue en est déterminée, à défaut de stipulations expresses, par les usages locaux (3).

560. Il s'établit quelquefois entre deux ou plusieurs cultivateurs une association dont le but est de mettre en commun, les uns leurs animaux, les autres leurs ustensiles aratoires, de manière à former un équipage complet de labour. Ce contrat, innommé dans

(1) Contra, Proudhon, *Dom. de prop.*, no 116.
(2) Duranton, t. IV, no 59. — Contra, Proudhon, *Prop.*, no 166.
(3) Voir 1709, 1160 C. C.

la loi civile, est désigné dans quelques localités sous la dénomination de *souhaitage*. Les parties doivent exécuter leurs obligations réciproques, et, en cas d'inexécution, elles jouissent, les unes à l'égard des autres, d'une action tendant à l'accomplissement du contrat. Si le temps durant lequel l'une des parties contractantes doit jouir des objets promis en souhaitage est déterminé, et qu'il n'y ait rien de stipulé à cet égard pour les autres parties, on doit présumer que les contractants ont voulu que leurs jouissances respectives fussent égales en durée. Quand l'usage des objets ne peut être accordé que successivement, et qu'un ordre de jouissance n'a pas été arrêté par les parties, le sort doit décider. Celui des contractants qui ne veut pas user de son droit ne saurait priver les autres du leur ; il peut être forcé de leur fournir l'objet qu'il a mis dans l'association (1).

§3. — *De la récolte des varechs destinés à l'engrais des terres.*

561. Les *varechs*, *vraicqs*, *sars* ou *goëmons* sont des herbes croissant sur le bord de la mer qui, si elles servent à l'industrie pour la fabrication des soudes, rendent surtout des services à l'agriculture par la quantité et la qualité des engrais qu'elles lui procurent. Comme la reproduction de cette plante est d'un grand intérêt, la récolte en a, de tout temps, été soumise à une réglementation particulière. Un arrêté du 18 thermidor an X porte, art. 2, « que les préfets pourront déterminer, par des règlements *conformes aux lois*, tout ce qui est relatif à la pêche en goëmon et varech. »

562. Le titre 10 du livre IV de l'ordonnance de la marine d'août 1681; deux déclarations du roi, la première de mai 1731, la seconde d'octobre 1772, forment la législation de la matière. En voici les principales dispositions : « Les habitants des paroisses (communes) riveraines, tant des côtes de la haute et basse Normandie que de toutes les autres côtes des provinces maritimes, peuvent librement, chacun dans l'étendue de leurs paroisses, cueillir et ramasser les varechs pour l'engrais de leurs terres pendant les mois de janvier, février et mars de chaque année (2). »

(1) Pothier, nos 467, 475, 476. — (2) 1, tit. X, liv. 4, Ordonn. 1681 ; 1, Décl. 1772.

Ce mot *habitant* ne doit point être pris dans son sens propre et rigoureux; il doit être étendu à tous ceux qui possèdent et cultivent des terres dans les communes riveraines, bien qu'ils habitent d'autres localités; car c'est en vue surtout de ces terres situées sur le bord de la mer et que leur position rend arides et brûlantes, c'est comme compensation des ravages auxquels elles sont exposées, que l'État a concédé la faculté de recueillir le goëmon si propre à les fertiliser (1). Du reste, il est défendu de couper le goëmon à toute autre époque que durant les trois mois de janvier, février, mars, à peine de 300 francs d'amende (2).

563. Même aux époques où cette coupe est permise, elle ne peut être effectuée de nuit et hors des jours spécialement indiqués à cet effet par les règlements administratifs et les arrêtés municipaux (3). Les contraventions à cette injonction tomberaient sous l'application de l'art. 471, 15°, du code pénal.

564. Les habitants d'une commune riveraine ne peuvent, en outre, effectuer la coupe ailleurs que sur leur territoire; il leur est défendu de vendre le varech qu'ils y auraient recueilli à des forains, ou de le porter sur d'autres territoires, à peine de 50 francs d'amende et de la confiscation des chevaux et harnais (4) qui auraient servi au transport.

565. Toutefois il est permis aux pêcheurs et autres d'aller avec bateaux pour cueillir, en tous temps et en toutes saisons, les varechs qui croissent sur les îles et rochers *déserts en pleine mer*, et de les transporter où bon leur semblera, sans qu'ils puissent y être troublés ni inquiétés pour quelque chose que ce puisse être (5).

566. Les varechs *d'échouage* que les flots de la mer jettent sur le rivage peuvent être pris par *toutes* personnes, indifféremment en tous temps et en tous lieux, pour être employés à l'engrais des terres ou à la confection de la soude; défense est faite de les y troubler ni inquiéter, quand bien même ceux qui enlèveraient ces herbes les auraient prises sur d'autres territoires que le leur (6).

(1) Cass. 8 nov. 1845 (Cleirch). — (2) 5, tit. 2, Décl. 1731. — (3-4) 3, tit. X, liv. IV, Ord. 1681; 6, tit. 2, Décl. 1731. — (5) 3, tit. commun, Décl. 1731. — (6) 4 *id.*

§ 4. — *Dispositions relatives à l'emploi et à la préservation des moyens et instruments aratoires.*

567. En principe, le cultivateur est libre d'employer tels moyens, tels instruments de culture qu'il lui plaît. Ainsi il peut avoir chez lui, pour les besoins de son exploitation, telle quantité, telles espèces d'animaux qu'il croit utiles. Il peut se servir, pour la culture, des instruments dont l'emploi lui paraît convenable. Les prohibitions qui existaient sur ces différents points, sous le régime de la loi féodale, ont été abrogées (1).

568. Mais cet emploi est resté soumis aux règlements de la police. Nous verrons plus loin, par exemple, que l'usage de certains engrais est ou défendu, ou soumis à des restrictions, en vue de la salubrité publique (2). Par des motifs également graves, il est défendu aux cultivateurs de laisser, dans les rues, chemins, places, lieux publics, ou dans les champs, des coutres de charrue, machines ou instruments d'agriculture dont pourraient abuser les voleurs ou malfaiteurs (3). Il existe même un règlement du 22 mars 1777, auquel le législateur moderne, d'ailleurs, a emprunté la prohibition précédente, qui ordonne, en outre, sous peine d'amende, à tous laboureurs, fermiers et cultivateurs de faire mettre leurs noms sur leurs charrues, afin qu'on puisse reconnaître les propriétaires de celles qui seraient ainsi abandonnées par négligence avec leurs coutres. Cette disposition spéciale du règlement nous paraît être restée en pleine vigueur.

569. D'un autre côté, la loi contient des dispositions dont le but est de protéger, contre les entreprises des voleurs et des individus malfaisants, les animaux et les instruments aratoires, que, si souvent, l'on est obligé de confier à la foi publique en les abandonnant dans les champs. Ainsi quiconque vole ou tente de voler, dans les champs, des chevaux ou bêtes de charge, de voiture ou de monture, gros et menus bestiaux, ou des instruments d'agriculture, est puni d'un emprisonnement d'un an au moins et de cinq ans au plus, et

(1) 1, sect. 4, tit. 1er, L. 28 septembre 1791; 2, sect. 5, *id.*
(2) Voir nº 1425.
(3) 471, 7º C. pén.

d'une amende de 16 fr. à 500 fr. (1). — Toute rupture, toute destruction d'instruments d'agriculture, de parcs de bestiaux, de cabanes de gardiens est punie d'un emprisonnement d'un mois au moins, d'un an au plus, et, en outre, d'une amende qui ne peut excéder le quart des restitutions et dommages-intérêts, ni être au-dessous de 16 fr. (2). Ce dernier délit existe, que la destruction soit complète ou non, et quel que soit le moyen employé à cet effet. Pour savoir si les instruments détruits, ou que l'on a tenté de détruire, doivent être réputés instruments d'agriculture, il faut surtout s'en rapporter à l'usage de la localité.

CHAPITRE II.

DES VOIES DE COMMUNICATION AGRICOLES.

570. Les voies de communication sont de deux natures : les unes n'appartiennent ni ne peuvent appartenir aux particuliers; elles sont *publiques*. Les secondes sont l'objet d'une appropriation *privée*.

SECTION 1re.

Des chemins publics.

571. Les chemins publics sont les *grandes routes*, les *chemins vicinaux*, les *chemins ruraux et carraires*.

§ 1er. — *Des grandes routes.*

572. Sous cette dénomination sont comprises les *routes nationales*, les *routes départementales*, les *voies stratégiques*.

ARTICLE 1er.

Domanialité de ces routes.

573. Toutes les grandes routes sont considérées comme des dépendances du domaine public (3), et sont, par conséquent, imprescriptibles et inaliénables tant qu'elles restent affectées à cette destination. Déjà nous avons eu l'occasion de signaler les points par lesquels la législation relative aux grandes routes touche en quelque

(1) 383 C. pén. — (2) 451, 455 *id.* — (3) 538 C. C.

chose au droit de propriété sur le fonds rural; nous avons dit notamment comment l'administration peut, au moyen de l'expropriation pour cause d'utilité publique, s'emparer des terrains nécessaires à leur établissement, et quelles sont les charges et servitudes d'intérêt général qui résultent pour les propriétés privées du voisinage de ces voies. Il ne nous reste plus qu'à signaler un détail législatif qui concerne la conservation des grandes routes et l'usage que l'on en peut faire pour l'exploitation du fonds rural.

ARTICLE 2.

Dispositions relatives aux transports agricoles effectués sur les grandes routes.

574. Aux termes de la nouvelle loi du 30 mai-8 juin 1851, dont l'article dernier abroge tous règlements antérieurs relatifs à la police du roulage, les voitures circulant sur les grandes routes sont affranchies de toutes conditions de poids ou de largeur de jantes.

Mais des règlements d'administration publique devront déterminer pour toutes ces voitures, quelles qu'elles soient, 1° la forme des moyeux, le maximum de la longueur des essieux, et le maximum de leur saillie au delà des moyeux; 2° la forme des bandes des roues; 3° la forme des clous des bandes; 4° les conditions à observer pour l'emplacement et les dimensions de la plaque prescrite par l'art. 3 de ladite loi, et de laquelle nous allons parler spécialement plus loin; 5° le maximum du nombre des chevaux de l'attelage que peut comporter la police ou la libre circulation des routes; 6° les mesures à prendre pour régler momentanément la circulation pendant les jours de dégel et les précautions à prendre pour la protection des ponts suspendus.

En outre de ces conditions de réglementation applicables à toutes voitures quelconques, les voitures qui ne servent pas spécialement au transport des personnes, seront encore assujetties aux suivantes concernant 1° la largeur du chargement; 2° la saillie des colliers des chevaux; 3° les modes d'enrayage; 4° le nombre des voitures qui peuvent être réunies en un même envoi, l'intervalle qui doit rester libre d'un convoi à un autre et le nombre de conducteurs exigés pour la conduite de chaque convoi; 5° les autres mesures de police à observer par les conducteurs, notamment en ce qui con-

cerne le stationnement sur les routes et les règles à suivre pour éviter ou dépasser d'autres voitures.

Les voitures de l'agriculture seront soumises à toutes ces conditions, sauf, dans certains cas déterminés, pour ce qui concerne les deux prescriptions relatives à la largeur de chargement et à l'obligation de la plaque.

575. Ainsi, en premier lieu, seront affranchies de toute réglementation de largeur de chargement, les voitures de l'agriculture, lorsqu'elles servent au transport des récoltes de la ferme aux champs et des champs à la ferme ou au marché.

Il existait, dans les anciens règlements abrogés par la loi nouvelle, des immunités à peu près semblables en faveur des voitures de l'agriculture; mais elles étaient beaucoup plus étendues. Nous devons faire remarquer cette dernière circonstance, pour qu'en se fiant au passé, on ne s'expose pas inconsidérément à se mettre en contravention.

Par exemple, antérieurement à la loi du 30 mai 1851, étaient exemptées de la double vérification du poids et de la largeur des jantes les voitures « employées à la culture des terres, au transport des récoltes et à l'exploitation des fermes (1). » En conséquence, jouissaient alors de l'immunité toutes les voitures qui se rendaient de la ferme aux champs ou des champs à la ferme, etc., abstraction faite de l'objet de leur chargement, qui pouvait consister tout aussi bien en engrais, matériaux et autres objets utiles à l'exploitation agricole qu'en récoltes.

Par exemple encore, étaient exemptées autrefois de la vérification de la largeur des jantes, dans certaines circonstances déterminées, les voitures employées à certains transports que l'on doit considérer comme se rattachant à l'exploitation agricole; soit ceux exécutés directement par les propriétaires, fermiers et colons partiaires, pour la vente de leurs denrées aux marchés voisins, ainsi que pour leur approvisionnement en denrées, amendements, engrais et matériaux destinés à l'entretien et à la construction des bâtiments d'exploitation rurale; soit encore les transports exécutés

(1) 3, Ord. roy., 2 oct. 1844.

par les fermiers et colons partiaires pour la livraison au propriétaire de la part qui lui est afférente (1).

Aujourd'hui l'immunité nouvellement créée, en ce qui concerne la largeur du chargement, se restreint aux voitures transportant *des récoltes* et non autre chose, et seulement alors que ce transport est effectué à l'une de ces trois distinctions : *de la ferme aux champs, des champs à la ferme ou au marché*. Rien dans le texte de la loi n'établit notamment que le colon partiaire puisse réclamer l'immunité, quand il transporte chez le propriétaire du sol la portion de la récolte qui lui est afférente.

A la vérité, lors de la discussion de la loi, à la séance du 30 mai, un membre de l'assemblée, M. Goyet-Dubignon, demanda si l'exemption était, en pareil cas, applicable au colon. M. le rapporteur Ducos s'empressa de répondre : « Cela ne peut faire question. La commission a adopté une rédaction générale dans laquelle les colons partiaires sont compris. » Sur cette réponse, M. Goyet-Dubignon se tint pour satisfait : « Au surplus, ajouta-t-il, l'explication suffira pour fixer la jurisprudence. »

Nous en sommes fâché pour M. Ducos et pour la commission ; mais, si leur rédaction est *générale* en ce qui concerne les personnes qui conduisent les voitures, elle ne l'est pas du tout pour ce qui est relatif aux destinations vers lesquelles ces personnes doivent diriger le transport de leurs récoltes, si elles veulent jouir de l'immunité précitée. Il est évident que le domicile du propriétaire du sol n'est compris sous aucune des trois désignations employées par la loi pour indiquer la triple destination de la *ferme*, des *champs* et du *marché*.

Les quelques paroles susmentionnées, échangées entre MM. Ducos et Goyet-Dubignon, par cela que rien dans le texte de la loi ne vient les justifier, n'auront donc pas pour effet, ainsi que l'espérait ce dernier, de fixer la jurisprudence des juges appelés à prononcer en cas de difficultés. La question reste entière ; elle ne peut recevoir de solution que par une nouvelle disposition législative ou par la tolérance plus ou moins constante de l'administration, qui,

(1) 4, Ord. roy., 2 oct. 1844.

sans doute, ne voudra pas se prévaloir de la lacune laissée dans la loi du 30 mai 1851, et qui agira, nous l'espérons, comme si le législateur y avait réellement mis l'exemption qu'il croit, mais bien à tort, y avoir insérée.

576. En second lieu, sont exemptées de la prescription relative à l'obligation de la plaque les voitures employées à la culture des terres, au transport des récoltes, à l'exploitation des fermes, qui se rendent de la ferme aux champs ou des champs à la ferme, ou qui servent au transport des objets récoltés, du lieu où ils ont été recueillis jusqu'à celui où, pour les conserver ou les manipuler, le cultivateur les dépose ou les rassemble (1). Ici l'exemption, comme on le voit, est plus large que celle dont nous avons parlé dans le numéro précédent ; elle est évidemment applicable non pas, si l'on veut, au colon partiaire lui-même, quand il voiture au domicile de son propriétaire la part de récolte qui est afférente à celui-ci, mais bien au propriétaire lui-même, auquel, par cela qu'il fait valoir, à l'aide d'un colon partiaire, on ne peut contester le titre de cultivateur. Dans ce cas, c'est censé le propriétaire lui-même qui, par le colon son préposé, fait transporter sa récolte là où il veut la conserver ou la manipuler, et qui, par conséquent, jouit personnellement de l'immunité relative à la plaque.

577. Les contraventions aux règlements d'administration publique qui ne tarderont pas à être rendus en exécution de la loi du 30 mai 1851, seront punies plus ou moins sévèrement, selon le point auquel il aura été manqué.

Ainsi, aux termes de l'art. 4, les contraventions commises contre les six prescriptions imposées *à toutes voitures quelconques*, comme aussi contre les trois premières prescriptions parmi celles imposées, en outre, *aux voitures ne servant pas au transport des personnes* (2), seront punies d'une amende de 5 à 30 fr.

Les contraventions aux règlements qui seront rendus pour l'exécution des prescriptions n^os^ 4 et 5, relatives aux voitures dont il vient d'être parlé en dernier lieu, seront punies d'une amende de 6 à 10 fr. et d'un emprisonnement d'un à trois jours. En cas de

(1) 3, n° 4, L. 30 mai 1851. — (2) Voir n° 574.

récidive, l'amende pourra être portée à 15 fr. et l'emprisonnement à cinq jours (1).

Aux termes de l'art. 9, lorsque, par la faute, la négligence ou l'imprudence du conducteur, une voiture aura causé un dommage quelconque à une route ou à ses dépendances, le conducteur sera condamné à une amende de 3 à 50 fr.; il sera condamné, de plus, aux frais de la réparation.

Des peines plus fortes encore seront prononcées, selon les circonstances, contre tous voituriers qui feraient acte de rébellion envers les agents publics chargés de faire les vérifications (2).

La loi a prévu le cas où une même contravention ou un même délit, prévus notamment par son article 4 cité plus haut (3), auraient été constatés à plusieurs reprises, pourvu qu'il ne se soit pas écoulé plus de vingt-quatre heures entre la première et la dernière contravention; il ne doit être alors, et par exception, prononcé qu'une seule condamnation (4).

Les juges de la répression peuvent, dans tous les cas, admettre les circonstances atténuantes (5).

Tout propriétaire de voitures est responsable des amendes, des dommages-intérêts et des frais de réparation prononcés, en vertu de cette loi, contre toute personne préposée par lui à la conduite de sa voiture. Si la voiture n'a pas été conduite par ordre et pour le compte du propriétaire, la responsabilité est encourue par celui qui a préposé le conducteur (6).

578. Les contraventions et délits prévus par cette loi peuvent être constatés, notamment par tous les employés du service des ponts et chaussées, par les gendarmes, les gardes champêtres, les agents forestiers, les maires et adjoints, les commissaires et agents de police, etc., etc. Les procès-verbaux dressés en cette matière ne font foi que jusqu'à preuve contraire.

Quant à la compétence, il y a lieu de distinguer : les contraventions prévues par les art. 4 et 9 précités de la loi (7) sont jugées par le conseil de préfecture du département où le procès-verbal a été

(1) 5, L. 30 mai 1851. — (2) 10, 11, *id.*; 222 et suiv. C. pén. — (3) Voir n° 574. — (4) 12, L. 30 mai 1851.

(5) 14, *id.*; 463 C. pén. — (6) 13, L. 30 mai 1851. — (7) Voir n° 577.

dressé. L'appel au conseil d'État est de droit. Tous les autres délits et contraventions prévus par la présente loi sont de la compétence des tribunaux (1).

§ 2. — *Des chemins vicinaux.*

579. « Les chemins vicinaux sont les chemins que le préfet a déclarés nécessaires à la généralité des habitants d'une ou de plusieurs communes (2). » Ce qui les caractérise, c'est la reconnaissance, le classement qui en est fait, en ladite qualité, par l'arrêté préfectoral. On distingue, parmi eux, des chemins vicinaux proprement dits, et les chemins de grande communication ; mais cette distinction n'a d'intérêt qu'au point de vue administratif. Cependant nous ferons remarquer que les dispositions relatives aux transports agricoles sur les grandes routes, sont également applicables aux transports de même nature effectués sur les chemins de grande communication (3).

ARTICLE 1er.

Propriété et imprescriptibilité des chemins vicinaux.

580. Les chemins vicinaux sont la propriété des communes, aux frais desquelles ils sont établis et entretenus (4).

581. A raison de leur destination publique, ils sont placés hors du commerce et ne peuvent être aliénés, ni affermés, ni prescrits, tant qu'ils sont reconnus et maintenus comme chemins vicinaux (5). Cette imprescriptibilité s'étend à tous leurs accessoires, à leurs fossés et à leurs berges.

582. Mais cesse-t-elle, pour le chemin et ses accessoires, quand il a été déclassé? — Non, s'il a été encore maintenu en tant que chemin rural. Les voies de cette dernière espèce, nous le verrons, sont, elles aussi, imprescriptibles, à raison de leur destination publique (6), et la prescription n'en peut commencer à courir que lorsqu'elles ont perdu leur destination et leur caractère de publicité, par l'abandon des voyageurs qui les délaissent comme passages inutiles ou impraticables (7). La prescription pourrait encore

(1) 17, 25, L. 30 mai 1851. — (2) *Répert. du pal.*, v° *Chem. vicin.*, n° 1. — (3) 1, L. 30 mai 1851. — (4) Arr. 24 vend. an XII. — Metz, 28 vend. an XIII (Lefèvre). — (5) 10, L. 21 mai 1836. — (6) Voir n° 611. — (7) Montpellier, 21 décemb. 1827 (Ribes) ; Rouen, 19 janv. 1842 (Vincent).

avoir lieu, si l'abandon s'était manifesté d'une manière suffisante, bien qu'il ne fût pas possible de produire l'acte administratif qui a prononcé le déclassement. Il a été jugé que cet acte, d'après la nature de la possession invoquée, serait suffisamment remplacé par d'autres actes de l'administration constatant que le chemin est inutile ou contraire aux intérêts de l'agriculture et de la propriété (1).

583. Toute contestation portant sur la possession ou la propriété du sol des chemins vicinaux est de la compétence exclusive du juge civil (2). Mais, même en statuant en faveur du particulier qui prétend être le maître du sol sur lequel la voie vicinale est établie, le juge ne saurait ordonner ni la cessation des travaux qui l'y troublent dans sa jouissance, ni la restitution du terrain que l'arrêté préfectoral a déclaré être un chemin vicinal (3). En décidant autrement, le juge civil porterait une atteinte directe à cet acte administratif et l'infirmerait par le fait même, ce qu'il ne peut aucunement faire d'après les règles de la séparation des pouvoirs. Le droit qu'il aurait reconnu au propriétaire ne devrait donc que se résoudre purement et simplement en une indemnité (4).

584. A quel tribunal appartient la répression des anticipations commises par les particuliers sur le sol classé comme vicinal? — Cette question, pour la décision de laquelle existait auparavant un dissentiment bien complet entre la cour de cassation et le conseil d'État, a reçu, en dernier lieu, du tribunal des conflits une solution que nous considérons comme définitive. Ce tribunal a jugé, en se fondant sur la combinaison des art. 8 de la loi du 9 ventôse an XIII et 479, 11° du code pénal, que les conseils de préfecture sont *seuls* compétents pour faire cesser les usurpations commises sur les chemins vicinaux, mais que, quant à la pénalité et à l'amende encourues par l'usurpateur, il n'appartient qu'aux juges de police de les appliquer (5).

(1) Rouen, 11 février 1825 (Duvrac). — Proudhon, *Dom. pub.*, n° 217 et suiv.
(2) Cass. 28 février 1809 (comm. du Pecq); Cons. d'Ét., 7 mai 1823 (Maugé).
(3) Cass. 21 fév. 1842 (Mesnier). — Voir n°s 586 et 587.
(4) Cass. 13 janvier 1847 (comm. de Happoncourt); *id.* 26 juin 1849 (Labarthe).
(5) Tribun. des Confl., 21 mars 1850 (Morel-Wasse).

ARTICLE 2.

Déclaration et reconnaissance de la vicinalité.

585. Quand l'autorité élève au rang des chemins vicinaux une voie de communication que sa nouvelle utilité et son importance actuelle commandent de placer dans cette classe, il y a là *déclaration de vicinalité* de ce chemin. Il y a *reconnaissance* du même fait caractéristique, lorsqu'on classe, parmi les chemins vicinaux, ceux dont l'importance préexistante aurait dû les faire porter depuis longtemps sur le tableau de ces chemins. Les formalités suivies dans les deux circonstances sont les mêmes, et consistent dans un arrêté du préfet pris sur une délibération du conseil municipal et déclarant que le chemin fait désormais partie des chemins vicinaux de telle commune.

586. L'arrêté du préfet qui reconnaît ou déclare la vicinalité fixe en même temps la largeur du chemin; il a pour effet *d'attribuer définitivement au chemin le sol compris dans les limites qu'il détermine* (1).

587. Le propriétaire riverain peut avoir à se plaindre des effets de cet arrêt sous différents rapports; ou bien il aura à prétendre que le chemin ne se trouve pas dans les circonstances qui doivent le faire reconnaître ou déclarer vicinal, et que c'est à tort qu'on l'a élargi aux dépens de sa propriété; ou bien encore il aura à alléguer que le chemin n'était point public, qu'il avait simplement le caractère de chemin d'exploitation; ou bien enfin il soutiendra, contrairement au dire de la commune, que tout ou partie du chemin est pris sur son terrain. Dans les deux premiers cas, le propriétaire devra se pourvoir administrativement devant le ministre, et ensuite, au besoin, devant le conseil d'État, par la voie contentieuse. Dans le dernier cas, il s'agit d'une question de propriété qui, par conséquent, serait du ressort des tribunaux ordinaires, mais dont la décision ne peut avoir d'autres résultats que ceux que nous avons indiqués au n° 583.

(1) 15, L. 21 mai 1836.

ARTICLE 3.

Redressement et ouverture de ces chemins.

588. Quand il s'agit soit d'ouvrir un nouveau chemin, soit de le faire passer, en le redressant, sur des terrains que l'ancienne voie n'occupait pas, ce qui, au fond, n'est qu'une ouverture de chemin sur de moins grandes proportions, l'administration recourt à une expropriation pour cause d'utilité publique, d'après les formalités de la loi du 3 mai 1841, abrégées quelque peu à raison de la moindre importance des fonds à exproprier. — Ainsi l'exécution des travaux est ordonnée par arrêté du préfet (1). Un arrêté ultérieur doit désigner les propriétés particulières soumises à l'expropriation (2). Le jury spécial chargé de régler les indemnités n'est composé que de quatre jurés; il est présidé et dirigé par un magistrat du tribunal de l'arrondissement ou par le juge de paix du canton. En cas d'accord sur le chiffre de l'indemnité, ce magistrat reçoit les acquiescements, et son procès-verbal envoie l'administration en possession (3).

589. L'action en indemnité des propriétaires des terrains qui servent à la confection des chemins vicinaux, est prescrite par le laps de deux ans (4).

ARTICLE 4.

Déclassement et droit de préemption.

590. Les communes sont intéressées à ne pas supporter les charges d'entretien nécessitées par un chemin vicinal qui ne leur offre pas d'utilité réelle. L'acte par lequel un chemin de cette sorte perd sa qualification et les priviléges y attachés se nomment *déclassement*. Comme il consiste dans le rapport de l'arrêté de reconnaissance et de déclaration de vicinalité, il est nécessairement de la compétence des mêmes autorités qui ont rendu cet arrêté, et doit être précédé des mêmes formalités (5).

591. Dès qu'un chemin est déclassé, le conseil municipal doit

(1) 16, L. 21 mai 1836.
(2) 2, L. 7 juillet 1833. — Cass. 20 et 21 août 1838 (Charancey—Demangeon).
(3) 16, L. 21 mai 1836. — (4) 18, *id.* — (5) *Instr. min.*, 24 juin 1836.

examiner s'il y a lieu de le conserver au public comme chemin rural ou d'exploitation, ou s'il ne convient pas de le supprimer et d'en rendre le sol à l'agriculture. Dans ce dernier cas, lorsque la vente de chaque parcelle prise isolément n'excède pas 3,000 fr., elle est autorisée par arrêté préfectoral, rendu en conseil de préfecture, après délibération des conseils municipaux intéressés et après enquête *de commodo et incommodo* (1).

592. En cas de changement de direction ou d'abandon d'un chemin vicinal en tout ou en partie, les propriétaires riverains de la partie de ce chemin qui cesse de servir de voie de communication peuvent faire leur soumission de s'en rendre acquéreurs, et d'en payer la valeur, qui est fixée par des experts nommés ainsi qu'il a été dit plus haut (2). « Si le chemin est bordé sur les deux rives par des propriétaires différents, ils devront s'entendre entre eux pour l'usage de cette faculté, soit que l'un d'eux l'exerce en totalité, soit que le terrain abandonné soit partagé entre eux (3). »

593. La cession faite par la commune du chemin déclassé ne peut avoir lieu de façon à priver les propriétés riveraines d'une issue sur la voie publique (4).

ARTICLE 5.

De quelques moyens pour la confection et l'entretien des chemins vicinaux.

594. Parmi les moyens et les ressources employés pour la confection des chemins ruraux, nous n'avons, à raison de notre sujet, à nous occuper que des trois points suivants.

595. 1° OCCUPATIONS DE TERRAINS, EXTRACTIONS DE MATÉRIAUX. — Les extractions de matériaux, les dépôts ou enlèvements de terre, les occupations temporaires de terrains sont autorisés par arrêté du préfet, lequel désigne les lieux. Cet arrêté est notifié aux parties intéressées au moins dix jours avant que son exécution puisse être commencée. Si l'indemnité ne peut être fixée à l'amiable, elle est réglée par le conseil de préfecture, sur le rapport d'experts nommés, l'un par le sous-préfet, l'autre par le proprié-

(1) *Instr. min.*; 10, L. 28 juillet 1824. — (2) 19, L. 21 mai 1836. — (3) *Instr. min. précitée.* — (4) Dufour, n° 612; Cormenin, v° *Chem. vicin.*, t. I, p. 294.

taire. En cas de désaccord, le tiers expert est nommé par le conseil de préfecture (1). — La fixation de l'indemnité pour extractions de matériaux est effectuée conformément aux règles en usage en matière de travaux publics, auxquelles nous renvoyons (2). Ici, en outre, l'indemnité est soumise à la même prescription que celle qui est due pour les terrains expropriés (3).

596. 2° DES PRESTATIONS EN NATURE (4). — Parmi les ressources affectées par la loi à l'entretien des chemins vicinaux, sont les prestations en nature. « Les communes, y est-il dit, acquitteront la portion des dépenses mise à leur charge au moyen de leurs revenus ordinaires et, en cas d'insuffisance, *au moyen de deux journées de prestations en nature* sur les trois journées autorisées par l'art. 2, et des deux tiers des centimes votés par le conseil municipal en vertu du même article (5). »

L'assiette de cet impôt sur les contribuables a pour base l'usage plus ou moins considérable qu'ils sont présumés faire des chemins qu'il s'agit d'entretenir. La contribution est, en quelque sorte, proportionnelle à cet usage, ainsi qu'il est facile de le voir par ce texte de la loi : « Tout habitant, chef de famille ou d'établissement, à titre de propriétaire, de régisseur, de fermier ou de colon partiaire, porté au rôle des contributions directes, pourra être appelé à fournir, chaque année, une prestation de trois jours : 1° pour sa personne et pour chaque individu mâle, valide, âgé de dix-huit ans au moins et de soixante ans au plus, membre ou serviteur de la famille et résidant dans la commune; 2° pour chacune des charrettes et voitures attelées, et en outre pour chacune des bêtes de somme, de trait, de selle, au service de la famille ou de l'établissement dans la commune (6). »

Comme on le voit d'après ce texte, l'impôt ne porte pas seulement sur les habitants de la commune. Là aussi où l'on n'est point domicilié, on peut être porté au rôle de la prestation, si l'on y possède un établissement, une ferme, par exemple, que l'on fait valoir. Dans ce cas sans doute, le chef d'établissement ne doit point être

(1) 17, L. 21 mai 1836. — (2) Voir n° 225 et suiv. — (3) Voir n° 589.
(4) Voir sur ce sujet *Instr. minist.*, 24 juin 1836. — (5) 8, L. 21 mai 1836. — (6) 3, *id.*

imposé pour lui-même, pour sa tête, puisqu'il est présumé payer déjà, à ce titre, dans la commune de son domicile ; mais il doit être imposé pour les serviteurs qui cultivent sa ferme sous ses ordres et pour ses voitures et animaux d'exploitation (1).

597. Les serviteurs pour lesquels le chef d'exploitation doit la prestation sont ceux qui demeurent avec lui et qui reçoivent un salaire permanent, en un mot les serviteurs de la famille. On ne doit point comprendre en cette qualité les gens de travail employés à la tâche ou à la journée, serait-ce même habituellement (2).

598. Une voiture ne paye que si elle est *attelée*, c'est-à-dire que si le propriétaire possède le nombre d'animaux que l'attelage de la voiture en question comporte (3). Ainsi celui qui possède trois voitures, pour l'attelage de chacune desquelles il faut deux chevaux, doit être imposé pour trois voitures, s'il a six chevaux, attendu que c'est là le nombre nécessaire pour qu'elles soient attelées simultanément (4).

599. L'impôt n'est dû que pour les bêtes de somme, de trait, de selle, qui servent réellement à la famille ou à l'établissement agricole. Ainsi on ne doit point payer pour les animaux qui sont l'objet d'un commerce ou qui sont destinés à la consommation, à la reproduction (5), ou que leur âge rend impropres à l'exploitation (6).

600. Le propriétaire qui emploie les moyens d'exploitation, attachés à son établissement principal, à la culture d'un autre établissement qu'il a dans une commune voisine, peut-il être, en outre, imposé dans celle-ci? Dans le cours de la discussion à la chambre des députés, M. Gillon, ayant posé cette question, s'était prononcé pour l'affirmative. « Dans chaque commune, on sait habituellement ce qu'il faut de chevaux et de charrues pour labourer une certaine quantité d'hectares de terre. D'après cette règle, on calculera, eu égard à la quantité d'hectares de chacun des deux

(1) Cons. d'Ét., 12 juin 1845 (Pringet). — (2) Cons. d'Ét., 27 août 1841 (Barsalou). — (3) Cons. d'Ét., 12 juin 1845 (Hesse). — (4) Cons. d'Ét., 22 avril 1842 (Ferrand de la Comté). — (5) Cons. d'Ét., 22 juin 1848 (Velleaud) ; *id.* 24 janvier 1845 (Frigard). — (6) Cons. d'Ét., 2 mars 1849 (Drouin) ; *id.* 10 janvier 1845 (Sérou).

établissements, ce qu'il faut raisonnablement de chevaux et de voitures pour la culture de chacun; et, en conséquence, on frappera dans un village le cultivateur, eu égard à l'importance de l'exploitation que le cultivateur y possède; on en fera autant dans l'autre village (1). » — Nous ne saurions adopter cette solution. L'habitation est le principal motif qui rend un individu imposable à la prestation en nature. On comprend parfaitement qu'un propriétaire qui ne réside pas dans une commune y soit cependant imposé, lorsqu'il y a une habitation dans laquelle demeurent des serviteurs, et à laquelle sont attachés des moyens d'exploitation. C'est là un établissement *permanent*. Mais il n'en est plus ainsi d'un endroit où les serviteurs, les chevaux séjournent *temporairement*, comme le maître lui-même (2).

601. Lorsque le harnachement ordinaire des bêtes de somme, pour lesquelles un individu est soumis à la prestation en nature, ne permet pas de les employer en cet état aux travaux des chemins, le prestataire n'est pas tenu de les fournir avec des harnais qui permettent de les utiliser (3).

602. La prestation est appréciée en argent, conformément à la valeur qui est attribuée annuellement pour la commune à chaque espèce de journée par le conseil général, sur les propositions des conseils d'arrondissement. Cet impôt peut être acquitté en nature ou en argent, au gré du contribuable. Toutes les fois que le contribuable n'a pas opté dans les délais prescrits, la prestation est de droit exigible en argent. La prestation, non rachetée en argent, peut être convertie en tâches, d'après les bases et évaluations de travaux préalablement fixées par le conseil municipal.

603. Toute réclamation en cette matière est du ressort des conseils de préfecture (4).

604. 3° SUBVENTIONS SPÉCIALES DUES PAR CERTAINES EXPLOITATIONS DE PRODUITS RURAUX. — Lorsqu'un chemin vicinal, entretenu à l'état de viabilité par une commune, est habituellement ou temporairement dégradé par des exploitations de mines, de car-

(1) *Moniteur*, 27 février 1836. — (2) Cons. d'Ét., 10 août 1844 (Gombault). — (3) Cons. d'Ét., 17 août 1841 (comm. de Jegun).

(4) 5, L. 18 juillet 1824.

rières, de forêts, il peut y avoir lieu d'imposer aux entrepreneurs ou propriétaires, suivant que l'exploitation ou les transports ont lieu pour les uns ou les autres, des subventions spéciales dont la quotité est proportionnée à la dégradation extraordinaire qui doit être attribuée aux exploitations (1).

ARTICLE 6.

Règlements des préfets pour la police de ces chemins.

605. Aux termes de la loi du 21 mai 1836, art. 21, et pour en assurer l'exécution, il a dû être fait par chaque préfet, dans son département, un règlement communiqué d'abord au conseil général, puis transmis, avec les observations de ce corps, au ministre de l'intérieur, qui a dû l'appouver. Ce règlement fixe le maximum de la largeur des chemins vicinaux; il fixe, en outre, les délais nécessaires à l'exécution de chaque mesure, les époques auxquelles les prestations en nature doivent être faites, le mode de leur emploi et de leur conversion en tâches, et statue, en même temps, sur tout ce qui est relatif à la confection des rôles, à la comptabilité, etc. Il statue aussi sur ce qui concerne les alignements et les autorisations de construire le long des chemins, l'écoulement des eaux, les plantations et l'élagage, les fossés et le curage, et tous les autres détails de surveillance et de conservation (2).

606. Quand le règlement préfectoral, en ordonnant l'élagage des arbres riverains, ne prescrit pas un mode spécial pour cette opération, il y a lieu de s'en référer, pour l'exécution de cette opération, aux usages locaux relatifs à cet élagage (3).

607. Les discussions que soulèvent l'exécution des règlements préfectoraux sur la largeur des chemins vicinaux, leur direction et la plantation des arbres qui les bordent, appartiennent à coup sûr aux conseils de préfecture.

608. Mais, quant aux contestations relatives aux dégradations et détériorations commises sur les voies de communication, il y a lieu d'appliquer la distinction que déjà nous avons faite au sujet

(1) 14, L. 18 juillet 1824.
(2) Voir n° 240.
(3) Cass. 29 mai 1846 (Pouvillion).

des usurpations dont elles sont l'objet. Les conseils de préfecture ont le droit d'ordonner le rétablissement et la réparation des chemins dans leur état primitif; mais c'est aux tribunaux de police qu'il appartient d'appliquer les pénalités encourues par les contrevenants (1).

§ 3. — *Des chemins ruraux et carraires.*

609. « En dehors des chemins vicinaux, il se trouve, dans toutes les communes, un certain nombre de voies de communication qui, bien que de moindre importance, ne pourraient cependant pas être supprimées sans inconvénient, soit parce qu'elles donnent accès à une fontaine publique, à un abreuvoir, à un pâturage communal, soit parce qu'elles sont nécessaires à l'exploitation des différents cantons de terres arables; elles sont même très-nombreuses, car il est telle commune où le relevé général des chemins publics en a présenté deux cents, et où cependant quinze ou vingt seulement ont été déclarées chemins vicinaux. Ces voies de communication, que nous appellerons *chemins ruraux*, sont bien réellement chemins publics; car elles servent ou peuvent servir à l'usage de tous, et elles ne sont réclamées par personne à titre de propriété privée (2). »

610. Il faut se garder de confondre ces sortes de voies avec les chemins privés et même avec les chemins purement communaux. Ce qui caractérise le chemin rural, c'est sa destination ; il est établi en vue de l'intérêt public, tandis que nous verrons que les voies privées et purement communales n'ont pour but que l'exploitation des héritages particuliers ou des fonds ruraux appartenant aux communes à titre de propriété privée.

611. De ce que le chemin rural appartient au domaine communal *public*, il faut conclure qu'il est imprescriptible, ainsi que ses accessoires, ses berges, fossés, etc., en vertu de l'art. 2226 du code civil, d'après lequel les choses placées hors du commerce, par leur nature, ne peuvent être prescrites. Vainement objecterait-on que la loi du 21 mai 1836, en proclamant, dans son art. 10, l'imprescriptibilité des chemins classés comme vicinaux, paraît avoir

(1) Voir n° 584.
(2) *Circul. min.*, 16 novembre 1839.

exclu de ce privilége les chemins non classés. Il ne s'ensuit pas que les chemins non classés, mais non supprimés, aient perdu le caractère de chose publique qu'ils doivent à leur destination et à l'usage qu'on en fait. L'art. 2226 du code civil, précité, reste avec toute son autorité, pour les maintenir hors du commerce et en protéger la conservation par le principe de l'imprescriptibilité (1). La doctrine et la jurisprudence, contraires à l'opinion que nous exprimons, nous paraissent reposer sur la confusion du domaine communal *public* avec le domaine communal ordinaire, lequel, aux termes de l'art. 2227 code civil, est prescriptible comme les propriétés privées.

612. A la suite d'une circulaire ministérielle du 16 novembre 1839, conforme à un avis du conseil d'État du 12 avril précédent, il a dû être dressé, dans chaque commune, un état général de tous les chemins *publics* autres que les routes nationales, stratégiques et départementales, et les chemins vicinaux, et ce sans excepter même les simples sentiers. Cet état, après une vérification du conseil municipal et une mise en demeure publiée par affiches à tous propriétaires de la commune d'avoir à réclamer, s'ils avaient une prétention quelconque au sol des chemins désignés comme publics, a dû être terminé par un arrêté préfectoral portant que les chemins *numéros tels* sont déclarés chemins publics ruraux de telle commune.

613. La circulaire dont s'agit porte que cet état a dû être dressé, « afin qu'il puisse servir à établir pour toujours les droits de la commune. » Et plus loin elle ajoute : « Le tableau des chemins ruraux ainsi arrêtés fera titre pour la commune. » Doit-on conclure de ces termes qu'un propriétaire dont le sol aurait été, à tort, porté dans cet état comme chemin public et qui n'aurait pas réclamé dans les délais, avant l'arrêté préfectoral qui a clos l'état des chemins ruraux de la commune, se trouverait dépossédé et ne pourrait plus revendiquer son terrain ? — Nullement. Ici, l'arrêté du préfet n'est pas, comme en matière de chemins vicinaux, attributif de propriété;

(1) Cass. 3 mars 1846 (de Kerautem). — CONTRA, Cass. 13 novembre 1849 (Bernard); *id.* 3 juillet 1850 (Dumareau). — Lafferrière, *Droit adm.*, p. 479; Carou, *Act. poss.*, nº 519, *in fine*. — *Instr. min.*, 24 juin 1836.

il n'a d'autre but que de statuer sur le caractère de publicité qu'il faut reconnaître au chemin ; il ne peut donc produire effet qu'autant que ce chemin est la propriété de la commune. L'arrêté du préfet ne fait donc pas obstacle à l'action en revendication (1). Nous croyons, toutefois, qu'il peut servir de point de départ à la prescription que, dans le nombre voulu d'années, les communes pourront opposer aux réclamations tardives de ceux qui, primitivement, ont possédé le sol de ces chemins.

614. Une conséquence de la différence de législation qui régit les chemins vicinaux et les chemins ruraux, c'est que les derniers doivent être maintenus dans leur largeur actuelle et que le préfet n'a pas le pouvoir d'en ordonner l'élargissement, comme il le pourrait faire, s'il s'agissait d'un chemin vicinal.

615. Les anticipations commises sur un chemin rural sont déférées, par les maires, non pas aux conseils de préfecture, qui ne sont compétents que pour les chemins vicinaux, mais bien aux tribunaux de simple police. Ces anticipations sont punies d'une amende de 5 fr. (2). Les dégradations, enlèvements de pierres, de terres ou de gazon ; tout ce qui tend enfin à nuire à la sûreté et à la commodité du passage, ressort de la même compétence et tombe sous la même sanction.

616. « Il est un autre genre d'obstacles qui nuit souvent à la liberté du passage sur les chemins ruraux, c'est celui résultant de l'excroissance des haies et des arbres plantés le long de ces chemins, et les maires ont toujours le droit, comme le pouvoir, d'y pourvoir ; car cela rentre dans la série des mesures que la loi du 16-24 août 1790 les autorise à prendre *pour assurer la sûreté et la commodité du passage sur les voies publiques*. L'autorité administrative doit régler la distance du bord des chemins vicinaux à laquelle les haies et les arbres doivent être plantés, en vertu de la loi du 21 mai 1836 ; mais, pour les chemins ruraux, il existe des usages et même des règlements de police qui doivent être maintenus. En conséquence, si les racines des plantations faites le long

(1) Nancy, 6 août 1845 (de Boursier) ; trib. des confl., 27 mars 1851 (Delert).

(2) 479, 11°, C. pén.

des chemins ruraux anticipent sur le sol de ces chemins de manière à gêner la circulation ou même à restreindre graduellement la largeur, les maires peuvent et doivent prendre un arrêté pour ordonner le recepage de ces racines. De même, si les branchages des haies ou des arbres, en s'avançant au-dessus des chemins ruraux, font obstacle au libre passage des voitures, les maires doivent en ordonner l'élagage; le refus d'obtempérer à ces arrêtés serait constaté par procès-verbal et déféré au tribunal de simple police. Mais, comme ici il s'agit d'un arrêté permanent, il doit être soumis, pour être exécutoire, aux formes prescrites par l'art. 11 de la loi du 18 juillet 1837 (1). »

617. A l'égard des moyens de réparations et d'entretien des chemins ruraux, il est d'abord à remarquer qu'on ne peut détourner à cet usage les ressources que la loi a exclusivement créées pour les chemins vicinaux. Mais on s'est demandé si l'autorité n'aurait pas du moins le droit d'astreindre à pourvoir à cet entretien les sections de communes, ou, pour parler plus exactement, les propriétaires auxquels ces chemins ruraux sont nécessaires pour l'exploitation de leurs terres et le transport de leurs récoltes. — L'affirmative peut s'appuyer sur l'opinion de Proudhon (2) et sur un arrêt de la cour de cassation, qui a décidé que l'entretien d'une rue non pavée de Paris pouvait être mis, par arrêté du maire, à la charge des propriétaires riverains chacun en droit-soi (3). Or, dit-on, les motifs de cette décision peuvent s'appliquer à toute espèce de chemins, puisqu'ils ont pour base le § 1^er^, art. 3, tit. XI de la loi du 16-24 août 1790, qui autorise, en général, les maires à prendre des mesures pour assurer la commodité du passage *sur les voies publiques*. — Nous ne saurions partager cet avis; le pouvoir donné aux maires, par la loi de 1790, s'arrête aux mesures de police, mais ne va pas jusqu'à assujettir les citoyens à un impôt ou à un service personnel qui n'est établi par aucune loi. Aussi dirons-nous avec la circulaire de 1839 : « Il est à désirer, sans doute, que les particuliers qui fréquentent habituellement les chemins

(1) *Circ. minist.*, 16 novembre 1839.
(2 *Dom. pub.*, n° 617.
(3) Cass. 17 mars 1838 (Coignes).

ruraux, pour l'exploitation de leurs propriétés, comprennent assez bien leurs intérêts pour se déterminer volontairement à améliorer ces voies publiques et s'entendent entre eux à cet effet; mais l'autorité ne peut intervenir ni pour prescrire l'entretien, ni même pour rédiger ou rendre exécutoires les rôles des contributions volontaires en nature ou en argent que les propriétaires intéressés consentiraient à s'imposer : tout, dans ces travaux, doit être libre en fait comme en droit. »

618. Pour terminer ce qui regarde les chemins ruraux, parlons des *carraires* ou *carrairades*. Ce sont des chemins situés dans la partie montagneuse de l'ancienne Provence qui servent au passage des troupeaux transhumants. Elles sont régies par un règlement général qu'a homologué un arrêt du parlement de Provence en date du 21 juillet 1785. La principale disposition de ce règlement, qui n'a pas cessé d'être en pleine vigueur (1), donne le droit à l'administration de *rétablir* les carraires dans tous les lieux où il doit y en avoir, et d'en déterminer la direction et la dimension. Quant à cette dimension, suivant qu'il s'agit d'une carraire générale allant de la basse à la haute Provence, ou d'une carraire particulière à une seule commune, elle varie de 10 cannes ($18^m,33$), à 2 cannes et 1/2 ($4^m,57$).

619. Ces carraires ont quelquefois été considérées, à tort, comme de simples servitudes de passage que la loi aurait établies sur les propriétés privées pour l'utilité publique et communale (2). Elles nous paraissent, en effet, rentrer dans la catégorie des chemins ruraux avec leurs caractères de publicité et d'imprescriptibilité (3). — Mais, dans aucun cas, on ne doit les regarder comme faisant partie de la grande voirie ou de la voirie vicinale. La répression des anticipations qu'un propriétaire aurait commises sur une voie de cette nature ne saurait donc être soumise au conseil de préfecture. C'est ce qui a été jugé, sur notre plaidoirie, par le conseil d'État dans le pourvoi formé par M. de Villeneuve-Flayose (4).

(1) Cons. d'Ét., 26 décembre 1827 (Bernard); *id.* 19 janvier 1850 (Saint-Prix).
(2) Cons. d'Ét., 26 décembre 1827 (Bernard).
(3) Cass. 3 juillet 1850 (Bernard).
(4) Cons. d'Ét., 21 avril 1848 (de Villeneuve).

SECTION 2.

Des chemins privés.

§ 1^er^. — *Des deux espèces de chemins privés et de leurs caractères distinctifs.*

620. Les chemins privés, désignés sous la qualification générale de *chemins de desserte, d'exploitation,* sont de deux natures : 1° les chemins dont le sol appartient à celui ou à ceux qui seuls ont le droit d'y passer, que ceux-ci soient une commune ou de simples particuliers ; 2° les chemins dont le sol n'est pas la propriété de celui au profit de qui il est établi et dont la jouissance ne constitue qu'un droit de servitude.

Souvent il est difficile, dans la pratique, de distinguer à laquelle de ces deux catégories appartient une voie privée. M. Dumay, cet excellent commentateur de Proudhon, signale ainsi les caractères qui doivent le faire reconnaître : « Lorsqu'un chemin traversant une prairie ou même un héritage en culture, et uniquement destiné à l'exploitation et au défruitement d'un héritage de même nature, situé dans une partie plus éloignée du finage, n'est pratiqué qu'à certaines époques de l'année et dans des circonstances telles que l'usage qui en est fait n'empêche pas le propriétaire de l'héritage traversé de recueillir tout ou partie des fruits qui croissent sur son sol, on ne doit le considérer que comme créé à titre de servitude, à moins qu'il n'apparaisse d'un titre contraire, parce que son tracé, l'usage qui en est fait, le besoin auquel il répond, le produit que le propriétaire dont il traverse le fonds continue à en retirer démontrent qu'il a été établi sur un fonds au profit d'un autre fonds, et que, créé pour un besoin limité, le sol n'a pas cessé d'en appartenir au propriétaire de l'héritage qui le fournit. Mais, lorsque le chemin, au lieu de traverser certains héritages, leur sert de limite, lorsqu'il est constamment frayé, que l'usage qui en est fait empêche les propriétaires riverains d'y recueillir des produits, lorsqu'il dessert un grand nombre d'héritages de différents genres de culture qui exigent un passage fréquent et continu pendant toute l'année, tels que sont, par exemple, les

chemins ou sentiers destinés à l'exploitation des vignes, nous pensons qu'alors il ne doit pas être réputé établi à titre de simple servitude, mais qu'il doit être considéré comme une propriété commune et indivise entre tous ceux à la desserte des héritages desquels il est affecté. On doit admettre que chacun des intéressés a abandonné une faible partie de sa propriété afin d'obtenir une exploitation facile et commode, ou bien que le chemin a été créé par l'effet d'une sorte de destination de père de famille. De grandes propriétés s'étaient autrefois trouvées réunies dans la même main, des chemins ou des sentiers avaient été établis par le maître; ces moyens d'exploitation indispensables ont continué de subsister après la vente ou la division de la propriété. Voilà l'origine des chemins de desserte auxquels nous pensons que doit être appliquée plus particulièrement la dénomination de *voies agraires*, que M. Proudhon a peut-être étendue mal à propos aux simples chemins de servitude, généralement qualifiés de *passages*, de *dessertes* ou de *droits de servitude*. Établies par un consentement exprès ou tacite au moyen de la contribution de plusieurs, les véritables voies agraires ne sont pas la propriété d'un seul grevée d'une charge réelle au profit de ceux auxquels elles sont utiles, mais bien la copropriété de tous, quelles que soient les mutations que les héritages environnants aient subies dans la suite. Prélevées sur les fonds de tous ou laissées en dehors des lots de partage, dans un but commun d'utilité, elles appartiennent à tous au même titre, quoique dans des proportions différentes et relatives à l'avantage qu'elles procurent à chacun; elles forment une dépendance commune et indivise des différents fonds qu'elles desservent, sans qu'il y ait lieu à appliquer la dénomination de *fonds servant* et de *fonds dominant* (1). »

621. La distinction entre les chemins agraires dont le sol est la propriété ou la copropriété indivise de ceux qui en usent et les chemins de servitude, est fort importante; car elle sert à résoudre la plupart des difficultés qui peuvent s'élever relativement à l'admissibilité de l'action possessoire et de la prescription en matière

(1) Dumay sur Proudhon, *Dom. pub.*, 2e édit., t. II, p. 994, à la note. — Conf., Lyon, 5 janvier 1849 (Godemard).

de chemins privés. Le juge, en effet, devrait repousser l'offre que l'on ferait de prouver la possession trentenaire ou annale, si cette offre était faite dans une demande en revendication ou en maintenue d'un passage à titre de servitude, un passage de cette nature ne pouvant s'acquérir que par titre (1). Mais il en serait différemment, s'il s'agissait d'une action tendant à la propriété ou à la communauté d'un chemin agraire (2). Il ne faudrait pas cependant croire que, pour être admis à invoquer la possession trentenaire ou annale, il suffirait de conclure à la revendication du sol du chemin litigieux; il serait, en outre, nécessaire que les faits de jouissance allégués fussent constitutifs d'un droit de propriété ou de copropriété de ce sol; autrement ils seraient non pertinents. C'est ainsi que la cour de cassation a décidé que, bien que la propriété du chemin eût été réclamée, il avait pu résulter des faits de la cause qu'en réalité il ne s'agissait que d'une servitude discontinue de passage, ce qui rendait l'action non recevable (3).

622. C'est ici le cas de poser et de résoudre une question importante et qui se présente fréquemment. Une commune peut prescrire la propriété d'un chemin qui, à l'origine, était une propriété particulière; cela est incontestable. Mais de quelle nature doivent être les faits de jouissance invoqués? Le fait du passage, effectué pendant trente ans sur un sentier, suffit-il pour que ce sentier, de privé qu'il était dans l'origine, devienne public par prescription? — Pas le moins du monde (4). Pour qu'une commune ait pu prescrire comme public un chemin privé, il faut qu'au fait de la jouissance trentenaire de ses habitants se joigne un élément bien caractéristique, à savoir *la publicité* de la jouissance et du passage. Tel serait le cas, si le sentier avait servi, pendant plus de trente ans, par exemple, soit de *rue* à une commune (5), soit de voie habituelle pour les *besoins publics*, soit de *communication nécessaire*, *indis-*

(1) Voir 691 C. C.

(2) Cass. 19 nov. 1828 (Moustier); *id.* 27 déc. 1830 (Bernard); Douai, 9 janv. 1838 (Faucon). — Pardessus, n° 217; Curasson, *Jug. de paix*, t. II, p. 189.

(3) Cass. 20 mai 1828 (Descoins).

(4) CONTRA, Lyon, 17 février 1846 (Moulin).

(5) Cass. 2 déc. 1844 (comm. de la Chapelle-Gauthier).

pensable entre communes (1); si surtout, depuis plus de trente ans, l'administration municipale avait fait, sur le sentier, des actes de voirie, de conservation, etc. (2). Mais on ne rencontrerait pas cette jouissance *à titre public* dans l'usage d'un sentier qui, sans grande nécessité, ferait double emploi, soit avec les rues d'une commune, soit avec les chemins vicinaux ou ruraux, et qui ne serait tracé que pour couper au court et éviter un léger circuit. Il en serait surtout ainsi, s'il s'agissait d'une de ces sentes à pied si multipliées dans les champs, pour le terrain desquelles le propriétaire continue, nonobstant le passage des habitants, d'acquitter l'impôt, et qui, disparaissant, chaque année, par le labour donné au fonds sur lequel elles sont jetées, sont aussitôt renouvelées, tantôt ici, tantôt là, à quelques pas de distance, mais jamais identiquement au même endroit. Un passage effectué de cette sorte n'offre que le caractère d'un passage de pure tolérance (3).

§ 2. — *Dispositions spéciales à chaque espèce de chemins privés.*

ARTICLE 1er.

Des voies agraires.

623. Il faut placer, parmi ces voies, les chemins d'exploitation et de desserte appartenant à une commune pour l'usage et la vidange de ses propriétés particulières. Ces voies, qui n'ont point une destination publique, sont prescriptibles, ainsi qu'il est dit à l'art. 2227, c. civ.

624. Selon Proudhon (4), le maire pourrait prendre un arrêté pour ordonner aux copropriétaires d'une voie agraire d'y exécuter les réparations nécessaires pour qu'on puisse y passer en sûreté. En cas de refus et de négligence d'obtempérer à ses ordres dans un délai raisonnablement fixé, il pourrait faire exécuter l'ouvrage à leurs frais par des ouvriers auxquels il l'aurait publiquement adjugé au rabais. Son savant commentateur, M. Dumay, fait observer avec juste raison que cette opinion est erronée au moins dans sa dernière partie; que, si le maire peut prendre un arrêté pour ordon-

(1) Bourges, 22 mai 1826 (Baudat); Bordeaux, 11 nov. 1848 (Bourgoin).
(2) Cass. 14 fév. 1842 (comm. de Saint-Jean-des-Vignes). — Pardessus, n° 216.
(3) Cass. 15 fév. 1847 (comm. de Courtry). — (4) *Dom. pub.*, n° 654.

ner la réparation du chemin ou pour en interdire l'usage jusqu'à ce qu'il ait été rétabli, il ne peut faire effectuer lui-même les réparations, parce que, ne s'agissant ici que d'une propriété privée et non communale, il ne pourrait intervenir comme partie civile, au nom de la commune, pour se faire autoriser à payer la dépense et à en obtenir ensuite le recouvrement sur les copropriétaires débiteurs. Nous irons même plus loin que M. Dumay, et nous croyons que le maire n'a pas même le droit d'ordonner par arrêté la réparation de la voie agraire ou d'y interdire le passage. Il s'agit ici d'un terrain privé. Or c'est relativement aux *voies publiques* seules que la loi du 16-24 août 1790 lui donne de pareilles attributions. Le seul droit que nous puissions, dans le cas d'un chemin privé, reconnaître au maire serait celui d'en ordonner la clôture, mais seulement lorsqu'il y existerait des fondrières et des ravins dangereux pour la sûreté et la vie de ceux qui s'y engageraient (1).

625. Quoi qu'il en soit, les réparations de ces chemins n'en sont pas moins à la charge des copropriétaires (2). Au cas où tous ne voudraient pas s'entendre pour les effectuer à frais communs, alors qu'elles sont nécessaires à la viabilité du chemin, celui ou ceux d'entre eux qui les auraient ordonnées et payées pourraient en réclamer le remboursement à chacun des communistes, proportionnellement à son intérêt et à l'avantage qu'il en retire. Nous ne croyons pas que ces derniers puissent se refuser à ce remboursement. Ils se trouvent engagés; les copropriétaires étant les uns à l'égard des autres de véritables mandataires pour l'amélioration de la chose commune.

626. Les propriétaires de ces chemins ont seuls le droit d'y ramasser les boues (3) et d'y prendre les eaux pluviales, mais en ayant soin de ne commettre aucune dégradation. — Les haies riveraines doivent être plantées à la distance légale, et, d'après l'opinion que nous avons adoptée (4), les fossés qui les bordent peuvent être construits à fin d'héritages. — Ces fossés sont réputés faire partie du fonds riverain des voies agraires, s'il n'y a titre, borne ou possession contraire (5).

(1) Voir nos 1431 et 1433. — (2) Toullier, n° 498; Vaudoré, t. I, n° 623. — (3) Vaudoré, t. I, n° 626. — (4) Voir n° 108. — (5) Vaudoré, t. I, p. 628.

ARTICLE 2.

Des chemins ou passages de servitude.

627. Ces chemins, ainsi que nous l'avons vu au sujet des servitudes considérées en général, sont établis ou par la seule disposition de la loi ou par la convention des parties (1).

628. 1° CHEMIN LÉGAL. — Nous avons exposé ce qui concerne spécialement cette servitude *légale*, en traitant des charges qui grèvent ou peuvent grever le fonds rural (2).

629. 2° CHEMIN CONVENTIONNEL. — Nous en dirons autant et nous renvoyons au même chapitre (3) pour ce qui regarde les règles *générales* qui régissent ce chemin, que l'on nomme conventionnel par opposition au précédent, au chemin légal. Le chemin conventionnel, au sujet duquel nous allons donner ici quelques applications particulières des règles générales, ne peut s'établir qu'en vertu d'un titre, tel qu'un contrat, un testament, un jugement; ou n'existe qu'en vertu de la prescription commencée sous l'empire de l'une des anciennes coutumes qui permettaient de l'acquérir par cette voie : il s'agit en effet, ici, d'une servitude discontinue.

630. A raison de cette qualité, la servitude de passage ne peut s'acquérir par destination de père de famille (4), à moins que ce passage n'ait une base légale, c'est-à-dire qu'il ne soit rendu nécessaire par l'enclave et que les indices du chemin préexistant à la division de l'héritage, ne soient assez apparents pour faire présumer la volonté de l'ancien propriétaire de l'attribuer au service de la partie de l'héritage qui est désormais enclavée (5).

631. La largeur du chemin de servitude doit être telle que le comporte le but pour lequel il a été établi. Les usages locaux peuvent, sur ce point, donner d'utiles indications, et, s'il y a contestation, les tribunaux doivent apprécier la destination du passage avec la situation et l'état plus ou moins marécageux, plus ou moins montueux des lieux, et fixer la largeur en conséquence.

632. Il peut s'élever des difficultés sur l'interprétation de la

(1) 639 C. C. — (2) Voir n° 297 et suiv. — (3) Voir n° 327 et suiv. — (4) Voir n°s 332 et 346. — Paris, 21 fév. 1837 (Rasteau). — CONTRA, Douai, 1er juillet 1837 (Lemaire); Cass. 17 nov. 1847 (Robert). — (5) Cass. 24 fév. 1840 (Chauvin).

clause constitutive du passage, quant à l'étendue et au mode d'exercer la servitude. Les tribunaux saisis doivent, dans ce cas, rechercher l'intention de la clause d'après les faits et circonstances. Le principe qui veut que la servitude de passage ne puisse s'établir que par titre n'empêche pas que la longue possession (1) et la destination du père de famille ne servent à prouver le mode et l'étendue de l'exercice de cette servitude. Les partages, les actes de donation et les testaments, en un mot les actes de libéralité doivent s'interpréter en faveur du fonds auquel le passage a été concédé (2). Dans toute autre circonstance, au contraire, la clause constitutive de la servitude doit être entendue strictement, et, en cas de doute, elle doit être comprise de la manière d'après laquelle le sol servant se trouve être le moins grevé.

633. Le propriétaire peut clore le terrain assujetti au passage et s'en servir jusqu'au point seulement où cela ne nuit point à l'exercice de la servitude. Ainsi, au cas où la clôture serait complète et où la porte fermerait à clef, le bénéficiaire du passage aurait droit à l'une des clefs, pour passer et repasser, quand cela serait nécessaire (3).

634. De son côté, celui-ci ne doit point user de la servitude d'une manière abusive. Il ne pourrait, par exemple, laisser les barrières ouvertes en allant et venant, ni exiger le passage à travers un terrain clos, la nuit, à des heures indues (4).

CHAPITRE III.

DES EAUX.

635. Nous devons faire pour les eaux une distinction semblable à celle que nous avons faite pour les chemins. Nous parlerons d'abord de celles qui sont *publiques*, puis ensuite de celles qui sont l'objet d'une propriété *privée*.

(1) Cass. 9 nov. 1824 (Chiron). — Solon, *Servit.*, n° 402. — (2) Pardessus, *Servit.*, n° 234. — (3) Pardessus, n° 220; Vaudoré, t. I^er^, n° 659. — (4) Vaudoré, n^os^ 655, 660; Lalaure, *Servit. réel.*, p. 60.

SECTION 1re.

Des eaux publiques.

636. On entend par cette désignation les eaux qui n'appartiennent point ni ne peuvent appartenir aux particuliers; telles sont celles des cours d'eau navigables et flottables, et des cours d'eau non navigables ni flottables. — Est un cours d'eau ayant ce caractère public toute eau dont le cours est pérenne et continu; autrement dit, toute eau de source qui est sortie du fonds où elle naît, et qui a échappé, par ce fait, au droit de propriété du maître de la source (1), pourvu, toutefois, que l'écoulement ait lieu par et dans le lit originairement naturel. Il n'importerait pas, toutefois, qu'en certaines de ces parties, ce lit ait été agrandi, modifié à l'aide de travaux d'art. La grandeur, la largeur du cours d'eau ne devraient pas non plus être prises en considération, dès que ce cours offrirait les autres caractères que nous venons de signaler. — Nous allons examiner successivement les questions relatives à la propriété des deux sortes de cours d'eau dont il s'agit ici; puis nous parlerons ensuite des services qu'ils peuvent rendre à l'exploitation du fonds rural.

§ 1er. — *De la domanialité des cours d'eau navigables et flottables.*

637. Les cours d'eau navigables et flottables font partie du domaine de l'État. Tel est le principe, entrevu par le législateur de 1566, qui fut plus tard proclamé par des édits subséquents, notamment par l'ordonnance des eaux et forêts de 1669, et qui enfin est aujourd'hui consacré par l'art. 538 du code civil.

638. Toutefois l'ordonnance de 1669 n'avait reconnu le caractère de la domanialité qu'aux fleuves et rivières, portant bateaux, *de leurs fonds, sans artifices et ouvrages de main*. Cette restriction n'a point été reproduite par la loi moderne. On en conclut qu'aujourd'hui, tout cours d'eau navigable et flottable est du domaine

(1) Voir n° 180.

public, qu'il doive son aptitude à la navigation soit à la nature, soit aux travaux d'art.

639. Un avis du conseil d'Etat, du 21 février 1822, a décidé que les cours d'eau *flottables par trains et radeaux* étaient seuls domaniaux; qu'il ne fallait pas ranger dans cette catégorie les cours d'eau simplement *flottables à bûches perdues*.

640. Sont assimilés aux rivières navigables, et font partie, comme elles, du domaine public les bras non navigables des rivières navigables (1), les canaux qui en sont dérivés de main d'homme (2), pourvu que ces bras et ces canaux retournent plus bas au cours principal. Le motif en est que cette eau, bien que séparée momentanément du lit principal, n'en fait pas moins partie du courant, qu'il importe de ne pas laisser affaiblir.

Par contre, il faudrait donc décider que le bras non navigable, qui se sépare d'une rivière navigable pour n'y plus revenir, ne fait point partie du domaine public (3).

641. Par cela qu'ils appartiennent à l'Etat, les cours d'eau dont s'agit sont inaliénables et imprescriptibles. Aujourd'hui, il n'est permis d'effectuer une prise ou une retenue d'eau, d'y bâtir et faire des travaux d'art, qu'en vertu d'une concession ou permission du gouvernement; encore cette concession ou permission est-elle, nous le verrons, essentiellement révocable.—Toute personne qui, sans être munie de l'agrément administratif, détournerait l'eau, en affaiblirait et altérerait le cours par tranchées, fossés et canaux, serait punie comme *usurpateur*, et les choses seraient réparées à ses dépens (4).

642. La navigabilité et la flottabilité d'un cours d'eau résultent soit de la constatation qu'en fait, il s'y opère actuellement, ou s'y est opéré à une époque antérieure, une navigation ou une flottaison par trains et radeaux; soit de l'appréciation que, dans l'avenir, il est possible d'y effectuer, à raison de la profondeur, de la largeur, de la régularité du lit et des eaux, une navigation ou une flottaison de la nature susindiquée.

(1) Cons. d'Ét., 11 fév. 1836 (Petol).—(2) Cons. d'Ét., 28 janv. 1835 (Deschamps).
(3) Proudhon, *Dom. pub.*, n° 760. — CONTRA, Nadault de Buffon, t. I, p. 254.
(4) 44, tit. 27, Ord. 1669.

645. Cette constatation d'un fait actuel, cette appréciation de la possibilité à venir sont du ressort de l'administration. C'est à elle qu'il appartient de déclarer, dans le présent comme pour l'avenir, la navigabilité et la flottabilité d'un cours d'eau.

644. Mais, lorsque, accessoirement et préjudiciellement à une contestation principale, s'élève la question de savoir si, à telle époque passée, tel cours d'eau était navigable, quel serait le juge? — Ce seraient les tribunaux administratifs (1). Il en serait de même encore, si la question était préjudicielle à un litige sur la propriété, lequel serait dévolu aux tribunaux civils (2). La règle qui veut que le juge du principal soit le juge de l'accessoire, n'est vraie que lorsqu'il s'agit de compétences relatives, c'est-à-dire *ratione loci* ou *ratione personæ*. Il faut faire une exception, quand ces questions accessoires sont, par leur nature même et *ratione materiæ*, placées en dehors des attributions de la justice civile; et telle est la nature de la question de navigabilité.

645. Plusieurs servitudes sont imposées aux fonds riverains des cours d'eau navigables et flottables, dans le but de faciliter la navigation et la flottaison; ce sont celles de chemin de halage, d'interdiction de fouilles, etc. Nous en avons parlé plus haut (3).

§ 2. — *De la propriété des cours d'eau non navigables ni flottables.*

646. Il n'y avait pas naguère de question plus controversée que celle de savoir à qui appartiennent les rivières et ruisseaux non navigables ni flottables. Quatre opinions se sont produites sur ce point, toutes appuyées de graves et nombreuses autorités. Nous croyons devoir, à raison de l'importance du sujet, donner une rapide analyse des différents avis dont nous venons de signaler l'existence :

1° *La propriété des eaux courantes et de leur lit appartient aux riverains*. Le point de départ de cette doctrine se trouverait, d'après ceux qui l'enseignent, dans l'ancien droit public et administratif de la France. « Les rivières dont il s'agit, dit M. Troplong,

(1) Cons. d'Ét., 19 avril 1832 (Cayla).
(2) Cons. d'Ét., 23 juin 1841 (Lemenuet).
(3) Voir n° 246 et suiv.

appartenaient, presque partout, au seigneur haut justicier, comme indemnité des charges qui pesaient sur lui pour l'administration de la justice (1). » Quand la féodalité disparut, la propriété des cours d'eau revint à l'État, qui ensuite la transmit aux riverains. C'est du moins ce qui résulterait de l'art. 538, c. civ., qui n'a point compris les cours d'eau non navigables ni flottables dans les objets du domaine public; de l'art. 561, c. civ., qui attribue aux riverains, à titre d'accessoire, l'île née dans le lit de ces rivières; de l'art. 2 de la loi du 15 avril 1829, qui leur attribue, au même titre, le droit de pêche (2).

2° *La propriété du lit et de l'eau courante est une dépendance du domaine public.* Les partisans de cette doctrine acceptent le point de départ de l'opinion ci-dessus indiquée. Selon eux, l'État succéda aux seigneurs féodaux pour la propriété des eaux courantes; mais, cette propriété, l'a-t-il transmise aux riverains? — Non, répondent-ils; car, si le code civil, art. 538, garde le silence sur la propriété des cours d'eau non navigables ni flottables, c'est qu'il fut rédigé d'après les idées admises en 1790; c'est-à-dire que ces eaux furent tacitement comprises parmi les choses qui ne sont pas susceptibles de propriété privée, et qui sont, par cela seul, attribuées au domaine public. L'art. 561 concède, à la vérité, aux riverains la propriété des îles nées dans le lit d'une eau courante. Mais, comme le dit Tronchet lors de la discussion de cet article au sein du conseil d'État, c'est uniquement à raison du peu d'importance des îles qui se forment dans les petits cours d'eau en question. Ces deux articles, sur lesquels se fonde surtout l'opinion ci-dessus exposée, se trouvant ainsi écartés, les partisans de la propriété attribuée à l'État s'appuient — sur la loi-instruction des 12-20 août 1790, chap. VI, qui charge « les administrations locales et départementales de rechercher et d'indiquer les moyens de procurer le libre cours des eaux, d'empêcher que les prairies ne soient submergées par la trop grande élévation des écluses des moulins et par les ouvrages d'art établis sur les rivières; de diriger enfin, autant qu'il sera possible, toutes les eaux de leur territoire

(1) *Prescrip.*, no 145. — (2) Troplong, *loc. cit.*; Pardessus, 8e édit., no 77; Daviel, no 529 à 537 *bis*; Toullier, t. III, no 144, etc.

vers un but d'utilité générale, d'après les principes de l'irrigation ; » — sur un projet de décret, présenté à l'assemblée constituante le 25 avril 1791, dans lequel le droit de propriété était formellement reconnu en faveur de l'État ; — sur les travaux préparatoires du code civil, dans lesquels de pareilles dispositions se rencontraient ; — sur l'art. 563, c. civ., qui porte que, « si un fleuve ou une rivière navigable, flottable *ou non*, se forme un nouveau cours, en abandonnant son ancien lit, les propriétaires des fonds nouvellement occupés prennent, à titre d'indemnité, l'ancien lit abandonné, chacun dans la proportion du terrain qui lui a été enlevé ; » — sur un décret impérial du 22 janvier 1808, d'après lequel, lorsque le gouvernement, déclarant navigable une rivière qui ne l'était pas, la place ainsi dans le domaine public, il n'est dû d'indemnité que pour le terrain seulement employé au chemin de halage. Ils concluent de tous ces textes que l'État s'est réservé la propriété des eaux courantes (1).

3° *La propriété du lit des eaux courantes appartient aux riverains, mais les eaux sont* RES NULLIUS, c'est-à-dire *n'appartenant à personne*. — Ce système se base sur les mêmes arguments que le premier dont nous avons donné l'analyse, sauf, cependant, qu'ici l'on ne reconnaît pas, comme dans cette première opinion, l'eau susceptible, par elle-même, d'appropriation privée : *naturali jure, communia sunt, aer*, acqua profluens, *mare et littora maris* (2). C'est de cette loi romaine que semble émaner l'art. 714 du code civil, qui dit : « Il est des choses qui n'appartiennent à personne et dont l'usage est commun à tous ; les lois de police *règlent* la manière d'en jouir. » De ce principe, évidemment, résultent tous les règlements intervenus pour régir le système des eaux, d'après les bases posées dans le chap. VI de la loi-instruction des 12-20 août 1790, précité (3).

4° *La propriété des cours d'eau et de leur lit n'appartient ni aux riverains ni à l'État ; les eaux courantes et leur lit sont au nombre*

(1) Proudhon, *Dom. pub.*, n° 930 à 973 ; Foucart, *Droit admin.*, 3e édit., t. III, p. 417 ; Carou, *Act. poss.*, n° 162 ; Rives, *Prop. du lit et du cours*, etc.

(2) L. 2, § 1, D. *de divis. rer. et qual.* — (3) Duranton, t. V, n° 208 ; Cormenin, *Quest. adm.*, v° *Cours d'eau*, § 3 ; Garnier, *Rég. des eaux*, n° 2 et suiv.

des choses qui n'appartiennent à personne ; elles sont du domaine commun, RES NULLIUS. — Telle est, en dernière analyse, la doctrine que la cour de cassation a adoptée, par un arrêt rendu le 10 juin 1846, après une longue délibération en chambre du conseil. La question était mûre selon nous, et se trouvait suffisamment élucidée par les travaux si remarquables de nos plus grands jurisconsultes, qui, presque tous, s'en sont occupés. L'arrêt de la cour suprême, arrivé après des recherches aussi approfondies que nombreuses, nous paraît trancher définitivement la difficulté, qui, selon nous, serait maintenant soulevée sans succès. Voici dans quelles circonstances il intervint :

Lors de l'expropriation des terrains que le canal de la Sambre à l'Oise devait traverser, le sieur Parmentier, à qui l'on enlevait une prairie arrosée par un petit cours d'eau, l'Etreux, réclama une indemnité non-seulement à raison de son fonds, mais encore à raison du lit de la rivière, duquel il se prétendait propriétaire. Le jury, en effet, fit entrer cette dernière valeur pour la somme de 391 fr. dans l'indemnité qu'il mit à la charge de la compagnie concessionnaire du canal. Celle-ci, s'étant refusée à payer, par le motif qu'il ne doit point être tenu compte aux riverains du lit des eaux courantes, duquel ils ne sont point propriétaires, vit sa résistance condamnée par le tribunal de Vervins, et, sur l'appel, par la cour royale d'Amiens.

C'est contre les décisions de ces tribunaux qu'elle s'est pourvue en cassation. — Arrêt :

« La cour ; — ..... Vu les art. 644 et 714 du code civil ; — attendu qu'un cours d'eau se compose essentiellement et de ses eaux et du lit sur lequel elles s'écoulent ; que les eaux et leur lit forment, par leur réunion et tant qu'elle subsiste, une seule et même nature de biens, et doivent, à moins d'une volonté contraire exprimée formellement par la loi, être régis par des dispositions identiques ; — attendu que l'art. 644 du code confère à celui dont la propriété borde un cours d'eau non navigable ni flottable le droit de se servir de l'eau à son passage, pour l'irrigation de ses propriétés, et à ceux dont cette eau traverse l'héritage, le droit d'en user dans l'intervalle qu'elle parcourt, à la charge de la rendre, à la sortie de

leurs fonds, à son cours ordinaire; — attendu que ces droits d'usage, spécifiés et limités, sont exclusifs du droit à la propriété du cours d'eau; — attendu que, d'après l'art. 563 du même code, lorsqu'une rivière, même non navigable ni flottable, se forme un nouveau cours, en abandonnant son ancien lit, les propriétaires des fonds nouvellement occupés prennent, à titre d'indemnité, l'ancien lit abandonné; que cette attribution faite par la loi démontre qu'elle ne considère pas l'ancien lit abandonné comme appartenant aux propriétaires riverains de cet ancien lit; — attendu que les cours d'eau non navigables ni flottables n'appartenant point aux propriétaires riverains, d'après les dispositions ci-dessus, ils rentrent dans la classe des choses qui, aux termes de l'art. 714 du code civil, n'appartiennent à personne, dont l'usage est commun à tous et dont la jouissance est réglée par les lois de police; — attendu qu'à la vérité les choses auxquelles s'applique l'art. 714 sont distinctes des biens qui, d'après l'art. 713, n'ayant pas de maîtres, appartiennent à l'État, mais qu'il suffit que la loi refuse aux propriétaires riverains la propriété des cours d'eau non navigables ni flottables, pour qu'il n'y ait pas lieu de leur accorder une indemnité à raison de l'occupation du lit formant partie intégrante de ces cours d'eau; — attendu que l'arrêt attaqué a accordé une indemnité au défendeur pour la valeur du lit de la rivière d'Etreux, dont il était exproprié, et par application de l'art. 545 du code civil; — que, en jugeant ainsi, cet arrêt a faussement appliqué ledit art. 545 et expressément violé les art. 644 et 714 du code civil, — casse, etc. (1). »

§ 3. — *Des différentes natures de services que les eaux publiques peuvent rendre à l'exploitation rurale.*

647. Ces services sont de deux natures : ils consistent soit dans les usages communs à tous, soit dans l'exercice de certains droits privatifs, afférents à quelques-uns.

ARTICLE 1er.

Usages communs.

648. L'eau, considérée comme substance indispensable à la vie

(1) Conf., Cass. 17 juin 1850 (Galand).

des hommes et des animaux, est à coup sûr inépuisable. Chacun peut donc en user pour cet objet sans nuire à autrui. Aussi reconnaît-on, comme étant un droit commun à tous, celui de puiser de l'eau pour les besoins domestiques et pour l'abreuvement des animaux. « C'est là une de ces facultés de la loi naturelle qui subsistent en dehors des règles du droit civil ; il suffit que ce droit n'y ait point dérogé (1). »

649. Mais cet usage commun doit s'exercer de façon à ne porter aucune atteinte à la propriété privée. Ainsi il ne serait pas permis, pour s'approcher de l'eau, de pénétrer sur l'héritage d'autrui; car ce fait peut devenir punissable, à raison de l'état de clôture, d'ensemencement, etc., où se trouverait le fonds traversé. Pour qu'on puisse exercer le droit de puisage et d'abreuvement, il faut qu'un terrain public, tel qu'un chemin, donne accès jusqu'au cours d'eau.

650. La navigation sur les cours d'eau navigables et flottables est aussi un droit commun à tous, sauf l'observation des règlements de navigation auxquels le gouvernement a cru devoir le soumettre.

651. Mais en est-il de même du droit de circuler en bateau sur les rivières non navigables et non flottables? Est-ce là un usage qui soit commun? — La solution de cette question dépend évidemment de celle que l'on donne à la question relative à la propriété de ces cours d'eau. Comme nous venons de nous ranger à l'opinion que consacre l'arrêt rendu en 1846 par la cour de cassation, nous répondrons affirmativement à la question posée. En conséquence, nous dirons que les riverains ne peuvent s'opposer à la circulation des bateaux sur les cours d'eau qui bordent ou traversent leurs héritages (2).

652. Il est bien entendu, toutefois, que ce droit de circuler en bateau sur les cours d'eau non navigables ni flottables ne donne pas celui d'aborder sur le fonds riverain appartenant à autrui, non plus que d'y amarrer le bateau ou d'y faire aucun dépôt.

(1) Daviel, *Cours d'eau*, n° 542.
(2) Douai, 18 déc. 1845 (Dupas). — CONTRA, Daviel, n° 551.

ARTICLE 2.

Usages privatifs.

653. Les droits à l'usage privatif des eaux courantes diffèrent de nature, d'origine et d'étendue, selon qu'il s'agit d'eaux navigables et flottables, ou d'eaux ni navigables ni flottables.

654. I. CONCESSIONS SUR LES COURS D'EAU NAVIGABLES ET FLOTTABLES. — Nous avons vu que le détournement du moindre filet d'eau des fleuves, rivières, canaux navigables et flottables constitue une usurpation et doit être réprimé comme telle (1); que ce n'est donc qu'en vertu d'une concession du gouvernement qu'il peut être permis à l'agriculteur d'effectuer sur ces cours d'eau les retenues et les prises qui seraient nécessaires à son exploitation. Mais ces concessions ne donnent point au bénéficiaire un droit de propriété sur la retenue ou la prise d'eau à lui accordée, les cours d'eau du domaine public ne pouvant, pas plus en partie qu'en totalité, devenir l'objet d'une appropriation privée. Il s'ensuit que ces concessions peuvent toujours être supprimées ou modifiées, et que la conservation totale ou partielle en est subordonnée aux exigences de la navigation et de l'utilité publique.

655. Mais cette suppression ou cette modification donne-t-elle lieu, dans tous les cas, au payement d'une indemnité? Nullement, et il y a lieu, au contraire, de distinguer entre les concessions antérieures à 1566 et celles qui sont postérieures à cette année. Seules, les premières ont un titre légal et peuvent être, en cas de suppression ou de diminution, l'objet d'une indemnité (2). En voici le motif : c'est l'édit de 1566 qui, pour la première fois. a proclamé le principe de l'inaliénabilité et de l'imprescriptibilité des cours d'eau navigables et flottables. On en a conclu qu'avant cette époque les concessions faites par les rois ou seigneurs souverains, les jouissances couvertes par la longue possession avaient pu constituer des droits très-réels et très-valables, et qu'aujourd'hui les bénéficiaires ne pourraient plus en être dépouillés, en tout ou en partie, que moyennant indemnité.

656. Aujourd'hui les demandes en concession se formulent et

(1) Voir no 641. — (2) 48, L. 16 sept. 1807.

s'instruisent de la même manière que les demandes en règlement d'eau, desquelles il va être parlé ci-après.

657. La loi du 16 juillet 1840, et toutes les autres lois de finance qui l'ont suivie, ont autorisé la perception d'un droit pour les concessions obtenues sur les eaux domaniales. Ces lois disposent, en outre, que ces concessions sont toujours révocables sans indemnité.

658. II. USAGE DES RIVERAINS SUR LES COURS D'EAU NON NAVIGABLES NI FLOTTABLES. — Ainsi que déjà nous l'avons signalé, les seuls riverains de ces eaux ont le droit — de s'en servir au passage pour l'irrigation de leurs propriétés, lorsqu'il s'agit d'un fonds bordé par le cours; — d'en user, quand l'héritage est traversé, dans l'intervalle qu'elles y parcourent, à la charge de les rendre ensuite à leur cours ordinaire (1).

659. 1° NATURE DE CET USAGE. — Le riverain *peut*, dit la loi, se servir et user des eaux. Par là elle indique la nature du droit afférent au riverain. De ce qu'il est le maître d'user ou de ne point user des eaux, par conséquent de choisir son moment pour le faire, de consulter à ce sujet son intérêt, sa volonté, son caprice même, il s'ensuit que son droit est de pure faculté.

660. Voici une conséquence importante de ce principe. Le riverain qui, depuis un temps immémorial ou depuis plus de trente ans, n'a point séparé une portion d'eau quelconque du ruisseau qui borde ou traverse son fonds n'est point déchu, pour cela, du droit d'opérer plus tard cette dérivation; car les droits de pure faculté ne se perdent point par le non-usage (2). Nous verrons bientôt que le droit à l'usage de l'eau n'est détruit ou diminué que si des titres particuliers ont conféré à d'autres un droit exclusif ou plus étendu que leur part légale à l'usage des eaux (3).

661. 2° EXERCICE, MODES ET LIMITES DE CET USAGE. — Ce droit est attaché à la qualité même de propriétaire riverain; celui-là seul peut l'exercer qui possède un héritage bordé immédiatement ou traversé par un cours d'eau.

662. Le propriétaire dont le fonds est séparé d'un ruisseau soit

(1) 644 C. C. — Voir no 190. — (2) Daviel, n° 580 et suiv. — (3) Voir n° 697 et suiv.

par un héritage intermédiaire, soit par un chemin public n'aurait pas la qualité de riverain exigée par la loi (1).

663. Mais il en serait autrement, et le non-riverain pourrait participer au bénéfice de l'irrigation, s'il établissait que son fonds faisait autrefois partie d'un domaine bordé ou traversé par le cours d'eau, « qu'il en a été séparé par vente, donation, échange, ou par un partage entre cohéritiers, sans que le droit à l'usage des eaux lui ait été retiré, et sans que, d'ailleurs, depuis le partage, le droit ait subi d'interversion par le fait des autres riverains (2). »

664. Il faudra faire encore la même exception en faveur du non-riverain qui, au moyen de travaux constitutifs d'une servitude continue et apparente, aura acquis par prescription le droit de se servir de l'eau pour l'irrigation de ses propriétés, au préjudice des riverains (3).

665. Le droit aux eaux existant donc pour toutes propriétés, par cela seul qu'elles sont bordées ou traversées par un cours d'eau, il s'ensuit qu'il importe peu qu'à raison de l'état du terrain, de la surélévation des rives, de l'encaissement du lit l'usage des eaux ait lieu soit naturellement, soit à l'aide de travaux d'art. C'est à tort, selon nous, qu'on a quelquefois soutenu le contraire, en essayant de se prévaloir de ce mot de la loi : « Le riverain peut se servir de l'eau *à son passage*. » Le droit à l'eau est une véritable compensation pour le riverain exposé aux ravages des inondations et aux changements du lit des rivières; c'est une indemnité des inconvénients et des dommages qui résultent pour lui d'un voisinage qui, parfois, peut devenir incommode. Or, comme ces inconvénients peuvent se produire, quel que soit l'escarpement des rives, il est juste aussi que l'existence de la compensation soit indépendante de la même circonstance. D'ailleurs, la loi du 15 juillet 1847 ayant accordé au riverain *le droit d'appui*, afin qu'il puisse surélever, à l'aide de travaux d'art, les eaux placées en contre-bas de son terrain, ce nouveau droit suppose, comme préexis-

(1) Toulouse, 26 nov. 1832 (Sanstous); Bordeaux, 2 juin 1840 (Briand). — Daviel, n° 598.

(2) Daviel, n° 590.

(3) Cass. 26 fév. 1844 (habitants des Préaux).

tant en faveur du même riverain, celui de se servir de ces eaux, quelque encaissées qu'elles puissent être (1).

666. Enfin le riverain n'a droit que sur les eaux courantes qui n'appartiennent à personne et dont l'usage est commun à tous; il ne pourrait donc prétendre user des eaux contenues dans un canal *artificiel*, qui, nous le verrons bientôt (2), constitue une propriété privée. L'article 644 c. civ. ne serait pas applicable dans ce cas (3).

667. Les manières dont le riverain peut faire usage du droit qui lui est conféré par la loi diffèrent, et sont plus ou moins complètes et absolues, selon que son héritage est traversé ou seulement bordé par les eaux courantes.

668. L'art. 644 c. civ. n'accorde à celui dont la propriété borde une eau courante que la faculté *de s'en servir, à son passage, pour l'*IRRIGATION *de ses propriétés*. M. Duranton enseigne que, nonobstant cette disposition limitative, on ne pourrait empêcher le riverain de se servir de l'eau pour l'exploitation d'une industrie, si cette industrie n'en exigeait qu'une petite quantité (4). — Nous repoussons cette interprétation, que rien ne peut justifier. En effet, l'usage des eaux attribué à un particulier étant une dérogation au principe qui les considère comme *res nullius*, il doit être limité au cas et au but déterminés. Ici la dérogation n'a eu lieu qu'en faveur de l'agriculture; elle doit, par conséquent, être restreinte au seul usage qui lui soit profitable.

669. Celui dont l'eau traverse l'héritage peut en *user* dans l'intervalle qu'elle y parcourt, mais à la charge de la rendre, à la sortie de ses fonds, à son cours ordinaire (5). Ici le droit du riverain n'est soumis à aucune restriction; il peut employer l'eau à l'usage que bon lui semblera, dans un but agricole, industriel ou autre; il peut la détourner de son cours naturel, la faire serpenter, etc.; une seule condition lui est imposée, c'est de ne point l'absorber, mais de la rendre, à la sortie de son fonds, à son cours ordinaire.

(1) Cass. 14 mars 1849 (Giraud-Agnel). — (2) Voir n° 736.

(3) Cass. 28 nov. 1815 (Bernard); *id.* 9 déc. 1818 (Bodin); *id.* 17 mars 1840 (princes d'Aremberg).

(4) T. V, n°s 225, 226. — (5) 644 C. C.

670. Le propriétaire de l'une des rives peut, avec le consentement du coriverain situé en face de lui, user de l'eau mitoyenne comme le propriétaire dont cette eau traverse l'héritage. « En général, les deux coriverains opposés peuvent ensemble tout ce que celui qui réunirait les deux rives dans sa main pourrait d'après le 2e paragraphe de l'art. 644. La seule condition, c'est que, à la sortie de leurs héritages, l'eau soit rendue à son cours naturel (1). »

671. Le but principal des dérivations effectuées par les riverains est l'irrigation, ce moyen tout puissant de féconder les prairies et de les mettre en valeur. L'irrigation, à raison de son importance, a été l'objet spécial d'une législation particulière à laquelle nous consacrerons tout un chapitre, en temps et lieu (2).

672. Le droit d'user ou de se servir des eaux entraîne comme conséquence le droit de recueillir les plantes qui croissent dans le lit, d'avoir une barque et de circuler sur le cours d'eau (3), de pouvoir exécuter certains travaux sur les bords. Il n'en est pas ici, en effet, comme dans le cas des rivières navigables et flottables, où les riverains ne peuvent pratiquer aucun ouvrage sur les bords sans autorisation préalable de l'administration. « On doit reconnaître, dans toute son étendue, à l'égard des petites rivières (non navigables ni flottables), le principe qui veut que la défense soit de droit naturel, et qu'en conséquence les propriétaires riverains puissent licitement, de leur autorité privée, faire au bord de leurs héritages tous ouvrages de protection nécessaires ou utiles pour mettre obstacle aux ravages ou dégradations que le courant des eaux pourrait leur causer (4). »

673. Le riverain n'excéderait son droit de défense naturelle que si ses travaux, anticipant sur le cours de l'eau, mettaient obstacle au libre écoulement des eaux ou rétrécissaient le lit. Dans ce cas, l'administration, nous allons le voir, aurait le droit d'intervenir et de faire détruire, dans un but de salubrité et d'utilité publiques, les travaux, plantations, digues, pieux, fascines, glacis, etc.

674. Il excéderait encore son droit de préservation, si ces tra-

(1) Daviel, n° 592. — (2) Voir n° 819 et suiv. — (3) Voir n° 651.
(4) Proudhon, *Dom. pub.*, n° 1227.

vaux, tout en ne lésant point l'intérêt public, portaient actuellement ou étaient, dans l'avenir, susceptibles de porter atteinte à l'un des coriverains (1). Celui-ci pourrait se pourvoir devant l'autorité compétente pour faire réprimer le trouble apporté à sa jouissance.

675. L'usage que le riverain peut faire des eaux courantes ne peut ni ne doit jamais dégénérer en abus à l'encontre des autres cousagers (2). Or il y a abus, par exemple, — lorsque l'eau dérivée n'est pas rendue à son cours naturel à la sortie du fonds irrigué, — à moins qu'il ne s'agisse, ainsi qu'il sera démontré plus loin, d'un héritage irrigué à distance (3); — lorsque l'irrigation absorbe au préjudice des autres riverains *toute* l'eau du ruisseau ou *plus* que la portion jugée nécessaire à raison de l'étendue et des besoins de son héritage (4); — lorsque le riverain déverse, dans les eaux, des matières sales et putrescibles provenant d'un établissement agricole ou industriel, lesquelles rendraient ces eaux impropres aux usages ordinaires : toutefois cette dernière circonstance n'est pas soumise à des règles rigoureuses ; on comprend qu'elles sont susceptibles d'une foule d'exceptions nécessitées par les besoins de l'agriculture et de l'industrie (5); — lorsque enfin le riverain fait des retenues d'eau et des travaux de nature à nuire à ses cousagers ou à la salubrité publique.

676. 3° Réglementation de l'usage des eaux. — En accordant aux riverains le droit à l'usage des eaux, le législateur en a soumis l'exercice *aux règlements particuliers ou locaux* (6).

677. Nous n'avons rien à dire des règlements particuliers. Les conventions privées faites sur la distribution des eaux doivent être exécutées entre tous ceux qui les ont consenties, en tant qu'elles ne touchent point à l'intérêt des tiers et qu'elles ne sont point contraires à l'ordre public. Mais il importe d'exposer ici tout ce qui se rattache aux mesures prises ou sanctionnées par l'administration,

(1) Nîmes, 27 juillet 1827 (Domergue).

(2) Bourges, 8 janvier 1836 (Gestat). — (3) Voir n°s 822, 831.

(4) Cass. 15 juillet 1807 (Berthelin); *id.* 21 août 1844 (Baric); *id.* 18 juin 1850 (Delezé).

(5) Douai, 3 mars 1845 (Bonvoisin). — Daviel, n° 708. — (6) 645 C. C.

dans le but soit de pourvoir à la salubrité publique, soit d'assurer la jouissance commune et paisible des usagers, dans ses rapports avec l'intérêt général.

678. *Nature, étendue, limites du pouvoir réglementaire.* — Différentes lois ont attribué ou plutôt reconnu à l'administration le droit de réglementer les eaux en vue de l'utilité publique (1); mais les dispositions les plus explicites de toutes sont les deux suivantes ; la loi de 1789 porte : « Les administrations de département sont chargées, sous l'autorité d'inspection du roi, comme chef suprême de la nation et de l'administration générale du royaume....., de toutes les parties de cette administration, et notamment de celles qui sont relatives... à la conservation des rivières et autres choses communes. » On lit dans la loi de 1790, rendue sous forme d'instruction : « Les administrations des départements doivent rechercher et indiquer le moyen de procurer le libre cours des eaux, d'empêcher que les prairies ne soient submergées par la trop grande élévation des écluses des moulins et par les autres ouvrages d'art établis sur les rivières ; *de diriger enfin, autant qu'il sera possible, toutes les eaux de leur territoire vers un degré d'utilité générale, d'après les principes de l'irrigation.* » L'administration peut donc intervenir pour réglementer les retenues et les prises d'eau, et pour assurer la conservation du libre cours et du lit des rivières et ruisseaux. Voici des exemples et des règles qui vont indiquer l'étendue des droits que l'administration peut exercer en pareille matière.

679. En ce qui concerne le règlement des *retenues d'eau*, l'administration peut statuer :

Sur les autorisations des moulins et usines (2); sur la fixation du point d'eau (3) et sur son abaissement, bien qu'il ait été fixé par un règlement précédent (4); sur la hauteur des barrages et déversoirs construits ou à construire (5); sur les conditions auxquelles les moulins et

(1) 2, sect. 3, L. 22 décembre 1789. — L. 12-20 août 1790. — 15, 16, tit. 2, L. 28 sept., 6 oct. 1791. — L. 14 flor. an X. — L. 16 sept. 1807. — 457 C. pén.

(2) Cons. d'Ét., 10 mars 1848 (Martin-Boulin); *id.* (Hargott); *id.* (de Villequier); *id.* 11 déc. 1848 (Maunoury).

(3) Cons. d'Ét., 25 juin 1841 (Villeneuve).

(4) Cons. d'Ét., 18 nov. 1842 (Barthélemy).

(5) Cons. d'Ét., 21 avril 1848 (Lepetit); *id.* 12 mars 1847 (Faudier).

usines peuvent être établis ou maintenus (1); sur les travaux qu'en vue de l'utilité publique il convient qu'un usinier fasse exécuter, bien que le résultat de ces travaux soit de modifier l'ancien régime des eaux (2); sur les moyens d'empêcher que les propriétés riveraines ne soient submergées par la trop grande élévation des écluses de moulins et par les autres ouvrages d'art établis sur les rivières, sans que ni la longue possession ni les titres, jugements, etc., dont exciperaient les usiniers, puissent faire obstacle, et dans ce cas même elle peut ordonner à l'usinier les travaux propres à prévenir ou à faire cesser tout dommage public (3); sur la suppression des barrages et autres travaux construits sans autorisation préalable (4).

680. En ce qui concerne *les prises d'eau et les dérivations*, l'administration peut faire un règlement ayant pour but de répartir la jouissance des eaux entre les irrigants, et d'assurer l'intérêt respectif de ceux-ci et des usiniers. Dans ce but, elle a, sauf ce qui va être dit ci-après (5), le droit de fixer l'intervalle qui devra être observé entre les différentes prises d'eau, les dimensions et la forme des saignées, la hauteur du seuil, le temps pendant lequel chacun des usagers pourra tenir sa prise d'eau ouverte ou devra la tenir fermée (6).

681. En ce qui concerne *la conservation du cours et du lit des eaux*, les droits de l'administration sont déterminés par la loi du 14 floréal an XI, dont voici l'analyse : l'administration fait exécuter tous les règlements anciens et usages locaux relatifs au curage des cours d'eau, à l'entretien des digues et ouvrages d'art qui y correspondent. Lorsque l'application des règlements ou l'exécution du mode consacré par l'usage éprouvera des difficultés, ou lorsque des changements survenus exigent des dispositions nouvelles, il y est pourvu par le gouvernement dans un règlement d'administration publique, rendu sur la proposition du préfet du département, de manière que la quotité de la contribution de chaque imposé soit

(1) Cons. d'Ét., 6 mai 1848 (Houdelières); *id.* (de Luynes).
(2) Cons. d'Ét., 2 mai 1845 (Lechêne); Confl. 9 juin 1850 (hospices de Troyes).
(3) Cons. d'Ét., 13 février 1840 (Lissot); *id.* 16 juillet 1840 (Lelièvre).
(4) Cons. d'Ét., 20 mai 1843 (Bonneau). — (5) Voir n° 683.
(6) Cass. 10 février 1827 (Montlambert). — Henrion de Pansey, ch. 27, p. 273.

toujours relative au degré d'intérêt qu'il aura aux travaux qui devront s'effectuer. Cette contribution est perçue de la même manière que les contributions publiques, et les contestations auxquelles le recouvrement donne lieu sont du ressort des conseils de préfecture et du conseil d'État (1).

Pour conserver la largeur du lit des rivières, l'administration peut ordonner la destruction d'œuvres nouvelles, telles qu'une plantation de pieux qui aurait été effectuée le long d'un cours d'eau non navigable (2) et des autres travaux qui, avançant dans le lit, auraient pour effet de le rétrécir et de gêner le courant.

682. De ce qui précède il résulte évidemment que toutes les circonstances qui viennent d'être énumérées, bien que touchant à l'utilité privée de quelques-uns, concernent surtout l'intérêt que le public a nécessairement au libre cours des eaux et à leur conservation. L'utilité générale, en effet, peut seule autoriser l'administration à intervenir dans la réglementation des ruisseaux et rivières (3). Là donc où il serait constaté que l'intérêt public n'est point en jeu, que l'utilité privée se trouve seule engagée, l'administration cesse d'avoir un droit d'intervention, et il n'y a pas lieu pour elle de réglementer les eaux. C'est devant les tribunaux que les intéressés doivent se pourvoir (4).

683. Mais, même lorsque l'utilité publique existe et se trouve constatée, le droit de l'administration ne peut aller, sous prétexte de réglementer les eaux, jusqu'à dépouiller les riverains de leur droit d'irrigation. Tel serait le cas où elle voudrait soumettre l'exercice de ce droit à une autorisation préalable, lorsqu'on veut l'exercer au moyen d'une simple saignée (5). Tel serait le cas encore où il serait fait des règlements d'eau semblables à ceux qui existent pour les rivières de Risle et d'Iton (Eure). « Ces règlements, dit M. Daviel, ordonnent que les prises d'eau soient espacées entre elles de 78 mètres, et que le seuil des vannes de prise d'eau soit placé à 50 centimètres au-dessus du niveau naturel du lit de la

(1) 1-4, L. 14 flor. an XI. — (2) Cons. d'Ét., 30 décembre 1842 (Leguest). — (3) L. 12-20 août 1790. — (4) Cons. d'État, 9 mars 1831 (comm. de Melney); *id.* 3 mai 1832 (Soulé); *id.* 19 mai 1835 (Eschoux). — Daviel, n° 564. — (5) Paris, 19 mars 1838 (de Bussy).

rivière. Voilà, ajoute-t-il avec raison, un exemple des dispositions qui anéantissent le droit, sous prétexte de l'organiser. Il peut arriver, en effet, qu'un riverain possède une prairie dont le front, sur la rivière, n'a pas 78 mètres de largeur. Sera-t-il privé du droit d'arroser? De même, lorsque la rivière est saignée, aux jours d'irrigation, dans toute l'étendue de son cours, la nappe d'eau qui reste dans son lit peut n'avoir pas 50 centimètres d'épaisseur, et dès lors il n'en pourra passer aucune parcelle par-dessus le sol des rigoles (1). » « En résumé, selon M. de Villeneuve, dont nous partageons l'opinion sur ce point, lorsque des règlements administratifs sont opposés au droit d'irrigation que prétendent exercer des riverains sur les cours d'eau qui bordent ou traversent leurs héritages, les tribunaux doivent soigneusement s'attacher à distinguer les dispositions de ces règlements, qui ne font que régler la police des eaux, le mode d'exercice du droit d'irrigation, de celles qui porteraient atteinte au droit lui-même : ils doivent rigoureusement maintenir l'exécution des unes et refuser toute force obligatoire aux autres (2). »

684. Par cela que le pouvoir réglementaire a pour but de prévenir les événements calamiteux que causent les eaux et de veiller à la salubrité publique que leur stagnation peut compromettre, il est de sa nature d'être *tout de police*. L'administration excéderait donc ses pouvoirs en cette matière, « si elle ordonnait la destruction d'un ouvrage qui, n'ayant rien d'illégal dans son existence, serait d'ailleurs inoffensif; de même que si, au mépris du respect dû à la propriété, elle prescrivait l'exécution des travaux sur les héritages riverains (3). » De plus, les mesures même régulièrement ordonnées ne doivent recevoir leur exécution que *sauf les droits des tiers*; et, nous allons le voir (4), il est une voie que ces tiers peuvent suivre pour les faire respecter, autant que cela reste possible.

685. *Autorités compétentes pour l'exercer*. — Il semblerait résulter des lois de 1790 et 1791, citées plus haut, que le pouvoir réglementaire résiderait principalement dans les mains du préfet,

(1) Note 4, p. 149, t. II. — (2) Note 1, *in fine*, 1838, 2, 258. — (3) Dufour, n° 1239. — (4) Voir n° 692.

qui a remplacé le directoire du département. Il n'en est rien. La jurisprudence administrative proclame journellement que l'exercice du pouvoir réglementaire des eaux appartient essentiellement au gouvernement, et que c'est par une sorte de démembrement qu'en certains cas il est exercé par les préfets et par les maires.

686. Les autorisations d'usines, les modifications à leur régime (1), etc., les règlements généraux pour la police des rivières d'un département, ou concernant un cours d'eau dans son ensemble, ne peuvent avoir lieu que par un décret rendu en la forme de règlements d'administration publique. Les arrêtés que les préfets prendraient, dans ces circonstances, ne seraient que *provisoires*, et devraient être considérés comme des actes préparatoires du décret réglementaire qui devrait intervenir; ces arrêtés ne sauraient faire obstacle à ce que d'autres postérieurs, également provisoires, vinssent, s'il y avait lieu, modifier les dispositions prescrites par les précédents (2). Toutefois, si, par ces arrêtés, les préfets avaient entendu statuer, d'une manière *définitive*, sur l'établissement d'une usine, les modifications à y apporter, etc., ils auraient commis un excès de pouvoir qui pourrait être déféré au conseil d'État, et qui serait annulé par lui (3).

687. Les préfets sont donc, nous venons de le voir, chargés de pourvoir au règlement provisoire des usines jusqu'à ce qu'il y ait été définitivement procédé par un acte d'administration publique; mais, en outre, il leur appartient de prendre les mesures nécessaires pour assurer l'exécution des règlements existants (4). Les arrêtés qu'ils prennent, en ce cas, sont considérés comme une appréciation de ces règlements; ils ne peuvent, en conséquence, constituer qu'un mal-jugé, dont la révision est attribuée au ministre. C'est dire qu'ils ne sauraient être considérés comme renfermant un excès de pouvoir, ni être, en cette dernière qualité, déférés directement au conseil d'État par la voie contentieuse (5). Enfin le préfet peut prendre toutes les mesures de police nécessaires à la con-

(1) Cons. d'Ét., 24 juillet 1847 (Gibert). — (2) Cons. d'Ét., 10 mars 1848 (Martin-Boulin). — (3) Cons. d'Ét., 24 juillet 1845 (Roger-Gilmaire).

(4) Cons. d'Ét., 7 avril 1846 (Dessaudrais).

(5) *Id. id.* (Piedfer).

servation du cours et du lit des eaux, et ordonner la suppression des travaux non autorisés qui nuiraient à l'écoulement (1).

688. Dans le même but d'utilité et de salubrité publiques, pour prévenir les accidents calamiteux, les maires peuvent pourvoir, par des règlements de police, au libre écoulement des eaux (2). Ainsi, par exemple, ils peuvent interdire le jet des immondices, des vidanges, des résidus de tanneries, etc., dans les cours d'eau qui traversent le territoire de leur commune. Mais, encore une fois, le pouvoir du maire se restreint à de simples mesures de police; ce magistrat sortirait de ses attributions, s'il pourvoyait à la distribution des eaux entre les usagers, s'il restreignait leurs droits d'irrigation, s'il ordonnait l'exécution ou la suppression de travaux quelconques sur le cours des eaux (3).

689. *Demandes en règlements d'eau* (4). — Tout intéressé au cours libre et à la jouissance des eaux peut en réclamer la réglementation et demander l'établissement d'un régime commun entre les usagers; c'est ainsi qu'il a été jugé, à bon droit, selon nous, que le riverain d'un cours d'eau principal peut provoquer un règlement d'eau à l'encontre des riverains situés au long des affluents lorsque, par leurs ouvrages, ceux-ci ont modifié le régime des eaux (5). — Voici, dans ce cas, la marche à suivre :

690. On adresse au préfet du département la demande, accompagnée de mémoires motivés et circonstanciés; celui-ci, après l'avoir examinée, la transmet, par l'intermédiaire du sous-préfet, au maire de la commune où se trouve située la partie du cours d'eau qu'il s'agit de soumettre à la réglementation. Le maire ordonne l'affiche de la pétition qui, aux termes de l'instruction du 19 thermidor an VI, doit « demeurer posée pendant l'espace de deux décades (vingt jours), avec invitation aux citoyens qui auraient des observations à provoquer de les faire au secrétariat de la municipalité dans lesdites deux décades, ou, au plus

(1) Cons. d'Ét., 15 avril 1843 (Delattre); *id.* 20 mai 1843 (Bonneau); *id.* 30 déc. 1842 (Leguest). — (2) Cass. 5 nov. 1825 (Huré). — (3) Cass. 4 avril 1835 (Brazier); *id.* 15 déc. 1838 (Michée); *id.* 8 juin 1848 (Michot). — (4) Voir sur ce point M. Nadault de Buffon, t. II, p. 473. — (5) Cass. 3 décemb. 1845 (Lefranc de Pompignan).

tard, dans les trois jours qui suivront l'expiration du délai de l'affiche. » Les vingt-trois jours expirés, le maire dresse le procès-verbal de l'apposition des affiches; il y joint les oppositions déposées à la mairie, ses propres observations, et l'avis du conseil municipal obtenu après transport sur les lieux. Ensuite toutes ces pièces arrivent, par l'intermédiaire du sous-préfet, puis du préfet, entre les mains de l'ingénieur en chef du département, qui fait procéder à l'instruction et à l'examen administratifs. Les opérations sont confiées à l'ingénieur de l'arrondissement, qui procède à la visite des lieux, à des jour et heure indiqués à l'avance pour que les intéressés, et notamment les opposants, puissent s'y trouver. A la suite de cette visite, le fonctionnaire dresse, en présence du maire et de toutes les parties intéressées, un procès-verbal dans lequel il relate fidèlement l'état ancien des lieux, le résultat des expériences qui viennent d'être faites par eux au sujet des ouvrages proposés et projetés, comme aussi les observations produites par les parties présentes. Lecture du procès-verbal doit toujours être donnée à ces parties, qui sont invitées à le signer ou à déduire les motifs de leur refus. Mention est faite des parties absentes et de celles qui n'auraient voulu ni signer ni déduire les motifs de leur refus (1). Le travail de l'ingénieur terminé, toutes les pièces de l'instruction sont déposées de nouveau durant un délai de quinze jours à la mairie, et il s'y fait une seconde enquête en tout semblable à la première, sauf le délai seulement. Le résultat de cette seconde enquête est encore communiqué à l'ingénieur en chef, pour qu'il y joigne, au besoin, des observations nouvelles, ou qu'il modifie, s'il y a lieu, ses propositions premières (2). C'est à ce moment que le préfet émet son avis, sous la forme d'un arrêté qui, statuant sur la demande, est notifié à toutes les parties intéressées; mais cet arrêté n'est jamais qu'un acte préparatoire, qu'un simple projet de décret soumis au gouvernement, qui, seul, est investi du droit de prononcer définitivement en pareille matière (3). De cet arrêté, en effet, l'administration peut ne tenir aucun compte; l'instruction recommence devant elle; les parties peuvent repro-

(1) *Circul. du direct. gén. des ponts et chaussées*, 16 nov. 1831. — (2) *Id.*
(3) Voir n° 686.

duire leurs observations et leurs oppositions. Le ministre demande, au besoin, de nouvelles explications, de nouveaux renseignements aux autorités locales, et il est enfin statué définitivement sur le tout par un décret rendu après avis du conseil d'État, comme en matière d'administration publique.

691. Il arrive assez souvent que tous les riverains sont d'accord pour demander un de ces règlements qui, s'il soumet l'exercice de leur droit à la surveillance de l'administration, le place en même temps sous la protection de l'autorité. Les propriétaires intéressés, après s'être réunis, dressent des conventions au point de vue de leur intérêt commun. Ces conventions sont adressées au préfet, qui, après les avoir examinées, les transmet au ministre accompagnées de ses observations. Le conseil d'État donne son avis; puis les conventions, modifiées conformément aux résultats de ces divers examens, sont arrêtées par acte notarié, et l'homologation intervient sous forme de décret du pouvoir exécutif rendu après avis du conseil d'État. Les intéressés au règlement sont, dans ce cas, réunis en associations et administrés par un syndicat.

692. *Oppositions à ces demandes.* — Nous avons vu que, dans le cours de l'instruction qui intervient à la suite de la demande en règlement, l'administration provoquait les observations et les réclamations des parties intéressées ayant pour but soit de faire refuser ou interdire l'état de choses, objet de la demande, soit de faire insérer telle ou telle condition ou restriction dans le règlement à intervenir. On les comprend sous le nom commun d'*oppositions*. En général, elles sont tranchées définitivement par le règlement même, à moins qu'elles ne soient fondées sur des droits de propriété, d'usage ou de servitude, ou sur des titres dont l'appréciation soit du ressort des tribunaux ordinaires. Dans ces dernières hypothèses, le gouvernement peut renvoyer les parties à se pourvoir, préalablement à sa décision, devant la juridiction civile, ou même il peut ne pas tenir compte de leurs réclamations. En effet, comme en matière de règlements d'eaux, il agit toujours en vue de l'utilité publique, il ne respecte les droits privés *que s'il le peut*. Mais cependant tout ne serait pas dit par la décision qui en ferait table rase; les parties lésées peuvent se retirer devant les tribunaux

ordinaires pour y faire constater l'existence de leurs droits privés et se faire accorder des indemnités et des dommages-intérêts par ceux des usagers auxquels ces droits auraient été transportés ou qui en bénéficieraient par suite du règlement intervenu (1).

693. *Décrets portant règlement d'eau.* — Les règlements d'eau rendus à la suite d'une instruction préparatoire où toutes les formalités ont été observées, et qui sont portés de la manière voulue pour les règlements d'administration publique, ont force de loi; aussi est-ce, aujourd'hui, un principe incontestable que nul ne peut les attaquer devant le conseil d'État par la voie contentieuse (2). Le seul recours possible est celui dont nous venons de parler, et qui consiste dans une demande en indemnité et en dommages-intérêts entre les particuliers qui ont respectivement à s'opposer leurs titres et les règles du droit commun.

694. Lorsque, dans le cours d'un débat juridique, il y a lieu d'appliquer ou d'interpréter un règlement d'eau, il faut observer les règles générales de la séparation des pouvoirs de l'autorité judiciaire et de l'administration. A la première seule il appartient de l'appliquer quand le sens en est clair et que la portée n'en est pas contestée sérieusement; mais c'est à la seconde qu'il appartient de l'interpréter dès qu'il s'élève sur le sens du règlement une contestation véritable (3). Il s'agit, dans ce cas, d'une interprétation de doctrine que donne le conseil d'État saisi par la voie contentieuse. Nous ne saurions donc partager la doctrine contraire, qui résulte d'un arrêt rendu, à la date du 20 mars 1848, par les chambres réunies de la cour de cassation, sur les conclusions conformes de M. le procureur général Dupin, et dans lequel nous lisons « que l'art. 645 c. civ. ordonnant aux tribunaux *d'observer*, dans le jugement des contestations entre les propriétaires auxquels les eaux courantes peuvent être utiles, les règlements particuliers et locaux sur le cours et l'usage de ces eaux, il en résulte qu'ils ont le droit

(1) Cons. d'Ét., 22 déc. 1824 (Hanigue); *id.* 23 août 1836 (Laperche); Trib. des confl., 19 juin 1850 (hospices de Troyes).

(2) Cons. d'Ét., *trois décisions* du 6 mai 1848 (Des Houdelière. — De Luynes. — Brouzac).

(3) Cons. d'Ét., 31 déc. 1844 (comm. d'Elne); *id.* 29 janv. 1841 (Paysse).

incontestable de reconnaître le véritable sens des dispositions qui y sont contenues, sans être tenus de renvoyer, pour leur interprétation, à l'autorité administrative. » Ici *observer* veut seulement dire appliquer dans le sens qui paraît clair, évident et admis de toutes les parties en cause. En donnant une autre portée à ce mot, on pose un principe dont les conséquences deviendraient dangereuses. En effet, dans ces sortes de contestations, il existe, le plus souvent, des règlements d'eau portés à différentes époques, émanés des diverses autorités souveraines, qui autrefois ont successivement gouverné certaines parties de la France actuelle, et presque toujours contradictoires dans leurs termes et dans leurs dispositions. En pareil cas, l'objet de la contestation est de savoir quel est, parmi tous ces actes d'administration publique, celui qui l'emportera, celui dont les dispositions doivent être appliquées de préférence. Permettre aux tribunaux d'interpréter dans cette circonstance, c'est leur reconnaître le droit de censurer et d'infirmer, au besoin, un acte administratif. — Or, à ce point de vue, il est incontestable que l'incompétence des tribunaux est absolue (1).

695. En dehors de tout débat juridique, quand il n'existe aucune décision ayant déclaré qu'il y avait lieu à interprétation (2), l'interprétation d'un règlement d'eau doit être demandée au gouvernement, qui alors prononce par voie d'autorité. Il est saisi par la voie administrative (3).

696. 4° PARTAGE DES EAUX NON RÉGLEMENTÉES. — En l'absence de tout règlement administratif qu'il faille observer, les tribunaux, en cas de contestation, doivent régler et partager les eaux entre les propriétaires riverains. « En prononçant, dit le code, ils doivent concilier l'intérêt de l'agriculture avec le respect dû à la propriété. » « Pour ce faire, les tribunaux doivent apprécier les besoins des héritages ayant droit, en raison de leur étendue et de leur aridité plus ou moins grande, puis partager l'eau d'après les possibilités du cours, entre tous ces fonds, proportionnellement aux besoins constatés (4). » Ces partages d'eau, ordonnés par l'auto-

(1) Cass. 13 mai 1824 (Magnoncourt).

(2) Cons. d'Ét., 24 juillet 1847 (Gibert). — (3) Cons. d'Ét., 27 avril 1836 (d'Houdemare). — (4) Besançon, 27 nov. 1844 (Thiboudet).

cité judiciaire, sont toujours provisoires et perdent leur force aussitôt que l'administration a établi un règlement.

697. 5° PERTE TOTALE OU PARTIELLE DE L'USAGE DES EAUX. — Le propriétaire riverain voit son droit d'usage se perdre ou diminuer, lorsque des titres particuliers ont attribué à d'autres toutes les eaux ou la portion des eaux dont, sans cela, il aurait le droit de jouir (1). Voyons donc quels actes doivent être regardés comme des titres produisant cet effet.

698. La cour de cassation a jugé, à diverses reprises, que l'on devait attribuer ce caractère aux concessions émanées des anciens seigneurs (2). Elle se fonde sur ce que ces seigneurs, étant alors propriétaires des cours d'eau ou rivières non navigables qui coulaient dans leur territoire, les concessions par eux faites sur ces rivières ont conservé leur effet, même depuis le code civil, et n'ont, d'ailleurs, reçu aucune atteinte des lois abolitives de la féodalité et des droits qui en dépendaient, notamment des lois des 28 mars 1790, 28 août 1792 et 14 ventôse an VII. — La base de cette décision nous paraît éminemment contestable ; il n'est nullement certain que les anciens seigneurs aient eu sur les rivières non navigables et flottables des droits de propriété. Merlin, qui cite à l'appui de sa thèse les opinions de Bouteiller (3), Despeisses (4), Boutaric (5), Loyseau (6), a soutenu, dans un réquisitoire prononcé devant la cour de cassation, en l'an X (7), que les anciens seigneurs n'avaient eu sur les cours d'eau en question que les droits de *police* et de *justice haute* ou *moyenne*. Il en concluait avec raison que les concessions faites par ces seigneurs étaient essentiellement féodales ; que les lois abolitives de la féodalité avaient, dès lors, supprimé nécessairement ces *droits*

(1) Cass. 10 avril 1838 (tenanciers arrosants de Caramany) ; *id.* 9 août 1843 (Amat).

(2) Cass. 23 vent. an X (comm. de Greisembach) ; *id.* 19 juillet 1830 (Buyer) ; *id.* 9 août 1843 (Amat).

(3) *Som. rur.*, liv. I, tit. 73.

(4) T. III, p. 194.

(5) *Droits seign.*, titre *de la justice*, chap. VI.

(6) *Des seigneuries*, chap. XII, n° 20.

(7) *Quest. de droit*, v° *Cours d'eau*, § 1.

de cours d'eau, aussi bien dans les mains des concessionnaires que dans les mains de ceux de qui ils les tenaient; qu'ici se présentaient les mêmes motifs que pour l'abolition des droits de chasse, de pêche, de banalité concédés par les mêmes seigneurs. Depuis Merlin, un estimable jurisconsulte, M. Championnière, dans un traité qu'il a publié sur la propriété des eaux courantes, démontre, par des citations et des documents nombreux, que jamais les seigneurs féodaux n'ont eu cette propriété; et, bien que l'auteur arrive à cette conclusion fausse, selon nous, que cette propriété doit être aujourd'hui attribuée aux riverains, par le motif qu'elle n'a jamais cessé de leur appartenir, nous n'en prenons pas moins acte de la partie de sa démonstration, où il établit que la doctrine qui l'a reconnue aux seigneurs féodaux est complétement erronée. Ce dernier point seul, en effet, importe à la solution de la question qui nous occupe en ce moment. Il suit de là que la cour suprême n'a pas donné son dernier mot. Depuis qu'elle s'est prononcée sur ce point spécial, la question a fait, d'ailleurs, un pas immense, non-seulement grâce aux savantes recherches du regrettable M. Championnière, lesquelles sont venues compléter les documents réunis par Merlin, mais encore et surtout à raison de l'arrêt de 1846, qui a décidé que les eaux courantes et leur lit ne sont pas susceptibles d'appropriation (1). Or c'est là un principe général qui domine toutes les prétentions particulières, celles des anciens seigneurs féodaux comme celles des riverains actuels. On ne saurait argumenter, en effet, d'une propriété qui n'a jamais pu, qui ne peut pas exister, dont la base a toujours manqué. Disons, d'ailleurs, qu'en face de sa jurisprudence, qui reconnaît valables les concessions féodales du droit au cours d'eau, la cour suprême a décidé que les anciens seigneurs n'avaient pu attribuer l'usage exclusif des eaux aux usines et moulins construits, pour leur propre compte, sur les cours d'eau traversant leurs seigneuries, par le motif que « le droit de jouir exclusivement des cours d'eau était une émanation du régime féodal et du droit de justice abolis par les lois de 1790 et 1791 (2). » C'est évidemment là une décision en désaccord

(1) Voir n° 646, *in fine*.

(2) Cass. 21 juillet 1834 (Lombard de Quincieux).

complet avec la jurisprudence que nous venons de combattre et qui, par conséquent, nous donne le droit d'opposer la cour de cassation à elle-même.

699. Un des riverains peut céder à son coriverain situé en face de sa propriété, ou reconnaître en sa faveur, le droit de prendre la portion d'eau afférente à son fonds. Cette cession ou cette reconnaissance forme un titre particulier à l'usage exclusif de l'eau en faveur du coriverain pour qui elle existe.

Il en est de même de la destination du père de famille (1).

700. La longue possession de l'usage *exclusif* de l'eau forme encore un titre particulier pour celui qui peut se prévaloir d'avoir fait, pendant le temps suffisant pour prescrire, des actes de contradiction formelle et patente au droit attribué au coriverain par l'art. 644 dont s'agit (2). Autrement la possession, quelque longue qu'elle ait été, de l'usage exclusif des eaux d'un cours d'eau, de la part d'un propriétaire inférieur, ne suffirait pas pour faire perdre aux propriétaires supérieurs leur droit à l'usage de cette eau, tant qu'il n'aurait pas été exercé *sur leurs fonds* d'actes contraires à ce droit (3).

701. Mais un règlement administratif ne pourrait former un titre particulier à l'usage *exclusif* des eaux. L'administration n'a le pouvoir que de réglementer le droit de se servir des eaux, en déterminant, par exemple, le mode de la prendre; elle ne peut dépouiller complétement un ou plusieurs riverains, au bénéfice des autres, du droit qui leur est conféré par la loi (4).

§ 4. — *Charges imposées aux intéressés dans l'usage des eaux publiques.*

702. 1° Curage. — Il ne s'agit plus ici de ces servitudes desquelles nous avons parlé, et qui grèvent les fonds riverains des cours d'eau navigables et flottables, dans un but d'utilité générale et publique (5). Les charges que nous signalons ici pèsent plus spécialement sur ceux qui, riverains ou non, sont intéressés à l'usage des eaux, à raison même et comme compensation de cet

(1) Voir 892 C. C. — (2) Voir n° 715. — (3) Grenoble, 24 nov. 1843 (Christophe). — Voir n° 715, 5°. — (4) Voir n° 683. — (5) Voir n° 246 et suiv.

intérêt. Ainsi le curage des cours d'eau navigables et flottables est, à la vérité, en principe, à la charge de l'Etat. Mais comme les travaux exécutés dans le lit sont parmi les causes ordinaires des amoncellements de sables et de vases, il est juste que les bénéficiaires des concessions en vertu desquelles ces travaux ont été effectués contribuent au curage en proportion des ensablements que produisent leurs ouvrages. Un règlement d'administration publique fixe la part contributive du gouvernement et des particuliers (1).

703. Quant au curage des petits cours d'eau non navigables ni flottables, il est complétement à la charge des propriétaires riverains. La loi leur en a imposé l'obligation comme une compensation des droits utiles que, d'autre part, elle leur a conférés sur cette sorte d'eaux (2). Le curage s'effectue à la diligence et sous la surveillance de l'administration, ainsi qu'il est dit plus haut au n° 681.

704. 2° Travaux de préservation. — Quand des cours d'eau navigables ou non menacent un territoire de ses inondations, la nécessité des travaux de préservation est constatée par l'administration. Le gouvernement en ordonne l'exécution; puis la dépense est supportée, par les propriétaires protégés, dans la proportion des pertes éventuelles qui leur ont été épargnées par la confection des travaux. Dans certaines circonstances où l'intérêt général se trouve engagé, le gouvernement participe à ces frais à l'aide d'un secours sur les fonds publics (3).

SECTION 2.

Des eaux privées.

705. Les eaux privées sont celles qui appartiennent aux particuliers; telles sont les eaux naturelles qui naissent dans le fonds même ou qui, y étant soit amenées, soit retenues par des travaux d'art, y sont contenues, ainsi qu'en un vase, et font, par cela même, partie intégrante de l'héritage; telles sont encore les eaux pluviales qui tombent ou s'écoulent sur les fonds. La propriété et la

(1) 34, L. 16 sept. 1807. — (2) Voir n° 189. — (3) 33, L. 16 septembre 1807.

jouissance de ces eaux sont régies par des règles générales et particulières que nous allons exposer.

§ 1^er^. — *Règles générales.*

706. Le propriétaire de ces eaux en a la disposition exclusive et absolue. Elles ne sont point soumises, ainsi que les eaux publiques, aux usages communs de puisage et d'abreuvement. Un acte de cette nature exercé sur les eaux privées, en l'absence de tout titre particulier qui l'autorise, pourrait être considéré, suivant les cas, comme un trouble (1), ou comme un délit, et devrait être réprimé en conséquence.

707. Le pouvoir réglementaire n'a point à intervenir comme régulateur de la jouissance des eaux privées, puisqu'il ne s'agit pas ici d'eaux assujetties à un usage commun (2); il ne peut s'en occuper qu'au point de vue de la police, dans le but de prévenir les inondations et les exhalaisons malfaisantes.

§ 2. — *Règles spéciales...*

708. Occupons-nous maintenant de celles de ces eaux privées dont la propriété et la jouissance offrent des circonstances assez importantes pour qu'il y soit consacré un article spécial.

ARTICLE 1^er^.

..... aux sources.

709. Le propriétaire de la source dispose des eaux qui en naissent, de la façon la plus absolue, tant qu'elles sont sur son fonds, tant que, dans leur cours, elles n'en ont pas excédé les limites. « Il peut, dit la loi, en user à sa volonté (3), » c'est-à-dire « leur donner un nouveau cours, les absorber en usages agricoles, domestiques ou de pur agrément, les étouffer même, si telle est sa convenance (4). » Mais cette faculté de disposer ne s'étend pas au delà de l'héritage. Le maître de la source n'a aucun droit *de suite* sur les eaux qui ont dépassé les limites du fonds où elle est située.

La servitude d'écoulement sur les terrains inférieurs est établie

(1) Voir n° 1382. — (2) Cass. 8 juin 1848 (Michot). — (3) 641 C. C.
(4) Daviel, n° 765.

par la loi en faveur du propriétaire qui ne veut pas absorber les eaux de sa source; nous en avons déjà parlé (1).

710. Le droit du propriétaire de la source n'est limité, comme tous les autres droits, que par celui d'autrui.

Ainsi ce propriétaire ne peut, en disposant des eaux, causer un dommage réel aux voisins. — Par exemple, si le changement ou la suppression du cours des eaux causaient de l'humidité ou des infiltrations nuisibles aux fonds voisins ; si le propriétaire transmettait des eaux salies et corrompues à tel point qu'il y eût dommage pour les propriétaires sur le fonds desquels elles continuent leur cours, il serait dû réparation du préjudice causé, et la suppression des causes de ce dommage devrait être ordonnée par les tribunaux (2).

711. A plus forte raison en doit-il être ainsi quand les propriétaires inférieurs ont droit au libre écoulement des eaux. Ce droit, qui restreint d'autant celui du maître de la source, s'acquiert par titre ou par prescription.

712. Sur ce premier moyen d'acquérir, aucune difficulté ne peut s'élever; les droits respectifs du maître de la source et des propriétaires inférieurs sont réglés et régis par la convention, loi des parties.

713. Mais le cas de la prescription nécessite certains développements. Le fait, à savoir que l'eau coule sur le fonds inférieur depuis un temps immémorial, soit par la pente naturelle du terrain, soit même parce que le propriétaire de ce fonds y a imprimé une direction contraire à la pente primitive; ce fait, disons-nous, n'attribue à ce propriétaire aucun droit de recevoir et d'utiliser les eaux de la source. L'usage qu'il en a pu faire, en présence de la faculté absolue que le maître de la source avait de retenir et d'absorber son eau, constitue simplement une tolérance dont il ne peut se prévaloir pour l'avenir. Il n'en serait autrement et il n'aurait acquis le droit de jouir de l'écoulement de la source qu'au moyen d'une possession dont les caractères, déterminés par la loi, sont autant de faits qui contredisent les droits opposés du maître de cette source. La

(1) Voir n° 291.

(2) Daviel, n° 779. — Rouen, 8 juin 1841 (Lemeilleur).

prescription, dans ce cas, dit la loi, « ne peut s'acquérir que par une jouissance non interrompue pendant l'espace de trente années, à compter du moment où le propriétaire du fonds inférieur a fait et terminé des ouvrages apparents destinés à faciliter la chute et le cours de l'eau dans sa propriété (1). »

714. En général, la contradiction à un droit, de laquelle résulte l'interversion de titre, peut se manifester non-seulement par des travaux, mais encore par des actes extrajudiciaires réunissant les conditions voulues. Mais ici, en disant restrictivement que la prescription *ne peut* s'acquérir que par le mode indiqué, la loi nous paraît repousser tout autre mode, tout autre acte de contradiction que celui-là même qu'elle spécifie. D'ailleurs nous avons vu que les règles générales, relatives à l'interversion de titre dont il est question dans l'art. 2236 et suivants du code civil, ne s'appliquent qu'à ceux qui, après avoir possédé pour autrui, possèdent pour eux-mêmes depuis la contradiction. Or le possesseur d'une servitude n'a jamais, même avant la contradiction, possédé pour autrui (2).

715. Ainsi, dans le cas spécial qui nous occupe, l'interversion de titre, pour servir de base à la prescription, ne peut résulter que des circonstances suivantes :

1° Qu'il y ait eu des *ouvrages* faits, etc. Il ne nous paraît pas nécessaire que ces ouvrages soient des constructions; une simple rigole ou tranchée suffit (3).

2° Qu'il soit prouvé que ces ouvrages sont *l'œuvre du propriétaire inférieur*, puisque c'est seulement par un acte personnel que ce propriétaire manifestera son intention, sa volonté d'acquérir un droit sur les eaux. Nous dirons, en outre, que cette origine des ouvrages doit être démontrée par les voies de droit; car il va être établi qu'il faut que ces ouvrages soient exécutés sur le fonds supérieur. Or, en principe, tous travaux effectués sur un héritage sont présumés l'œuvre du propriétaire du fonds, jusqu'à preuve du contraire. — Cependant cette preuve cesse d'être nécessaire, si l'adversaire établit qu'il a joui de l'ouvrage depuis le temps requis pour la prescription (4).

(1) 642 C. C. — (2) Voir n° 336. — (3) Daviel, n° 777. — (4) Cass. 12 avril 1830 (Niocel).

3° Que les ouvrages soient *apparents* sinon dans leur entier, du moins en partie. La jouissance de conduits complétement cachés sous terre, dont rien ne révélerait l'existence à l'extérieur, serait clandestine, et impropre, par conséquent, à servir de base à la prescription.

4° Que les ouvrages aient le caractère d'un *établissement permanent;* c'est ce qui résulte des termes de la loi, qui exige des ouvrages « faits et terminés. » Ainsi ne seraient pas suffisants les faits ordinaires de curage (1), à moins qu'ils n'eussent été accompagnés de circonstances caractéristiques, qui porteraient l'indice d'une possession contradictoire et reconnue hautement au profit du propriétaire inférieur. Tels seraient les cas où le curage aurait été fréquemment répété, ou bien encore s'il avait été exécuté sans la permission du propriétaire; si quelque dommage ou inconvénient en fût résulté pour lui sans réclamation de sa part, si les vases avaient été enlevées, comme engrais, par le propriétaire inférieur, si les réparations et le curage avaient été effectués dans un canal artificiel, etc. (2).

5° Que ces ouvrages soient exécutés *sur le fonds supérieur*. Cette condition paraît être ici de toute nécessité. Pour qu'il y ait une contradiction réelle au droit du maître de la source, il faut « que le propriétaire inférieur aille prendre les eaux de la source sur le fonds supérieur, là où est le bassin où elle naît, le ruisseau dans lequel elle coule, en un mot là où est le siége de la propriété privée qu'elle constitue. C'est là que le propriétaire de la source doit être attaqué, là qu'il est en demeure de se défendre, là qu'il a le pouvoir d'empêcher tout acte qui a le caractère d'une entreprise sur le cours de ces eaux. Sa surveillance ne doit pas s'étendre au delà du cours de sa source (3). » Ce point, d'ailleurs, est contesté, et plusieurs auteurs recommandables ont soutenu qu'il suffisait que les travaux fussent faits sur le fonds inférieur (4). Mais, en général,

(1) Caen, 18 juillet 1831 ; Bourges, 11 juin 1828.

(2) Daviel, n° 774.

(3) *Id.*, n° 776 *bis*.

(4) Favart, *Rép.*, v° *Servit.*, sect. 2, § 1er, n° 2; Pardessus, n° 100 ; Marcadé, sur l'art. 642.

la doctrine et la jurisprudence se prononcent pour l'opinion que nous venons d'exposer (1).

716. Une dernière limite enfin est apportée au droit du maître de la source quand le cours fournit l'eau nécessaire à une commune, village ou hameau (2). Dans ce cas, le propriétaire n'en peut changer ni absorber le cours; il y a là une véritable servitude légale établie en vue de l'intérêt public. Cette prohibition s'applique également aux propriétaires des fonds intermédiaires sur lesquels l'eau de la source suit son cours. C'est, pour la commune, un droit réel qui, par conséquent, s'exerce contre tous (3).

717. Mais, pour que cette servitude soit imposée au maître de la source, il ne suffit pas que l'eau soit utile, il faut, bien mieux, qu'elle soit *nécessaire* au groupe de population en faveur duquel la loi a créé cette charge. Tel serait le cas où il n'y aurait pas, dans la commune, d'autre source qui pût suppléer à celle qui serait détournée; ou, s'il y en avait d'autres, il faudrait qu'elles fussent reconnues insuffisantes.

718. Si le propriétaire de la source détournée répond à la réclamation de la commune en alléguant que le cours d'eau n'est point nécessaire aux habitants, la reconnaissance et la déclaration de cette nécessité sont de la compétence administrative. Il y a là identité de situation avec le cas où il s'agit de savoir si des usages dans un bois sont d'une indispensable nécessité pour une commune; il y a donc lieu à une information de même nature (4). L'autorité judiciaire devrait, en se réservant la décision définitive, renvoyer à statuer, au préalable, sur ce point.

719. Ce serait également à l'autorité administrative qu'il appartiendrait de décider si telle réunion d'habitants, éloignée du chef-lieu de la commune, doit être considérée comme village ou comme hameau, et mérite de jouir, en cette qualité, du bénéfice de la servitude (5).

(1) Henrion de Pansey, *Jug. de paix*, ch. 26, § 4; Duranton, t. V, n° 181; Proudhon, n° 1372; Daviel, n°s 775, 776. — Cass. 25 août 1812 (Besnard); *id.* 6 juillet 1825 (Lalouel); *id.* 5 juillet 1837 (Lignières).

(2) 643 C. C. — (3) Cass. 15 janv. 1849 (Lhomeyer).

(4) CONTRA, cons. d'Ét., 20 juin 1839 (comm. de Thizay). — Jousselin, *Servit. pub.*, t. I, p. 454. — Voir n° 1062. — (5) Pardessus, n° 138.

720. La disposition exceptionnelle qui nous occupe doit être entendue dans un sens strict. Ainsi il n'y a nécessité de maintenir le cours de l'eau qu'autant que ce cours s'adresse aux besoins indispensables de la vie, aux services journaliers du ménage, à l'abreuvement des bestiaux. De là diverses conséquences.

721. Notamment, il n'y aurait pas cette nécessité prévue par la loi dans le cas où la commune prétendrait se prévaloir de ce que le cours d'eau fait tourner un moulin nécessaire à son approvisionnement. Ici, d'ailleurs, l'eau peut être suppléée par l'emploi d'une force motrice de toute autre nature (1).

722. Les habitants de la commune ne pourraient pas non plus obliger le propriétaire de la source à leur ouvrir son héritage pour y exercer plus commodément le puisage et l'abreuvage. Ce serait là une aggravation considérable de la servitude, laquelle consiste seulement à ne pas empêcher l'eau de se rendre, au sortir du fonds privé, sur le terrain communal, là où les habitants peuvent s'en approcher et y puiser à leur volonté (2).

723. Enfin, si la source était assez considérable pour servir à la fois à la commune et au propriétaire, celui-ci pourrait en détourner la partie qui ne serait pas nécessaire aux habitants, et en disposer.

724. Comme compensation de cette servitude, le propriétaire peut réclamer une indemnité, laquelle est réglée par experts (3). L'estimation de cette indemnité doit être faite à raison seulement du dommage que le propriétaire éprouve par suite de la privation qui lui est imposée de ne point employer l'eau d'une façon plus utile pour lui. On n'y fait point entrer l'avantage que la commune peut retirer du cours d'eau.

725. « L'indemnité cesse cependant d'être due si, comme le dit la loi, les habitants ont acquis ou prescrit l'usage du cours d'eau. »

C'est là évidemment, comme le fait remarquer M. Marcadé, une rédaction inexacte (4). Les habitants n'ont pas à acquérir ou

(1) Daviel, n° 789 ; Proudhon, *Dom. pub.*, n° 1386. — CONTRA, Toullier, t. III, n° 134.

(2) Daviel, n° 790. — CONTRA, Proudhon, *Dom. pub.*, n° 1381.

(3) 643 C. C. — (4) Sur l'art. 643 C. C.

à prescrire cet usage, puisqu'ils l'ont de plein droit; ce qu'ils peuvent acquérir, soit par la prescription, soit par un acte quelconque, c'est la libération de l'indemnité. Dès lors il suffit qu'ils aient joui du cours d'eau pendant trente ans, sans que l'indemnité leur ait été réclamée par le propriétaire de la source, pour qu'ils aient prescrit l'obligation qui primitivement leur incombait (1).

ARTICLE 2.

..... aux eaux pluviales.

726. Comme les eaux de source, les eaux pluviales sont, nous l'avons vu, l'accessoire du fonds sur lequel elles s'amassent ou s'écoulent (2). Le propriétaire a la faculté ou d'en disposer en maître ou de les laisser suivre leur pente naturelle, et c'est aussi pour ce dernier cas que se trouve établie par la loi la servitude d'écoulement (3).

727. De ce que le droit de disposer des eaux pluviales est une faculté, il s'ensuit que le propriétaire ne saurait le perdre par le non-usage; il n'importe donc pas qu'il ait laissé ces eaux s'écouler sur le fonds inférieur depuis un temps immémorial, il pourra, nonobstant, commencer à les retenir le jour qu'il lui plaira. Ce droit n'aurait cessé d'exister pour lui qu'autant qu'un propriétaire inférieur aurait acquis l'usage exclusif de ces eaux par prescription (4), par destination de père de famille ou par titre constitutif de cette servitude (5). Il y a lieu d'appliquer ici, par analogie, ce que nous avons dit relativement à la jouissance des sources et à l'usage des eaux non navigables ni flottables, régis par les art. 641, 642, 644 c. civ.

728. Le propriétaire inférieur qui possède ainsi, à titre de servitude, un droit à l'écoulement des eaux pluviales provenant des fonds supérieurs peut intenter toute action contre les maîtres de ces fonds, s'ils n'assurent le libre écoulement en faisant curer convenablement leurs fossés et rigoles (6). A plus forte raison le pourrait-il

(1) Pardessus, *Servit.*, n° 138; Marcadé, *loc. cit.* — CONTRA, Proudhon, *Dom. pub.*, n° 1388. — (2) Voir n° 180. — (3) Voir n° 291. — (4) Cass. 19 juin 1810 (Paradis). — (5) Bordeaux, 7 janvier 1846 (Ducluzeau); Limoges, 16 juin 1846 (Audin). — (6) L. 2, § 4, D. *de acq. et acq. pluv. arc.*

encore, s'ils retenaient les eaux pluviales pour se les approprier.

729. Les eaux pluviales qui coulent sur les chemins publics et dans les fossés qui les bordent sont la propriété de l'État ou des communes, selon qu'il s'agit de routes nationales, stratégiques et départementales ou vicinales et rurales; elles peuvent être employées directement ou concédées par ces propriétaires.

730. Toutefois, tant que ceux-ci n'en font point emploi, il est admis que rien ne s'oppose à ce que les riverains prennent ces eaux à leur passage, à titre de premier occupant (1), pourvu qu'elles soient dérivées sans appareils, ni travaux de nature à dégrader la voie publique ou à y faire refluer les eaux : faits qui constitueraient des délits (2).

731. En pareil cas, aucun de ces occupants ne peut se faire un titre de sa jouissance même immémoriale et exercée à l'aide de travaux, pour prétendre avoir acquis, à l'encontre de tout autre occupant plus nouveau, le droit de dériver toujours les eaux de la voie publique; « ces ouvrages ne sont qu'un moyen de réaliser le droit de premier occupant. Tout autre propriétaire peut donc, au même titre, mettre en action la même faculté (3). » Ainsi le propriétaire inférieur qui aurait usé des eaux dérivées d'un chemin public depuis un temps suffisant pour prescrire n'aurait pas acquis, pour cela, le droit de se plaindre de ce qu'un riverain supérieur, usant du bénéfice que lui procure la situation des lieux, dériverait l'eau à son tour et le priverait désormais, par cela même, de sa jouissance trentenaire (4).

732. Mais, tant que le premier occupant jouit de ces eaux, peut-il les céder à un tiers ou y donner une destination spéciale, de laquelle pourra résulter plus tard, après le partage de son héritage, un droit dérivant de la volonté d'un père de famille? — Nous ne voyons rien qui s'y oppose, tant qu'aucun autre propriétaire supérieur ne viendra pas s'emparer des eaux. Et notamment, pour ce qui est de la destination du père de famille, voici ce que dit

(1) Cass. 21 juillet 1845 (époux Dumont).
(2) Cass. 3 octobre 1835 (Verny-Lamothe).
(3) Daviel, nº 800.
(4) Cass. 14 janvier 1823 (Dos de Peynier).

M. Duranton : « Si le propriétaire de deux fonds contigus, dans le plus élevé desquels existerait un fossé bien marqué pour conduire au fonds inférieur les eaux pluviales qui coulent dans le premier ou *dans le chemin qui l'avoisine*, ce qui se voit souvent quand l'un de ces fonds est une terre ou une vigne, et l'autre un pré ou un jardin, et même quand ce sont deux parties de pré; si, disons-nous, le propriétaire de ces héritages disposait de l'un d'eux sans que le contrat contînt aucune convention relative à la jouissance des eaux, d'après l'art. 694, il y aurait servitude établie au profit du fonds inférieur. » M. Duranton en donne pour motif qu'il s'agit là d'une servitude à la fois apparente, puisqu'elle se manifeste par l'existence d'un fossé ; et continue, puisque, bien qu'il ne pleuve pas toujours, le fait de l'homme n'est pas nécessaire à son exercice (1).

733. Le pouvoir conféré aux tribunaux par l'art. 645 du code civil de réglementer l'usage des eaux entre ceux auxquels elles peuvent être utiles ne concerne que les eaux courantes et pérennes, dont il est parlé dans l'art. 644; il n'a pas lieu de s'exercer pour les eaux pluviales, qui n'ont jamais de cours ordinaire (2).

ARTICLE 3.

..... aux torrents.

734. Les torrents, cours d'eau intermittents, alimentés par les pluies et la fonte des neiges, sont nécessairement soumis à d'autres règles que les cours d'eau continus et réguliers. Ainsi le lit en est la propriété des riverains et ne donne pas lieu à l'alluvion (3).

Les eaux torrentielles, quant à la jouissance dont elles sont susceptibles, sont soumises, à raison de leur origine et de leur nature, aux mêmes règles que les eaux pluviales.

Le riverain peut faire contre elles tout travail de préservation sans avoir besoin d'aucune autorisation, puisqu'il travaille sur son pro-

(1) T. V, n° 160. — Conf., Cass. 21 juillet 1845 (époux Dumont). — Contra, Troplong, *Prescrip.*, n° 147.

(2) Daviel, n° 804. — Colmar, 29 mai 1829 (Sauvageot).

(3) Proudhon, *Dom. pub.*, n° 1000 et suiv. ; Dubreuil, *Législ. sur les eaux*, n° 29.

pre fonds ; il ne devrait pas, toutefois, exécuter des travaux dont le résultat serait de faire refluer les eaux sur les héritages d'autrui. Dans ce cas, l'administration pourrait prendre toute mesure de police de nature à faciliter l'écoulement des eaux d'un torrent, et à prévenir les événements calamiteux et les inondations (1).

ARTICLE 4.

..... aux canaux non navigables.

735. Nous avons vu que les canaux établis pour la navigation sont assimilés aux cours d'eau navigables et flottables, et font partie, comme eux, du domaine public (2). Mais il n'en est point ainsi des canaux ayant une autre destination, notamment des canaux d'irrigation et de desséchement, lesquels intéressent spécialement l'agriculture.

736. 1° Canaux d'irrigation. — Ces canaux peuvent se diviser en trois classes : les canaux privés ou fossés d'arrosement; ceux qui appartiennent à une société d'arrosants ; ceux, enfin, qui ont été créés dans un but d'utilité publique.

737. Les canaux privés sont ces fossés, ces tranchées exécutés par un irrigateur soit sur son propre fonds, soit sur l'héritage d'autrui au moyen de la servitude d'aqueduc, dans le but de dériver les eaux dont il a le droit de disposer. Nous traiterons de ces canaux ou fossés quand nous exposerons la matière même de l'irrigation (3).

738. Lorsqu'une contrée est dépourvue d'eau ou que les eaux y coulent sur une pente telle qu'elles ne peuvent facilement être employées à l'irrigation, il arrive qu'on établit des canaux propres à amener les eaux au point nécessaire. Si ces entreprises ne s'adressent qu'à un certain nombre d'intérêts privés et ne concernent pas l'intérêt général, elles sont exécutées par les propriétaires eux-mêmes. Dans ce cas, ils sont réunis en association, et régis par un syndicat, sous la surveillance de l'administration, qui a dû homologuer les conventions intervenues entre eux en la forme voulue pour les règlements d'eau (4). Les terrains nécessaires à l'exécution

(1) Cons. d'Ét., 28 août 1844 (comm. de Volognat). — (2) Voir n° 640. — (3) Voir n°s 837, 841. — (4) Voir n° 835.

des travaux sont fournis par l'association, ou acquis par elle au moyen de cessions volontaires.

Mais, si l'intérêt est général et concerne un territoire assez considérable, l'entreprise est déclarée d'utilité publique. Les terrains sont, en cas de besoin, expropriés en la forme voulue, et les travaux exécutés par l'Etat ou par des concessionnaires. Les dépenses de construction, d'entretien, de réparation sont réparties entre les propriétaires intéressés, au moyen de rôles dressés sous la surveillance des préfets et rendus exécutoires par eux; elles sont recouvrées comme les contributions publiques.

739. Les canaux d'irrigation sont la propriété de ceux qui les ont construits; ceux-ci, en conséquence, y ont le droit de pêche. — Ils peuvent repousser toutes les entreprises, tous les troubles dirigés contre leur jouissance, et se pourvoir en justice pour obtenir la destruction de toutes plantation ou construction nuisibles au libre cours des eaux et non fondées en droit (1).

740. Les canaux construits par les associations d'arrosants, et dans un but d'utilité publique, sont soumis à la surveillance et au droit de police de l'administration (2). Le curage s'en opère conformément aux prescriptions de la loi du 14 floréal an XI.

741. 2° Canaux de desséchement. — Ces canaux sont ceux qui servent à extraire les eaux stagnantes des lieux submergés. Ils sont de diverses natures, selon qu'ils ont été établis en vertu de l'art. 5 de la loi du 29 avril 1845 (3), ou pour les cas prévus par la loi du 16 septembre 1807 (4); la première relative aux desséchements d'intérêt privé, la seconde régissant les desséchements d'utilité publique. C'est donc à ces deux matières qu'il faut se reporter pour tout ce qui concerne spécialement la nature des canaux en question.

ARTICLE 5.

..... aux étangs.

742. Par la retenue artificielle des eaux dans un étang, on arrive à une exploitation double et alternative du sol rural. Mis en eau,

(1) 11, Arr. 19 vent. an VI. — (2) Cass. 4 février 1807 (Lenos). — (3) Voir n° 801 et suiv. — (4) Voir n° 770.

l'étang sert à nourrir et à élever des poissons; puis, quand il est desséché, il donne en plus grande abondance des produits agricoles. L'étang « se compose de digues pour retenir les eaux, d'un déversoir dont la hauteur et la largeur se calculent sur le volume d'eau que l'étang peut contenir, sans que les terres voisines soient inondées, et d'une bonde qui sert, au besoin, à l'écoulement des eaux (1). »

743. 1° Leur établissement. — En principe, tout propriétaire a le droit de former un étang sur son fonds avec les eaux dont il peut disposer; il n'existe dans la loi aucune disposition qui l'oblige à se munir, à cet effet, d'une permission de l'administration (2). Seulement celle-ci, en vertu de la règle générale qui lui confère la police des eaux, a le droit d'intervenir, quand il lui paraît que l'utilité et la salubrité publiques sont intéressées, soit pour fixer la hauteur du déversoir, soit pour déterminer les conditions auxquelles l'étang subsistera, soit même pour ordonner la suppression de la retenue d'eau (3).

744. Dans tous les cas, l'établissement de l'étang doit être accompli de telle façon qu'on ne porte atteinte à aucun des droits des propriétaires voisins. Ainsi le propriétaire doit prendre les précautions nécessaires pour procurer une issue aux eaux, ou se conformer à leur cours naturel (4).

745. 2° Propriété du sol couvert par les eaux. — Lorsque la contestation porte sur les limites de l'étang, sur l'étendue que doit avoir l'héritage ainsi exploité, il faut consulter la hauteur du seuil de décharge, lequel règle le niveau des eaux, plutôt que les énonciations des titres (5), pourvu, toutefois, que cette hauteur n'ait point été modifiée depuis trente ans (6). — Il ne pourrait plus, en effet, en être de même, s'il était constaté qu'en fait le déversoir a été exhaussé depuis moins de trente ans, et que

(1) Daviel, n° 804.

(2) Pardessus, *Servit.*, n° 80. — Contra, Toullier, t. III, n° 138; Proudhon, *Dom. pub.*, n° 1576; Jousselin, *Servit. pub.*, t. I, p. 254.

(3) Voir n° 679. — (4) Garnier, *Rég. des eaux*, n° 799; Daviel, n° 809.

(5) Nancy, 20 mars 1826 (Gand). — (6) Cass. 17 déc. 1839 (comm. de Rouvres).

les traces de l'ancien seuil ont disparu; on serait, dans ce cas, obligé de s'en référer aux titres (1).

746. Mais est-il vrai, comme l'a jugé la cour de Bourges, que la hauteur du déversoir n'est la règle qui sert à fixer la contenance de la propriété qu'autant que cette hauteur a été régulièrement déterminée (2)? — Cette solution n'est admissible que pour ceux qui pensent que le propriétaire qui veut établir un étang sur son fonds est obligé de se pourvoir d'une autorisation administrative.

747. Le propriétaire d'un étang conserve toujours la propriété du terrain que l'eau couvre quand elle est à la hauteur de la décharge, et ce quand même le volume d'eau viendrait à diminuer (3); ce terrain est donc imprescriptible (4).

748. Il cesse d'avoir ce caractère et redevient susceptible de prescription lorsqu'il perd sa destination.

Mais comment constater le changement de destination? — M. Daviel enseigne que, tant que le déversoir, la chaussée, les vannes, en un mot les instruments de la retenue subsistent, on ne peut supposer un tel changement (5). D'un autre côté, un arrêt de la cour de Nancy juge que le changement de destination résulte de l'abandon du terrain, tenu à sec pendant trente ans, et que c'est seulement après cette époque que peut commencer la possession utile pour acquérir (6). Enfin la cour de cassation a décidé qu'il suffisait que la partie qui prétendait avoir acquis par prescription la propriété d'un terrain autrefois en nature d'étang prouvât que, depuis plus de trente ans, ce terrain n'avait plus sa destination primitive, et que pendant ce même temps elle en avait eu la jouissance voulue pour la prescription (7).

749. Nous venons de dire que les tiers ne pouvaient prescrire le terrain couvert par l'eau quand elle se trouve à la hauteur de la décharge. Il existe aussi pour le propriétaire de l'étang une impossibilité corrélative et réciproque; il n'acquiert aucun droit sur les terres riveraines que son eau vient à couvrir dans les crues extraordinaires (8).

(1) Cass. 9 août 1831 (Gand). — (2) 5 juin 1832 (Véjan de Fontenay).
(3) 558 C. C. — (4) Voir n° 1384. — (5) N° 814 *ter*. — (6) 4 décembre 1838 (Wolf). — (7) 29 déc. 1845 (comm. d'Hangenviller). — (8) 558 C. C.

750. L'alluvion, nous l'avons vu, n'a pas lieu à l'égard des étangs (1).

751. 3° DOUBLE PROPRIÉTÉ DONT LES ÉTANGS SONT SUSCEPTIBLES. — Nous faisions remarquer, en commençant, que les étangs donnent lieu à deux jouissances de nature distincte qui se produisent d'une manière alternative. C'est à raison de ce fait que, dans certaines provinces, notamment dans l'ancienne Bresse, on considère la propriété des étangs comme susceptible de se dédoubler et de former deux droits bien distincts et qui peuvent être possédés séparément, l'*évolage* et l'*assec*. Le premier consiste dans la jouissance de l'étang quand il est en eau; le second est le droit d'en jouir après la pêche. Selon nous, c'est bien là un dédoublement plutôt qu'une indivision de la propriété ou qu'une copropriété. Chacune de ces jouissances a un objet et des résultats distincts; nous ne pensons donc pas que les deux propriétaires puissent se contraindre mutuellement à la licitation (2).

752. 4° DE QUELQUES CHARGES SPÉCIALES QUI PEUVENT GRÉVER LA PROPRIÉTÉ DES ÉTANGS. — Parmi les charges qui peuvent peser sur la propriété des étangs, on distingue, en outre des droits de puisage, abreuvement, etc., ceux de *brouillage*, ceux de *champéage* et de *naizage*. — Le brouillage est le droit de faire de l'herbe et de faire pâturer ses bestiaux dans l'étang quand il est en eau. — Le champéage est le droit d'y envoyer paître du bétail pendant qu'il est à sec. — Le droit de naizage consiste dans la faculté de faire rouir du chanvre dans l'étang (3). La cour de cassation a jugé que, *dans tous les cas*, ces charges constituaient des droits d'usage; qu'en conséquence elles pouvaient être sujettes au cantonnement, par application de l'art. 8, tit. I, sect. 4 de la loi du 28 septembre 1790, qui autorise les actions en cantonnement dirigées par les propriétaires contre les usages de bois, prés, marais et terres vagues (4). La doctrine de cet arrêt nous paraît trop absolue; le naizage, par exemple, n'offre pas les caractères d'un droit d'usage.

(1) 558 C. C. — Voir n° 73. — (2) CONTRA, Cass. 31 janv. 1838 (de Magnoncourt); *id.* 5 juillet 1848 (Dumont). — (3) Collet, *Stat. et usage de la Bresse*, p. 92. — (4) Cass. 5 juillet 1848 (Vᵉ Cartier).

753. On ne peut, selon le principe général, exercer ces droits de manière à porter préjudice au propriétaire. Ainsi, notamment le droit de naizage ne peut être exercé que lorsque l'étang est suffisamment rempli et que la quantité de chanvre qui y est déposée ne peut donner aux eaux assez d'odeur pour qu'elles deviennent nuisibles au poisson. — De son côté, le propriétaire de l'étang ne doit rien faire qui nuise à l'exercice de la servitude. Ainsi il a été jugé qu'il ne peut changer les assolements, encore moins les supprimer au préjudice des droits de servitude de champéage, brouillage, naizage, qu'un précédent vendeur s'était formellement réservés (1).

754. 5° INONDATIONS PRODUITES PAR LES ÉTANGS. — Il faut appliquer ici le principe général de la responsabilité et, par conséquent, distinguer entre les inondations qui résultent du fait du propriétaire, et peuvent être imputées à sa négligence, à l'insuffisance des mesures prises pour retenir le mouvement habituel des eaux, de celles qui proviennent de la force majeure, de l'intempérie des saisons. « Les riverains ne peuvent se plaindre, si, dans une crue extraordinaire des eaux, leurs fonds se trouvent inondés, les dimensions du déversoir n'ayant dû être calculées que sur les événements ordinaires; une surabondance d'eau, qui dépasse toutes les prévisions, est un accident de force majeure qui ne peut entraîner des responsabilités (2). »

755. Mais, lorsqu'il y a lieu à la responsabilité, l'obligation peut être plus ou moins étendue selon les circonstances. Ainsi, lorsque l'inondation arrive, alors que le propriétaire n'a point fait fixer la hauteur de son déversoir, il est, en outre des dommages-intérêts, tenu d'une amende qui pourra s'élever jusqu'à la somme du dédommagement, mais sans la dépasser (3). Si, au contraire, l'inondation se produit, alors que la hauteur du déversoir a été fixée par l'administration, il est encore nécessaire de distinguer. Quand la hauteur de la retenue n'a pas été dépassée, le propriétaire n'est, sans doute, soumis à aucune action pénale; mais il serait encore tenu des dommages-intérêts, par l'action civile. Enfin, si

(1) Lyon, 28 février 1844 (Vº Cartier). — Voir nº 759.
(2) Daviel, nº 819. — CONTRA, Garnier, nº 797; Chardon, *Alluv.*, nº 22.
(3) 15, tit. 2, L. 28 sept. 1791. — Cass. 23 janv. 1819 (Blaise-Guéron).

la hauteur a été dépassée, il tombe sous l'application de l'art. 457 du code pénal, aux termes duquel sont punis d'une amende qui ne pourra excéder le quart des restitutions et des dommages-intérêts, ni être au-dessous de 50 francs, les propriétaires ou fermiers ou toute personne jouissant d'étangs qui, par l'élévation du déversoir de leurs eaux au-dessus de la hauteur déterminée par l'autorité compétente, auront inondé les chemins ou propriétés d'autrui. Si du fait il était résulté quelques dégradations, la peine est, outre l'amende, un emprisonnement de six jours à un mois.

756. Le propriétaire d'un étang peut-il acquérir par prescription le droit d'inonder ses voisins et dans quelle mesure? Le sort de cette question dépend de la solution qui va être donnée à cette autre : Le propriétaire a-t-il acquis par prescription le droit de maintenir la décharge de son étang à la hauteur à laquelle elle a été soufferte par les riverains durant trente ans? — Nous répondons affirmativement sans aucune hésitation, avec le plus grand nombre et la plus saine partie des jurisconsultes (1). Les voisins, par suite de cette prescription, peuvent donc être tenus de souffrir, à titre de servitude, les inondations provenant de la retenue des eaux et ne la dépassant pas.

757. A plus forte raison, en est-il ainsi, lorsque l'étang et les champs habituellement inondés ont appartenu au même propriétaire, si, depuis la vente, la hauteur de la décharge n'a point subi d'augmentation. Cette disposition des lieux constitue une destination évidente du père de famille (2).

758. 6° Desséchement d'étang. — Le propriétaire d'un étang, en ayant la libre et entière disposition, peut toujours en opérer le desséchement momentané ou définitif.

759. On ne pourrait voir un obstacle à l'exercice de ce droit de desséchement dans l'existence de servitudes pures et simples de puisage, prise d'eau, etc., qui grèveraient un étang; l'exercice de droits de cette nature devant être réputé avoir été tacitement subordonné aux éventualités de l'exploitation du sol en nature d'é-

(1) Proudhon, *Dom. pub.*, n° 1576; Toullier, t. III, n° 137; Duranton, t. IV, n° 413.

(2) Angers, 20 janv. 1813 (Albin).

tang. Il faudrait, pour que des servitudes de cette sorte empêchassent le desséchement, qu'elles eussent été établies à cet effet d'une façon expresse; par exemple, pour le service *permanent* et *continuel* d'un fonds (1).

760. Le principe souffrirait-il encore exception, si l'étang fournissait aux habitants d'une commune, d'un village ou d'un hameau les eaux qui peuvent leur être nécessaires dans le temps de sécheresse? — Quelques auteurs d'une autorité douteuse l'enseignent ainsi, en se fondant sur l'art. 643 du code civil (2). Mais nous avons eu l'occasion de dire combien la disposition exceptionnelle de l'art. 643 était de droit strict et comment elle ne pouvait s'appliquer à d'autres circonstances qu'à celle qu'elle prévoit spécialement (3).

761. Les étangs sont, en vue de l'utilité et de la salubrité publiques, soumis à une servitude de desséchement. Un décret du 11-19 septembre 1792 autorise la destruction des étangs qui, d'après les avis et procès-verbaux des gens de l'art, pourraient occasionner, par la stagnation de leurs eaux, des maladies épidémiques ou épizootiques, ou qui, par leur position, seraient sujets à des inondations qui envahissent ou ravagent les propriétés inférieures. Une ordonnance royale du 6 septembre 1845 a fait l'application de ce décret à l'étang du Pourra (Bouches-du-Rhône), dont elle a prescrit la destruction en la forme exigée pour les desséchements d'utilité publique concernant les marais.

(1) Voir n° 753.

(2) Chabrol-Chaméane, v° *Eaux*; Magnitot et Delamarre, *Dict. de droit administ.*, v° *Eaux*, chap. 6, § 2.

(3) Voir n° 720 et suiv

TITRE IV.

DES PRINCIPALES OPÉRATIONS QUI PRÉPARENT LA MISE EN CULTURE ET L'EXPLOITATION DU FONDS RURAL.

762. La loi prend le sol à l'état inculte et se préoccupe de sa transformation en terrain productif. Il existe de nombreuses dispositions destinées soit à encourager, soit à réglementer les principales opérations qui viennent ainsi préparer et faciliter la mise en valeur des héritages.

CHAPITRE I.

DU DÉFRICHEMENT DES TERRES VAINES ET VAGUES ET DES DISPOSITIONS QUI FAVORISENT CETTE OPÉRATION.

763. La législation antérieure à la première révolution avait un système tranché sur cette matière ; toute terre qui, depuis quarante ans, n'avait donné aucune espèce de récolte était réputée terre inculte. Ce sol, ainsi caractérisé et qualifié, était frappé d'une sorte de déshérence qui en transportait la propriété au gouvernement, et celui-ci pouvait en disposer en faveur de qui se chargeait de le rendre à l'agriculture par le défrichement (1). Mais ces dispositions ont disparu devant ce principe de la législation moderne qui veut que nul ne puisse être privé de sa propriété que dans certains cas spéciaux, suivant certaines formalités déterminées et substantielles, et moyennant indemnité. Tous les auteurs modernes ont fait cette remarque, si ce n'est le plus négligent de tous, Fournel, qui était le seul auquel elle pût échapper (2). Aujourd'hui le défrichement n'est plus obligé, n'est plus forcé; il n'est que favorisé et facilité par la loi. Voici les différentes mesures qui ont été prises par elle dans ce but :

764. 1° ATTRIBUTION DES TERRES VAINES ET VAGUES AUX COMMUNES. — Les terres vaines et vagues situées sur le territoire des anciennes seigneuries et qui étaient ou sans maîtres ou censées

(1) Décl. du roi, 11 juin 1709 ; *id.* 13 août 1766 ; *id.* 28 nov. 1768.
(2) Voir *Lois rur.*, p. 107. — Voir n° 100.

n'en avoir d'autres que le seigneur, soit qu'elles fussent connues sous les divers noms de *gastes*, *garigues*, *landes*, *pacages*, *pâtis*, *ajoncs*, *bruyères*, *bois communs*, *hermes*, *vacants*, *palus*, *marais*, *marécages*, *montagnes* et autres dénominations quelconques, sont et appartiennent, *de leur nature*, à la généralité des habitants ou membres des communes, ou des sections de commune dans le territoire desquelles elles sont situées, et, comme telles, les communes ou sections de communes sont fondées et autorisées à les revendiquer (1).

Ici l'attribution est le résultat de la présomption d'une propriété de laquelle ces communes ne pourraient pas toujours justifier, surtout à raison des abus de la puissance féodale, qui le plus souvent les en avait privées depuis des temps fort reculés ; aussi l'attribution n'a-t-elle pas lieu, si les anciens seigneurs établissent que ce n'est point par suite d'un abus de cette sorte, mais bien en vertu d'un titre résultant d'un acte authentique et constatant qu'ils ont légitimement acheté, qu'ils détenaient, en 1792, les terres vaines et vagues revendiquées ultérieurement par une commune.

765. 2° Dispositions relatives aux terres vaines et vagues de l'ancienne Bretagne. — Les terres vaines et vagues situées dans les cinq départements qui composent la ci-devant province de Bretagne sont soumises, quant à leur attribution et à leur partage, à un droit tout spécial (2).

766. Ainsi, dans ces cinq départements, les terres qui étaient vaines et vagues au 28 août 1792 et que, jusqu'à ce jour, le seigneur n'avait pas encore arrentées, afféagées ou accensées, connues sous les noms de *communes*, *frots*, *frostages*, *franchises*, *gallois*, etc., ont été attribuées exclusivement soit aux communes, soit aux habitants de village, soit aux ci-devant vassaux qui étaient, à l'époque susindiquée, en possession du droit de communer, motoyer, couper des landes, bois ou bruyères, pacager ou mener leurs bestiaux dans lesdites terres situées dans l'enclave ou le voisinage des ci-devant fiefs (3).

(1) 9, Décr. 28 août 1792 ; 1, sect. 4, Décr. 10 juin 1793. — (2) Voir Cass. 25 avril 1827 (commune de Saint-Père). — (3) 10, Décr. 28 août 1792. — Voir Cass. 18 janvier 1830 (Leblanc) ; *id.* 18 août 1840 (Priou).

767. Le grand nombre d'ayants droit auxquels cette attribution est faite, rendant le partage de ces terres en justice extrêmement coûteux, y mettait obstacle et, par suite, empêchait le défrichement de grandes étendues de terrains; c'est pour remédier à cet inconvénient et pour favoriser, autant que possible, la mise en culture des terres vaines situées dans les cinq départements de l'ancienne Bretagne, que, dernièrement, à la date du 6 décembre 1850, il est intervenu une loi de procédure relative à ce partage; mais, par cela même qu'elle concerne surtout la procédure, elle sort du cadre de notre travail, et il suffira que nous en signalions ici l'existence.

768. 3° PRIMES D'ENCOURAGEMENT POUR LE DÉFRICHEMENT. — Ces primes consistent en exemptions de tout ou partie de l'impôt foncier pendant un certain temps; nous en avons parlé plus haut (1).

CHAPITRE II.

DU DESSÉCHEMENT DES MARAIS ET DES TERRAINS SUBMERGÉS.

769. Les terrains submergés, qu'il importe de dessécher, peuvent être de deux sortes, et l'intérêt qu'il y a d'en chasser l'humidité peut exister à un double point de vue. Tantôt il s'agit d'une étendue plus ou moins vaste, de toute une contrée ensevelie sous les eaux stagnantes, qui, répandant leurs exhalaisons méphitiques sur les pays environnants, les soumettent ainsi à une influence pernicieuse. Tantôt le mal est moins grand; il ne s'agit que de quelques héritages, souvent même d'un seul champ, que l'on voit subir les effets accidentels ou permanents d'une submersion partielle. Dans le premier cas, l'intérêt de la salubrité publique prédomine sur l'intérêt privé, lequel existe seul, à la vérité, dans le second cas; mais, comme dans les deux circonstances il y a utilité d'opérer le desséchement, la loi y a pourvu. Seulement les dispositions qui ont été portées à cet effet sont plus ou moins étendues, plus ou moins exorbitantes du droit commun, selon qu'elles sont relatives au plus important ou au moins grave des deux sortes

(1) Voir n° 204.

de desséchements à effectuer. Le desséchement des marais est réglementé par toute une législation qui embrasse la matière, la loi du 16 septembre 1807; il n'est pourvu à celui des fonds submergés partiellement que par un seul article de la loi du 29 avril 1845 sur les irrigations.

SECTION 1re.

Des desséchements de marais pour cause d'utilité publique.

770. Aux termes de la loi, la propriété des marais est soumise à des règles particulières, en ce sens qu'elle n'est pas complétement libre dans la main des propriétaires. Le gouvernement peut ordonner les desséchements quand il les juge convenables et nécessaires (1).

771. Le décret par lequel le gouvernement ordonne un desséchement de marais est un acte d'administration qui, en principe, n'est pas susceptible de recours par la voie contentieuse (2). Il n'en serait autrement que si le propriétaire soutenait que son terrain a été considéré à tort comme marais, et qu'il ne doit point être placé dans la classe de ceux dont le gouvernement, aux termes de la loi précitée, a le droit d'ordonner le desséchement.

ARTICLE 1er.

Des deux modes d'exécution pour les travaux de desséchement.

772. Les desséchements de cette nature sont exécutés par l'État ou par ses concessionnaires (3).

773. 1° Exécution par l'État. — Tout ce qui tient à l'exécution des travaux par l'État et avec ses ressources est du ressort du droit purement administratif; il nous suffira de constater que, dans ce cas, l'État, comme les concessionnaires dont il va être parlé, est soumis à toutes les règles du desséchement, qui sont établies pour la conservation des droits des propriétaires du terrain.

774. 2° Concession. — Les propriétaires des marais à dessécher ont un droit de préférence pour obtenir la concession; si donc ils se soumettent à l'exécuter dans les délais fixés et conformément

(1) 1, L. 16 septembre 1807. — (2) Cons. d'Ét., 1er sept. 1819 (commune de Montoir). — (3) 2, L. 16 sept. 1807.

aux plans adoptés par le gouvernement, le desséchement leur est toujours concédé (1).

775. Mais, lorsqu'un marais appartient à un propriétaire, ou à une réunion de propriétaires qui ne se soumettent pas à dessécher dans les délais et selon les plans adoptés, ou qui n'exécutent pas les conditions auxquelles ils se sont soumis; lorsque les propriétaires ne sont pas tous réunis; lorsque, parmi les propriétaires, il y a une ou plusieurs communes, la concession du desséchement a lieu en faveur des concessionnaires dont la soumission est la plus avantageuse pour le gouvernement : toutefois les soumissions qui seraient faites par des communes propriétaires ou par un certain nombre de propriétaires réunis sont préférées à conditions égales (2).

Ceux qui veulent obtenir une concession de cette nature doivent en faire la demande, par un mémoire explicatif adressé au préfet et auquel doivent être joints des plans levés, vérifiés et approuvés, à leurs frais, par des ingénieurs des ponts et chaussées. Le plan général du marais doit comprendre tous les terrains qui sont présumés devoir profiter du desséchement. Chaque propriété doit y être distinguée et son étendue exactement circonscrite. Au plan général il faut joindre tous les profils et nivellements nécessaires; ils doivent être, le plus possible, exprimés sur le plan des cotes particulières.

Ceux qui font ainsi lever, vérifier et approuver ces plans à leurs frais peuvent, s'ils n'obtiennent pas la concession, réclamer le remboursement de leurs avances, de ceux qui définitivement demeurent concessionnaires (3).

776. L'acte de concession consiste dans un décret rendu en conseil d'État, sur les plans dont il vient d'être parlé, aux conditions prescrites par la loi et qui vont être exposées ci-après, à celles qui sont établies dans des règlements généraux dressés par l'administration et aux charges qui sont fixées à raison des circonstances locales (4).

(1) 3, L. 16 sept. 1807.
(2) 4 *id.*
(3) 6 *id.*
(4) 5 *id.*

ARTICLE 2.

Des mesures à prendre préalablement à tous travaux.

777. Après l'acte de concession, mais avant que les travaux ne soient commencés, diverses mesures doivent être prises.

778. 1° Nomination d'une commission. — Un décret du chef du pouvoir exécutif nomme une commission qui est appelée à statuer sur les diverses difficultés dont il sera parlé ci-après (1). Cette commission est composée de sept membres, pris parmi les personnes qui sont présumées avoir le plus de connaissances relatives soit aux localités, soit aux divers objets sur lesquels ils ont à prononcer (2). Les formes de la réunion des membres de la commission, la fixation des époques de ses séances et des lieux où elles seront tenues, les règles pour la présidence, le secrétariat et la garde des papiers, les frais qu'entraîneront ses opérations, et enfin tout ce qui concerne son organisation, sont déterminés, *dans chaque cas*, par un règlement d'administration publique (3). On trouve au *Bulletin des lois* deux règlements de cette nature à la date des 21 février et 3 mars 1814.

Les avis ou les décisions de cette commission doivent être motivés et prononcés au moins par cinq membres (4); et, comme ils émanent d'un tribunal tout administratif, l'appel ne peut en être porté qu'au conseil d'État, section d'un contentieux.

779. 2° Nomination d'un syndicat de propriétaires. — Il est ensuite formé entre les propriétaires un syndicat, à l'effet de nommer les experts qui devront procéder aux estimations statuées par la loi qui nous occupe. Les syndics sont nommés par le préfet et pris parmi les propriétaires les plus imposés à raison des marais à dessécher; ils sont au nombre de trois et, au plus, au nombre de neuf : ce nombre, d'ailleurs, est déterminé dans l'acte de concession (5).

780. 3° Nomination d'experts. — Les syndics, réunis, nomment et présentent un expert au préfet du département; les concessionnaires en présentent un autre; quant au tiers expert, il est

(1) Voir n° 797. — (2) 42, 43, 44, L. 16 sept. 1807. — (3) 45 *id.* — (4) 43 *id.* — (5) 7 *id.*

nommé par le préfet. Si le desséchement est fait par l'État, le préfet nomme le second expert, et le tiers expert est nommé par le ministre de l'intérieur (1).

781. 4° FIXATION DE L'ÉTENDUE, DE L'ESPÈCE ET DE LA VALEUR ESTIMATIVE DES MARAIS. — Comme, à la fin des travaux, il faudra répartir les indemnités dues à l'entrepreneur du desséchement selon que ces travaux auront été plus ou moins profitables à telle ou telle partie du marais, il importe, auparavant, de classer ces portions selon qu'elles sont plus ou moins dépréciées par l'eau, qui les recouvre plus ou moins. Dans ce but, les terrains des marais sont divisés en plusieurs classes, dont le nombre ne doit point excéder dix et ne peut être au-dessous de cinq ; ces classes sont formées d'après les divers degrés d'inondation. Lorsque la valeur des différentes parties du marais éprouve d'autres variations que celles provenant des divers degrés de submersion, et dans ce cas seulement, les classes sont formées sans égard à ces divers degrés et toujours de manière à ce que toutes les terres de même valeur présumée soient dans la même classe. Le périmètre des diverses classes est tracé sur le plan cadastral qui aura servi de base à l'entreprise; ce tracé est fait par les ingénieurs et les experts réunis (2).

782. Le plan, ainsi préparé, est soumis à l'approbation du préfet; il doit rester déposé au secrétariat de la préfecture pendant un mois. Les parties intéressées sont invitées, par affiches, à prendre connaissance du plan, à fournir leurs observations sur son exactitude, sur l'étendue donnée aux limites jusqu'auxquelles se feront sentir les effets de desséchement, et enfin sur le classement des terres. Le préfet, après avoir reçu ces observations, celles, en réponse, des entrepreneurs de desséchement, celles des ingénieurs et des experts, peut ordonner les vérifications qu'il juge convenables. Dans le cas où, après vérification, les parties intéressées persisteraient dans leurs plaintes, les questions sont portées devant la commission dont nous avons parlé plus haut (3).

783. Lorsque les plans sont définitivement arrêtés, les deux experts nommés par les propriétaires, et les entrepreneurs du dessé-

(1) 8, L. 16 sept. 1807. — (2) 9, 10 *id.* — (3) 11, 12 *id.*

chement, se rendent sur les lieux, et, après avoir recueilli tous les renseignements nécessaires, ils procèdent à l'appréciation de chacune des classes composant le marais, eu égard à sa valeur réelle au moment de l'estimation, considérée dans son état de marais, et sans pouvoir s'occuper d'une estimation détaillée par propriété. Les experts procèdent en présence du tiers expert, qui les départage, s'ils ne peuvent s'accorder. Le procès-verbal d'estimation est déposé pendant un mois à la préfecture; les intéressés en sont prévenus par affiches, et, s'il survient des réclamations, elles sont jugées par la commission. Dans tous cas, l'estimation lui est soumise pour être jugée et homologuée par elle; elle peut décider outre et contre l'avis des experts (1).

ARTICLE 3.

Des marais pendant le cours des travaux.

784. Dès que l'estimation a été définitivement arrêtée, les travaux de desséchement sont commencés; ils doivent être poursuivis et terminés dans les délais fixés par l'acte de concession, sous les peines portées audit acte (2).

785. Lorsque, d'après l'étendue des marais ou la difficulté des travaux, le desséchement ne peut être opéré dans trois ans, l'acte de concession peut attribuer aux entrepreneurs du desséchement une portion en deniers ou produits des fonds qui auront les premiers profité des travaux de desséchement. Les contestations relatives à l'exécution de cette clause de l'acte de concession sont portées devant la commission (3).

ARTICLE 4.

Des marais après le desséchement, et de l'estimation de leur valeur.

786. Lorsque les travaux prescrits par l'État ou par l'acte de concession ont été terminés, il est procédé à leurs vérification et réception. En cas de réclamations, elles sont portées devant la commission, qui les juge (4).

787. Dès que la reconnaissance des travaux a été approuvée, les experts respectivement nommés par les propriétaires et par les

(1) 13, 14, L. 16 sept. 1807. — (2) 15 *id.* — (3) 16 *id.* — (4) 17 *id.*

entrepreneurs du desséchement, et accompagnés du tiers expert, procèdent, de concert avec les ingénieurs, à une classification des fonds desséchés, suivant leur valeur nouvelle et l'espèce de culture dont ils sont devenus susceptibles. Cette classification est vérifiée, arrêtée, suivie d'une estimation, le tout dans les mêmes formes ci-dessus exposées pour la classification et l'estimation des marais avant le desséchement (1).

ARTICLE 5.

De la plus-value, de sa répartition et de son payement.

788. Dès que l'estimation des fonds desséchés est arrêtée, les entrepreneurs du desséchement présentent à la commission un rôle contenant 1° le nom des propriétaires; 2° l'étendue de leur propriété; 3° les classes dans lesquelles elle se trouve placée, le tout relevé sur le plan cadastral; 4° l'énonciation de la première estimation, calculée à raison de l'étendue et des classes; 5° le montant de la valeur nouvelle de la propriété depuis le desséchement, réglé par la seconde estimation et le second classement; 6° enfin la différence entre les deux estimations (2). C'est cette différence entre l'évaluation faite avant les travaux et l'évaluation faite après le desséchement qui constitue *la plus-value*.

S'il restait, dans le marais, des portions qui n'auraient pu être desséchées, elles ne devraient pas être comprises parmi les terrains à raison desquels les entrepreneurs réclament la plus-value.

789. Le montant de la plus-value obtenue par le desséchement se répartit, entre les propriétaires et les concessionnaires, dans les proportions qui ont été fixées par l'acte de concession. Lorsque le desséchement a été effectué par l'État, sa portion dans la plus-value est fixée de manière à le rembourser de toutes ses dépenses. Le rôle des indemnités sur la plus-value est arrêté par la commission, et rendu exécutoire par le préfet (3).

790. Les propriétaires ont la faculté de se libérer de l'indemnité par eux due en délaissant une portion relative du fonds calculée sur le pied de la dernière estimation; dans ce cas, il n'y a lieu

(1) 18, L. 16 sept. 1807. — (2) 19 *id.* — (3) 20 *id.*

qu'au droit fixe de 1 franc pour l'enregistrement de l'acte de mutation de propriété. Si les propriétaires ne veulent pas délaisser les fonds en nature, ils constituent une rente sur le pied de 4 pour 100, sans retenue. Le capital de cette rente est toujours remboursable, même par portions, qui cependant ne peuvent être moindres d'un dixième (1).

791. La loi donne à l'entrepreneur une garantie pour le payement de l'indemnité qui lui est due. Ainsi le gouvernement ou le concessionnaire a un privilége sur la plus-value, à la charge de faire transcrire l'acte de concession ou le décret qui a ordonné le dessèchement au compte de l'État dans le bureau ou dans les bureaux des hypothèques de l'arrondissement ou des arrondissements de la situation des marais desséchés. L'effet de cette transcription est de restreindre l'hypothèque de tout individu, inscrit avant le dessèchement, sur une portion de propriété égale en valeur à la première valeur estimative des terrains desséchés (2).

ARTICLE 6.

Des cas où l'expropriation du marais devient nécessaire.

792. De ce qui précède résulte qu'en règle générale le dessèchement d'un marais s'effectue sans qu'il y ait lieu d'en exproprier les propriétaires. Pourtant deux circonstances peuvent se présenter qui nécessitent l'expropriation : 1° lorsque les difficultés que la nature oppose au dessèchement sont telles, qu'elles dépassent les forces dont peuvent disposer les particuliers ; 2° quand, par suite des oppositions persévérantes des propriétaires, on ne pourrait exécuter les travaux paisiblement. Dans ces deux cas, le propriétaire ou les propriétaires de la totalité des marais peuvent être contraints à délaisser leur propriété. Cette expropriation a lieu à la suite d'une estimation faite ainsi qu'il a été dit plus haut (3). Cette estimation est soumise au jugement et à l'homologation d'une commission formée à cet effet, et la concession est ordonnée, sur le rapport du ministre de l'intérieur, par un règlement d'administration publique (4). Les formes prescrites par la loi du 21 mai 1844

(1) 21, 22, L. 16 septembre 1807. — (2) 23 *id.* — (3) Voir n° 781 et suiv. — (4) 24, L. 16 sept. 1807.

sur l'expropriation ne sont pas, en effet, applicables à la matière des marais dont la propriété a été soumise, par le législateur, à des règles particulières (1).

ARTICLE 7.

Des terrains occupés pour les travaux de desséchement.

793. Les terrains nécessaires pour l'ouverture des canaux et rigoles de desséchement sont payés à leurs propriétaires, et à dire d'experts, d'après leur valeur, avant l'entreprise des travaux et sans nulle augmentation du prix d'estimation (2). Dans ce cas, les experts qui doivent faire l'estimation sont nommés comme en matière de travaux publics (3).

ARTICLE 8.

De la conservation des travaux de desséchement.

794. Durant le cours des travaux de desséchement, les canaux, fossés, rigoles, digues et autres ouvrages sont entretenus et gardés aux frais des entrepreneurs de desséchement (4).

795. A compter de la réception des travaux, l'entretien et la garde sont à la charge des propriétaires, tant anciens que nouveaux. Les syndics déjà nommés, auxquels le préfet peut en adjoindre deux ou quatre pris parmi les nouveaux propriétaires, proposent au préfet des règlements d'administration publique qui fixent le genre et l'étendue des contributions nécessaires pour subvenir aux dépenses. La commission donne son avis sur ces projets de règlement, et en les adressant au ministre propose aussi la création d'une administration composée de propriétaires qui devra faire exécuter ces travaux; il est statué sur le tout en conseil d'État (5).

796. La surveillance et la conservation des travaux de desséchement sont classées parmi les soins confiés d'une manière toute spéciale à l'administration publique (6).

(1) Dumay sur Proudhon, *Dom. pub.*, n° 1661, à la note; Serrigny, *Compét. et proc. administ.*, n° 1193. — CONTRA, Proudhon, *loc. cit.*; Toullier, t. III, n° 286.

(2) 49, L. 16 septembre 1807.

(3) 56 et 57 *id.* — Voir n° 230. — (4) 25 *id.* — (5) 26 *id.* — (6) 27 *id.*

ARTICLE 9.

Des juges compétents pour statuer dans les débats relatifs aux marais et à leur desséchement.

797. Les commissions spéciales nommées, ainsi qu'il est dit plus haut (1), connaissent de tout ce qui est relatif au classement des diverses propriétés, avant ou après le desséchement des marais, à leur estimation, à la vérification de l'exactitude des plans cadastraux, à l'exécution des clauses des actes de concession relatifs à la jouissance, par les concessionnaires, d'une portion des produits, à la vérification et à la réception des travaux de desséchement, à la formation et à la vérification du rôle de plus-value des terres après le desséchement. Elles donnent leur avis sur l'organisation du mode d'entretien des travaux de desséchement; elles arrêtent les estimations dans le cas prévu et dont nous avons parlé plus haut, où le gouvernement aurait à déposséder tous les propriétaires des marais (2).

Les commissions spéciales ne sont que des tribunaux d'exception dont la compétence doit être rigoureusement bornée aux cas spécifiés et énumérés par la loi.

798. Ce sont les conseils de préfecture qui, aux termes de l'art. 27 du décret du 21 février 1814, sont appelés à prononcer sur toutes les difficultés qui naissent du recouvrement des indemnités imposées aux propriétaires des marais desséchés.

Ce sont eux encore qui statuent sur toutes actions tendant à faire réparer les dégradations commises aux travaux de desséchement, comme lorsqu'il s'agit d'objets de grande voirie (3).

799. Lorsque les faits de dégradations sont accompagnés de circonstances desquelles résulterait, chez leur auteur, l'intention de nuire à autrui, le conseil de préfecture prononce la réparation civile du dommage, et renvoie, quant à la poursuite du délit, soit devant les tribunaux de police correctionnelle, soit devant les cours criminelles, en raison des cas (4).

800. Toute question de propriété doit être, selon la règle gé-

(1) Voir n° 778. — (2) 46, L. 16 sept. 1807. — Voir n° 792. — (3) 27 *id.* — Voir L. 29 floréal an X. — (4) 27 *id.*

nérale, portée devant les tribunaux civils. Aussi la loi de 1807 dispose-t-elle que les commissions ne pourront, dans aucun cas, juger les questions de propriété, mais qu'il y sera prononcé par les tribunaux ordinaires.

Toutefois ce renvoi à la juridiction compétente ne doit point retarder ou suspendre les opérations relatives aux travaux ou à l'exécution des décisions de la commission (1).

SECTION 2.

Des desséchements d'intérêt particulier et du drainage.

801. La loi de 1807 avait pourvu aux grands desséchements qui, au jugement de l'administration, intéressent immédiatement la salubrité publique; mais il restait à donner un moyen d'exécuter les desséchements de moindre importance qui ne concernent que l'intérêt privé. C'est pour combler la lacune que notre législation présentait sous ce rapport, qu'il fut introduit dans la loi du 29 avril 1845, *relative aux irrigations*, une disposition spéciale qui n'a aucun rapport avec ce titre, mais qui n'en est pas moins utile, en ce qu'elle fournit aux propriétaires le moyen de se débarrasser des eaux par lesquelles leurs héritages se trouvent inondés. D'après cette disposition, « le propriétaire d'un terrain submergé en tout ou en partie aura sur les fonds intermédiaires, à l'effet de procurer aux eaux nuisibles leur écoulement, la *même* faculté » de passage que celle qui est accordée par cette même loi à celui qui veut se servir des eaux pour l'irrigation (2). Comme nous exposerons fort au long, à propos de l'irrigation (3), en quoi consiste cette servitude de passage ou d'aqueduc, comment on peut l'obtenir et à quelles conditions, nous n'insisterons pas ici plus longtemps sur ce point.

802. Mais à quelles eaux spécialement cette disposition est-elle applicable? — La réponse à cette question se trouve dans les paroles prononcées, à la séance du 13 février 1845, par M. Levasseur, à qui l'on doit l'introduction de cette disposition particulière dans la loi sur les irrigations : « Il n'y a pas de vallée, disait-il, où

(1) 47, L. 16 sept. 1807. — (2) 3, L. 29 avril 1845. — (3) Voir n° 823 et suiv.

des propriétaires de moulins ne fassent infiltrer les eaux dans les prairies voisines et ne causent ainsi quelque dommage ; souvent même les infiltrations se répandent dans les terres ensemencées, et la récolte se trouve perdue. Ce n'est pas là un inconvénient accidentel; il est de tous les jours et se manifeste en beaucoup de lieux. Souvent encore des sources prennent naissance dans des fonds trop bas pour que l'eau ait un écoulement naturel, et alors les prairies, infestées de joncs, ne sont bonnes ni pour le fauchage ni pour l'élève de bestiaux. De la vallée remontons dans la plaine, et là aussi nous trouverons des terrains inondés par les eaux pluviales, des récoltes perdues parce que le propriétaire du fonds ne peut faire sur celui de son voisin un travail d'art qui lui permette d'écouler les eaux. » Ainsi donc, la servitude d'aqueduc est accordée pour tous les desséchements partiels et accidentels auxquels un propriétaire aurait besoin d'avoir recours. Peu importe qu'il s'agisse d'une submersion continuelle ou momentanée, il suffit que les eaux soient *nuisibles*.

803. A ce compte, la servitude peut être demandée, quand il s'agit de l'asséchement d'un étang. Les eaux qui y sont contenues nuisent, en effet, soit à la production, soit à la salubrité du pays, et souvent à toutes deux à la fois (1). Il ne faudrait pas regarder comme contraire à cette opinion un arrêt rendu dernièrement par la cour de cassation (2) ; cet arrêt semble n'avoir repoussé, dans l'espèce, l'application de l'art. 3 de la loi de 1845 que parce qu'il s'agissait, en fait, du desséchement bien plutôt d'un marais que d'un étang, puisque ce desséchement avait déjà reçu un commencement d'exécution par les voies indiquées dans la loi du 16 septembre 1807.

804. Nous verrons que cette servitude d'aqueduc est assimilée, par le législateur, à la servitude de passage pour enclave; aussi, comme cette dernière, ne peut-elle être obtenue que lorsqu'elle est indispensable et lorsque l'écoulement des eaux nuisibles ne peut être procuré autrement. Ainsi, selon nous, on ne saurait obtenir la servitude de conduite d'eau, si la submersion provenait de bar-

(1) Pellaut, *Comment.* sur la loi de 1845, n° 112.
(2) Cass. 26 mars 1849 (Chantereine).

rages ou autres travaux d'art établis par les riverains ou les usiniers situés en aval (1). Nous croyons que, dans cet état de choses, il y aurait lieu seulement à un règlement des eaux ; l'administration ordonnerait, si cela était nécessaire, la destruction des obstacles qui les font refluer. Cette solution s'accorde avec les paroles précitées de M. Levasseur ; quand il parle des infiltrations causées par un moulin, et auxquelles il veut remédier par la servitude, il n'entend nécessairement parler que des eaux qui filtrent à travers les terre-pleins d'un biez, alors qu'il n'y a pas de surélévation au-dessus des rives.

805. Le *drainage* est un nouveau mode de conduite d'eau, d'aqueduc qui commence à prendre faveur parmi nos agriculteurs, comme moyen d'obtenir le desséchement de terres situées dans les bas-fonds. Toutes les fois que, s'agissant du desséchement de terrains submergés dans le sens de l'art. 3 de la loi de 1845, le drainage sera le seul mode de conduite d'eau efficace, à raison de la situation des lieux, ou lorsque, n'étant pas le seul mode efficace, il sera le plus avantageux pour le fonds à dessécher, sans être trop onéreux pour le maître de l'héritage soumis à la servitude de conduite d'eau, il pourra être obtenu du tribunal. C'est là une question toute d'appréciation, dans laquelle le juge doit concilier les intérêts de l'agriculture avec le respect dû à la propriété.

CHAPITRE III.

DE LA FIXATION DES DUNES.

806. Les dunes sont des terrains envahis par des amas de sable mouvant que les marées et les flots jettent sur les rives de la mer, et qu'ils poussent toujours en avant, engloutissant ainsi pas à pas les campagnes fertiles et habitées. Ce fléau exerce ses ravages dans tous nos départements maritimes, mais principalement dans ceux de la Gironde, des Landes, des Basses-Pyrénées, situés sur les bords du golfe de Gascogne. Dès longtemps, avant comme depuis 1789, le législateur avait essayé de remédier à cet état de choses,

(1) CONTRA, Dumont, *Organis. des cours d'eau*, n° 208 ; Pellaut, *Comment.*, n° 103.

en ordonnant des mesures propres à fixer les dunes. Ces mesures ont depuis été résumées dans un décret impérial signé le 14 décembre 1810, mais qui n'a été inséré au *Bulletin des lois* qu'à la date du 27 novembre 1847. A cette dernière date, le décret servait de base à une ordonnance royale qui en appliquait les dispositions aux dunes situées dans les communes de Lacanau et du Porge (Gironde). Voici l'analyse du décret impérial :

807. Il est posé comme principe général que, dans les départements maritimes, il sera pris des mesures pour l'ensemencement, la plantation et la culture des végétaux reconnus les plus favorables à la fixation des dunes (1). Il s'ensuit donc que la propriété des dunes, tout comme celle des marais, se trouve soumise à des règles particulières, et que les terrains de cette nature peuvent être occupés pour l'exécution des travaux ordonnés dans le but de les fixer, nonobstant l'opposition des propriétaires (2).

ARTICLE 1er.

Des mesures préalables aux travaux de fixation.

808. Dans tous les départements dans lesquels se trouvent des dunes, les préfets doivent faire dresser, chacun dans leur département respectif, par les ingénieurs des ponts et chaussées, un plan des dunes qui seraient susceptibles d'être fixées par des plantations appropriées à leur nature. Ce plan doit distinguer les dunes qui appartiennent au domaine, celles qui appartiennent aux communes, celles enfin qui sont la propriété des particuliers (3). A l'appui de ces plans, chaque préfet doit rédiger ou faire rédiger un mémoire sur la manière la plus avantageuse de procéder, suivant les localités, à l'ensemencement et à la plantation des dunes ; il doit joindre à ce rapport un projet de règlement, lequel contient les mesures d'administration publique les plus appropriées à son département, et qui peuvent être utilement employées pour arriver au but désiré (4). Les plans, mémoires et projets de règlement levés et rédigés en exécution des articles précédents sont envoyés par les pré-

(1) 1, Décr. 14 déc. 1810.
(2) Voir Ord. roy. 27 nov. 1847.
(3) 2, Décr. 14 déc. 1810. — (4) 3 *id.*

fets au ministre de l'intérieur, lequel peut, sur le rapport du directeur général des ponts et chaussées, ordonner la plantation, si les dunes ne renferment aucune propriété privée. Dans le cas contraire, le ministre en fait son rapport au chef du pouvoir exécutif, pour être par celui-ci statué, après avis du conseil d'État, dans la forme adoptée pour les règlements d'administration publique (1). Dans le cas où les dunes seraient la propriété des particuliers ou des communes, les plans doivent être publiés et affichés dans les formes prescrites par la loi du 8 mars 1810 (2), et, si les particuliers ou communes se trouvent hors d'état d'exécuter les travaux commandés ou s'y refusent, l'administration publique peut être autorisée à pourvoir à la plantation, à ses frais (3), par un décret du chef du pouvoir exécutif, rendu ainsi qu'il a été dit plus haut (4).

ARTICLE 2.

Des dunes après les travaux, et de la conservation des plantations.

809. A la suite des travaux, l'administration publique conserve la jouissance des dunes et recueille les fruits des coupes qui peuvent y être faites jusqu'à l'entier recouvrement des dépenses qu'elle a été dans le cas de faire et des intérêts; après quoi, les dunes retournent aux propriétaires, à charge d'entretenir convenablement les plantations. Aucune coupe des plants d'oyats, roseaux de sable, épines maritimes, pins, sapins, mélèzes, et autres plantes aréneuses conservatrices des dunes, ne peut, à l'avenir, être faite que d'après une autorisation spéciale du directeur général des ponts et chaussées, et sur l'avis du préfet. Il peut être établi des gardes pour la conservation des plantations existant actuellement sur les dunes ou qui seront faites à l'avenir; leur nomination, leur nombre, leurs fonctions, leur traitement, leur uniforme sont réglés d'après le mode usité pour la garde des bois communaux. Les délits sont poursuivis devant les tribunaux, et punis conformément aux dispositions du code pénal (5).

(1) 4, Décr. 14 déc. 1810. — (2) Voir le titre 2 de cette loi. — (3) 5, Décr. 14 déc. 1810. — (4) Voir Ordon. roy. des 13 oct. et 27 nov. 1847. — (5) 5-7, Décr. 14 déc. 1810.

810. Les semis et plantations de bois sur les dunes sont exempts de tout impôt pendant vingt ans (1).

CHAPITRE IV.

DU COLMATAGE.

811. Le *colmatage*, on le sait, est une opération par laquelle les propriétaires de fonds, ou dépourvus de terre végétale, ou trop bas, élèvent ces fonds au moyen de dépôts d'*humus* qu'y viennent déposer les eaux bourbeuses qu'ils y dirigent. Ces dépôts sont nommés *colmates* ou *limonages*. Aucune disposition particulière ne régit cette opération si utile à l'agriculture; mais il est évident qu'on peut y appliquer les règles relatives à l'exercice de l'irrigation, de laquelle elle ne diffère réellement que par un point insignifiant, quant au principe légal dont il s'agit de se servir. L'irrigation, à la vérité, est employée pour les terrains déjà en culture, tandis que le colmatage ne concerne que les terrains qu'il faut mettre en valeur. Mais, dans tous les cas, les deux opérations se font par les mêmes moyens et ont un même but, l'amélioration du sol rural. Il s'ensuit donc que le propriétaire pourra, dans le but de colmater, employer les eaux dont il peut disposer, obtenir, pour la facilité de cet emploi, la servitude de conduite d'eau et d'aqueduc, et jouir, comme conséquence, de celle d'égouttement. Il en résulte encore que les propriétaires d'une contrée pourront s'associer, dans le but d'établir des canaux communs de colmatage, de la même manière qu'ils peuvent le faire relativement aux canaux d'irrigation (2). Ces deux points ne nous paraissent susceptibles d'aucune difficulté. Il faut donc se reporter d'ici aux chapitres que nous avons consacrés à l'usage des eaux et à l'irrigation.

(1) 225 C. for. — Voir n° 205.
(2) Voir n° 821 et suiv.

TITRE V.

DES PRINCIPALES OPÉRATIONS QUI COMPLÈTENT L'EXPLOITATION DU FONDS RURAL.

812. Lorsque le sol est défriché et qu'ainsi il a été rendu propre à la production agricole, deux opérations principales complètent, selon les cas, sa mise en valeur, et contribuent à la permanence de sa culture : le *labour* et *l'irrigation*.

CHAPITRE Ier.

DU LABOUR.

813. Aucune disposition de loi ne concerne le labour d'une manière bien spéciale (1) ; mais certains faits qui peuvent se produire à l'occasion de cette opération agricole appellent et motivent des applications importantes et curieuses des règles de la législation : nous ne saurions les passer sous silence dans ce traité, que nous avons voulu rendre aussi complet que possible.

814. 1° ANTICIPATIONS. — On désigne sous ce nom les usurpations insensibles qu'un cultivateur commet, lorsqu'il laboure son champ, en inclinant le soc de sa charrue sur le fonds limitrophe. Or c'est à la fois une question intéressante et pratique que celle de savoir si la détention de ces usurpations, quand elle est suffisamment prolongée, peut servir de base à la prescription. — Il nous paraît impossible d'admettre l'affirmative, en présence de la disposition légale qui exige *la publicité* comme un des caractères indispensables de toute possession légale. En effet, environnée de mystères, lente à se former, imperceptible dans sa marche, la possession du terrain anticipé ne porte pas avec elle ces signes patents qui frappent les yeux de tout le monde et qui peuvent seuls avertir le propriétaire des tentatives de son voisin. C'est à raison de cette circonstance qu'il a été jugé que l'offre que l'on ferait de prouver par témoins une possession de cette nature, même trentenaire,

(1) Voir nos 154, 155.

devait être repoussée comme n'étant point pertinente et ne pouvant produire effet (1).

815. Mais dans quelles limites doit se renfermer l'anticipation pour être réputée clandestine et, par conséquent, imprescriptible? — Fournel s'adresse la question : « De quelle quotité, dit-il, doit être cette anticipation pour qu'elle ne soit pas susceptible de prescription? Il faut, répond-il imperturbablement, il faut qu'elle ne soit que de 5 pieds, conformément à la loi des Douze Tables : *Tabulæ usucapionem intra quinque pedes esse noluerunt* (*Cicer., lib. 1, de legibus*) (2). »

Cette solution repose sur un texte dont Fournel n'a compris ni la portée ni l'application ; elle se trouve donc complétement inexacte. En effet, la disposition de la loi des Douze Tables citée par Cicéron, loin d'avoir un sens général et d'être susceptible de recevoir une application quelconque sous l'empire de la législation actuelle, concerne uniquement une circonstance spéciale au domaine rural des Romains.

C'était un usage chez les anciens, alors que les terres étaient peu morcelées, de laisser entre les héritages une bande de terre inculte, large de 5 pieds, qui servait au tour de la charrue, et tenait lieu de sentier d'exploitation. Or tout espace quelconque de terre, par cela seul que l'usurpation qui en était faite avait moins de 5 pieds, n'était pas déclaré imprescriptible. Fournel, qui l'affirme, tombe dans une étrange erreur ; la loi des Douze Tables n'attribuait seulement et spécialement l'imprescriptibilité qu'à l'espace de 5 pieds compris dans la bande séparative des héritages. En voici le motif principal : chaque héritage ne commençait qu'à partir de cette bande, qui l'entourait comme l'eût fait un chemin. Lors donc que la charrue de l'un des voisins mordait à la bande, la propriété de l'autre n'était point attaquée, et celui-ci n'avait pas à s'occuper d'une usurpation commise en dehors de son fonds. Mais il en était différemment, si *plus* de 5 pieds avaient été usurpés, et la raison en est très-simple : l'empiétement ne pouvait arriver à cette largeur qu'en prenant tout à la fois et sur la bande et sur l'héritage du

(1) Paris, 28 fév. 1821 (Devesvres).
(2) *Trait. du voisin.*, v° *Anticipation.*

voisin lui-même. Dans ce cas, la disparition complète de la bande séparative était un indice assez patent de l'usurpation pour qu'elle ne pût échapper à l'attention du propriétaire. Dès lors l'empiétement, ne pouvant plus être supposé clandestin, était prescriptible.

Tel est le véritable sens de la loi que les commentateurs appellent la loi *quinque pedum* (1). C'est donc bien à tort que Fournel la présente comme étant en pleine vigueur de nos jours. Le morcellement des fonds, la nécessité où l'on est de ne laisser aucun terrain improductif ont depuis longtemps fait disparaître les bandes de 5 pieds qui autrefois séparaient les héritages.

Aujourd'hui la question de savoir quand une anticipation doit ou ne doit pas être présumée clandestine ne peut se résoudre en principe. C'est au juge qu'il appartient de voir si l'usurpation a laissé des traces assez visibles, assez considérables pour que le propriétaire dépossédé soit supposé l'avoir connue. C'est à lui enfin qu'il appartient d'apprécier, même au cas où il n'existerait aucun indice apparent qui révélât l'empiétement, si des faits et circonstances de la cause il ne résulterait pas cependant que le propriétaire n'a pas ignoré la voie de fait commise sur son fonds.

816. 2° Reprise de terrains. — Il arrive souvent que le propriétaire sur le champ duquel a été commise une anticipation cherche à reprendre ce qui lui appartient. Dans ce cas, il fait repasser la charrue, renverse la terre ou retourne la raie. Est-ce donc là un acte de violence, une voie de fait illicite dont la réparation provisionnelle pourrait être ordonnée au profit de l'anticipateur? — Sans approuver les voies de fait dont il est question, nous pensons, cependant, qu'elles sont du nombre de celles qui sont tolérées à raison de la mauvaise foi de l'adversaire. « Il y a des voies de fait qui ne sont que l'exécution de la loi, que l'exercice d'un droit actuel et certain; il y en a qui troublent ou qui font perdre non pas une vraie possession, mais plutôt une détention coupable, et indigne elle-même d'un seul moment de faveur (2). » C'est à ces cas qu'il y a lieu d'appliquer ces règles de la sagesse romaine:

(1) Cujas, *Observ. ad. Pandect., lib.* 10, *tit.* 1^er^, § 9 et 14.

(2) Merlin, *Répert.*, v° *Anticipation.*

Juris executio non habet injuriam (1); *non videtur vim facere qui jure suo utitur* (2). L'usurpateur dépossédé par le propriétaire ne serait donc pas recevable à se pourvoir par la réintégrande dans le but de rentrer provisoirement en possession. D'ailleurs, si cette action peut être intentée lorsque le détenteur d'un immeuble en a été évincé par une voie de fait, c'est à la condition que la détention primitive ne soit pas elle-même le résultat d'un fait violent, furtif ou clandestin, et, nous l'avons vu, la détention de celui qui a anticipé est tout ensemble violente et clandestine.

817. Mais cette solution doit-elle être appliquée d'une manière absolue, et la possession provisoire devrait-elle être refusée à l'usurpateur, même au cas où la reprise de terrain n'aurait été effectuée par le propriétaire que postérieurement à l'année de l'anticipation? MM. Millet (3) et Curasson (4) sont d'avis de la négative; ils pensent que c'est pour le pétitoire seul que l'on doit regarder la possession des anticipations comme dépourvue de caractère légal, mais qu'il ne saurait en être ainsi pour le possessoire. « Ce qui, au pétitoire, a fait décider, dit ce dernier auteur, que la prescription n'a pu être acquise, c'était la difficulté de préciser le temps de la jouissance des différentes parties ainsi usurpées petit à petit; si la possession d'une parcelle a duré pendant trente ans, la jouissance des autres successivement adjointes est vraisemblablement plus récente. » « Mais, ajoute M. Millet, lorsqu'il est question d'action possessoire, l'application serait erronée, parce que l'anticipation n'étant ni graduelle ni insensible, elle doit être admise et produire tous ses effets. » — Nous ne saurions nous rendre à ce raisonnement; la possession qui sert de base à l'action possessoire doit avoir, hormis la durée, tous les caractères de celle qui conduit à la prescription. C'est dire que, comme cette dernière, elle doit être non-seulement continue, mais encore *patente, publique*. Or, encore une fois, comment reconnaître cette publicité à la détention d'un terrain qui, le plus souvent, est large à peine de quelques centimètres et dont l'usurpation insensible ne laisse

(1) L. 15, § 1, D. *de injur.* — (2) L. 55, § 1, D. *de regul. jur.* — (3) *Trait du bornage*, p. 124.

(4) *Compét. des juges de paix*, t. II, p. 93.

aucune trace susceptible d'éveiller l'attention, usurpation de laquelle il n'est possible de soupçonner l'existence qu'à la suite d'un arpentage minutieux? Il n'y a donc aucune conséquence à tirer de ce qu'une détention de cette nature se serait continuée durant toute une année.

En terminant, faisons remarquer de nouveau que nous n'approuvons point les reprises de terrain dont il s'agit; nous n'avons entendu établir qu'une chose, c'est que, lorsqu'une pareille voie de fait a été commise par un propriétaire contre un usurpateur, cette voie de fait doit rester impunie et ne saurait être réprimée au profit de ce dernier. Nous conseillons donc aux cultivateurs d'éviter cette manière de se faire justice à soi-même. L'usage des reprises de terrains est contraire au bien de l'agriculture et à la paix des campagnes en ce qu'il est le germe d'une foule de procès et de rixes. « Sous le régime actuel et depuis l'établissement des juges de paix, il est si simple et si facile d'arrêter à l'instant toutes les entreprises des hommes de mauvaise foi, qu'on est inexcusable de recourir à la force et aux voies de fait pour arracher dans l'ombre ce qu'on peut obtenir légalement et au grand jour. Les limites des héritages sont sous la sainte institution des juges de paix (1). »

818. Voici la voie véritablement légale que le propriétaire dépouillé doit prendre pour réprimer l'entreprise de l'usurpateur et rentrer en possession du terrain anticipé : il doit s'adresser au juge de paix de la situation. A cet effet, deux actions lui sont ouvertes: l'action possessoire, qui doit être intentée dans l'année du jour où la détention, suite des anticipations, a cessé d'être clandestine, et où, par conséquent, les propriétaires ont découvert le trouble apporté à leur jouissance (2); l'action en bornage, appelée aussi *arpentage et bornage*, véritable action pétitoire que la loi du 25 mai-6 juin 1838 a mise dans la compétence du juge de paix. Elle peut être intentée à toute époque, même alors que l'usurpateur serait dans le cas d'invoquer la possession annale (3).

(1) *Circ. minist.*, 9 frim. an VII.
(2) Voir nº 1364.
(3) Voir nº 1402.

CHAPITRE II.

DE L'IRRIGATION.

819. L'irrigation consiste dans l'arrosement exécuté à l'aide de certains travaux d'art sur les fonds qui, soit à raison de leur nature, soit à raison des produits qu'ils sont destinés à donner, ont besoin d'une certaine humidité pour être rendus fertiles. Les dispositions légales qui concernent l'irrigation diffèrent de portée et d'étendue, selon qu'on prétend l'exercer sur un héritage riverain des eaux desquelles l'irrigateur veut se servir dans ce but, ou sur une propriété séparée de ces eaux par des fonds intermédiaires appartenant à autrui. Il convient de poser les deux hypothèses.

SECTION 1re.

De l'irrigation des fonds riverains.

820. Cette première hypothèse n'offre rien de spécial, et donne lieu à l'application pure et simple des règles générales relatives à l'usage privatif des eaux publiques et à la jouissance des eaux privées, telles que déjà nous les avons exposées (1).

SECTION 2.

De l'irrigation des fonds non riverains.

821. L'agriculture réclamait depuis longtemps une législation qui lui permît de donner une plus grande application au système des irrigations. Élaboré à une époque où l'agronomie en était à ses premiers pas, le code civil offrait, sous ce rapport, une regrettable lacune ; nous avons vu, en effet, que, primitivement et d'après ses dispositions, l'emploi des eaux n'était permis que pour l'amélioration des *seuls* héritages riverains. Le législateur dut intervenir. Deux lois furent portées sur la matière, à la date du 29 avril 1845 et du 15 juillet 1847 : la première accorde à tout propriétaire la *servitude d'aqueduc* pour les eaux dont il a le droit de disposer, ainsi que *la servitude d'égouttement* de ces mêmes eaux ; la seconde,

(1) Voir nº 653 et suiv.

complément obligé de la première, confère *la servitude d'appui*, mais seulement à l'irrigateur qui dispose des eaux à titre de riverain (1). Nous allons présenter le commentaire de ces deux lois, en ayant soin de les coordonner entre elles.

822. Mais, avant tout, établissons-en la portée. Dans le cours des discussions législatives, plusieurs membres des deux chambres ont déclaré « qu'ils n'entendaient porter ni directement ni indirectement la plus légère atteinte aux règles du code civil sur le régime des eaux. » Cependant, si nous mettons en regard le texte de ces lois et celui du code civil, nous verrons immédiatement surgir les anomalies suivantes : aux termes de l'art. 644 de ce code, le riverain ne peut user des eaux courantes qui traversent ou qui bordent sa propriété que pour l'irrigation de cette propriété *seulement*. — Or l'art. 1er de la loi de 1845 autorise ce propriétaire à conduire ces eaux sur tout autre fonds que le fonds riverain, et c'est uniquement pour faciliter cette irrigation à distance que l'art. 1er de la loi 1847 établit la servitude d'appui. — L'article précité du code civil exige, en outre, que le riverain, après avoir irrigué son héritage, rende aussitôt à son cours ordinaire cette portion d'eau qui excède ses besoins, et dont le riverain immédiatement inférieur a le droit, à son tour, d'user au même titre. — D'après l'art. 2 de la loi de 1845, au contraire, ce ne sont plus les riverains inférieurs, mais les propriétaires quelconques inférieurs au fonds irrigué, qui peuvent recevoir l'excédant des eaux. Ainsi voilà une double contradiction bien caractérisée entre le code et les lois nouvelles, et, par conséquent, une dérogation apportée par celles-ci aux principes du premier.

Il est donc impossible d'entendre à la lettre les paroles que nous citions plus haut; il importe surtout de ne pas les prendre, dans un sens absolu, pour base de l'interprétation qu'il convient de donner de ces lois. Plusieurs commentateurs qui se sont engagés dans cette voie étroite n'ont pu en sortir que par cette singulière affirmation, à savoir que les lois de 1845 et 1847 sur les irrigations sont rendues par cela même presque inapplicables (2). Ils n'ont

(1) Voir n° 846 et suiv. — (2) Dumont, *Organis. des cours d'eau*, n° 145 et suiv.; Pellaut, *Comment.*, n° 35 et suiv.; Jousselin, *Servit. pub.*, p. 325. — Voir n° 831.

pas réfléchi suffisamment que, quelle que soit l'autorité que l'on doive attacher à des paroles prononcées et même répétées à diverses reprises dans le cours des discussions législatives, ces paroles ne sauraient prévaloir sur le texte même de la loi ; que, dans cette circonstance en particulier, la contradiction est expresse ; que, d'ailleurs, les art. 5 de la loi de 1845, 4 de la loi de 1847 ne réservent que les lois relatives à *la police* des eaux.

Nous préférons, nous, prendre les paroles que nous venons de rapporter plus haut, dans un sens moins général et qui leur donne une portée raisonnable. Selon nous, le législateur, en les prononçant, a voulu faire comprendre que les nouvelles lois ne créaient pas un droit d'irrigation nouveau sur les eaux courantes, mais ne faisaient qu'étendre et compléter le droit, au profit de celui pour qui il existait antérieurement, en vertu des dispositions du code civil. C'est dans ce sens seulement que les lois de 1845 et de 1847 n'ont apporté ni directement ni indirectement la plus légère atteinte aux règles du code civil sur le régime des eaux. Nous verrons bientôt, en effet, que les servitudes dont il s'agit ici ne sont accordées qu'à ceux qui, préalablement, tiennent de ce code le droit de disposer des eaux.

§ 1^er^. — *De la conduite des eaux pour l'irrigation à distance.*

825. « Tout propriétaire qui voudra se servir, pour l'irrigation de ses propriétés, des eaux naturelles ou artificielles dont il a le droit de disposer pourra obtenir *le passage de ces eaux sur les fonds intermédiaires*, à la charge d'une juste et préalable indemnité (1). » Cette disposition si importante est l'objet de l'analyse qui suit.

ARTICLE 1^er^.

Elle peut être obtenue par le propriétaire.

824. Une servitude ne pouvant être établie qu'au profit d'un fonds (2) l'est nécessairement par le fait du *propriétaire*. — Pourront donc réclamer la servitude de conduite d'eau ceux qui représentent le propriétaire, comme le tuteur au nom de son pu-

(1) 1, L. 29 avril 1845. — (2) Voir 637 C. C. et n° 288.

pille (1); le mari, administrateur des biens de la femme (2); le maire pour la commune; le préfet pour le département et l'Etat, etc.; — ceux qui jouissent de tous les droits utiles de la propriété, comme l'emphytéote et le superficiaire; nous y ajoutons l'usufruitier (3), qui jouit des choses dont un autre a la propriété comme le propriétaire lui-même (4). Par contre, les fermiers, les colons, les usagers, dont la jouissance a des caractères différents, ne seraient pas recevables (5).

ARTICLE 2.

..... dans le but d'irriguer.

825. Cette servitude ne peut être réclamée par un propriétaire que dans le but d'irriguer ses propriétés; elle devrait lui être refusée, s'il la demandait pour l'utilité domestique ou individuelle, ou pour l'embellissement de ses propriétés. « Dans la pensée qui a inspiré la disposition, la propriété privée ne doit céder qu'à un intérêt d'irrigation sérieuse et parfaitement justifiée. Il ne suffira donc pas d'alléguer une irrigation imaginaire, ou d'invoquer un simulacre d'irrigation, pour obtenir du juge le droit de diriger, sur la propriété voisine, des eaux réellement destinées à l'exploitation d'une usine, à la commodité d'une maison de campagne ou à l'embellissement d'un parc (6). »

826. Peu importent, du reste, la nature et l'étendue de l'héritage qu'il s'agit d'irriguer. Le propriétaire peut réclamer la servitude d'aqueduc pour son fonds, quelque faible qu'en soit la superficie, dès qu'il donne ou qu'il s'agit de lui faire donner un produit rural; ainsi on pourra l'obtenir aussi bien pour les jardins, les rizières, certains bois que pour les prairies (7).

ARTICLE 3.

..... pour les eaux dont il a le droit de disposer.

827. Le propriétaire n'obtient la servitude en question que pour

(1) Voir 450 C. C. — (2) Voir 1421, 1549 *id.* — (3) Garnier, *Commentaire*, p. 15. — (4) 578 C. C. — (5) CONTRA, Pellaut, *Comm.*, n° 58; Dumont, *Organis. des cours d'eau*, n° 170. — (6) Rapport de M. Dalloz. — (7) Garnier, *Comm.*, p. 9.

conduire les eaux naturelles ou artificielles dont il a le droit de disposer. Or « les eaux dont le propriétaire a le droit de disposer sont de trois natures, a répété plusieurs fois M. le rapporteur Dalloz, durant les discussions de 1845 et 1847, et le propriétaire en dispose à des titres différents : à titre de propriétaire, à titre de simple usager et à titre de concessionnaire. » — Reprenons.

828. 1° A TITRE DE PROPRIÉTAIRE. — Ainsi l'Etat peut obtenir la servitude d'aqueduc pour les eaux des fleuves et rivières navigables qui font partie de son domaine (1).

829. Les particuliers ont le même droit pour les eaux privées, telles que.....

..... Les sources qui surgissent naturellement dans leurs fonds. —Si une source est indivise, si elle naît dans une ruelle, chemin d'exploitation, haie ou fossé mitoyen, chacun des copropriétaires a droit d'obtenir la servitude d'aqueduc. — En cas de difficulté, la part de chacun est réglée par le tribunal (2). — Celui dans le fonds duquel jaillit une source soumise aux charges dont il est parlé aux articles 641, 642 et 643 du code civil peut cependant, dans le but d'irriguer un fonds éloigné, en dériver la portion excédant les besoins soit de la commune, soit de celui qui aurait acquis par prescription un droit à l'écoulement de l'eau ; car, malgré la prescription, malgré l'indemnité payée, il n'en a pas moins la propriété de la source.

... Les eaux de pluie, qui appartiennent au premier qui les recueille. — Les propriétaires riverains des chemins publics peuvent, en amenant et en recevant sur leurs fonds les eaux pluviales qui coulent sur ces chemins, se les approprier, et demander ensuite l'exercice du droit d'aqueduc, pour les conduire sur un héritage plus éloigné. Toutefois ce droit cesserait, si l'Etat ou la commune à qui appartient ce chemin manifestait l'intention d'user, par lui-même ou par des tiers, des eaux pluviales tombées sur sa propriété (3).

..... Celles qui sont amassées par des moyens artificiels dans les réservoirs et les étangs, et celles qui jaillissent du sol par des son-

(1) Voir 538 C. C. — (2) Voir 645 C. C. — (3) Voir n° 729.

dages de puits artésiens. — Mais on ne pourrait obtenir la servitude d'aqueduc pour des eaux qui ne seraient pas encore trouvées, telles que celles qu'on espérerait d'un puits artésien en forage. Il ne serait pas équitable d'imposer une charge à la propriété en vue d'espérances peut-être chimériques. — La conduite d'eau, toutefois, pourrait être accordée, sauf l'appréciation des circonstances particulières à chaque espèce, si on la demandait pour profiter des eaux soit de pluie, soit provenant de la fonte des glaces et des neiges, qui devraient se réunir dans un réservoir disposé à l'avance. Ici il n'y a plus rien de chimérique dans les espérances; il est sûr qu'à un jour plus ou moins rapproché la pluie tombera ou que le dégel arrivera (1).

830. Le propriétaire d'une conduite d'eau située sur le terrain d'autrui pourra-t-il obtenir d'y pratiquer une prise d'eau latérale à titre de nouvelle servitude? — Evidemment, l'eau qui y coule est sa propriété; cependant les tribunaux refuseraient, si cette demande dégénérait en abus et offrait de sérieux inconvénients.

831. 2° A TITRE DE SIMPLE USAGER. — Les eaux qui ne sont susceptibles que du simple usage sont celles des ruisseaux et des petites rivières ni navigables ni flottables, qu'on nomme cours d'eau.

Cet usage, nous l'avons vu, est réglementé par le code civil. Aux termes des articles 644 et 645, il appartient aux seuls propriétaires riverains, à la double condition de ne se servir de l'eau que sur leur fonds bordé ou traversé par le ruisseau et d'en rendre l'excédant au propriétaire riverain immédiatement inférieur. Or quelques commentateurs de qui déjà nous avons parlé, partant de ces principes et rappelant, en outre, les protestations de respect pour les règles du code civil sur le régime des eaux, formulées par plusieurs orateurs durant les discussions législatives, affirment que rien n'est changé sous ce rapport; et, comme cependant ils voient une anomalie entre ces dispositions et celles de la nouvelle loi, laquelle permet l'irrigation même des fonds séparés des cours d'eau par des héritages intermédiaires et qui donne aux irrigateurs la

(1) Pellaut, n° 54.

libre disposition de l'eau qu'ils ont dérivée, ils en concluent que la loi d'avril 1845 n'est pas applicable aux simples usagers des eaux; qu'il n'y a qu'à ceux-là seuls, qui jouissent des eaux à titre de propriétaire, et qui, en cette qualité, en ont la libre et complète disposition, qu'il est possible de reconnaître le bénéfice de la servitude de conduite d'eau (1).

Cette opinion nous paraît insoutenable. Déjà nous avons établi le sens dans lequel il faut entendre les protestations de respect pour les principes du code civil, formulées lors de la discussion des lois dont nous donnons ici le commentaire; nous avons établi, en outre, que ces lois avaient véritablement dérogé, quant aux points susindiqués, aux dispositions du code qui réglementent l'usage des eaux.

832. 5° A TITRE DE CONCESSIONNAIRE. — Quel est le concessionnaire qui pourra réclamer le bénéfice de la loi nouvelle et obtenir la servitude d'aqueduc? L'examen de cette importante question doit être précédé de l'examen de cette autre non moins grave, et de laquelle dépend en partie la solution qu'il convient d'y donner: Quelles eaux sont susceptibles d'être concédées?

833. Il ne peut y avoir de difficulté en ce qui concerne soit les eaux des fleuves navigables ou flottables, soit les eaux privées. L'État propriétaire des premières, le particulier auquel appartiennent les secondes, peuvent en faire toutes concessions dans la limite de leurs droits : pour celui-ci, la limite est indiquée dans les art. 641, 642, 643 du code civil; quant à l'État, son droit n'a de bornes que l'intérêt public et les nécessités de la navigation.

834. Mais la question devient extrêmement difficile à résoudre dès qu'elle s'applique aux cours d'eau ni navigables ni flottables.

Une prise d'eau, en vue de l'irrigation, peut-elle être concédée sur ces cours d'eau? En cas de réponse affirmative, qui a pouvoir de faire cette concession? Est-ce l'État? est-ce le riverain? — Ces questions ont été soulevées lors de la discussion de la loi de 1847, au sujet de l'interprétation qu'il convenait de donner à ces mots

(1) Dumont, n° 145 et suiv.; Pellaut, n° 35 et suiv.; Jousselin, *Servit. pub.*, t. Ier, n° 325. — Voir n° 822.

de la loi de 1845, « dont il a le droit de disposer. » Différents orateurs essayèrent de faire trancher cette interprétation. A la chambre des députés (1), M. Pascalis, s'appuyant sur un arrêt, alors récent, du 10 juin 1846 (2), par lequel la cour de cassation avait décidé que la propriété des cours d'eau n'est à personne, et que la jouissance doit en être réglée par l'administration, affirmait qu'à cette dernière seule, à l'exclusion du riverain, appartient le droit de faire une concession sur ces cours d'eau, et que le bénéficiaire de la prise d'eau ainsi accordée pouvait réclamer la servitude d'aqueduc. Il allait même jusqu'à présenter au vote des représentants un amendement qui impliquait que cette opinion était celle qu'avaient professée les chambres législatives lorsqu'elles avaient voté la loi de 1845. La majorité des députés repoussa vivement cette hypothèse; ils n'avaient nullement voulu, dirent-ils, trancher par leur vote de 1845 la question de propriété et de possession des cours d'eau restée jusqu'alors indécise entre l'Etat et les riverains. M. de Lafarelle, entre autres, s'exprima ainsi : « La loi dit que quiconque aurait le droit de disposer d'une eau naturelle et artificielle pourrait l'amener dans son fonds, au moyen d'une servitude de passage, à travers les fonds intermédiaires ; voilà tout ce qu'elle a dit. Maintenant, quelles sont les eaux auxquelles s'applique cette disposition? Est-ce seulement aux eaux dont on a la pleine propriété, parce qu'elles naissent sur notre fonds ou parce qu'on les y aura ramassées? est-ce encore aux eaux qu'on peut dériver en vertu du code civil, parce qu'elles bordent notre propriété? enfin est-ce aussi à une troisième espèce d'eau qu'on obtiendrait par concession? C'est ce que la loi n'a pas décidé. Cette question est certainement très-grave; nous entrerions alors dans l'examen d'une question très-considérable, très-délicate (la question de propriété des cours d'eau), et sur laquelle il y a partage complet entre tous les jurisconsultes les plus habiles, d'une question sur laquelle la cour de cassation n'a prononcé encore qu'une seule fois, d'une question sur laquelle plusieurs arrêts de la cour royale ont prononcé d'une façon contraire à l'arrêt de la cour suprême. »

(1) Séances des 22 et 23 avril 1847.
(2) Arrêt Parmentier. — Voir n° 646.

C'est dans le sens de ces paroles que la chambre vota le rejet de l'amendement de M. Pascalis; elle voulut abandonner la question à la prudence des tribunaux.

A la chambre des pairs, la commission nommée pour l'examen du projet, qui devint ensuite la loi du 15 juillet 1847, se montra moins réservée. Voici comment elle s'exprima par l'organe de son rapporteur, M. le prince de la Moskowa : « La commission..... a recherché le sens qu'il était, suivant elle, convenable de prêter aux expressions de l'art. 1^er^ de la loi de 1845 : « Les eaux dont il a le « droit de disposer..... » Aux termes du code, messieurs, les eaux non navigables et non flottables dont un propriétaire riverain peut disposer sont celles qui naissent ou sont recueillies artificiellement sur son héritage, qui traversent ses fonds ou les bordent d'un côté. — Pour les deux premières catégories, disposition absolue; pour la troisième, droits partagés par le riverain de l'autre bord..... *On ne peut disposer, à aucun titre, de ces cours d'eau.* » — Donc la disposition de ces eaux ne saurait appartenir à l'État ni au riverain, ajouterons-nous, pour compléter la pensée du rapporteur.

En finissant ce compte rendu rapide des discussions auxquelles donnèrent alors lieu les questions posées plus haut, faisons remarquer que les opinions émises à cette époque n'ont d'autre portée que celle de simples renseignements. Il n'appartenait pas plus à la commission de la chambre des pairs qu'à la chambre élective de 1847 de prétendre fixer, dans la forme suivie, le sens de la loi de 1845; ce sens n'eût pu être déterminé que par une loi explicite et nouvelle. Quant à nous, nous ne saurions, sur les questions posées, partager ni l'indécision dans laquelle la chambre des députés a prétendu demeurer, ni l'opinion formelle émise par la commission de la chambre des pairs. Les situations différentes qu'ont prises dans le débat ces deux hautes assemblées nous semblent provenir d'une seule et même erreur : elles ont posé, pour unique base de l'examen auquel elles se sont livrées au sujet de la question soulevée, les anciens principes du code civil, et ainsi elles n'ont pas aperçu *tous* les autres éléments qui devaient entrer en ligne de compte pour arriver à la solution de la difficulté, c'est-à-dire les règles nouvelles introduites par la loi de 1845 dans le régime civil

des eaux (1). Que l'on répare cet oubli, et toute difficulté disparaît, et il n'est plus nécessaire, pour la trancher, d'aborder préalablement la question de la propriété du cours d'eau.

Par quel motif, en effet, le rapporteur de la commission de la chambre des pairs dénie-t-il soit à l'État, soit aux riverains le droit d'effectuer une concession sur ces cours d'eau? — Parce que ni l'un ni l'autre n'en ont l'entière disposition.

Mais, en premier lieu, quant au riverain, sa position a changé et son droit s'est accru depuis 1845; les art. 1 et 2 de la loi nouvelle, nous l'avons vu, lui donnent la faculté même d'absorber la quantité d'eau que sa qualité de riverain et le règlement de l'administration lui permettent de dériver; il n'en doit plus aucun compte aux riverains inférieurs, qui, de leur côté, peuvent agir de même. Qu'importe donc que l'un d'eux, au lieu d'absorber lui-même cette eau sur son terrain, la mette à la disposition d'un tiers? Qui aurait intérêt à se plaindre? — Personne. Eh bien! là où cesse l'intérêt cesse aussi le droit (2). Le rapporteur de la loi de 1845 supposait la possibilité d'une pareille concession. « La concession faite par un propriétaire riverain, lui faisait observer M. Gillon, ne pourra être faite que d'une quantité tout au plus égale à celle à laquelle ce riverain avait droit. » — « Sans doute, répondait M. Dalloz, cela est incontestable et résulte du droit commun, suivant lequel nul ne peut transmettre plus de droits qu'il n'en a lui-même. »

En second lieu, nous ne saurions refuser à l'État, d'une façon absolue, le droit de consentir des concessions; il ne pourra pas, nous le savons, les effectuer au préjudice des riverains. Avant tout, les besoins de ceux-ci doivent être satisfaits; mais, une fois qu'il y a été pourvu, s'il y a surabondance dans les eaux, pourquoi l'État, qui en règle la jouissance, ne pourrait-il pas disposer de cet excédant? Ici encore nul n'aurait intérêt à s'opposer à ce que l'État ne recueillît pas cette cause de richesse, qui, sans cela, se perdrait sans profit pour personne. Il n'y a aucun principe, aucune disposition de loi qui l'empêche, une fois que les propriétaires riverains ont

(1) Voir n° 822. — (2) CONTRA, Duvergier, *Collect. des lois*, vol. de 1847, p. 188, à la note.

usé de leurs droits, de pourvoir aux besoins des autres agriculteurs ; les formes, d'ailleurs, d'après lesquelles sont faites ces concessions, et dont il va être parlé plus bas, sauvegardent tous les intérêts.

835. Ainsi voici la question préalable résolue : oui, une prise d'eau peut être concédée, sur les cours d'eau non navigables ni flottables, — par le propriétaire riverain pour la part afférente à son héritage bordé ou traversé par le ruisseau ; — par l'État, souverain administrateur des eaux, pour celles qui excéderaient les besoins des héritages riverains. Il est facile maintenant de décider la question que nous avions posée en premier lieu ; à savoir, quels seront les concessionnaires qui pourront user des bénéfices de la loi nouvelle et réclamer la servitude d'aqueduc qu'elle établit. Les concessionnaires d'une prise d'eau peuvent être de deux sortes : — ou bien il s'agit soit d'un propriétaire, soit d'une réunion de propriétaires constitués en syndicat, dont le but est d'irriguer leurs héritages. Dans ce cas, toutes les conditions exigées se trouvent réunies, et il y a lieu à l'application de la loi. — Ou bien il s'agit d'un particulier ou d'une réunion de particuliers non propriétaires, constitués en société civile, dans le but d'exploiter, pécuniairement parlant, la concession qui a été consentie, et d'en tirer parti à l'aide de sous-concessions. Pour ces derniers, c'est l'exploitation, et non pas l'irrigation, qui est l'objet principal ; en outre, ils ne sont pas propriétaires ; ils ne se trouvent donc pas dans les conditions voulues pour demander et obtenir la conduite d'eau. M. Pellaut (1), qui émet l'opinion contraire, en outre des termes de la loi, oublie encore qu'en principe une servitude ne peut être accordée que pour l'utilité des fonds, et non dans l'intérêt d'une personne. Si ces concessionnaires non propriétaires tiennent leurs droits des particuliers, ils devront traiter à l'amiable des terrains sur lesquels sera établi leur canal de dérivation ; s'ils les tiennent de l'État, les raisons d'intérêt public qui auront milité en faveur de la concession motiveront aussi le mode exceptionnel à l'aide duquel cette concession sera amenée à exécution ; c'est ce qu'exprimait, lors de la loi de 1847, M. le ministre des travaux

(1) *Comment.*, n° 27.

publics : « Quant aux concessions que l'administration pourrait faire des eaux surabondantes, les seules dont elle veuille disposer par concession, ces concessions se font après instruction, après enquête, à l'aide de l'expropriation pour cause d'utilité publique, s'il y a lieu, afin de donner accès à la rivière afin d'établir le canal de dérivation ; on les accorde à des intérêts privés qui paraissent avoir une importance équivalente à un intérêt public. C'est ce qui se pratique tous les jours, et notamment dans le midi de la France, où il s'agit le plus des concessions pour des travaux d'irrigation. Il se forme des syndicats ; ces syndicats demandent une concession. Ou ils sont ou ils ne sont pas riverains : s'ils sont riverains, ils ont l'accès de la rivière ; s'ils ne sont pas riverains, nous le leur donnons par la voie d'expropriation pour cause d'utilité publique, et par là les eaux surabondantes sont utilisées dans la mesure où elles doivent l'être. »

ARTICLE 4.

..... sur les fonds intermédiaires.

836. La servitude d'aqueduc est accordée, sauf certaines exceptions signalées ci-après, sur tous les fonds situés entre la prise d'eau et l'héritage qu'il s'agit d'irriguer. Les propriétaires de ces fonds sont intéressés au parcours, à la forme, à la dimension de la conduite d'eau qu'ils doivent subir.

837. 1° PARCOURS DE L'AQUEDUC. — Les chambres ont reconnu qu'il y avait une grande similitude entre cette nouvelle servitude et la servitude d'enclave. D'après les règles de l'art. 683, c. civ., les tribunaux s'efforceront donc d'établir l'aqueduc, autant que possible, sur la portion la moins dommageable du fonds, et par le plus court trajet, en maintenant, toutefois, le niveau de la pente des eaux. Du reste, la loi n'a fixé aucun maximum pour la pente à parcourir ; « elle a pensé qu'on pouvait se reposer avec quelque confiance sur l'intérêt privé, naturellement peu disposé à une entreprise nécessairement dispendieuse, dans l'unique but de susciter à ses voisins des tracasseries contre lesquelles les tribunaux sauraient, d'ailleurs, les protéger (1). » L'aqueduc peut être un simple

(1) *Rapp.* de M. Dalloz.

fossé ou rigole, comme il peut consister dans un canal en pierre, en brique, en bois, ou bien dans des tuyaux, des canaux fermés ou souterrains. Là encore, les tribunaux, pour se décider sur ce point, consulteront la nature des terrains à traverser, s'efforceront de concilier l'intérêt du conducteur d'eau avec les droits du propriétaire du fonds assujetti. Il ne faut pas confondre la dimension de la conduite d'eau avec la dimension de la prise d'eau. La fixation de celle-ci est, ainsi que nous l'avons dit plus haut, du ressort de l'administration, régulatrice souveraine du partage des eaux entre riverains. Les tribunaux arrêteront quelles doivent être la profondeur et la largeur de la conduite, d'après les besoins des propriétés à irriguer, et la quantité d'eau départie à l'irrigateur par le règlement de l'administration.

838. 2° Fonds exemptés. — Certains fonds intermédiaires sont, à raison de leur nature, formellement exemptés de la servitude d'aqueduc. Ce sont les maisons, les cours, jardins, parcs et enclos attenants aux habitations (1). Selon nous, la dénomination de *maisons* doit ici s'appliquer non-seulement aux maisons d'habitation, mais encore à toute propriété bâtie. « Nous comprendrions difficilement, dit M. Garnier (2), que la loi eût voulu assujettir à la servitude une riche manufacture, même des magasins, celliers, granges, écuries, et les faire traverser par des canaux, même couverts et souterrains. »

839. Les routes royales et départementales, les chemins vicinaux ne sont point compris dans l'exception; mais, si on les soumet à la servitude, les conditions et l'indemnité devront être réglées et fixées par l'administration compétente; les tribunaux n'auraient aucun pouvoir à cet effet.

ARTICLE 5.

Nature et exercice du droit de conduite d'eau.

840. La servitude de conduite d'eau n'existe pas *de droit* en faveur du propriétaire qui la demande; la loi n'a pas établi une identité parfaite entre ce cas et la servitude de passage que le pro-

(1) 1, L. 29 avril 1845.
(2) *Comment.*, p. 23.

priétaire d'un fonds enclavé « peut *réclamer* (1). » Ici elle dit simplement que le propriétaire « pourra *obtenir* » le passage des eaux. Ces mots donnent aux tribunaux la faculté d'examiner les circonstances et l'état des lieux, et leur permet d'accorder ou de refuser la servitude d'une façon absolue.

841. Comme on a pu le voir, il ne s'agit point ici d'exproprier le fonds, mais simplement de le grever d'une servitude de conduite d'eau classée, par le code civil, parmi les servitudes continues et apparentes (2). Or,

De ce que le maître du fonds traversé n'en perd pas la propriété, il suit — qu'il continue d'acquitter l'impôt ; — que, si la conduite d'eau vient à être délaissée ou reste à sec, il rentre dans la jouissance du sol sans être tenu de rendre l'indemnité qu'il a reçue ; — que le conducteur d'eau ne peut creuser au delà de la profondeur qui lui est fixée ; — que si, en creusant la conduite d'eau, on met une source à découvert, cette source appartient uniquement au propriétaire du sol ; — que les boues, vases, joncs, herbes qui se trouvent dans le lit ou sur les bords de l'aqueduc lui appartiennent également ; que celui-ci peut, à sa volonté, les enlever ou en disposer à la suite du curage opéré par les soins du conducteur d'eau.

De ce que le droit de conduite d'eau est une servitude, il suit — que ce droit comporte accessoirement tout ce qui est nécessaire pour en user (3). — En conséquence, le conducteur d'eau peut rétablir, réparer, curer l'aqueduc ou la rigole d'irrigation, le tout à ses frais (4). A cet effet, il a le droit de *francs-bords* et de *terre-jet*. Il peut passer des deux côtés, y transporter, y déposer des matériaux et de la terre, à la charge, toutefois, de déblayer et d'indemniser en cas de dommages. Si l'aqueduc est mal entretenu et laisse échapper l'eau, le propriétaire du terrain assujetti pourra se faire autoriser à le réparer, curer, etc., le tout aux frais du conducteur d'eau, lequel est tenu, en outre, des dommages-intérêts pour infiltration, inondations et autres préjudices causés à la propriété. Le conducteur des eaux ne pourra rien faire qui rende la servitude plus onéreuse pour le fonds assujetti, ni la transporter ailleurs qu'à

(1) Voir 682 C. C. — (2) 688, 689 *id.* — (3) 696 *id.* — (4) 697, 698 *id.*

l'endroit primitivement assigné pour l'exercer. De son côté, le propriétaire soumis à la servitude ne pourra en rendre l'usage plus incommode pour celui qui en bénéficie, ni changer l'état des lieux, à moins de justes motifs et à ses frais (1).

De ce que cette servitude est continue et apparente, il résulte — qu'elle s'acquiert non-seulement par l'effet de la loi du 29 avril 1845 et des stipulations, mais encore par prescription (2); — qu'elle se perd, une fois qu'elle a été obtenue ou acquise, par le non-usage durant trente ans (3); — qu'en cas de trouble ou d'éviction celui qui la possède a l'action possessoire (4).

§ 2. — *De la conduite d'eau pour l'égouttement des fonds irrigués.*

842. Les propriétaires des fonds inférieurs doivent recevoir les eaux qui s'écoulent des terrains arrosés, ainsi qu'il vient d'être dit. Cette servitude d'égouttement est imposée à tous les fonds inférieurs au fonds irrigué et qui sont situés sur la pente des eaux de *colature*; c'est ainsi qu'on désigne les eaux qui ont servi à l'irrigation. L'art. 640 du code civil n'avait créé cette servitude que pour les eaux qui coulent naturellement; la loi nouvelle l'établit même pour celles qui ont été amenées à l'aide de travaux d'art.

843. C'est au propriétaire assujetti à faire tous les travaux qui doivent diminuer pour lui les inconvénients de l'égouttement (5), sauf l'indemnité raisonnable; il s'agit ici, en effet, d'une servitude passive. Toutefois il a été reconnu, dans la discussion, que ce propriétaire pourrait user à son gré des eaux qu'il recevrait ainsi; aucun intérêt ne s'y oppose, puisque les besoins du conducteur de ces eaux ont été satisfaits.

844. La servitude d'égouttement n'est accordée que pour les eaux qui ont servi à l'irrigation seulement et non pour celles qui sont dérivées artificiellement dans un tout autre but.

§ 3. — *Du droit d'appui.*

845. « Tout propriétaire qui voudra se servir, pour l'irrigation de

(1) 701, 702 C. C. — (2) 642 *id.* — (3) 706 *id.* — (4) 23 C. proc. — (5) Contra, Dumont, n° 161.

ses propriétés, des eaux naturelles ou artificielles dont il a le droit de disposer pourra obtenir la faculté *d'appuyer sur la propriété du riverain opposé les ouvrages d'art* nécessaires à sa prise d'eau, à la charge d'une juste et préalable indemnité (1). » L'établissement de cette servitude est le complément, la conséquence forcée de la servitude d'aqueduc. En effet, le droit de dériver les eaux pour l'irrigation, sans celui d'élever les eaux au-dessus de leur niveau naturel, à l'aide d'ouvrages d'art, serait resté bien souvent stérile. On donne à ces ouvrages d'art le nom de *barrages*.

ARTICLE 1er.

Il ne peut être obtenu que par le propriétaire riverain.

846. La loi de 1847, relative à la servitude d'appui, reproduit, on vient de le voir, les premiers mots de la loi de 1845 qui concerne la servitude d'aqueduc. On pourrait conclure de là que le bénéfice de la loi de 1847 s'applique à tous ceux qui peuvent obtenir, aux termes de celle de 1845, la conduite d'eau ; mais il n'en est rien. C'est ici que M. Pascalis avait proposé cet amendement dont nous avons parlé (2), et qui tendait à substituer à ces mots, « la faculté d'appuyer sur la propriété *du riverain opposé*, » ceux-ci : « la faculté d'appuyer sur la propriété *des riverains* les ouvrages d'art, etc. » On comprend la portée de cet amendement. M. Pascalis, ainsi que nous l'avons dit, partait de ce point, que l'administration régulatrice de la jouissance des eaux courantes avait seule le droit d'y concéder une prise d'eau ; il voulait donc faciliter aux propriétaires non riverains l'exercice de la prise d'eau qui leur aurait été concédée, en leur accordant le droit d'appui sur les deux rives, quoiqu'ils ne fussent propriétaires d'aucune d'elles. C'est alors que s'éleva la question de savoir si les eaux des rivières et ruisseaux non navigables ni flottables sont ou non susceptibles d'être concédées. La chambre des députés, nous l'avons vu, refusa de se prononcer sur ce point. Mais elle fut plus hardie quand il s'est agi de déterminer la portée de la nouvelle loi ; elle exprima formellement qu'elle n'entendait accorder la servitude

(1) 1, L. 15 juillet 1847. — (2) Voir n° 834.

d'appui qu'à celui qui obtiendrait la conduite d'eau, à titre de propriétaire riverain. « Votre commission, a dit M. le rapporteur Dalloz à la chambre des députés, n'a pas pensé que l'étendue du droit d'aqueduc dût naturellement s'appliquer au droit d'appui; il lui a paru qu'on pouvait, sans inconvénient, restreindre la servitude aux riverains. — Les raisons qui l'ont décidée sont, en peu de mots, celles-ci : elle a pensé que, encore bien que l'assimilation entre ces deux servitudes pût être admise, néanmoins celle qui résulte de l'amendement de M. Pascalis était d'un intérêt peu pratique. En effet, vous avez entendu M. le ministre des travaux publics déclarer que, jusqu'ici, il n'avait fait aucune concession de ces eaux à de simples particuliers..... Elle a pensé que l'amendement de M. Pascalis n'aurait, dans l'avenir, qu'un intérêt pratique très-minime relativement aux cours d'eau; elle a pensé que, si M. le ministre n'avait pas fait, dans ce cas, de concession à de simples particuliers, à plus forte raison il n'en serait pas fait lorsqu'on rencontrerait les droits des riverains. »

847. Mais, on le voit, ce qui précède, de même que l'amendement de M. Pascalis ne s'appliquent qu'aux individus qui ont obtenu des concessions administratives, et nullement à ceux qui tiendraient leurs droits du riverain lui-même. La situation de ces deux sortes de concessionnaires est, en effet, toute différente : aux uns l'administration ne peut accorder que les eaux surabondantes; aux autres le riverain peut non-seulement céder la part d'eau afférente à son héritage, mais encore les faire jouir du droit que lui donne sa qualité de propriétaire de la rive, c'est-à-dire de celui d'obtenir la servitude d'appui. Par quel motif le riverain opposé y mettrait-il obstacle? Qu'importe, en effet, à celui-ci que son voisin jouisse de ce droit d'appui par lui-même ou par un tiers? Ce voisin, d'ailleurs, aurait toujours la faculté de céder à la fois et sa part de l'eau et la propriété d'une portion de sa rive.

ARTICLE 2.

..... sur la propriété du riverain opposé.

848. La servitude d'aqueduc ne peut être obtenue que sur la

propriété du riverain opposé (1); nous venons d'expliquer le sens de cette disposition.

849. « Sont exceptés de cette servitude les bâtiments, cours et jardins attenants aux habitations (2). » Le mot « bâtiments » est plus général que dans la disposition semblable de la loi de 1845, et confirme l'observation qu'elle nous a suggérée à ce sujet (3). En revanche, l'exception qui s'applique aux autres natures de fonds est ici moins large que dans la loi de 1845, et ne contient ni les parcs ni les enclos. Le législateur a pensé qu'à raison du petit espace que la servitude d'appui emploie il n'y avait pas, à l'accorder plus facilement, les mêmes inconvénients que pour la servitude de conduite d'eau. En tous cas, les tribunaux, en vertu de leur pouvoir de souveraine appréciation, pourront toujours en refuser l'établissement là où il devrait en résulter de graves préjudices.

ARTICLE 3.

Nature du droit d'appui.

850. Ici encore, la loi a dit que le propriétaire « *pourrait obtenir* » cette servitude. Ainsi donc, comme lorsqu'il s'agit de la servitude d'aqueduc, pouvoir discrétionnaire est laissé aux tribunaux pour accorder ou refuser. Mais faisons remarquer que leur compétence se restreint réellement à l'obtention de la servitude d'appui; quant au barrage même, la permission de l'établir ne peut être donnée que par l'administration, qui seule a la police des eaux. Le tribunal doit faire abstraction de tout ce qui concerne cette permission; il n'accorde, lui, que ce qui n'est plus du ressort de l'administration, un droit de servitude sur la propriété d'autrui, un droit qui, pour un riverain, consiste à appuyer sur la rive opposée à la sienne l'une des extrémités du barrage.

ARTICLE 4.

De la mitoyenneté du barrage.

851. Le riverain assujetti à la servitude d'appui peut réclamer l'usage commun du barrage. Dans ce cas, aucune indemnité ne lui

(1-2) 1, L. 15 juillet 1847.
(3) Voir n° 838.

est due, et celle qui a été payée doit être rendue; il doit, en outre, contribuer pour moitié aux frais d'établissement et d'entretien (1).

852. Il ne faut pas croire cependant que, en fixant la contribution à la moitié des frais d'établissement, la loi ait entendu « retirer aux tribunaux l'appréciation de la valeur actuelle du barrage, lorsque l'usage commun n'en sera réclamé que plusieurs années après la construction et quand déjà il a été dégradé par le temps; la commission pense, au contraire, que, dans ce cas, le riverain n'aura à payer que la moitié de la valeur du barrage, conformément au droit commun et d'après l'estimation qui sera faite par le juge (2). »

853. Cependant, si l'usage commun n'était réclamé qu'après le commencement ou la confection des travaux, celui qui le demanderait devrait supporter seul l'excédant de dépense auquel donneraient lieu les changements à faire au barrage pour le rendre propre à l'irrigation des deux rives. Le législateur « a pensé que, comme la forme, la direction, la dimension du barrage pouvaient être différentes, selon qu'il devrait servir aux propriétaires des deux rives ou à un seul d'entre eux, il est juste de mettre, en outre, à la charge exclusive du riverain, qui ne réclame la jouissance du barrage qu'après le commencement ou la confection des travaux, toute la dépense occasionnée par les changements que la manifestation tardive rend indispensables. C'est ainsi que le voisin qui demande l'exhaussement du mur mitoyen est obligé, dans le principe du code civil, à supporter tous les frais de cet exhaussement, qui n'a lieu que dans son intérêt (3). »

854. Les riverains qui profiteraient d'un barrage sans en avoir provoqué l'établissement et sans en avoir demandé l'usage commun ne seraient tenus à aucune contribution. — Ainsi « une personne n'est pas assez riche pour établir un barrage, disait l'honorable M. Creton, elle se contente de faire un bâtardeau, de planter un tronc d'arbre sur le cours d'eau. L'irrigation est imparfaite, mais elle lui suffit. Il arrive qu'un voisin riche, d'un autre côté, veut établir un barrage dispendieux : les eaux sont élevées ; il se

(1) 2; L. 15 juillet 1847.
(2) *Rapp.* de M. Dalloz. — (3) *Id.*

trouve alors que le propriétaire riverain profite de ce barrage fait sans sa participation : il serait injuste d'exiger, de sa part, une contribution à des travaux qu'il n'a pas provoqués et dont il se sert actuellement. »

855. Le droit de réclamer la mitoyenneté du barrage est une simple faculté, laquelle, par cela seul, est imprescriptible.

856. Cependant, comme elle est la conséquence, le complément du droit de disposer des eaux pour l'irrigation, il est clair qu'elle se prescrirait en même temps que la faculté même de disposer des eaux. Tel est le cas qui se présente dans la question suivante, posée, lors de la discussion au sein de la chambre des députés, par l'honorable M. Maurat-Ballange : « Lorsque le cours d'eau est insuffisant, disait-il, pour pourvoir à l'irrigation des deux rives, et que le propriétaire du barrage établi en vertu de la présente loi aura, depuis plus de trente ans, usé exclusivement de l'eau pour laquelle il a fait la construction, pourra-t-il être permis au propriétaire de la rive opposée de venir réclamer la communauté du barrage et d'enlever ainsi au premier propriétaire la jouissance d'une partie de ses eaux? » A ces paroles, le rapporteur a répondu : « Le projet de loi ne préjuge rien sur la question ; c'est une question de droit, les tribunaux seuls doivent prononcer. » — Quant à nous, nous n'hésiterons pas à répondre négativement. En effet, lorsque la jouissance *exclusive* des eaux durant trente ans et plus est accompagnée de certaines circonstances, c'est une contradiction évidente à la faculté qu'aurait l'autre riverain de se servir des eaux (1). Or, le droit à l'usage des eaux une fois perdu par ce riverain, il n'existe plus pour lui aucun intérêt qui lui permette de réclamer la mitoyenneté du barrage.

§ 4. — *Dispositions communes aux droits de conduite d'eau, d'égouttement et d'appui.*

857. Les règles communes aux servitudes d'aqueduc, d'égouttement et d'appui concernent l'indemnité qui est due aux propriétaires des fonds assujettis, le jugement des contestations auxquelles les diverses circonstances de l'établissement de ces servitudes

(1) Voir n° 700.

peuvent donner lieu, enfin la réserve, faite par les lois du 29 avril 1845 et du 15 juillet 1847, de celles qui règlent la police des eaux.

ARTICLE 1er.

De l'indemnité et de ses éléments.

858. Les servitudes dont nous venons d'exposer les règles ne peuvent être exercées que moyennant une juste et préalable indemnité (1); elles se trouvent, par le fait de cette disposition, presque assimilées à l'expropriation. Pour la fixation des indemnités, le tribunal pourra donc consulter, avec fruit, les règles posées par la loi du 3 mai 1841. Ainsi, en conformité de l'art. 39 de cette loi, il prononcera des indemnités distinctes en faveur des individus qui les réclameraient à des titres différents, soit comme propriétaires, soit comme fermiers, locataires, usagers, etc.

859. Plusieurs éléments devront entrer dans l'appréciation de l'indemnité, notamment la valeur du terrain lui-même et l'évaluation du préjudice causé.

860. Le terrain employé à l'aqueduc, au fossé d'égouttement et à l'établissement de l'appui doit être arbitré, cela est évident; mais, pour cette dernière servitude, celle d'appui, quelle est l'étendue du sol dont la valeur doit entrer dans l'indemnité? — Est-ce celui qui s'étend depuis le milieu du cours d'eau jusqu'au point où le barrage cesse d'appuyer? ou bien est-ce simplement le terrain, servant à l'appui, qui ne ferait pas partie du lit du cours d'eau? — La cour de cassation, dans son arrêt du 10 juin 1846 (2), ayant décidé que les cours d'eau et leur lit n'appartiennent à personne, a jugé, par là même, qu'aucune indemnité n'est due aux riverains pour l'occupation de ce lit. Il s'ensuit donc que, dans l'espèce posée, l'indemnité ne doit comprendre que le sol servant à l'appui qui ne fait point partie du lit du cours d'eau.

861. Le propriétaire qui, par suite de l'établissement de l'aqueduc, verrait son héritage tellement morcelé, qu'il ne lui serait plus possible de retirer quelque utilité de ce qui lui resterait, pourrait-il invoquer l'art. 50 de la loi précitée, et exiger une indemnité équi-

(1) 1, 2, L. 29 avril 1845 ; 1, L. 15 juillet 1847.
(2) Voir nº 646.

valente à la privation entière de la jouissance de son fonds ? — Nous ne le pensons pas ; ici le tribunal ne doit considérer les règles de la loi de 1841, lesquelles sont de droit strict et exceptionnel, que comme de simples renseignements. Toutefois les juges pourront prendre en considération la circonstance qui vient d'être indiquée, et régler l'indemnité en conséquence.

862. Il doit être tenu compte, dans l'évaluation de l'indemnité, du tort causé par la confection des canaux ou fossés, par la séparation, en plusieurs parties, de la propriété que viennent couper ces travaux, comme aussi de l'impôt que le propriétaire continue de payer, malgré l'assujettissement du sol. M. Pellaut pense que ce dernier préjudice doit être estimé à un huitième en sus de la valeur vénale du terrain.

863. L'indemnité due pour la servitude d'égouttement peut-elle se compenser avec le profit que le propriétaire pourrait retirer de l'usage des eaux de *colature*, de telle sorte qu'il aurait moins, ou même qu'il n'aurait rien à recevoir? — L'affirmative semblerait résulter implicitement des paroles suivantes que prononçait M. le rapporteur Dalloz à la chambre des députés. « Ainsi, de deux choses l'une, disait-il : ou les propriétaires inférieurs utiliseront les eaux d'écoulement, ou ils ne les utiliseront pas ; s'ils ne les utilisent pas, si elles peuvent leur occasionner un dommage, l'indemnité qui leur sera allouée....., etc. » — Nous ne pouvons partager cet avis ; selon nous, l'indemnité est due dans tous les cas. Si l'égouttement des eaux procure quelque utilité au propriétaire qui y est soumis, c'est une utilité qu'il n'a recherchée ni provoquée pour lui, elle est indirecte ; mais il n'en a pas moins subi une sorte d'expropriation pour la partie de son fonds qui est désormais assujettie à recevoir les eaux.

864. Le préjudice dont nous parlons ici comme formant l'un des deux éléments de l'indemnité est, bien entendu, le dommage *actuel* causé au fonds par son assujettissement à une servitude. « Cette indemnité est, au reste, indépendante de celle qui peut être accidentellement due aux maîtres de ces fonds pour les dégradations que leur propriété peut éprouver par l'irruption des eaux, qui serait le résultat de la négligence que le propriétaire des eaux

aurait apportée dans l'entretien et le curage de l'aqueduc (1). »

ARTICLE 2.

Jugement des contestations.

865. Les contestations auxquelles peuvent donner lieu les diverses circonstances de l'établissement de ces servitudes sont portées devant les tribunaux civils, qui, en prononçant, doivent concilier l'intérêt de l'opération avec le respect dû à la propriété (2). Pour la servitude d'aqueduc, ce sont les contestations qui concernent son établissement même, la fixation du parcours de la conduite d'eau, de ses dimensions et de sa forme, et les indemnités dues soit au propriétaire du fonds traversé, soit à celui du fonds qui reçoit l'écoulement des eaux (3), etc. — Quant à la servitude d'appui, ces contestations peuvent porter, en général, sur la question de savoir s'il y a lieu à l'établissement du droit réclamé, sur le point de la propriété riveraine où il serait nécessaire que le barrage fût appuyé, sur la dimension et la forme des travaux, sur l'indemnité, etc. (4).

866. Ces contestations seront instruites et jugées comme en matière sommaire (5). Le législateur l'a voulu ainsi, pour abréger, en faveur d'un litige qui porte sur le fonds rural, les délais, et éviter les frais ordinaires de justice (6). Les contestations dont il s'agit sont dispensées, par conséquent, du préliminaire de conciliation, et doivent être portées directement devant le tribunal civil.

867. Si, dans le cours de ces contestations, *il y a lieu* à expertise, le tribunal peut ne nommer qu'un seul expert (7); il peut même se dispenser d'en nommer, s'il connaît suffisamment les lieux, soit de science personnelle, soit par les plans que les deux parties lui soumettent d'accord, soit par les explications et plaidoiries faites à l'audience : il évitera ainsi les lenteurs et les frais. Rien ne lui fait une loi d'en nommer dans les contestations dont il s'agit ici, plutôt que dans toute autre. M. Pellaut, qui avance le

(1) *Rapport* de M. Dalloz.

(2) 4, L. 29 avril 1845 ; 3, L. 15 juillet 1847.

(3) 4, L. 29 avril 1845.

(4) *Rapp.* de M. Dalloz. — (5) 4, L. 29 avril 1845 ; 3, L. 15 juillet 1847. — (6) Voir 404-413 C. procéd. — (7) 4, L. 29 avril 1845. — 3, L. 15 juillet 1847.

contraire sans en donner les motifs (1), semble oublier ces mots du texte : « s'il y a lieu. »

868. Ces règles de procédure ne s'appliquent pas, selon nous, aux contestations postérieures à l'établissement de la servitude d'aqueduc, et ayant pour objet les conséquences ou l'exercice de ce droit, celles relatives à son changement de place, aux modifications qu'elle doit subir, ou même à sa suppression, les dommages-intérêts pour les préjudices causés par les infiltrations, etc. ; ces contestations subséquentes nous paraissent, à raison du silence de la loi, devoir être jugées comme matières ordinaires, à moins, cependant, que le cas ne requière célérité (2).

869. Le jugement qui accorde ou refuse la servitude est-il susceptible d'appel, quand l'indemnité offerte ou demandée pour le terrain qui doit être affecté à cette servitude équivaut à 60 fr. de revenu déterminé soit en rente, soit par le prix du bail (3)?

M. Pellaut est d'avis de la négative (4). Selon lui, la demande en établissement de la servitude de conduite d'eau, devant toujours se résoudre forcément en une indemnité, est une demande déterminée. — Nous ne pouvons admettre cette opinion. Quand il s'agit de l'établissement d'une servitude, il ne faut pas considérer simplement le dommage matériel et actuel, qui se traduit par une somme d'argent plus ou moins forte; mais on doit encore tenir compte de l'assujettissement *perpétuel* d'un héritage pour l'utilité d'un autre héritage, et des préjudices éventuels auxquels ce fonds sera exposé à l'avenir. La demande qui a pour objet l'établissement d'une servitude d'aqueduc est donc une demande indéterminée.

ARTICLE 3.

Réserve des lois relatives à la police des eaux.

870. Les lois de 1845 et de 1847 ne dérogent, par aucune de leurs dispositions, aux lois qui règlent la police des eaux (5); elles sont aussi formelles sur ce point qu'elles le sont peu en ce qui concerne les principes et les règles du code civil (6).

(1) *Comment.*, nº 117. — (2) 404 C. procéd. — (3) Voir 1, L. 11 avril 1838. — (4) *Comment.*, nº 118. — (5) 5, L. 29 avril 1845; 4, L. 15 juillet 1847. — Voir nº 676 et suiv. — (6) Voir nº 822.

TROISIÈME PARTIE.

DE LA PRODUCTION AGRICOLE.

871. Grâce au fonds rural et à l'exploitation qu'en fait le cultivateur, nous obtenons deux natures de produits agricoles. Le sol nous donne directement les uns ; ce sont les *végétaux*. A l'aide de ces premiers produits, nous élevons tous ces *animaux* qui, après avoir été les auxiliaires de nos travaux agricoles, servent à notre consommation et fournissent la matière première de nos vêtements. C'est donc encore au sol que nous devons, bien que d'une manière indirecte, la production animale. Nous allons traiter, dans cette partie de notre ouvrage, de ces deux natures de productions agricoles.

TITRE Ier.

DE LA PRODUCTION VÉGÉTALE.

872. Il nous faut, dans cette matière, établir une distinction entre les produits *agrestes* et les produits *silvestres* ou *forestiers*. Cette distinction, d'ailleurs, se trouve indiquée par la nature même des choses. Sous la première dénomination, nous rangeons tous les produits donnés par la campagne ouverte, *ager*, par opposition à ceux qui sont procurés par la campagne couverte de bois et forêts, *silva*.

CHAPITRE Ier.

DES PRODUITS AGRESTES.

873. Les produits agrestes sont régis par des règles générales, ou par des dispositions particulières à certains d'entre eux; nous allons examiner successivement ces deux sortes de dispositions. Voici, du reste, l'indication des différents produits agrestes qu'elles concernent : les grains ou céréales et farines; les vignes et les boissons d'origine végétale; les arbres fruitiers et leurs fruits; les pépinières et arbres de nature forestière disséminés ou isolés dans la campagne; les plantes légumineuses, textiles, oléagineuses; les plantes fourragères et prairies; le tabac, etc.

SECTION 1re.

Dispositions générales relatives à tous les produits agrestes.

§ 1er. — *Des différents caractères qu'il faut reconnaître à ces produits, selon qu'ils adhèrent au sol, ou qu'ils en sont détachés.*

874. En principe, tout ce qui tient au sol, tout ce qui fait un seul et même tout avec lui, est frappé d'un caractère immobilier. Aussi tout produit agreste adhérent au fonds par ses racines, toute récolte pendante par branches sont-ils déclarés immeubles. Cependant ils deviennent meubles, non-seulement lorsqu'ils sont

détachés du sol (1), mais encore lorsqu'ils ont été saisis en exécution d'une décision judiciaire, ou qu'ils sont considérés, dans un contrat de vente, comme devant être, le plus immédiatement possible, arrachés ou coupés.

875. Le principe d'immobilisation des produits adhérents au sol a des conséquences importantes dans le droit civil ; nous allons en signaler quelques-unes. — Ceux des produits pendants par branches et par racines, que la loi considère comme fruits (2), — au moment où l'usufruit s'ouvre, appartiennent à l'usufruitier, et au propriétaire au moment où finit l'usufruit (3) ; — ils ne tombent dans la communauté qu'au moment où ils sont détachés du sol ; mais, si la dissolution de la communauté arrive avant qu'ils soient coupés, ils ne cessent pas d'appartenir à l'époux propriétaire (4). — C'était encore par suite de l'application des principes susindiqués que la cour de cassation se décidait, dans la grande querelle qui s'était élevée naguère entre les notaires et les huissiers, au sujet des ventes de grains verts et pendants par racines, et qu'est venue trancher la loi du 5 juin 1851 (5).

§ 2. — *Dispositions protectrices des champs, et des produits agrestes qui s'y trouvent abandonnés à la foi publique, contre diverses entreprises.*

876. Nous allons parler ici des entreprises dommageables qui peuvent être dirigées contre les produits agrestes et contre les champs préparés à les recevoir ou déjà couverts de récoltes. Et tout d'abord, nous ferons remarquer qu'il est très-important, pour les agents de la police judiciaire qui sont chargés de veiller sur les campagnes, de rapporter avec soin et précision toutes les circonstances de l'entreprise dans les procès-verbaux par lesquels ils la constatent. Ils doivent, par exemple, soigneusement détailler en quoi elle consiste, et dans quel état se trouvaient, au moment de l'acte, le champ où il s'est accompli, et la récolte qui en a souffert.

(1) 520 C. C. — (2) Voir 547, 582 et suiv. *id.* — (3) 585 *id.*
(4) 1401 *id.*
— (5) Cass. 11 mai 1837 (notaires de Troyes) ; *id.* 30 mai 1842 (Habert). — Voir n° 938.

Toutes ces circonstances sont substantielles et caractérisent le fait reprochable.

877. 1° ENLÈVEMENT DES ENGRAIS DANS LES CHAMPS. — Celui qui, sans la permission du propriétaire ou fermier, enlève des fumiers, de la marne, ou tous autres engrais portés sur les terres, sera condamné à une amende qui n'excédera pas la valeur de six journées de travail, en outre du dédommagement, et pourra l'être à la détention de police municipale (1). Si le délinquant fait tourner ces engrais à son profit, il est punissable comme voleur.

878. 2° JET D'UNE SEMENCE NUISIBLE. — Parlons maintenant d'un acte dommageable qui peut être accompli alors que les champs sont préparés pour la semence ou qu'ils viennent d'en être pourvus, et qui est réprimé dans plusieurs législations étrangères. Ainsi, en Suède, une loi déclare infâme et condamne à une amende considérable celui qui est convaincu d'avoir voulu infester le champ d'autrui en y semant des graines de plantes parasites, de l'ivraie, par exemple. Or cet acte, d'autant plus coupable qu'en étouffant et corrompant le germe de la récolte prochaine il s'attaque à l'ordre public, n'est malheureusement pas prévu par notre législation, et ne tombe, dès lors, sous l'application d'aucune peine. A ce propos, Fournel émet une opinion que nous ne saurions accepter, parce qu'elle n'est fondée ni sur le texte de la loi ni sur les règles de son application. « Ce cas, dit-il, ne se trouvant pas nominativement exprimé par le nouveau code des délits et des peines, il faut le ranger dans la classe qui l'*avoisine*, et l'article qui me paraît le plus *analogue* est l'art. *444* : « Quiconque aura dévasté des récol-
« tes sur pied, ou des plants venus naturellement ou faits de main
« d'homme, sera puni d'un emprisonnement de deux ans au moins
« et de cinq ans au plus. Les coupables pourront, de plus, être mis,
« par l'arrêt ou le jugement, sous la surveillance de la haute police
« pendant cinq ans au moins et dix ans au plus (2). » — Mais il est de principe qu'en matière pénale la loi doit être appliquée à la lettre et dans son sens étroit. Aussi, quand il s'agit de déterminer la criminalité d'un fait, n'est-il point permis au juge

(1) 33, tit. 2, L. 28 sept. 1791.
(2) *Traité du voisinage*, v° *Agriculture*.

de procéder par voie d'induction, en assimilant un cas à un autre, sous le prétexte que celui-ci est *analogue* à celui-là, et qu'il l'*avoisine*. Un acte n'est réputé délit, contravention ou crime que s'il est expressément réputé tel par la loi pénale; il n'est et ne peut être puni que si cette loi y a particulièrement attaché une sanction spéciale. Or la lecture seule de cet article 444 du code pénal, qui réprime la dévastation des récoltes *sur pied* ou plants *venus*, prouve qu'il est inapplicable dès qu'il s'agit d'un dommage causé à un champ ensemencé sur lequel la récolte est encore à pousser (1). Disons, toutefois, que, si cet acte coupable échappe à la sanction de la loi pénale, il est cependant susceptible de réparation par la voie civile, en vertu du principe que tout fait quelconque de l'homme qui cause à autrui un dommage oblige celui par la faute duquel il est arrivé à le réparer; et, comme il s'agit ici d'un dommage fait aux champs par l'homme, c'est devant le juge de paix de la situation du champ que doit être portée l'action en dommages-intérêts (2).

879. 3° Passage de l'homme. — Ceux qui, n'étant ni propriétaires, ni usufruitiers, ni locataires, ni fermiers, ni jouissant d'un terrain ou d'un droit de passage, ou qui, n'étant ni agents, ni préposés d'aucune de ces personnes, seront entrés ou auront passé sur ce terrain ou sur partie de ce terrain, s'il est préparé ou ensemencé, seront punis d'une amende de 1 fr. jusqu'à 5 fr. inclusivement (3). L'amende s'élève de 6 fr. à 10 fr. inclusivement, si le terrain était chargé de grains en tuyau, de raisins, ou autres fruits mûrs ou voisins de la maturité (4).

880. Le passage à cheval ou en voiture, s'il est effectué sur le terrain d'autrui ensemencé ou chargé d'une récolte en quelque saison que ce soit, est également puni d'une amende de 6 fr. à 10 fr. (5). La peine n'est plus que de 1 fr. à 5 fr. lorsque la récolte, étant coupée, n'est pas encore enlevée (6).

881. Il a été jugé que les prairies naturelles, étant dans un état de production permanente, doivent être considérées en tout temps

(1) Chauveau et Hélie, *Théor. du code pén.*, t. VIII, p. 127.
(2) 3, C. proc.; 5, L. 25 mai 1838. — Voir n° 1335 et suiv.
(3) 471, 13° C. pén. — (4) 475, 9° *id.* — (5) 475, 10° *id.* — (6) 471, 14° *id.*

comme des terrains préparés ou ensemencés, qu'en conséquence le fait de s'y introduire sans droit constitue une contravention de passage (1).

882. Mais il n'y a plus contravention, si le passage n'a été effectué qu'à raison de l'impraticabilité du chemin public dont le fonds serait voisin (2); ou, s'il y a lieu, de la part du propriétaire d'un fonds enclavé, à l'effet d'extraire sa récolte de ce fonds (3); ou de la part de l'entrepreneur de travaux publics qui veut arriver au champ à lui indiqué pour l'extraction de matériaux (4).

883. Les prohibitions susindiquées de passer sur les champs d'autrui préparés, ensemencés ou chargés de récoltes ne sont aucunement suspendues pendant le temps que la chasse reste ouverte, et, si le propriétaire du terrain sur lequel le chasseur a passé ne juge pas à propos de poursuivre pour délit de chasse, le ministère public a toujours le droit d'exercer son action à raison de la contravention de passage (5).

884. 4° FAITS DES ANIMAUX. — La loi réprime le passage, l'introduction, la garde à vue, l'abandon, le pacage des animaux dans les champs ensemencés ou couverts de récoltes. Il faut se garder de confondre ensemble ces différents faits, qui sont caractérisés par des circonstances diverses et soumis à des répressions distinctes.

885. *Passage.* — Il y a passage d'animaux lorsqu'on leur fait volontairement ou qu'on les laisse par négligence traverser le terrain d'autrui, sans qu'on ait l'intention de les y faire paître. — Or « seront punis d'amende de 1 fr. à 5 fr. inclusivement ceux qui auront laissé passer leurs bestiaux ou leurs bêtes de trait, de charge ou de monture sur le terrain d'autrui avant l'enlèvement de la récolte, lorsqu'elle est coupée (6) ; — seront punis d'amende, depuis 6 fr. jusqu'à 10 fr. inclusivement, ceux qui auraient fait ou laissé

(1) Cass. 26 mai 1836 (Gontier); *id.* 4 déc. 1847 (Borgnet); *id.* 18 mai 1849 (Barrois).

(2) Cass. 6 septembre 1845 (Carpentier); *id.* 27 juin 1845 (Wehrung). — Voir n° 241.

(3) Cass. 25 avril 1846 (de Sacy). — Voir n° 297.

(4) Cass. 3 août 1837 (Grevin).

(5) Cass. 31 mars 1832 (Boissard).

(6) 471, 14° C. pén.

passer des bestiaux, animaux de trait, de charge ou de monture sur le terrain d'autrui, ensemencé ou chargé d'une récolte, en quelque saison que ce soit (1). »

886. *Introduction.* — L'introduction consiste dans l'acte de mener les bestiaux dans un champ, avec la volonté de les y faire paître, mais sans les y garder à vue. — « Seront punis d'une amende de 11 à 15 fr. inclusivement ceux qui mèneront, sur le terrain d'autrui, des bestiaux, de quelque nature qu'ils soient, et notamment dans les prairies artificielles, dans les vignes, oseraies, dans les plants de câpriers, dans ceux d'oliviers, de mûriers, de grenadiers, d'orangers et d'arbres du même genre, dans tous les plants ou pépinières d'arbres fruitiers ou autres faits de main d'homme (2). »

887. *Garde à vue.* — Ce fait de garder à vue le bétail introduit sur les champs en état de production, pour y pâturer, est très-grave et devient un délit. « Quiconque sera trouvé gardant à vue ses bestiaux dans les récoltes d'autrui sera condamné à une amende égale à la somme du dédommagement, et pourra l'être, suivant les circonstances, à une détention qui n'excédera pas une année (3). »

888. *Abandon.* — Il y a abandon quand, en l'absence de leur propriétaire ou de leur gardien habituel qui les a délaissés, des animaux s'introduisent, spontanément et indépendamment de tout fait de l'homme, dans les champs en état de production (4). Nous indiquerons plus loin en quoi consiste la responsabilité des maîtres qui ont ainsi laissé leurs animaux à l'abandon, jusqu'où elle s'étend, et quelles mesures peut, dans ce cas, prendre le propriétaire du champ ravagé (5).

889. *Pacage.* — « Les conducteurs de bestiaux revenant des foires ou les menant d'un lieu à un autre, même dans les pays de parcours ou de vaine pâture, ne pourront les laisser pacager sur les terres des particuliers ni sur les communaux, sous peine d'une

(1) 475, 10° C. pén. — (2) 479, 10° *id.*
(3) 26, tit. 2, L. 28 septembre 1791.
(4) Cass. 28 mai 1841 (Droulon); *id.* 10 janv. 1846 (fille Minard).
(5) Voir n° 1217 et suiv.

amende de la valeur de deux journées de travail, en outre du dédommagement. L'amende sera égale à la somme du dédommagement, si le dommage est fait sur un terrain ensemencé ou qui n'a pas été dépouillé de sa récolte, ou dans un enclos rural. A défaut de payement, les bestiaux peuvent être saisis et vendus jusqu'à concurrence de ce qui sera dû pour l'indemnité, l'amende et autres frais relatifs; il pourra même y avoir lieu, envers les conducteurs, à la détention de police municipale, suivant les circonstances (1). »

890. 5° COUPE ET DÉVASTATION DE RÉCOLTES, PLANTS ET GREFFES. —Dans les cas qui suivent, « si le fait a été commis en haine d'un fonctionnaire public et à raison de ses fonctions, le coupable sera puni du maximum de la peine; il en sera de même, quoique cette circonstance n'existe point, si le fait a été commis pendant la nuit (2). »

891. *Coupe de grains et fourrages.* — Ce délit a lieu quand l'agent se borne à couper les grains et fourrages appartenant à autrui dans le but de nuire, mais sans détruire l'objet coupé et sans intention manifeste de se l'approprier. Dans ce cas, la peine consiste dans un emprisonnement qui ne sera pas au-dessous de six jours ni au-dessus de deux mois (3); mais l'emprisonnement sera de vingt jours au moins et de quatre mois au plus, s'il a été coupé du grain en vert (4).

892. *Abatage et mutilation d'arbres, destruction de greffes.*— « Quiconque aura abattu un ou plusieurs arbres qu'il savait appartenir à autrui sera puni d'un emprisonnement qui ne sera pas au-dessous de six jours ni au-dessus de six mois, à raison de chaque arbre, sans que la totalité puisse excéder cinq ans (5). » Il ne s'agit pas, bien entendu, ici, d'arbres abattus dans les bois et forêts, délit prévu par les lois forestières. — La loi pénale a assimilé à ce cas et a puni de la même peine graduée le fait d'avoir mutilé, coupé et écorcé des arbres de manière à les faire périr (6).

893. Si ces arbres ont été coupés en tout ou en partie, ou écorcés, sans que la mutilation soit de nature à les faire périr, les cou-

(1) 25, tit. 2, L. 28 septembre 1791.
(2) 450 C. pén. — (3) 449 *id.* — (4) 450 *id.* — (5) 445 *id.* — (6) 446 *id.*

pables sont condamnés à une amende double du dédommagement dû au propriétaire, et à une détention de police municipale qui ne peut excéder six mois (1).

894. Les arbres peuvent être mutilés encore par la destruction d'une ou de plusieurs greffes. Dans ce cas, l'emprisonnement sera de six jours à deux mois, à raison de chaque greffe, sans que la totalité puisse excéder deux ans (2).

895. Le minimum de la peine sera de vingt jours pour les cas mentionnés au n° 892, et de dix jours pour le cas dont il est question au n° 894, si les arbres étaient plantés sur les places, routes, chemins, rues, ou voies publiques ou vicinales ou de traverse (3).

896. *Dévastation de récoltes et plants d'arbres.* — Ce qui distingue le délit, dont nous allons parler, de ceux qui précèdent, c'est qu'ici l'agent détruit, ruine, saccage *une certaine quantité de plants croissant ensemble* sur le même terrain ; mais il leur ressemble en ce qu'il suppose un acte de méchanceté ou de vengeance, et non l'intention de s'approprier l'objet du délit.

897. Or « quiconque aura dévasté des récoltes sur pied, ou des plants venus naturellement ou faits de main d'homme, sera puni d'un emprisonnement de deux ans au moins et de cinq ans au plus; les coupables pourront, de plus, être mis, par l'arrêt ou le jugement, sous la surveillance de la haute police pendant cinq ans au moins et dix ans au plus (4). »

Si la dévastation s'exerçait sur des récoltes et plants déjà abattus et coupés, elle pourrait constituer, suivant les circonstances, soit la contravention de dommage volontairement causé aux propriétés *mobilières* d'autrui, qui est punie d'une amende de 11 à 15 fr. inclusivement (5), soit le crime de pillage des mêmes propriétés, puni de travaux forcés à temps et d'une amende de 200 fr. à 5,000 fr. (6). — Les plants dont il s'agit ici sont ceux qui sont situés aux champs ouverts et non les plants excrus dans les bois et forêts (7).

898. 6° MARAUDAGE ET VOL DE RÉCOLTES ET DE FRUITS DANS LES CHAMPS. — Il faut ici distinguer deux cas : les vols de récoltes

(1) 14, tit. 2, L. 28 sept. 1791. — Tribun. de Vesoul, 13 nov. 1841 (Moussart). (2) 447 C. pén. — (3) 448 *id.* — (4) 444 *id.* — (5) 479, 1° *id.* — (6) 440 *id.* — (7) Cass. 22 fév. 1821 (Espinasse).

détachées du sol et les vols de récoltes non détachées (1). Quand cette dernière sorte de vol est accomplie purement et simplement, et sans certaines circonstances aggravantes, elle est désignée sous la dénomination de maraudage.

899. Le vol ou la tentative de vol exécutés dans les champs sur des récoltes ou autres productions utiles de la terre déjà détachées du sol, ou des meules de grains faisant partie des récoltes, sont punis d'un emprisonnement de quinze jours à deux ans, et d'une amende de 16 à 200 fr.; l'emprisonnement est d'un an à cinq ans, et l'amende de 16 à 500 fr., si le fait a été commis soit la nuit, soit par plusieurs personnes, soit à l'aide de voiture ou d'animaux de charge (2).

900. Lorsque les récoltes ou autres productions n'étaient pas séparées du sol avant le vol ou la tentative, et que le fait coupable aura eu lieu soit avec des paniers ou des sacs, ou autres objets équivalents, soit la nuit, soit à l'aide de voiture — ou d'un bateau qu'il faut assimiler à une voiture (3), — ou d'animaux de charge, soit par plusieurs personnes, la peine sera d'un emprisonnement de quinze jours à deux ans, et d'une amende de 16 à 200 fr. (4).

901. La peine n'est plus que de 6 fr. d'amende lorsqu'il y a maraudage, c'est-à-dire lorsqu'on a dérobé, sans aucune des circonstances aggravantes mentionnées au numéro précédent, des récoltes ou autres productions utiles de la terre qui, avant d'être soustraites, n'étaient pas encore détachées du sol (5).

902. 7° INCENDIE DE RÉCOLTES. — Ici encore, il faut distinguer entre les récoltes sur pied et celles qui sont détachées du sol.

903. Quiconque aura volontairement mis le feu à des récoltes sur pied appartenant à autrui sera puni de la peine des travaux forcés à perpétuité; la peine serait celle des travaux forcés à temps, si les récoltes, appartenant à l'agent, avaient été incendiées pour causer un préjudice quelconque à autrui (6).

904. Si les récoltes sont abattues et sont placées en tas ou en meules, l'incendiaire serait puni des travaux forcés à temps, — et

(1) Cass. 13 janvier 1815 (Roderies). — (2) 388 C. pén. — (3) Cass. 23 mai 1839 (Guiraud). — (4) 388 C. pén. — (5) 475, 15° *id.* — (6) 434 *id.*

la reclusion, si, ces récoltes lui appartenant, il les avait incendiées pour nuire à autrui (1).

905. Si le feu mis volontairement à des récoltes sur pied ou abattues s'était communiqué à des lieux habités ou servant à l'habitation, ou avait occasionné la mort d'une ou plusieurs personnes se trouvant dans les lieux incendiés au moment où il a éclaté, la peine sera la mort (2).

§ 3. — *De la saisie-brandon.*

906. La saisie-brandon est l'acte par lequel un créancier fait mettre sous la main de la justice les produits agrestes pendants par branches et par racines appartenant à son débiteur, tels que blés, foins, légumes, fruits des arbres fruitiers, — pépinières (3), — non détachés du sol et non encore recueillis, afin qu'ils soient conservés jusqu'à la maturité pour être vendus ensuite, et le prix employé à payer les créanciers. « On l'appelle *saisie-brandon*, par suite de l'usage où l'on était, en quelques pays, de placer, sur le champ, des faisceaux de paille appelés *brandons*, suspendus à des pieux fichés en terre (4). »

907. Signalons-en sur-le-champ le premier et le principal effet. Bien que non encore détachés du sol, comme les fruits sont saisis pour être prochainement coupés et mis en vente, ils perdent la qualité d'immeubles que leur avait reconnue l'art. 520 c. civ.; la saisie-brandon est une saisie mobilière.

Les formalités spéciales à ce mode d'exécution sont très-simples et ne sauraient donner lieu à de bien grandes difficultés.

908. La saisie-brandon ne peut être faite que dans les six semaines qui précèdent l'époque de la maturité des fruits (5). Le législateur a pensé qu'il ne fallait pas autoriser la vente avant l'époque où il serait possible de fixer approximativement la valeur des fruits. On a voulu empêcher le créancier de se lancer dans des frais d'exécution et de garde qui, parfois, pourraient dépasser les produits de

(1-2) 434 C. pén.
(3) Rouen, 1er mars 1839 (Legendre).
(4) Chauveau sur Carré, t. IV, p. 769, 3e édit.
(5) 626 C. proc.

la saisie. Aucune règle fixe ne détermine, d'ailleurs, le moment précis où commencent *les six semaines qui précèdent la maturité des fruits*, et à partir desquelles la saisie-brandon est autorisée. C'est aux tribunaux de décider si la saisie a été effectuée en temps utile, suivant les époques ordinaires des récoltes dans chaque localité : ils se détermineront d'après la différence des cultures et des climats.

909. La saisie-brandon doit être précédée d'un commandement avec un jour d'intervalle (1). Bien que le code de procédure garde le silence à ce sujet, nous pensons que le titre en vertu duquel elle a lieu doit être signifié en tête de ce commandement, à moins que déjà il n'ait été notifié (2). — D'après les principes qui s'appliquent à tous les actes d'exécution, on ne peut saisir-brandonner qu'en vertu d'un titre exécutoire, et pour choses liquides et certaines (3). Il existe cependant une exception en faveur des propriétaires ou principaux locataires des biens ruraux. Ils peuvent faire saisir les fruits qui sont sur les terres, soit qu'il y ait bail, soit qu'il n'y en ait pas, un jour avant le commandement et sans même avoir besoin d'une permission du juge (4).

910. Le procès-verbal de saisie doit contenir l'indication de chaque pièce, sa contenance et sa situation, et deux, au moins, de ses tenants et aboutissants (5). Toutefois il n'y aurait pas nullité, si la contenance de la pièce n'était indiquée que d'une manière approximative. Il n'y a point de raison pour que la loi soit plus rigoureuse pour la saisie-brandon qu'elle ne l'est pour la saisie immobilière (6).

911. Le garde champêtre de la commune est établi gardien, à moins que la saisie ne soit effectuée en son nom ou au nom de sa femme, ou bien encore à la requête de ses parents ou alliés jusqu'au degré de cousin issu de germain inclusivement; s'il n'est présent, la saisie lui est signifiée (7). — Malgré le silence du code à ce sujet, nous pensons qu'il en doit être de même pour le garde présent. Copie de la saisie doit lui être remise de suite (8). Il est aussi laissé

(1) 626 C. proc. — (2) Chauveau sur Carré, t. IV, p. 773, quest. 2111 *ter*.

(3) 551 C. proc. — (4) 819 *id.* — (5) 627 *id.* — (6) 675 *id.* — (7) 628 et 598 *id.* — (8) Berriat, p. 545, note 8; Chauveau sur Carré, t. IV, p. 780, quest. 2118.

copie au maire de la commune de la situation, et l'original est visé par lui.

912. Si les communes sur lesquelles les biens sont situés sont contiguës ou voisines, il n'est établi qu'un seul gardien, autre néanmoins qu'un garde champêtre; le visa est donné par le maire de la commune du chef-lieu de l'exploitation, et, s'il n'y en a pas, par le maire de la commune où est située la majeure partie des biens (1).

913. Il est alloué pour frais de garde de la saisie, soit au garde champêtre, soit à tout autre gardien, par chaque jour, savoir : au garde champêtre, 75 centimes, et à tout autre qu'au garde champêtre, 1 fr. 25 c. (2).

914. La vente est annoncée par des placards affichés, huitaine au moins, — huitaine *franche* (3), — avant la vente, à la porte du saisi et à celle de la maison commune, et, s'il n'y en a pas, au lieu où s'apposent les actes de l'autorité publique; au principal marché du lieu, et, s'il n'y en a pas, au marché le plus voisin et à la porte de l'auditoire de la justice de paix (4). Ces placards, dont l'apposition est constatée par un exploit auquel en est annexé un exemplaire (5), désignent les jour, heure et lieu de la vente, les noms et demeures du saisi et du saisissant, la quantité d'hectares et la nature de chaque espèce de fruits, la commune où ils sont situés, sans autre désignation (6).

915. La vente est faite un jour de dimanche ou de marché (7); elle peut être faite sur les lieux ou sur les places de la commune. La vente peut également être effectuée sur le marché du lieu, et, s'il n'y en a pas, sur le marché le plus voisin (8). Toutefois il est évident que le choix des lieux et des jours de cette vente est laissé à l'arbitraire du saisissant; les termes de la loi sont facultatifs (9).

916. S'il ne se présentait aucun enchérisseur, nous pensons que le saisissant pourrait présenter requête au tribunal du lieu pour se faire autoriser à procéder à la récolte des céréales, et à la faire

(1) 628 C. proc. — (2) 45 du tarif. — (3) Pigeau, t. II, p. 104; Chauveau sur Carré, t. IV, p. 781. — (4) 629 C. proc. — (5) 631 et 619 *id.* — (6) 630 *id.* — (7) 632 *id.* — (8) 633 *id.* — (9) Chauveau sur Carré, t. IV, p. 782, quest. 2122.

vendre après l'avoir transformée en nature commerçable (1).

917. Les formalités relatives à la dénonciation de la saisie, de l'assignation en validité, etc., à toute la procédure qui précède la vente, n'offrent rien de spécial ; elles sont les mêmes que celles qui sont suivies pour les saisies exécutoires (2). Quant au prix de la vente, il est réparti au moyen de la distribution par contribution (3).

§ 4. — *Des bans de récoltes.*

918. « Chaque propriétaire sera libre, dit la loi de 1791, de faire sa récolte, de quelque nature qu'elle soit, au moment qui lui conviendra, pourvu qu'il ne cause aucun dommage aux propriétaires voisins. Cependant, ajoute-t-elle, dans les pays où le ban de vendange est en usage, il pourra être fait, à cet égard, un règlement, chaque année, par le conseil général (municipal) de la commune, mais seulement pour les vignes non closes ; les réclamations qui pourraient être faites contre le règlement seront portées au directoire du département (aujourd'hui le préfet), qui y statuera sur l'avis du directoire de district (le sous-préfet) (4). »

919. Ainsi, bien que le législateur ait posé comme principe que le cultivateur pourrait effectuer librement sa récolte au moment qui lui conviendrait, il a cependant consacré, par une disposition formelle, l'existence du ban de vendange *là où il est encore en usage* et *pour les vignes non closes ;* en outre, il punit expressément d'une amende, depuis 6 fr. jusqu'à 10 fr. inclusivement, ceux qui contreviennent aux bans des vendanges (5).

Mais en est-il de même pour les bans de moisson, de fauchaison ou fenaison, etc.? — Là où ces bans seraient restés en usage, un arrêté municipal pourrait-il en prescrire l'observation, et la contravention à cet arrêté entraînerait-elle la pénalité susindiquée?— L'affirmative s'appuie sur de graves autorités (6). D'après elles, les bans de moisson et de fenaison, mesures de police et de sûreté gé-

(1) Chauveau sur Carré, t. IV, p. 784, quest. 2124.

(2) 634 C. proc. — (3) 635 *id.* — (4) 2, sect. 5, tit. 1, L. 28 sept. 1791. — (5) 475, 1° C. pén.

(6) Fournel, *Voisinage*, v° *Bans* ; Jousselin, *Servit. pub.*, t. I, p. 346. — Cass. 6 mars 1834 (Leblanc) ; trib. de Castel-Sarrasin, 6 janv. 1848 (Delpech).

nérales, n'ont point été abolis par le principe de liberté qu'a proclamé la loi de 1791 ; actuellement encore, ils peuvent être portés, bien que cette loi ait gardé le silence à leur sujet et n'ait parlé que du ban de vendange. A l'appui de cette opinion, on cite l'arrêté du 14 germinal an VI, par lequel le directoire exécutif recommande la stricte observation du calendrier républicain. Il y est dit, art. 17, que « les administrations municipales des cantons ruraux où *l'ouverture des moissons*, des vendanges, *de la fauchaison est fixée soit par l'autorité publique, soit par les cultivateurs assemblés* veilleront à ce que les époques ne soient désignées que dans les termes du calendrier républicain. » Ils invoquent encore les expressions générales de l'art. 475 1° du code pénal, qui prévoit les contraventions aux bans de vendanges ou *autres* bans autorisés par les règlements. — Nous ne saurions partager cette opinion. La loi de 1791 est fondamentale en cette matière; elle a posé les principes. Le propriétaire est libre, dit-elle, de faire sa récolte au moment qui lui conviendra. Cette prescription est générale ; elle ne souffre d'exceptions qu'autant qu'il en aura été établi de bien formelles. Or, comme la seule dérogation mentionnée est relative au ban de vendange, il faut en conclure que toute autre a disparu devant le principe posé. On comprend parfaitement, du reste, que le législateur se soit préoccupé spécialement du ban de vendange et n'ait pas cru devoir en faire autant pour les autres bans de récoltes. Telle est, en effet, la nature du produit des vignobles, que le propriétaire qui se hâte de le recueillir avant sa maturité, sacrifiant ainsi la qualité à la quantité, ne porte pas préjudice uniquement à lui-même. L'abus qu'il fait de sa chose peut entraîner la dépréciation du *cru* de la localité, et nuire ainsi à des intérêts généraux. Mais il n'en est plus de même pour les céréales et les foins. On sait que le fait de la récolte prématurée de ces derniers produits n'offre aucun avantage à celui qui s'y livre, et par conséquent ne saurait se rencontrer bien fréquemment; on sait, d'ailleurs, que le fait, fût-il accompli, n'aurait aucune influence appréciable et sérieuse sur le prix des céréales et des foins recueillis dans le pays. Cela dit, il ne reste plus qu'à réfuter les arguments tirés de l'arrêté du 14 germinal an VI et de l'art. 475 du code pénal. Et d'abord la mention que l'arrêté

précité fait des bans de moisson et de fenaison n'a pas pour but de modifier ou d'expliquer les dispositions antérieures de la loi de 1791; cet arrêté a un tout autre objet, puisqu'il se borne à prescrire l'emploi du calendrier républicain. Cette prescription, en tant qu'elle concernerait les bans de moisson et de fenaison, n'était donc applicable que dans l'hypothèse où ces mesures auraient été maintenues par la loi, question qu'il n'y avait pas lieu de trancher dans l'arrêté. Quant à l'art. 475 1° du code pénal, le texte nous en est tout favorable, puisqu'il n'y est question des bans, autres que le ban de vendanges, qu'*autant qu'ils seraient autorisés par les règlements.* Or, nous l'avons vu, l'art. 2, sect. V, tit. 1^er^ de la loi de 1791, en posant le principe de la récolte libre, n'a fait exception qu'en faveur du ban de vendange. Donc, tout arrêté municipal qui prescrirait l'observation d'un ban autre que ce dernier, lequel, seul, se trouve maintenu, n'aurait pas de base légale, et l'infraction de quiconque y manquerait ne saurait constituer une contravention punissable.

§ 5. — *De la récolte des produits agrestes.*

920. Le laboureur peut employer à la récolte des produits agrestes et à la coupe des grains les instruments qui lui semblent mieux y convenir (1). Toutes les prohibitions portées sur ce point par les lois anciennes sont supprimées.

921. Nulle autorité ne pourra suspendre ou intervertir les travaux de la campagne dans les opérations des récoltes (2).

922. Les maires pourvoiront à faire serrer la récolte d'un cultivateur absent, infirme ou accidentellement hors d'état de le faire lui-même, et qui réclamera ce secours; ils auront soin que cet acte de fraternité et de protection de la loi soit exécuté aux moindres frais : les ouvriers seront payés sur la récolte de ce cultivateur (3).

§ 6. — *Du glanage des fruits abandonnés dans les champs après la récolte.*

923. La loi moderne a reconnu et consacré l'antique faculté, conférée aux infirmes et aux pauvres, de recueillir, à la suite de la

(1) 2, sect. 5, tit. 1^er^, L. 28 sept. 1791. — (2) 3 *id.* — (3) 1 *id.*

récolte, les fruits abandonnés dans les champs. L'action de recueillir ces fruits, appliquée aux céréales, se nomme *glanage; grappillage*, s'il s'agit des raisins échappés aux vendangeurs, — ou même d'autres fruits, tels que les pommes, noix, etc., qu'il serait d'usage, dans la localité, d'abandonner aux pauvres (1); *râtelage*, s'il concerne les foins et les prairies artificielles. Les règles suivantes s'appliquent à ces trois opérations.

924. Cette faculté n'existe que pour les champs, prés, vignes *ouverts* (2). Il y a interdiction de glaner, grappiller, etc., dans tout enclos rural.

925. Le droit de glanage ne commence qu'après *l'enlèvement des fruits*, qu'après que les champs *sont entièrement dépouillés et vidés de leur récolte* (3).

926. Le propriétaire, en effet, a le droit de faire sa récolte aussi complète que possible. On ne doit point considérer comme une contravention de glanage le recueillement qu'il ferait des épis et autres fruits épars après la moisson, quelles que soient les circonstances de ce recueillement, qu'il ait lieu la nuit, avec des instruments de fer, etc. Les interdictions dont nous allons parler et qui concernent ces circonstances ne s'appliquent qu'aux individus auxquels le glanage est réservé, et non aux propriétaires (4).

927. Mais, une fois la récolte enlevée entièrement, ce qui reste sur le champ est présumé *abandonné* par le propriétaire, et cesse, par cela même, de lui appartenir. Ces épaves de la récolte deviennent *le patrimoine du pauvre*, et appartiennent au premier occupant (5).

928. Le propriétaire du champ ne peut donc pas vendre le droit de glanage, — ni même en disposer à titre gratuit, de façon à ce que certains individus déterminés par lui en jouissent d'une façon exclusive (6).

929. Enfin le droit de glaner ne peut s'exercer avant le moment du lever ou après le coucher du soleil. Ceux qui, en contra-

(1) Cass. 25 mai 1848 (Bourdilleau).

(2) 21, tit. 2, L. 28 sept. 1791. — (3) *Id.* — 471, 10° C. pén.

(4) Cass. 19 oct. 1836 (Richard); *id.* 20 oct. 1841 (Traullé).

(5) L. 1, tit. 7, D. *pro derelic.*; Instruction du 16 août 1790.

(6) Arrêt. de règl. du parlem. de Paris, 11 juillet 1782. — Cass. 5 sept. 1835 (Richard).

vention à cette dernière prescription, auraient glané, grappillé, râtelé aux heures prohibées sont passibles d'une amende de 1 à 5 fr., et peuvent, en outre, être condamnés, selon les circonstances, à un emprisonnement de trois jours au plus (1).

930. Il existe, en outre de ces dispositions, d'anciens règlements qui régissent l'exercice de la faculté de glanage, grappillage, etc. Sont-ils encore applicables aujourd'hui ? — Un avis interprétatif de la loi, rendu par le conseil d'État à la date du 8 février 1812, porte que les anciens règlements relatifs à la police rurale continuent à régir toutes les matières au sujet desquelles le code pénal ne renferme que quelques dispositions éparses, détachées, et qui ne forment pas un système complet de législation. Or c'est justement ce qui arrive pour le glanage, etc. — Aussi est-ce un point constant de la jurisprudence que les anciens règlements sur cette matière n'ont point été abrogés, et que l'on doit s'en rapporter à leurs prescriptions pour tous les cas où il n'y a pas eu dérogation expresse (2).

931. Or ces anciens règlements déterminent les individus auxquels appartient l'exercice du glanage, la localité dans laquelle ils peuvent s'y livrer, et interdisent aux glaneurs et râteleurs l'emploi de certains instruments. Ainsi

932. Une ordonnance du roi du 2 novembre 1550 ne permet le glanage « qu'aux gens vieils et débilités de membres, aux petits enfants, ou autres personnes qui n'ont pouvoir ne force de scyer (de travailler à la moisson). » Deux arrêts de règlements du parlement de Paris, du 7 juin 1779 et du 11 juillet 1782, ne réservent cette faculté qu'aux vieillards, estropiés, petits enfants et autres personnes invalides. Un troisième arrêt de règlement du 16 février 1781, spécial au bailliage d'Amiens, contient défense de glaner à toutes personnes en état de travailler et gagner leur vie pendant la moisson. Par application de ces règlements, il a été jugé que l'on doit réputer valable l'arrêté du maire qui défend de glaner dans sa commune sans être porteur d'une carte de lui; cet arrêté ayant évidemment pour but et devant avoir pour résultat de

(1) 471, 10°, 473, 474 C. pén. — (2) Cass. 23 déc. 1818 (Rigaud); *id.* 8 oct. 1840 (Crochard).

ne laisser profiter du glanage que les indigents de la commune, auxquels ce droit est réservé exclusivement (1).

933. Un arrêté du parlement de Dijon, du 26 avril 1780, interdit aux individus admis au glanage de l'exercer hors de leurs paroisses; il défend, en outre, aux fermiers et habitants de loger ou retirer aucun glaneur étranger. Selon le Répertoire du notariat, ces prescriptions sont encore en vigueur (2); nous partageons cette opinion.

934. L'arrêt de règlement du 16 février 1781 précité fait défense aux glaneurs de se servir, pour glaner, dans les prairies et les terres ensemencées en prairies artificielles, de râteaux en dents de fer, d'instruments semblables où il pourrait y avoir du fer, sous peine d'une amende de 20 livres et même de poursuites extraordinaires, suivant l'exigence des cas. La cour de cassation a fait application de ce règlement (3).

935. Dans le but de maintenir le profit que les pauvres peuvent tirer du glanage, etc., et de leur laisser un temps raisonnable pour s'y livrer, le législateur défend de mener des troupeaux d'aucune espèce dans les champs moissonnés et ouverts avant les deux jours qui suivent l'enlèvement de la récolte (4). Cette défense s'applique aussi bien au propriétaire du champ qu'à tout autre individu (5).

936. Dans quelques-unes des anciennes provinces, il existait au profit des pauvres un droit de *chaumage* qui leur permettait d'extraire le chaume après l'enlèvement de la moisson. Ce droit, presque disparu en 1791, n'est pas compris parmi ceux de même ou de semblable nature, que le législateur mentionne comme étant conservés (6). — Aussi a-t-il cessé, selon nous, d'exister. En effet, quand il s'agit du glanage, ce qui sert de base au droit du pauvre, c'est l'abandon que le propriétaire fait des épis épars dont il n'entend plus se servir. Or un abandon pareil ne peut se présumer relativement au chaume des champs, les progrès de l'agriculture faisant aujourd'hui considérer ce chaume soit comme un engrais, soit

(1) Cass. 8 oct. 1840 (Crochard). — (2) Rolland de Villargue, v° *Glanage*, n° 15. — (3) Cass. 23 déc. 1818 (Rigaud). — (4) 22, tit. 2, L. 28 sept. 1791. — (5) Cass. 13 oct. 1836 (Benuczon); *id.* 19 oct. 1836 (Fontaine). — (6) Voir 21, tit. 2, L. 28 sept. 1791.

comme un moyen de protéger les jeunes pousses des prairies artificielles que l'on y sème (1).

§ 7. — *De la libre disposition et vente des produits agrestes.*

937. En principe, chacun est libre de conserver ses récoltes à son gré ou de les vendre à l'extérieur comme à l'intérieur de la France, pourvu qu'on ne préjudicie pas au droit d'autrui et en se conformant aux lois (2). Cependant la vente et le commerce des céréales, la disposition du tabac se trouvent régis par des lois exceptionnelles dont nous allons rendre compte, maintenant qu'il nous reste à nous occuper de ces sortes de produits d'une manière spéciale.

938. Il s'était naguère élevé, au sujet des ventes de fruits et récoltes pendants par racines, un conflit entre les notaires d'une part, et les commissaires-priseurs, huissiers et greffiers de justice de paix d'autre part, les premiers refusant aux seconds le droit d'y procéder. Cette querelle vient dernièrement de recevoir une solution législative. Aux termes de la loi du 5 juin 1851, les ventes publiques volontaires, soit à termes, soit au comptant, de fruits et de récoltes pendants par racines et des coupes de bois taillis seront faites, *en concurrence et au choix des parties*, par les notaires, commissaires-priseurs, huissiers et greffiers de justice de paix, même dans le lieu de la résidence des commissaires-priseurs. Pour l'exécution de cette loi et dans les trois mois de sa promulgation, il doit être fait un tarif spécial dans la forme des règlements d'administration publique.

SECTION 2.

Dispositions particulières à certains produits agrestes.

§ 1er. — *Des grains ou céréales.*

939. On comprend sous cette dénomination tous les grains et farines destinés à l'alimentation, tels que le blé-froment, épeautre

(1) *Répert. du journ. du pal.*, v° *Glanage*, n° 44. — CONTRA, Fournel, *Lois rur.*, t. II, p. 75 ; Jousselin, t. I, p. 359.

(2) 2, sect. 1re, tit. 1er, L. 28 sept. 1791.

ou méteil, le seigle, le maïs, l'orge, le sarrasin, l'avoine, le riz. Toutefois, dans le langage légal, le mot *céréales* indique plus particulièrement les grains considérés sous le rapport de la culture; celui de *grains et farines* ne sert à désigner que ceux qui sont livrés à la consommation et au commerce.

ARTICLE 1er.

De leurs semailles.

940. 1° CHAULAGE. — Il est interdit, de la manière la plus absolue, aux agriculteurs de se servir de l'arsenic et de ses composés pour le chaulage des grains (1). L'achat et l'emploi qu'ils feraient de cette substance si dangereuse constitueraient des contraventions qui pourraient être punies d'une amende de 100 fr. à 3,000 fr., et d'un emprisonnement de six jours à deux mois, sauf l'application, s'il y a lieu, des circonstances atténuantes. Dans tous les cas, la confiscation des substances saisies en contravention sera ordonnée (2). Les maires et les commissaires de police sont invités à exercer sur ce point une surveillance attentive et à dresser procès-verbal en cas d'infraction à ces dispositions (3).

M. le ministre de l'agriculture, dans une circulaire adressée aux préfets en date du 25 novembre 1846, les a rappelées, en faisant connaître aux cultivateurs qui l'ignoreraient le procédé par lequel un savant agronome a remplacé avec avantage l'arsenic, si longtemps employé pour le chaulage des grains. « En avril 1837, disait M. le ministre dans cette circulaire, l'un de mes prédécesseurs en a fait imprimer la description à 20,000 exemplaires, qui ont été envoyés à la même époque à MM. les préfets..... J'ai jugé convenable de faire réimprimer l'instruction de Mathieu Dombasle intitulée, *Du sulfatage comme moyen préservatif de la carie du froment.* Je vous recommande de la faire insérer dans le recueil de vos actes administratifs, d'en adresser des exemplaires à MM. les maires des communes rurales et présidents des associations agricoles, en un mot de lui donner toute la publicité nécessaire pour qu'elle parvienne à toutes les personnes qu'elle intéresse (4). »

(1) 10, Ord. 29 oct. 1846. — (2) 1, L. 19 juillet 1845. — (3) 14, Ord. 29 oct. 1846.

(4) Les substances à employer, d'après Mathieu de Dombasle, sont la chaux

941. 2° Rizières. — L'agriculteur est libre de semer et de cultiver du riz sur son terrain. C'est à tort que Fournel enseigne qu'aujourd'hui l'établissement d'une rizière ne peut s'effectuer qu'en vertu de l'autorisation de l'administration et après une enquête *de commodo et incommodo* (1). Ces formalités préalables ne seraient nécessaires que si les rizières étaient placées par la loi au nombre des établissements insalubres et malfaisants; or il n'en est rien. — Cependant, comme les rizières ne peuvent exister que moyennant une retenue d'eau et la submersion du sol, elles sont, par cela même, soumises au droit de police que l'administration peut exercer sur les eaux privées (2). Si elles produisaient des inondations ou des exhalaisons insalubres, l'autorité pourrait ordonner qu'elles fussent éloignées des habitations, et même qu'elles fussent supprimées.

ARTICLE 2.

De la vente des grains en vert.

942. Une loi du 6 messidor an III, renouvelant les prohibitions portées par d'anciennes ordonnances de nos rois, interdit sous peine de confiscation, et déclare nulles, toutes ventes de grains en vert et pendants par racines, autrement dit des céréales qui ne sont pas encore parvenues à leur maturité. La confiscation encourue est supportée moitié par le vendeur, moitié par l'acheteur. « Elle sera appliquée, porte la loi, art. 2, un tiers au dénonciateur, un tiers à la commune du lieu où les fonds qui ont produit les graines se trouvent situés ; ce tiers sera distribué à la classe indigente, le troisième tiers au trésor public. » Cette disposition prohibitive a une double utilité; c'est d'abord une mesure tutélaire dans l'intérêt privé des propriétaires et des fermiers peu aisés qui, pressés par le besoin du moment, ne craindraient pas de vendre à l'avance les récoltes à vil prix et d'escompter ainsi leurs espérances à un taux usuraire; c'est surtout une mesure politique destinée à prévenir les desseins coupables des gens malintentionnés qui, sous

vive en pierre et le sulfate de soude, dit *sel de Glauber*. On trouvera aux *Annales agricoles de Roville*, année 1847, *supplément*, la description de ce procédé, dont le caractère tout pratique sort de la spécialité de ce traité.

(1) *Voisinage*, v° *Rizières*. — (2) Voir n°s 679, 684.

prétexte de spéculation, auraient pu faire disparaître une énorme quantité de grains et, par suite, amener des disettes. Aussi les maires et autres autorités administratives des départements sont-ils spécialement chargés, par l'art. 3 de la loi, de veiller à son exécution.

943. Cependant un décret subséquent du 23 messidor an III a placé certaines ventes de grains en vert en dehors de cette prohibition ; telles sont celles qui ont lieu « par suite de tutelle, curatelle, changement de fermier, saisie de fruits, baux judiciaires et *autres de cette nature*. »

944. De ces derniers mots on doit, croyons-nous, conclure que la prohibition n'est pas tellement absolue qu'il ne faille en excepter les ventes qui, par leurs motifs et leurs résultats, peuvent être assimilées à celles auxquelles préside la justice. La loi du 6 messidor an III, modifiée par celle du 23 messidor suivant, serait donc, selon nous, seulement applicable aux ventes que les tribunaux regarderaient comme ayant eu pour objet une spéculation sur la détresse des cultivateurs et comme tendant à l'accaparement des grains ; elle ne punirait point les ventes qui seraient faites uniquement dans l'intérêt bien entendu des cultivateurs. La cour de Caen a rendu un arrêt dans ce sens (1). Il serait déraisonnable, y est dit-il, d'appliquer la nullité et les peines prononcées par la loi de messidor, par exemple, au cas où le cultivateur menacé de saisie-brandon par un commandement voudrait en éviter le désagrément et les frais en vendant sa récolte soit à son créancier lui-même, soit, de son agrément, à un tiers, ou bien encore au cas très-fréquent où le propriétaire qui ne cultive pas de ses propres mains aime mieux vendre ses levées sur pied que de rester soumis à tous les embarras de leur aménagement ; aussi ces sortes de ventes n'ont-elles jamais, dans la pratique, donné lieu à aucune poursuite (2).

945. Toutefois une vente de grains en vert n'échapperait pas

(1) Caen, 11 mai 1846 (Oriot).

(2) Conf., Angers, 17 juillet 1846 (Perardel-Brochard) ; trib. de Montbrison, 27 juillet 1847 (Chezallet) ; *id.* Villefranche de Lauraguais, 6 janv. 1848.—Contra, trib. de Tours, 3 juillet 1847 (Fontaine) ; Orléans, 10 nov. 1847 (Bidron).

à la nullité et à la confiscation, par cela seul qu'en outre de céréales elle comprendrait d'autres fruits et récoltes dont la vente ne serait pas prohibée (1).

946. Lorsqu'une vente de grains en vert a été faite au mépris de la prohibition de la loi de messidor an III, la nullité peut en être poursuivie non-seulement par le ministère public, mais encore par les parties contractantes elles-mêmes. Le vendeur comme l'acheteur pourraient en demander la résiliation (2) ; car la matière intéresse l'ordre public. Nous venons de voir, en effet, que la loi de l'an III charge expressément les autorités municipales et départementales de veiller à l'exécution de ces dispositions.

ARTICLE 3.

Du commerce et de la circulation des grains et farines.

947. Aujourd'hui le principe de la liberté commerciale est appliqué à la circulation et au commerce des grains et farines soit à l'intérieur, soit à l'extérieur de la France ; ce qui n'empêche nullement, toutefois, que ce commerce ne soit soumis à une réglementation dont nous allons rendre un compte rapide.

948. 1° COMMERCE INTÉRIEUR. — L'obligation imposée aux marchands et blatiers d'être pourvus d'une patente n'existe pas pour les propriétaires et fermiers qui ne vendent que les blés provenant de leur récolte.

949. Toute personne convaincue d'avoir porté atteinte à la libre circulation des grains dans l'intérieur sera poursuivie et condamnée, en outre de la restitution, à une amende de la moitié des grains arrêtés, pour le payement de laquelle il sera donné caution; faute de quoi, la peine de six mois d'emprisonnement sera prononcée. Les officiers municipaux et autres fonctionnaires publics, soit civils, soit militaires, qui n'auraient pas fait tout ce qui est en leur pouvoir pour protéger la circulation seront soumis aux mêmes peines (3).

950. Il existe cependant une dérogation au principe de la libre

(1) Cass. 12 mai 1848 (Flamand).
(2) Troplong, *Vente*, no 223.
(3) 1, 2, 3, L. 21 prairial an V.

circulation à l'intérieur pour « les transports de grains ou farines surpris de nuit ou sans passavant dans la distance de 5 kilomètres en deçà des frontières de terre et de 25 hectomètres des côtes maritimes. » Dans ce cas, le transport sera confisqué avec les voitures, bêtes de somme, bateaux ou navires servant au transport (1).

Mais sont exceptés de la formalité du passavant les grains portés de jour au moulin et les farines en revenant, dont le poids n'excédera pas 6 myriagrammes.

Le passavant est délivré par les préposés au bureau des douanes le plus voisin ou par le maire du domicile du propriétaire, auquel cas il sera signé par le sous-préfet; il indique la quantité, le lieu de l'enlèvement et de destination, l'heure du départ et la route à tenir (2).

951. La loi punit sévèrement le pillage ou destruction de grains, grenaille ou farine (3), les accaparements, toutes les manœuvres susceptibles de faire hausser ou baisser les prix des grains et farines (4), etc.

952. 2° Commerce extérieur. — Les lois qui interdisent le commerce des grains et farines avec l'extérieur sont abolies. Sous ce rapport, les prohibitions ont été remplacées par un tarif gradué sur le cours moyen des céréales. Ce tarif aggrave le droit à payer par l'exportateur lorsque le prix des grains s'élève au delà d'un chiffre, et le diminue au point de le réduire à un taux extrêmement minime quand la baisse peut être nuisible aux producteurs; il détermine également les droits à payer par l'importation d'après les mêmes règles, mais alors dans un sens contraire (5).

953. Cependant les nécessités résultant de l'alimentation publique autorisent le gouvernement à prendre, en cas de disette se manifestant dans tout le pays ou seulement sur un de ses points, toutes mesures exceptionnelles, mais provisoires, dans le but de prohiber ou de restreindre l'exportation des grains et farines, et favoriser l'importation. C'est ce que l'on a pu voir notamment en 1816 et en 1847 (6).

(1-2) L. 26 ventôse an V.

(3) 440, 441, 442 C. pén. — (4) 420, 421 *id.*

(5) Voir L. 15 avril 1832. — (6) Voir Ord. 3 août 1815; *id.* 22 nov. 1816. — LL. 28 janv. et 24 fév. 1847.

§ 2. — *Des vignes et des boissons ayant une origine végétale.*

954. Deux arrêts du conseil, le premier du 4 février 1567, le second du 5 juin 1731, avaient réglementé la plantation de la vigne, dans le but de mettre obstacle à l'accroissement excessif que prenait alors cette production. C'est à tort, selon nous, que Fournel mentionne ces dispositions prohibitives comme ayant conservé leur valeur (1). Elles ont évidemment disparu devant le principe moderne de la libre exploitation : « Les propriétaires sont libres de varier à leur gré la culture et l'exploitation de leurs terres (2).

955. On sait que les vins, et les autres boissons d'origine végétale qui sont comprises dans cette classe, ainsi que celles que la loi y a assimilées à raison de leurs qualités vineuses ou alcooliques, sont soumis à des droits qui font partie des contributions indirectes.

Or sont compris dans la classe des vins, et imposés comme tels, — les raisins égrappés en tout ou en partie, les raisins foulés ou raisins-moûts (3); — les boissons connues sous les noms de *demi-vin*, *trivin*, *petit vin*, *piquette*, provenant de raisins, pommes et poires, *aquarelle*, avec ou sans mélange d'eau (4); les vins factices fabriqués avec des raisins secs, pruneaux, etc. (5); — les vins de liqueur, vins cuits, liqueurs proprement dites; les eaux-de-vie, etc.

956. Les boissons d'origine végétale, autres que les vins, que la loi impose également, sont les cidres et poirés, auxquels il faut assimiler les petits cidres et les piquettes provenant des fruits à cidre, avec ou sans mélange d'eau (6), et la bière.

957. Les droits auxquels, en général, sont ou peuvent être assujetties ces boissons sont ceux de circulation, d'entrée, de vente en détail, de consommation, d'octroi et de licence. La bière, en par-

(1) *Lois rur.*, t. I, p. 114.
(2) 4, sect. 1, tit. 1er, L. 26 sept. 1791.
(3) Cass. 5 fév. 1807 (Zucchini); *id.* 27 fév. 1808 (Zegna).
(4) Cass. 28 oct. 1812 (Marignan); *id.* 2 avril 1813 (Cassagneau).
(5) Girard, *Man. des contrib. indir.*, art. 1er, nº 12.
(6) Cass. 16 janv. 1816 (Noël); *id.* 21 nov. 1817 (Levesque).

ticulier, est soumise au droit de fabrication. Cependant quelques exemptions ont été introduites en faveur de l'agriculture.

958. Ainsi sont exempts du droit de circulation 1° les vins, cidres et poirés qu'un récoltant fait transporter, de son pressoir ou d'un pressoir public, à ses caves et celliers, ou de l'une à l'autre de ses caves, dans l'étendue d'un même arrondissement ou des cantons limitrophes de l'arrondissement où la récolte a été faite, qu'ils soient ou non dans le même département; 2° les boissons de même espèce qu'un colon partiaire, fermier ou preneur à bail emphytéotique, à rente, remet au propriétaire ou reçoit de lui, dans les mêmes limites, en vertu de baux authentiques ou d'usages notoires (1); — 3° les boissons de leurs récoltes que les propriétaires font transporter, de chez eux, hors des limites susindiquées, pourvu qu'ils se munissent d'un acquit-à-caution, et qu'ils se soumettent, au lieu de destination, à toutes les obligations imposées aux marchands en gros, le payement de la licence excepté (2).

959. Sont affranchies du droit d'entrée les boissons reçues dans les habitations éparses et les dépendances rurales entièrement détachées du lieu principal où il se perçoit (une ville de quatre mille âmes et au-dessus); mais elles perdraient ce privilége, si elles étaient débitées (3), — à moins que ce ne soit par le propriétaire même qui les aurait récoltées (4).

§ 3. — *Des pépinières.*

960. Les pépinières sont des produits agrestes, et ne sont point soumises aux lois forestières. Les dégâts et contraventions commis dans les champs qui portent cette sorte de production agreste sont donc des délits ruraux proprement dits, et sont réprimés ainsi qu'il est dit au n° 884 et suivants.

961. Il a été jugé, avec raison, que le jardinier-pépiniériste qui vend les arbustes provenant de ses semis et de sa culture n'est point commerçant; — qu'en conséquence il ne peut être soumis à la patente (5) — ni être déclaré en faillite (6). Nous avons vu, effec-

(1) 15, L. 25 juin 1841. — (2) 16 *id.* — (3) 21, L. 28 avril 1816. — (4) Cass. 15 mars 1826 (Feydel). — (5) Cons. d'Ét., 6 déc. 1836 (Aldebert). — (6) Colmar, 17 juin 1809 (Maller).

tivement, que le propriétaire qui vend les produits de son fonds n'est pas réputé faire acte de commerce.

962. L'administration des forêts a publié, en 1809, une instruction fort détaillée contenant les clauses et conditions auxquelles devraient se soumettre ceux qui voudraient établir des pépinières destinées à fournir, chaque année, les arbres, tiges et plantes nécessaires à la plantation des routes, au rétablissement ou à la formation des forêts domaniales. Comme cette instruction n'a aucun intérêt général, nous nous contentons d'en signaler l'existence; on la trouvera, en cas de besoin, dans les *Annales forestières*, vol. de 1809, et dans les *Lois rurales* de Fournel, t. Ier, p. 261.

§ 4. — *De la culture du tabac.*

963. Dans le but de protéger un des monopoles dévolus à l'administration des contributions indirectes et consistant dans le privilége de fabriquer et de vendre, à l'exclusion de tout autre, le tabac manufacturé, la loi a réglementé la culture de cette plante par des dispositions exceptionnelles. Ces dispositions prévoient deux cas, celui où la culture a pour objet du tabac destiné à l'exportation et celui où il s'agit de tabac destiné aux manufactures nationales (1). Voyons d'abord les règles qui s'appliquent à la fois aux deux circonstances.

964. 1° Dispositions générales. — Le tabac ne peut être cultivé que dans les départements où le ministre des finances l'autorise (2). Or, en fait, aujourd'hui cette autorisation n'existe que pour les départements du Nord, du Pas-de-Calais, du Bas-Rhin, d'Ille-et-Vilaine, de Lot-et-Garonne, des Bouches-du-Rhône et du Var.

965. Et encore, dans ces départements, nul ne peut se livrer à la culture du tabac sans en avoir fait préalablement la déclaration et sans en avoir obtenu la permission. La déclaration n'est admise que lorsqu'elle concerne au moins 20 ares de terrain en une seule pièce (3). Quant aux permissions de culture, elles sont données, dans chaque arrondissement, par une commission de cinq mem-

(1) 183, L. 28 avril 1816. — (2) 202 *id.*; 3, L. 12 février 1835. — (3) 180, L. 28 avril 1816.

bres, composée du préfet, ou d'un de ses délégués, président; du directeur des contributions indirectes; d'un agent supérieur du service de culture; d'un membre du conseil général et d'un membre du conseil d'arrondissement résidant dans l'arrondissement et non planteurs (1).

966. Les décisions de cette commission ne sont point souveraines. Le ministre peut en connaître comme juge d'appel et les réformer au besoin. Si même elles avaient été rendues par une commission irrégulièrement composée, elles pourraient être déférées au conseil d'Etat pour excès de pouvoir et vices de forme (2).

967. La permission obtenue est personnelle et ne peut être transmise par le bénéficiaire à un tiers; celui-ci ne pourrait s'en prévaloir pour couvrir sa responsabilité à l'égard de la régie (3).

968. Le planteur est responsable du nombre de pieds qu'il a mis ou qu'il s'est obligé de mettre en terre, d'après la permission qu'il a obtenue; il est, en conséquence, tenu de représenter en totalité le produit de sa récolte. Or deux circonstances peuvent faire que cette récolte soit moins considérable qu'elle n'eût dû l'être : lorsque le cultivateur a planté moins de pieds que n'en portait la permission, ou lorsque la récolte a éprouvé des accidents par suite de l'intempérie des saisons. Dans le premier cas, le planteur est tenu de payer pour la quantité manquante le prix du tabac fabriqué de cantine (4); dans le second cas, il est admis à faire constater, par les employés de la régie, en présence du maire et de concert avec lui, les accidents que sa récolte encore sur pied a éprouvés. La réduction à laquelle il pourra prétendre sur la quantité ou le nombre de pieds qu'il serait tenu de représenter sera estimée de gré à gré au même instant, et en cas de discussion il sera prononcé par des experts nommés par le préfet.

969. Si c'est depuis la récolte seulement que les tabacs ont été avariés, les planteurs sont admis à les présenter au magasin de réception, et à en requérir la destruction en leur présence et à la faire constater devant les employés (5).

(1) 2, L. 12 fév. 1835. — (2) Trolley, *Cours de dr. administ.*, n° 1149. — (3) Cass. 13 septembre 1833 (Kintzburger). — (4) 182, 199, L. 28 avril 1816. — (5) 197, 211 *id.*

970. Le compte du cultivateur est balancé d'après les résultats de ces circonstances; le décompte qui lui est notifié peut être attaqué par lui, pendant un mois, devant le conseil de préfecture, lequel doit prononcer dans les deux mois (1).

971. Les cultivateurs sont tenus d'arracher et de détruire, immédiatement après la récolte, les tiges et souches de leurs plantations; sur leur refus, l'opération est exécutée d'après l'ordre du sous-préfet, à la réquisition du contrôleur principal des contributions indirectes (2).

972. 2° CULTURE POUR L'APPROVISIONNEMENT DES MANUFACTURES NATIONALES. — Les permissions données à ceux qui déclarent vouloir se livrer à la culture du tabac destiné aux manufactures nationales s'accordent dans la mesure d'une répartition annuelle faite par le ministre des finances. Cette répartition concerne le nombre d'hectares à cultiver, ainsi que les quantités de tabac demandées aux départements où la culture est autorisée, et se fait de manière à assurer au plus les quatre cinquièmes des approvisionnements des manufactures nationales aux tabacs indigènes (3).

973. Le ministre fixe également, chaque année, les prix pour les diverses qualités de tabac de la récolte suivante, par chaque arrondissement où la culture est autorisée; l'avis en est donné par voie d'affiches et de publications (4).

Ces prix servent de base aux traités particuliers qui interviennent entre la régie et les planteurs, soit que ces traités soient formés par voie d'adjudication, de soumission, etc. — Tout ce qui concerne, d'ailleurs, la formation de ce traité, leur mode, leur exécution est placé sous l'autorité ou la surveillance du préfet. Il ne doit cependant admettre à concourir à ces traités que les planteurs de tabac reconnus solvables par lui et par le directeur des contributions indirectes, ou qui peuvent fournir caution pour sûreté de leurs engagements (5).

974. 3° CULTURE POUR L'EXPORTATION. — Dans les départements où la culture du tabac est autorisée, les propriétaires peuvent obtenir la permission d'en cultiver pour l'exportation, s'ils

(1) 199-201, 211-214, L. 28 avril 1816. — (2) 196 *id.* — (3) 3, L. 12 février 1835. — (4) 4 *id.* — (5) 186-191, L. 28 avril 1816.

sont reconnus solvables ou s'ils fournissent caution pour sûreté de l'exportation. Cette exportation doit être faite avant le 1er août de chaque année qui suit la récolte, sauf délai obtenu ou permission d'entrepôt provisoire dans les magasins de la régie. Après les délais, les tabacs qui n'auraient été ni exportés ni mis en entrepôt sont saisis et confisqués. L'enlèvement et la conduite des tabacs à l'étranger se font sous la surveillance de la régie (1).

975. 4° INFRACTIONS AUX DISPOSITIONS PRÉCÉDENTES. — Les tabacs plantés sans déclaration et sans permission préalables sont détruits aux frais des cultivateurs, sur l'ordre que le sous-préfet en donne, à la réquisition du contrôleur principal des contributions indirectes. Les contrevenants sont, en outre, condamnés à une amende de 50 fr. par cent pieds de tabac, si la plantation est faite sur un terrain ouvert, et de 150 fr., si le terrain est clos de murs, sans que cette amende puisse, en aucun cas, excéder 5,000 fr. Ces amendes doivent être réglées en proportion du nombre de pieds au-dessous de cent comme au-dessus (2).

976. Lorsque la plantation a eu lieu à la suite d'une autorisation, si la vérification de la culture fait connaître qu'il y a excédant de plus d'un cinquième, soit sur la quantité de terre déclarée, soit sur le nombre des pieds de tabac portés dans la permission, il en est dressé procès-verbal, et le contrevenant est condamné à une amende de 25 fr. par cent pieds de tabac plantés sur les terres excédant la déclaration, sans que cette amende puisse s'élever au-dessus de 1,500 fr., et sans préjudice de l'augmentation de charge qui en résultera au compte du cultivateur. En cas de contestation sur le mesurage des terres plantées en tabac ou sur le nombre des pieds de tabac excédant, la vérification en sera ordonnée d'office par le préfet, aux frais de la partie dont l'estimation sera reconnue la plus éloignée du chiffre réel (3).

977. Dans ce cas, comme dans celui où il ne représenterait pas toute sa récolte, conformément à ce qui a été dit au n° 968, le délinquant est privé du droit de planter, à l'avenir, du tabac. Il en est

(1) 202-209, L. 28 avril 1816.
(2) 181, 202 *id.*; L. 23 avril 1836.
(3) 193, 194, L. 28 avril 1816.

de même à l'égard de ceux qui ont soustrait, en tout ou en partie, leur récolte à l'exportation (1).

978. Le propriétaire du terrain sur lequel se trouve du tabac planté indûment est responsable du fait, même alors qu'il alléguerait avoir ignoré cette plantation et qu'il en désignerait l'auteur : il a à se reprocher soit sa négligence personnelle, soit la négligence ou la connivence des gens dont il dispose (2); il aurait cependant son recours contre qui de droit (3).

979. Mais il en serait autrement, s'il prouvait qu'un autre que lui, propriétaire, a la jouissance légale du fonds. Dans ce cas, c'est l'usufruitier, le fermier, etc., qui sont responsables (4).

CHAPITRE II.

DES PRODUITS FORESTIERS.

980. Occupons-nous maintenant des produits forestiers, c'est-à-dire de ceux qui sont donnés par le sol couvert de bois et forêts.

SECTION 1re.

Des deux sortes de bois et forêts.

981. Tout d'abord il est nécessaire d'établir une ligne de démarcation entre les bois et forêts qui sont soumis au régime forestier et ceux qui, appartenant aux particuliers, n'y sont pas assujettis (5).

§ 1er. — *Des bois et forêts soumis au régime forestier.*

982. Le régime forestier est l'ensemble des règles spécialement établies pour l'administration des bois et forêts (6) dont suit l'énumération :

1° Les bois et forêts qui font partie du domaine de l'État, dans lequel sont rentrés les bois qui dépendaient du domaine de la couronne ; 2° ceux qui sont possédés à titre d'apanages et de ma-

(1) 182, 193, 195, L. 28 avril 1816. — (2) Cass. 30 avril 1813 (Vallée).
(3) Voir n° 541.
(4) Cass. 3 juin 1813 (Van-Brabant). — D'Agar, *Content. des contrib. indirect.*, t. II, p. 13. — (5) 1, 2 C. forest. — (6) Meaume, *Comm. sur le code forest.*, t. I, p. 98.

jorats réversibles à l'État ; 3° les bois et forêts des communes et des sections de commune ; 4° ceux des établissements publics ; 5° les bois et forêts dans lesquels l'État, les communes ou les établissements publics ont des droits de propriété indivis avec des particuliers (1). — Les règles qui régissent ces bois font plutôt partie du droit administratif que du droit rural ; voici, toutefois, deux points les concernant que nous ne croyons pas devoir passer sous silence.

ARTICLE 1er.

Leurs délimitation et bornage avec les propriétés riveraines.

983. La séparation entre les bois et forêts soumis au régime forestier et les propriétés riveraines peut être requise soit par l'administration, soit par les propriétaires riverains (2), et dans ce dernier cas la réquisition se fait par une pétition adressée au préfet (3).

984. Si les demandes ont pour objet des délimitations partielles, il y est procédé selon les formes ordinaires (4). Toutefois il est sursis à statuer sur les actions partielles, si l'administration forestière offre d'y faire droit dans le délai de six mois, en procédant à la délimitation générale de la forêt (5).

985. Lorsqu'il y a lieu d'opérer la délimitation et le bornage généraux, ces opérations sont annoncées deux mois d'avance par un arrêté du préfet, qui est publié et affiché dans les communes limitrophes, et signifié au domicile des propriétaires riverains ou à celui de leurs fermiers, gardes ou agents. Après ce délai, les agents de l'administration forestière procèdent à la délimitation, en présence ou en l'absence des propriétaires riverains (6).

986. Les experts, nommés par le préfet dans l'intérêt de l'État (7), rédigent le procès-verbal suivant l'ordre dans lequel l'opération a été faite. Il est divisé en autant d'articles qu'il y a de propriétaires riverains, et chacun de ces articles est clos séparément et signé par les parties intéressées. Si les propriétaires riverains ne peuvent pas signer ou refusent de le faire, si même ils ne se pré-

(1) 1 C. for. — (2) 8 *id.* — (3) 57, Ord. 1er août 1827. — (4) Voir n° 133. — (5) 9 C. for. ; 58, Ord. 1er août 1827. — (6) 10 C. for. — (7) 58, 59, Ord. 1er août 1827.

sentent ni en personne ni par un fondé de pouvoir, il en est fait mention. En cas de difficulté sur la fixation des limites, les réquisitions, dires et observations contradictoires sont consignés au procès-verbal (1).

987. Le procès-verbal de la délimitation est immédiatement déposé au secrétariat de la préfecture, et par extrait au secrétariat de la sous-préfecture en ce qui concerne chaque arrondissement. Avis du dépôt est donné par arrêté préfectoral publié et affiché dans les communes limitrophes. A dater du jour où cet arrêté a été publié et dans le délai d'une année, les intéressés peuvent former au procès-verbal de délimitation une opposition (2), — qu'ils adresseront au préfet (3). — A cet effet, ils peuvent prendre connaissance de ce procès-verbal au secrétariat, où il est déposé (4), — et même en requérir, pour ce qui concerne leurs propriétés, un extrait qui est délivré, à leurs frais, à raison de 75 centimes par rôle d'écriture (5). Dans le même délai d'un an, le gouvernement déclare s'il approuve ou s'il refuse d'homologuer ce procès-verbal en tout ou en partie. — Sa déclaration est rendue publique de la même manière que le procès-verbal de délimitation.

988. Si, à l'expiration de ce délai, il n'a été élevé aucune réclamation par les propriétaires riverains contre le procès-verbal de délimitation, et si le gouvernement n'a pas déclaré son refus d'homologuer l'opération en définitive, — les agents de l'administration forestière procèdent, dans le mois suivant, au bornage, en présence des parties intéressées, ou elles dûment appelées par un arrêté du préfet publié ainsi qu'il a été dit au n° 985 (6).

989. En cas de contestations élevées soit pendant les opérations, soit par suite d'oppositions formées par les riverains, elles sont portées par les parties intéressées devant les tribunaux compétents, et il est sursis à l'abornement jusqu'après leur décision. — Il y a également lieu au recours devant les tribunaux de la part des propriétaires riverains, si, dans le cas indiqué au numéro précédent, les agents forestiers se refusent à procéder au bornage (7).

990. Lorsque la séparation ou délimitation est effectuée par un

(1) 61, Ord. 1er août 1827. — (2) 11 C. for. — (3) 64, Ord. 1er août 1827. — (4) 11, C. for. — (5) 63, Ord. 1er août 1827. — (6) 12 C. for. — (7) 13 *id.*

simple bornage, les frais en sont établis par articles séparés pour chaque propriétaire riverain, et supportés en commun entre l'administration et lui. L'état en est dressé par le conservateur des forêts et visé par le préfet ; il est remis au receveur des domaines, qui poursuit par voie de contrainte le payement des sommes à la charge des riverains, sauf l'opposition, sur laquelle il est statué par les tribunaux conformément aux lois (1). Si la séparation est effectuée par des fossés de clôture, ces fossés sont exécutés aux frais de la partie requérante et pris en entier sur son terrain (2).

ARTICLE 2.

Concession des parcelles usurpées, avant 1836, dans les bois domaniaux.

991. Des faits considérables et multipliés d'usurpation qui avaient été commis sur les rives des forêts domaniales ont nécessité la loi du 2 juin 1836. Cette loi a eu pour but d'arriver non pas à la dépossession des usurpateurs, mais au versement, dans les caisses de l'État, d'une indemnité équivalente aux portions du domaine usurpé. Le gouvernement a reculé devant la multitude de procès qu'il lui aurait fallu soutenir, pour recouvrer la propriété de ces terrains, par actions divisées et dirigées, la plupart, contre des familles pauvres, et il n'a pas voulu user de la rigueur de son droit. Mais, comme les terrains usurpés dont il s'agit ici ne sont pas de la nature de ceux dont les lois existantes permettent la concession ou l'aliénation, il a dû demander aux chambres, par une loi spéciale, le pouvoir de traiter avec chaque usurpateur, et de régler chaque affaire suivant les cas particuliers (3). En conséquence, la loi du 2 juin 1836 est venue l'autoriser à concéder aux détenteurs, mais aux détenteurs seulement, sur estimation contradictoire et aux conditions qu'il aura réglées, les terrains dont l'État n'est pas en possession, et qu'il serait fondé à revendiquer comme ayant été usurpés sur les rives des forêts domaniales antérieurement à la publication de cette loi. Les enclaves sont cependant exemptées, d'une manière formelle, de cette disposition ; l'administration n'a pas reçu pouvoir de les concéder. — La faculté que cette loi accorde

(1) 14 C. for.; 66, Ord. 1er août 1827. — (2) 14 C. for.
(3) Duvergier, *Coll. des lois*, vol. de 1836, p. 175, note 1re.

au gouvernement ne lui avait été primitivement attribuée que pour dix ans; mais elle a été prorogée pour dix autres années par une loi postérieure du 8 avril 1847. Cette dernière loi porte, en outre, qu'à l'avenir la faculté de concession, à l'égard des terrains provenant du sol forestier, ne pourra s'exercer pour plus de 5 hectares, à moins qu'ils ne soient détenus par des communautés d'habitants.

§ 2. — *Des bois et forêts appartenant aux particuliers.*

ARTICLE 1er.

Jouissance des propriétaires.

992. La loi du 28 septembre 1791, en proclamant l'affranchissement général du sol, a libéré les bois et forêts des particuliers de la réglementation gênante que l'ordonnance de 1669 avait établie relativement à l'aménagement et à la réserve forcés des coupes. Aujourd'hui les particuliers aménagent leurs ventes ainsi qu'il convient à leurs intérêts, et en disposent conformément aux règles du droit commun (1).

993. La loi moderne, à la vérité, contient encore certaines réglementations qui s'appliquent également aux forêts soumises au régime forestier et aux forêts privées; telles sont les dispositions concernant l'affectation des bois à l'endigage du Rhin, l'extinction des droits d'usage, la police et la conservation des forêts, la répression des délits et contraventions qui y sont commis, etc. (2). Mais, comme on peut le voir par ces énonciations mêmes, à l'exception de la première, ces dispositions communes aux deux sortes de bois et forêts confèrent des prérogatives aux bois des particuliers, plutôt qu'elles n'y imposent des charges.

994. Les particuliers peuvent avoir, pour la conservation de leurs bois, des gardes particuliers, ainsi que nous le dirons plus loin (3).

ARTICLE 2.

Charges d'utilité publique.

995. L'intérêt public a fait imposer aux bois et forêts différentes

(1) 2 C. for. — (2) 118, 120 *id.* — (3) 117 *id.* — Voir nº 1511 et suiv.

charges, parmi lesquelles se trouvait autrefois l'obligation de subir le martelage pour les bois nécessaires à la marine; mais cette charge, qui n'avait été établie que pour dix ans (1), n'ayant point été renouvelée, a cessé d'exister depuis l'année 1857. Il ne reste donc plus que les deux obligations qui sont indiquées ci-après.

996. 1° ENDIGAGE DU RHIN. — Dans tous les cas où les travaux d'endigage ou de fascinage sur le Rhin exigent une prompte fourniture de bois ou oseraies, le préfet, en constatant l'urgence, peut, en cas d'insuffisance des bois soumis au régime forestier, en requérir la délivrance subsidiairement dans ceux des particuliers, le tout dans la distance de 5 kilomètres. En conséquence, les particuliers, propriétaires de bois taillis ou autres dans les îles, sur les rives et à une distance de 5 kilomètres des bords du fleuve, qui se proposent d'exploiter, sont tenus, à peine de 1 fr. d'amende par are de bois exploité, d'en faire la déclaration trois mois à l'avance; et, si dans ces trois mois les bois ne sont pas requis, ils peuvent en disposer librement. L'amende serait de 4 fr. par are pour tout propriétaire qui, après la réquisition du bois, le détournerait de sa destination à un service public (2).

997. Les bois requis sont exploités par les entrepreneurs des travaux ou par les propriétaires eux-mêmes, s'ils le préfèrent; et le prix en est payé dans le délai de trois mois après l'abatage constaté, et d'après une expertise contradictoire (3).

998. 2° PROHIBITION DU DÉFRICHEMENT. — « Pendant vingt ans, porte le code forestier de 1827, art. 219, à dater de la promulgation de la présente loi, aucun particulier ne pourra ni arracher ni défricher ses bois qu'après en avoir fait préalablement la déclaration à la sous-préfecture, au moins six mois à l'avance. » Cette disposition, prorogée provisoirement par les lois du 22 juillet 1847 et 1850, l'a été, tout dernièrement encore, par celle du 23 juillet 1851.

999. La déclaration de défrichement peut être rédigée sur papier non timbré (4). — Elle doit être faite en double et doit indiquer le nom du propriétaire, la situation et l'étendue des bois dont

(1) 124 C. for. — (2) 136-138 *id.* — (3) 140, 141, 127 *id.* — (4) *Décision du minist. des finan.*, 10 juillet 1829; *Instr. génér.*, 30 octobre suivant.

on projette le défrichement. L'une des minutes, visée par le sous-préfet, est rendue au déclarant, et l'autre est transmise par le sous-préfet à l'agent supérieur de l'arrondissement (1).

1000. Dans les six mois de la déclaration, l'administration peut faire signifier au propriétaire son opposition au défrichement, et dans les six autres mois, à dater de cette signification, il est statué sur l'opposition par le préfet, sauf recours au ministre des finances. Si, dans les six mois après la signification de l'opposition, la décision du ministre n'a pas été rendue et signifiée au propriétaire des bois, le défrichement peut être effectué (2).

1001. Le défaut de déclaration de la part de l'exploitant est puni d'une amende calculée à raison de 500 fr. au moins et de 1,500 fr. au plus par hectare de bois défriché. Le délinquant est tenu, en outre, à rétablir les lieux en nature dans le délai qui est fixé par le jugement, et qui ne peut excéder trois années. Faute, par le propriétaire, d'effectuer la plantation ou le semis dans le délai prescrit par le jugement, il y est pourvu à ses frais par l'administration forestière, sur l'autorisation préalable du préfet, qui arrête le mémoire des travaux faits et le rend exécutoire pour le propriétaire (3).

La défense de défricher devient immédiatement applicable aux semis et plantations exécutés par suite de jugements en remplacement de bois défrichés (4).

1002. Les décisions ministérielles qui refusent l'autorisation de défricher conservent leur effet tant qu'elles n'ont pas été rapportées ou modifiées. Le propriétaire qui veut former une nouvelle demande en défrichement doit donc, si sa requête n'est que la reproduction, sans notables changements et sans moyen nouveau, de la pétition précédemment rejetée, l'adresser directement au ministre. Dans ce cas, cette requête n'est soumise, pour son instruction et sa décision, à aucune forme ni à aucun délai, et le propriétaire est passible des peines susindiquées, s'il procède au défrichement avant d'y être formellement autorisé (5).

(1) 192, Ord. 1er août 1827. — (2) 219 C. for.; 194, Ord. 1er août 1827. — (3) 220, 221 C. for. — (4) 222 *id.* — (5) Cass. 7 avril 1848 (Jung).

1003. Le propriétaire du terrain défriché sans permission est, à raison de sa qualité, présumé, jusqu'à preuve du contraire, l'auteur du défrichement; il ne peut se soustraire à la responsabilité qu'en rapportant la preuve que ce n'est pas lui qui l'a effectué, ordonné ou autorisé (1). Ainsi il ne pourrait être condamné, s'il était constaté, par exemple, que le défrichement a été effectué par le fermier sans le consentement et contre le gré du propriétaire (2).

1004. Il existe quelques exceptions à la prohibition du défrichement des terrains forestiers, notamment pour (3) 1° les jeunes bois pendant les vingt premières années après leur semis ou plantation, sauf le cas mentionné à la fin du n° 1001. — Il a été jugé que cette exception doit être limitée aux terrains qui, avant d'être transformés en bois, étaient affectés à une autre culture, mais qu'elle ne s'applique pas aux terrains autrefois en nature de bois qui auraient été replantés à la suite d'un premier défrichement sans qu'ils eussent subi un mode de culture différent dans l'intervalle de ce défrichement à la replantation (4). — 2° Les parcs ou jardins clos et attenants aux habitations (5). —3° Les bois non clos d'une étendue au-dessous de 4 hectares, lorsqu'ils ne font point partie d'un autre bois qui compléterait une contenance de 4 hectares.—Peu importe que les bois contigus appartiennent au propriétaire de la parcelle moindre que 4 hectares ou à d'autres; ici c'est la masse forestière qu'il faut considérer (6). Mais, pour que le terrain d'une contenance inférieure à 4 hectares soit, à raison de sa séparation d'un autre bois, susceptible d'être défriché sans qu'il y ait besoin de l'autorisation préalable, il faut que cette séparation soit réelle et sérieuse; il ne suffirait pas qu'elle résultât de l'interposition de chemins publics et privés (7) ou d'un ruisseau (8). La séparation

(1) Cass. 6 août 1846 (Cas); *id.* 3 fév. 1848 (Brémond).
(2) Grenoble, 27 mars 1846 (Berger).
(3) 223 C. for.
(4) Cass. 18 mai 1848 (Mouchelet). — (5) Voir no 117.
(6) Cass. 8 janv. 1836 (Ducasse). — CONTRA, *Décis. du minist. des finan.*, 12 avril 1820; Curasson, *C. for.*, t. II, p. 200, n° 3.
(7) Cass. 28 août 1847 (Taillefer).
(8) Cass. 6 août 1846 (Frette).

dont il est question ici est l'isolement. — 4° Les bois non clos d'une étendue de 4 hectares, qui ne seraient pas situés sur le sommet ou sur la pente d'une montagne, peuvent également être défrichés sans autorisation (1). Mais ici il y a lieu à une grave difficulté : que doit-on entendre par le mot *montagne?* Qui décidera que, dans un cas donné, il s'agit d'un *coteau* plutôt que d'une montagne, et réciproquement? — Évidemment, ce point, qui ne peut être laissé à l'appréciation intéressée de la partie privée, est du ressort de l'administration. Le propriétaire qui défricherait un bois situé soit sur le sommet, soit sur la déclivité d'une ondulation marquée de terrain, sans en demander l'autorisation, sous prétexte qu'il ne s'agit pas d'une montagne, s'exposerait à des poursuites qui pourraient lui être préjudiciables.

1005. Les actions ayant pour objet les défrichements commis en contravention se prescrivent par deux ans, à dater de l'époque où le défrichement a été consommé (2), à moins que le délit n'ait été constaté par procès-verbaux, auquel cas le délit est prescrit par trois mois, conformément à l'art. 185, c. forest. (3).

SECTION 2.

Des droits d'usage dans les bois et forêts.

1006. Les usages, en matière forestière, sont les droits de jouir de certains produits que peut procurer le sol forestier appartenant à autrui; ils sont régis par des lois particulières (4) que nous allons exposer.

ARTICLE 1er.

Des différentes sortes de droits d'usage forestiers.

1007. Il faut en distinguer de deux sortes, selon le genre de produits auxquels ils s'appliquent, selon qu'ils consistent dans la prise de certaines espèces ou quantités de bois, ou qu'ils ont pour objet la nourriture des bestiaux.

1008. Les usages au bois, désignés quelquefois sous la dénomination générale de *ramage*, sont 1° *l'affouage*, ou droit de prendre

(1) 223 C. for. — (2) 224 *id.* — (3) Grenoble, 13 février 1846 (Guerrier). — (4) 636 C. C. — Voir n° 363.

du bois pour le chauffage ; 2° le *marronnage*, qui consiste dans le droit d'exiger les arbres nécessaires aux constructions et réparations des habitations ; 3° *l'usage du bois de travail et d'ouvrage*, qui est le droit de se faire délivrer soit les bois employés dans certains métiers, comme dans le charronnage et la tonnellerie, etc., soit le bois de fente, plus particulièrement le bois merrain, servant à la fabrication des douves, lattes, échalas (1) ; 4° *l'usage du bois d'étais*, qui s'entend du droit de prendre des branches pour clôture et pour ramer les légumes (2) ; 5° *le droit au bois mort*, c'est-à-dire aux branches sèches ; 6° *le droit au mort-bois*, qui consiste dans le droit de prendre le bois qui, bien que vert sur pied, est ainsi appelé par corruption pour *maubois* ou *mauvais bois*. — L'ordonnance de 1669, tit. 23, art. 5, ne regardait comme mort-bois que les neuf espèces suivantes : saules, marsaults, épines, puines (bois punais), sureaux, aunes, genêts, genièvres, ronces. Il ne peut donc s'élever de difficultés relativement à l'étendue de l'usage au mort-bois pour les forêts domaniales grevées de cette servitude antérieurement à cette ordonnance. Il n'y a de doute possible que pour les forêts d'origine seigneuriale, et dans ce cas, pour savoir quelles essences doivent être comprises dans le mort-bois, il faut s'en référer aux ordonnances en vigueur dans la contrée (3). Par exemple, si l'on s'en rapporte à un arrêt de la cour de Colmar du 22 juillet 1807, le mort-bois comprenait, en Alsace, toutes les espèces énumérées plus haut, plus le coudre, le fusain, le sanguin, le troëne et le houx, comme aussi le charme-buisson, le tremble et le bouleau, comme bois non portant fruit (4).

1009. Les usages forestiers qui ont pour objet la nourriture des bestiaux sont 1° le *pâturage*, ou plutôt le *pacage*, qui ne comprend que la dépaissance des bêtes chevalines et aumailles, c'est-à-dire de tous les animaux domestiques de la classe herbivore, à l'exception des chèvres et des moutons, que les règlements défendent d'introduire dans les forêts ; 2° le *panage*, désigné aussi sous la dénomination de droit de *paisson*, qui est le droit de parcours pour

(1) *Répert. du pal.*, v° *Usage* (*Forêts*), n° 92.
(2) Fournel, *Voisinage*, v° *Usage*, 3°.
(3) Cass. 22 nov. 1832 (Chavelet). — (4) Voir Meaume, n° 474.

les porcs ; 5° le droit de *glandée*, qui comprend le droit précédent, et en même temps celui de ramasser et d'emporter des glands.

ARTICLE 2.

De la nature de ces droits.

1010. Le droit d'usage forestier est une véritable servitude réelle (1), car il profite aux détenteurs du fonds auquel il est attaché, ou à ceux qui habitent ce fonds, quels qu'ils soient, et par cela seul qu'ils en sont les détenteurs ou habitants ; cette servitude est discontinue et non apparente (2).

1011. Une autre opinion tend à considérer le droit d'usage comme un droit immobilier se rapprochant bien plus de la propriété foncière que de la servitude (3).

1012. Selon qu'on adopte l'un ou l'autre principe, on arrive à des conséquences différentes. Du premier, par exemple, il résulte que le droit d'usage ne peut s'acquérir que par titre ; qu'aujourd'hui, sous l'empire du code civil, il ne peut s'établir par la prescription trentenaire ; qu'enfin il ne saurait former l'objet d'une action possessoire. Les conséquences sont tout opposées, si l'on adopte pour point de départ le second des principes exprimés, à savoir que les droits d'usage sont des droits immobiliers constituant une véritable propriété.

Cependant M. Troplong, tout en admettant que les droits d'usage en question sont des servitudes discontinues qui ne peuvent être acquises par prescription, soutient que, si l'usager offre de prouver qu'*à la suite de la contradiction* le propriétaire a consenti, durant trente ans, à des délivrances annuelles, la preuve doit en être admise, par le motif qu'une possession de cette nature serait la manifestation d'une convention tacite, acquisitive du droit d'usage (4). C'est là, on le comprend, une hypothèse toute particulière,

(1) Cass. 10 fév. 1835 (Parthiot) ; *id.* 30 juillet 1838 (Lombard de Quincieux).

(2) Fournel, *Voisinage*, v° *Usage*, 1° ; Troplong, *Prescript.*, t. I, n° 397 et suiv. ; Mcaume, *Cod. forest.*, t. I, n° 272.

(3) Proudhon, *Usage*, n° 274 à 318 ; Carré, *Lois de la compét.*, n° 411 ; Cass. 19 août 1829 (Montcharmont) ; *id.* 8 nov. 1848 (préfet de la Meuse). — CONTRÀ, Cass. 6 mars 1817 (Bravard).

(4) *Prescript.*, n°s 113, 358, 394 à 408.

puisqu'elle consiste à regarder comme acquisitive de ces droits une cause tout autre que la possession elle-même. Au reste, l'objet tout spécial de ce traité nous force à ne faire que mention de ces différentes opinions; il serait bon, en cas de besoin, de recourir aux sources indiquées dans les notes.

1013. Le droit aux usages forestiers est indivisible de sa nature (1); en général donc, l'usager qui l'exerce sur une partie de la forêt le maintient sur la totalité.

1014. Ce droit n'est susceptible d'aucune aliénation de la part du bénéficiaire (2).

1015. Quand un droit d'usage est établi au profit de la généralité des habitants d'une commune ou d'une section de commune, il doit être considéré comme *droit communal;* il faut, en conséquence, être membre de la communauté, comme habitant, pour y participer. Cependant il n'y a que le corps commun qui, en cette matière, puisse exercer l'action en revendication ou y défendre, s'il s'élève une contestation avec le propriétaire de la forêt.

On ne doit point confondre, bien entendu, ces usages, que des habitants exercent dans les bois d'autrui, avec l'*affouage communal* qui est exercé par eux sur les bois appartenant à leur commune. Ce dernier droit n'est pas un usage, à proprement parler; c'est bien plutôt un droit de copropriété au profit des habitants qui en jouissent (3). Ce qui regarde l'affouage communal est du ressort du droit administratif (4).

ARTICLE 3.

Preuves de leur existence.....

1016. Les règles que nous avons à exposer sur ce sujet diffèrent selon qu'il s'agit de forêts appartenant à l'État ou de forêts appartenant aux communes, aux établissements publics et aux particuliers.

1017. 1° ..... DANS LES FORÊTS DE L'ÉTAT. — Ne sont admis à exercer un droit d'usage quelconque dans les bois de l'État que ceux dont les droits ont été, au jour de la promulgation du code fores-

(1) Voir 1221, 5° C. C. — (2) Voir 631, 634 *id.* — CONTRA, Cass. 10 fév. 1835 (Parthiot). — (3) Dufour, n° 546; Migneret, *Traité de l'affouage*, n° 8.

(4) Voir sur ce point le Berquier, *Corps municipal*, p. 363.

tier (31 juillet 1827), reconnus fondés soit par des actes du gouvernement, soit par des jugements ou arrêts définitifs, ou qui seront reconnus tels par suite d'instances administratives ou judiciaires alors engagées, ou qui auraient été intentées devant les tribunaux dans le délai de deux ans, à dater du jour de la promulgation susindiquée, par des usagers actuellement en jouissance. Aucun droit d'usage, d'ailleurs, ne peut, à l'avenir, être concédé sur les bois de l'État (1).

1018. 2° ..... DANS TOUT AUTRES FORÊTS. — Pour tout autres forêts, l'existence des droits d'usage peut être prouvée soit par les titres constitutifs ou récognitifs, — soit par la preuve du payement ou du prix que ces droits ont coûté, s'ils ont été l'objet d'une vente, ou de la redevance annuelle qui aurait été créée à l'occasion de leur établissement (2).

1019. Si l'on justifiait que les titres probants des droits d'usage ont été perdus par force majeure et que les délivrances ont continué depuis la perte, les droits devraient être maintenus (3).

1020. En matière de droit d'usage, les titres anciens ne peuvent produire effet qu'autant qu'ils sont soutenus par une possession constante et par la preuve de l'exercice du droit prétendu (4). Nous verrons, en effet, que ce droit se perd par le non-usage (5).

1021. L'existence des droits d'usage est aussi établie par la preuve qu'antérieurement au code civil et dans un pays où les servitudes discontinues s'acquéraient par prescription il y a eu, de la part de ceux qui réclament l'exercice de ces droits, une possession suffisante pour prescrire, et que cette possession s'est continuée depuis lors (6). Quant à la valeur de la possession commencée sous l'empire du code civil, nous en avons parlé plus haut au n° 1012.

ARTICLE 4.

De l'étendue du droit d'usage.

1022. On apprécie l'étendue du droit d'usage d'après le titre

(1) 61, 62 C. for. — (2) Proudhon, *Usage*, n° 195. — (3) Meaume, n° 342.
(4) Cass. 2 fév. 1841 (comm. de Ville-et-Vœvre). — (5) Voir n° 1055.
(6) Meaume, n° 350. — Cass. 24 juin 1835 (comm. de Santo); Grenoble, 2 déc. 1841 (Potiot).

constitutif (1), et la longue possession qui l'a suivi. Si le titre garde le silence sur ce point, l'usage se mesure au besoin du bénéficiaire (2).

1023. Les usagers peuvent même aller jusqu'au point d'absorber entièrement les produits du terrain forestier. Quand un droit de cette étendue leur a été reconnu et abandonné par un arrêt, le propriétaire ne saurait se plaindre de ce que ce droit supprime celui de propriété, qui ainsi se trouverait, d'après lui, violé par cette décision. Le droit de propriété se manifeste toujours clairement en sa faveur par la faculté qui lui reste de réclamer le cantonnement (3).

1024. Quand la clause constitutive des droits d'usage offre des doutes sérieux sur l'étendue de ces droits, il y a lieu de prononcer en faveur du propriétaire.

1025. Il est défendu aux usagers, nonobstant tous titres et possessions contraires, de conduire ou faire conduire des chèvres, — boucs (4), — brebis ou moutons dans les forêts et terrains qui en dépendent, à peine d'amendes édictées par les art. 78, 110 et 119 du code forestier. Cette prohibition est d'ordre public, et toute infraction qui y serait faite, — fût-elle autorisée par le propriétaire du terrain (5), devrait être punie. Cependant le chef du pouvoir exécutif pourrait, par exception, autoriser, pour certaines localités, le pacage des animaux en question dans les bois soumis au régime forestier.

1026. Les usagers ne peuvent jouir de leurs droits de pâturage et de panage que pour les bestiaux affectés à leur propre usage et non pour ceux dont ils font commerce, à peine d'une amende fixée par l'art. 70 du code forestier.

1027. Ce que nous venons de dire concerne l'étendue des droits d'usage considérés dans leur essence. Il nous reste à faire remar-

(1) 686, § 2 C. C.
(2) Proudhon, n° 106 et suiv.; Meaume, n° 283.
(3) Cass. 1er juillet 1839 (Lamey).
(4) Cass. 1er août 1811 (Reigue).
(5) Cass. 16 février 1847 (Daniel). — CONTRA, Cass. 26 juillet 1811 (Georget). — Meaume, nos 747, 948.

quer que, dans la pratique, cette étendue est soumise aux nécessités de l'application, et que ces mêmes nécessités peuvent exiger qu'elle soit restreinte. Ainsi l'étendue des droits d'usage doit être réduite suivant l'état et *la possibilité* des forêts.

Cette possibilité est appréciée par l'administration elle-même, sauf recours au conseil de préfecture, en cas de contestation sur cette possibilité et sur l'état des forêts (1). L'ordonnance d'exécution dispose, à ce sujet, art. 117, que, « en cas de contestation sur l'état et la possibilité des forêts, et sur le refus d'admettre les animaux au pâturage et au panage dans certains cantons déclarés non défensables, le pourvoi contre les décisions rendues par les conseils de préfecture aura effet suspensif jusqu'à la décision rendue au conseil d'État. »

ARTICLE 5.

De l'exercice de ce droit.

1028. 1° FORMALITÉS PRÉALABLES. — Le code forestier a indiqué les formalités préalables à l'exercice des droits d'usage. En général, l'usage au bois n'a lieu qu'après que la *délivrance* en a été faite, et le droit de pâturage ne peut être exercé que lorsque *la défensabilité* du bois a été déclarée.

1029. *Délivrance.* — Les usagers qui ont droit à des livraisons de bois, de quelque nature que ce soit, ne peuvent prendre ces bois qu'après la délivrance qui leur en est faite. Pour les bois de l'Etat, cette délivrance est effectuée par les agents forestiers (2). Elle est faite par les propriétaires ou leurs représentants, pour les bois des particuliers. — Toute prise de bois, avant cette délivrance, est punie des peines portées contre les délits de coupe de bois (3).

1030. Cette obligation, pour l'usager, d'attendre la délivrance concerne toute espèce d'usage au bois, même celui ayant pour objet de ramasser le bois mort, sec et gisant (4).

1031. Sous l'empire de certaines coutumes et de l'ancienne jurisprudence, l'usager auquel la délivrance avait été refusée pou-

(1) 65 C. for. — (2) 79 *id.* — (3) *Id.*

(4) Cass. 12 juin 1840 (Desforêts); *id.* 18 déc. 1840 (Jarry). — CONTRA, Curasson sur Proudhon, t. II, p. 112.

vait se servir par ses mains. Qui agirait ainsi sous l'empire de la loi actuelle commettrait un délit (1).

1032. Le code forestier n'a prescrit aucun mode particulier d'après lequel la délivrance doit être faite. Seulement l'ordonnance d'exécution contient dans ses art. 112, 123 et 146 les règles à suivre en ce qui concerne les bois soumis au régime forestier.

1033. *Défensabilité.*—Il y a lieu ici à distinguer entre les bois soumis au régime forestier et ceux qui appartiennent aux particuliers.

1034. Pour les premiers, la défensabilité est prononcée par l'administration forestière, sauf le recours au conseil de préfecture. Avant cette déclaration, et quels que soient l'âge ou l'essence des bois, les usagers ne peuvent exercer leurs droits de pâturage et de panage, nonobstant toutes possessions contraires (2). Le mode de cette déclaration est réglé dans les art. 68, 69 du code forestier et 117, 118, 119 de l'ordonnance de l'exécution. En outre, une circulaire de l'administration des forêts, sous la date du 28 mars 1857, indique aux agents forestiers les formes à suivre pour faire connaître aux usagers les cantons défensables et le nombre des bestiaux qu'il leur est permis d'y introduire.

1035. Dans les bois des particuliers, les droits de pâturage, parcours, panage et glandée ne peuvent être exercés que dans les parties de bois déclarées défensables par l'administration forestière, et suivant l'état et la possibilité des forêts, reconnus et constatés par la même administration (3). Quand les propriétaires et les usagers sont dans le cas de requérir l'intervention d'un agent forestier pour visiter les bois des particuliers, à l'effet d'en constater l'état et la possibilité, ou déclarer s'ils sont défensables, ils en adressent la demande au conservateur, qui désigne un agent forestier pour procéder à cette visite. L'agent forestier, ainsi désigné, dresse procès-verbal de ses opérations, en énonçant toutes les circonstances sur lesquelles sa déclaration est fondée; il dépose ce procès-verbal à la sous-préfecture, où les parties peuvent en réclamer des expéditions (4).

(1) Cass. 3 septembre 1808 (Knauff). — (2) 67, 112 C. for. — (3) 119 *id.* — (4) 151, Ord. 1er août 1827.

1036. 2° EXERCICE PROPREMENT DIT. — Nous séparerons ici, pour la clarté du sujet, les règles relatives à l'usage au bois de celles qui concernent le pâturage.

1037. *Usage au bois*. — Si, dans les forêts soumises au régime forestier, les bois de chauffage se délivrent par coupe, l'exploitation en est faite, aux frais des usagers, par un entrepreneur spécial nommé par eux et agréé par l'administration forestière. — Les usagers ou communes usagères sont garants solidaires des condamnations prononcées contre ces entrepreneurs (1).

1038. Aucun bois ne peut être partagé sur pied ni abattu par les usagers individuellement, et les lots ne peuvent être faits qu'après l'entière exploitation de la coupe, à peine de la confiscation de la portion de bois abattu afférente à chacun des contrevenants. Les fonctionnaires ou agents qui permettent ou tolèrent la contravention à cette règle sont passibles d'une amende et responsables de la mauvaise exploitation (2).

1039. La loi interdit aux usagers de vendre ou d'échanger les bois qui leur sont délivrés et de les employer à aucune autre destination que celle pour laquelle le droit d'usage a été accordé. S'il s'agit de bois de chauffage, la contravention donne lieu à une amende de 10 à 100 fr.; s'il s'agit de bois à bâtir ou de tout autre bois non destiné au chauffage, il y a lieu à une amende double de la valeur des bois, sans que cette amende puisse être au-dessous de 50 fr. (3). — La prohibition dont il s'agit ici s'applique aux bois de l'État et des particuliers, mais non à ceux des communes et des établissements publics (4).

Il ne faut point, toutefois, entendre la prohibition dont nous venons de parler d'une manière trop rigoureuse. Il arrive quelquefois que les usagers qui n'ont pas de moyen de transport accordent une partie de leur bois à ceux d'entre eux qui ont des voitures pour qu'ils consentent à transporter le reste. — Il arrive encore que, d'après certaines habitudes locales, l'usager abandonne la planche du milieu pour prix du sciage du bois propre à la construction. — Nous croyons que cette sorte d'aliénation ne tombe

(1) 81, 82 C. for. — (2) 81 *id.* — (3) 83 *id.* — (4) 112, 120 *id.*

point sous le coup de l'interdiction, qui, selon nous, n'a voulu atteindre que les ventes et échanges dont le but et l'objet seraient le lucre et le commerce (1).

1040. L'emploi des bois de construction doit être fait dans un délai de deux ans, lequel, néanmoins, peut être prorogé par l'administration forestière; ce délai expiré, celle-ci a le droit de disposer des arbres non employés (2).

1041. Il est défendu, à ceux qui jouissent de l'usage au bois, d'abattre, de ramasser ou d'emporter des glands, faînes ou autres fruits, semences ou productions des forêts, sous peine d'une amende double de celle dont nous parlerons au n° 1064 (3).

1042. Il est défendu, aux usagers qui pour tout droit ont celui de prendre le bois mort, sec et gisant, de se servir, pour l'exercice de ce droit, de crochets ou ferrements d'aucune espèce, sous peine de 3 fr. d'amende (4).

1043. L'usage ne s'arrérage pas. C'est une conséquence du principe qui veut que l'usage soit corrélatif au besoin; or on ne saurait, suivant une observation de Proudhon (5), avoir besoin, par exemple, en 1852, de bois pour cuire les aliments qui ont été consommés en 1851 ; mais, si le défaut dans la délivrance des usages provient du fait du propriétaire, l'usager peut réclamer des dommages-intérêts (6).

1044. *Usage au pâturage.* — Dans les bois soumis au régime forestier, les chemins par lesquels les bestiaux doivent passer pour aller au pâturage ou au panage et en revenir sont désignés par les agents forestiers. — Si ces chemins traversent des taillis ou des recrues de futaies non défensables, il peut être fait, à frais communs entre les usagers et l'administration, et d'après l'indication des agents forestiers, des fossés suffisamment larges et profonds, ou toute autre clôture, pour empêcher les bestiaux de s'introduire dans les bois (7).

Pour les bois des particuliers, les chemins par lesquels les

(1) Proudhon, n° 535; Curasson, *id.* — CONTRA, Meaume, n° 680; Coin-Delisle et Frederich, t. I, p. 350. — (2) 84 C. for. — (3) 57, 85 *id.* — (4) 80 *id.* — (5) *Usage*, n° 188. — (6) Cass. 25 juillet 1831 (princesse de Nassau). — (7) 71 C. for.

bestiaux doivent passer pour aller au pâturage ou en revenir sont désignés par le propriétaire (1).

1045. Le troupeau de chaque commune ou section de commune doit être conduit par un ou plusieurs pâtres communs choisis par l'autorité municipale; en conséquence, les habitants des communes usagères ne peuvent ni conduire eux-mêmes, ni faire conduire leurs bestiaux à garde séparée, sous peine de 2 francs d'amende par tête de bétail. — Les porcs ou bestiaux de chaque commune ou section de commune usagères doivent former un troupeau particulier et sans mélange de bestiaux d'une autre commune ou section, sous peine d'une amende de 5 à 10 francs contre le pâtre, et d'un emprisonnement de cinq à dix jours en cas de récidive. — Les communes et sections de commune sont responsables des condamnations pécuniaires qui peuvent être prononcées contre lesdits pâtres ou gardiens, tant pour les délits et contraventions prévus par le présent titre que pour tous autres délits forestiers commis par eux pendant le temps de leur service et dans les limites du parcours. Ce sont là des dispositions applicables à tous les bois.

1046. Les porcs et bestiaux envoyés dans les bois de l'État (2) — doivent être marqués d'une marque spéciale. — Il faut que cette marque soit différente pour chaque commune ou section de commune usagères. — Il y a lieu, par chaque tête de porc ou de bétail non marquée, à une amende de 3 fr. (3). — L'usager est tenu de déposer l'empreinte de la marque au greffe du tribunal de première instance, et le fer servant à la marque au bureau de l'agent forestier local, le tout sous peine de 50 fr. d'amende (4).

1047. Dans toutes forêts, les usagers doivent mettre des clochettes au cou de tous les animaux admis au pâturage, sous peine de 2 fr. d'amende pour chaque bête qui serait trouvée sans clochette (5).

1048. Lorsque les porcs et bestiaux des usagers sont trouvés hors des cantons déclarés défensables ou désignés pour le panage, ou hors des chemins indiqués pour s'y rendre, il y a lieu, contre le pâtre, à une amende de 3 à 30 fr. En cas de récidive, le pâtre peut être condamné à un emprisonnement de cinq à quinze jours (6).

(1) 119 C. for. — (2) 112, 120 *id.* — (3) 73 *id.* — (4) 74 *id.* — (5) 75 *id.* — (6) 76 *id.*

1049. Si les usagers introduisent au pâturage un plus grand nombre de bestiaux, ou au panage un plus grand nombre de porcs, que celui qui a été fixé par l'administration, il y a encore lieu, pour l'excédant, à l'application d'amendes, ainsi qu'on peut le voir au code forestier (1).

1050. Nous avons parlé, plus haut, de la prohibition qui est faite à tous usagers d'introduire dans les bois aucun individu de la race caprine et ovine, à peine d'amende (2).

ARTICLE 6.

De l'extinction des usages.....

1051. Le droit d'usage s'éteint d'abord d'après les principes du droit commun, puis en vertu de règles spéciales tracées par le code forestier, et qui ne s'appliquent point à d'autres services fonciers, tels que le cantonnement et le rachat.

1052. 1°... D'APRÈS LES RÈGLES DU DROIT COMMUN. — Les usages prennent fin par les mêmes causes que les servitudes ordinaires.

1053. Ainsi ils s'éteignent lorsque la forêt est ruinée par un cas de force majeure; en pareille circonstance, bien entendu, l'usager n'a droit à aucune indemnité. — Mais, si le propriétaire voulait détruire le bois pour le convertir en une autre nature de culture, telle que pré, étang, etc., les usagers pourraient s'y opposer. — Si la forêt, ruinée ou incendiée par force majeure, se repeuple, le droit d'usage revit, à moins qu'il n'ait été prescrit (3).

1054. Les usages prennent également fin par la confusion, c'est-à-dire lorsque l'usager devient propriétaire de la forêt qui y est soumise (4) et qu'il continue d'en jouir sans subir d'éviction.

1055. Ils s'éteignent par le non-usage ou la non-jouissance pendant trente ans (5). La prescription court à partir du dernier acte de possession ou du dernier acte interruptif de prescription (6). Les

(1) 77, 199 C. for.
(2) Voir n° 1025.
(3) Voir 703, 704 C. C. — Proudhon, n°s 582, 594.
(4) Voir 705 C. C.
(5) Voir 706 *id.* — Cass. 11 juillet 1838 (Duchaillay). — Meaume, n° 344, note. — CONTRA, Dupin, *Lois forest.*, p. 899; Devaulx et Fœlix, *Cod. for.*, p. 416.
(6) Cass. 2 mars 1836 (Roy et Duval).

règles relatives à la suspension et à l'interruption de la prescription sont, d'ailleurs, applicables aux servitudes d'usage.

1056. 2° ... PAR LE CANTONNEMENT. — Le gouvernement peut affranchir les forêts de l'État de tout droit d'usage en bois, moyennant un cantonnement qui est réglé de gré à gré et, en cas de contestation, par les tribunaux. — L'action en affranchissement d'usage par voie de cantonnement n'appartient qu'au gouvernement, et non aux usagers (1).

La même faculté est accordée aux communes, aux établissements publics et aux particuliers pour les bois qui leur appartiennent (2). Dans ce cas, le cantonnement est également réglé de gré à gré ou, en cas de contestation, par les tribunaux.

1057. La portion de la forêt qu'il convient d'abandonner aux usagers, pour leur tenir lieu de leurs droits d'usage, est déterminée d'après l'étendue et l'estimation de ces droits. La jurisprudence fixe, en général, le cantonnement au tiers du fonds soumis aux usages. Cependant la portion abandonnée s'est quelquefois élevée à la moitié, aux trois quarts, et même à plus. « Il n'y a pas d'autre règle à suivre, en cette matière, que celle des circonstances, ou, en d'autres termes, il faut mesurer le cantonnement sur les droits et les besoins des usagers (3). »

1058. Les frais de cantonnement sont supportés, par le propriétaire et les usagers, en proportion de la part que chacun d'eux prend à la forêt partagée (4).

1059. 3° ... PAR LE RACHAT. — Les droits d'usage quelconques, autres que ceux au bois, tels que ceux aux pâturage, panage et glandée, etc., ne peuvent être convertis en cantonnement ; mais ils peuvent être rachetés, moyennant des indemnités qui sont réglées de gré à gré ou, en cas de contestation, par les tribunaux (5). Cette disposition de la loi est commune à l'État, aux communes et établissements publics, et aux particuliers (6).

1060. L'indemnité doit être déterminée en estimant le droit qu'il

(1) 63 C. for.
(2) 111, 118 *id.*
(3) Merlin, *Répert.*, v° *Usages.*
(4) 19, Ord. 1669. — (5) 64 C. for. — (6) 112, 120 *id.*

s'agit de racheter, eu égard à sa valeur et à son produit annuel en nature (1).

1061. Cependant à cette faculté du rachat la loi a établi une exception qui est spéciale au droit de pâturage. Toute commune usagère située dans les lieux où l'exercice de ce droit de pâturage est devenu d'une absolue nécessité peut s'opposer au rachat du droit de pâturage (2).

Mais quand y a-t-il absolue nécessité? — Plusieurs auteurs, tenant compte, d'une manière exagérée, des motifs donnés lors de la discussion du code forestier, enseignent que cette nécessité absolue n'existe que pour quelques pays de montagnes, complétement impropres à la culture, où les habitants se nourrissent uniquement du lait de leurs vaches et qui, par suite de l'abolition du droit de pâturage, cesseraient d'être habitables (3). — Pour nous, nous ne saurions admettre que l'absolue nécessité soit caractérisée par certaines circonstances d'hors et déjà déterminées, à défaut desquelles il ne serait pas permis à une commune de s'opposer au rachat du droit d'usage. Ainsi il ne nous paraît pas exact de soutenir que ce privilége n'est accordé spécialement et exclusivement qu'aux communes situées dans les montagnes. Rien dans le texte de la loi ne vient autoriser cette allégation. Il est également inexact de prétendre, à moins d'une exagération que ce texte ne justifie pas non plus, que l'absolue nécessité existe seulement lorsque le rachat des droits de pâturage, en enlevant l'unique ressource de la localité, doit en produire l'abandon. Nous croyons que l'absolue nécessité doit être reconnue pour toute commune, quelle qu'en soit la situation, sur la montagne ou dans la plaine : — si cette commune est pauvre; si les habitants ont pour principale nourriture le lait de leurs vaches; si l'agriculture, à raison de la stérilité du sol, donne des produits insuffisants; si enfin le rachat des droits d'usage doit faire empirer l'état de gêne et de pauvreté où déjà se trouve la localité (4).

(1) Nancy, 20 juillet 1843 (Clinchamp). — (2) 64 C. for.

(3) Curasson sur Proudhon, n° 710; Meaume, n° 530. — Bourges, 5 juillet 1845 (comm. de Monceaux).

(4) Colmar, 15 déc. 1841 (comm. de Zittersheim).

1062. En cas de contestation, la question de savoir si le droit de pâturage est d'une absolue nécessité pour une commune est du ressort administratif, qu'il s'agisse des bois soumis au régime forestier, ou des bois particuliers (1). En conséquence, les parties se pourvoient devant le conseil de préfecture, qui, après une enquête *de commodo et incommodo*, statue, sauf le recours au conseil d'Etat (2).

SECTION 3.

Police et conservation des bois et forêts.

1063. Dans cette section, nous allons traiter d'abord des prohibitions et injonctions d'ordre public ayant pour objet la conservation du sol et des produits forestiers; ensuite de ce qui concerne les délits forestiers.

§ 1er. — *Prohibitions et injonctions d'ordre public.*

ARTICLE 1er.

Dispositions applicables à tous les bois et forêts en général.

1064. Toute extraction ou enlèvement non autorisé de pierres, sable, minerai, terre ou gazon, tourbe, bruyères, genêts, herbages, feuilles vertes ou mortes, engrais existant sur le sol des forêts, glands, faînes et autres fruits ou semences des bois et forêts, donne lieu à des amendes qui sont fixées ainsi qu'il suit : — par charretée ou tombereau, de 10 à 30 fr. pour chaque bête attelée; — par chaque charge de bête de somme, de 5 à 15 fr.; — par chaque charge d'homme, de 2 à 6 fr. (3).

Cette prohibition n'a point pour effet de déroger au droit conféré à l'administration des ponts et chaussées d'indiquer les lieux où doivent être faites les extractions de matériaux pour les travaux publics; néanmoins les entrepreneurs sont tenus, envers l'Etat, les communes et établissements publics, comme envers les particuliers, de payer toutes les indemnités de droit, et d'observer toutes les formes prescrites par les lois et règlements en cette matière (4).

1065. Quiconque est trouvé dans les bois et forêts, hors des rou-

(1) Cons. d'Ét., 3 déc. 1842 (Jacquillat); *id.* 8 sept. 1846 (comm. de Soulaines). — (2) 64 C. for. — (3) 144 *id.* — (4) 145 *id.* — Voir nº 220 et suiv.

tes et chemins ordinaires, avec serpes, cognées, haches, scies et autres instruments de même nature, sera condamné à une amende de 10 fr. et à la confiscation desdits instruments. Ceux dont les voitures, bestiaux, animaux de charge ou de monture sont trouvés dans les forêts, hors des routes et chemins ordinaires, seront condamnés, savoir : — par chaque voiture, à une amende de 10 fr. pour les bois de dix ans et au-dessus, et de 20 fr. pour les bois au-dessous de cet âge; — par chaque tête ou espèce de bestiaux non attelés, aux amendes fixées pour délit de pâturage par l'art. 199; — le tout sans préjudice des dommages-intérêts (1).

1066. Il est défendu de porter ou allumer du feu dans l'intérieur et à la distance des bois et forêts, sous peine d'une amende de 20 à 100 fr., sans préjudice, en cas d'incendie, des peines portées par le code pénal, et de tous dommages-intérêts, s'il y a lieu (2).

1067. Tous usagers qui, en cas d'incendie, refuseraient de porter secours dans les bois soumis à leur droit d'usage seraient traduits en police correctionnelle, privés de ce droit pendant un an au moins et cinq ans au plus, et condamnés, en outre, aux peines portées en l'art. 475 du code pénal (3).

1068. Nous avons parlé d'une exception au droit commun de réclamer l'élagage, en ce qui concerne les lisières des bois et forêts, si les arbres de lisière avaient plus de trente ans au jour de la promulgation du code (4). Tout élagage qui serait exécuté sans l'autorisation des propriétaires des bois et forêts donnerait lieu à l'application des peines portées au code forestier (5).

ARTICLE 2.

Dispositions applicables seulement aux bois et forêts soumis au régime forestier.

1069. Il est interdit d'établir, sans l'autorisation du gouvernement, certaines constructions dans un périmètre déterminé des bois et forêts soumis au régime forestier. Ainsi est prohibé l'établissement, dans l'espace de 2 kilomètres, d'aucune usine à scier

(1) 146, 147 C. for. — (2) 148 *id.* — (3) 149 *id.* — (4) Voir nº 263. — (5) 150, 196 *id.*

le bois, à peine de 100 à 500 fr. d'amende et de la démolition (1);— dans l'espace de 1 kilomètre, d'aucun four à chaux ou à plâtre, soit temporaire, soit permanent, d'aucune briqueterie, tuilerie, à peine de 100 à 500 fr, et de la démolition (2); — dans le même espace, d'aucune maison sur perches, loge, baraque ou hangar, à peine de 50 fr. d'amende et de la démolition (3); — dans l'espace de 500 mètres, d'aucune maison ou ferme, à peine de démolition (4).

Dans ce dernier cas spécialement, lorsqu'on demande l'autorisation de bâtir, il est statué, dans le délai de six mois, sur les demandes. Passé ce délai, la construction peut être effectuée.

Il n'y a pas lieu, bien entendu, d'ordonner la démolition des maisons ou fermes qui existaient dans le périmètre susindiqué au 31 juillet 1827, jour de la promulgation du code forestier; ces maisons ou fermes peuvent être réparées, construites et augmentées sans autorisation.

La prohibition ne s'étend pas non plus aux fermes et aux maisons bâties proche les bois et forêts qui appartiennent aux communes, et qui sont d'une contenance au-dessous de 250 hectares (5).

1070. Nul individu habitant les maisons ou fermes actuellement existantes dans le rayon ci-dessus fixé, ou dont la construction y a été autorisée, ne peut établir dans lesdites maisons ou fermes aucun atelier à façonner le bois, aucun chantier ou magasin pour faire le commerce de bois, sans la permission spéciale du gouvernement, sous peine de 50 fr. d'amende et de la confiscation des bois. — Lorsque les individus qui ont obtenu cette permission ont subi une condamnation pour délits forestiers, le gouvernement peut leur retirer la permission (6).

1071. Les usines, hangars et autres établissements autorisés dans les espaces indiqués au n° 1069 sont soumis aux visites des agents et gardes forestiers, qui peuvent y faire toute perquisition, sans l'assistance d'un officier public, pourvu qu'ils se présentent au nombre de deux au moins, ou que l'agent ou garde forestier soit accompagné de deux témoins domiciliés dans la commune.

(1) 155 C. for. — (2) 151 *id.* — (3) 152 *id.* — (4) 153 *id.* — (5) 153 *id.* — (6) 154 *id.*

En outre, aucun arbre, bille ou tronc ne peut être reçu dans les scieries autorisées sans avoir été préalablement reconnu par le garde forestier du canton et marqué de son marteau ; ce qui doit avoir lieu dans les cinq jours de la déclaration qui en a été faite, sous peine, contre les exploitants desdites scieries, d'une amende de 50 à 300 fr. En cas de récidive, l'amende est portée au double, et la suppression de l'usine peut être ordonnée par le tribunal (1).

1072. La loi exempte des charges et prohibitions qui viennent d'être indiquées seulement les maisons et usines qui font partie de ville, village ou hameau, formant une population agglomérée, bien qu'elles se trouvent dans les distances ci-dessus fixées des bois et forêts (2). Mais il n'est pas douteux que, quoique non spécialemnet dénommées, les fermes placées dans les mêmes conditions jouissent de cette exemption ; elles sont comprises dans le mot *maisons*. La loi, en effet, dans les dispositions qui précèdent celle dont nous rendons compte, emploie constamment le mot *maison* comme synonyme de *ferme ;* — « aucune construction de maisons *ou* fermes, dit-elle, par exemple, dans l'art. 153 du code forestier, etc. »

§ 2. — *Des délits forestiers.*

ARTICLE 1er.

Poursuites exercées au nom de l'administration forestière.

1073. L'administration forestière est chargée de poursuivre par ses agents les délits et contraventions commis dans tous les bois soumis au régime forestier, ainsi que ceux qui sont relatifs à la prohibition du défrichement et aux mesures d'endigage pour le Rhin. Toutefois le droit du ministère public n'en reste pas moins entier, et dans tous ces cas il a la faculté de prendre l'initiative des poursuites (3).

1074. Les gardes sont autorisés à saisir tous les bestiaux trouvés en délit, et les instruments, voitures et attelages des délinquants, et à les mettre en séquestre ; ils doivent suivre les objets enlevés par les délinquants jusque dans les lieux où ils ont été transportés, et les mettre également en séquestre. — Ils ne peuvent, néan-

(1) 157, 158 C. for. — (2) 156 *id.* — (3) 159, 160 *id.*

moins, s'introduire dans les maisons, bâtiments, cours adjacentes et enclos, si ce n'est en présence soit du juge de paix ou de son suppléant, soit du maire du lieu ou de son adjoint, soit du commissaire de police. Ces fonctionnaires ne peuvent se refuser à accompagner sur-le-champ les gardes, lorsqu'ils en sont requis par eux, pour assister à des perquisitions. — Ils sont tenus, en outre, de signer le procès-verbal du séquestre ou de la perquisition faite en leur présence, sauf au garde, en cas de refus de leur part, à en faire mention au procès-verbal (1).

Les gardes arrêtent et conduisent, devant le juge de paix ou devant le maire, tout inconnu qu'ils ont surpris en flagrant délit (2).

1075. Les agents et les gardes de l'administration des forêts ont le droit de requérir directement la force publique pour la répression des délits et contraventions en matière forestière, ainsi que pour la recherche et la saisie des bois coupés en délit, vendus ou achetés en fraude (3).

1076. Les gardes écrivent eux-mêmes leurs procès-verbaux; ils les signent et affirment, au plus tard le lendemain de la clôture desdits procès-verbaux, par-devant le juge de paix du canton ou l'un de ses suppléants, ou par-devant le maire ou l'adjoint, soit de la commune de leur résidence, soit de celle où le délit a été commis ou constaté, le tout sous peine de nullité. — Toutefois, si, par suite d'un empêchement quelconque, le procès-verbal est seulement signé par le garde, mais non écrit en entier de sa main, l'officier public qui en reçoit l'affirmation doit lui en donner préalablement lecture, et faire ensuite mention de cette formalité, le tout sous peine de nullité du procès-verbal (4).

1077. Les procès-verbaux que les agents forestiers, les gardes généraux et les gardes à cheval dressent soit isolément, soit avec le concours d'un garde ne sont point soumis à l'affirmation; cette formalité n'est exigée que des simples gardes (5).

1078. Dans les cas où le procès-verbal porte saisie, il en est fait, aussitôt après l'affirmation, une expédition qui est déposée dans

(1) 161, 162 C. for. — (2) 163 *id.* — (3) 164 *id.* — (4) 165 *id.* — (5) 166 *id.*

les vingt-quatre heures, au greffe de la justice de paix, pour qu'il en puisse être donné communication à ceux qui réclameraient les objets saisis (1).

1079. Les juges de paix peuvent donner mainlevée provisoire des objets saisis, à la charge du payement des frais de séquestre, et moyennant une bonne et valable caution. — En cas de contestation sur la solvabilité de la caution, il est statué par le juge de paix (2).

1080. Si les bestiaux saisis ne sont pas réclamés dans les cinq jours qui suivent le séquestre, ou s'il n'est pas fourni une bonne et valable caution, le juge de paix en ordonne la vente à l'enchère, au marché le plus voisin; il y est procédé à la diligence du receveur des domaines, qui la fait publier vingt-quatre heures d'avance. — Les frais de séquestre et de vente sont taxés par le juge de paix, et prélevés sur le produit de la vente; le surplus reste déposé entre les mains du receveur des domaines, jusqu'à ce qu'il ait été statué en dernier ressort sur le procès-verbal. — Si la réclamation n'a lieu qu'après la vente des bestiaux saisis, le propriétaire n'a droit qu'à la restitution du produit net de la vente, tous frais déduits, dans le cas où cette restitution serait ordonnée par le jugement (3).

1081. Les procès-verbaux sont, sous peine de nullité, enregistrés dans les quatre jours qui suivent celui de l'affirmation, ou celui de la clôture du procès-verbal, s'il n'est pas sujet à l'affirmation (4).

1082. Toutes les actions et poursuites exercées au nom de l'administration générale des forêts et à la requête de ses agents, en réparation de délits ou contraventions en matière forestière, sont portées devant les tribunaux correctionnels, lesquels sont seuls compétents pour en connaître (5).

1083. L'acte de citation doit, à peine de nullité, contenir la copie du procès-verbal et de l'acte d'affirmation (6).

1084. Les citations et significations, mais non les saisies-exécutions, peuvent être faites par les gardes de l'administration. De

(1) 167 C. for. — (2) 168 *id.* — (3) 169 *id.* — (4) 170 *id.* — (5) 171 *id.* — (6) 172 *id.*

leur côté, les agents forestiers ont le droit d'exposer l'affaire et de prendre des conclusions (1).

1085. Les délits et contraventions sont prouvés par procès-verbaux ou témoins. Les procès-verbaux font foi soit jusqu'à inscription de faux, soit jusqu'à preuve du contraire, suivant les distinctions exposées au code forestier dans les art. 176-181.

1086. Si, dans une instance en réparation de délit ou contravention, le prévenu excipe d'un droit de propriété ou d'usage, le tribunal doit s'assurer si cette exception est fondée avant de renvoyer à fins civiles (2).

1087. Les actions en réparation de délits et contraventions en matière forestière se prescrivent par trois mois, à compter du jour où les délits et contraventions ont été constatés, lorsque les prévenus sont désignés dans les procès-verbaux. Dans le cas contraire, le délai de prescription est de six mois, à compter du même jour (3).

ARTICLE 2.

Poursuites exercées au nom et dans l'intérêt des particuliers.

1088. Les procès-verbaux dressés par les gardes des bois et forêts des particuliers ne font foi que jusqu'à preuve contraire (4).

1089. Les règles précédemment exposées dans les n^os^ 1074, 1076, 1078, 1079, 1080, 1081, 1083, 1086 et 1087 sont applicables aux poursuites exercées au nom et dans l'intérêt des particuliers pour délits et contraventions commis dans les bois et forêts qui leur appartiennent. Toutefois, dans les cas prévus au n° 1080, lorsqu'il y a lieu à effectuer la vente des bestiaux saisis, le produit net de la vente est versé à la caisse des dépôts et consignations (5).

1090. Il n'est rien changé aux dispositions du code d'instruction criminelle, relativement à la compétence des tribunaux, pour statuer sur les délits et contraventions commis dans les bois et forêts qui appartiennent aux particuliers (6).

1091. Les procès-verbaux dressés par les gardes des bois des particuliers sont, dans le délai d'un mois, à dater de l'affirmation,

(1) 173 C. for. — (2) 182 *id.* — (3) 185 *id.* — (4) 188 *id.* — (5) 189 *id.* — (6) 190 *id.*

remis au procureur de la république ou au juge de paix, suivant leur compétence respective (1).

ARTICLE 3.

Des peines et condamnations pour tous les bois et forêts en général.

1092. La coupe et l'enlèvement d'arbres ayant 2 décimètres de tour et au-dessus donnent lieu à des amendes qui sont déterminées dans les proportions suivantes, d'après l'essence et la circonférence de ces arbres :

Les arbres sont divisés en deux classes. — La première comprend les chênes, hêtres, charmes, ormes, frênes, érables, platanes, pins, sapins, mélèzes, châtaigniers, noyers, aliziers, sorbiers, cormiers, merisiers et autres arbres fruitiers. — La seconde se compose des aunes, tilleuls, bouleaux, trembles, peupliers, saules, et de toutes les espèces non comprises dans la première classe.

Si les arbres de la première classe ont 2 décimètres de tour, l'amende est de 1 fr. par chacun de ces 2 décimètres, et s'accroît ensuite progressivement de 10 centimes par chacun des autres décimètres. — Si les arbres de la seconde classe ont 2 décimètres de tour, l'amende est de 50 centimes par chacun de ces 2 décimètres, et s'accroît ensuite progressivement de 5 centimes par chacun des autres décimètres. La circonférence est mesurée à 1 mètre du sol.

Voici, au reste, le tableau indiquant la progression de l'amende, tel qu'il est annexé au code forestier (2).

(1) 191 C. for. — (2) 192 *id.*

TARIF

des amendes à prononcer par arbre, d'après sa grosseur et son essence.

ARBRES DE 1re CLASSE.					ARBRES DE 2e CLASSE.				
CIRCONFÉRENCE.	AMENDE PAR décimètre.		AMENDE par arbre.		CIRCONFÉRENCE.	AMENDE PAR décimètre.		AMENDE par arbre.	
Décimètres.	fr.	cent.	fr.	cent.	décimètres.	fr.	cent.	fr.	cent.
1	0	00	0	00	1	0	00	0	00
2	1	00	2	00	2	0	50	1	00
3	1	10	3	30	3	0	55	1	65
4	1	20	4	80	4	0	60	2	40
5	1	30	6	50	5	0	65	3	25
6	1	40	8	40	6	0	70	4	20
7	1	50	10	50	7	0	75	5	25
8	1	60	12	80	8	0	80	6	40
9	1	70	15	30	9	0	85	7	65
10	1	80	18	00	10	0	90	9	00
11	1	90	20	90	11	0	95	10	45
12	2	00	24	00	12	1	00	12	00
13	2	10	27	30	13	1	05	13	65
14	2	20	30	80	14	1	10	15	40
15	2	30	34	50	15	1	15	17	25
16	2	40	38	40	16	1	20	19	20
17	2	50	42	50	17	1	25	21	25
18	2	60	46	80	18	1	30	23	40
19	2	70	51	30	19	1	35	25	65
20	2	80	56	00	20	1	40	28	00
21	2	90	60	90	21	1	45	30	45
22	3	00	66	00	22	1	50	33	50
23	3	10	71	30	23	1	55	35	65
24	3	20	76	80	24	1	60	38	40
25	3	30	82	50	25	1	65	41	25
26	3	40	88	40	26	1	70	44	20
27	3	50	94	50	27	1	75	47	25
28	3	60	100	80	28	1	80	50	40
29	3	70	107	30	29	1	85	53	65
30	3	80	114	00	30	1	90	57	50
31	3	90	120	90	31	1	95	60	45
32	4	00	128	00	32	2	00	64	00

1093. Si les arbres dont il vient d'être parlé et auxquels s'applique le tarif précédent ont été enlevés et façonnés, le tour en est mesuré sur la souche, et, si la souche a été également enlevée, le tour est calculé dans la proportion d'un cinquième en sus de la dimension totale des quatre faces de l'arbre équarri. — Lorsque l'arbre et la souche ont disparu, l'amende est calculée suivant la grosseur de l'arbre, arbitrée par le tribunal d'après les documents du procès (1).

1094. L'amende pour coupe ou enlèvement de bois qui n'ont pas 2 décimètres de tour est, pour chaque charretée, de 10 fr. par bête attelée, de 5 fr. par chaque charge de bête de somme, de 2 fr. par fagot, fouée ou charge d'homme. — S'il s'agit d'arbres semés ou plantés dans les forêts depuis moins de cinq ans, la peine est d'une amende de 3 fr. par chaque arbre, quelle qu'en soit la grosseur, et, en outre, d'un emprisonnement de six à quinze jours (2).

1095. Quiconque arracherait des plants dans les bois et forêts s'exposerait à une amende qui ne peut être moindre de 10 fr. ni excéder 300 fr., et, si le délit a été commis dans un semis ou plantation exécutés de main d'homme, il est prononcé, en outre, un emprisonnement de quinze jours à un mois (3).

1096. Ceux qui, dans les bois et forêts, ont éhoupé, écorcé ou mutilé des arbres, ou qui en ont coupé les principales branches, sont punis comme s'ils les avaient abattus par le pied (4).

1097. Quiconque enlève des chablis ou bois de délit est condamné aux mêmes amendes et restitutions que s'il les avait abattus sur pied (5).

1098. Dans les cas d'enlèvement frauduleux de bois et d'autres productions du sol et des forêts, il y a toujours lieu, outre les amendes, à la restitution des objets enlevés ou de leur valeur, et, de plus, selon les circonstances, à des dommages-intérêts. — Enfin le juge doit ordonner la confiscation des scies, haches, serpes, cognées et autres instruments de même nature dont les délinquants et leurs complices sont trouvés munis (6).

1099. Les propriétaires d'animaux trouvés de jour en délit dans les bois de dix ans et au-dessus sont condamnés à une amende de

(1) 193 C. for. — (2) 194 *id.* — (3) 195 *id.* — (4) 196 *id.* — (5) 197 *id.* — (6) 198 *id.*

— 1 fr. pour un cochon, — 2 fr. pour une bête à laine, — 3 fr. pour un cheval ou une autre bête de somme, — 4 fr. pour une chèvre, — 5 fr. pour un bœuf, une vache ou un veau. — L'amende est double, si les bois ont moins de dix ans, sans préjudice, s'il y a lieu, des dommages-intérêts (1).

1100. Ces peines sont doublées en cas de récidive, c'est-à-dire en cas de nouvelle condamnation prononcée également en matière forestière dans les douze mois (2), ou si les délits ont été commis la nuit, ou si les délinquants ont fait usage de la scie pour couper les arbres sur pied (3).

1101. En matière forestière, les tribunaux ne peuvent reconnaître de circonstances atténuantes ni, par conséquent, appliquer les dispositions de l'art. 463 du code pénal (4).

1102—1110. Les maris, pères, mères et tuteurs, et en général tous maîtres et commettants, sont civilement responsables des délits et contraventions commis par leurs femmes, enfants mineurs et pupilles demeurant avec eux ou non mariés, ouvriers, voituriers et autres subordonnés, sauf tout recours de droit. — Cette responsabilité est réglée conformément au paragraphe dernier de l'art. 1384 du code civil, et s'étend aux restitutions, dommages-intérêts et frais (5).

(1) 199 C. for. — (2) 200 *id.* — (3) 201 *id.* — (4) 203 *id.* — (5) 206 *id.* — Voir n° 541 et suiv., 548.

TITRE II.

DE LA PRODUCTION ANIMALE.

1111. Sous ce titre, le droit rural ne doit s'occuper, on le comprend, que des animaux domestiques et de ces autres animaux qui, bien que sauvages de leur nature, se trouvent placés, par la volonté et le fait de l'homme, sous notre mainmise et à notre portée, et dont nous favorisons la reproduction dans des lieux disposés à cet effet. Ces deux natures d'animaux sont les seules, en effet, qui puissent être considérées comme des produits agricoles. Quant aux animaux complétement sauvages, le droit rural ne peut en parler qu'au point de vue de la chasse et de la pêche, au moyen desquelles on se les approprie (1), ou encore au point de vue de la sécurité des campagnes, qui nécessite la destruction des bêtes malfaisantes (2).

CHAPITRE Ier.

DES ANIMAUX DOMESTIQUES.

1112. Les animaux domestiques sont ceux qui, placés sous la main de l'homme, demeurent en sa puissance immédiate par une soumission en quelque sorte volontaire, et qui servent à son usage quotidien et l'aident dans ses travaux. Dans cette catégorie il faut placer la race chevaline, la race asine, le mulet, la race bovine, la race caprine, la race porcine, la race canine, les pigeons de volière, les volailles comprenant les poules, les oies, les canards, les dindes, etc.

SECTION 1re.

De la vente et de l'échange des animaux domestiques.

1113. La vente et l'échange des animaux domestiques sont soumis aux dispositions générales contenues dans le code civil; mais il existe, en outre, certaines règles particulières dont l'objet principal est la réglementation de la garantie résultant des vices rédhibitoires.

(1) Voir nos 181 et 191. — (2) Voir nos 187 et 1463, et suiv.

Nous allons développer ces dernières, en ayant soin de distinguer celles qui se rapportent au cas de vente d'animaux destinés à vivre pour travailler et pour reproduire l'espèce de celles qui concernent la vente d'animaux destinés à la boucherie et à la consommation.

§ 1er. — *De la garantie des défauts cachés, en cas de vente ou échange d'animaux destinés à la production.*

1114. Antérieurement à 1838, cette garantie n'avait pas d'autres règles que les principes généraux contenus au code civil, et dont nous avons eu l'occasion de faire l'application à la matière de la vente du fonds rural (1). La loi du 20 mai de l'année susindiquée, tout en se référant à la plupart de ces principes, est venue y ajouter certaines règles; elle a déterminé particulièrement pour la vente des animaux ce qu'en toute autre matière le code abandonne à la diversité infinie des usages locaux et à l'arbitraire du juge. « Elle a trait à la détermination des cas rédhibitoires, des délais pendant lesquels l'action peut être intentée, et de quelques formes économiques et abréviations de procédure; elle ne déroge à aucun des autres points du droit civil ou de procédure relatifs à la vente(2). »

ARTICLE 1er.

Des vices rédhibitoires qui donnent lieu à la garantie.

1115. Le code civil, en établissant la garantie pour les défauts de la chose qui ont été cachés lors de la vente et qui la rendent impropre à sa destination, avait laissé à l'usage des lieux le soin de déterminer quels défauts devaient être réputés rédhibitoires (3). Chaque province avait donc, en ce qui concerne les ventes d'animaux, ses règles particulières sur ce point, si bien que, par exemple, un mal déclaré rédhibitoire par la coutume de Bretagne n'avait pas ce caractère à Cambray ou à Paris. La loi de 1838 a fait cesser cette diversité; elle a désigné les maladies qui seraient désormais rédhibitoires. Par l'effet de cette seule désignation, ces vices, pourvu qu'ils aient été constatés dans le délai légal, sont présumés avoir

(1) Voir n° 55.
(2) *Rapport* de M. Lherbette, chambre des députés, séance du 24 avril 1838.
(3) Voir 1648 C. C.

été celés au moment de la vente, et avoir été, par conséquent, ignorés de l'acheteur; ce qui constitue le vendeur en état de fraude.

En voici la nomenclature contenue dans l'art. 1^er^ de la loi :

« Sont réputés vices rédhibitoires et donnent seuls ouverture à l'action résultant de l'art. 1641 du code civil, dans les ventes ou échanges des animaux domestiques ci-dessous dénommés, sans distinction des localités où les ventes et échanges auront lieu, les maladies ou défauts ci-après, savoir :

Pour le cheval, l'âne et le mulet,

La fluxion périodique des yeux, l'épilepsie ou mal caduc, la morve, le farcin, les maladies anciennes de poitrine ou vieilles courbatures, l'immobilité, la pousse, le cornage chronique, le tic sans usure de dents, les hernies inguinales intermittentes, la boiterie intermittente pour cause de vieux mal ;

Pour l'espèce bovine,

La phthisie pulmonaire ou pommelière, l'épilepsie ou mal caduc, les suites de la non-délivrance, le renversement du vagin ou de l'utérus, ces deux dernières maladies après le part chez le vendeur ;

Pour l'espèce ovine,

La clavelée et le sang-de-rate. »

Nous allons reprendre cette énumération, en consacrant à chacun de ces vices rédhibitoires une courte notice où nous exposerons les questions légales qui peuvent s'y rattacher d'une manière particulière.

1116. 1° VICES RÉDHIBITOIRES POUR LE CHEVAL, L'ANE ET LE MULET. — *La fluxion périodique des yeux.* — Cette maladie de l'œil a pour symptômes spécifiques, pendant l'accès, le précipité floconneux des humeurs, la tuméfaction des paupières, l'inflammation des parties qui environnent l'organe, lequel reste presque toujours à moitié fermé, et, pendant la rémission, la teinte blanchâtre et terne du cristallin; elle se manifeste par des accès qui se produisent à des intervalles plus ou moins rapprochés, selon que le mal est plus ou moins ancien. Ancienne, cette maladie est visible dans ses moments d'accès, et même dans les moments de rémission ; nouvelle, elle peut ne pas offrir des symptômes suffisam-

ment caractéristiques. Le caractère périodique de l'affection demande au moins l'apparition et la constatation de deux accès séparés par la période de rémittence (1).

1117. *L'épilepsie ou le mal caduc.* — C'est une maladie de système nerveux dont la cause est inconnue, et qui est analogue à celle du même nom qui affecte l'homme : elle a pour symptômes fréquents les convulsions, la chute de l'animal sur le sol, la bave écumeuse, la perte momentanée des sens. Selon que le mal est plus ou moins ancien, la rémittence en est plus ou moins longue; toutefois, au dire des hommes de l'art, l'intervalle le plus long entre deux accès est d'un mois à six semaines.

1118. *La morve.* — Les symptômes de cette maladie sont l'engorgement des glandes lymphatiques de l'auge ou ganache, le jetage, par le naseau, de matières puriformes, l'ulcération des membranes muqueuses ; ces trois symptômes réunis signalent positivement la morve. Si l'animal n'est affecté que de deux ou d'un seul de ces symptômes, le cas est dit douteux, et la bête doit être mise en fourrière jusqu'à ce que le mal se soit bien caractérisé.

1119. *Le farcin,* — maladie de la famille de la morve. Le farcin se manifeste sous plusieurs aspects. Tantôt sur tous les membres se présentent des tumeurs assez considérables, de forme arrondie, qui se changent en durillons ou se terminent par un petit ulcère. Ces tumeurs contiennent une liqueur jaunâtre, limpide, en quelque sorte huileuse. Tantôt elles se développent dans les tissus sous-cutanés sous forme de chapelets, et dans ce cas elles naissent sur le poitrail, les joues, le cou, etc. ; ce cas porte le nom de *farcin cordé.* D'autres fois enfin, les ganglions des aines et des aisselles s'engorgent, et il s'y manifeste des abcès dont la plaie prend la forme d'un champignon.

Les symptômes du farcin sont, comme on le voit, très-apparents et sans rémittence. Il s'ensuit que, d'après la règle générale, on ne doit point le considérer comme donnant lieu à l'action rédhibitoire, s'il est prouvé qu'au moment de la vente les caractères de ce mal existaient, et que l'animal en portait les marques extérieures

(1) Galisset et Mignon, *Vices rédh.*, p. 284 et suiv. ; Huzard, *De la garant. et des vices rédhib.*, p. 31.

et apparentes. La rédhibition ne peut donc être admise que pour le farcin qui se développe dans le délai fixé pour intenter l'action en garantie. Dans ce cas, l'animal est présumé avoir porté en soi les principes du mal au moment de la vente (1).

1120. *Les maladies anciennes de poitrine ou vieilles courbatures.* — Si la loi ne contenait que ces mots, *maladies anciennes de poitrine*, elle s'appliquerait, dans sa généralité, à toutes les affections chroniques des organes thoraciques ; mais elle porte, en outre, ceux-ci : *ou vieilles courbatures*. Il s'ensuit qu'une maladie ancienne de la poitrine n'est vice rédhibitoire que si l'épithète de vieilles courbatures lui est applicable. « Or, dit M. Mignon, page 326, les mots *vieilles courbatures* ont aujourd'hui un sens bien défini, et c'est à ce sens que le législateur s'est nécessairement référé ; traduits en termes plus simples et plus intelligibles, ils signifient toute affection chronique du poumon ou des plèvres seulement. Donc, toute affection chronique isolée ou simultanée de ces organes est rédhibitoire (2). »

Les symptômes de cette maladie sont surtout internes et consistent en lésions survenues dans les poumons et les régions thoraciques ; aussi « ne sont-ils saisissables qu'autant qu'elles ont une certaine gravité, et alors l'altération du flanc est le signe le plus constant, le plus visible qui les décèle (3). »

Lorsque l'animal est en vie, les vieilles courbatures se révèlent par les mêmes symptômes que la pousse, et alors il suffit de constater cette maladie, qui, elle aussi, est un vice rédhibitoire. Mais le moyen de constatation est tout autre, évidemment, quand l'animal est mort durant les délais de la garantie ; il faut, dans ce cas, l'ouvrir. Par là on découvre s'il est atteint d'une maladie de poitrine ancienne ou récente, et l'acquéreur gagnera son procès dans un cas et le perdra dans l'autre (4).

1121. *L'immobilité.* — La nature de cette maladie se trouve indiquée par le mot qui l'exprime. « Chez l'animal qui en est atteint,

(1) Galisset et Mignon, p. 320.
(2) Conf., Huzard, p. 58.
(3) Galisset et Mignon, p. 332.
(4) Discours de M. le ministre des trav. pub., séance du 26 avril 1838.

la volonté ou plutôt l'action devient quelque chose de mécanique ; la spontanéité est comme assoupie, et que l'animal travaille, mange où se repose, il n'apporte ni plus d'ardeur ni plus de volonté, c'est toujours le même ressort qui le pousse ou le soutient (1). »

Le symptôme qui caractérise le plus cette maladie, c'est l'impossibilité où se trouve le sujet qui en est atteint de *tourner en cercle*, et surtout de *reculer*. C'est même par cette épreuve que l'expert s'assurera de l'existence du vice. Si les symptômes n'en étaient pas apparents au moment de l'expertise, l'homme de l'art pourrait, pour arriver à la constatation, essayer de provoquer l'apparition de la maladie par une rude fatigue infligée à l'animal. Il devra, toutefois, s'assurer si l'impossibilité de tourner ou de reculer ne provient pas de circonstances tout autres que de la maladie.

1122. *La pousse.* — C'est une maladie des organes respiratoires qui est pour les animaux ce que l'asthme est pour l'homme (2). « L'animal paraît jouir de la santé ; cependant, tandis que dans l'inspiration il y a élévation assez régulière des côtes, dans l'expiration, au contraire, le mouvement d'abaissement est à peine commencé, qu'il s'arrête, s'interrompt subitement pour recommencer, et s'achever ensuite tranquillement. Tel est le signe caractéristique de la pousse, le *coup de fouet*, le *contre-temps*, le *soubresaut*, qui constitue, jusqu'à présent, ce signe de maladie (3). »

L'existence de cette maladie, qui épuise les forces de l'animal et abrége inévitablement ses jours, est très-difficile à constater. Cette constatation, à raison du symptôme même qui caractérise ce mal, ne peut se faire que sur l'animal vivant ; l'acheteur aurait donc intérêt à presser l'expertise, s'il craignait de voir l'animal succomber avant qu'elle ne fût commencée ou achevée.

1123. *Le cornage chronique.* — Comme la pousse, cette maladie a son siége dans les organes de la respiration. Elle consiste dans un rétrécissement de ces organes qui, ne permettant plus à l'air de passer librement, rend la respiration bruyante.

La loi ne répute rédhibitoire que le cornage chronique, c'est-à-

(1) J. Mignon, *Vices rédh.*, p. 333.
(2) Lafosse, *Guide du maréchal.*
(3) Huzard, p. 73.

dire celui qui ne résulte pas seulement de causes accidentelles et passagères, mais de causes permanentes.

1124. *Le tic sans usure de dents*. — Il consiste dans l'habitude qu'a l'animal d'appuyer sur quelque chose, sur les rebords de la mangeoire, par exemple, les dents du maxillaire supérieur; d'où vient que la salive, s'écoulant constamment, lui occasionne une grande déperdition de forces, et finit par l'épuiser et abrége ses jours. En vertu du principe général, ce tic n'est réputé rédhibitoire que s'il ne se manifeste par aucun signe apparent; voilà pourquoi la loi se sert des mots *sans usure de dents*. Il est bien entendu qu'il ne s'agit ici que de l'usure produite par le tic lui-même; toute autre usure provenant des causes naturelles ne serait pas un obstacle à ce que ce vice fût reconnu rédhibitoire. Par jugement du 18 avril 1839, le tribunal de commerce d'Auxerre a jugé qu'un animal qui mangeait de la terre était atteint du vice rédhibitoire dont il s'agit. Cette décision, blâmée par M. Mignon (1), est défendue par M. Huzard (2).

1125. *Les hernies inguinales intermittentes*. — On appelle ainsi la descente et le séjour momentané, dans les bourses, d'une partie des intestins. La loi ne répute rédhibitoire que la hernie intermittente, c'est-à-dire celle qui, à certains moments, après le travail principalement, devient apparente, et dont les symptômes extérieurs disparaissent ensuite pendant le repos. L'intermittence n'est certaine que quand l'expert a constaté deux apparitions successives du mal.

1126. *La boiterie intermittente pour cause de vieux mal*. — La boiterie n'est rédhibitoire qu'autant qu'elle se trouve dans les conditions fixées par la loi. La boiterie continue, étant un vice apparent, ne pourrait entraîner la rédhibition. Il n'en est plus de même de la boiterie intermittente, elle est toujours invisible au moment de la vente; « on comprend très-bien que celui qui veut vendre un animal affecté de ce vice aura soin de le présenter à l'acheteur quand il se trouvera dans les meilleures conditions pour ne pas boiter (3). » Il faut, en outre, que l'embarras de la progression ré-

(1) *Vices rédh.*, p. 336.
(2) *De la garantie*, p. 97.
(3) Observ. de M. le ministre des trav. pub., séance du 26 avril 1838.

sulte d'un vieux mal. « La difficulté, dit M. J. Mignon, est ici de savoir d'abord ce que c'est qu'un vieux mal..... Nous avouons que sur ce point la science ne peut rien dire de certain, et, comme l'application de la loi ne doit point reposer sur de simples hypothèses, il faut nécessairement chercher un autre moyen de certitude. Heureusement il se trouve dans les termes mêmes de la loi, car, en disant *pour cause de vieux mal*, elle a nécessairement exclu le *mal récent*, et, comme la boiterie ne peut provenir que d'un vieux mal ou d'un mal récent, si ce dernier, toujours assez facile à reconnaître, ne se rencontre pas, il faut en conclure inévitablement que la boiterie provient d'un vieux mal (1). »

1127. 2° VICES RÉDHIBITOIRES POUR L'ESPÈCE BOVINE. — La loi a établi un moins grand nombre de cas rédhibitoires pour les autres espèces d'animaux que pour le cheval, l'âne et le mulet. Les autres animaux sont de moindre prix, et la tare qui leur ôte la valeur du service leur en laisse une autre, celle de la chair ou de la laine (2).

1128. *La phthisie pulmonaire ou pommelière.* — Il y a lieu de placer ici une explication identique à celle que nous avons donnée pour le vice spécial au cheval, à l'âne et au mulet, et que la loi désigne sous la double appellation de maladie ancienne de poitrine ou vieilles courbatures (3). La phthisie pulmonaire, elle aussi, n'est un cas rédhibitoire qu'autant qu'elle peut recevoir la dénomination de pommelière; la loi, en réunissant ces deux dénominations par la conjonction alternative *ou*, a prétendu établir entre elles une synonymie évidente, et les a considérées comme désignant indistinctement une seule et même maladie. Jusque-là point de difficultés. Mais quelle est la maladie désignée? C'est ici que l'embarras commence. Deux systèmes émanant des hommes de l'art se présentent, et le juge devra choisir.

Le premier est celui de M. J. Mignon, selon lequel ces mots *phthisie pulmonaire et pommelière* servent vulgairement à désigner « une maladie de nature inflammatoire, et dont le siége se concentre

(1) *Vices rédh.*, p. 380.
(2) Rapport de M. Lherbette, chamb. des dép., séance du 24 avril 1838.
(3) Voir n° 1120.

dans le poumon et s'étend souvent aux plèvres. Cette maladie est lente dans sa marche, et longtemps obscure par ses signes; elle s'accompagne quelquefois de paroxysmes, et alors avec moins de lenteur, mais avec plus de certitude, elle entraîne la désorganisation du poumon, et conduit inévitablement les animaux à la mort. »

« Elle est ancienne ou récente :

« Récente, elle est difficile à reconnaître, car elle n'a pour signe diagnostique qu'une toux faible, fréquente et quinteuse; aussi les constatations sont-elles rares dans ce cas.

« Ancienne, elle n'offre aucune difficulté de diagnostic : l'habitude extérieure de l'animal, sa maigreur, l'état de sa peau, le jetage par le nez, les renseignements fournis par l'exploration de la poitrine annoncent visiblement la phthisie pulmonaire (1). »

Le second système appartient à M. Hurtrel d'Arboval. Il se fonde sur ce que, selon cet auteur, le mot *pommelière* a un sens plus restreint que le mot dont la loi le fait précéder, et ne sert à désigner qu'une espèce particulière de phthisie pulmonaire dont le caractère spécial est de transformer le poumon en tubercules calcaires. La phthisie pulmonaire ne serait donc rédhibitoire que si elle offrait le symptôme que ce système considère comme caractérisant la pommelière. « Si la loi eût voulu garantir toute espèce de phthisie pulmonaire, les premières expressions qu'elle a employées étaient suffisantes, et en ajoutant *ou pommelière* elle a nécessairement restreint le sens trop large de *phthisie pulmonaire*, sans quoi il faudrait admettre, ce qui n'est pas supposable, que sa rédaction est vicieuse. A la vérité, le vice garanti se trouve ainsi restreint à un cas particulier, mais c'est la faute de la loi qui a posé cette limite d'une manière précise, et il n'y a pas moyen de l'étendre (2). »

1129. *L'épilepsie ou mal caduc.* — Qu'on veuille bien se reporter, pour ce vice de l'espèce bovine, à ce que nous avons dit du même vice dont seraient atteints le cheval, l'âne ou le mulet (3);

(1) *Vices rédh.*, p. 387 et 394. — CONF., Huzard, p. 131.
(2) *Dictionn. de méd. vétérin.*, t. V, p. 26.
(3) Voir n° 1117.

nous n'avons rien à y ajouter de spécial pour l'espèce d'animaux dont nous nous occupons en ce moment.

1130. *Les suites de la non-délivrance après le part chez le vendeur.* — Les suites de la non-délivrance sont tous les accidents qui se présentent quelques jours après le part, lorsque l'enveloppe du fœtus n'a pas été complétement expulsée. Ces accidents sont ordinairement soit une inflammation simple ou compliquée de la matrice, soit une infection générale, dont le point de départ se trouve dans la putréfaction de l'arrière-faix.

Les symptômes des suites de la non-délivrance varient nécessairement selon les accidents mêmes. Toutefois l'abattement, la tristesse de l'animal, le manque de rumination, la non-sécrétion ou l'altération du lait, la dilatation du col de la matrice, le gonflement et la couleur rouge-brunâtre des lèvres de la vulve, l'écoulement, par cette ouverture, de matières purulentes et fétides, enfin les débris placentaires sont des symptômes non équivoques (1).

Les suites de la non-délivrance n'entraînent la garantie qu'autant que le part a eu lieu *chez le vendeur*. Il s'ensuit que, si la vache avait, depuis le part, passé entre plusieurs mains, le dernier acheteur ne pourrait intenter l'action contre celui de qui il la tiendrait.

Cependant il arrive quelquefois que, pour se soustraire à la garantie, on simule une première vente ; l'acquéreur fictif revend sérieusement cette fois, puis soutient que le part n'ayant point eu lieu chez lui, il n'est point responsable des suites de la non-délivrance. Dans ce cas, le dernier acquéreur devra faire preuve de la simulation de la première vente, et le mal sera alors déclaré vice rédhibitoire.

Lorsque l'expert est appelé dans ce cas, il n'a qu'une seule constatation à faire, celle des suites de la non-délivrance. Quant à la question de savoir si le part a eu lieu chez le vendeur ou chez tout autre, elle sort de son domaine pour rentrer dans les attributions du tribunal. La preuve en sera à la charge de l'acquéreur qui, ayant avancé le fait, devra, par conséquent, l'établir.

1131. *Le renversement du vagin ou de l'utérus après le part*

(1) Mignon, *Vices rédh.*, p. 397.

chez le vendeur. — « Le signe qui annonce cet accident constitue toute la maladie; c'est l'organe lui-même qui se présente à son ouverture naturelle, sous la forme d'une tumeur rouge, arrondie, tumeur qui disparaît et se montre de nouveau dans plusieurs circonstances, quand la bête a beaucoup mangé, lorsqu'elle est couchée, etc. (1). »

Le renversement n'entraîne la garantie que si, comme le vice précédent, il a eu lieu « après le part chez le vendeur. » Nous ne reviendrons donc pas sur les explications qui accompagnent ces mots, dans le numéro précédent, et qui s'appliquent toutes ici.

1132. 3° VICES RÉDHIBITOIRES POUR L'ESPÈCE OVINE. — *La clavelée*. — Cette maladie éruptive et contagieuse a quelque analogie avec la petite vérole de l'homme. Les maîtres de la science vétérinaire en divisent le cours en cinq périodes. La première est l'incubation, durant laquelle le mal n'est annoncé par aucun symptôme apparent. Cette période dure de six à sept jours. De ce fait médical, qui paraît certain, M. J. Mignon tire la conséquence que la fourrière, quand l'affection n'est pas déclarée, est sans utilité, passé le septième jour (2). Toute affection, en effet, qui apparaîtrait à la suite de ce délai ne pourrait plus être regardée par le tribunal comme ayant été contractée chez le vendeur.

Durant les trois périodes qui suivent celle de l'incubation, la maladie paraît, se développe et même se termine le plus souvent par la mort de l'animal. Les symptômes, alors, ne sauraient en être douteux; ils consistent principalement dans l'apparition de nombreuses pustules qui sécrètent le fluide claveleux.

La cinquième et dernière période arrive, si l'animal entre en convalescence; c'est la desquamation ou formation et chute des croûtes pustuleuses. Il peut se présenter alors un cas embarrassant.

Nous verrons plus loin, en effet, que la clavelée, reconnue chez un seul animal, entraîne la rédhibition non-seulement de cet animal, mais encore de tout le troupeau dont il fait partie (3). Or on demande si cette rédhibition est encore fondée, lorsque sur un seul des ani-

(1) Bernard, *Guide des vend. et achet. d'anim. domest.*, p. 80.
(2) *Vices rédh.*, p. 408. — (3) Voir n° 1161.

maux vendus on rencontre la clavelée, mais à la période de desquamation. — Les hommes de l'art répondent affirmativement, la loi réputant la clavelée rédhibitoire sans désignation de période. La desquamation est, à la vérité, une période de convalescence; mais il n'en est pas moins reconnu par tous les auteurs que la clavelée peut être contagieuse, même pendant cette dernière phase (1).

1133. *Le sang-de-rate.*—« Le sang-de-rate est une sorte d'apoplexie non pas locale et bornée, mais généralement étendue à plusieurs organes, parmi lesquels la rate, comme point de centre de la lésion, proémine sur tous les autres (2). »

L'animal chez lequel l'affection va apparaître est triste, abattu, ne mange plus; il baisse la tête et tombe en rendant le sang par les narines et la bouche, et souvent en moins d'une heure il est mort.

A raison de la nature et de la rapidité du mal, l'expert n'aura presque jamais qu'un cadavre pour objet de ses constatations. La maladie ne pourra donc être constatée que par l'ouverture des animaux, et que si, dans quelques-uns au moins, l'on découvre des lésions ayant leur siége dans la rate. Mais, si chez tous la rate était saine, quelle que fût, d'ailleurs, l'altération produite par l'épanchement sanguin sur les autres organes, le mal ne saurait être réputé sang-de-rate, ni être considéré, par conséquent, comme vice rédhibitoire (3).

La garantie pour ce vice, qui, du reste, n'a rien de contagieux, est moins étendue que celle qu'entraîne le vice précédent. La rédhibition de tout le troupeau n'a lieu qu'autant que, dans le délai de la garantie, la perte constatée s'élève au quinzième au moins des animaux achetés (4). Ces pertes répétées, dans ce court espace de temps, prouveraient, en effet, que le mal existe dans les animaux à l'état constitutionnel, par suite des influences d'une nourriture trop substantielle, d'une température trop chaude, auxquelles ce troupeau aurait été soumis chez le vendeur.

(1) Mignon, p. 407; Huzard, p. 154.
(2) Mignon, p. 409.
(3) Huzard, p. 160. — (4) Voir nº 1161.

ARTICLE 2.

De l'action résolutoire et de la procédure en matière de garantie.

1134. Aux termes de l'art. 1641 du code civil, de la garantie des défauts cachés résultent, en principe, deux actions, entre lesquelles il est libre à l'acheteur de choisir : l'action rédhibitoire ou résolutoire, qui tend à la résiliation du contrat, et l'action estimatoire ou *quanti minoris*, qui laisse subsister la vente et qui a pour but d'en faire réduire le prix (1). La loi de 1838 a modifié ces règles en ce qui concerne spécialement la vente des animaux domestiques. La garantie des vices rédhibitoires de ces animaux ne donne lieu qu'à l'action résolutoire; l'action en réduction de prix est supprimée.

1135. Le délai pour intenter l'action résolutoire, c'est-à-dire dans lequel doit être donnée l'assignation en résiliation de la vente, est de trente jours pour le cas de fluxion périodique des yeux et d'épilepsie ou mal caduc, et de neuf jours pour tous les autres cas (2). L'étude spéciale que nous avons faite des vices rédhibitoires vient de nous enseigner, en effet, que, dans les deux premiers cas, la rémittence du mal étant plus longue, il a dû être nécessaire d'établir un délai moins restreint que pour tous les autres vices.

1136. Ce délai court à dater du jour fixé pour la livraison; mais ce jour n'y est point compris (3). C'est seulement par l'usage, en effet, que l'acheteur peut s'assurer des qualités ou des défauts de l'animal, et cet usage ne peut commencer pour lui que du moment où l'objet de la vente doit lui être remis. Toutefois le législateur a pris pour point de départ non pas la tradition réelle, mais le jour fixé pour cette tradition, « parce que, si l'acquéreur néglige de prendre livraison au jour indiqué, il ne faut pas que le vendeur en souffre (4). » A l'inverse, si c'est le vendeur qui est en retard, bien que le jour fixé pour la délivrance soit arrivé, les délais demeurent suspendus jusqu'à ce que l'acheteur ait eu la possibilité de prendre livraison et, par cela même, d'essayer l'animal. Si l'animal a été livré hors du lieu du domicile du vendeur, ou

(1) Voir nº 59. — (2) 3, L. 30 mai 1838. — (3) *Id.*
(4) Observ. de M. Delespaul, séance du 27 avril 1838.

si, livré à ce domicile, il a été conduit au loin dans les délais dont nous venons de parler, ces délais sont augmentés d'un jour par 5 myriamètres de distance du domicile du vendeur au lieu où l'animal se trouve (1). Toute fraction au-dessous de 5 myriamètres serait sans valeur.

1137. Dans tous les cas, l'acheteur, à peine d'être non recevable dans son action, est tenu de provoquer, dans les délais de neuf ou de trente jours, suivant la nature des vices, la nomination d'experts chargés de dresser procès-verbal (2).

1138. Ainsi l'acheteur d'un animal qu'il soupçonne être affecté d'un vice rédhibitoire doit faire deux choses : en premier lieu, il doit demander à faire constater par experts l'existence du mal, et cela dans un délai qui reste invariable; en second lieu, il doit faire assigner le vendeur devant le tribunal compétent, dans un délai qui varie selon les distances.

1139. Le délai accordé pour l'exercice de l'action rédhibitoire est franc, conformément à l'art. 1033 du code de procédure, en sorte que l'action est utilement introduite le lendemain du dernier jour du délai (3).

1140. Si l'acheteur avait laissé passer les délais déterminés par la loi, soit pour faire constater l'existence du mal rédhibitoire, soit pour introduire l'action résolutoire, et qu'ainsi il ne fût plus recevable dans cette action, pourrait-il cependant encore intenter contre le vendeur une demande en dommages-intérêts? — Évidemment non. La loi de 1838 a prétendu restreindre l'action rédhibitoire aux seuls cas qu'elle spécifie et l'assujettir à des conditions qu'elle détermine; le juge devrait donc repousser toute autre action qui tendrait à la remplacer ou à la faire revivre, une fois qu'elle est éteinte ou périmée (4).

1141. La solution serait tout autre, si l'action en dommages-intérêts était jointe à une action principale dirigée, devant le tribunal correctionnel, par le ministère public contre le vendeur d'animaux atteints de maladies contagieuses. Ici le préjudice que l'acheteur peut avoir à subir résulte directement de la contra-

(1) 4, L. 21 mai 1839. — (2) 5 *id.* — (3) Cass. 24 janv. 1849 (Truchon). — (4) Aix, 23 déc. 1843 (Agard).

vention commise par le vendeur. Cet acheteur est donc recevable, pour obtenir la réparation de ce préjudice, à exercer son action civile devant la juridiction correctionnelle. Vainement objecterait-on que l'art. 3 de la loi de 1838 a déterminé l'étendue et les formes de l'action en garantie pour vices rédhibitoires : cette loi n'a en vue que les cas ordinaires soumis aux règles du droit civil ; mais elle n'a point dérogé aux dispositions du code d'instruction criminelle (1) pour le cas où le préjudice souffert par le vendeur résulterait d'un fait ayant les caractères d'un véritable délit (2).

1142. L'acquéreur provoque la nomination d'experts par une requête adressée au juge de paix du lieu où se trouve l'animal ; cette requête conclut à ce qu'un ou trois experts soient nommés (3).

1143. Que devrait-on faire si le juge de paix et ses suppléants étaient absents et qu'on fût au dernier jour du délai? — La partie devrait faire constater, soit par un huissier, soit par un notaire, l'absence de ces magistrats, et nous pensons que l'impossibilité d'obtenir une ordonnance étant ainsi démontrée, la déchéance se trouverait couverte; car à l'impossible nul n'est tenu (4).

1144. « Le juge de paix, dit la loi, nommera immédiatement, suivant l'exigence des cas, un ou trois experts, qui devront opérer dans le plus bref délai. » Ici les mots *immédiatement* et *dans le plus bref délai* ne sont que des recommandations que la loi fait au juge et aux experts de faire diligence, mais ne constituent point un ordre. Aussi n'est-il point nécessaire, pour la recevabilité de l'action, que la nomination d'experts et l'expertise elle-même aient eu lieu dans les délais de l'art. 3 de la loi; il suffit qu'elles aient été provoquées dans les limites des neuf ou des trente jours (5).

1145. L'expertise doit être faite conformément au droit commun : ainsi il est nécessaire que, au préalable, les experts prêtent

(1) Voir 1, 2, 3, 637, 638, 640 C. d'inst. crim.

(2) Paris, 16 mars 1844 (Alain); Cass. 17 juin 1847 (Millaud).

(3) 5, L. 20 mai 1838.

(4) Galisset et J. Mignon, *Vices rédh.*, p. 265.

(5) Cass. 20 juillet 1843 (de Croix).

serment; c'est une formalité substantielle dont l'inobservation entraînerait la nullité de leurs opérations (1).

1146. Cette formalité remplie, il faut que les experts se hâtent d'examiner l'animal. Si la maladie est évidente, ils n'ont plus qu'à rédiger leur rapport; si elle ne paraît pas encore, ou lorsqu'elle semble être dans sa période d'incubation ou de rémittence, il est nécessaire qu'ils recourent à la fourrière. Si l'animal est mort, ils peuvent procéder à l'ouverture du cadavre.

Dans la rédaction de leur rapport, les experts doivent s'attacher à faire ressortir les symptômes caractéristiques du vice qu'ils auront constaté.

1147. Le rapport est présenté au juge de paix, qui taxe les honoraires et vacations.

Ensuite le rapport, d'après l'opinion émise, dans le cours de la discussion de la loi de 1838, par le ministre des travaux publics, devrait être remis, *en minute*, aux parties (2). Cependant ce serait là une dérogation à cette règle de la procédure qui veut que la minute du rapport des experts soit déposée au greffe pour qu'expédition en soit délivrée à la partie la plus diligente (3). Or nous ne voyons rien qui justifie cette dérogation, puisque le texte de la loi spéciale garde le silence à ce sujet et laisse subsister les règles générales du droit.

Le rapport doit être notifié à la partie adverse à la suite de l'assignation en nullité de la vente ou de l'échange.

1148. Il n'est pas nécessaire, avant l'assignation, d'appeler l'adversaire en conciliation; la loi dispense formellement le demandeur de ce préliminaire, qui entraînerait des longueurs (4).

1149. L'assignation est donnée devant le tribunal compétent. Le point important à examiner pour fixer cette compétence est celui de savoir si la vente est de nature civile ou de nature commerciale. Ainsi, lorsque le vendeur n'est point marchand de bestiaux de son métier, l'affaire est portée devant la juridiction civile (5), c'est-à-dire devant le juge de paix ou devant le tribunal civil de son domicile, suivant que le prix stipulé sera inférieur ou supérieur

(1) Rouen, 24 août 1842. — (2) Séance du 27 avril 1838. — (3) Voir 319 C. proc. — (4) 6, L. 20 mai 1838. — (5) Paris, 7 mars 1837 (Hervieu).

à 200. Si le vendeur est marchand et que l'acheteur ne le soit pas, celui-ci a le choix entre la juridiction civile et la juridiction commerciale. Si vendeur et acheteur sont marchands tous deux, l'affaire doit être portée devant le tribunal de commerce soit du domicile du vendeur, soit de l'arrondissement où la promesse a été faite et l'animal livré, soit de l'arrondissement dans lequel le payement devait être effectué (1).

1150. « L'affaire, dit la loi, sera instruite et jugée comme en matière sommaire (2). » Les règles de cette procédure, qui ne sont point spéciales à l'objet de ce livre, se trouvent au code de procédure civile, auquel nous renvoyons (3).

1151. Le tribunal saisi de l'action résolutoire ne peut prononcer la résiliation sans constater l'existence d'un vice rédhibitoire *qu'il doit spécifier;* il ne suffirait pas qu'il déclarât d'une manière générale que l'animal est atteint de vices cachés qui le rendent impropre à l'usage auquel il est destiné (4).

ARTICLE 3.

Étendue de la garantie.

1152. L'effet de l'action rédhibitoire étant de résoudre le contrat, les choses doivent être remises au même état que devant. Voyons les conséquences de cette résiliation relativement à l'acheteur et au vendeur.

1153. L'acheteur remet l'animal avec ses accessoires, lorsqu'il en existe. « Lorsqu'un cheval a été vendu avec son équipage, l'acheteur ne peut pas exercer l'action rédhibitoire pour le cheval qu'il ne rende en même temps l'équipage (5). »

1154. Par la même raison, il ne peut retenir les petits des animaux objet de la rédhibition ; le *croît* est considéré comme accessoire du principal (6).

1155. Si l'animal avait péri sans sa faute, il serait libéré en rendant la peau ; mais, si la police avait ordonné l'enfouissement du cadavre, ce qui a lieu d'ordinaire lorsque la mort est arrivée par l'effet d'un mal contagieux, l'acheteur se dégagerait de l'obligation

(1) 420 C. proc. — (2) 6, L. 20 mai 1838. — (3) Voir 404 et suiv. C. proc. — (4) Cass. 7 avril 1846 (Foutrel). — (5) Merlin, *Rép.*, v° *Rédhib.* — (6) 547 C. C.

de rendre la peau en justifiant de l'ordre donné par l'administration.

1156. De son côté, le vendeur doit la restitution du prix.

Au cas où l'acheteur n'aurait tiré aucun produit de l'animal, il devrait, en outre, payer l'intérêt du prix de vente, à partir du jour du payement ; mais si l'animal a donné quelques produits, si, par exemple, il s'agit d'une vache qui a donné du lait et du beurre, les intérêts pourraient être compensés jusqu'à due concurrence.

1157. Mais qu'est-ce que l'échangiste, condamné à la résiliation du contrat, devrait restituer, si déjà il n'avait plus en sa possession l'animal qui lui avait été livré par suite de l'échange? — La valeur, a-t-on répondu lors de la discussion de la loi. « L'équité veut qu'on regarde l'échange comme ayant compris deux animaux de valeur égale : en conséquence, l'animal qu'on ne peut restituer est supposé mériter le même prix que vaudrait l'animal malade ou vicieux, si ce dernier n'était pas infecté du mal qui a donné lieu à l'action rédhibitoire ; on l'estimera donc comme s'il en était purgé, et c'est ce prix d'estimation qui sera payé à l'échangiste qui aura obtenu la rupture de l'échange (1). »

Il est bien entendu qu'il ne s'agit pas là d'une solution absolue, et que le juge, pour s'assurer de la valeur réelle de l'animal, pourra se servir de tout autre expédient, comme de le faire estimer entre les mains du tiers détenteur, etc.

1158. Si l'échange avait eu lieu avec une soulte de la part d'une des parties, le juge, en admettant l'action rédhibitoire, ordonnerait la restitution de la soulte, avec intérêts du jour du payement.

1159. La garantie du vendeur peut, dans certaines circonstances, être augmentée et s'étendre à d'autres objets qu'à l'animal même atteint du mal rédhibitoire.

1160. Ainsi le vendeur, outre la restitution du prix, est tenu des pertes et dommages survenus à l'acheteur à l'occasion et par suite de la vente de l'animal malade ; tel est le cas où un cheval morveux placé dans l'écurie de l'acheteur communique son mal aux autres chevaux qui s'y trouvent. Ces dommages-intérêts sont la

(1) Discours de M. Gillon, séance du 26 avril 1838.

peine de la dissimulation du vendeur, qui est supposé avoir celé, lors du contrat, le mal contagieux dont était affecté son cheval. La mauvaise foi du vendeur, nous l'avons dit, est une présomption légale, par cela seul qu'un vice réputé rédhibitoire par la loi a été constaté.

1161. La garantie est encore étendue dans deux cas spécifiés par la loi. — Ainsi, pour l'espèce ovine, la clavelée, reconnue chez un seul animal, entraîne la rédhibition non pas seulement de l'animal malade, mais encore celle de tout le troupeau dans lequel il a été vendu. — Le sang-de-rate entraîne aussi la rédhibition du troupeau, si dans le délai de la garantie la perte constatée s'élève au quinzième au moins des animaux achetés (1). Toutefois la rédhibition n'a, dans ces deux cas, des effets aussi étendus que si le troupeau porte la marque du vendeur ; c'est cette marque seule, en effet, qui peut établir la preuve de l'identité des animaux vendus (2).

1162. Il pourrait arriver que l'interprétation du contrat de vente faite par les tribunaux produisît un effet semblable et entraînât une extension à peu près pareille de la garantie. « Il est évident que, si j'achète deux chevaux pour les atteler ensemble, je serai fondé à demander au tribunal la résolution du contrat tout entier, et il ne me paraît pas douteux que la vente des deux chevaux soit annulée (3). Mais vous sentez qu'il peut y avoir telles circonstances où la résolution ne doive pas être ainsi étendue quand bien même les deux chevaux auraient été achetés ensemble et plus ou moins pareils. C'est une question d'interprétation de contrat qui doit être laissée à l'appréciation des tribunaux (4). » Ce qui est dit ici d'un attelage de chevaux s'appliquerait également à un attelage de bœufs, de mulets, etc.

ARTICLE 4.

Des cas où cesse la garantie.

1163. La garantie cesse dans certains cas déterminés par la loi.

(1-2) 1, L. 10 mai 1838.
(3) Conf., Paris, 22 fév. 1839 (Dufontenay).
(4) Observat. du minist. des trav. pub., séance du 26 avril 1838.

1164. Ainsi le vendeur est dispensé de la garantie résultant de la morve et du farcin pour le cheval, l'âne et le mulet, et de la clavelée pour l'espèce ovine, s'il prouve que l'animal, depuis la livraison, a été mis en contact avec des animaux atteints de ces maladies (1).

Ce mot *contact* doit être pris dans son acception ordinaire : l'action d'un corps qui en touche un autre de façon qu'il puisse en percevoir les émanations. Il y a donc contact toutes les fois que l'animal a été, par exemple, attaché dans la même étable et en même temps que d'autres animaux atteints de l'une des maladies contagieuses susindiquées.

1165. La responsabilité du vendeur cesse encore, si l'animal vient à périr pendant la durée des délais de garantie dont nous avons parlé, à moins que l'acheteur ne prouve que la perte de l'animal provient de l'un des vices rédhibitoires spécifiés par cette loi (2). C'est là une application du principe de l'art. 1647 du code civil.

1166. La garantie cesse enfin dans les ventes faites par autorité de justice; c'est une des règles du code civil (3).

ARTICLE 5.

De la faculté accordée aux contractants de modifier la garantie légale.

1167. La garantie légale peut recevoir telles modifications qu'il plaira aux parties; mais la stipulation sur ce point doit être expresse et formelle; elle doit désigner spécialement le vice ou les vices qu'elle concerne (4).

1168. Ainsi elle pourra être étendue à certains défauts qui ne sont pas spécifiés dans la loi nouvelle, ou même au manque de certaines qualités annoncées par l'acte de vente comme existant dans l'animal vendu.

1169. Les parties peuvent également stipuler que la garantie n'aura pas lieu; mais, dans ce cas aussi, elles doivent spécifier les vices rédhibitoires pour lesquels l'obligation du vendeur cesse d'exis-

(1) 8, L. 20 mai 1838. — (2) 7, *id.* — (3) 1702 C. C. — (4) Voir nº 42 et suiv.

ter. Une clause conçue en termes vagues et généraux serait sans valeur.

1170. La faculté de stipuler la non-garantie pour les vices rédhibitoires désignés dans la loi de 1838 n'est pourtant pas absolue. S'il s'agissait de maladies contagieuses, telles que la morve, le farcin, la clavelée, la convention de non-garantie serait contraire aux lois et règlements qui prohibent la vente d'animaux affectés de contagion ; elle ne saurait, par conséquent, produire d'effet (1).

1171. On peut de même augmenter, par une convention spéciale, les délais de la garantie.

ARTICLE 6.

S'il est dû garantie pour les races non dénommées et pour les vices non spécifiés dans la loi de 1838.

1172. La loi dont s'agit ne s'occupe pas, on a pu le remarquer, de toutes les espèces d'animaux domestiques ; elle omet également, dans la nomenclature des vices rédhibitoires, plusieurs maladies très-contagieuses. Or qu'en résulte-t-il?

1173. En doit-on conclure, relativement aux races non dénommées, que la vente en reste soumise aux règles générales du code civil? ou bien faut-il admettre que le silence de la loi est volontaire, et qu'en ne parlant pas de ces races elle a prétendu en soustraire la transmission à la garantie des défauts cachés? — Nous ne saurions accepter cette dernière solution d'une manière absolue. Vainement nous objecterait-on la généralité des expressions qui forment le titre de la loi « concernant les ventes d'animaux domestiques ; » le sens, très-large au premier abord, de ces mots se trouve immédiatement circonscrit par les termes de l'art. 1^er^, d'après lequel les effets de la loi ne s'appliquent qu'aux animaux qui s'y trouvent dénommés. « Le projet de loi qui vous est soumis, disait le rapporteur de la loi, M. Lherbette, est relatif à la garantie des vices rédhibitoires en matière de vente des animaux domestiques qui y sont énoncés. Les autres animaux domestiques ne sont que d'un rare usage en France, ou n'y ont qu'une faible valeur, et ne don-

(1) Voir 1131, 1133 C. C. — Galisset et Mignon, p. 239, nº 24.

nent pas lieu à un commerce étendu et habituel. Ce sont autant de raisons pour n'en pas faire l'objet de dispositions spéciales. »

1174. Mais, cela posé comme principe, nous consentons à reconnaître qu'en fait l'occasion se présentera rarement d'appliquer les règles de la garantie des défauts cachés aux ventes d'animaux domestiques autres que ceux dénommés dans la loi. Ainsi, notamment, il a été constaté, lorsque l'on discuta la loi de 1838, qu'il n'existait aucun vice rédhibitoire pour la race porcine. On hésita un instant, à la vérité, en ce qui touche la *ladrerie*, la plus grave de toutes les maladies qui affligent cette espèce ; mais on reconnut, sur les observations de M. le docteur Prunelle, que ce mal manque du caractère même qui sert à dénommer le défaut caché, puisqu'il peut toujours être constaté au moment de la vente (1).

1175. Parlons maintenant des maladies contagieuses passées sous silence dans la loi de 1838, telles que le charbon, la rage, etc. Sans doute, par suite de cette omission, ces maladies, quelque dangereuses qu'elles soient, ne peuvent être considérées comme rédhibitoires ni entraîner la résiliation du contrat. C'est un point incontestable ; mais cependant n'engageraient-elles donc point, d'autre part, la responsabilité du vendeur ? Par exemple, l'acheteur dont les bestiaux ont été gâtés par leur contact avec les animaux vendus en état de maladie n'a-t-il pas au moins, contre le vendeur, une action en dommages-intérêts ? — On a soutenu l'affirmative (2), en partant de ce point que le droit civil donne en principe à l'acquéreur trois actions, l'action rédhibitoire, l'action estimatoire, l'action en dommages-intérêts. A la vérité, l'on reconnaît que la première ne peut être intentée que dans le cas des vices spécifiés dans la loi de 1838, et que la seconde a été supprimée par cette loi, en matière de vente d'animaux domestiques. Mais, ajoute-t-on, reste la troisième, et tout prouve que le législateur n'a point prétendu y toucher. A l'appui de cette dernière assertion, on invoque quelques passages de la discussion de 1838, dans lesquels il est, à la vérité, question de l'action en dommages-intérêts, mais à un point de vue particulier, opposé plutôt que favorable à

(1) *Moniteur*, 27 avril 1838.
(2) Galisset, p. 271 ; Jacques, *Man. de dr. rur.*, p. 210.

l'opinion que nous venons d'analyser. — Pour la réfuter, nous nous appuierons, nous aussi, sur les principes généraux de la loi civile, mais en y faisant remarquer un fait qui paraît avoir échappé aux partisans du système adverse. Ainsi la garantie des défauts cachés ne donne réellement naissance, selon nous, qu'à deux actions et non à trois : aux actions estimatoire et rédhibitoire. Quant à l'action en dommages-intérêts, elle résulte uniquement d'une circonstance accessoire qui, à la vérité, influe sur l'étendue de la garantie, mais qui n'a point son origine, sa source dans la garantie elle-même. Exemple : tous les chevaux de mon écurie sont devenus morveux après y avoir été en contact avec un cheval gâté que vous m'avez vendu. La morve étant un vice rédhibitoire, je demande, comme action principale, la rédhibition du marché en vertu duquel vous m'avez remis l'animal. Puis, la présomption légale de fraude existant dans le cas d'un vice de cette nature, à l'action principale tendant à la résiliation je joins une demande en dommages-intérêts pour le tort que vous m'avez fait subir dans mes propres chevaux en me cachant la maladie du vôtre. Ainsi la base de l'action en dommages-intérêts est, ici, non pas le fait de l'existence du défaut caché, mais la fraude du vendeur, coupable d'en avoir celé l'existence.

Mais supposons maintenant qu'au lieu de la morve il s'agisse du charbon, mal qui n'est pas dénommé dans la loi de 1838; que résultera-t-il de cette circonstance? C'est que, par cela que ce vice n'est pas rédhibitoire, la vente à la suite de laquelle il est apparu est légalement présumée avoir été faite sans dissimulation et, par conséquent, sans fraude ni dol. Eh bien ! dans un état de choses où la bonne foi du vendeur existe de droit, la base de l'action en dommages-intérêts manque, tout comme le fondement de l'action rédhibitoire, à raison du silence de la loi (1).

§ 2. — *De la garantie dans le cas de vente d'animaux destinés à la consommation.*

1176. La garantie, dans le cas de vente d'animaux destinés à la consommation et qualifiés viande de boucherie ou viande sur pied,

(1) Bourges, 11 janvier 1843 (Jouannin). — Voir n° 1160.

ne saurait être régie par les mêmes principes que la garantie dans le cas de vente d'animaux destinés à la production. Le motif en est évident ; il ressort de la volonté même des parties contractantes et du but qu'elles se sont proposé en concluant le marché. La vache achetée pour la reproduction de l'espèce sera impropre au but auquel on la destine, si elle est affectée d'un renversement du vagin; le bœuf destiné au labour ne pourra travailler, s'il est atteint d'épilepsie. Mais, si tous deux ont été achetés pour être livrés immédiatement au boucher, ils ne seront point trouvés impropres à leur destination, puisque les vices que nous venons de citer n'altéreraient en rien la qualité de leur viande. La loi du 20 mai 1838 est donc inapplicable en cas de vente d'animaux destinés à être abattus et livrés à la consommation, ainsi que, d'ailleurs, cela a été exprimé dans la discussion législative. Devant la chambre des députés, le rapporteur de la commission a dit : « Nous laissons de côté les questions d'interprétation de convention ; par exemple, celle de savoir ce qu'il faudra décider quand l'animal aura été vendu... pour la boucherie et non pour le travail. » Au reste, la jurisprudence est formelle sur ce point (1).

1177. Cela étant, il est clair que pour tout ce qui concerne ces ventes, l'objet et l'étendue de la garantie, les actions qui en résultent, les délais pour les intenter et faire constater le vice, il faut se reporter aux règles du code civil. Or, d'après ces principes, nous l'avons déjà dit, ce sont les usages locaux qui réputent un vice comme étant rédhibitoire ou non.

1178. A défaut d'usages dans la localité, le juge appréciera. Pour se déterminer, il devra envisager les motifs de salubrité et de santé publiques, et s'assurer si le vice dont l'animal est atteint ne détériore pas la qualité de sa viande au point de la rendre désagréable et même insalubre. Le charbon, par exemple, est évidemment un vice rédhibitoire pour les animaux destinés à la boucherie.

1179. Parmi les usages locaux, il en est qui ont été institués en vue de l'approvisionnement de Paris et de la salubrité publique dans cette capitale, et qui, par cela même, sont d'une application con-

(1) Cass. 19 janvier 1841 (Boudard).

tinuelle. Il s'agit d'une législation toute spéciale aux marchés si fréquentés de Sceaux et de Poissy. Un arrêt du parlement en date du 13 juillet 1699 porte « que les marchands forains seront garants envers les marchands bouchers, dans les neuf jours depuis la vente, pour les bœufs de quelque pays qu'ils viennent et pour toutes sortes de maladies, ainsi qu'il est pratiqué jusqu'à présent (ces mots sont indicatifs de l'usage déjà ancien dès cette époque), à la charge que les marchands bouchers les feront conduire, depuis Sceaux jusqu'à Paris, en troupes médiocres et par un nombre suffisant de personnes, les nourriront convenablement, et que les bouveries où ils les hébergeront seront nettes, bien couvertes et en bon état de réparations, en sorte que la mort desdits bœufs ne puisse être causée par la faute desdits marchands bouchers ou de ceux qu'ils préposeront à leur conduite, et que les visites et rapports, en cas de mort dans les neuf jours, seront faits en la manière accoutumée de l'ordonnance du lieutenant de police, etc. » — Les dispositions de cet arrêté ont été constamment reproduites depuis soit dans les règlements qui concernent les marchés de Sceaux et de Poissy, soit dans les statuts de la boucherie de Paris ; elles sont consacrées par l'ordonnance de police approuvée par le ministre de l'intérieur le 25 mars 1830, et dont l'art. 178 est ainsi conçu : « Si un bœuf vient à mourir dans les neuf jours de la vente, il sera procédé, d'après les règles établies en l'art. 7, au constatement des causes de la mort par un procès-verbal, pour assurer l'action en garantie contre le vendeur. » Or l'art. 7 porte que, « si un bœuf périt dans les neuf jours, procès-verbal en est dressé par le commissaire de police ou un de ses agents. Sur le vu de cet acte, le président du tribunal de commerce nomme deux vétérinaires pour faire l'autopsie. » — Ces vétérinaires doivent, préalablement, prêter serment, à peine de nullité (1).

SECTION 2.

Du louage des animaux domestiques, ou du bail à cheptel.

1180. Dans la seconde partie de ce traité, nous avons envisagé

(1) Cass. 29 avril 1844 (Avice). — CONTRA, Trib. de comm. Paris, 29 juin 1843.

les animaux domestiques pris isolément comme *instruments de travail*, et nous avons eu à dire quelques mots du louage qui pouvait en être fait en cette qualité d'instruments. Ici nous allons considérer ces animaux comme *troupeaux* ou comme *fonds*, c'est-à-dire comme une chose complexe, mais unique, comme un seul et même *tout* composé d'éléments qui, s'ils périssent, se reproduisent aussi continuellement, de telle sorte que le troupeau, le fonds, le tout jouit d'une existence indéfinie. Pris à ce nouveau point de vue, les animaux, on le comprend, peuvent être l'objet d'une autre sorte de louage que celui dont nous avons parlé ; ce n'est plus seulement en tant qu'instruments de travail qu'ils sont donnés à bail, — c'est surtout comme étant « susceptibles de croît et de profit pour l'agriculture et le commerce (1). » Cette sorte de louage se nomme *bail à cheptel*, et celui qui reçoit du propriétaire les animaux objet du contrat est appelé *preneur* ou *cheptelier*.

1181. Pour ce contrat, le législateur a cru devoir poser certaines limites à la liberté des conventions ; il a considéré que, d'ordinaire, le preneur était presque toujours très-pauvre et très-ignorant ; que, trop souvent, il se laisserait aller à accepter des clauses dures, onéreuses, sur les conséquences futures desquelles son état de besoin et sa témérité lui fermeraient les yeux. En conséquence, intervenant entre le propriétaire et le cheptelier, il a accordé à celui-ci une protection qu'il n'eût pu tirer de lui-même; il a donc prohibé l'introduction, dans le bail à cheptel, de certaines clauses dont il va être parlé aux nos 1189 et 1199.

1182. Le contrat de cheptel n'est soumis à aucune forme particulière, et peut être fait verbalement ou par écrit ; la preuve s'en effectue selon les règles générales des obligations.

Mais, si le cheptel fait partie des objets compris dans le bail à ferme, la preuve, s'il est contesté, devra en être faite d'après les règles que nous avons exposées au sujet de ce dernier contrat (2).

1183. C'était autrefois une question de savoir quels animaux pouvaient faire l'objet d'un bail à cheptel. La discussion s'élevait, notamment, au sujet des porcs et des essaims d'abeilles; aujourd'hui

(1) 1802 C. C.

(2) Voir nº 375 et suiv.

elle est devenue sans motifs, tant les termes dont la loi se sert sont généraux. « On peut, dit-elle, donner à cheptel toute espèce d'animaux susceptibles de croît ou profit pour l'agriculture ou le commerce. »

1184. Quand un colombier fait partie d'une ferme donnée à bail, les pigeons ne doivent point être regardés comme formant un cheptel. Nous verrons bientôt que les pigeons de colombier ne sont point considérés autrement que comme parties intégrantes du bâtiment qu'ils occupent et garnissent, et duquel le preneur jouit au même titre que de tous les autres bâtiments de la ferme, suivant leur objet et leur destination.

1185. Le contrat dont il s'agit ici a diverses nuances qu'il importe de distinguer et d'examiner séparément : c'est 1° *le cheptel simple ou ordinaire ;* 2° *le cheptel à moitié ;* 3° *le cheptel donné au fermier ou au colon partiaire ;* 4° *le cheptel dit de vaches*. A défaut des conventions particulières expresses et licites, les diverses espèces de cheptel se règlent par les principes qui suivent (1).

§ 1er. — *Du cheptel simple.*

1186. Le bail à cheptel simple est un contrat par lequel on donne à un autre des bestiaux à garder, nourrir et soigner, à condition que le preneur profitera de la moitié du croît et qu'il supportera aussi la moitié de la perte (2).

L'estimation donnée au cheptel dans le bail n'en transporte pas la propriété au preneur ; elle n'a d'autre objet que de fixer la perte ou le profit qui pourra s'y trouver à l'expiration du bail (3). Ainsi le bailleur est seul propriétaire des animaux, et la propriété n'en passe point sur la tête du preneur.

1187. Celui-ci « doit les soins d'un bon père de famille à la conservation du cheptel (4). » Ces termes de la loi indiquent l'étendue de l'obligation qu'il a contractée de garder, nourrir et soigner le bétail qui lui a été confié ; il est, dès lors, tenu de sa faute légère, mais non de sa faute très-légère (5). Quant aux cas fortuits, il n'en est tenu que lorsque ces cas ont été précédés de quelque faute

(1) 1803 C. C. — (2) 1804 *id.* — (3) 1805 *id.* — (4) 1806 *id.* — (5) Troplong, n° 1080. — CONTRA, Duvergier, n° 394.

de sa part, sans laquelle la perte ne serait pas arrivée; et alors, s'il y a contestation, c'est au preneur de prouver le cas fortuit comme c'est au bailleur à établir la faute qu'il impute au preneur (1).

Quand le preneur est déchargé par le cas fortuit, il est toujours obligé de rendre compte des peaux des bêtes (2), sauf dans le cas dont il est parlé au n° 1155.

1188. Si le cheptel périt en entier sans la faute du preneur, la perte est pour le bailleur; s'il n'en périt qu'une partie, la perte est supportée en commun d'après le prix de l'estimation originaire et celui de l'estimation à l'expiration du cheptel (3).

1189. On ne peut stipuler que le preneur supportera la perte totale du cheptel, quoique arrivée par cas fortuit et sans sa faute, ou qu'il supportera dans la perte une part plus grande que dans le profit, ou que le bailleur prélèvera, à la fin du bail, quelque chose de plus que le cheptel qu'il a fourni. Toute convention semblable est nulle (4).

1190. Le preneur profite seul des laitages, du fumier et du travail des animaux donnés à cheptel. La laine et le croît se partagent (5).

1191. Le cheptelier ne peut disposer d'aucune bête du troupeau, soit du fonds, soit du croît, sans le consentement du bailleur, qui ne peut lui-même en disposer sans le consentement du preneur (6). Au cas où le cheptelier détournerait frauduleusement un ou plusieurs animaux, il pourrait être poursuivi et condamné pour abus de confiance, aux termes de l'art. 408, c. pén. (7). De son côté, si le bailleur disposait de ces animaux sans la volonté du preneur, le premier serait soumis à une réparation civile, et le contrat pourrait être résolu.

1192. Lorsque vous donnez un cheptel au fermier d'autrui, vous devez le notifier au propriétaire de qui ce fermier tient; sans quoi le cheptel serait, comme tout autre objet garnissant la ferme, soumis au privilége de ce propriétaire, qui pourrait le saisir et le faire vendre pour ce que son fermier lui devrait (8). Cette notification doit avoir

(1) 1807, 1808 C. C. — (2) 1809 *id.* — (3) 1810 *id.* — (4-5) 1811 *id.* — (6) 1812 *id.* — (7) Cass. 25 janvier 1838 (Peynaud).

(8) 1813 C. C.

lieu avant l'introduction du cheptel dans la ferme (1) ; autrement il y a pour le propriétaire un droit acquis que ne saurait détruire une notification postérieure (2). La notification peut être ici remplacée par des équipollents, par exemple par la preuve que le propriétaire a eu connaissance que le cheptel appartenait à autrui (3).

1193. Les créanciers du bailleur pourraient faire saisir et vendre le cheptel, à la charge, par l'adjudicataire, de maintenir le bail (4).

1194. Mais les créanciers du preneur ne pourraient exercer le même droit, puisque le cheptel n'appartient pas à leur débiteur. Le bailleur pourrait s'opposer à la saisie et à la vente en justifiant de l'existence du bail.

1195. Le preneur ne peut tondre sans en prévenir le bailleur (5).

1196. S'il n'y a pas de temps fixé par la convention pour la durée du cheptel, il est censé fait pour trois ans ; le bailleur peut en demander plus tôt la résolution, si le preneur ne remplit pas ses obligations (6).

1197. A la fin du bail ou lors de sa résolution, il se fait une nouvelle estimation du cheptel. Le bailleur peut prélever des bêtes de chaque espèce, jusqu'à concurrence de la première estimation ; l'excédant se partage. S'il n'existe pas assez de bêtes pour remplir la première estimation, le bailleur prend ce qui reste, et les parties se font raison de la perte (7).

§ 2. — *Du cheptel à moitié.*

1198. Le cheptel à moitié est une société dans laquelle chacun des contractants fournit la moitié des bestiaux qui demeurent communs pour le profit ou pour la perte (8). Ici le troupeau n'appartient donc pas plus au bailleur qu'au preneur ; il appartient à la société.

1199. Le preneur profite seul, comme dans le cheptel simple,

(1) Cass. 9 août 1815 (Monnier). — (2) Troplong, *Louage*, nº 1160.

(3) Cass. 7 mars 1843 (Hubert). — CONTRA, Paris, 31 juillet 1818 (Muguet de Varanges).

(4) Troplong, nº 1153. — (5) 1814 C. C. — (6) 1815, 1816 *id.* — (7) 1817 *id.* — (8) 1818 *id.*

des laitages, du fumier et des travaux des bêtes. Le bailleur n'a droit qu'à la moitié des laines et du croît. Toute convention contraire est nulle, à moins que le bailleur ne soit propriétaire de la métairie dont le preneur est fermier ou colon partiaire. Toutes les autres règles du cheptel simple s'appliquent au cheptel à moitié (1).

§ 5. — *Du cheptel donné par le propriétaire à son fermier ou colon partiaire.*

1200. Déjà nous avons eu l'occasion d'examiner le caractère qu'il faut reconnaître aux bestiaux placés sur un bien rural donné à bail (2). Voyons maintenant les dispositions qui régissent ce placement. Elles diffèrent selon que le fonds rural est l'objet d'un bail à ferme ou d'un bail à colonage partiaire.

ARTICLE 1er.

Du cheptel donné au fermier.

1201. Ce cheptel (aussi appelé *cheptel de fer*) est celui par lequel le propriétaire d'une métairie la donne à ferme, à la charge qu'à l'expiration du bail le fermier laissera des bestiaux d'une valeur égale au prix de l'estimation de ceux qu'il aura reçus (3).

1202. L'estimation du cheptel donné au fermier ne lui en transfère pas la propriété, mais néanmoins le met à ses risques (4).

1203. Tous les profits appartiennent au fermier pendant la durée du bail ; cependant toutes stipulations contraires sont permises (5). Il n'y a pas lieu d'appliquer à ce cheptel ce que nous disions au n° 1181. La position du fermier a été considérée par le législateur comme ne pouvant être assimilée à celle où se trouvent trop souvent les simples chepteliers ; il est présumé se trouver dans un état de suffisante indépendance vis-à-vis du propriétaire pour pouvoir défendre ses intérêts contre celles des prétentions de celui-ci qui pourraient être exagérées.

1204. Dans les cheptels donnés au fermier, le fumier n'est point dans les profits personnels des preneurs ; nous avons vu, en effet,

(1) 1819, 1820 C. C. — (2) Voir n° 552. — (3) 1821 C. C. — (4) 1822 *id.* — (5) 1823 *id.*

qu'il appartient à la métairie, à l'exploitation de laquelle il doit être uniquement employé (1).

1205. La perte même totale et par cas fortuit est en entier pour le fermier, s'il n'y a convention contraire (2).

1206. A la fin du bail, le fermier ne peut retenir le cheptel en en payant l'estimation originaire ; il doit en laisser un de valeur pareille à celui qu'il a reçu. S'il y a du déficit, il doit le payer, et c'est seulement l'excédant qui lui appartient (3).

1207. Le fermier peut être contraint par corps faute de représenter, à la fin du bail, le cheptel de bétail qui lui a été confié, à moins qu'il ne justifie que le déficit ne procède point de son fait (4).

ARTICLE 2.

Du cheptel donné au colon partiaire.

1208. Ce cheptel fait partie du bail à métayage, de la même manière que le cheptel de fer fait partie du bail à ferme. La différence qui se trouve entre ces deux espèces de baux explique celle qui existe dans ces deux cas relativement au cheptel. Celui qui est donné au colon partiaire n'est rien autre chose qu'un véritable bail à cheptel *simple* ; cependant, comme dans ce louage le bailleur fournit le logement et la nourriture, le contrat est susceptible de clauses interdites dans les baux de ce genre qui interviennent avec d'autres qu'avec le colon (5).

1209. Si le cheptel périt en entier sans la faute du colon, la perte est pour le bailleur (6).

1210. On peut stipuler que le colon délaissera au bailleur sa part de la toison à un prix inférieur à la valeur ordinaire, que le bailleur aura une plus grande part du profit, qu'il aura la moitié des laitages; mais on ne peut pas stipuler que le colon sera tenu de toute la perte (7).

1211. Ce cheptel finit avec le bail à métairie (8).

Il est, d'ailleurs, soumis à toutes les règles du cheptel simple.

(1) 1824 C. C. — Voir n^os^ 424, 486. — (2) 1825 C. C. — (3) 1826 *id.* — (4) 2062 *id.* — (5) Fenet, t. XIV, p. 346, rapport de M. Mouricault. — (6) 1827 C. C. — (7) 1628 *id.* — (8) 1829 *id.*

§ 4. — *Du cheptel dit* de vaches.

1212. Sous la dénomination de *contrat improprement appelé cheptel*, la loi classe une convention en vertu de laquelle une ou plusieurs vaches sont données pour les loger et les nourrir. Pothier nous apprend que ce contrat était fort usité de son temps dans la contrée vignoble d'Orléans (1); Vaudoré dit aussi qu'il se rencontre en Lorraine et en Normandie (2) : pour notre part, nous en avons vu des exemples en Champagne.

1213. Le bailleur conserve la propriété des vaches; aussi la chose est-elle à ses risques. Son profit consiste dans les veaux qui naissent (3).

1214. Le preneur a les fumiers et le laitage pour sa part; mais il est tenu de mener les vaches au taureau quand arrive l'époque où elles doivent être fécondées, comme aussi de payer les frais de la monte. Il est également tenu d'élever les veaux et de souffrir leur allaitement par la mère jusqu'à ce qu'ils soient assez forts pour être sevrés et vendus. L'âge auquel on estime qu'un veau peut être sevré est généralement fixé à quatre semaines au plus tard (4).

1215. La durée du contrat est fixée par la convention, sinon les parties ont droit de le faire cesser quand elles le jugent convenable, pourvu que ce soit toujours, comme le dit Pothier, *tempore opportuno*, au moment opportun. Ainsi, par exemple, le bailleur ne pourrait retirer la vache en même temps qu'il retire le veau; car il est juste que le preneur, qui a été privé de lait pendant l'allaitement du veau, puisse en jouir ensuite durant un temps suffisant pour le dédommager. De son côté, le preneur ne pourrait rendre la vache au moment où elle est prête à vêler ; car le profit du lait ne lui étant accordé qu'à la condition que celui qui est nécessaire pour la nourriture du veau en serait excepté, il ne serait pas juste qu'il pût, après avoir joui du profit, se soustraire à la charge (5).

1216. Le preneur est tenu de soigner la vache en bon père de famille; s'il la rendait détériorée, il devrait des dommages-intérêts.

(1) *Cheptel*, n° 71. — (2) *Dr. civ. des jug. de paix*, t. I, p. 207.
(3) 1831 C. C. — (4) Pothier, n° 72; Troplong, n° 1263 ; Duvergier, n° 456.
(5) Pothier, n°s 73-77.

SECTION 3.

De la responsabilité des maîtres relativement aux dégâts causés par les animaux domestiques laissés à l'abandon.

1217. Nous avons eu l'occasion de voir que la loi réprime, en la personne du maître, le passage, l'introduction, la garde à vue, le pacage des animaux sur le terrain d'autrui ; nous pouvons ajouter que cette responsabilité est fort naturelle dans tous ces cas, puisque ces différents faits des animaux arrivent par suite de la volonté de leur maître ou de celui qui les surveille en son nom. Mais en est-il encore ainsi, et le maître est-il responsable même quand l'animal n'est plus sous sa garde, ou quand il s'est échappé? — Oui (1), car le maître ne cesse point d'en être propriétaire; il peut le réclamer à celui qui l'aurait trouvé, et se le faire restituer.

1218. Les dégâts que les animaux domestiques de toute espèce laissés à l'abandon font sur les propriétés d'autrui sont payés par toutes les personnes qui ont la jouissance des bestiaux et, à leur défaut, par celles qui en ont la propriété. Les bestiaux peuvent être saisis par le propriétaire qui éprouve le dommage, à la charge de les faire conduire, dans les vingt-quatre heures, au lieu du dépôt désigné à cet effet par le maire. — Il est satisfait aux dégâts par la vente des bestiaux, s'ils ne sont pas réclamés ou si le dommage n'a point été payé dans la huitaine du jour du délit (2).

1219. Si ce sont des volailles, de quelque espèce que ce soit, qui causent le dommage, le propriétaire, le détenteur ou le fermier qui l'éprouve peut les tuer, mais seulement sur le lieu et au moment du dégât (3). Il faut remarquer que c'est là une faculté qui ne regarde que les volailles laissées à l'abandon; l'action de tuer des volailles *en présence* du propriétaire ou du gardien serait coupable et tomberait sous l'application d'une peine (4).

1220. Le droit de tuer des volailles ne donne pas le droit de s'en emparer ensuite et d'en faire son profit (5). La loi ne considère point

(1) 1385 C. C. — (2) 12, tit. 2, L. 28 sept. 1791. — (3) 2 *id.*
(4) 479, 1° C. pén. — Voir n° 1233.
(5) CONTRA, Carnot, sur le *C. pén.*, art. 454, n° 5.

les volailles comme *gibier* dans cette circonstance, ainsi qu'elle le fait pour les pigeons dans un cas à peu près semblable (1).

1221. Il ne faut pas comprendre sous cette dénomination de volailles les pigeons de fuie et de colombier (2). Ces derniers oiseaux ne peuvent être considérés comme animaux domestiques, et d'ailleurs nous verrons, dans le chapitre suivant, que la loi s'est occupée, d'une manière spéciale, des dégâts causés par eux, et a déterminé les cas où il est licite de les tuer (3).

1222. Ce qui précède ne concerne que les réparations civiles; mais, en outre de l'action en dommages-intérêts, il existe une action publique pour la répression du délit d'abandon des animaux domestiques. Cette action peut être poursuivie par le ministère public, même alors que le propriétaire lésé garderait le silence et refuserait de se plaindre (4). La peine applicable est celle de l'amende et de la détention, conformément à l'art. 5, tit. II de la loi du 28 septembre 1791, et à l'art. 2 de celle du 23 thermidor an IV.

1223. S'il s'agissait de volailles et qu'elles eussent été *tuées*, ce ne serait pas là une réparation qui mît obstacle aux actions publique ou civile auxquelles se trouverait exposé le maître de ces oiseaux; ces deux actions pourraient être encore poursuivies contre lui (5).

SECTION 4.

De la protection accordée par la loi aux animaux domestiques.

1224. La loi veille à ce que les animaux soient protégés contre les entreprises qui auraient pour but d'en favoriser le détournement frauduleux et contre les traitements abusifs auxquels ils ne sont que trop souvent exposés; elle indique, en outre, au détenteur d'animaux domestiques atteints de maladies contagieuses, les précautions qu'il doit prendre pour empêcher la communication du mal.

§ 1er. — *Dispositions ayant pour objet le maintien des animaux domestiques en la puissance de leurs maîtres.*

1225. Le vol de tout animal domestique commis avec circon-

(1) Voir n° 1247. — (2) Cass. 30 oct. 1813 (Desguès). — Le Berquier, *Corps mun.*, p. 469. — (3) Voir n° 1247. — (4) Cass. 18 sept. 1829 (Conard); *id.* 8 sept. 1837 (Quentin); *id.* 17 oct. 1837 (Gilles et Duclaux). — (5) Cass. 4 mars 1842 (Rousseau).

stances aggravantes est puni conformément à l'art. 381 et suivants du code pénal; et, à ce sujet, nous ferons remarquer que l'escalade ou l'effraction d'un *enclos* ou même d'*un parc mobile*, ou l'ouverture des enceintes de cette nature à l'aide de fausses clefs, constituent autant de circonstances aggravantes (1).

1226. Le vol simple, ou la tentative de vol, *dans les champs, des chevaux ou bêtes de charge, de voiture ou de monture, gros et menus bestiaux*, est puni d'un emprisonnement d'un an au moins et de cinq ans au plus, et d'une amende de 16 fr. à 500 fr. (2). Cette répression est, d'ailleurs, subordonnée au lieu où se commet le vol et aux animaux domestiques qui se trouvent spécialement indiqués par la loi; ainsi elle ne serait pas applicable au vol commis ailleurs que dans les champs, — et par ce mot *champs* il faut entendre toutes propriétés rurales non closes, telles que terres labourables, pâturages, bois, etc., — ni au vol, par exemple, d'un chien ou de volailles, qui ne se trouvent compris dans aucune des désignations que nous avons transcrites plus haut. Le vol de ces derniers animaux et d'autres non désignés dans cet article rentre sous l'application de l'art. 401 du code pénal.

1227. Dans le but de protéger les animaux domestiques, si ordinairement laissés sans gardiens au milieu des pâtures, le législateur a voulu mettre obstacle à l'extrême facilité que les voleurs pourraient trouver à s'en défaire, après s'en être emparés, en plaçant les acheteurs trop faciles sous le coup d'une restitution gratuite; il dispose, en conséquence, que « celui qui achètera des bestiaux *hors des foires et marchés* sera tenu de les restituer *gratuitement* au propriétaire, en l'état où ils se trouveront, dans le cas où ils auraient été volés (3). »

1228. Nul agent de l'agriculture, employé avec des bestiaux au labourage ou à quelque travail que ce soit, ou occupé à la garde des troupeaux, ne peut être arrêté, sinon pour crime, avant qu'il n'ait été pourvu à la sûreté des animaux, et en cas de poursuite criminelle il y doit être également pourvu immédiatement après

(1) 384, 391, 392 C. pén.
(2) 388 *id.*
(3) 11, tit. 2, L. 28 sept. 1791.

l'arrestation, et sous la responsabilité de ceux qui l'auront exercée (1).

§ 2. — *Dispositions relatives aux mauvais traitements, aux blessures et à la mort infligés aux animaux domestiques.*

1229. Avant la loi du 2-9 juillet 1850, adoptée sur l'initiative de M. le général de Grammont, les traitements abusifs exercés par le propriétaire sur ses propres animaux n'étaient soumis à aucune répression. Aujourd'hui sont punis d'une amende de 5 à 15 fr., et peuvent l'être d'un à cinq jours de prison, ceux qui exercent *publiquement* et *abusivement* des mauvais traitements envers les animaux domestiques qui leur appartiennent. A plus forte raison doit-il en être ainsi quand les mauvais traitements exercés de la façon qui est caractérisée par la loi dégénèrent en blessures volontaires et amènent la mort de l'animal. En cas de récidive, laquelle est constituée conformément à l'art. 483 du code pénal, la peine de la prison est toujours appliquée.

Cette loi du 2 juillet 1850 doit également s'appliquer, dans les circonstances spécifiées par ses termes, à tous les mauvais traitements, exercés sur les animaux d'autrui, qui ne seraient pas spécialement prévus par les dispositions législatives que nous allons rappeler ici.

1230. « Toute personne convaincue d'avoir, de dessein prémédité, méchamment, sur le territoire d'autrui, blessé des bestiaux ou chiens de garde, sera condamnée à une amende double de la somme du dédommagement. Le délinquant pourra être détenu un mois, si l'animal n'a été que blessé, et six mois, s'il est resté estropié de sa blessure. La détention pourra être du double, si le délit a été commis la nuit ou dans une étable, ou dans un enclos rural (2). » Cette disposition, telle qu'elle est reproduite ici, n'a point été abrogée par les art. 453 et 479, 2° et 3°, du code pénal, desquels nous allons parler (3).

1231. « Quiconque aura *empoisonné* des chevaux ou autres bêtes de voiture, de monture ou de charge, des bestiaux à cornes, des

(1) 1, sect. 3, tit. 1er, L. 28 sept. 1791.
(2) 30, tit. 2, *id.* — (3) Cass. 7 oct. 1847 (Auxbi-Grillet).

moutons, chèvres ou porcs sera puni d'un emprisonnement d'un an à cinq ans, et d'une amende de 16 fr. à 300 fr., sans préjudice de la surveillance à laquelle il pourra être soumis (1). »

1232. Ceux qui, *sans nécessité* (et ici la nécessité est appréciée par le juge), ont tué l'un des animaux mentionnés dans le précédent numéro sont punis ainsi qu'il suit :

« Si le délit a été commis dans les bâtiments, enclos et dépendances, ou sur les terres dont le maître de l'animal tué était propriétaire, locataire, colon ou fermier, la peine sera un emprisonnement de deux mois à six mois; — s'il a été commis dans les lieux dont le coupable était propriétaire, locataire, colon ou fermier, l'emprisonnement sera de six jours à un mois; — s'il a été commis dans tout autre lieu, l'emprisonnement sera de quinze jours à six semaines. — Le maximum de la peine sera toujours prononcé en cas de violation de clôture (2). »

1233. Quiconque aura, sans nécessité, tué un animal domestique, autre que ceux désignés dans les deux numéros qui précèdent, « dans un lieu dont celui à qui cet animal appartient est propriétaire, locataire, colon ou fermier, sera puni d'un emprisonnement de six jours au moins et de six mois au plus. — S'il y a eu violation de clôture, le maximum de la peine sera prononcé (3). » Dans tout autre lieu, la mort infligée sans nécessité à l'animal d'autrui est considérée comme dommage causé à une propriété mobilière et est punie par l'art. 479, 1°, du code pénal.

1234. Pour ceux des cas contenus dans les trois derniers numéros, et qui sont prévus par les art. 452, 453 et 454 du code pénal, il est, en outre, prononcé une amende qui ne peut excéder le quart des restitutions et dommages-intérêts ni être au-dessous de 16 fr. (4).

1235. Ce qui précède est relatif aux blessures et à la mort infligées volontairement; il nous reste à dire que le législateur punit aussi la mort donnée et les blessures infligées aux animaux domestiques d'autrui, même *involontairement*. Ainsi il punit de 11 à 15 francs d'amende inclusivement, et même d'un emprisonnement de cinq jours au plus, ceux qui auront occasionné la mort ou la

(1) 452 C. pén. — (2) 453 *id.* — (3) 454 *id.* — (4) 455 *id.*

blessure des animaux ou bestiaux appartenant à autrui, notamment par l'effet de la divagation d'animaux malfaisants et féroces, ou par la rapidité et la mauvaise direction des voitures, chevaux, bêtes de trait, de charge ou de monture, ou par l'emploi ou l'usage d'armes sans précaution ou avec maladresse, ou par le jet de pierres ou d'autres corps durs, etc. (1).

§ 3. — *Dispositions relatives aux précautions que le détenteur d'animaux doit prendre pour prévenir la contagion.*

1236. Tout détenteur ou gardien d'animaux ou de bestiaux *soupçonnés* d'être infectés de maladies contagieuses, qui n'aura pas averti sur-le-champ le maire de la commune où ils se trouvent, et qui, même avant que le maire ait répondu à l'avertissement, ne les aura pas tenus renfermés, sera puni d'un emprisonnement de six jours à deux mois, et d'une amende de 16 francs à 200 fr. (2).

1237. Celui qui vend sciemment un animal atteint ou soupçonné d'une maladie contagieuse doit être puni de la peine susindiquée; car, par là, il contrevient à la prescription de la loi qui lui enjoignait de tenir l'animal renfermé (3).

1238. Seront punis d'un emprisonnement de deux mois à six mois, et d'une amende de 100 à 500 francs, ceux qui, au mépris des défenses de l'administration, auront laissé leurs animaux ou bestiaux infectés communiquer avec d'autres. Si même de cette communication il est résulté une contagion parmi les autres animaux, ceux qui auront contrevenu aux défenses de l'autorité administrative seront punis d'un emprisonnement de deux ans à cinq ans, et d'une amende de 100 fr. à 1,000 fr., le tout sans préjudice de l'exécution des lois et règlements relatifs aux maladies épizootiques, et de l'application des peines y portées (4).

1239. Un troupeau atteint de maladies contagieuses, qui sera rencontré, au pâturage, sur les terres du parcours ou de la vaine pâture autres que celles qui auront été désignées pour lui seul, pourra être saisi par les gardes champêtres et même par toutes personnes; il sera ensuite mené au lieu de dépôt qui sera indiqué,

(1) 479, 2°, 3°, 4°, 480, 481 C. pén. — (2) 459 *id.* — (3) Cass. 17 juin 1847 (Millaud). — (4) 460, 461 C. pén.

à cet effet, par la municipalité. Le maître de ce troupeau sera condamné à une amende de la valeur d'une journée de travail par tête de bête à laine, et à une amende triple par tête d'autre bétail; il pourra, en outre, suivant la gravité des circonstances, être responsable du dommage que son troupeau aurait occasionné, sans que cette responsabilité puisse s'étendre au delà des limites de la municipalité. A plus forte raison cette amende et cette responsabilité auront lieu, si ce troupeau a été saisi sur les terres qui ne sont point sujettes au parcours et à la vaine pâture (1).

CHAPITRE II.

DE CERTAINES ESPÈCES D'ANIMAUX SAUVAGES PLACÉES SOUS LA MAINMISE DE L'HOMME.

1240. Les animaux dont il nous reste à parler sont, nous l'avons déjà dit, ceux qui, sauvages de leur nature, ne vivent sous la dépendance de l'homme que par une sorte de contrainte. Aussi ces animaux ne restent-ils notre propriété que tant qu'ils demeurent à notre portée, à la portée de notre main; se sont-ils échappés du rayon et des conditions où nous pouvons les atteindre et en disposer, ils reprennent aussitôt leur caractère primitif d'animaux sauvages et cessent de nous appartenir. C'est par là qu'ils diffèrent des animaux domestiques, qui, même alors qu'ils sont sortis de notre pouvoir, conservent l'*esprit de retour* et qui, par cela même, continuent d'être notre propriété (2). En nous occupant particulièrement des animaux les plus importants parmi ceux qui sont susceptibles d'être apprivoisés, on verra ressortir les conséquences de ces principes, quant à l'appropriation dont ils sont susceptibles et quant à la responsabilité des dégâts causés par eux.

§ 1er. — *Des pigeons de fuie et de colombier.*

1241. Le décret du 4 août 1789 a supprimé le droit féodal de fuie et de colombier. Aujourd'hui tout individu peut donc établir une fuie ou un colombier sans autre condition que celle de se sou-

(1) 23, tit. 2, L. 28 sept. 1791.
(2) *De rer. divisione*, § 15, 16, *Institut.*

mettre aux règlements de salubrité publique pris par l'administration municipale (1).

1242. Les pigeons sont censés incorporés au colombier qu'ils peuplent et ne font qu'un avec lui ; ils sont donc immeubles pour destination (2).

1243. S'ils viennent à quitter ce colombier et à passer dans un autre, ils cessent, par cela même, d'appartenir au propriétaire du colombier abandonné et deviennent la propriété du maître de leur nouvelle demeure, en vertu du principe de l'accession (3).

1244. Cependant la loi *semble* mettre une condition à cette appropriation, à savoir que les pigeons n'aient point été attirés par fraude et artifice. Ce n'est là, en effet, qu'une apparence résultant d'une rédaction évidemment inexacte de l'art. 564 du code civil. Le pigeon, par cela seul qu'il est passé dans un colombier, quel que soit le fait qui l'y ait attiré, appartient au maître du colombier ; ainsi le veulent les règles de l'accession. La bonne ou mauvaise foi du nouveau maître ne font rien, quant à l'appropriation : le seul effet qu'elles peuvent avoir, c'est, s'il y a bonne foi, de libérer le nouveau propriétaire de tout recours de la part de l'ancien ; s'il y a fraude, de le soumettre à une action en indemnité.

1245. Mais cette action elle-même ne sera qu'une action en dommages-intérêts, et jamais une action publique. Nous ne voyons, en effet, aucun article du code pénal qui soit applicable au fait d'avoir *attiré des pigeons par fraude ou artifice*.

1246. Les pigeons sont redoutables aux champs dans certaines saisons, notamment à l'époque des semailles et de la récolte ; aussi la loi a-t-elle permis aux maires de déterminer, par des arrêtés, le temps durant lequel les pigeons doivent être tenus renfermés dans les colombiers (4). L'infraction à ces arrêtés est punie de 1 à 5 fr. d'amende, aux termes des art. 471, 150, c. pén. (5).

1247. Dans les jours pendant lesquels un arrêté du maire ordonne la fermeture des colombiers, les pigeons sont regardés comme *gibier*, et chacun a le droit de les tuer *sur son terrain* ; mais

(1) CONTRA, Fournel, *Lois rur.*, p. 246. — (2) 524 C. C.

(3) 564 C. C. — Voir no 178. — (4) 2, Décr. 4 août 1789. — (5) Cass., *chamb. réunies*, 5 janv. 1836 (Langnier) ; *id.* 14 mars 1850 (Matton-Gaillard).

c'est là, qu'on le remarque bien, un droit exorbitant et dont on ne peut user licitement que dans les circonstances qui sont rigoureusement spécifiées (1) : aussi la cour de cassation a-t-elle jugé que tuer des pigeons et se les approprier dans tout autre temps que celui pendant lequel ils sont réputés gibier, c'est commettre le délit de soustraction frauduleuse déterminé par l'art. 379 du code pénal et puni par l'art. 401 du même code (2).

1248. Si le maire n'avait point pris de règlement sur la fermeture des colombiers dans les temps où cependant il eût pu être utile d'en prendre pour défendre les champs, le propriétaire lésé pourrait-il encore tuer les pigeons posés sur son terrain? — Nous ne le pensons pas ; le texte de la loi est trop formel et trop clair. Il en résulte évidemment que la faculté de tuer les pigeons d'autrui est subordonnée à l'existence d'une mesure administrative avertissant tout au moins le propriétaire de ces oiseaux de la perte à laquelle il s'expose en les laissant vaguer (3). Toutefois le maître du champ dévasté ne serait pas dépourvu de tout moyen d'obtenir réparation ; il lui suffirait d'établir la preuve du dégât par témoins qui eussent vu les pigeons sur son terrain, et il pourrait intenter contre le propriétaire de ces oiseaux une action civile devant le juge de paix.

§ 2. — *Des lapins de garennes ouvertes.*

1249. Nous n'avons à nous occuper ici, évidemment, que des lapins établis dans un terrain *constitué en garenne*, et nullement de ceux qui se trouvent sur une propriété par l'effet de l'instinct qui les y rassemble, sans que le propriétaire ait rien fait pour les y attirer, et souvent malgré lui. Les premiers appartiennent au propriétaire de la garenne de laquelle ils sont l'accessoire et avec laquelle ils se trouvent immobilisés (4), tandis que les seconds, réputés animaux sauvages, n'appartiennent à personne et peuvent être chassés comme gibier (5).

1250. Tout propriétaire peut, de son terrain, faire une garenne

(1) Le Berquier, *Corps munic.*, p. 467.
(2) Cass. 23 septembre 1823 (Lamboi et Depierre).
(3) Le Berquier, p. 468. — CONTRA, Cass. 1er août 1829 (Jamain).
(4) 524, 564 C. C. — Voir nos 178, 1242 et suiv.
(5) Cass. 13 janv. 1829 (Perrault).

ouverte. La prohibition ancienne qui existait à ce sujet a été abolie par le décret du 4 août 1789, art. 3.

1251. Le propriétaire peut être déclaré responsable du dommage causé aux propriétés voisines par les lapins qu'il entretient sur son terrain, ou qu'il y attire ou qu'il y multiplie (1), ou encore faute, par lui, d'autoriser les propriétaires voisins à les faire détruire chez lui (2); car de chacune de ces circonstances résulte évidemment que le propriétaire a voulu faire de son héritage une garenne, et s'approprier, par conséquent, tous les lapins qui s'y retireraient.

1252. Mais la cour de cassation a été plus loin encore; elle a décidé que la responsabilité existait même pour le propriétaire d'un terrain sur lequel existaient des lapins, indépendamment de tout acte de sa part pour les y entretenir et les y multiplier, *s'il négligeait de les y détruire* (3). Cette jurisprudence nous paraît contraire aux principes en vertu desquels on n'est responsable que des animaux sur lesquels on a mainmise. Or ici il ne s'agit pas même de ces lapins qui, placés en garenne, sont l'objet d'une appropriation, mais bien de lapins sauvages sur lesquels nul n'a de droit de propriété; on n'est pas, en effet, tenu des dégâts causés par les bêtes fauves qui errent sur ses héritages (4).

1253. L'acte de chasser les lapins dans la garenne d'autrui est un vol, puisque ces animaux ont un maître. C'est donc l'art. 401 du code pénal, et nullement les pénalités édictées pour les délits de chasse, qu'il faudrait appliquer dans ce cas.

1254. Les lapins qui passent d'une garenne dans une autre appartiennent au propriétaire de cette dernière, et celui-ci n'est sujet à une action en réparation que s'il les attirait par fraude et artifice. Il faut appliquer à ce cas tout ce que nous avons dit au n° 1245 et suivants.

§ 3. — *Poissons d'étangs ou réservoirs.*

1255. Les poissons renfermés dans les étangs sont immeubles

(1) Cass. 2 janv. 1839 (d'Havrincourt); *id.* 13 déc. 1844 (Désancy).
(2) Cass. 14 nov. 1816 (Coupigny).
(3) Cass. 13 janv. 1829 (Perrault). — (4) Jacques, p. 255.

par destination, et, quand ils passent d'un étang dans un autre, il y a lieu de leur appliquer les mêmes règles d'appropriation que celles que nous avons développées aux nos 1243 et 1254 relativement aux pigeons et aux lapins.

1256. Quiconque aura empoisonné des poissons dans des étangs, viviers ou réservoirs sera puni d'un emprisonnement d'un an à cinq ans, et d'une amende de 16 fr. à 300 fr. Les coupables pourront être mis, par l'arrêt ou le jugement, sous la surveillance de la haute police pendant deux ans au moins et cinq ans au plus (1). Cette disposition est inapplicable aux poissons des fleuves, rivières, ruisseaux, de même qu'il ne faudrait pas appliquer aux poissons captifs dont il s'agit ici la disposition qui défend de jeter, dans les eaux des cours d'eau, des drogues ou appâts qui seraient de nature à enivrer le poisson ou à le détruire (2).

§ 4. — *Des essaims d'abeilles.*

1257. Les abeilles sont l'objet d'une propriété exclusive et entrent dans le domaine de l'homme, soit lorsqu'elles ont été renfermées par lui dans une ruche ou toute autre espèce de récipient, soit lorsqu'elles se sont fixées (3) sur un héritage.

Si un essaim quitte la ruche mère qui le contenait, ou l'héritage sur lequel d'abord il s'était arrêté à demeure, le propriétaire en conserve encore la propriété aussi longtemps qu'il n'a pas cessé de le suivre; tant que dure sa poursuite, il a le droit de le réclamer et de s'en saisir partout où il le trouve (4). A cet effet, il peut entrer même dans les lieux clos sans avoir besoin de la permission du juge de paix de la localité (5).

1258. Mais, à partir du moment où le propriétaire a abandonné la poursuite et avant celui où l'essaim se sera fixé sur un autre héritage et y aura établi son nouvel asile, les abeilles sont au rang des animaux sauvages qui ont conservé ou retrouvé leur liberté naturelle. Dans cet état, elles sont *res nullius*, c'est-à-dire à personne; elles sont susceptibles, par conséquent, de devenir la pro-

(1) 452 C. pén. — (2) Voir 25, L. 15 avril 1829. — N° 1492.
(3-4) 5, sect. 3, tit. 1er, L. 28 sept. 1790.
(5) Merlin, *Répert.*, v° *Abeilles.*

priété du premier qui s'en emparera (1). M. Jacques est d'un avis contraire; il regarde les abeilles comme ne pouvant être acquises au moyen de l'occupation, par le motif que la loi les déclare « l'accessoire du fonds sur lequel elles *se reposent* (2). » — Mais c'est là une erreur. Les abeilles ne peuvent être considérées comme incorporées au sol au-dessus duquel elles volent ou sur lequel elles se reposent momentanément dans leur fuite; elles ne deviennent l'accessoire du fonds qu'autant qu'elles s'y sont *fixées*; tel est le terme dont se sert la loi. Or, pour qu'on puisse les regarder comme fixées, il faut nécessairement que leur séjour se prolonge sur le fonds et qu'il offre les caractères d'un établissement commencé; tel serait le cas où l'essaim se serait réfugié dans le creux d'un arbre, d'un rocher, etc.

1259. Les abeilles sont considérées comme immeubles par destination, en tant que faisant partie des ruches à miel, auxquelles la loi reconnaît ce caractère quand c'est le propriétaire qui les a placées pour l'exploitation de son fonds (3); en conséquence, elles ne peuvent être saisies et vendues qu'immobilièrement et avec le fonds même.

1260. Mais, quand les ruches sont placées sur le fonds d'un tiers auquel le maître des abeilles en confie l'entretien et la surveillance moyennant une part dans les produits, ou encore lorsqu'elles sont amenées sur l'héritage par le fermier ou le colon partiaire, elles ne peuvent être considérées que comme meubles et sont, dès lors, saisissables en cette qualité, selon le droit et les formes ordinaires. A la vérité, l'art. 3, sect. 3, tit. 1^er^ de la loi du 28 septembre 1791, confirmé par un arrêté consulaire du 16 thermidor an VIII, art. 52, avait déclaré les ruches insaisissables, si ce n'est dans un petit nombre de cas déterminés, et même, en cas de saisie légitime, voulait qu'elles ne pussent être déplacées que dans les mois de décembre, janvier, février seulement. Mais nous croyons que cette disposition a été supprimée par l'art. 1041 du code de procédure, qui abroge toutes les lois, coutumes, usages et règlements relatifs à la procédure civile. Quelques auteurs, cepen-

(1) L. 6, D. *de acq. rer. dom.*—Establis. de Saint-Louis, ch. 14.—(2) Jacques, *Man. de dr. rur.*, p. 268. — (3) 524 C. C.

dant, soutiennent le contraire (1) ; ils appuient leur opinion sur un avis rendu par le conseil d'État à la date du 12 mai 1807, qui déclare que l'abrogation prononcée par l'art. 1041 précité ne saurait être appliquée aux matières pour lesquelles il aurait été fait, par une loi spéciale, exception aux lois générales, et sur ce que, conformément à cet avis, on considère comme étant encore en vigueur, par exemple, l'édit de 1453 et l'arrêté du 19 ventôse an XI, qui déclarent insaisissables les bestiaux destinés à l'approvisionnement de Paris; la loi du 24 juillet 1793, qui attribue également ce caractère d'insaisissabilité aux chevaux affectés au service des postes, etc. Nous répondrons que l'application du principe posé dans l'avis du conseil d'État est parfaitement juste dans ces derniers cas, mais ne le serait pas lorsqu'il s'agit des ruches. Les objets susindiqués dont il est question dans l'édit de 1453, dans la loi de 1793 ressortent, par leur destination, du domaine public et participent à son inaliénabilité ; ils se trouvent, par conséquent, assujettis aux règles qui régissent *la matière administrative*. Il n'en est pas de même des ruches : elles ne concernent, à coup sûr, que l'intérêt privé, et le service général du pays n'a point à souffrir de ce qu'elles sont saisissables, tandis qu'il serait empêché, si, par exemple, il était permis de saisir les chevaux qui sont affectés à l'usage des postes. Les ruches ne sortent donc point du domaine des *lois civiles*, des *lois générales*. Or, comme nous l'avons dit, l'art. 1041 du code de procédure abroge toutes les dispositions *de cette nature* antérieures à sa promulgation.

1261. Le vol de ruches est puni d'un emprisonnement, qui est de trois mois à un an, lorsque le délit a eu lieu de jour, et qui s'élève de six mois à deux ans lorsque le fait a eu lieu la nuit (2).

(1) Dumesnil, *Résum. du dr. franç.*, p. 604 ; Jacques, p. 273. — (2) 484 C. pén.; 2, L. 25 frim. an VIII ; 27, sect. 2, tit. 2, 2e part. C. pén., 25 septembre 1791.

QUATRIÈME PARTIE.

DE L'ORGANISATION ADMINISTRATIVE ET CIVILE DE L'AGRICULTURE ET DE LA POLICE RURALE.

1262. L'organisation de l'agriculture, la défense et la protection du domaine rural sont au nombre des grands intérêts sociaux dont le législateur ne peut trop se préoccuper : aussi a-t-il spécialement pourvu à l'administration des matières rurales, ainsi qu'au jugement des difficultés particulières auxquelles tout ce qui concerne ces matières peut donner lieu; enfin il a complété le système protecteur et défensif de l'agriculture et des campagnes par l'institution de la police rurale.

TITRE Ier.

DE L'ACTION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE EN MATIÈRE RURALE.

1263. Sous ce titre nous classons tout ce qui concerne les autorités administratives qui ont à intervenir dans la matière rurale, ainsi que les institutions établies et régies par l'administration dans le but d'encourager l'agriculture, et d'en améliorer les procédés et les produits.

CHAPITRE Ier.

DIVISION DES MATIÈRES RURALES ENTRE LES DIVERSES BRANCHES DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE.

1264. L'administration des matières rurales, qui, en réalité, ne concerne qu'une seule et même branche d'intérêts et qui, peut-être, à ce titre, devrait être une et centralisée, se partage aujourd'hui entre quatre ministères.

1265. 1° ATTRIBUTIONS DU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR. — Le ministère de l'intérieur a, dans son ressort, les landes et les terres incultes ; il surveille les cours d'eau non navigables, assure l'entretien et la conservation des chemins vicinaux, et, par cela qu'il est chargé de la police générale, il doit pourvoir en même temps à la police rurale.

1266. 2° ..... DU MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS. — On a placé dans les attributions du ministre des travaux publics l'exécution des lois et règlements concernant les routes et chemins qui appartiennent à la grande voirie. Ce ministre a également dans son département les travaux des dunes, les desséchements de marais, tout ce qui est relatif aux rivières et fleuves navigables et flottables, à leurs digues, bords et alluvions.

1267. 3° ..... DU MINISTÈRE DES FINANCES. — Le ministère des finances a dans ses attributions la conservation des forêts soumises au régime forestier et tout ce qui regarde les droits de pêche dans les cours d'eau du domaine public. Cette attribution spéciale

est l'objet d'une organisation particulière, et le corps administratif qui y préside est appelé *Direction des eaux et forêts*.

1268. 4° ..... DU MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE. — Le surplus des matières rurales revient de droit au ministère de l'agriculture et du commerce, et forme les attributions de la division d'agriculture et du service général des haras qui comprennent les services suivants (1) :

Division de l'agriculture ;

— Bureau de l'enseignement agricole et vétérinaire :

Institut national agronomique; écoles régionales d'agriculture; fermes-écoles; colonies et asiles agricoles; inspection générale de l'agriculture; écoles nationales vétérinaires; approbation des dépenses de cet établissement; exercice de la médecine vétérinaire, etc.; vétérinaires ; épizooties; règlement des frais de traitement des épizooties.

— Bureau des encouragements à l'agriculture et des secours :

Conseil général d'agriculture; conseil d'agriculture; préparation des lois et règlements relatifs à l'agriculture; associations agricoles; missions agronomiques; concours d'animaux de boucherie et autres; encouragement à l'agriculture; perfectionnement de l'industrie rurale ; desséchements et assainissements; irrigations; police rurale; mise en culture des landes; reboisement; centralisation et publication des renseignements concernant l'agriculture; souscriptions; industrie séricicole ; primes accordées pour la destruction des animaux nuisibles; secours pour pertes résultant d'épizooties, grêle, inondation, incendies, etc.

— Bureau des subsistances :

Législation sur les céréales; état des prix régulateurs de l'importation et de l'exportation des grains; mercuriales générales de la France et de l'étranger; libre circulation des grains ; établissement des foires et marchés ; régime et tarif des abattoirs; examen des règlements des maires sur la boulangerie, la boucherie, et sur la vente des comestibles dans les foires et marchés ; approvisionnement de Paris; marchés et chantiers de bois à brûler et charbons.

(1) Décr. 1er sept.-14 nov. 1850.

Service central des haras ;

— Bureau des haras :

Administration des haras et dépôts d'étalons; approbation des dépenses et examen des comptes de ces établissements; conseil des haras; école des haras; commission du *Stud-Book;* règlements généraux; achat et répartition d'étalons; organisation du service de la monte; approbation d'étalons particuliers; primes, courses, encouragements; statistique hippique.

CHAPITRE II.

DES INSTITUTIONS ADMINISTRATIVES AYANT POUR BUT L'AMÉLIORATION ET LES PROGRÈS DE L'AGRICULTURE.

1269. L'administration ne se contente pas de régir les intérêts actuels, présents de l'agriculture, elle songe encore aux intérêts à venir; elle s'efforce de les développer et de les multiplier au moyen de différentes institutions que sont venus créer successivement des lois ou des actes du gouvernement.

SECTION 1re.

De la représentation de l'agriculture.

1270. 1° Comices agricoles. — Aux termes d'une loi toute nouvelle, il va être établi dans chaque arrondissement un ou plusieurs comices agricoles (1).

1271. Ont le droit de faire partie du comice, en se conformant au règlement, les propriétaires, fermiers, colons et leurs enfants, âgés de vingt et un ans, domiciliés ou ayant leurs propriétés dans la circonscription du comice. — Les comices peuvent, en outre, admettre, par des délibérations spéciales prises à la majorité des deux tiers des votants, les personnes qui ne remplissent pas les conditions ci-dessus indiquées, mais seulement jusqu'à concurrence du dixième du nombre de leurs membres (2).

(1) 1, L. 20 mars 1851.
(2) 2 *id.*

1272. Le règlement constitutif de chaque comice doit être soumis à l'approbation du préfet (1).

1273. La loi du 20 mars 1851 a proclamé, dans son art. 3, la maintenue des comices existant à l'époque de la promulgation (25 mars 1851), à la condition qu'ils se conformeront aux dispositions dont il va être rendu compte ci-après pour l'élection des membres des chambres d'agriculture.

1274. La circonscription de chaque comice est réglée par le conseil général du département sur la proposition du préfet (2).

1275. Les comices correspondent avec la chambre d'agriculture; ils sont particulièrement chargés des intérêts agricoles pratiques, du jugement des concours, de la distribution des primes ou autres récompenses, dans leurs circonscriptions (3).

1276. 2° CHAMBRES D'AGRICULTURE. — Il va être établi au chef-lieu de chaque département une chambre d'agriculture (4).

1277. Cette chambre se composera d'un nombre de membres égal à celui des cantons du département, et élus par les comices pour autant de cantons qu'il y en aura dans leurs circonscriptions. Les membres ainsi élus doivent avoir leur résidence et leur propriété dans les cantons qu'ils seront appelés à représenter (5).

1278. Sont électeurs, dans chaque comice, tous ceux qui en font partie depuis un an au moins; néanmoins cette condition ne sera point exigée pour la première élection que feront les comices (6).

1279. Sont éligibles tous ceux qui, âgés de vingt-cinq ans, font partie d'un des comices du département, pourvu, comme il est dit plus haut, qu'ils aient leur résidence ou une propriété dans le canton qu'ils sont appelés à représenter (7).

1280. Dans le cas où un comice n'aurait pas été formé dans l'une des circonscriptions déterminées par le conseil général, il sera pourvu, par ce conseil, au choix des représentants de cette circonscription. Les fonctions de membres ainsi désignés cesseront de droit un an après la formation du comice (8).

1281. Les membres des chambres d'agriculture sont élus pour

(1) 2, L. 20 mars 1851. — (2) 4 *id.* — (3) 5 *id.* — (4-5) 6 *id.* — (6) 7 *id.* — (7) 6, 8 *id.* — (8) 9 *id.*

six ans, au scrutin secret et à la majorité absolue, au premier tour seulement ; ils sont renouvelés par tiers tous les deux ans, et sont toujours rééligibles : leurs président, vice-président et secrétaires sont nommés pour un an, à la majorité absolue des suffrages. En cas de vacance par décès, démission et autre cause, le préfet convoquera le comice dans les trois mois pour procéder au remplacement. Cette élection devra, dans tous les cas, être faite avant la session de la chambre d'agriculture (1).

1282. Les chambres d'agriculture auront une session annuelle de huit jours; elles fixeront l'époque de cette session et régleront leurs travaux ; elles pourront avoir des sessions extraordinaires sur la convocation du préfet ou sur celle de leur président (2).

1283. Voici quelles sont les attributions qui leur sont conférées par la loi. Les chambres d'agriculture présentent au gouvernement leurs vues sur toutes les questions qui intéressent l'agriculture. — Leur avis est demandé, sauf les cas d'urgence, sur les changements à opérer dans la législation en tout ce qui touche aux intérêts agricoles, notamment en ce qui concerne les contributions indirectes, les douanes et les octrois, la police et l'emploi des eaux. — Elles sont nécessairement consultées sur l'établissement des foires et marchés, sur la distribution des fonds généraux et départementaux destinés à l'encouragement de l'agriculture, sur l'établissement des écoles régionales et des fermes-écoles. — Elles sont chargées de la statistique agricole du département (3).

1284. Les chambres d'agriculture correspondent directement, sur les matières qui leur sont attribuées, avec le ministre de l'agriculture et du commerce, avec le conseil général d'agriculture, avec les comices et les sociétés agricoles du département où elles siégent (4).

1285. Elles se divisent en plusieurs commissions qui ont le droit de se réunir, dans l'intervalle des sessions, pour les études qui leur sont confiées par la chambre d'agriculture (5).

1286. Les préfets fournissent, au chef-lieu du département, un local convenable pour la tenue des séances (6).

1287. Le préfet, les inspecteurs généraux de l'agriculture ont

(1) 10-12, L. 20 mars 1851. — (2) 13 *id.* — (3) 14, 15 *id.* — (4) 16 *id.* — (5) 17 *id.* — (6) 18 *id.*

entrée aux séances, et sont entendus toutes les fois qu'ils le demandent. Le préfet pourra se faire assister ou représenter par un délégué. La chambre d'agriculture pourra aussi appeler dans son sein les personnes qu'il lui paraîtrait utile d'entendre (1).

1288. Le budget des chambres d'agriculture sera visé par le préfet et présenté au conseil général; il fera partie des dépenses départementales, et sera porté au chapitre VII des dépenses ordinaires. Les chambres, d'ailleurs, sont reconnues comme établissements d'utilité publique, et peuvent, en cette qualité, acquérir, recevoir, posséder et aliéner après y avoir été dûment autorisées (2).

1289. 3° Conseil général d'agriculture. — Il est établi, près du ministre de l'agriculture et du commerce, un conseil général de l'agriculture (3).

1290. Ce conseil est composé d'autant de membres qu'il y a de chambres d'agriculture; chacun de ces membres est élu par une de ces chambres. Le conseil général peut, en outre, s'adjoindre, par voie d'élection, dix membres au plus. Les chambres d'agriculture élisent le membre à leur choix, dans leur session générale, au scrutin secret et à la majorité absolue des suffrages. Nul ne peut être élu, s'il ne fait partie de la chambre d'agriculture ou d'un des comices du département (4).

1291. Les membres du conseil général d'agriculture sont élus pour trois ans; ils sont renouvelés par tiers, et sont indéfiniment rééligibles. Il sera procédé à un tirage au sort, dans la première réunion du conseil général d'agriculture, pour désigner ceux des départements dont les représentants devront sortir au premier et au second renouvellement. Lorsqu'il y aura vacance par décès, démission ou autre cause, la chambre d'agriculture du département pourvoira à cette vacance avant la session du conseil général (5).

1292. Le conseil général est saisi directement de toutes les questions d'intérêt général qui ont dû être soumises aux chambres d'agriculture; les délibérations de ces chambres lui sont communiquées. Il donne, en outre, son avis sur toutes les questions que le

(1) 19, L. 20 mars 1851. — (2) 18, 20 *id.* — (3) 21 *id.* — (4) 21, 22 *id.* — (5) 23 *id.*

ministre lui soumet. Il émet des vœux sur tout ce qui se rattache aux intérêts agricoles (1).

1293. Les président, vice-président et secrétaires sont nommés pour un an, à la majorité absolue des suffrages; toutes les fois que le ministre assiste à une séance, la présidence lui est déférée. Le conseil général se réunit, chaque année, en une session qui ne peut durer plus d'un mois (2).

1294. Des commissaires désignés par le ministre assistent aux délibérations du conseil général d'agriculture et prennent part aux discussions (3).

1295. 4° Sociétés locales d'agriculture. Société nationale. — Parallèlement à cette représentation directe de l'agriculture dont il vient d'être rendu compte, la loi nouvelle consacre l'existence de sociétés qui, jusqu'à ce jour, n'en étaient que la représentation indirecte. Les sociétés d'agriculture sont reconnues comme établissements d'utilité publique, et leurs règlements sont approuvés par décrets du pouvoir exécutif; elles ont pour principales attributions de s'occuper, d'une manière ou générale ou spéciale, de l'agriculture, en rattachant, autant que possible, leurs travaux au perfectionnement de l'agronomie locale (4). — Comme on le voit, elles se rapprochent beaucoup, par leur objet, des comices agricoles. Aussi la loi nouvelle admet que ces sociétés pourront être assimilées aux comices pour les circonscriptions qui leur seront assignées par le conseil général du département où se trouve leur siége, mais à la condition de remplir toutes les obligations des comices (5). Le centre de toutes les sociétés locales se trouve être à Paris, dans la *société nationale*, composée de quarante membres résidants, d'autant d'associés libres, de trois cents correspondants régnicoles, et d'un nombre illimité de correspondants étrangers. La société a deux séances par mois; elle y discute les questions qui intéressent l'agriculture, et y distribue des prix d'encouragement (6).

(1) 24, L. 20 mars 1851. — (2) 25, 26 *id.* — (3) 27 *id.*

(4) Ord. 5 mai 1833 (Société d'Angers). — (5) 3, L. 20 mars 1851.

(6) Règl. du roi 30 mai 1788; Ord. 4 juillet 1814; *id.* 4 février 1815; *id.* 9 octobre 1833.

SECTION 2.

De l'enseignement agricole.

1296. L'enseignement agricole donné dans les écoles publiques fondées par l'État consiste dans l'enseignement professionnel de l'agriculture, ou dans l'enseignement spécial d'une partie déterminée de la grande science agronomique.

§ 1er. — *Écoles d'agriculture* (1).

1297. L'enseignement professionnel de l'agriculture est aux frais de l'État dans ses différents degrés; or ces degrés sont : 1° les fermes-écoles, où l'on reçoit une instruction élémentaire pratique; 2° les écoles régionales, où l'instruction est à la fois théorique et pratique; 3° un institut agronomique, qui est l'école normale supérieure d'agriculture (2).

1298. 1° Fermes-écoles. — Il doit être établi, d'abord dans chaque département, plus tard dans chaque arrondissement, une ferme-école, c'est-à-dire une exploitation rurale couduite avec habileté et profit, et dans laquelle des apprentis, choisis parmi les travailleurs et admis à titre gratuit, exécutent tous les travaux, recevant, en même temps qu'une rémunération de leur travail, un enseignement agricole essentiellement pratique. Le Trésor distribue annuellement des primes aux fermes-écoles : elles sont alors réparties, à titre de pécule, sur la tête de chaque enfant suivant son mérite; mais elles ne sont remises à chacun qu'à la fin de son apprentissage (3).

1299. 2° Écoles régionales. — La France, divisée en régions culturales, doit avoir dans chacune de ses régions une école régionale, c'est-à-dire « une exploitation en même temps expérimentale et modèle pour la région à laquelle elle appartient. » Les expériences qui y sont faites et leurs résultats doivent recevoir la plus grande publicité (4).

1300. Les élèves reçus dans les écoles régionales sont ou boursiers ou payant pension. Les bourses sont données, après concours,

(1) Voir *Circ. du minist. de l'agric. et du comm.*, 28 octobre 1848.
(2) 1, 2, L. 3-7 oct. 1848. — (3) 3, 5 *id.* — (4) 7, 11 *id.*

une moitié aux élèves des fermes-écoles de chaque région cultu-rale, et l'autre moitié aux personnes qui se présentent pour concourir (1).

1301. Les meilleurs élèves des écoles régionales qui n'entreront pas immédiatement à l'institut national agronomique peuvent être placés aux frais de l'État, comme stagiaires, près des fermes-écoles et autres établissements publics ou particuliers. La durée du stage est de deux ans ; le stagiaire seconde le directeur dans ses travaux, s'initie à la pratique de l'administration, et complète son éducation agricole comme chef d'exploitation (2).

1302. 3° INSTITUT NATIONAL AGRONOMIQUE. — Cet institut a été établi sur le domaine national de Versailles, et l'on y a annexé l'établissement qui avait été fondé au même endroit pour l'élevage des types régénérateurs ; les cours de cet institut sont gratuits et publics, et il s'y fait des expériences qui doivent recevoir la plus grande publicité (3).

1303. L'État y entretient quarante boursiers choisis ainsi qu'il suit : chaque année, dix bourses sont données, au concours, aux élèves des écoles régionales ; dix autres bourses sont réservées à tous les concurrents qui se présentent (4).

1304. Chaque année, les trois premiers élèves de l'institut reçoivent, aux frais de l'État, une mission complémentaire d'étude, laquelle dure trois ans, et qui a lieu tant en France qu'à l'étranger (5).

1305. 4° DISPOSITIONS GÉNÉRALES. — Les fonctions de professeur dans les écoles régionales et à l'institut national agronomique ne peuvent être données qu'au concours (6).

1306. Les écoles régionales et l'institut national sont administrés en régie pour le compte de l'État ; chaque année, il doit être rendu compte, à l'assemblée nationale, de la manière dont le décret dont nous venons de donner l'analyse est exécuté (7).

§ 2. — *Des écoles spéciales.*

1307. 1° ÉCOLE NATIONALE FORESTIÈRE. — Deux ordonnances

(1) 8, 9, L. 3-7 octobre 1848. — (2) 10 *id.* — (3) 12, 13, 15, 18 *id.* — (4) 13 *id.* — (5) 14 *id.* — (6) 16 *id.* — (7) 17, 19 *id.*

de 1824 instituèrent une école forestière destinée à former des sujets pour les emplois d'agents forestiers. Cette école, placée à Nancy, est aujourd'hui régie par les ordonnances royales des 31 octobre 1838, 12 octobre et 21 décembre 1840; en voici les dispositions les plus importantes :

Tout aspirant à l'école nationale forestière doit adresser à l'administration, avant le 30 juin, une demande d'admission au concours, accompagnée des pièces justificatives suivantes : 1° l'acte de naissance dûment légalisé, constatant que l'aspirant aura, au 1er novembre, 19 ans accomplis, et n'aura pas plus de 22 ans; 2° un certificat d'un docteur, dûment légalisé, attestant que l'aspirant a été vacciné, qu'il n'a aucun vice de conformation ni aucune infirmité qui le rendraient impropre au service forestier ; 3° le diplôme de bachelier ès lettres ; 4° la preuve que le candidat possède un revenu annuel de 1,500 fr. au moins, ou, à défaut, une obligation par laquelle ses parents s'engagent à lui fournir une pension de pareille somme pendant son séjour à l'école forestière, et une pension de 600 fr. comme complément de traitement depuis le moment où il sortira de l'école jusqu'à l'époque où il sera employé comme garde général en activité. Ceux-là seuls qui, parmi les impétrants, pourront présenter une réponse du directeur général de l'administration des forêts favorable à leur demande seront admis au concours ; ce concours a lieu, tant à Paris que dans les départements, devant quatre examinateurs désignés annuellement par le ministre des finances. Les examens sont effectués d'après le même mode, dans le même temps et les mêmes lieux que ceux pour l'admission aux écoles militaires ; ils portent sur les objets ci-après, savoir : 1° l'arithmétique complète, y compris l'exposition du nouveau système métrique ; 2° la géométrie élémentaire ; 3° la trigonométrie rectiligne ; 4° les éléments d'algèbre ; 5° les éléments de statique ; 6° les éléments de physique ; 7° les éléments de chimie ; 8° le dessin ; 9° la langue française ; 10° la langue latine ; 11° les premiers éléments de la langue allemande. Un programme arrêté par le ministre des finances détermine pour chacun des objets de cet examen l'étendue des connaissances dont les candidats doivent justifier (1).

(1) 1-3, Ord. 21 déc. 1840.

1308. Après les tournées d'examen, il est formé à Paris un jury chargé de prononcer sur l'admission, à l'école forestière, des candidats examinés dans toute la France. Ce jury se compose du directeur général des forêts, président, des sous-directeurs de l'administration, du directeur de l'école, des quatre examinateurs d'admission, et du professeur de belles-lettres chargé annuellement du travail relatif aux compositions littéraires. Le jury dresse une liste, par ordre de mérite, de tous les candidats jugés admissibles ; puis le ministre des finances arrête les admissions suivant l'ordre de cette liste, en raison du nombre de places à remplir (1).

1309. A leur arrivée à l'école, les élèves sont soumis à la visite des médecins de l'établissement, à l'effet de constater qu'ils n'ont aucun vice de conformation ni aucune infirmité qui les mettraient hors d'état d'être admis aux cours de l'école ou qui les rendraient impropres au service forestier (2).

1310. Les cours de l'école portent sur l'économie forestière, la législation et la jurisprudence, les mathématiques et la physique, l'histoire naturelle et la chimie, les constructions forestières et le dessin, la langue allemande (3).

A la fin de chaque année, un jury de professeurs présidé par le directeur de l'école ou par son délégué procède à l'examen des élèves qui ont complété leurs deux années d'étude. Ceux qui ont passé cet examen d'une manière satisfaisante ont le rang de garde général et obtiennent, dès qu'ils ont l'âge de 25 ans ou une dispense d'âge, les premiers emplois vacants dans ce grade ; mais, s'ils n'avaient pas l'âge requis, ou s'ils n'en avaient pas obtenu une dispense, ou encore s'il n'y avait point d'emploi de garde général vacant, ils jouiraient du traitement de garde à cheval, et seraient provisoirement employés près la direction de Paris, ou près des conservateurs ou des inspecteurs, dans les arrondissements les plus importants (4).

1311. 2° Écoles vétérinaires. — Il existe en France trois

(1) 1, 2, Ord. 12 oct. 1840 ; 1, Ord. 10 mai 1834.
(2) 4, Ord. 21 déc. 1840.
(3) 1, Ord. 31 oct. 1838.
(4) 49-52, Ord. 1er août 1827.

écoles vétérinaires. La plus ancienne et la plus connue, celle d'Alfort, fut créée, par un arrêt du conseil, en date du 7 décembre 1765; celle de Lyon date du décret du 15 janvier 1813; nous n'avons pu découvrir l'acte administratif auquel celle de Toulouse doit son établissement.

Il y a dans les trois écoles cent vingt bourses, dont une par département, à la nomination du ministre de l'agriculture, sur la présentation du préfet, et trente-quatre à la nomination directe du même ministre. Les bourses sont, de fait, toutes divisées en demi-bourses. Indépendamment des élèves boursiers, tous autres qui voudront étudier l'art vétérinaire peuvent être admis dans l'une des trois écoles, à leurs frais et moyennant une pension annuelle de 360 francs. Toutes demandes à l'effet d'obtenir l'autorisation d'entrer dans l'une de ces écoles doivent être adressées, avant le 1er septembre de chaque année au plus tard, au ministre de l'agriculture, avec l'acte de naissance du pétitionnaire, duquel résulte qu'il n'a pas moins de seize ans ou plus de vingt-cinq ans, un certificat de bonne conduite, une attestation constatant qu'il a été vacciné ou qu'il a eu la petite vérole, et une obligation, souscrite, sur papier timbré, par les parents, de payer, par trimestre et d'avance, la pension dont le chiffre est indiqué plus haut. L'époque de l'entrée des élèves est fixée au 10 octobre. Nul ne peut être reçu que sur une autorisation du ministre donnée en réponse à la pétition, et même les sujets autorisés ne prennent définitivement rang parmi les élèves qu'après avoir prouvé, devant un jury d'examen dont il va être parlé ci-après, qu'ils réunissent les conditions requises, qui sont de savoir forger, en deux chaudes, un fer à cheval ou à bœuf, et de faire preuve de connaissances sur la langue française, l'arithmétique, la géométrie et la géographie (1).

1312. La durée des études est de quatre ans, à la fin desquels les élèves passent devant un jury, composé de l'inspecteur général, président, du directeur, des professeurs et des chefs de service. Ceux qui sont reconnus par le jury en état d'exercer la médecine des animaux domestiques reçoivent un diplôme de vétérinaire (2).

(1) 12-18, Ord. 1er sept. 1825.
(2) 10, 11, 17-19 *id.*

1313. 3° ÉCOLE DES HARAS. — Une ordonnance royale des 24 octobre-13 novembre 1840 a établi, par son art. 3, une école de haras dont le siége est au haras du Pin et qui est placée sous la direction du chef de cet établissement. Nul ne peut être nommé officier des haras, s'il n'a suivi les cours de l'école. Un arrêté réglementaire rendu par le ministre de l'agriculture fixe le programme et la durée d'enseignement, les conditions d'admission et les examens, l'organisation du personnel enseignant, etc.

SECTION 3.

Des institutions et des mesures qui ont pour objet l'amélioration des races d'animaux domestiques.

1314. Il importe à la prospérité de l'agriculture de ne point laisser s'abâtardir nos races de bestiaux et de les améliorer; dans ce but, l'administration a pris des mesures et créé des institutions qu'il importe de signaler ici.

1315. 1° HARAS, VACHERIES, BERGERIE DE L'ÉTAT. — Les haras nationaux sont des établissements créés par des décrets et ordonnances royales (1), fondés et entretenus aux frais de l'État, et dans lesquels on élève et on entretient des chevaux de race. Tous les ans, à l'époque de la monte, les étalons de ces haras et de leurs dépôts sont répartis en un certain nombre de stations, selon les besoins des localités; ils sont placés, autant que possible, chez les cultivateurs les plus habiles dans l'élève des chevaux. On a le droit de réclamer une carte d'admission à la monte pour toute jument qui aura été reconnue être de bonne conformation et se trouver dans un état sanitaire satisfaisant.

Dans le but d'améliorer également les races bovines et ovines, l'État a fondé et entretient plusieurs *vacheries*, dont celle du Pin est la plus importante, et une *bergerie* située à Rambouillet. Les produits de ces établissements sont, chaque année, mis en vente et servent à régénérer les races de nos contrées agricoles.

1316. 2° ÉTALONS APPROUVÉS. — Tout propriétaire qui destine un cheval à la monte peut le soumettre à l'approbation. Si cet éta-

(1) Décr. 2 germ. an III; *id.* 4 juillet 1806, Ord. 24 oct. 1840; Arrêté 11 déc. 1848.

lon est jugé capable d'améliorer l'espèce, il est, sur la proposition d'un inspecteur général, approuvé par le ministre (1). Le propriétaire d'un étalon approuvé recevra, chaque année, une prime de 500 à 800 fr. pour un étalon de pur sang, de 300 à 600 fr. pour un étalon de demi-sang, de 100 à 300 fr. pour un étalon de gros trait (2).

1317. 3° Etalons autorisés. — Dans cette classe sont admis les chevaux entiers âgés de quatre ans, pourvu qu'ils soient exempts de tares et de maladies héréditaires (3). L'admission dans cette classe signale le cheval qui ne peut préjudicier aux qualités de l'espèce bien plutôt que celui qui est destiné à l'améliorer (4). La nomenclature des tares, vices et maladies dont l'existence chez un cheval s'opposerait à son autorisation est arrêtée, pour chaque localité, par une commission départementale créée *ad hoc*, et portée par les préfets à la connaissance du public. Le préfet donne, sur papier libre et sans frais, aux propriétaires des étalons admis par la commission une carte d'autorisation valable pour un an seulement. Les étalons autorisés pour une année ne peuvent être maintenus que par suite d'un nouvel examen et d'une nouvelle admission. Aujourd'hui aucun étalon n'est approuvé par l'administration des haras, s'il n'a été préalablement admis dans la classe des étalons autorisés (5).

1318. 4° Concours d'animaux, courses, etc. — On comprend que nous ne puissions signaler ici que l'existence de ces institutions, dont le nombre est assez considérable, et pour chacune desquelles il existe des règlements particuliers qui sont publiés et affichés un certain nombre de jours avant la solennité.

(1) 9, Ord. 24 oct. 1840.
(2) 7, Arr. 11 déc. 1848.
(3) 1, Arr. minist. 27 oct. 1847.
(4) Circul. minist.
(5) Arr. minist. 27 oct. 1847.

TITRE II.

DE L'ACTION DE LA JUSTICE CIVILE EN MATIÈRE RURALE.

1319. Comme les autorités administratives, les autorités judiciaires ont leurs attributions parmi les matières rurales : aux premières, le soin de veiller aux intérêts généraux de l'agriculture et de prendre des décisions en vue de l'utilité publique ; aux secondes, le droit et le devoir de prononcer, entre parties privées, sur des intérêts particuliers, de prendre ou d'ordonner les mesures qui sont le résultat de ces litiges. Nous allons exposer successivement celles des attributions des juges de paix et des tribunaux civils qui intéressent la matière rurale.

CHAPITRE Ier.

DES ATTRIBUTIONS DES JUGES DE PAIX EN MATIÈRE RURALE.

1320. Les attributions du juge de paix, en matière rurale, consistent soit dans le jugement de certaines actions, soit dans l'assistance à certaines opérations qui concernent des droits ou des intérêts ruraux : ces attributions sont donc de deux sortes ; il y en a de contentieuses et de non contentieuses.

SECTION 1re.

Attributions contentieuses.

1321. Parmi les actions tant mobilières qu'immobilières ou mixtes que la loi du 25 mai 1838 a placées dans la compétence civile du juge de paix, nous signalerons les suivantes, qui toutes se rapportent soit à la jouissance du fonds rural, soit aux droits ou aux obligations de ceux qui l'exploitent ou qui concourent à son exploitation.

§ 1er. — *Actions en payement de fermages, congé, résiliation de baux, expulsion des lieux, et en validité de saisie-gagerie.*

1322. Pour les actions dont il va être parlé, l'attribution du juge de paix se règle par le prix annuel du bail ; pour qu'il y

puisse statuer, il faut que la location verbale ou par écrit à l'occasion de laquelle elles sont soulevées n'excède pas annuellement 200 fr. (1).

Il est, dès lors, facile de déterminer la compétence de ce magistrat, lorsque le prix est stipulé en argent ; mais il n'en est plus ainsi lorsqu'il consiste entièrement en denrées ou prestations en nature, ou lorsqu'en outre de l'argent il comprend de ces denrées ou prestations.

Dans ce dernier cas, c'est-à-dire quand le prix d'un fermage consiste en denrées ou prestations en nature ou qu'il en comprend, et que ces denrées et prestations sont appréciables d'après les mercuriales, il faut l'évaluer sur les mercuriales du jour de l'échéance. Si ce prix consiste, au contraire, en prestations non appréciables d'après les mercuriales ou s'il s'agit de baux à colons partiaires, le juge de paix détermine sa propre compétence, en prenant pour base du revenu de la propriété le principal de la contribution foncière de l'année courante multiplié par cinq. — Ces règles ne sont pas toutes applicables, alors qu'il s'agit d'une location autre qu'un bail rural, mais c'est là une circonstance dont ce traité spécial n'a point à s'occuper.

S'il n'y a pas de mercuriales dans la commune où le prix du fermage est échu et exigible, il y a lieu de prendre la mercuriale du marché le plus voisin (2); et s'il n'y avait point, au jour de l'échéance, de mercuriales arrêtées, on prendrait celles du jour de marché antérieur le plus proche du jour de l'échéance (3).

Enfin, si le prix du bail ne peut être évalué que d'après la contribution foncière, le demandeur devra produire un extrait de la contribution, délivré par le percepteur ou le directeur des contributions (4).

1323. C'est le prix *principal* seul qui, par son évaluation, détermine la compétence du juge ; on n'y devrait donc pas comprendre celles qui, parmi les prestations en nature et les denrées, seraient uniquement l'accessoire du prix (5).

(1) 3, L. 25 mai 1838. — (2) Voir 129 C. proc. — (3) Carou, *Juge de paix*, t. I, p. 174. — (4) Curasson, *Compét. des juges de paix*, t. I, p. 326. — (5) Voir n° 433.

1324. Le bail au sujet duquel le juge de paix a pouvoir de statuer est non-seulement celui des immeubles ruraux, mais encore la location des droits immobiliers, tels que droits de chasse, de pêche, etc. Mais il n'en est pas de même du bail à cheptel, ainsi que l'a reconnu le rapporteur de la loi de 1838 : « Les baux à cheptel ne sont pas compris dans ces dispositions ; leurs conditions sont trop variables, et l'introduction de races d'un grand prix pourrait donner lieu à de sérieuses difficultés soit pour la valeur, soit pour l'interprétation des conventions (1). »

1325. C'est dans ces circonstances qui fixent leurs attributions que les juges de paix connaissent sans appel jusqu'à la valeur de 100 fr., et à charge d'appel, à quelque valeur que la demande puisse s'élever, — des actions en payement de fermages, — des congés et de leurs effets relativement à la tacite réconduction, — des demandes en résiliation de baux, fondées sur le *seul* défaut de payement des fermages, ce qui exclut les demandes qui auraient pour motifs la mauvaise culture ou l'enlèvement des ustensiles aratoires garnissant la ferme, etc. (2), — des expulsions des lieux, soit que le bail ait été résolu, soit qu'il soit expiré, — des demandes en validité de saisies-gageries, cet exercice du privilége du bailleur.

1326. Quand le jugement porte sur le congé, la résiliation du bail, l'expulsion des lieux, il est *toujours* en premier ressort, car il s'agit là d'une demande ayant une valeur indéterminée ; mais il en est différemment pour les demandes en payement de fermages et en validité de saisies-gageries, quand la somme pour laquelle elles ont lieu n'excède pas 100 fr.

§ 2. — *Action en indemnité du fermier contre le propriétaire pour non-jouissance du fait de celui-ci* (3).

1327. Nous ayons vu que le propriétaire est tenu de délivrer le fonds loué à son fermier avec ses accessoires et avec la conte-

(1) *Moniteur*, 9 avril 1838.

(2) Curasson, t. I, p. 329. — CONTRA, Augier, *Encycl. du juge de paix*, *supplément*, v° *Bail.*

(3) Voir 4, L. 25 mai 1838.

nance stipulée (1), d'entretenir ce fonds de manière à ce que la jouissance en soit entière (2), de n'occasionner aucun trouble au preneur (3). Or l'inexécution de ces conditions expose le propriétaire, de la part du fermier, soit à une action en résiliation et en dommages-intérêts, soit seulement à une demande en indemnité, laquelle est placée dans les attributions du juge de paix. En effet, ces magistrats connaissent sans appel jusqu'à la valeur de 100 fr., et à charge d'appel jusqu'au taux en dernier ressort des tribunaux de première instance, c'est-à-dire jusqu'à 1,500 fr., des indemnités réclamées par le fermier pour non-jouissance provenant du fait du propriétaire.

1328. Mais, pour que cette action soit véritablement de la compétence du juge de paix, il faut qu'elle soit pure et simple, et qu'il n'y ait plus qu'à fixer le taux de cette indemnité. Si, au contraire, l'action en indemnité était jointe à une demande en résiliation du bail, ou si le propriétaire contestait le droit à l'indemnité, ce serait aux tribunaux civils à prononcer.

1329. Dans ce dernier cas, il ne suffirait pas cependant, pour dessaisir le juge de paix, que le propriétaire répondît simplement : Je conteste votre droit; il faudrait que la contestation fût sérieuse, et se basât sur une fin de non-recevoir qu'il opposerait au réclamant. C'est ce qui arriverait, par exemple, s'il lui déniait la qualité de fermier (4), s'il prétendait que le bail ne comprend pas les objets ou les champs de la jouissance desquels le fermier se plaint d'avoir été privé, s'il soutenait et *prouvait* que le trouble provient d'un cas de force majeure et ne doit point être attribué à sa faute. Dans toutes ces circonstances, le juge de paix devrait se déclarer incompétent, et renvoyer le réclamant à se pourvoir devant les tribunaux civils.

1330. Lorsque le droit à l'indemnité est sérieusement contesté, l'incompétence du juge de paix est absolue, et peut être opposée en tout état de cause, même en appel (5).

1331. « En prononçant sur les dommages-intérêts que réclame le fermier pour non-jouissance, le juge de paix peut-il faire cesser

(1) Voir nº 381 et suiv. — (2) Voir nº 392 et suiv. — (3) Voir nº 396 et suiv.
(4) Cass. 10 mars 1829 (Verrier).
(5) Curasson, t. I, p. 424. — CONTRA, Carré, *Just. de paix*, t. II, p. 519.

les obstacles qui s'opposent à cette jouissance et ordonner les réparations indispensables? — On pourrait dire qu'ici la compétence se borne au règlement de l'indemnité. Cependant cette compétence serait à peu près illusoire, si le juge de paix était sans autorité pour prévenir le retour des mêmes inconvénients..... A quoi se réduirait la juridiction du juge de paix, s'il ne pouvait faire cesser l'incommodité et qu'il fallût intenter, chaque année, une action en dommages-intérêts pour le préjudice souffert l'année précédente, ou recourir, pour le même fait, à deux juridictions différentes, au juge de paix pour les frais de l'indemnité, et au tribunal afin de faire ordonner les réparations dont le défaut entrave la jouissance (1)? »

§ 3. — *Action du propriétaire contre le fermier pour dégradations et pertes.*

1332. Nous avons dit que, de son côté, le fermier est tenu de jouir, en bon père de famille, du fonds qui lui a été donné à bail, comme aussi de le restituer en l'état où il l'a reçu (2), et en détaillant les obligations particulières comprises dans ces deux obligations générales nous avons montré que des manquements qui y sont faits peuvent résulter des dégradations et des pertes engageant la responsabilité du preneur. Or les actions qui, soit pendant, soit après le bail, naissent de cette responsabilité sont dévolues aux juges de paix. Ces magistrats en connaissent sans appel jusqu'à la valeur de 100 fr., et à charge d'appel jusqu'au taux de la compétence en dernier ressort des tribunaux de première instance, c'est-à-dire jusqu'à 1,500 fr. (3).

1333. Il y a lieu d'appliquer ici le raisonnement que, dans le n° 1331, nous avons emprunté à M. Curasson, et de décider, en conséquence, que le juge de paix peut ordonner la réparation des dégradations.

1334. Lorsque les pertes et dégradations sont causées par incendie ou inondation, les juges de paix n'en connaissent que comme

(1) Curasson, t. I, p. 419.
(2) Voir nos 412 et suiv., 440 et suiv.
(3) 4, L. 25 mai 1838.

de toutes actions purement personnelles ou mobilières, c'est-à-dire en dernier ressort jusqu'à la valeur de 100 fr., et à charge d'appel jusqu'à la valeur de 200 fr. (1).

§ 4. — *Actions pour dommages aux champs, fruits et récoltes, relatives à l'élagage des arbres ou haies, et au curage des fossés et canaux.*

1335. 1° Règles communes de compétence. — Les juges de paix connaissent sans appel jusqu'à la valeur de 100 fr., et à charge d'appel, à quelque valeur que la demande puisse s'élever, des actions pour dommages faits aux champs, fruits et récoltes soit par l'homme, soit par les animaux, et de celles relatives à l'élagage des arbres ou haies, et au curage soit des fossés, soit des canaux servant à l'irrigation des propriétés ou au mouvement des mines.

1336. Cette compétence est soumise, toutefois, à une condition, c'est que les droits de propriété ou de servitude ne soient point contestés. Et ici, il y a lieu de rappeler ce que nous disions, plus haut, au n° 1329 ; une contestation n'est sérieuse que si elle constitue une véritable fin de non-recevoir contre la réclamation. « Il faut, comme le dit M. Curasson, qu'elle ait pour objet un droit de propriété ou de servitude qui légitime le fait reproché au défendeur, s'il s'agit de dommage causé aux champs, fruits et récoltes, ou qui l'autorise à s'abstenir de ce qu'il est requis de faire, s'il est question d'élagage ou de curage de fossés; car c'est au juge de paix à statuer, d'ailleurs, sur toutes les exceptions qui ne tiennent pas à la propriété (2). »

1337. Quand donc l'exception de propriété et de servitude est sérieusement élevée et se trouve appuyée de titre, le juge de paix doit se déclarer incompétent, et renvoyer le demandeur à se pourvoir devant qui de droit (3). Quelques auteurs enseignent cependant que, dans ce cas, le juge ne doit point se dessaisir complétement de la demande; qu'il doit seulement *surseoir* à y statuer jusqu'après la solution donnée à cette exception de propriété ou de

(1) 4, 1, L. 25 mai 1838.
(2) T. I, p. 452. — Conf., Cass. 26 mai 1840 (Adnot).
(3) Curasson, p. 455 ; Rodière, *Compét. et procéd. civ.*, p. 61. — Voir n° 1414.

servitude. par le tribunal compétent (1). Un arrêt de la cour suprême semble même venir à l'appui de ce système (2). Mais le texte de la loi nous paraît y répugner de la manière la plus évidente; en effet, il y est dit que les juges de paix connaissent des actions mentionnées au § 1er de l'art. 5 de la loi de 1838, seulement « *lorsque les droits de propriété et de servitude ne sont point contestés.* »

1338. Si l'exception opposée à la demande repose sur la possession, il n'y a pas lieu, pour le juge de paix, d'opérer le renvoi du procès, puisque, comme nous le verrons bientôt, il est le juge du possessoire; il a donc, dans ce cas, compétence pour statuer sur le tout, exception et fond du litige (3).

1339. 2° Dommages aux champs. — Les dommages dont il est question ici, et dont on peut poursuivre la réparation civile devant le juge de paix, sont les dégâts faits aux champs, fruits et récoltes soit dans le dessein de nuire, soit par négligence ou imprudence. Nous avons déjà eu l'occasion de parler de quelques-uns de ces dégâts (4), desquels, d'ailleurs, il nous paraît difficile de donner une énumération complète. Il suffira de dire qu'on doit considérer comme tel et comme entraînant une réparation civile de la compétence du juge de paix tout fait de l'homme qui porte dommage aux fruits et récoltes, qu'il soit causé par son fait médiat ou immédiat (5). Ainsi le propriétaire lésé a également une action pour ce dommage causé à sa récolte, que le feu y ait été directement mis par un incendiaire ou qu'il y ait pris par la négligence de ceux qui auraient établi, dans les environs, un foyer pour s'y chauffer. — Il en serait encore de même, si en mettant obstacle au cours d'une rivière, ou en surélevant les eaux d'un étang, l'on avait occasionné une inondation préjudiciable aux champs envahis par les eaux (6). Il y a encore un dommage apporté aux champs et récoltes, lorsque des manufactures et ateliers, par des exhalaisons insalubres, endommagent les fruits et récoltes environnantes, ou rendent improductifs les

(1) Carou, t. I, p. 296 et suiv.; Millet, *Bornage*, p. 494; Benech, *Traité des just. de paix*, p. 176.

(2) Cass. 22 juin 1842 (Lacoume).

(3) Curasson, p. 458. — (4) Cass. 23 mai 1831 (Villemain).

(5-6) Cass. 18 nov. 1817 (Delorme); *id.* 26 janv. 1847 (Delorme).

champs qui les avoisinent (1). Toutefois, si, dans ce dernier cas, en outre de l'indemnité pour le dégât actuel et déjà accompli, le propriétaire lésé demandait des dommages-intérêts à raison de la perte permanente, autrement dit de la dépréciation que le voisinage de l'atelier insalubre fait subir à son fonds, l'action, ainsi engagée et compliquée, sortirait des attributions du juge de paix (2); il s'agirait, d'ailleurs, bien plutôt d'un dommage résultant de l'état des lieux que du fait de l'homme.

1340. En outre des dégâts provenant du fait de l'homme, le juge de paix, nous l'avons vu plus haut, connaît des dégâts causés aux champs, fruits et récoltes par les animaux (3). Et ici il n'y a pas lieu de distinguer entre ceux qui sont causés par les animaux domestiques (4) et ceux qu'occasionnent certains animaux, sauvages de leur nature, que l'homme place sous sa mainmise (5). Nous avons dit, en parlant des uns et des autres, quand et comment les maîtres de ces animaux en sont responsables.

1341. Souvent le fait de l'homme dommageable aux champs et les dégâts causés par les animaux constituent, les premiers, soit un crime ou un délit; les seconds, soit un délit ou une contravention de la part du maître de l'animal. La partie lésée peut alors se pourvoir comme partie civile devant les tribunaux criminels ou correctionnels, et provoquer l'action publique, sinon y joindre la sienne; mais, si elle ne l'a point fait, elle peut, d'autre part, se pourvoir devant le juge de paix, pour obtenir la réparation purement civile dont nous venons de tracer les règles.

1342. Cette action pour dommages aux champs, aux fruits et récoltes peut être introduite non-seulement par le propriétaire, mais encore par le fermier qui, ayant la jouissance du sol et profitant de ses produits, est directement lésé dans ses intérêts et dans ses droits par les dégâts dont il s'agit ici (6).

1343. 3° Élagage. — Alors que nous avons parlé des plantations intermédiaires, nous avons vu que le maître de l'héritage au-dessus duquel avancent des branches peut en demander et en

(1) Cass. 19 juillet 1826 (Lebel). — (2) Cass. 3 mai 1827 (Rigaud); Nancy, 14 janvier 1830 (Ancelon). — (3) Voir n° 1336. — (4) Voir n°s 884-889, 1218, 1223. — (5) Voir n°s 1248, 1251. — (6) Curasson, t. I, p. 480.

obtenir l'émondage, encore bien que les arbres et les haies auxquels il s'agit de toucher soient plantés à la distance légale (1).

1344. Comme il ne s'agit point ici d'une action possessoire, le juge de paix serait encore compétent pour connaître de l'action en élagage, quand même les branches dont on réclamerait l'émondage s'étendraient, depuis plus d'une année, au-dessus du terrain du demandeur. Nous avons établi, d'ailleurs, que cette extension, quelque prolongée qu'elle fût, ne saurait former la base d'une possession légale.

1345. 4° Curage. — Sous le rapport du curage, la compétence du juge de paix s'étend non-seulement à tous les fossés de délimitation, desséchement, etc., mais encore à tous les cours d'eau naturels ou artificiels. C'est dans ce sens que tous les jurisconsultes entendent le mot *canaux* dont se sert l'art. 5 de la loi de 1838. A la vérité, nous avons vu que le curage des cours d'eau était dans les attributions de l'administration, laquelle a mission et pouvoir de prendre toutes mesures pour assurer, au point de vue général, le libre cours des eaux (2). Aussi ne sera-ce que dans des cas urgents, et le plus souvent quand, un intérêt privé se trouvant seul lésé, l'administration n'aurait ni le temps ni la volonté d'intervenir, que le juge de paix sera requis, par un riverain, d'ordonner l'enlèvement des obstacles apportés à l'écoulement des eaux non navigables ni flottables.

§ 5. — *Action relative aux réparations locatives des fermes.*

1346. Les juges de paix connaissent également sans appel jusqu'à la valeur de 100 fr., et à charge d'appel, à quelque valeur que la demande puisse s'élever, des réparations locatives des fermes, mises par la loi à la charge du locataire (3). Or ces réparations sont, outre celles que mentionne l'art. 1754 du code civil, celles que désigne l'usage local; nous en avons parlé en temps et lieu (4).

1347. Quant aux réparations locatives autres que celles mises à la charge du fermier par la loi et l'usage local, et dont l'obligation

(1) Voir n° 322 et suiv. — (2) Voir n° 681.
(3) 5, 2°, L. 25 mai 1838. — (4) Voir n° 449 et suiv.

résulterait, pour lui, d'une stipulation expresse au contrat, elles sortent des attributions *spéciales* des juges de paix; elles ne peuvent lui être déférées qu'en vertu des règles de sa compétence *générale*, c'est-à-dire que si la valeur n'excède pas 100 fr. en dernier ressort, et 200 fr. à charge d'appel.

1348. Si le législateur n'a parlé, dans la loi de 1838, que des réparations locatives « *des fermes*, » ce n'est pas qu'il ait voulu restreindre la compétence du juge de paix à celles qui devraient être effectuées seulement dans les bâtiments de l'exploitation agricole; il a certainement entendu comprendre dans ce mot *ferme* tout ce qui compose l'exploitation agricole elle-même, c'est-à-dire le domaine rural. Ainsi le juge de paix peut statuer sur les réparations que, d'après l'usage des lieux, le fermier est tenu de faire aux ustensiles aratoires qui garnissent les bâtiments, et aux fonds de terre eux-mêmes.

§ 6. — *Actions relatives aux gage et salaire des gens de travail.*

1349. Les juges de paix connaissent sans appel jusqu'à la valeur de 100 fr., et à charge d'appel, à quelque valeur que la demande puisse s'élever, des contestations relatives aux engagements respectifs des gens de travail au jour, au mois et à l'année, et de ceux qui les emploient, des maîtres et des domestiques ou gens de service à gages (1). Nous avons eu l'occasion d'examiner ce qu'il fallait entendre par ces mots : gens de travail, domestiques ou gens de service à gages; et il en est résulté cette remarque, qu'il ne faut pas comprendre sous ces dénominations les ouvriers qui travaillent *à la tâche* et *à prix fait;* ces travailleurs doivent être considérés comme entrepreneurs et sortent, à ce titre, du nombre des justiciables des juges de paix (2).

1350. Pour que la contestation entre le maître et l'ouvrier agricole ou le domestique soit de la compétence de ce magistrat, il est nécessaire qu'elle se rapporte à leurs engagements respectifs; il n'en serait point ainsi, si elle s'élevait à propos de faits ou de conventions étrangers au contrat de louage de travail intervenu entre eux, comme si le domestique actionnait son maître soit en resti-

(1) 5, 3°, L. 25 mai 1838. — (2) Voir n° 526 et suiv.

tution d'objets mobiliers à lui appartenant et que celui-ci aurait retenus (1), soit en remboursement d'avances faites pour son compte. Dans le premier cas, en effet, lorsqu'il réclame des objets dont il prétend que son maître est détenteur, le débat porte sur un dépôt qui, soit pour la preuve, soit pour la compétence, est soumis aux règles du droit commun. Dans le second cas, il s'agit des suites d'un mandat ou d'une gestion d'affaires qui sortent également des limites de la compétence attribuée aux juges de paix.

§ 7. — *Actions possessoires.*

1351. Les juges de paix connaissent, mais toujours à charge d'appel, des entreprises commises dans l'année sur les cours d'eau servant à l'irrigation des propriétés et au mouvement des usines et moulins, sans préjudice des attributions de l'autorité administrative, dans les cas déterminés par les lois et par les règlements; des dénonciations de nouvel œuvre, complaintes, actions en réintégrande, et autres actions possessoires fondées sur les faits également commis dans l'année (2).

Les actions possessoires sont les actions spécialement protectrices du fonds rural et des droits qui y sont attachés; aussi croyons-nous devoir les traiter avec une certaine étendue et entrer, à leur sujet, dans de nombreux détails.

ARTICLE 1er.

Nature et objet des actions possessoires.

1352. L'action possessoire est, en général, une demande formée par celui qui a la jouissance légale d'un fonds ou d'un droit immobilier afférent à ce fonds, pour se faire maintenir ou réintégrer dans sa jouissance en cas de trouble ou d'éviction; elle concerne uniquement la possession du fonds ou du droit immobilier, c'est là son seul objet, et c'est par là qu'elle se distingue de l'action *pétitoire*, dont le but est la revendication de la propriété. Le propriétaire, troublé dans sa jouissance, a le choix entre l'une ou l'autre; mais il ne saurait les cumuler (3).

(1) Cass. 22 frim. an IX (Arnoudet); — Curasson, t. I, p. 557. — CONTRA, Duranton, t. XVII, n° 239. — (2) 6, L. 25 mai 1838. — (3) 25 C. proc.

1353. Toutefois c'est l'action possessoire qui, la première, se présente à lui, et il importe qu'il ne la laisse pas de côté sans des motifs graves; car il ne pourrait plus y revenir, une fois qu'il aurait introduit une action pétitoire. « Le propriétaire d'une chose ne doit avoir recours à l'action de revendication que lorsqu'il a perdu entièrement la possession de cette chose; s'il y est troublé par quelqu'un, il a un très-grand intérêt d'intenter contre celui qui le trouble l'action en complainte possessoire, plutôt que l'action de revendication; et pareillement, s'il avait été dépossédé par violence, il a un très-grand intérêt de se pourvoir par l'action possessoire, qu'on appelle l'action de réintégrande, plutôt que par une demande en revendication. La raison est que, lorsqu'on en vient au pétitoire, il y a beaucoup plus d'avantage à être le possesseur de la chose qui fait l'objet du procès qu'à être le demandeur; celui-ci étant chargé de prouver son droit de propriété dans cette chose; au lieu que le possesseur n'a rien à prouver de son côté, et est toujours présumé et réputé propriétaire, jusqu'à ce que le demandeur ait pleinement prouvé et établi son droit de propriété (1). »

ARTICLE 2.

Des différentes espèces d'actions possessoires.

1354. La loi de 1838, après avoir, par son art. 6, placé dans les attributions des juges de paix nommément les actions relatives aux entreprises commises dans l'année sur les cours d'eau, lesquelles, du reste, n'ont rien de spécial et ne diffèrent en rien, quant à leur nature et à leur objet, de celles dont il va être parlé, ajoute que ces magistrats connaissent *des dénonciations de nouvel œuvre, complaintes, actions en réintégrande et* AUTRES *actions possessoires*. Ces derniers mots sont évidemment surabondants; car toute action possessoire, quels que soient les objets à l'occasion desquels elle est introduite, n'est jamais autre que la complainte, la réintégrande ou la dénonciation de nouvel œuvre.

1355. 1° COMPLAINTE. — C'est la dénomination que prend l'action possessoire lorsque le possesseur, sans avoir été dépossédé, est

(1) Pothier, *Propriété*, n° 307.

cependant troublé dans la jouissance de son droit par une entreprise, un acte quelconque qui sont une attaque dirigée contre ce droit.

1356. 2° Réintégrande. — On désigne ainsi l'action possessoire qui a pour but d'obtenir la réintégration, lorsqu'on a été dépossédé par violence ou voie de fait (1).

1357. Bientôt nous verrons qu'en principe les actions possessoires ne peuvent être introduites que par ceux qui ont une possession dont les caractères ont été déterminés par la loi, et dont la durée a été prolongée pendant une année au moins. Or une question très-controversée est celle de savoir si la réintégrande n'est pas une action possessoire toute spéciale, qui, à raison de son caractère particulier, ne serait pas soumise aux mêmes conditions de possession que les autres. En d'autres termes, la réintégrande ne peut-elle pas être exercée par cela seul qu'il y a eu dépossession, sans que celui qui l'intente ait besoin de justifier d'une possession annale? — Dans le sens de l'affirmative, on dit : sous l'empire de l'ancienne jurisprudence, la réintégrande se donnait à celui qui avait été dépouillé violemment de son héritage, par cela seul qu'il avait la simple détention au moment de l'éviction. Or ce principe n'a reçu aucune atteinte de la loi du 24 août 1790; cette loi n'a innové que sous le rapport de la compétence qu'elle a attribuée au juge de paix. Le code de procédure, qui vint ensuite, n'exigea la possession annale que pour les actions possessoires qui résultent d'un « trouble ; » il ne statua donc pas pour celles qui sont motivées par une dépossession violente. Ce code, d'ailleurs, n'est pas destiné à régler le fond du droit, mais seulement le mode suivant lequel s'exerce l'action. En outre, la réintégrande n'a pas pour unique objet le rétablissement de la possession; de nos jours comme sous l'empire de l'ancienne jurisprudence, elle tend à la réparation d'un délit, la violence : *spoliatus ante omnia restituendus*, celui qui est dépossédé doit, avant toute chose, être restitué; ainsi le veulent l'ordre et la sécurité publics. Ce dernier motif, ajoutent les partisans de l'affirmative, explique suffisamment pourquoi la

(1) Ord. 1667.

réintégrande a des règles spéciales et diffère, sous quelques rapports, des autres actions possessoires (1). — L'opinion contraire s'appuie principalement sur l'art. 23, c. proc., disposant que ceux-là seulement sont recevables à intenter les actions possessoires qui sont en possession *depuis une année* au moins. Dans cet article, dit-on, le mot *trouble* est générique et s'applique certainement à l'éviction. Et d'ailleurs, quand de tout temps la grande division des actions possessoires a été celle des complaintes et des réintégrandes, comment supposer que les rédacteurs de cet article, en parlant des actions possessoires, n'aient pas eu la pensée d'y comprendre la complainte et la réintégrande? Vainement objecterait-on l'ancienne jurisprudence et la maxime *spoliatus*, etc.; cette maxime, qui nous vient du droit canonique, n'y a jamais été entendue aussi rigoureusement qu'on voudrait l'entendre aujourd'hui; on en appliquait le bénéfice à ceux qui étaient dépouillés d'une possession légale, mais jamais à ceux qui perdaient une possession dépourvue des conditions voulues (2). — Nous nous rangeons à cette dernière opinion.

1358. 3° DÉNONCIATION DE NOUVEL OEUVRE. — C'est ainsi qu'on nomme l'action possessoire dont l'objet est d'empêcher la continuation ou de faire ordonner la destruction de travaux nouvellement pratiqués par un tiers sur notre fonds ou sur son propre héritage, lorsque ces travaux nous troublent dans l'exercice d'un droit dont nous avions la possession légale. D'après la jurisprudence actuelle de la cour de cassation (3), laquelle, d'ailleurs, est, sur ce point particulier, suivie par les auteurs les plus recommandables (4), la dénonciation de nouvel œuvre, simple variété de

(1) Cass. 19 août 1839 (Toudouze); *id.* 23 nov. 1846 (Pairault). — Henrion de Pansey, *Comp. des juges de paix*, chap. 52; Duranton, t. IV, n° 216; Carou, *Act. poss.*, n° 60.

(2) Toullier, t. XI, n° 126; Troplong, *Prescript.*, t. I, p. 305; Curasson, t. II, p. 37; Augier, *Encyclop. juges de paix*, v° *Act. poss.*, sect. 2, § 6.

(3) Cass. 27 mai 1834 (Lebon); *id.* 17 juin 1834 (Seguier); *id.* 30 janvier 1837 (Monnier); *id.* 5 fév. 1838 (de Villebresme); *id.* 20 juin 1843 (Mouline).

(4) Merlin, *Quest.*, v° *Dénon. de nouv. œuv.*; Garnier, *Act. poss.*, p. 12 et 28; Daviel, *Cours d'eau*, 471; Curasson, t. II, p. 24; Chauveau sur Carré, quest. n° 109 *bis*; Augier, *Encycl. des jug. de paix*, v° *Dénon. de nouv. œuv.*

l'espèce des actions possessoires, est soumise aux mêmes règles et conditions que la complainte.

ARTICLE 3.

Conditions nécessaires pour que ces actions puissent être exercées.

1359. L'introduction d'une action possessoire suppose que le demandeur jouit d'une possession qu'il a le droit de faire respecter, et que cette possession est l'objet d'une attaque. *La possession, le trouble,* voilà donc deux conditions de cette introduction desquelles il importe de bien déterminer les caractères.

1360. 1° Possession..... — La possession, qui, alors qu'elle se trouve mise en question ou supprimée, motive l'action possessoire, est la possession civile, c'est-à-dire celle qui réunit tous les caractères exigés pour pouvoir servir de base à la prescription, la durée exceptée (1) : elle doit être, en conséquence, continue et non interrompue, paisible, publique, non équivoque (2) ; il faut, en outre, qu'elle soit annale et qu'elle n'ait pas cessé depuis plus d'une année (3).

1361. ... *continue.* — La possession est continue tant qu'il n'est pas établi que le possesseur a eu l'intention de l'abandonner. Il n'importe donc pas que les faits de possession soient discontinus, séparés par un intervalle de temps, si l'on ne prouve pas que, durant cet intervalle et depuis plus d'un an, la volonté de posséder a cessé de subsister chez celui qui veut se prévaloir de ces faits.

C'est là l'application du principe d'après lequel le possesseur actuel qui prouve avoir possédé anciennement est présumé avoir possédé dans le temps intermédiaire, sauf la preuve contraire (4).

1362. ... *non interrompue.* — La possession doit être non interrompue, caractère qui diffère du précédent ; car, tandis que la non-continuité résulte de l'inaction volontaire du possesseur, qui ainsi perd sa qualité, l'interruption s'entend plus particulièrement d'une solution de possession occasionnée par le fait d'un tiers, ou encore de la reconnaissance des droits du propriétaire faite par le possesseur lui-même.

(1) Locré, *Législ. civ.*, t. XXI, p. 558. — (2) Voir 2229 C. C. — (3) 23 C. proc. — (4) 2235 C. C.

1363. ... *paisible.* — La possession n'a jamais ce caractère quand elle est acquise et conservée avec violence et artifice, et c'est ce qui arrive quand le possesseur a recours aux voies de fait pour entrer en possession et quand il est obligé d'employer des actes de répression pour se maintenir contre les tentatives du propriétaire qui veut ressaisir ce qui lui appartient. Les actes de violence ne pouvant fonder une possession utile, celle-ci ne commence que lorsque la violence a cessé (1).

1364. ... *publique.* — La possession entachée de clandestinité n'a point de vertu acquisitive ; elle n'existe avec cet effet que quand, ainsi que le dit une ancienne coutume, « aucun a joui, à titre de bonne foi, franchement et paisiblement, au vu et sçu de tous ceux qui ont voulu voir et sçavoir, d'aucun héritage (2). » Toutefois le vice de clandestinité est purgé dès que la possession devient publique et manifeste (3).

1365. ... *non équivoque.* — Est équivoque la possession qui n'est pas exclusive de toute autre, et dont le caractère est tel, qu'il y a doute, si on l'exerce pour soi comme maître, ou pour autrui comme fermier (4).

1366. ... *à titre de propriétaire.* — Pour qu'on puisse être considéré comme jouissant d'une possession à ce titre, il faut que cette possession se manifeste par des actes tellement caractéristiques du droit de propriété, qu'ils ne puissent être confondus avec des actes de pure faculté et de simple tolérance (5).

1367. On est toujours présumé posséder pour soi et à titre de propriétaire, s'il n'est prouvé qu'on a commencé à posséder pour un autre ; mais, quand on a commencé à posséder pour autrui, on est toujours présumé posséder au même titre, s'il n'y a preuve du contraire (6).

1368. ... *annale.* — Il faut que l'on soit en possession par soi ou par les siens, depuis une année au moins ; sinon l'on ne serait pas

(1) 2233 C. C. — (2) 170 cout. de Melun.
(3) Troplong, *Prescrip.*, n° 357 ; Duranton, t. XXI, n° 214. — CONTRA, Dunod, p. 32 ; Pothier, *Possess.*, n° 28.
(4) Voir n° 453. — (5) 2232 C. C.
(6) 2230, 2231 *id.*

recevable dans son action (1). C'est à la durée annale de la possession qu'est attachée la présomption de propriété qui donne le droit de se faire maintenir en jouissance.

1369. Autrefois la durée de la possession devait être d'un an et *un jour;* il suffit aujourd'hui, sous l'empire de la loi actuelle, que l'année soit accomplie (2).

1370. ... *n'ayant pas cessé depuis plus d'un an ; annalité de l'action.* — Si la jouissance avait cessé depuis plus d'un an, le nouveau détenteur, ayant désormais la possession annale, pourrait se prévaloir, à son tour, de la présomption de propriété; il se maintiendrait, par conséquent, dans sa possession jusqu'à ce qu'il l'ait vue disparaître par suite d'une action pétitoire. Telle est la raison de la disposition qui veut que l'action possessoire ne soit plus recevable lorsqu'elle n'a pas été formée dans l'année du trouble (3).

1371. 2° Trouble. — Le trouble est tout obstacle causé à la possession ; il est de fait ou de droit : « trouble s'entend non-seulement par voie de fait, mais aussi par dénégation judiciaire (4). »

1372. Le trouble est de droit lorsque, dans un acte tel que contrat de vente, bail à ferme, etc., ou dans un exploit, comme dans une citation, saisie, commandement, un tiers prend la qualité de propriétaire de votre terrain, ou vous dénie, et révoque en doute le droit sur lequel s'appuie votre jouissance. Le trouble de droit le plus fréquent est celui qui résulte d'un procès-verbal dressé dans l'intérêt d'une tierce personne par le garde forestier ou champêtre contre un individu en possession. Ce dernier peut, dans ce cas, se pourvoir par la voie de la complainte avant qu'il soit traduit devant le tribunal correctionnel ou de police, ou même après qu'il y a été traduit. Dans ce dernier cas, le juge de la répression surseoit à prononcer en le renvoyant préalablement à fins civiles (5).

1373. Le trouble est de fait lorsque l'obstacle apporté à la possession est matériel et physique. Tel est l'établissement d'un fossé,

(1) 23 C. proc. — Voir n° 1357.
(2) Cass. 19 mars 1834 (Boucherot). — Contra, Curasson, t. II, p. 77.
(3) 23 C. proc.
(4) Loisel, *Institut.*, liv. 4, tit. 5, règl. 12.
(5) Curasson, t. II, p. 6 et 16. — Cass. 10 janv. 1827 (Martin).

d'une clôture quelconque par lesquels on empiète sur le terrain dont un autre jouit. Nous avons même vu que le trouble pouvait résulter de travaux effectués sur le terrain du défendeur, s'ils avaient pour effet ou de faire subir une servitude au fonds du demandeur, ou de supprimer l'exercice d'un droit existant sur le fonds voisin et dont il avait la jouissance (1). Lorsque le trouble va jusqu'à la dépossession, il se nomme éviction et motive l'action en réintégrande.

ARTICLE 4.

Des choses qui, en matière rurale, peuvent être ou non l'objet des actions possessoires.

1374. Nous avons vu que les actions possessoires ont pour objet la possession *légale* d'un *fonds* ou d'un *droit immobilier* attaché à ce fonds ; nous n'avons plus ici qu'à tirer les conséquences de ce principe. Il en résulte d'abord que l'action possessoire ne peut avoir pour objet des choses mobilières par leur nature, et qu'elle ne peut être exercée qu'autant que la possession réclamée est susceptible de servir de base à la prescription.

1375. 1° ENTREPRISES CONTRE LE DOMAINE PUBLIC. — Les objets qui ont pour destination l'usage du public étant imprescriptibles, il s'ensuit qu'ils ne peuvent être l'objet d'une action possessoire. Tels sont tous les cours d'eau navigables et flottables, avec leurs lits et leurs berges ; les routes, chemins vicinaux, — et même les voies rurales (2) ; en un mot, tous les chemins publics, avec leurs fossés, bords, tant qu'en dure la destination publique ; les fontaines formant des abreuvoirs et lavoirs consacrés à l'usage commun dans les termes de l'art. 543, c. civ. (3). Mais cette impossibilité d'user de l'action possessoire n'existe que pour le particulier qui, prétendant conserver la jouissance d'une portion du domaine public, voudrait s'y faire maintenir en possession ; car rien n'empêche l'administration d'intenter, à l'occasion des immeubles domaniaux, une action possessoire contre tout usurpateur qui prétendrait s'en emparer.

1376. 2° USURPATION DE TERRES, DE CHEMINS PRIVÉS. — L'ob-

(1) Voir n° 1358. — (2) Voir n° 611. — (3) Voir n° 716 et suiv.

jet le plus fréquent de l'action possessoire, ce sont les usurpations de terre (1), et par ce mot il faut entendre toutes les entreprises qui sont faites sans droit sur le sol susceptible d'appropriation privée, à quelque destination agricole qu'il soit, d'ailleurs, consacré. Ainsi le voisin entre sur ma propriété, il y fait des travaux ou des labours, il y coupe la récolte, y marque des arbres qu'il frappe de son marteau, ce sont là autant d'usurpations sur mon fonds que j'ai le droit de faire cesser par la complainte. Il en serait de même encore, si le voisin prétendait à un droit de passage sur un chemin qui m'appartient exclusivement, ou s'il mettait obstacle à mon passage sur un chemin d'exploitation dont la propriété nous est commune, dans le but de s'en réserver la jouissance exclusive.

Une autre circonstance motive fréquemment la complainte en matière de chemins, c'est quand une commune prétend avoir acquis la possession d'une voie qui, originairement, était privée; mais nous avons dit plus haut que le simple passage des habitants, prolongé durant le temps voulu par la loi, ne suffirait pour donner droit à la commune, qu'il fallait, en outre, que ce passage fût accompagné de certaines circonstances desquelles il tirât le caractère de jouissance à titre public (2).

1377. 3° USURPATION D'ARBRES, HAIES, FOSSÉS ET AUTRES CLÔTURES.— L'usurpation, dans ces différentes circonstances qui sont énoncées au code de procédure, art. 3, n'a rien qui diffère, en réalité, de l'usurpation de terrain dont il vient d'être parlé. Quand on frappe un arbre de sa marque particulière, ou bien quand, sous prétexte que l'on a la mitoyenneté, on commet une entreprise sur une clôture, quelle qu'en soit la nature, dans ces deux cas on porte atteinte à la possession de celui qui jouit du terrain sur lequel est placé l'arbre ou la clôture.

1378. 4° PLACEMENT OU DÉPLACEMENT DE BORNES. — Nous verrons bientôt que le juge de paix connaît de l'action en bornage quand la propriété et les titres ne sont pas contestés (3); mais indépendamment de cette action, dont l'objet est de déterminer, d'une manière apparente et permanente, à l'aide de bornes, les li-

(1) 3 C. proc. — (2) Cass. 14 nov. 1849 (de Franqueville). — Voir n° 622. — (3) Voir n° 1399 et suiv.

mites de deux propriétés contiguës, le juge de paix peut connaître encore d'une action de toute autre nature également relative aux bornes (1). Ainsi mon voisin a, de son autorité privée, posé des bornes sur une ligne qu'il prétend être la séparation de son fonds et du mien. Si cela est vrai, et que le voisin ait réellement planté sa borne à l'extrémité de son champ, je n'ai rien à dire, et, de fait, je ne dis rien; il s'effectue, dès lors, entre lui et moi un bornage amiable. Mais, si je conteste la ligne délimitative qu'il a cru devoir choisir, par le motif qu'il l'a trop avancée sur ma propriété, il y a là évidemment une question d'usurpation de terrain qui doit être déférée au juge de paix dans l'année du trouble. D'autre part, voici une borne qui existe entre mon voisin et moi; celui-là l'a déplacée, ou, mieux encore, l'a fait disparaître. C'est là encore un trouble qui peut motiver l'action possessoire, sans préjudice de l'action criminelle prévue par l'art. 456 du code pénal (2).

1379. Mais qu'arrivera-t-il, si celui qui, dans ce cas, est assigné au possessoire se défend en soutenant que la pierre déplacée ou supprimée n'était pas une borne? — S'il s'agit d'un simple déplacement, nous ne voyons pas que cette défense, même justifiée, puisse, dans la pratique, faire déclarer l'action non recevable. Le déplacement, sinon d'une borne, du moins d'un signe quelconque placé depuis un an au moins par un propriétaire sur la ligne qu'il a ainsi déterminée comme étant l'extrémité de son terrain, est tout au moins une tentative d'usurpation du terrain, et nous venons de voir que cette dernière circonstance suffit pour rendre la complainte admissible. Cette solution sera également applicable dans presque toutes les circonstances où il s'agira de la suppression de bornes, à moins que cette suppression, étant pure et simple, ne soit accompagnée d'aucune tentative d'usurpation de terre. Dans ce dernier cas, il n'y a lieu évidemment à l'action possessoire pour suppression de bornes que si le signe enlevé a réellement le caractère légal de bornes. Or nous croyons qu'il faut, au possessoire, reconnaître ce caractère non-seulement aux bornes qui sont déclarées telles par un acte de bornage amiable ou judiciaire, mais

(1) 3 C. proc. — (2) Voir n° 149.

encore à celles que les propriétaires de l'héritage contigu ont laissées subsister, sans réclamation, durant une année entière.

1380. 5° ENTREPRISES SUR LES EAUX..... — Nous avons vu que les juges de paix connaissent des entreprises commises, dans l'année, sur les cours d'eau servant à l'irrigation des propriétés, et au mouvement des usines et moulins (1).

1381. ... *eaux navigables et flottables*. — Il ne s'agit pas ici évidemment de celles qui seraient tentées sur les cours d'eau navigables et flottables; ces eaux, n'étant point susceptibles d'une possession privée dont on puisse se prévaloir en droit, ne peuvent donner lieu à des difficultés qui nécessiteraient l'arbitrage du juge de paix : il n'y a donc que les entreprises commises sur les eaux susceptibles de propriété, ou soumises à l'usage privatif des riverains, qui motivent des actions possessoires.

1382. ... *sources, eaux pluviales, étangs, réservoirs, puits*. — Le propriétaire des eaux susceptibles de propriété privée, c'est-à-dire des sources, des eaux pluviales, des torrents, des canaux non navigables et fossés, des étangs, réservoirs, abreuvoirs, puits, citernes, etc., a le droit de complainte dans l'année du trouble, si un tiers vient à pratiquer sur son fonds un canal ou fossé de dérivation, ou un autre travail destiné à faciliter la chute et le cours des eaux sur l'héritage limitrophe.

1383. Mais il n'en serait plus de même, et le maître de la source, du puits, etc., ne pourrait se plaindre de la diminution et même du tarissement de ses eaux, si le propriétaire d'un fonds voisin, en fouillant son propre sol pour son utilité particulière et sans l'intention de porter préjudice à autrui, avait coupé les veines d'eau dont le premier profitait. En pratiquant ces fouilles, le voisin n'a rien fait que ce que lui permet l'exercice légitime de son droit de propriété (2), et le préjudice éprouvé par le maître de la source n'est qu'une conséquence indirecte de cet exercice (3).

1384. Nous savons que le maître de l'étang conserve toujours la propriété du sol que l'eau couvre, alors qu'elle est à la hauteur

(1) 6, L. 25 mai 1838. — (2) Voir n° 179.

(3) L. 1, § 12, D. *de aq. et aq. pluv. arc.*; *id.* 24, § 12, D. *de damn. inf.* — Cass. 29 nov. 1830 (Massé).

de la décharge, bien que le volume de l'eau vienne à diminuer (1). En disposant ainsi, la loi s'est constituée gardienne de ce terrain. Il s'ensuit que la jouissance même annale qu'un tiers aurait eue de ce terrain découvert par les basses eaux ne saurait constituer une possession légale qui aurait pour effet de faire repousser l'action en complainte du maître de l'étang (2). — Cette jouissance n'aurait perdu son caractère de précarité que si elle s'était manifestée par des constructions effectuées depuis plus d'un an, dans le but d'empêcher les eaux de revenir baigner la portion de terrain usurpée.

1385. ... *cours d'eau non navigables ni flottables.* — Les riverains de ces cours d'eau, nous l'avons expliqué, n'en ont point la propriété, mais y peuvent exercer un droit privatif d'usage, véritable droit réel, immobilier, qui a la loi pour fondement, et dans la jouissance duquel ils peuvent, en cas de trouble, se faire maintenir ou réintégrer au moyen de l'action possessoire.

1386. Lorsqu'un tiers qui n'a pas droit à l'usage des eaux vient à en user, il résulte de ce fait nouveau un trouble pour ceux auxquels la loi a voulu attribuer la faculté de s'en servir exclusivement ; cela est évident.

1387. Mais en est-il encore de même, quand la prise d'eau est effectuée par un coriverain, lequel, au moyen de cette œuvre nouvelle, prétend commencer à user de la faculté imprescriptible qui lui est accordée par la loi de se servir des eaux dont sa propriété est bordée ou traversée ? N'y a-t-il trouble que si celui-ci, au lieu d'exercer purement et simplement sa faculté légale d'irrigation, en abuse par l'absorption d'une plus grande quantité d'eau que celle à laquelle il a droit? — La cour de cassation, après s'être prononcée dans ce dernier sens (3), est revenue sur cette jurisprudence, et décide aujourd'hui que les entreprises sur les cours d'eau sont susceptibles de faire l'objet d'une action possessoire, alors même que ces entreprises ou le trouble qui en dérive ne constituent pas un

(1) Voir n° 747.

(2) Cass. 23 avril 1811 (Leboutellier).

(3) Cass. 10 fév. 1824 (Ricon). — Carou, *Act. poss.*, n° 356.

abus de jouissance, et n'ont pour origine que l'exercice, par les riverains, de la faculté légale d'irrigation (1).

Nous ne saurions adopter cette dernière jurisprudence d'une manière absolue, et nous croyons qu'il y a lieu, en pareil cas, à examiner si le demandeur qui se plaint de l'entreprise nouvelle de son coriverain exerçait lui-même, depuis plus d'une année, sa faculté d'irrigation, ou si, n'en ayant pas usé, il se trouvait que le cours d'eau était resté pour lui dans l'état d'indivision. Dans cette dernière hypothèse, il nous paraît que l'action possessoire ne saurait être admise; car l'état d'indivision, qu'elle aurait pour but de faire maintenir, ne peut constituer une possession légale. Il n'en est pas de la possession d'un cours d'eau comme de celle d'un mur mitoyen ; la première n'est utile, féconde qu'autant qu'elle est exclusive ; on ne saurait, pour le riverain, la voir dans le stérile avantage qui résulte de ce que les eaux coulent le long de son héritage. Nous avons soutenu cette distinction devant la cour de cassation, qui n'a pas cru devoir l'appliquer aux circonstances de la cause que nous défendions (2).

1588. 6° TROUBLES APPORTÉS A L'EXERCICE DES SERVITUDES.— On peut également se faire maintenir en possession des servitudes dont on a la jouissance annale, pourvu, toutefois, qu'il s'agisse de servitudes qui soient susceptibles d'acquisition par la simple possession ; car c'est seulement dans ce cas, on le comprend, que l'action en maintenue peut avoir une cause et un objet (3). Nous avons exposé quelles servitudes sont ou non prescriptibles; c'est donc à cette partie de notre traité qu'il faut se reporter pour pouvoir distinguer celles qu'il est possible de protéger par l'action possessoire de celles qui ne peuvent y servir de base (4).

Il résultera de cet examen que les servitudes discontinues, ne pouvant s'acquérir que par titre et jamais par la possession même

(1) Cass. 4 mars 1846 (de Saint-Santin) ; *id.* 24 avril 1850 (Menard) ; *id.* 18 juin 1850 (Delezé). — Pardessus, *Servit.*, n° 326 ; Proudhon, *Dom. pub.*, n°s 1447 et 1495.

(2) Cass. 18 juin 1850 (Delezé). — Voir les faits du procès dans Dalloz, 50, 1, 309.

(3) Pardessus, *Servit.*, n° 324 ; Troplong, *Prescript.*, n° 249.

(4) Voir n° 328 et suiv.

immémoriale, ne sauraient motiver l'action dont s'agit, de la part de ceux qui prétendent en conserver la jouissance. A cette règle, cependant, il faut apporter deux exceptions :

1389. La première est le cas où, en matière de servitudes imprescriptibles, le demandeur se prévaut à la fois de la possession annale et d'un titre qui en serait le fondement, et dont l'existence ôterait à la jouissance qu'il invoque concurremment tout caractère de tolérance (1). Dans cette hypothèse, il y a une remarque importante à faire ; c'est que le juge de paix y est tenu non-seulement de constater la possession annale, mais encore d'examiner le titre, pour savoir s'il fait ou ne fait pas cesser la présomption de précaire. Cet examen ne constituerait pas, de sa part, un cumul du pétitoire avec le possessoire, « attendu que le titre, accompagné de la possession, peut en fixer le caractère civil et non précaire ; que la possession, ainsi qualifiée, peut servir de base à l'action possessoire, lors même que le défendeur veut, par cette action, exercer un droit de servitude discontinue ; que, s'il est défendu au juge du possessoire d'apprécier le titre à l'effet décisif de statuer définitivement sur la propriété de l'objet contentieux, il peut, il doit même s'enquérir du titre, à l'effet simple d'éclairer et juger le possessoire (2). »

1390. La seconde exception est le cas où, bien qu'il s'agisse du maintien dans une servitude discontinue par sa nature, cette servitude a une cause légale qui équivaut au titre d'établissement. Ainsi la servitude de passage, en cas d'enclave, peut être l'objet d'une action en complainte de la part du possesseur troublé dans sa possession annale de passage (3).

1391. 7° TROUBLES APPORTÉS A LA POSSESSION DE DROITS PERSONNELS IMMOBILIERS..... — ..... *usufruit, emphytéose.* — L'usufruitier qui jouit du fonds et des servitudes y attachées comme le propriétaire lui-même peut, tout comme ce dernier, défendre sa jouissance, qu'il soit troublé par le nu propriétaire ou qu'il ait à

(1) Cass. 9 mai 1831 (Delahaye) ; *id.* 24 juillet 1839 (Dadé).

(2) Cass. 7 janvier 1829 (Lombard).

(3) Cass. 7 juin 1836 (comm. de Chauvoncourt) ; *id.* 12 déc. 1843 (Fléchet). — Voir n° 367.

subir les attaques des tiers (1). Il en est de même pour l'emphytéote qui jouit de tous les droits utiles de la propriété (2).

1392. ... *usage.* — L'usage fondé en titre est un véritable droit réel, immobilier; il peut donc être l'objet d'une complainte (3).

1393. ... *droit de chasse.* — Que le propriétaire du fonds à qui l'on vient contester le droit de chasse, revendiqué et exercé, à titre de droit personnel et réel, par un tiers, puisse se faire maintenir par l'action possessoire, cela paraît évident; c'est un droit inhérent à la jouissance du fonds que, par ce moyen, il fait respecter. Mais que décider lorsque c'est un tiers qui prétend se faire maintenir contre un propriétaire dans un droit de chasse qu'il soutient posséder sur l'héritage de celui-ci? — Nous croyons qu'il peut se servir de l'action possessoire; car, bien que le droit de chasse ne puisse être séparé perpétuellement du fonds (4), il peut être cependant possédé légitimement par un autre que par le maître du sol comme droit personnel et réel, et à titre d'usage. C'est en cette dernière qualité, et à condition qu'elle soit appuyée d'un titre, que la possession peut en être protégée par la complainte.

1394. ... *droit de pêche.* — A plus forte raison en est-il ainsi pour le droit de pêche, qui, lui, n'est point un attribut naturel de la propriété du fonds et qui peut en être perpétuellement séparé (5).

ARTICLE 5.

Par qui et contre qui peut être intentée l'action possessoire.

1395. Le propriétaire du sol, le bénéficiaire de la servitude, du droit réel immobilier sont ceux qui, évidemment, peuvent intenter l'action possessoire; mais, comme il s'agit ici d'un acte conservatoire et de bonne administration, le propriétaire, le bénéficiaire sont valablement et suffisamment représentés à cet effet par leurs mandataires généraux. C'est ainsi que le mari peut agir pour la femme (6), le tuteur pour son pupille (7), le curateur pour l'absent (8), et le maire pour la commune (9), etc.

(1) Cass. 14 déc. 1840 (Gardel).

(2) Cass. 26 juin 1822 (Bournizieu-Dubourg).

(3) CONTRA, Carou, *Act. poss.*, n° 202 et suiv.

(4) Voir n° 185. — (5) Voir n° 194. — (6) 1428, 1549, 1576 C. C. — (7) Pardessus, *Servit.*, n° 355. — (8) Carou, n° 756. — (9) *Id.* n° 775.

1396. Le nu propriétaire et l'usufruitier peuvent, tous deux séparément ou tous deux simultanément, se pourvoir au possessoire; le trouble s'attaque évidemment aux droits de l'un et de l'autre. Si l'instance a été introduite par l'usufruitier isolément et que celui-ci réussisse, le nu propriétaire tirera parti du succès. Si l'usufruitier a succombé, le propriétaire, en son nom personnel, pourra poursuivre de nouveau, par la voie de la complainte, l'usurpation de son terrain, pourvu, toutefois, qu'il n'ait point laissé s'écouler le délai annal exigé à cet effet. Au cas où il ferait réprimer le trouble, l'usufruitier en aurait le profit (1).

1397. Mais le fermier simple détenteur à titre précaire ne pourrait, alors même qu'il serait troublé dans la jouissance du fonds qui lui a été donné à bail ou d'une des servitudes attachées à ce fonds, introduire une action possessoire (2). Nous avons dit, plus haut, quelle voie il devrait suivre en pareil cas (3). Cependant, s'il avait introduit une action possessoire, il suffirait que le propriétaire y intervînt avant la décision et prît fait et cause, pour que la situation fût régularisée (4).

1398. Jusqu'à présent nous avons vu qui peut intenter l'action possessoire; disons, en terminant, contre qui il faut la diriger. — En principe, on doit diriger l'action contre tout auteur du trouble, *quel qu'il soit*. Ainsi elle est valablement exercée contre le fermier lorsque le trouble est le fait personnel de celui-ci et non du propriétaire (5); contre l'agent, encore bien qu'il prétende n'avoir agi que dans l'intérêt et par l'ordre d'un tiers (6). Dans ces deux cas, les défendeurs ne peuvent conclure à leur mise hors de cause en appelant en garantie l'un son propriétaire, l'autre son mandant.

§ 8. — *Action en bornage.*

1399. Nous avons exposé, plus haut, dans quelles circonstances

(1) Proudhon, *Usuf.*, n°s 1260 et 1266.

(2) Cass. 7 sept. 1808 (Carquille). — Pothier, *Possess.*, n° 100; Merlin, *Rép.*, v° *Complain.*, § 3, n° 7, et *Servit.*, § 35, n° 3; Bioche, *Dict. de procéd.*, v° *Act. poss.*, n° 122. — CONTRA, Belime, *Act. poss.*, n° 309.

(3) Voir n° 444 et suiv.

(4) Cass. 8 juillet 1819 (Ferrand).

(5) Cass. 19 nov. 1828 (Montier). — (6) Cass. 13 juin 1843 (Sol).

il y a lieu à l'action en bornage (1). Or, pour savoir devant quel juge elle doit être portée, ou bien, une fois qu'elle est introduite, par quel tribunal il doit y être statué, il faut examiner si la propriété ou les titres qui l'établissent sont ou non contestés. En cas de contestation sur le droit ou sur les titres de propriété, l'action est de la compétence des tribunaux civils de première instance ; dans le cas contraire, elle appartient, mais à charge d'appel, au juge de paix de la situation du fonds qu'il s'agit de borner (2).

1400. Examinons la portée de la disposition qui n'attribue à ce magistrat la connaissance de l'action de bornage que « si la propriété et les titres qui l'établissent ne sont pas contestés. » Doit-on en conclure que, s'il s'élève le moindre différend entre les parties appelées au bornage sur la position et la direction de la ligne séparative de leurs propriétés contiguës, le juge de paix devra, à l'instant même, se déclarer incompétent? — Mais, admettre cette conséquence, ce serait restreindre outre mesure la mission du juge de paix et ne lui accorder qu'un rôle passif; ce serait lui défendre d'intervenir absolument, à moins qu'il ne se présentât cette circonstance, — impossible à rencontrer, — que les parties fussent constamment d'accord sur tous les points. Or le législateur qui a prétendu faire une loi sérieuse et pratique a nécessairement voulu autre chose ; il a voulu que le juge de paix ne pût être dessaisi que par une question réelle portant soit sur la propriété du terrain, soit sur la validité ou la congruité de titres qu'on prétendrait y faire appliquer (3). Voici des exemples qui feront comprendre ces différences :

Une des parties a, dans son terrain, une contenance plus grande qu'elle ne doit avoir; c'est ce qui résulte de l'arpentage et de l'application des titres. A la suite de cette vérification, cette partie déclare purement et simplement, et sans donner de motifs de son refus, qu'elle ne consent plus au bornage, à moins qu'il ne soit

(1) Voir nº 148.

(2) 6, 2º, L. 25 mai 1838.

(3) Curasson, t. II, p. 339. — CONTRA, Foucher, *Comment. sur la loi de* 1838, p. 295.

effectué conformément à sa possession actuelle et sans aucun retranchement. — Eh bien! comme ce refus ne constitue pas une exception de propriété, le juge de paix doit procéder au bornage et peut l'attribuer à la partie contestante que la contenance portée en son titre, s'il le trouve juste ainsi (1).

Mais supposons maintenant que cette partie ait soutenu son refus, en alléguant avoir acquis la contenance supérieure à son titre soit par prescription, soit en vertu d'un titre postérieur au premier et qu'elle produit, mais dont l'adversaire conteste la valeur et l'interprétation, ou qu'il prétend ne point pouvoir s'appliquer à ce terrain, voici aussitôt la question de propriété et du titre qui se pose et qui, par conséquent, vient dessaisir le juge de paix (2).

1401. Il ne suffit pas, bien entendu, de soulever simplement l'exception de propriété pour que ce magistrat doive se déclarer incompétent, il faut encore que l'exception soit sérieuse et appuyée sur une base matérielle (3). La chambre des requêtes a cependant jugé le contraire, bien à tort, selon nous, dans une espèce où la compétence du juge de paix avait été repoussée par le motif que « les parties avaient réciproquement élevé des prétentions à la propriété d'une partie de leurs fonds respectifs et n'avaient invoqué, ni l'une ni l'autre, aucun titre d'après lequel les bornes pussent être posées. » Or la cour de cassation a repoussé le pourvoi dirigé contre cette décision, « attendu que, dans l'espèce, il est constaté *qu'il y avait absence de titres*, et que les parties contestaient sur l'étendue respective de leurs héritages limitrophes, ce qui donnait évidemment lieu à une question de propriété (4). » Mais ce n'était pas là une raison suffisante de décider; il s'agissait surtout de savoir si cette question était élevée sérieusement. Eh bien! le contraire résultait de ce fait même constaté dans l'arrêt, à savoir que ni l'une ni l'autre des parties n'invoquait *ni titre ni prescription* à l'appui de ses prétentions respectives. Il n'y avait donc au procès, en réalité, qu'une contestation sur la position de

(1) Cass. 19 nov. 1843 (demoiselle Lesueur).
(2) Douai, 19 janv. 1848 (Daumalle). — CONTRA, Millet, *Bornage*, p. 451.
(3) Curasson, t. II, p. 452; de Mongis, *Encycl. du droit*, v° *Bornage*, n° 78.
(4) Cass. 1er février 1842 (Olivier).

la ligne divisoire des deux héritages, et nous venons de voir que ce n'est pas là une véritable question de propriété. L'erreur de droit que nous critiquons dans cet arrêt se retrouve plus flagrante encore dans un arrêt ultérieur de la chambre civile, qui a décidé qu'il suffit, pour dessaisir le juge de paix, d'une articulation pure et simple que l'on conteste la propriété, sans autre développement, et sans indication des motifs et des titres sur lesquels s'appuie la contestation (1).

1402. Depuis la loi de 1838, l'action en bornage ne peut plus être confondue, comme antérieurement, avec les actions possessoires; elle peut être intentée à toute époque, même alors que l'usurpateur est dans le cas d'invoquer la possession annale (2).

1403. Le premier soin du juge de paix devant lequel l'action en bornage est portée doit être de faire expliquer les parties sur leurs prétentions respectives; c'est ainsi qu'il détermine sa compétence.

1404. Quand l'affaire est très-simple, qu'il n'y a aucun débat entre les parties, il peut se servir à lui-même d'expert et de géomètre (3); mais, dès qu'il s'agit d'appliquer des titres et de rechercher des limites incertaines, la difficulté des opérations rend indispensable la nomination d'un ou de plusieurs experts.

1405. En principe, pour fixer la ligne séparative des héritages, on doit s'en rapporter aux titres, aux anciens signes de délimitation (4), à moins qu'il n'y ait prescription contraire. Dans le doute, et quand les documents et les signes font défaut, c'est la possession qui doit servir de base : *In pari causa, melior est conditio possidentis*; à situation égale, il faut se décider pour celui qui déjà est en possession (5).

1406. Le bornage se fait à frais communs, ainsi que nous l'a-

(1) Cass. 12 avril 1843 (Dumet).
(2) De Mongis, *Encycl. du droit*, v° *Bornage*, n° 29.
(3) Barthe, *Disc. de présent.* de la loi à la chambre des pairs.
(4) Voir n° 145.
(5) Curasson, n° 14 et suiv.; Dumay, *Append. au bornage* du précédent auteur; Pardessus, *Servit.*, n° 117 et suiv.

vons vu (1); mais la partie qui a soulevé des difficultés mal fondées doit être condamnée aux frais de l'incident (2).

§ 9. — *Action relative à la distance des plantations.*

1407. Les juges de paix connaissent, à charge d'appel, des actions relatives à la distance prescrite pour la plantation des arbres et des haies (3). Déjà nous avons dit quelle est la distance à laquelle ces plantations peuvent avoir lieu, et comment elle est déterminée par les règlements locaux ou l'usage des lieux, et, à leur défaut, par le code civil (4). C'est pour la répression des infractions qui sont commises contre ces règles qu'il y a lieu d'user de cette action. Ainsi les juges de paix ont compétence pour vérifier quelle distance a été laissée entre l'arbre ou la haie et le fond limitrophe, et ordonner, si l'arbre ou la haie n'en sont pas assez éloignés, qu'ils soient arrachés.

1408. Mais, ici comme pour le bornage, le juge de paix n'a compétence que si la propriété ou les titres qui l'établissent ne sont point contestés; il faut donc appliquer à cette action-ci la plupart des observations que nous avons faites au sujet de celle qui précède. Ainsi il ne suffirait pas de soulever purement et simplement la question de propriété, il faudrait encore la produire sérieusement, et le juge de paix a pouvoir d'apprécier non pas le mérite, il est vrai, mais du moins la valeur de la contestation.

1409. Il y a contestation sur la propriété et les titres qui l'établissent, et le juge de paix doit se dessaisir, par exemple, si le maître de l'arbre dénie à celui qui l'attaque la propriété du sol dont les arbres se trouvent trop peu éloignés, ou si, à l'attaque, le défendeur répond qu'il n'est, lui, propriétaire ni des arbres ni du terrain sur lequel ils sont plantés, etc. (5).

1410. Mais il n'y a pas contestation sur la propriété, lorsque le maître des arbres se prévaut, pour les maintenir à la distance où ils sont placés, simplement de la destination de père de famille, de

(1) Voir n° 146.
(2) Pardessus, *Servit.*, n° 129.
(3) 6, 2°, L. 25 mai 1838.
(4) Voir n° 309 et suiv.
(5) Curasson, t. II, p. 483.

la possession trentenaire, ou même d'une convention antérieure. Le débat, ainsi posé, ne soulève, en effet, que l'appréciation d'une simple question de servitude (1).

SECTION 2.

Attributions extrajudiciaires.

1411. Les attributions non contentieuses des juges de paix sont multiples; dans le nombre, nous allons signaler celles qui ont un rapport direct ou indirect avec les matières rurales.

1412. La plus importante est la conciliation des parties avant l'introduction de la plupart des actions de la compétence des tribunaux civils de première instance, entre lesquelles il faut compter l'action pétitoire, celle qui tend à la revendication du fonds (2).

1413. En outre, il est chargé d'assister à l'introduction, dans l'intérieur des maisons et enclos, des gardes champêtres et forestiers en recherche d'un délit (3); d'ordonner la vente des bestiaux saisis, s'ils ne sont pas réclamés dans les cinq jours qui suivent le séquestre (4); de recevoir l'affirmation des procès-verbaux dressés par les gardes champêtres et forestiers (5); de décerner l'exécutoire pour les frais de l'échenillage, que l'autorité municipale fait exécuter aux dépens des propriétaires contrevenants (6); d'établir, en cas de saisie, dans une ferme, un gérant à l'exploitation, pour soigner le bétail et les instruments aratoires, etc., etc.

CHAPITRE II.

DES ATTRIBUTIONS DES COURS ET TRIBUNAUX CIVILS.

1414. Les attributions des cours et tribunaux civils, en matière rurale, n'ont rien, quant aux motifs de compétence et au mode de jugement, qui les distingue de leurs attributions ordinaires. Nous rappellerons seulement ici qu'en principe c'est aux tribunaux civils qu'appartient la décision de la plupart des actions ayant un intérêt rural dont il vient d'être parlé dans le chapitre précédent. Elles ne

(1) Cass. 13 mars 1850 (Vº Bureau). — CONTRA, *id.* 20 juillet 1847 (Amiot).

(2) Voir nº 1416. — (3) Voir nº 1504. — (4) Voir nºs 1080, 1218. — (5) Voir nº 1525. — (6) Voir nº 1441.

sont attribuées, en effet, qu'à titre exceptionnel au juge de paix et seulement sous certaines conditions, notamment quand elles ne présentent pas les graves difficultés résultant de contestations sur la propriété et sur les titres qui l'établissent (1) : si donc ces contestations existent, c'est aux tribunaux civils de trancher définitivement et l'exception soulevée et le fonds; les juges de paix se trouvent dessaisis de plein droit.

1415. Les appels des actions dont il vient d'être parlé dans le chapitre précédent, quand le juge de paix ne peut en connaître qu'en premier ressort, et notamment les appels des actions possessoires, et de celles relatives au bornage et à la distance des plantations, sont portés devant les tribunaux civils.

1416. Enfin ces tribunaux sont également les juges naturels de toutes les actions pétitoires, c'est-à-dire de celles au moyen desquelles celui qui se prétend propriétaire revendique contre le possesseur la propriété du fonds, ou d'un droit réel immobilier qui y est attaché.

Quand, au préalable, une action possessoire s'est engagée, l'action pétitoire n'est recevable qu'autant que la première a reçu une solution ; c'est là une conséquence du principe qui veut que le pétitoire et le possessoire ne puissent être cumulés (2).

(1) Voir nos 1337, 1399, 1408.
(2) 25 C. proc.

TITRE III.

DE LA POLICE RURALE.

1417. Prévenir, réprimer, c'est là le double but de la police, soit qu'elle ait pour objet le maintien de la paix publique et de l'ordre politique, soit que, remplissant un rôle plus modeste, mais non moins utile, elle tende à conserver la tranquillité et la sécurité des campagnes, et protége le domaine agricole. La police rurale se divise donc en deux branches comme la police générale du pays. — Administrative, elle s'efforce principalement de prévenir les délits. — Judiciaire, elle recherche les délits que la police administrative n'a pu empêcher de commettre, en rassemble les preuves et en livre les auteurs aux tribunaux chargés de les punir (1). « Un exemple rendra cette distinction évidente : un maire prend un arrêté à l'effet de défendre qu'aucun objet de nature à gêner la circulation ne soit déposé sur la voie publique, il fait là un acte de police administrative. — Mais la prescription est enfreinte et la voie publique est devenue impraticable ; le maire constate alors l'infraction par procès-verbal et renvoie le contrevenant devant le tribunal de simple police judiciaire (2). » Nous allons traiter de l'une et de l'autre dans les deux derniers chapitres de cet ouvrage.

CHAPITRE Ier.

DE LA POLICE ADMINISTRATIVE.

1418. Ce sont les maires et les préfets qui sont spécialement chargés de la police administrative des campagnes.

SECTION 1re.

Attributions des maires.

1419. La tranquillité, la salubrité, la sûreté des campagnes doivent être, en général, l'objet de la sollicitude et de la surveillance des maires (3).

(1) 18-20, L. 3 brumaire an IV.
(2) Le Berquier, *Corps mun.*, p. 442. — (3) 9, tit. 2, L. 28 sept. 1791.

§ 1er. — *Tranquillité des campagnes.*

1420. Nous dirons peu de choses sur ce point, qui concerne particulièrement la police en général, le repos et la tranquillité publique. Dans le but de prévenir ce qui pourrait troubler cette tranquillité et d'ôter tout prétexte sérieux aux rixes, disputes, attroupements, tumultes, etc., le maire doit régler ce qui est relatif aux lieux où, à certaines époques, il se fait de grands rassemblements d'hommes, comme les foires et marchés, etc., et dans ce but il doit veiller à la fidélité du débit des denrées qui s'y vendent au poids, à l'aune et à la mesure, etc. (1). Cependant nous avons vu que la police des assemblées dans lesquelles a lieu le louage des domestiques et gens de services agricoles est confiée à la surveillance supérieure des sous-préfets et préfets (2).

1421. C'est également dans le but de prévenir les rixes entre voisins, au sujet des anticipations qui pourraient être commises lors de la vendange, que le soin de faire un règlement appelé *ban* a été confié au maire (3). C'est par un motif semblable que le soin de faire les règlements de glanage, grappillage, râtelage se trouve placé dans ses attributions (4).

§ 2. — *Salubrité des campagnes.*

1422. C'est sous ce titre qu'il faut faire rentrer toutes les mesures que les maires doivent prendre relativement aux inondations, aux eaux stagnantes ou croupissantes, aux fumiers et autres matières donnant des exhalaisons insalubres, au rouissage, à l'enfouissement des animaux morts et aux épizooties.

1423. 1° Inondations. — Les maires peuvent, dans les limites que nous avons indiquées plus haut (5), prendre des arrêtés pour ordonner la destruction de tous obstacles qui, ayant été mis au libre cours des eaux, causeraient des inondations dangereuses, à raison de la quantité d'eau agglomérée ou insalubre, ou de leur stagnation ; le tout sans préjudice de l'action publique pour cause

(1) 3, 2°, 4°, tit. 11, Décr. 16 août 1790.
(2) Voir n° 526.
(3) Voir n° 918. — (4) Voir n° 923. — (5) Voir n° 688.

de contravention, et de l'action civile motivée par le dommage occasionné aux particuliers.

1424. 2° PROPRETÉ DES RUES, ABREUVOIRS ET MARES. — Les maires ont le droit de faire des règlements pour empêcher que les rues, mares, abreuvoirs de leurs communes et autres lieux publics ne soient encombrés et salis par les animaux domestiques. Les mesures les plus généralement prises dans ce but consistent à défendre la divagation des canards, oies et autres volailles dans les rues et abreuvoirs communaux. Dans quelques localités même, il existe des arrêtés qui prescrivent aux personnes qui mènent des cochons à l'abreuvoir d'être munies d'une pelle, d'un panier et d'un balai pour enlever à l'instant les ordures que ces animaux laisseraient sur la voie publique. Ces arrêtés ou d'autres pareils sont obligatoires (1).

1425. 3° FUMIERS, EAUX ET MATIÈRES INSALUBRES. — Les maires peuvent défendre qu'il ne soit fait, dans les rues et dans les propriétés particulières, à des endroits trop rapprochés des habitations, des dépôts de fumiers et autres substances donnant des exhalaisons insalubres et nuisibles : ils ont donc le droit de défendre que, dans un certain périmètre autour d'un groupe d'habitations faisant partie de leurs communes, on fasse usage, comme engrais, de matières fécales qui ne seraient pas rendues inodores par l'un des moyens dont la science dispose; ils empêchent aussi que les propriétaires ne maintiennent, au devant de leurs habitations, des flaques d'eaux ménagères, répandant des exhalaisons insalubres, et ordonnent toutes mesures pour assurer l'écoulement de pareilles eaux.

1426. 4° ROUISSAGE. — Ces magistrats ont également le droit de déterminer les endroits les plus convenables pour le rouissage du chanvre et du lin (2); ils peuvent faire supprimer et combler tout routoir qui ne serait pas à une distance de 100 mètres au moins de toute habitation, route ou chemin.

1427. 5° MALADIES CONTAGIEUSES DES BESTIAUX ET ÉPIZOOTIES; ENFOUISSEMENT DES ANIMAUX MORTS. — Quand un maire est pré-

(1) Cass. 2 juin 1821 (Baillet); *id.* 18 juin 1836 (Lazare).
(2) Cass. 5 février 1847 (Jolly).

venu par un détenteur ou gardien d'animaux ou de bestiaux malades, ou seulement soupçonnés d'être infectés de maladies contagieuses, il doit ordonner immédiatement que l'animal ou le troupeau dont s'agit restera renfermé. Si cependant il était nécessaire que l'animal ou le troupeau sortît, le maire prescrirait les mesures nécessaires pour qu'il ne pût communiquer avec d'autres; par exemple, il lui affecterait spécialement une contrée de pâturage (1).

1428. Pour la circonstance où il ne s'agit plus seulement de cas isolés de maladies, et quand l'épizootie a éclaté, les mesures à prendre par le maire sont indiquées dans différents règlements anciens. Ces règlements, maintenus depuis en pleine vigueur par une ordonnance royale du 27 janvier 1825, avaient été antérieurement résumés dans un arrêté que le directoire exécutif a rendu sous forme d'instruction à la date du 23 messidor an V; en voici les principales dispositions : — « Aussitôt qu'il sera prouvé à l'agent (le maire) que l'épizootie existe dans une commune, il en instruira tous les propriétaires de bestiaux de ladite commune par une affiche posée aux lieux où se placent les actes de l'autorité publique, laquelle affiche enjoindra auxdits propriétaires de déclarer à l'agent le nombre de bêtes à cornes qu'ils possèdent, avec désignation d'âge, de taille, de poil, etc. Copie de ces déclarations sera envoyée au commissaire du directoire exécutif près l'administration municipale du canton (le sous-préfet), et par celui-ci à l'administration centrale du département (le préfet).

« En même temps l'agent municipal fera marquer sous ses yeux toutes les bêtes à cornes de sa commune avec un fer chaud représentant la lettre M. Quand l'administration centrale du département sera assurée que l'épizootie n'a plus lieu dans son ressort, elle ordonnera une contre-marque telle qu'elle jugera à propos, afin que les bêtes puissent aller et être vendues partout sans qu'on ait rien à en craindre.

« Afin d'éviter toute communication des bestiaux de pays infectés avec ceux de pays qui ne le sont pas, il sera fait de temps en

(1) 459 C. pén.; 23, tit. 2, L. 28 septembre 1791. — Voir n° 1239.

temps des visites chez les propriétaires des bestiaux, dans les communes infectées, pour s'assurer qu'aucun animal n'en a été distrait.

« Il est enjoint à tout fonctionnaire public qui trouvera, sur les chemins ou dans les foires ou marchés, des bêtes à cornes marquées de la lettre M de les conduire devant le juge de paix, lequel les fera tuer sur-le-champ en sa présence.

« Pourront, néanmoins, les propriétaires de bêtes saines, en pays infectés, en faire tuer chez eux ou en vendre aux bouchers de leurs communes, mais aux conditions suivantes : 1° il faudra que l'expert ait constaté que ces bêtes ne sont point malades ; 2° le boucher n'entrera point dans l'étable ; 3° le boucher tuera les bêtes dans les vingt-quatre heures; 4° le propriétaire ne pourra s'en dessaisir, et le boucher les tuer, qu'ils n'en aient la permission par écrit de l'agent, qui en fera mention sur son état. Toute contravention à cet égard sera punie de 200 fr. d'amende, le propriétaire et le boucher demeurant solidaires.

« Il est ordonné de tenir, dans les lieux infectés, tous les chiens à l'attache, et de tuer tous ceux qu'on trouverait divaguant. »

1429. Quant à l'enfouissement des animaux morts, c'est un point de salubrité publique sur lequel le maire doit exercer une surveillance active. En temps ordinaire, et quand il ne règne aucune épizootie, les bestiaux morts doivent être enfouis dans la journée à 4 pieds de profondeur par le propriétaire et dans son terrain, ou voiturés à l'endroit *désigné par le maire*, pour y être enfouis, sous peine, par le délinquant, de payer une amende de la valeur d'une journée de travail, et les frais de transport et d'enfouissement (1).

Mais, quand régnera l'épizootie, on prendra de plus grandes précautions ; aussitôt qu'une bête sera morte, au lieu de la traîner, on la transportera à l'endroit où elle doit être enterrée, qui sera, autant que possible, au moins à 50 toises des habitations ; on la jettera seule dans une fosse de 8 pieds de profondeur, avec toute sa peau tailladée en plusieurs parties, et on la recouvrira de toute la terre

(1) 13, tit. 2, L. 6 octobre 1791.

sortie de la fosse. Dans le cas où le propriétaire n'aurait pas la facilité de faire le transport, le maire en requerra un autre, et même les manouvriers nécessaires, à peine de 50 fr. d'amende contre les refusants. Dans les lieux où il y a des chevaux, on préférera de faire traîner par eux les voitures chargées de bêtes mortes ; ces voitures seront lavées à l'eau chaude après le transport. Il est défendu de jeter les animaux morts, en temps d'épizootie, dans les bois, dans les rivières ou à la voirie, et de les enterrer dans les étables, cours et jardins, sous peine de 300 fr. d'amende et de tous dommages-intérêts (1).

§ 3. — *Sûreté des campagnes.*

1430. La sûreté des campagnes et des productions agricoles résulte surtout de l'entretien des voies rurales et municipales en bon état de viabilité ; des mesures à prendre pour prévenir les incendies et les accidents, et pour empêcher les dégâts causés par les animaux malfaisants et les insectes nuisibles.

1431. 1° Voirie municipale et rurale. — En tout ce qui concerne la viabilité et la sûreté des voies publiques comprises sous ce titre, le pouvoir du maire est entier (2). Ainsi il peut prendre des arrêtés pour faire cesser toute anticipation, tout obstacle qui vient rétrécir la largeur de la voie et diminuer les facilités du passage. Par exemple, il peut prescrire aux riverains l'élagage des branches d'arbres ou de haies qui, s'avançant au-dessus de ces chemins, mettent obstacle au libre passage des voitures. Il peut faire exécuter, en outre, le recepage des racines qui pénètrent sur la voie (3). — Mais, nous l'avons vu, il n'aurait plus les mêmes droits en ce qui concerne les chemins privés (4) ; il ne pourrait, à cet égard, prescrire autre chose que la clôture des chemins qui seraient ravinés et dégradés au point d'offrir des excavations dangereuses pour les passants (5).

1432. 2° Incendies. — Les maires peuvent, par des arrêtés, déterminer les précautions à prendre pour prévenir les incen-

(1) Arr. du parlem. 1745 ; 6, Arr. du cons. 1784 ; Arr. du direct. exéc. 27 messidor an V.

(2) 3, 1°, tit. 2, L. 16 août 1790 ; 10, 1°, L. 18 juillet 1837.

(3) Voir n°s 615, 616. — (4) Voir n° 624. — (5) Voir n° 1433.

dies (1). Ils peuvent, notamment, — ordonner, à la suite d'une visite qui aura été annoncée huit jours à l'avance, le ramonage des fours et cheminées auxquels l'on aurait négligé d'appliquer cette mesure, et même les réparations et la démolition de ceux qui se trouveraient dans un état de délabrement tel qu'il pourrait en résulter un incendie ou tout autre accident (2); — défendre aux gens de la campagne de placer leurs pailles et leurs foins en meule plus près des maisons, écuries ou étables que 40 pas de distance; il existe, pour la Bretagne, un règlement spécial sur ce point (3); — défendre aux palefreniers, cochers, garçons de ferme, laboureurs, et tous autres qui ont l'habitude d'entrer, la nuit, dans les écuries, d'y pénétrer à ce moment, à moins d'avoir des lanternes closes; et même d'entrer en tout temps dans les lieux où se trouvent des pailles et des fourrages avec des pipes allumées; — défendre de reconstruire les toits avec du chaume et autres matières semblables; cette interdiction est obligatoire (4); — ordonner des rondes de nuit pour prévenir les incendies, et apprécier les excuses de ceux qui se refuseraient à ce service (5).

1433. 3° Excavations. — Les maires peuvent ordonner la construction d'une clôture autour des fossés, des puits, des mares, carrières, et autres excavations qui peuvent compromettre la sûreté publique et la vie des passants (6).

1434. 4° Divagation des chiens et autres animaux. — Aux époques où la rage se manifeste le plus fréquemment chez les animaux, le maire peut défendre la divagation des chiens, etc.; — il peut aussi défendre l'abandon et la divagation, dans les champs, des chevaux entiers et des taureaux sans entraves ou sans billots, comme aussi l'abandon et la divagation des porcs, etc.

1435. 5° Conduite des animaux dans les rues et aux abreuvoirs publics. — Dans la plupart des localités, les maires pren-

(1) 3, 5°, tit. 2, L. 16 août 1790.
(2) 9, tit. 2, L. 28 septembre 1791.
(3) Duparc-Poulain, *Princip.*, t. VIII, p. 125.
(4) Cass. 9 novembre 1850 (Roger).
(5) Cass. 22 juillet 1819 (Grené).
(6) Ord. de police 15 nov. 1784; 3, tit. 11, L. 24 août 1790. — Cass. 3 mai 1850 (Tronchet).

nent des arrêtés qui défendent de faire mener dans les rues ou à l'abreuvoir plus de deux ou trois chevaux à la fois par une seule personne, ou bien encore qui prescrivent de les y mener deux à deux et au pas. Mais la première de ces prescriptions ne saurait jamais s'appliquer aux cochers et palefreniers *de la poste*. Une déclaration du roi du 28 avril 1782 a établi en faveur de ces derniers une dérogation en vertu de laquelle chacun d'eux, quelles que soient les défenses faites à ce sujet dans la localité, peut, en revenant de course, ramener six chevaux et en conduire quatre au moins à l'abreuvoir. Cette dérogation n'a point cessé d'être en vigueur (1).

1436. 6° ECHENILLAGE. — Tout propriétaire, fermier, locataire et autres, faisant valoir leurs propres héritages ou ceux d'autrui, sont tenus d'écheniller ou de faire écheniller les arbres situés sur ces héritages; il leur est enjoint de brûler sur-le-champ les bourses et toiles qui sont tirées des arbres, haies et buissons, et de choisir, pour cette opération, un lieu où il n'y ait aucun danger de communiquer le feu soit aux bois, arbres et bruyères, soit aux maisons et bâtiments (2).

1437. Le 20 janvier de chaque année, la loi du 26 ventôse an IV, qui règle l'échenillage, doit être publiée dans toutes les communes, par les maires, sur la réquisition du préfet, à peine de responsabilité en cas de négligence (3).

1438. Aussitôt l'avertissement donné, les habitants du lieu doivent faire procéder à l'opération prescrite, laquelle doit être exécutée le 20 février au plus tard. Ceux qui n'auraient pas échenillé sont passibles d'une amende de 1 à 5 fr. inclusivement (4).

1439. L'avertissement préalable nous paraît nécessaire pour constituer la contravention. Il n'y aurait donc pas lieu d'appliquer l'amende aux individus d'une commune où la loi de l'an IV n'aurait pas été affichée à l'époque indiquée plus haut, et où le maire, à défaut de la publication de cette loi, n'aurait pas au moins pris un arrêté pour ordonner l'échenillage (5).

(1) Cass. 8 septembre 1809; *id.* 26 mars 1842 (Cagnet et Petit).
(2) 1, 2, L. 26 ventôse an IV. — (3) 4, 5, 8 *id.* — (4) 471, 8° C. pén.
(5) Favard de Langlade, *Rép.*, v° *Échenill.* — CONTRA, le Berquier, *Corps mun.*, p. 108.

1440. Il est verbalisé contre les contrevenants soit par le maire, soit par l'adjoint, soit par le garde champêtre de la commune, et, comme l'omission qui leur est reprochée constitue une contravention de simple police, les procès-verbaux de constat sont envoyés, dans les trois jours, au commissaire qui fait les fonctions du ministère public près du tribunal de police de la commune ou du canton.

1441. En cas de contravention, les maires ont le droit de faire opérer l'échenillage aux frais de qui de droit, et dans ce cas l'exécutoire des dépenses est délivré par le juge de paix, contre les propriétaires et les fermiers, sur les quittances des ouvriers. Le payement de ces dépenses, bien entendu, ne dispense pas les contrevenants d'acquitter, en outre, l'amende qu'ils ont encourue (1).

1442. En terminant, nous ferons remarquer aux fermiers que l'obligation de faire écheniller pèse exclusivement sur le détenteur de l'héritage rural, à qnelque titre que ce soit; c'est une charge de la jouissance et non de la propriété (2).

1443. Toutefois elle n'est imposée que pour les arbres épars, les haies ou buissons; le propriétaire d'un bois ou d'une forêt ne pourrait être soumis à l'échenillage (3).

SECTION 2.

De quelques attributions des préfets relatives à la police rurale.

1444. Les préfets chargés de pourvoir à la police générale dans l'étendue de leur département peuvent, par cela même, prendre toutes mesures utiles concernant la police rurale; ils auraient même le droit, en cette matière, de suppléer les maires, au cas où ceux-ci refuseraient ou négligeraient de faire un acte prescrit par la loi (4). Mais, en outre de ces attributions générales, il en est certaines toutes spéciales qui leur sont particulièrement dévolues, et à raison desquelles seuls ils peuvent prendre des règlements.

1445. Nous avons eu l'occasion de signaler leur compétence en

(1) 7, L. 26 ventôse an IV.
(2) Le Berquier, *loc. præc.*
(3) *Lettre du minist. des finan.*, 11 avril 1821.
(4) 15, L. 18 juillet 1837.

matière de voirie vicinale (1); nous n'avons donc point à revenir sur ce point autrement que par cette mention.

Voici maintenant leurs autres attributions principales dans la matière qui nous occupe :

§ 1er. — *Police de la chasse.*

1446. Il ne suffit pas, nous l'avons vu, d'être propriétaire d'un terrain ou d'avoir la permission du propriétaire pour pouvoir y chasser; il faut, en outre, avoir obtenu un permis et ne se livrer à cet exercice qu'en temps où il est licite; enfin il faut ne point user d'un mode de chasse prohibé (2). Or la délivrance des permis, les règlements concernant l'époque et certains modes de chasse sont placés parmi les attributions des préfets.

ARTICLE 1er.

Délivrance du permis.

1447. Les permis de chasse sont délivrés, sur l'avis du maire et du sous-préfet, par le préfet du département dans lequel celui qui en fait la demande a sa résidence ou son domicile. Cette délivrance donne lieu au payement d'un droit de 15 fr. au profit de l'État, et de 10 fr. au profit de la commune dont le maire a donné l'avis indiqué plus haut. Ces permis sont personnels ; ils sont valables pour toute la France et pour un an seulement (3). Le jour de la délivrance n'est pas compris dans ce délai d'une année, auquel est fixée la durée du permis (4), de telle sorte que délivré, par exemple, le 1er septembre 1851, un permis sera valable et devra produire effet toute la journée du 2 septembre 1852.

1448. Le permis de chasse *peut être refusé* par le préfet 1° à tout individu majeur qui n'est point personnellement inscrit, ou dont le père ou la mère ne sont pas inscrits au rôle des contributions; 2° à tout individu qui, par une condamnation judiciaire, a été privé de l'un ou de plusieurs des droits énumérés dans l'art. 42, c. pén., autres que le droit de port d'armes ; 3° à tout condamné

(1) Voir nos 240, 605.
(2) 1, 2, L. 3 mai 1844; — Voir n° 182.
(3) 5, L. 3 mai 1844.
(4) Cass. 22 mars 1850 (Pasquet).

à un emprisonnement de plus de six mois pour rébellion ou violence envers les agents de l'autorité publique ; 4° à tout condamné pour délit d'association illicite, de fabrication, débit, distribution de poudre, armes ou autres munitions de guerre, de menaces écrites ou de menaces verbales avec ordre ou sous condition, d'entraves à la circulation des grains, de dévastations d'arbres ou de récoltes sur pied, de plants venus naturellement ou faits de main d'homme ; 5° à ceux qui ont été condamnés pour vagabondage, mendicité, vol, escroquerie ou abus de confiance. — La faculté de refuser le permis de chasse aux condamnés dont il est question dans les paragraphes 3, 4 et 5 cesse cinq ans après l'expiration de la peine (1).

1449. Le permis de chasse ne *doit pas être délivré* 1° aux mineurs qui n'ont pas 16 ans accomplis ; 2° aux mineurs de 16 à 21 ans, à moins que le permis ne soit demandé pour eux par leur père, mère, tuteur ou curateur porté au rôle des contributions ; 3° aux interdits ; 4° aux gardes champêtres ou forestiers des communes et établissements publics, ainsi qu'aux gardes forestiers de l'Etat et aux gardes-pêche (2). Mais les gardes particuliers peuvent obtenir un permis comme tout autre citoyen, s'il ne se trouve pas, d'ailleurs, d'autres empêchements.

1450. Le permis de chasse *n'est pas accordé* 1° à ceux qui, par suite de condamnations, sont privés du droit de port d'armes ; 2° à ceux qui n'ont pas exécuté les condamnations prononcées contre eux pour l'un des délits prévus par la loi dont il s'agit ici ; 3° à tout condamné placé sous la surveillance de la haute police (3).

ARTICLE 2.

Règlements relatifs à l'ouverture et à la clôture de la chasse.

1451. Ce sont les préfets qui déterminent l'époque de l'ouverture et celle de la clôture de la chasse dans chaque département (4). Ils peuvent, en raison de considérations particulières aux localités, fixer des époques différentes pour chaque arrondissement, pour

(1) 6, L. 3 mai 1844.
(2) 7 *id.* — (3) 8 *id.* — (4) 3 *id.*

chaque commune, tout en usant cependant de ce droit avec une grande réserve (1).

1452. Les arrêtés du préfet relatifs à l'ouverture et à la fermeture de la chasse doivent être publiés au moins dix jours à l'avance (2).

La publication s'en fait dans chaque commune en la forme ordinaire, soit au môyen d'affiches, soit au son de la caisse; autrement ils ne seraient pas obligatoires pour les citoyens, et les tribunaux devraient refuser d'en faire l'application. — Il a été jugé avec raison que l'insertion d'un arrêté relatif à la chasse dans le *Mémorial* ou *Bulletin administratif* du département et l'envoi de ce *Mémorial* aux maires sont insuffisants pour donner aux administrés une connaissance légale de l'acte préfectoral (3).

1453. Les préfets peuvent également, par des arrêtés, suspendre la chasse pendant les temps de neige. Chasser pendant ces temps, au mépris de l'arrêté qui le défendrait, serait chasser en temps prohibé (4). Mais les arrêtés qui interdisent la chasse en temps de neige ne sont pas assujettis au délai de dix jours de publication préalable (5). En outre, il n'est point nécessaire qu'ils soient renouvelés chaque année, quand la durée n'en a pas été limitée par une disposition expresse; ils sont permanents et, par conséquent, obligatoires jusqu'à nouvel ordre (6).

1454. Pendant le temps où la chasse n'est pas permise dans un département, il est interdit d'y mettre en vente, d'y vendre, d'y acheter, d'y transporter et d'y colporter du gibier. En cas d'infraction à cette disposition, le gibier est saisi et immédiatement livré à l'établissement de bienfaisance le plus voisin, en vertu soit d'une ordonnance du juge de paix, si la saisie a eu lieu au chef-lieu du canton, soit d'une autorisation du maire, si le juge de paix est absent ou si la saisie a été faite dans une commune autre que celle du chef-lieu. Cette ordonnance ou cette autorisation est délivrée

(1) *Circ. du minist. de l'intér.*, 20 mai 1844.
(2) 3, L. 3 mai 1844.
(3) Cass. 28 novembre 1845 (Gobry).
(4) Cass. 3 juillet 1845 (Levraud).
(5) *Circul. du minist. de l'intér.*, 20 mai 1844.
(6) Cass., *chamb. réun.*, 29 nov. 1847 (Boudier).

sur la requête des agents ou gardes qui ont opéré la saisie et sur la présentation du procès-verbal régulièrement dressé. Toutefois la recherche du gibier ne peut être faite à domicile que chez les aubergistes, chez les marchands de comestibles et dans les lieux ouverts au public (1).

1455. La prohibition qui précède ne concerne que le temps où la chasse est défendue d'une manière absolue, c'est-à-dire celui qui s'écoule après la fermeture et avant l'ouverture de la chasse. — Il est donc permis de transporter et de vendre du gibier dans les localités où la chasse ne se trouve interdite que momentanément, en temps de neige par exemple (2).

ARTICLE 3.

Règlements relatifs aux modes et procédés de chasse.

1456. La loi de 1844 indique deux catégories bien distinctes parmi les modes et procédés de chasse, ceux qu'elle autorise directement et ceux qu'elle permet aux préfets d'autoriser, suivant les localités et en fixant les conditions. Tous autres moyens sont formellement prohibés (3).

1457. Mais, quel que soit le mode de chasse autorisé, il ne doit s'effectuer que *de jour* (4). La question de savoir quand il y aura eu chasse *de nuit* est abandonnée à l'appréciation des tribunaux.

La chasse à l'affût n'est point prohibée, en principe, par la disposition qui interdit la chasse de nuit (5); l'affût ne deviendrait punissable que s'il se prolongeait après la nuit close ou s'il commençait avant les premières lueurs du matin. Or ce sont là des circonstances à apprécier.

1458. La loi autorise :

La *chasse à tir*, c'est-à-dire celle qui se fait à l'aide d'armes à feu ou d'arbalètes, avec ou sans chiens d'arrêt : la *traque* ou *battue*, qui est un des modes de cette chasse, se trouve, par cela même, autorisée ;

(1) 4, L. 3 mai 1844.

(2) Cass. 18 avril 1845 (Bernaudon). — (3-4) 9, L. 3 mai 1844.

(5) Gillon et de Villepin, *Nouv. cod. des chass.*, p. 168. — CONTRA, Dijon, 11 nov. 1846 (Calmelet).

La *chasse à courre,* c'est-à-dire celle qui se fait à l'aide de chiens courants : l'emploi des lévriers y est interdit;

La *chasse aux furets et bourses* : cette chasse est également autorisée quand elle a pour objet la prise des lapins.

1459. La loi, en déterminant ces modes généraux de chasse, n'a pas cependant prétendu prohiber absolument l'exercice des autres modes dont le besoin se ferait sentir dans les localités à raison des circonstances particulières et spéciales à chacune d'elles; elle a, en conséquence, délégué aux préfets le droit d'autoriser certains modes exceptionnels de chasse, soit sur l'avis des conseils généraux, soit de leur propre mouvement.

1460. Sur l'avis de conseils généraux, les préfets peuvent prendre des arrêtés pour déterminer 1° l'époque de la chasse des oiseaux de passage autres que la caille, et les modes et les procédés de cette chasse; 2° le temps pendant lequel il sera permis de chasser le gibier d'eau dans les marais, dans les étangs, fleuves et rivières; 3° les animaux malfaisants ou nuisibles que le propriétaire, possesseur ou fermier pourra, en tout temps, détruire sur ses terres, et les conditions de l'exercice de ce droit, sans préjudice du droit appartenant au propriétaire ou au fermier de repousser ou de détruire, même avec des armes à feu, les *bêtes fauves* qui porteraient dommage à ses propriétés (1).

1461. De leur propre mouvement, les préfets peuvent prendre également des arrêtés 1° pour prévenir la destruction des oiseaux; 2° pour autoriser l'emploi des chiens lévriers pour la destruction des animaux malfaisants ou nuisibles; 3° enfin pour interdire la chasse en temps de neige.

§ 2. *Police de la pêche.*

1462. Dans chaque département, le préfet détermine, sur l'avis du conseil général et après avoir consulté les agents forestiers, les temps, les saisons et heures pendant lesquels la pêche doit être interdite dans les cours d'eau; il fait également un règlement dans lequel il détermine et divise les filets et engins qui doivent être interdits. Sur l'avis du conseil général et après avoir consulté les

(1) Voir n° 187.

agents forestiers, il peut prohiber les procédés et modes de pêche qui lui sembleraient de nature à nuire au repeuplement des rivières. Les règlements des préfets doivent être homologués par décrets du chef du pouvoir exécutif (1).

§ 3. — *Mesures concernant les battues de louveterie et la destruction des animaux sauvages malfaisants.*

1463. Un arrêté du 19 pluviôse an V (7 février 1797) ordonne qu'il soit fait dans les forêts nationales et dans les campagnes, — ce qui comprend les bois des particuliers (2), — tous les trois mois, et plus souvent s'il est nécessaire, des chasses et battues générales ou particulières aux loups, renards, blaireaux et autres animaux nuisibles. Ces battues sont *ordonnées par les préfets*, de concert avec les agents forestiers de leur arrondissement, sur la demande de ces derniers et sur celle des administrations municipales; elles ont lieu sous la direction et la surveillance des agents forestiers, qui règlent, avec les maires, les jours où elles doivent se faire et le nombre d'hommes qui y sont appelés.

1464. Les préfets peuvent également permettre, aux particuliers de leurs départements qui ont des équipages et autres moyens pour ces chasses, de s'y livrer sous l'inspection et la surveillance des agents forestiers (3).

1465. Les personnes qui reçoivent une commission de *lieutenant de louveterie* n'ont pas d'autres droits que ceux qui résultent de la permission dont il est parlé dans le numéro précédent; seulement cette commission, tant qu'elle ne leur est pas retirée, vaut pour eux permission permanente de se livrer à la chasse des animaux malfaisants, mais ne les dispense pas de le faire sous la surveillance des agents forestiers. En conséquence, à défaut, par eux, d'avoir provoqué cette surveillance, le fait de s'être livré à une battue sur la propriété d'autrui constitue un délit de chasse dont le propriétaire du terrain envahi peut poursuivre la répression (4).

(1) 5-8, Ord. 15 nov. 1830; 26, L. 15 avril 1829.
(2) Cass. 3 janvier 1840 (Grasset et Roussel).
(3) 5, Arr. 19 pluv. an V.
(4) Cass. 12 juin 1847 (Eline et Boutt).

1466. Les battues ne peuvent être ordonnées, nous l'avons vu, que pour la destruction des animaux nuisibles; or il est admis, par la jurisprudence de l'administration (1), comme par celle des cours et tribunaux (2), que le sanglier ne doit être rangé dans cette catégorie que par exception et seulement lorsqu'il est trop multiplié dans une contrée : il faut donc, pour qu'on soit autorisé à le détruire dans une battue, que le préfet ait autorisé cette battue spécialement pour la destruction du sanglier.

1467. Lorsque la battue est régulièrement autorisée, les individus qui ont été convoqués par l'autorité municipale pour y prendre part ne sont point assujettis à se pourvoir d'un permis de chasse; ils concourent, en effet, à une mesure d'utilité générale et d'ordre public, et d'ailleurs la réquisition dont ils sont l'objet y rend leur concours obligatoire (3).

1468. C'est au préfet qu'on doit s'adresser pour toucher la prime accordée pour la destruction des loups. Voici le montant de cette prime : 18 fr. pour une louve pleine, 15 fr. pour une louve non pleine, 12 fr. pour un loup, 6 fr. pour un louveteau (4). Celui qui veut toucher la prime à laquelle il a droit se présente devant le maire, et fait constater, par procès-verbal de ce fonctionnaire, la mort de l'animal, son âge et son sexe ; si c'est une louve, il y est dit : si elle est pleine ou non. La tête de l'animal et le procès-verbal du maire sont ensuite envoyés au préfet, qui délivre un mandat sur le receveur du département (5).

CHAPITRE II.

DE LA POLICE JUDICIAIRE.

1469. Le rôle dévolu à la police judiciaire, nous l'avons déjà dit, consiste à rechercher les crimes, les délits et les contraven-

(1) *Lettre du direct. gén. des forêts*, citée à propos d'un arrêt de Poitiers, 10 décembre 1836 (Plumartin).

(2) Cass. 3 janv. 1840 (Grasset et Rosset); Poitiers, 29 mai 1843 (Lastie).

(3) Cass. 1er février 1850 (Degré).

(4) *Lettre ministér.* 25 sept. 1807; *Instruct. minist.* 9 juillet 1848.

(5) 4, Arr. 10 messidor an V.

tions : elle en rassemble les preuves et en livre les auteurs aux tribunaux chargés de les punir (1).

SECTION 1re.

Des différentes espèces de faits punissables en matière rurale.

§ 1er. — *Des contraventions.*

1470. On sait qu'une *contravention* est tout fait punissable qui n'est réprimé que par des peines de simple police, soit une amende de 15 fr. ou au-dessous, d'un emprisonnement de cinq jours ou au-dessous, et de la confiscation des matières ou instruments qui ont servi ou qui étaient destinés à commettre l'infraction (2). Le code pénal gradue celles des contraventions qu'il a prévues en trois classes, selon leur gravité et l'importance de la peine qu'il y applique; après les avoir énumérées et exposées, nous mentionnerons les contraventions dont il ne parle point, et qui sont réprimées par des lois spéciales.

ARTICLE 1er.

Contraventions prévues par le code pénal en matière rurale.

1471. 1° Première classe (3). — « Sont punis d'une amende de 1 fr. jusqu'à 5 fr. inclusivement — 1° ceux qui auront négligé d'entretenir, réparer ou nettoyer les fours, cheminées ou usines où l'on fait du feu...; — 7° ceux qui auront laissé, dans les rues, chemins, places, lieux publics, ou dans les champs, des coutres de charrue... ou instruments... dont puissent abuser les voleurs ou autres malfaiteurs (4); — 8° ceux qui auront négligé d'écheniller dans les campagnes ou jardins, où ce soin est prescrit par la loi ou les règlements (5); — 9° ceux qui, sans autre circonstance prévue par les lois, auront cueilli ou mangé, sur le lieu même, des fruits appartenant à autrui (6); — 10° ceux qui, sans autre circonstance, auront glané, râtelé ou grappillé dans les champs non encore en-

(1) 8, C. instr. crim.
(2) 1, 464, 470 C. pén.
(3) 471 et suiv. *id.*
(4) Voir n° 568. — (5) Voir n° 1436. — (6) Voir n° 901.

tièrement dépouillés et vidés de leur récolte, ou avant le moment du lever ou après celui du coucher du soleil (1)... ; — 13° ceux qui, n'étant ni propriétaires ni usufruitiers, ni locataires ni fermiers, ni jouissant d'un terrain ou d'un droit de passage, ou qui, n'étant ni agents ni préposés d'aucune de ces personnes, seront entrés et auront passé sur ce terrain ou sur partie de ce terrain, s'il est préparé ou ensemencé ; — 14° ceux qui auront laissé passer leurs bestiaux ou leurs bêtes de trait, de charge ou de monture sur le terrain d'autrui avant l'enlèvement de la récolte (2) ; — 15° ceux qui auront contrevenu aux règlements légalement faits par l'autorité administrative, et ceux qui ne se seront pas conformés aux règlements et arrêtés publiés par l'autorité municipale, en vertu des art. 3 et 4, tit. XI de la loi du 16-24 août 1790, et de l'art. 46, tit. Ier de la loi du 19-29 juillet 1791. »

1472. « Seront, en outre, confisqués..... les coutres, les instruments mentionnés plus haut (3). »

1473. « La peine d'emprisonnement, pendant trois jours au plus, pourra, de plus, être prononcée, selon les circonstances, contre ceux qui auront glané, râtelé ou grappillé en contravention à ce qui est prescrit au § 10 (4). »

La peine d'emprisonnement contre toutes les personnes mentionnées dans le n° 1471 aura toujours lieu, en cas de récidive, pendant trois jours au plus (5).

1474. 2° Deuxième classe (6). — « Seront punis d'amende, depuis 6 fr. jusqu'à 10 fr. inclusivement, — 1° ceux qui auront contrevenu aux bans de vendanges ou autres bans autorisés par les règlements (7)... ; — 7° ceux qui auront laissé divaguer des animaux malfaisants ou féroces ; ceux qui auront excité ou n'auront pas retenu leurs chiens, lorsqu'ils attaquent ou poursuivent les passants, quand même il n'en serait résulté aucun mal ni dommage (8) ; — 8° ceux qui auraient jeté des pierres ou d'autres corps durs, ou des immondices, contre les maisons, édifices et clôtures d'autrui, ou dans les jardins ou enclos (9) ; — 9° ceux qui, n'étant proprié-

(1) Voir n° 929. — (2) Voir n° 885. — (3) 472 *id.* — (4) 473 *id.* — (5) 474 *id.* — (6) 475 *id.* — (7) Voir n° 919. — (8) Voir n° 1434. — (9) Voir n° 132.

taires, usufruitiers, ni jouissant d'un terrain ou d'un droit de passage, y sont entrés et y ont passé dans le temps où ce terrain était chargé de grains en tuyau, de raisins, ou autres fruits mûrs ou voisins de la maturité ; — 10° ceux qui auraient fait ou laissé passer des bestiaux, animaux de trait, de charge ou de monture sur le terrain d'autrui, ensemencé ou chargé d'une récolte, en quelque saison que ce soit, ou dans un bois taillis appartenant à autrui (1)... ; — 12° ceux qui, le pouvant, auront refusé ou négligé de faire les travaux, le service, ou de prêter le secours dont ils auront été requis, dans les circonstances d'accidents....., inondation, incendie ou autres calamités... ; — 15° ceux qui déroberont, sans les circonstances prévues en l'art. 388 (*voir* n° 900), des récoltes ou autres productions utiles de la terre qui, avant d'être soustraites, n'étaient pas encore détachées (2). »

1475. La peine de l'emprisonnement, pendant cinq jours au plus, sera toujours prononcée, en cas de récidive, contre tous les délinquants dont il vient d'être parlé (3).

1476. 3° Troisième classe (4). — « Seront punis d'une amende de 11 à 15 fr. inclusivement... — 2° ceux qui auront occasionné la mort ou la blessure des animaux ou bestiaux appartenant à autrui par l'effet de la divagation des fous ou furieux, ou d'animaux malfaisants ou féroces, ou par la rapidité, ou la mauvaise direction, ou le chargement excessif des voitures, chevaux, bêtes de trait, de charge ou de monture ; — 3° ceux qui auront occasionné les mêmes dommages par l'emploi ou l'usage d'armes sans précaution ou avec maladresse, ou par jet de pierres ou d'autres corps durs ; — 4° ceux qui auront causé les mêmes accidents par la vétusté, la dégradation, le défaut de réparation ou d'entretien des maisons ou édifices, ou par l'encombrement ou l'excavation, ou telles autres œuvres, dans ou près les rues, chemins, places ou voies publics, sans les précautions ou signaux ordonnés ou d'usage... ; — 10° ceux qui mèneront, sur le terrain d'autrui, des bestiaux de quelque nature qu'ils soient, et notamment dans les prairies artificielles, dans les vignes, oseraies, dans les plants de câpriers, dans ceux d'oli-

(1) Voir n° 885. — (2) Voir n° 901. — (3) 476 C. pén. — (4) 479 *id.*

viers, de mûriers, de grenadiers, d'orangers et d'arbres du même genre, dans tous les plants ou pépinières d'arbres fruitiers ou autres faits de main d'homme (1); — 11° ceux qui auront dégradé ou détérioré, de quelque manière que ce soit, les chemins publics, ou usurpé sur leur largeur; — 12° ceux qui, sans y être dûment autorisés, auront enlevé des chemins publics les gazons, terres ou pierres, ou qui, dans les lieux appartenant aux communes, auraient enlevé les terres ou matériaux, à moins qu'il n'existe un usage général qui l'autorise. »

1477. « Pourra, selon les circonstances, être prononcée la peine d'emprisonnement, pendant cinq jours au plus,—1° contre ceux qui auront occasionné la mort ou la blessure des animaux ou bestiaux appartenant à autrui, dans les cas prévus par le n° 3 du précédent article (2)... »

1478. La peine d'emprisonnement, pendant cinq jours, aura toujours lieu, pour récidive, contre les personnes et dans les cas mentionnés ci-dessus (3).

ARTICLE 2.

Contraventions prévues par des lois spéciales.

1479. C'est dans cette catégorie qu'il faut placer certaines infractions dont nous avons déjà eu l'occasion de parler et d'indiquer la répression, notamment — les mauvais traitements exercés publiquement et abusivement envers les animaux domestiques (4); — l'enlèvement des engrais dans les champs, quand le délinquant n'a pas l'intention de se les approprier (5); — l'abandon et le pacage des animaux sur le terrain d'autrui (6); — l'omission, de la part du propriétaire d'un coutre de charrue, d'y faire apposer son nom (7), etc., etc.

§ 2. — *Des délits.*

1480. La dénomination de *délit* s'applique aux infractions que les lois punissent de peines correctionnelles, qui consistent dans un emprisonnement et une amende supérieurs à ceux dont il vient

(1) Voir n° 886. — (2) 480 C. pén. — (3) 481 *id.* — (4) Voir n° 1229. — (5) Voir n° 877. — (6) Voir n°s 888, 889. — (7) Voir n° 568.

d'être question au paragraphe précédent (1). On peut, en matière rurale, distinguer quatre sortes de délits, dont nous allons successivement parler.

ARTICLE 1er.

Délits ruraux proprement dits.

1481. Déjà nous avons eu, dans le cours de cet ouvrage, à signaler la plupart des délits ruraux proprement dits. Nous nous contenterons donc d'en faire ici une simple énumération, avec un renvoi indicatif des endroits où il en est spécialement question : — vol, dans les champs, d'animaux et d'instruments aratoires (2), de récoltes (3); — coupe et dévastation de récoltes; abatage, mutilation, écorcement d'arbres; destruction de greffes (4); — rupture et destruction d'instruments d'agriculture, de parcs de bestiaux (5); — blessures et mort occasionnées aux animaux (6); — comblement de fossés et destruction de clôtures, de haies; élagage des haies vives et enlèvement des bois secs des haies appartenant à autrui (7); — suppression ou déplacement de bornes (8); — inondations occasionnées par les propriétaires d'étangs (9); — infractions aux précautions que le détenteur d'animaux doit prendre pour prévenir les contagions (10); — garde à vue des animaux sur le terrain d'autrui (11), etc.

ARTICLE 2.

Délits forestiers.

1482. Nous citons ici les délits forestiers seulement pour conserver l'ordre des matières, car nous en avons traité, d'ailleurs, tout au long au n° 1092 et suivants, auxquels il faut se reporter.

(1) 1, 40 C. pén. — (2) 388 *id.* — Voir n° 569. — (3) *Id.* — Voir n° 899.
(4) 444-450 C. pén. ; 14, tit. 2, L. 28 sept. 1791. — Voir n° 890 et suiv.
(5) 451 C. pén. — Voir n° 569.
(6) 452-455 C. pén.; 30, tit. 2, L. 28 sept. 1791. — Voir n° 1230 et suiv.
(7) 456 C. pén. ; 17, tit. 2, L. 28 sept. 1791. — Voir n° 132.
(8) 456 C. pén. — Voir n° 149.
(9) 457 C. pén. ; 15, tit. 2, L. 28 sept. 1791. — Voir n° 754.
(10) 459-462 C. pén. ; 23, tit. 2, L. 28 sept. 1791. — Voir n° 1236 et suiv.
(11) 26, tit. 2, L. 28 sept. 1791. — Voir n° 887.

ARTICLE 3.

Délits de chasse.

1483. La loi a classé les infractions à la police de la chasse en deux catégories; de plus, elle a prévu des cas où la peine pourrait être aggravée.

1484. 1° Première classe (1). — Les délits de cette catégorie sont punis d'une amende de 16 à 100 fr., — et, en outre, de la confiscation des armes, excepté pour ceux qui peuvent être commis par un individu muni d'un permis dans un temps où la chasse était ouverte. En voici l'énumération : — le fait de chasse, *sans permis*, dans un lieu non clos (2) ; — le fait de chasse sur le terrain d'autrui, sans le consentement du propriétaire (3). Mais peuvent ne pas être considérés comme fait de chasse de cette nature le passage des chiens courants sur l'héritage d'autrui, lorsque ces chiens sont à la suite d'un gibier lancé sur la propriété de leurs maîtres, sauf l'action civile, s'il y a lieu, en cas de dommage ; — les contraventions aux arrêtés des préfets concernant les oiseaux de passage, le gibier d'eau, la chasse en temps de neige, l'emploi des chiens lévriers, ou aux arrêtés concernant la destruction des oiseaux et celle des animaux nuisibles et malfaisants (4); — la prise ou destruction, sur le terrain d'autrui, des œufs ou couvées de faisans, de perdrix ou de cailles; — la contravention aux clauses et conditions de leurs cahiers de charges relatives à la chasse, de la part des fermiers de la chasse, soit dans les bois soumis au régime forestier, soit sur les propriétés dont la chasse est louée au profit des communes ou des établissements publics.

1485. 2° Seconde classe (5). — Les délits de cette classe sont punissables d'une amende de 50 à 200 fr., d'un emprisonnement facultatif de six jours à deux mois, et de la confiscation des armes, engins ou autres instruments de chasse. Ce sont — la chasse en temps prohibé; — la chasse pendant la nuit, ou à l'aide d'engins et instruments prohibés, ou par d'autres moyens que ceux qui sont

(1) 11, L. 3 mai 1844. — (2) Voir n^os 116, 182. — (3) Voir n° 183. — (4) Voir n° 1451 et suiv. — (5) 12, L. 3 mai 1844.

autorisés par le préfet ; — la détention ou le fait d'être muni ou porteur, hors de son domicile, de filets, engins, ou autres instruments de chasse prohibés ; — le fait de ceux qui, en temps où la chasse est prohibée, auront mis en vente, vendu, acheté, transporté ou colporté du gibier ; — le fait d'avoir employé des drogues ou appâts qui sont de nature à enivrer le gibier ou à le détruire ; — la chasse aux appeaux, appelants ou chanterelles.

1486. 3° CAS OU IL Y A LIEU A AGGRAVATION DE PEINE. — L'aggravation de peine est facultative ou forcée.

1487. L'aggravation facultative, c'est-à-dire que le juge peut ou non appliquer, a lieu dans les cas suivants :

Délits de première classe. — L'amende peut être portée au double, lorsque le fait de chasse sur le terrain d'autrui, sans le consentement du propriétaire, aura été commis sur des terres non dépouillées de leurs fruits, ou s'il a été commis sur un terrain entouré d'une clôture continue faisant obstacle à toute communication avec les héritages voisins, mais non attenant à une habitation. — Dans tous les cas placés dans la première classe, les peines peuvent être portées au double, si le délinquant était en état de récidive, s'il était déguisé ou masqué, s'il a pris un faux nom, s'il a usé de violence envers les personnes, ou s'il a fait des menaces, sans préjudice, s'il y a lieu, de plus fortes peines prononcées par la loi. Lorsqu'il y a récidive, c'est-à-dire lorsque, dans les douze mois qui ont précédé l'infraction, le délinquant a déjà été condamné pour délit de chasse, la peine de l'emprisonnement de six jours à trois mois pourra être appliquée, si le délinquant n'a pas satisfait aux condamnations précédentes (1).

Délits de seconde classe. — Les peines peuvent être également portées au double contre ceux qui auront chassé pendant la nuit et par l'un des moyens prohibés ou non autorisés, si les chasseurs étaient munis d'une arme apparente et cachée. Pour tous les délits placés dans cette classe, l'aggravation du double est également facultative, si le délinquant était en état de récidive, s'il était déguisé ou masqué, s'il a pris un faux nom, s'il a usé de violence

(1) 11, 2°, 14, 15, L. 3 mai 1844.

envers les personnes ou s'il a fait des menaces, sans préjudice, s'il y a lieu, de plus fortes peines prononcées par la loi (1).

Pour les deux classes. — Enfin les tribunaux, en cas de condamnation, peuvent priver le délinquant du droit d'obtenir un permis de chasse pendant un temps qui n'excédera pas cinq ans (2).

1488. L'aggravation forcée, c'est-à-dire celle que le juge ne peut se dispenser de prononcer, a lieu dans les cas suivants :

Délits de première classe. — Celui qui aura chassé sur le terrain d'autrui sans son consentement, si ce terrain est attenant à une maison habitée ou servant à l'habitation, et s'il est entouré d'une clôture continue faisant obstacle à toute communication avec les héritages voisins, sera puni d'une amende de 50 à 300 fr., et pourra l'être d'un emprisonnement de six jours à trois mois. Si le délit a été commis pendant la nuit, le délinquant sera puni d'une amende de 100 fr. à 1,000 fr., et pourra l'être d'un emprisonnement de trois mois à deux ans, sans préjudice, dans l'un et l'autre cas, s'il y a lieu, de plus fortes peines prononcées par le code pénal (3).

Délits de seconde classe. — Dans tous les cas de cette catégorie il y a lieu à aggravation, et les peines seront toujours portées au maximum lorsque les délits auront été commis par les gardes champêtres ou forestiers des communes, ainsi que par les gardes forestiers de l'État et des établissements publics (4).

1489. Enfin, pour tous les délits prévus par la loi, dont nous donnons l'analyse, il n'y a pas lieu d'appliquer la faveur de circonstances atténuantes, ainsi que permet de le faire, en général, l'art. 463 du code pénal (5).

ARTICLE 4.

Délits de pêche.

1490. Nous avons vu plus haut que la loi avait conféré aux propriétaires riverains des cours d'eau non navigables ni flottables (les seuls dont, à raison de l'objet de ce traité, nous ayons à nous occuper ici) le droit de pêche, comme une sorte de prérogative

(1) 12, 14, L. 3 mai 1844. — (2) 18 *id.* — (3) 13 *id.* — (4) 12 *id.*
(5) 20 *id.*

ajoutée à la jouissance du fonds que bordent ou traversent les cours d'eau (1). Or ce droit est réglementé, et toutes infractions aux dispositions de la loi ou aux règlements qui sont faits pour sa mise à exécution sont des délits qui tombent sous l'application d'une peine.

1491. Tout individu qui se livrera à la pêche sur les fleuves et rivières navigables ou flottables, canaux, ruisseaux ou cours d'eau *quelconques*, sans la permission de celui à qui le droit de pêche appartient, sera condamné à une amende de 20 fr. au moins et de 100 fr. au plus, indépendamment des dommages-intérêts. — Il y aura lieu, en outre, à la restitution du prix du poisson qui aura été pêché en délit, et la confiscation des filets et engins de pêche pourra être prononcée. — La permission que la loi accorde de pêcher à la ligne flottante, tenue à la main, dans les cours d'eau du domaine public ne s'étend pas aux rivières et ruisseaux non navigables ni flottables dont l'usage est attribué aux riverains. Tout fait de pêche de cette sorte dans les eaux de cette dernière nature pourrait donc être réprimé (2).

1492. Quiconque aura jeté, dans les eaux, des drogues ou appâts qui sont de nature à enivrer le poisson et à le détruire sera puni d'une amende de 30 à 300 fr., et d'un emprisonnement d'un mois à trois mois (3).

1493. Quiconque se livrera à la pêche pendant les temps, saisons et heures prohibés par les ordonnances, c'est-à-dire les règlements préfectoraux, homologués par ordonnances ou décrets du chef du pouvoir exécutif (4), sera puni d'une amende de 30 à 200 fr. (5).

1494. Une amende de 30 à 100 fr. sera prononcée contre ceux qui feront usage, en quelque temps et en quelque fleuve, rivière, canal ou ruisseau que ce soit, de l'un des procédés ou modes de pêche, ou de l'un des instruments ou engins de pêche prohibés par les ordonnances. Si le délit a eu lieu pendant le temps du frai, l'amende sera de 60 à 200 fr. (6).

Les mêmes peines seront prononcées contre ceux qui se servi-

(1) Voir nº 191. — (2) 5, L. 15 avril 1829. — (3) 25 *id.* — Voir nº 1256. — (4) Voir nº 1462. — (5) 27, L. 15 avril 1829. — (6) 28 *id.*

ront, pour une autre pêche, des filets permis seulement pour celle du poisson de petite espèce.

1495. Ceux qui seront trouvés porteurs ou munis, hors de leur domicile, d'engins ou instruments de pêche prohibés pourront être condamnés à une amende qui n'excédera pas 20 fr., et à la confiscation des engins ou instruments de pêche, à moins que ces engins ou instruments ne soient destinés à la pêche dans des étangs ou réservoirs (1).

1496. Quiconque pêchera, colportera ou débitera des poissons qui n'auront point les dimensions déterminées par les ordonnances sera puni d'une amende de 20 à 50 fr. et de la confiscation desdits poissons. Sont néanmoins exceptées de cette disposition les ventes de poissons provenant des étangs ou réservoirs.—Sont considérés comme des étangs ou réservoirs les fossés et canaux appartenant à des particuliers, dès que leurs eaux cessent naturellement de communiquer avec les rivières (2).

1497. La même peine sera prononcée contre les pêcheurs qui appâteront leurs hameçons, nasses, filets ou autres engins avec des poissons des espèces prohibées, qui seront désignées par les ordonnances (3).

§ 3. *Des crimes.*

1498. On nomme *crime* l'infraction que les lois punissent d'une peine afflictive ou infamante. Nous en avons signalé deux principaux qui, par l'objet de l'entreprise, peuvent rentrer dans la matière rurale : ce sont— les vols qualifiés qui ont eu pour objet l'enlèvement de récoltes, d'animaux et instruments d'agriculture (4), ou qui ont été accompagnés d'un enlèvement ou d'un déplacement de bornes servant de séparation aux propriétés (5) ; — les incendies de bois et récoltes et, par suite, des maisons d'habitation (6).

(1) 29, L. 15 avril 1829.
(2) 30 *id.*
(3) 31 *id.*
(4) 386, 390, 392, 397 C. pén.
(5) 389 *id.*
(6) 434 *id.* — Voir n° 902 et suiv.

SECTION 2.

De la recherche des faits punissables.

§ 1er. — *Des agents qui ont mission d'effectuer cette recherche.*

1499. La police judiciaire, c'est-à-dire la recherche des faits punissables, est, en matière rurale comme en toute autre, exercée sous l'autorité des cours d'appel par les agents dont il va être parlé.

ARTICLE 1er.

Des gardes spécialement préposés pour veiller sur les fonds et les produits ruraux.

1500. 1° GARDES CHAMPÊTRES. — Les gardes champêtres sont nommés par les maires, sauf l'approbation du conseil municipal; ils doivent être agréés et commissionnés par le sous-préfet (1). Ils doivent être âgés d'au moins vingt-cinq ans (2). Au reste, tout ce qui regarde la nomination, la révocation, la suppression, le traitement du garde champêtre appartient au droit administratif.

1501. Les gardes champêtres doivent, dans l'exercice de leurs fonctions, avoir sur le bras une plaque de métal ou d'étoffe portant ces mots : *la loi*, le nom de la commune et celui du garde (3).

1502. Avant d'entrer en fonction, il est nécessaire qu'ils prêtent serment de veiller à la conservation de toutes les propriétés qui sont abandonnées à la foi publique et de toutes celles dont la garde leur est confiée par l'acte de leur nomination (4). Tout procès-verbal qui aurait été dressé par un garde qui n'aurait pas prêté *spécialement* ce serment serait radicalement nul (5). Aux termes de la loi du 28 septembre 1791, le garde champêtre devait prêter ce serment devant le juge de paix du canton; mais, lorsque, plus tard, vinrent d'autres lois, notamment celle du 31 août 1830, lesquelles allongèrent de serments politiques cette formule, très-complète cependant et certainement très-suffisante, on décida que cette

(1) 13, L. 18 juillet 1837.
(2) 5, sect. 7, tit. 1er, L. 28 septembre 1791.
(3) 4 *id.* — (4) 5 *id.*
(5) Cass. 10 juin 1843 (Delahaye).

addition à la formule primitive avait eu pour résultat de faire que, seul, le tribunal civil fût compétent pour recevoir le serment du garde champêtre (1). Aujourd'hui que le serment politique n'existe plus, et que cet agent de l'autorité est seulement tenu au serment professionnel, nous croyons qu'il y a lieu de revenir, par cela même, à l'application de la loi de 1791, celle-là qui confie au juge de paix la mission de recevoir ce serment.

1503. Les gardes champêtres ont pour principale attribution d'assurer la conservation des récoltes et des propriétés rurales situées sur le territoire de la commune pour lequel ils sont assermentés; en conséquence, ils sont chargés de rechercher les délits et contraventions de police qui ont porté atteinte aux propriétés rurales (2), comme aussi les délits de chasse (3) et de pêche (4). Ils sont également chargés de veiller, concurremment avec les agents de la voirie publique, à la conservation des plantations des routes, et, par conséquent, de constater les délits commis contre ces plantations (5). Mais leurs attributions ne vont pas au delà ; s'il s'agissait d'un crime, comme ils n'ont point pouvoir d'en faire la recherche, ils devraient se contenter d'en donner connaissance au fonctionnaire chargé de ce soin (6). Ils seraient également incompétents pour faire la recherche de délits forestiers commis dans les bois soumis au régime forestier, les officiers de l'administration forestière ayant seuls qualité pour constater les délits qui se commettent dans cette nature de bois (7).

1504. En outre de la constatation, par procès-verbal, des contraventions et délits, ils suivent les choses enlevées dans les lieux où elles ont été transportées et les mettent en séquestre; ils ne peuvent, néanmoins, s'introduire dans les maisons, ateliers, bâtiments, cours adjacentes et enclos, si ce n'est en présence soit du juge de paix, soit de son suppléant, soit du commissaire de police, soit du maire du lieu, soit de son adjoint, et le procès-verbal qui

(1) Cass. 17 mars 1845 (Sallabéry).

(2) 16 C. inst. crim. — (3) 22, L. 3 mai 1844. — (4) 36, L. 15 avril 1829. — (5) 106, 107, Décr. 16 déc. 1811.

(6) Mangin, *Trait. des proc.-verb.*, n° 92.

(7) Metz, 28 janv. 1822 (Boul). — CONTRA, Fournel, *Lois rur.*, p. 107; Carnot, *C. inst. crim.*, t. I, p. 161.

doit en être dressé est signé par celui en présence duquel il a été fait (1).

1505. Ils arrêtent et conduisent devant le juge de paix ou devant le maire tout individu qu'ils ont surpris en flagrant délit ou qui est dénoncé par la clameur publique, lorsque ce délit emporte la peine d'emprisonnement ou une peine plus grave. Ils se font donner, pour cet effet, main-forte par le maire ou par l'adjoint du maire du lieu, qui ne peut s'y refuser (2). Mais il importe de faire remarquer qu'ils n'ont ce droit exorbitant de faire des arrestations que dans les circonstances spécifiées ; ainsi il faut que l'individu soit surpris en flagrant délit ou dénoncé par la clameur publique, et que le délit soit de nature à emporter au moins la peine d'emprisonnement. Une arrestation opérée en l'absence de ces deux ou de l'une de ces circonstances les placerait sous le coup d'une grave responsabilité ; ils se rendraient coupables d'attentat à la liberté individuelle, crime prévu par l'art. 114 du code pénal.

1506. Les procès-verbaux des gardes champêtres sont soumis à des règles communes à tous les actes de constat dressés par les officiers de la police judiciaire; nous en parlerons plus loin. Il suffira de dire ici, en ce qui touche les gardes champêtres, que leurs procès-verbaux ne font foi en justice des délits et contraventions qu'ils constatent dans les limites de leurs attributions que jusqu'à preuve contraire (3).

1507. Lorsque, par suite d'une négligence, les gardes champêtres ont omis de constater un délit dans les vingt-quatre heures, ils sont responsables des dommages qui résultent de ce délit (4). Cette responsabilité est réglée par les principes généraux du code civil.

1508. Toute attaque, toute résistance avec violence ou voies de fait envers les gardes champêtres agissant pour l'exécution des lois peuvent constituer un crime ou un délit de rébellion, et être réprimées comme tels (5).

1509. 2° Gardes forestiers. — Tout ce qui concerne la no-

(1) 16 C. inst. crim. — (2) *Id.*
(3) 6, sect. 7, tit. 1er, L. 28 sept. 1791 ; 22, L. 3 mai 1844.
(4) 7, sect. 7, tit. 1er, L. 28 sept. 1791. — (5) 209 et suiv. C. pén.

mination et la presque totalité des attributions de ces gardes est affaire intérieure de l'administration, et ne concerne nullement notre matière. Il nous suffira de dire qu'ils ont pouvoir pour constater les délits portant atteinte à la propriété des bois *soumis au régime forestier*. Ils n'auraient point qualité pour rechercher les délits commis dans les bois non soumis au régime forestier et appartenant à des particuliers (1).

1510. Les gardes forestiers constatent, par des procès-verbaux, les délits qu'ils reconnaissent dans tout l'arrondissement du tribunal près duquel ils sont assermentés. Nous avons, d'ailleurs, exposé plus haut tout ce qui concerne, en matière de délits forestiers, les attributions de ces agents.

1511. 3° Gardes particuliers. — Tout propriétaire a le droit d'avoir, pour ses domaines ruraux ou forestiers, un garde particulier ; ce garde doit avoir vingt-cinq ans au moins, et être agréé par le sous-préfet (2). En cas de refus de celui-ci d'agréer l'individu qui lui est présenté, l'on pourrait s'adresser au préfet, puis au ministre; mais, si celui-ci maintenait la décision de son subordonné, il n'y aurait pas lieu de se pourvoir au contentieux, car cette décision est un acte de pure administration.

1512. Le garde agréé par le sous-préfet prête serment devant le tribunal de première instance. Si sa surveillance devait s'étendre sur des propriétés situées sur le territoire de deux arrondissements différents, il ne serait pas nécessaire qu'il prêtât serment devant les deux tribunaux; il lui suffirait de faire enregistrer l'acte de la prestation au greffe du tribunal devant lequel le serment n'a pas été prêté.

1513. Rien n'empêche que le même garde ne soit choisi et commissionné à la fois par plusieurs particuliers, ni que le garde champêtre de la commune ne soit en même temps le garde d'un particulier.

1514. L'usufruitier, l'usager, le possesseur du droit de chasse, de pêche, — le fermier lui-même (3), ont le droit, tout comme le

(1) Meaume, *Com. sur le cod. forest.*, t. III, p. 27, n° 3.
(2) 4, L. 20 messidor an III ; 40, C. 3 brum. an IV.
(3) Cass. 27 brum. an IX (Simon Rogé).

propriétaire, de nommer un garde pour la surveillance de leurs récoltes, ou pour la conservation du gibier et du poisson.

1515. Les gardes institués pour les domaines ruraux ou forestiers appartenant aux particuliers ont les mêmes droits que les gardes champêtres des communes et sont officiers de police judiciaire (1). Comme eux, ils peuvent verbaliser, mais seulement dans l'étendue des propriétés pour lesquelles ils sont spécialement assermentés. Ils peuvent également suivre les choses enlevées dans les lieux où elles auraient été transportées, et les mettre en séquestre, ainsi qu'il est dit au n° 1504. Ils peuvent conduire devant le juge de paix ou devant le maire tout individu surpris en flagrant délit ou dénoncé par la clameur publique (2). Les attaques et rébellions dont ils seraient l'objet seraient réprimées, ainsi que nous l'avons dit pour les gardes champêtres.

1516. Les gardes particuliers ne peuvent, à moins d'une condamnation à une peine afflictive et infamante, être révoqués sans le concours des propriétaires qui les ont nommés.

ARTICLE 2.

Des autres officiers et agents de police judiciaire.

1517. La police judiciaire est exercée, en outre, et suivant certaines distinctions, par les commissaires de police, par les maires et les adjoints aux maires, par les procureurs de la république et leurs substituts, par les juges de paix, par les officiers de gendarmerie, par les commissaires généraux de police et par les juges d'instruction (3). On comprendra que l'examen des attributions de ces diverses autorités sorte de notre cadre; nous nous contenterons donc de signaler le point suivant :

Les commissaires de police et, dans les communes où il n'y en a point, les maires, au défaut de ceux-ci les adjoints de maire, rechercheront les contraventions de police, même celles qui sont sous la surveillance spéciale des gardes forestiers et champêtres, à l'égard desquelles ils auront concurrence et même prévention ; ils

(1) Cass. 5 août 1841 (Gillet); Orléans, 6 mars 1843 (Gillot et Fournier) ; Cass. 2 juillet 1846 (Roussinaux).

(2) 16 C. inst. crim. — (3) 9 *id.*

consigneront, dans les procès-verbaux qu'ils rédigeront à cet effet, la nature et les circonstances des contraventions, le temps et le lieu où elles auront été commises, les preuves et indices à la charge de ceux qui en seront présumés coupables (1).

§ 2. — *De la constatation, par procès-verbaux, des faits punissables.*

1518. Les *procès-verbaux*, ainsi nommés parce qu'à l'origine ils consistaient en des rapports faits verbalement à l'autorité supérieure, sont aujourd'hui des actes écrits par lesquels les officiers de police judiciaire constatent l'existence et les circonstances des faits punissables dont la recherche est placée dans leurs attributions.

ARTICLE 1er.

Compétence du rédacteur.

1519. Les premières conditions pour que les procès-verbaux soient valides sont que le rédacteur ait compétence et caractère à cet effet.

Il a compétence, lorsqu'il agit dans les limites de ses attributions. Ainsi fait le garde champêtre qui verbalise sur une contravention rurale ou sur un délit de même nature commis dans le finage de la commune pour laquelle il a été assermenté.

Le rédacteur a le caractère voulu, s'il présente les conditions exigées par la loi pour remplir les fonctions qu'il s'attribue dans le procès-verbal : par exemple, le garde champêtre a ce caractère, s'il est âgé de 25 ans; si, ayant été agréé par le sous-préfet, il a prêté serment devant le tribunal civil ou le juge de paix.

Il existe un préjugé populaire qui consiste à croire que les gardes n'ont pas le caractère voulu pour déclarer et rédiger leurs procès-verbaux, s'ils ne sont point, au moment de la déclaration ou de la rédaction, revêtus des insignes que leur attribue la loi (2); mais il est constamment jugé, et avec raison, que, bien qu'il soit convenable que les officiers publics portent les insignes de leurs fonctions au moment où ils les exercent, il n'existe cepen-

(1) 11 C. inst. crim. — (2) Voir nº 1501.

dant aucune disposition légale qui subordonne la validité d'un procès-verbal à ce que son rédacteur ait été porteur de ses insignes dans les circonstances susindiquées (1).

ARTICLE 2.

Formalités.

1520. Les formes du procès-verbal diffèrent, selon qu'il est rédigé par tel ou tel officier de police. Mais un principe général applicable à tous, c'est que tout procès-verbal doit porter avec lui la preuve de sa validité; par conséquent, les formalités exigées qui n'y seraient pas constatées expressément doivent être réputées avoir été omises (2), ce qui entraîne la nullité de l'acte. Cette nullité est absolue et d'ordre public, et peut être proposée, même pour la première fois, en appel.

1521. La loi n'exige point que les procès-verbaux soient écrits par le fonctionnaire même qui les déclare; nous verrons bientôt que le cas est spécialement prévu pour les gardes champêtres.

1522. Les ratures, surcharges, interlignes non approuvées dans les procès-verbaux n'en opèrent la nullité que quand elles tombent sur des énonciations substantielles (3). Dans le cas contraire, il y a seulement lieu de regarder comme non avenu ce qui n'est pas approuvé (4).

1523. 1° PROCÈS-VERBAUX DES GARDES.— Les procès-verbaux des gardes champêtres doivent constater la nature, les circonstances, le temps, le lieu des délits et contraventions, ainsi que les preuves et les indices qu'ils auront pu en recueillir (5).

1524. Si ces gardes ne savent ou ne peuvent écrire convenablement, ils font rédiger leurs procès-verbaux par les juges de paix, leurs suppléants ou leurs greffiers (6).

1525. Dans les vingt-quatre heures de la clôture du procès-

(1) Cass. 18 février 1820 (Souffrand); *id.* 20 sept. 1833 (Roquet); *id.* 14 fév. 1840 (Lemarchand).

(2) Cass. 10 mars 1810 (Paira); *id.* 30 juillet 1812 (Dauré).

(3) Cass. 4 janvier 1821 (Hubert).

(4) Voir 78 C. inst. crim.

(5) 16 *id.*; — Voir n° 876.

(6) L. 27 déc. 1790; 6, sect. 7, tit. 1er, L. 28 sept. 1791.

verbal, à peine de nullité (1), le garde doit en *affirmer* la sincérité. Cette affirmation aura lieu devant le juge de paix (2). Ses suppléants pourront, néanmoins, la recevoir pour les délits commis dans le territoire de la commune où ils résideront, lorsqu'elle ne sera pas celle de la résidence du juge de paix. Les maires et, à défaut des maires, leurs adjoints pourront recevoir cette affirmation soit par rapport aux délits commis dans les autres communes de leurs résidences respectives, soit même par rapport à ceux commis dans les lieux où résident le juge de paix et ses suppléants, quand ceux-ci seront absents (3).

1526. Si le procès-verbal contient l'indication de l'heure à laquelle il a été clos, les vingt-quatre heures pour l'affirmation commencent à courir de l'heure indiquée; mais, s'il n'est point fait mention de l'heure de la clôture, il suffit que le procès-verbal soit affirmé le lendemain (4).

1527. Les procès-verbaux des gardes champêtres doivent, lorsqu'il s'agit de simples contraventions, être remis par eux, dans les trois jours au plus tard, au commissaire de la commune chef-lieu de la justice de paix, ou au maire dans les communes où il n'y a pas de commissaire de police; et, lorsqu'il s'agit d'un délit de nature à mériter une peine correctionnelle, la remise doit être faite au procureur de la république (5).

1528. Quant aux procès-verbaux des gardes forestiers, ils sont régis par des règles spéciales que nous avons déjà exposées (6).

1529. 2° PROCÈS-VERBAUX DES AUTRES AGENTS DE LA POLICE JUDICIAIRE. — Ces procès-verbaux ne sont astreints à aucune forme spéciale et sont affranchis de la formalité de l'affirmation.

ARTICLE 3.

Autorité des procès-verbaux.

1530. En général, tous procès-verbaux dressés en matière de

(1) L. 30 avril 1790.
(2) 6, sect. 7, tit. 1er, L. 28 sept. 1791.
(3) 11, L. 28 flor. an X; 24, L. 3 mai 1844.
(4) Mangin, *Trait. des proc.-verb.*, n° 112.
(5) 15, 20 C. inst. crim.
(6) Voir nos 1076 et suiv.

contravention rurale ou de délit de cette nature, quels que soient les fonctionnaires qui les aient rédigés, ne font foi que jusqu'à preuve du contraire : il n'y a d'exception que pour les procès-verbaux des agents et gardes de l'administration des forêts, en matière de délits forestiers, lorsqu'ils ont été dressés et signés par deux agents ou deux gardes ; ces procès-verbaux ont le privilége de faire foi en justice jusqu'à inscription de faux (1).

SECTION 3.

De la poursuite et de la prescription des faits punissables.

1531. Tout fait punissable, en matière rurale comme en toute autre, donne lieu à deux actions : l'action publique, qui appartient à la société, et même, suivant les circonstances, à la partie lésée; l'action privée, qui appartient seulement à celle-ci. Tout ce qui regarde la poursuite simultanée ou séparée de ces deux actions est réglé par l'article 2 et suivants du code d'instruction criminelle. L'action publique est portée devant les tribunaux de simple police, s'il s'agit d'une contravention ; devant les tribunaux correctionnels, s'il s'agit d'un délit. Enfin l'accusé d'un crime est traduit devant la cour d'assises (2). C'est par le maximum de la peine qui a pu être infligée, et non d'après celle prononcée, que la compétence est déterminée.

1532. En matière rurale, le délai de la prescription des contraventions et délits varie suivant que la pénalité qu'il y a lieu d'y appliquer est portée soit par le code pénal, soit par la loi du 28 septembre-6 octobre 1791, ordinairement appelée *code rural*, soit par d'autres lois spéciales.

1533. *Prévues par le code pénal*, les contraventions se prescrivent par une année révolue, à compter du jour où elles ont été commises, même lorsqu'il y a eu procès-verbal, saisie, instruction ou poursuite, si dans cet intervalle il n'est point intervenu de condamnation. S'il y a eu un jugement définitif de première instance, l'action publique et l'action civile se prescrivent après une année révolue, à compter du jour de la notification de l'appel

(1) Voir nº 1085. — (2) 137, 139 C. inst. crim.

qui en a été interjeté (1). — Prévus par ce même code, les délits, et par conséquent l'action publique et civile qui en résulte, se prescrivent après trois ans révolus, à compter du jour où le délit a été commis, si dans cet intervalle il n'a été fait aucun acte d'instruction ni de poursuite; s'il en a été fait, non suivi de jugement, les actions se prescrivent par trois ans révolus, à compter du dernier acte (2).

1534. *Prévus par le code rural*, les délits ruraux se prescrivent par le délai d'un mois, écoulé sans poursuites (3), à partir du jour où il a été commis (4).

1535. *Prévus par des lois spéciales*, et notamment par la loi sur la police de la chasse, les délits et toute action qui y est relative se prescrivent par le laps de trois mois, à compter du jour du délit (5).

1536. Nous avons indiqué en temps et lieu ce qui concerne la prescription des délits prévus et punis par le code forestier (6).

1537. *Prévus par la loi sur la pêche fluviale*, les délits se prescrivent par un mois, à compter du procès-verbal, s'il désigne les prévenus, et par trois mois dans le cas contraire (7).

(1) 640 C. inst. crim. — (2) 637, 638 *id.*
(3) 8, sect. 7, tit. 1er, L. 28 sept. 1791.
(4) Cass. 12 août 1808 (Lacoste); Bourges, 15 juillet 1830 (Boisgibault).
(5) 29, L. 3 mai 1844. — (6) Voir nº 1087. — (7) 62, L. 15 avril 1829.

TABLE ANALYTIQUE ET RAISONNÉE

DES MATIÈRES

PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE.

A.

Abandon.

Animaux laissés à l'abandon, p. 301, n° 888; p. 391, n° 1217 et suiv.

Atterrissement abandonné par le propriétaire du terrain que les eaux ont emporté, p. 25, n° 87.

Fonds assujetti à une servitude, abandonné par le propriétaire chargé de faire les frais d'entretien, p. 109, n° 341.

Fonds loué, abandonné par le fermier, p. 133, n° 419; — ... par le métayer, p. 159, n° 516.

Mitoyenneté des clôtures, abandonnée, p. 38, n° 131.

Portion du terrain desséché, abandonné comme compensation de l'indemnité due au desséchant, p. 256, n° 790.

Abatage.

Arbres et plants abattus dans les champs, p. 302, n° 890 et suiv.; — ... dans les bois et forêts, p. 355, n° 1092 et suiv.

Abeilles. Voir *Essaim d'abeilles.*

Abreuvement.

Usage commun sur les cours d'eau, p. 209, n° 648.

Abreuvoir.

Conduite des animaux dans les rues et aux abreuvoirs publics, p. 458, n° 1435; — ... des chevaux de la poste, *id.*, *id.*

Accession (DROIT D').

Animaux de certaines espèces qui, d'un fonds étant passés dans un autre, sont acquis au maître de ce second fonds, p. 52, n° 178.

Arbres d'autrui plantés par le propriétaire; à quel moment lui sont-ils acquis? p. 50, n° 175.

Constructions faites par les tiers sont acquises au maître du sol, p. 47, n° 160; — ... effectuées par le propriétaire avec les matériaux d'autrui, p. 49, n° 173 et suiv.

Fouilles faites par les tiers sont acquises au maître du sol, p. 47, n° 161.

A.

Fruits des arbres tombés sur le fonds voisin ; droit de suite dont ils sont susceptibles, p. 46, n° 158.

Fruits du sol acquis par le propriétaire du fonds, p. 44, n° 152 et suiv. ; — .:. acquis par le possesseur de bonne foi, p. 46, n° 159.

Plantations effectuées par les tiers sont acquises au maître du sol, p. 47, n° 161; — ... effectuées par le propriétaire avec les arbres d'autrui, p. 49, n° 173 et suiv.

Prescription quinquennale non opposable au propriétaire du fonds qui en réclame les fruits, p. 45, n° 157.

Remboursement aux tiers de leurs frais de labour, travaux et semences, p. 44, n° 154 et suiv. ; — de leurs frais de constructions, plantations, fouilles, p. 48, n° 169 et suiv. ; p. 49, n° 172 ; —... des matériaux et des arbres d'autrui enlevés par le propriétaire du sol où il les place ensuite, p. 49, n° 174 ; p. 51, n° 176.

Suppression des travaux faits par les tiers, p. 48, n° 168 ; p. 49, n° 170.

Terrains formés ou délaissés par les eaux le long d'un fonds sont acquis au maître de ce fonds, p. 51, n° 177. — Voir *Alluvion*.

Accessoire.

Alluvion, est-elle accessoire du fonds loué? p. 22, n° 79 ; p. 122, n° 383.

Chasse, est-elle accessoire du fonds loué? p. 55, n° 186 ; p. 122, n° 382.

Établissement d'une servitude emporte comme accessoire tout ce qui est nécessaire à son exercice, p. 109, n° 338.

Fonds loué doit être délivré avec ses accessoires, p. 122, n° 381.

Fonds vendu doit être délivré avec ses accessoires, p. 8, n° 16.

Immeubles par destination, accessoires du fonds vendu, p. 8, n° 16 ; p. 170, n° 551 ; — ... et du fonds loué, p. 122, n° 381.

Imprescriptibilité des accessoires des chemins vicinaux, tels que berges, fossés, p. 182, n° 581 ; — ... des accessoires des chemins ruraux, p. 191, n° 611.

Pêche, est-elle accessoire du fonds loué? p. 59, n° 193 ; p. 122, n° 382.

Redevances en nature, accessoires du prix de bail, s'arréragent-elles? p. 137, n° 433.

Restitution de l'animal vendu emporte celle de ses accessoires, lorsque la résiliation de la vente est prononcée, p. 375, n° 1153.

Servitudes, accessoires du fonds vendu, p. 8, n° 16.

Accrue.

Acquisition, par prescription, des accrues de bois, p. 28, n° 99.

Droit d'accrue aboli, p. 7, n° 11 ; p. 28, n° 99.

Actions.....

... du propriétaire contre le fermier pour dégradations et pertes, p. 424, n° 1332.

A.

... en bornage; voir *Bornage.*

... en indemnité du fermier contre le propriétaire, pour non-jouissance du fait de celui-ci, p. 422, n° 1327.

... en payement de fermages, congé, résiliation de baux, expulsion des lieux, et en validité de saisie-gagerie, p. 420, n° 1322.

... en réduction de prix, p. 17, nos 59, 61 et suiv.; p. 371, n° 1134.

... pétitoire, p. 430, n° 1352; p. 443, n° 1389; p. 451, n° 1416.

... possessoire; voir *Action possessoire.*

... pour dommages aux champs, fruits et récoltes, relatives à l'élagage des arbres ou haies, et au curage des fossés et canaux, p. 425, n° 1335.

... rédhibitoire ou résolutoire; voir *Action rédhibitoire.*

... relative à la distance des plantations, p. 449, n° 1407.

... relatives aux gage et salaire des gens de travail, p. 429, n° 1349.

... relatives aux réparations locatives des fermes, p. 428, n° 1346.

Action rédhibitoire ou résolutoire...

... EN CAS DE VENTE D'ANIMAUX DOMESTIQUES; voir *Animaux domestiques, Vices rédhibitoires.*

Assignation, p. 371, n° 1134 et suiv.

Délais pour intenter l'action et faire nommer des experts, p. 371, n° 1135 et suiv.

Dispense du préliminaire de conciliation, p. 374, n° 1148.

Nomination d'experts, p. 372, nos 1137, 1142.

Rapport d'experts, p. 374, n° 1146 et suiv.

Tribunal compétent, p. 375, n° 1149.

... EN CAS DE VENTE DU FONDS RURAL, p. 17, n° 59 et suiv.

Action possessoire.

Acte, procès-verbal ou exploit constituant un trouble de droit, p. 436, n° 1372.

Admissibilité de l'action possessoire en matière de chemins privés, p. 197, n° 621.

An et jour, p. 436, n° 1369.

Annalité de la possession, p. 435, n° 1368; p. 432, n° 1357; — ... de l'action, p. 436, n° 1370.

Anticipation sur les chemins publics, grandes routes, chemins vicinaux et ruraux, p. 437, n° 1375.

Avantages qu'il y a d'intenter l'action possessoire avant l'action pétitoire, p. 431, n° 1353.

Caractère de la possession susceptible de servir de base à cette action, p. 434, n° 1359 et suiv.; — Voir *Possession.*

Complainte, p. 431, n° 1352.

Coupe de récoltes et marque d'arbres, p. 437, n° 1376.

A.

Cumul du possessoire et du pétitoire interdit, p. 430, n° 1352; p. 443, n° 1389.

Dénonciation de nouvel œuvre, p. 433, n° 1358.

Empêchement au passage dû au fonds enclavé, p. 443, n° 1390.

Empiétement sur le sol que couvre l'eau d'un étang quand elle est à la hauteur de la décharge, p. 440, n° 1384.

Entreprises contre le domaine public, p. 437, n° 1375.

Entreprises sur les eaux navigables et flottables, p. 440, n° 1381; p. 437, n° 1375; — ... non navigables ni flottables, p. 441, n° 1385.

Entreprises sur les sources, p. 440, n° 1382; — ... devenues nécessaires aux besoins journaliers d'une commune, p. 437, n° 1375.

État d'indivision des eaux d'un cours d'eau ne constitue pas une possession légale dans laquelle on puisse se faire maintenir, p. 442, n° 1388.

Examen du titre, fondement d'une servitude discontinue, p. 443, n° 1389.

Fermier auteur d'un trouble est valablement actionné au possessoire, p. 445, n° 1398.

Fermier ne peut intenter cette action, p. 128, n° 403; p. 445, n° 1397.

Maintenue dans la jouissance des droits d'usage, p. 115, n° 366; p. 444, n° 1392; —...d'usages forestiers, p. 836, n° 1012; —...de chasse, p. 441, n° 1393; — ... de pêche, p. 441, n° 1394.

Nature et objet des actions possessoires, p. 430, n° 1352.

Placement et déplacement de bornes, p. 438, n° 1378.

Prises d'eau effectuées sans droit par des tiers sur des sources, étangs, puits, réservoirs, p. 440, n° 1382; — ... sur des cours d'eau non navigables ni flottables, p. 441, n° 1327.

Reintégrande, p. 432, n° 1356.

Tarissement, par l'effet des fouilles effectuées par un tiers sur son terrain, d'une source appartenant à autrui, p. 440, n° 1385.

Trouble et éviction, p. 436, n° 1371; p. 432, n° 1356.

Trouble apporté à la jouissance des eaux pluviales, p. 440, n° 1382.

Troubles apportés à l'exercice des servitudes, p. 442, n° 1388.

Troubles apportés à la jouissance de l'usufruitier, p. 115, n° 359; p. 443, n° 1391; p. 445, n° 1396; — ... de l'emphytéote, p. 112, n° 351; p. 443, n° 1391.

Usurpations d'arbres, haies, fossés et autres clôtures, p. 438, n° 1377.

Usurpations de terres, de chemins privés, p. 437, n° 1376.

Administration des matières rurales.

Divisions des matières rurales entre les diverses branches de l'administration, p. 406, n° 1264. — Voir *Ministère*.

Affouage.

A.

Affectation de bois de chauffage à l'usager, p. 334, n° 1008. — Voir *Usages forestiers*.

Délivrance par coupe, p. 342, n° 1037.

Droit d'affouage communal ne doit pas être confondu avec le droit d'usage dont s'agit, p. 337, n° 1015.

Interdiction d'employer le bois d'affouage à une destination autre que celle pour laquelle il a été délivré, p. 342, n° 1039.

Agents forestiers. Voir *Bois et forêts*, *Gardes forestiers*.

Agriculteur.

Caractère légal qu'il faut lui reconnaître à raison de la nature de ses travaux et de ses transactions, p. 161, n° 522.

Agriculture.

Chambre d'agriculture, p. 409, n° 1276.

Comices agricoles, p. 408, n° 1270.

Conseil général d'agriculture, p. 411, n° 1289.

Enseignement agricole. — Voir ce mot.

Institutions administratives ayant pour but son amélioration et ses progrès, p. 408, n° 1269.

Ministère de l'agriculture et du commerce; ses attributions, p. 407, n° 1268.

Organisation administrative et civile de l'agriculture, p. 405, n° 1262.

Sociétés locale et nationale d'agriculture, p. 412, n° 1295.

Alignement.....

... sur les grandes routes, p. 77, n° 237; — ... sur les chemins vicinaux, p. 78, n° 240; p. 190, n° 605.

Alluvion (DROIT D').

Appropriation, par droit d'alluvion, des alluvions proprement dites et relais, p. 19, n° 69; — ... des atterrissements, p. 23, n° 82; — ... des îles et îlots, p. 25, n° 89; p. 60, n° 197.

Compétence en cette matière, p. 26, n° 93.

Point d'alluvion dans les étangs et les torrents, p. 20, n° 73; p. 244, n° 750; p. 239, n° 734.

Alluvions proprement dites.

Accessoires du fonds, elles doivent être délivrées avec lui au fermier ou à l'usufruitier, p. 22, n° 79.

Caractères des alluvions proprement dites, p. 19, n° 69 et suiv.

Formation des alluvions, p. 20, n° 71 et suiv.; — ... le long des chemins ruraux, de halage, de servitude, p. 21, n°s 74 et 75; — ... des chemins publics, p. 21, n° 76; — ... des digues et autres travaux d'art, p. 22, n°s 77 et 78.

Partage des alluvions, p. 22, n° 80.

A.

Relais soumis aux mêmes règles, p. 19, n° 68.
Voir *Alluvion (droit d')*, *Chemin de halage*.

Animaux aratoires.

Animaux aratoires, bêtes de somme, de trait, etc., cotisés pour la prestation en nature, p. 188, n° 599.
Immobilisation et caractère légal des animaux attachés à l'exploitation du sol, p. 170, n° 55; p. 8, n° 16.
Louage, prêt ou souhaitage des animaux aratoires, p. 172, n° 559.
Voir *Animaux domestiques*.

Animaux domestiques.

Animaux pris en délit dans les champs, p. 300, n° 884; p. 391, n° 1217; — ... dans les bois et forêts, p. 357, n° 1099 et suiv.
Arrestation d'agent de l'agriculture employant, au moment même, des bestiaux ou gardant des troupeaux, p. 393, n° 1228.
Arrêtés du maire relatifs aux volailles, oies, canards vaguant dans les rues et dans les abreuvoirs publics, p. 454, n° 1424; — à la divagation des chevaux entiers, taureaux, porcs, p. 458, n° 1434.
Concours d'animaux, courses, p. 419, n° 1318.
Conduite des animaux dans les rues et abreuvoirs publics, p. 454, n° 1424; p. 458, n° 1435; — ... des chevaux de la poste, *id.*, *id.*
Échange des animaux, p. 359, n° 1113; p. 376, n° 1157.
Enfouissement des animaux morts, p. 456, n° 1429; p. 375, n° 1155; p. 386, n° 1187.
Étalons approuvés, p. 418, n° 1316; — ... autorisés, p. 419, n° 1317.
Haras, vacherie, bergerie de l'État, p. 418, n° 1314 et suiv.
Louage de ces animaux, en tant que susceptible de croît et de profit pour l'agriculture, p. 384, n° 1180.
Précautions que doit prendre le détenteur d'animaux atteints ou soupçonnés de maladies contagieuses, p. 396, n° 1236.
Restitution gratuite d'animaux volés, quand on les achète hors des foires et marchés, p. 393, n° 1227.
Voir *Abreuvoir*, *Action rédhibitoire*, *Bail à cheptel*, *Bêtes aumailles*, *Boucherie*, *Chèvre*, *Chien*, *Contraventions*, *Délits forestiers et ruraux*, *Épizooties*, *Immobilisation*, *Parcours*, *Pigeon*, *Porc*, *Usages forestiers*, *Vente*, *Vices rédhibitoires*, *Volailles*.

Animaux sauvages...

Appropriation de ces animaux par la chasse, p. 53, n° 181. — Voir *Chasse*.
— ... MALFAISANTS ET NUISIBLES. Voir *Bêtes fauves*, *Louveterie*.

— ... PLACÉS SOUS LA MAINMISE DE L'HOMME, p. 397, n. 1240. — Voir *Essaim d'abeilles*, *Lapins de garenne*, *Pigeons de colombier*, *Poissons d'étang*.

Anticipation.

Action possessoire pour usurpation sur les chemins publics, p. 437, n° 1375; — ... sur les chemins privés, p. 437, n° 1376; — ... pour anticipation de terres, p. 268, n° 816 et suiv.; p. 437, n° 1376.

Anticipations commises sur les carraires, p. 195, n° 619; — ... sur les chemins ruraux, p. 193, n° 616; — ... sur les chemins vicinaux, p. 183, n° 584; — ... commises par le labour, p. 266, n° 814.

Ban de vendanges dans le but de prévenir les anticipations dans les vignes, p. 453, n° 1421.

Empiétement sur le sol que couvre l'eau d'un étang quand elle est à la hauteur de la décharge, p. 440, n° 1384.

Fermier obligé de dénoncer les anticipations commises durant le bail, p. 140, n° 445.

Approvisionnement de Paris.

Servitudes d'utilité publique établies dans cet intérêt, p. 82, n° 259. — Voir *Flottage*, *Pacage*, *Passage*, *Port*.

Règlements relatifs à la garantie des bestiaux vendus pour cet approvisionnement, p. 382, n° 1179.

Appui (DROIT D'). Voir *Barrage*, *Irrigations*.

Aqueduc. Voir *Irrigations*.

Arbre.....

Accessoire du fonds où il est planté, p. 50, n° 175.

Action possessoire pour marque ou coupe d'arbres, p. 437, n°s 1376 et 1377.

Action relative à la distance à observer pour la plantation des arbres, p. 449, n° 1407; — ... à l'élagage de leurs branches, p. 425, n° 1335 et suiv.

Arbre à haute tige, — à basse tige, p. 97, n° 309; p. 99, n° 316.

Arbres excrus spontanément sont assujettis aux règles de la distance, p. 101, n° 319.

Arbre situé dans une haie mitoyenne, p. 36, n° 129.

Fruits des arbres tombés sur le fonds voisin, p. 46, n° 158.

Jouissance de l'usufruitier relativement aux arbres, p. 114, n° 358.

Plantation d'arbres enlevés à des tiers; moment où l'accession produit effet au profit du propriétaire du fonds, p. 50, n° 175. — Voir *Accession (droit d')*, *Élagage*, *Plantation*.

— ... FORESTIER. Voir *Délits forestiers*.

B.

— ... RIVERAIN DES GRANDES ROUTES. Voir *Délits ruraux.*

Obligation de les planter et entretenir imposée aux riverains, p. 75, n° 236.

Propriété de ces arbres, p. 74, n° 235.

— ... SITUÉ DANS LES CHAMPS. Voir *Délits ruraux.*

Arpentage. Voir *Bornage.*

Arrhes.

Dans le bail à ferme, p. 119, n° 375; — ... dans le louage des domestiques, p. 163, n° 528.

Arrérages.....

... des redevances en nature, accessoires du prix de ferme, p. 137 n° 433.

... des usages forestiers, p. 343, n° 1043.

Assec. Voir *Etang.*

Assolement. Voir *Bail à ferme, Formules.*

Atterrissement.

Acquisition des atterrissements par droit d'alluvion, p. 19, n° 67; p. 25, n° 88.

Caractères distinctifs de l'atterrissement, p. 24, n° 83.

Dommages-intérêts auxquels le propriétaire du sol transporté par les eaux peut être condamné, p. 24, n° 86.

Droit de suite du propriétaire du sol enlevé par les eaux sur son terrain, p. 24, n° 84 et suiv.

Partage de l'atterrissement, p. 25, n° 88.

Voir *Abandon, Alluvion (droit d'), Alluvions proprement dites.*

B.

Bail à cheptel.

Animaux sont-ils tous susceptibles d'être donnés à cheptel? p. 384, n° 1183.

Conventions interdites par la loi, p. 384, n° 1181; p. 386, n° 1189; p. 387, n° 1199.

Croît d'animaux et profits pour l'agriculture : but du contrat, p. 383, n° 1180.

Formes et preuves du contrat, p. 384, n° 1182.

Incompétence du juge de paix pour les actions en payement du prix et en résiliation du bail à cheptel, p. 422, n° 1324.

Pigeons de colombier non susceptibles de cheptel, p. 385, n° 1184.

— ... CHEPTEL SIMPLE.

B.

Avertissement au propriétaire en cas de cheptel donné au fermier d'autrui, p. 386, n° 1192.
Conditions du contrat, p. 385, n° 1186.
Conventions interdites, p. 386, n° 1189.
Détournement des animaux donnés à cheptel, p. 386, n° 1191.
Droits des créanciers du bailleur et du cheptelier, p. 387, nos 1193 et 1194.
Durée du contrat, p. 387, n° 1196.
Estimation des animaux avant le contrat, p. 385, n° 1186; — ... à la fin du bail, p. 387, n° 1197.
Obligations du cheptelier, p. 385, n° 1187.
Perte du cheptel, p. 385, n° 1187 et suiv.
Profits du preneur, p. 385, n° 1186; p. 386, n° 1190.
Tonte; le bailleur doit en être prévenu, p. 387, n° 495.
— ... CHEPTEL A MOITIE.
Bestiaux fournis par moitié, p. 387, n° 1198.
Conventions interdites, p. 388, n. 1199.
Profits du bailleur et du preneur, p. 387, n° 1199.
— ... CHEPTEL DONNÉ AU FERMIER.
Contrainte par corps exercée contre le fermier pour la restitution du cheptel, p. 389, n° 1207.
Estimation des bestiaux avant le contrat, p. 388, nos 1201 et 1202; — ... à la fin du bail, p. 389, n° 1207.
Fin du bail et du cheptel, p. 389, n° 1206.
Fumier des bestiaux appartient à la ferme, p. 388, n° 1204.
Liberté des conventions, p. 388, n° 1203.
Perte du cheptel, p. 389, n° 1205.
Profits du fermier, p. 388, n° 1203.
— ... CHEPTEL DONNÉ AU COLON PARTIAIRE.
Liberté des conventions, p. 389, n° 1208.
Perte du cheptel, p. 389, n° 1209.
Ressemblance de ce contrat avec le cheptel simple, p. 389, nos 1208 et 1211.
— ... CHEPTEL DIT DE VACHES.
Durée du contrat, p. 390, n° 1215.
Obligations du cheptelier, p. 390, nos 1214, 1216.
Profits du cheptelier et du bailleur, p. 390, nos 1213, 1214.

Bail à colonage partiaire ou métayage.

Cession du bail interdite au métayer, p. 157, n° 512.
Durée de ce bail, p. 159, n° 519.
Évaluation de ce que doit payer le colon au propriétaire, quand il s'agit de

déterminer la compétence, en cas de contestations, p. 421, n° 1322. — Voir *Actions*, *Juge de paix*.

Fin du bail, p. 158, n° 514 ; p. 159, n° 519.

Nature et preuves de ce contrat, p. 156, n° 508.

Obligations du colon partiaire, p. 157, n° 501 et suiv. ; p. 158, n° 516.

Perte de récoltes n'entraîne aucune indemnité de la part du bailleur, p. 159, n° 517.

Responsabilité des incendies, p. 159, n° 516.

Rupture du bail par la mort du preneur, p. 158, n° 514.

Sous-location interdite au métayer, p. 157, n° 512.

Tacite réconduction et congé, p. 160, n° 520.

Voir *Bail à ferme*.

Bail à convenant. Voir *Domaine de superficie*.

Bail à ferme.

Abandon de la culture par le fermier, p. 133, n° 419.

Accessoires du fonds loué doivent être délivrés avec le fonds, p. 122, n° 381. — Voir *Accessoire*, *Alluvions*, *Chasse*, *Pêche*.

Antécédents favorables de culture peuvent servir d'excuses au fermier en cas de demande en résiliation pour cause de manquements ultérieurs, p. 131, n° 412.

Arrhes, p. 119, n° 325.

Assolement prescrit dans le bail ne peut être changé, p. 134, n° 427.

Avertissement que doit donner le fermier en cas d'usurpations commises sur le fonds, p. 140, n° 444 et suiv. — Voir *Anticipation*.

Bestiaux garnissant la ferme, p. 132, n° 416 ; p. 151, n° 488 ; p. 170, n° 552 et suiv. — Voir *Animaux aratoires*, *Bail à cheptel*.

Changement dans l'exploitation du fonds loué effectué par le propriétaire, p. 128, n° 404 ; — ... effectué par le fermier, p. 133, n° 421 ; — ... dans l'assolement stipulé au contrat, p. 134, n° 427.

Charrois stipulés comme accessoires au prix de ferme, p. 137, n° 433 et suiv.

Compagnie d'assurances indemnisant le fermier à raison de la perte de ses récoltes, p. 148, n^os 477 et 478.

Congé en matière de bail à ferme, p. 149, n° 482 ; p. 152, n° 493.

Contenance stipulée au bail doit être délivrée, p. 123, n° 384 ; — ce qu'elle comprend de plein droit, *id.*, *id.*

Contestations sur l'existence du bail, p. 119, n^os 376 et 377 ; — ... sur le prix, p. 121, n° 378 ; — ... sur la durée, p. 121, n° 379 ; — ... sur les conditions du bail, *id.*, *id.*

Délivrance du fonds loué au fermier, p. 122, n° 381 ; — aux frais de qui elle doit être faite, p. 123, n° 388.

B.

Diminution du prix du bail en cas de réparations qui dureraient plus de quarante jours, p. 126, n° 395; — en cas d'éviction partielle soufferte par le fermier, p. 127, n° 402; — en cas de perte partielle du fonds loué, p. 129, n° 407.

Dommages-intérêts pour défaut ou retard de délivrer le fonds loué, p. 124, no 389 et suiv.; — à raison des vices cachés du fonds, p. 129, n° 409; — pour manquements dans la jouissance du fermier, p. 130, n° 412; — pour inexécution de la stipulation relative aux assolements, p. 134, n° 427; — pour défaut d'avertissement en cas d'usurpations, p. 140, n° 448; — en cas d'expulsion du fermier par l'acquéreur du fonds, p. 146, n° 466 et suiv.; — en cas de jouissance prolongée du fermier, malgré la volonté du propriétaire, p. 152, n° 494.

Effets du bail à ferme à l'égard des tiers, p. 146, no 463; — à l'égard des créanciers du fermier, p. 147, n° 470.

Emploi de la force publique pour contraindre le bailleur qui refuse de délivrer le fonds loué, p. 125, no 391.

Entretien du fonds loué mis à la charge du bailleur, p. 125, no 392; — ... des haies, fossés, arbres fruitiers, champs, prés, etc., mis à la charge du preneur, p. 132, n° 418.

État des lieux ou montrée, p. 123, n° 387; — quand il manque; p. 141, n° 450.

Exécution du bail; faits qui la caractérisent; elle peut être prouvée, p. 120, n° 377.

Expulsion du fermier par l'acquéreur du fonds, p. 146, n° 463 et suiv.

Faculté de céder le bail ou de sous-louer, p. 144, n° 460; — son interdiction et conséquences, p. 145, n° 461.

Fermier cultivant au moyen de domestiques ou de colons partiaires, p. 145, n° 462.

Fermier entrant et fermier sortant; leurs obligations réciproques, p. 150, n° 485; — ont-ils l'un contre l'autre une action directe, p. 151, n° 490.

Fin et terme du bail, p. 149, n° 479 et suiv. — Voir *Actions*.

Formes du contrat de bail, p. 119, no 374.

Garantie du propriétaire en cas d'action concernant la propriété dirigée par des tiers contre son fermier, p. 127, n° 400; — ... pour tous les vices ou défauts du fonds loué qui en empêchent l'usage, p. 129, n° 408.

Jouissance du fermier ..., p. 130, n° 412; — ... en bon père de famille, p. 131, n° 415; — ... suivant la destination du fonds loué, p. 133, n° 420; — ... suivant les clauses du bail, p. 134, n° 436; — ... prolongée après l'expiration du bail, malgré la volonté du propriétaire, p. 152, no 494.

Interdiction de rechaumer ou de mettre paille sur paille, p. 132, no 417.

B.

Impôt foncier payé par le fermier en l'acquit du propriétaire, p. 138, nº 436.

Non-délivrance du fonds loué, p. 124, nº 388 et suiv.

Obligations du bailleur, p. 122, nº 380; — ... du fermier, p. 130, nº 411.

Pailles, engrais et fourrages ne peuvent être divertis de la ferme par le preneur, p. 134, nos 424, 425; — ... ni par ses créanciers, p. 147, nº 470; — ... laissés par le fermier sortant, p. 150, nos 486 et 487; p. 151, nº 489.

Perte totale ou partielle du fonds loué, p. 128, nº 407.

Possession précaire du fermier est un obstacle à ce qu'il puisse prescrire le fonds, p. 141, nº 453; — interversion de son titre, p. 142, nº 454 et suiv.

Prescription quinquennale du prix de ferme, p. 138, nº 437.

Preuves du contrat de bail fait sans écrit, p. 119, nº 375; — ... lorsqu'il existe un commencement de preuves par écrit, p. 119, nº 376; — ... lorsqu'il a eu exécution, p. 119, nº 377.

Privilége du propriétaire sur le mobilier qui garnit la ferme, p. 153, nos 495, 496; — ... sur les récoltes, p. 153, nº 497; — créances qui le priment, p. 154, nº 503 et suiv.; — objets sur lesquels il porte, p. 155, nº 506.

Prix de ferme payable en nature de fruits, en tout ou en partie, p. 135, nº 428 et suiv.; — ... en denrées du fonds, p. 136, nos 431 et 432; — son évaluation pour la compétence, p. 421, nº 1322. — Voir *Actions*.

Récoltes; leur engrangement, p. 134, nº 423; — pertes, p. 147, nº 471; — privilége portant sur elles, p. 153, nº 496 et suiv.

Redevances ou prestations en nature, accessoires du prix de ferme, p. 137, nº 433; p. 421, nº 1323.

Réparations (grosses) à la charge du bailleur, p. 125, nº 392; — doivent être souffertes par le preneur, p. 126, nº 395.

Réparations locatives à la charge du fermier, p. 140, nº 449; — dans les bâtiments, p. 141, nº 451; — aux fonds de terre, haies, fossés, barrières, échalas, aire, ustensiles aratoires, etc., p. 141, nº 452. — Voir *Actions*.

Résiliation du bail pour défaut ou retard de délivrer le fonds loué, p. 124, nº 389 et suiv.; — pour refus d'exécuter les grosses réparations, p. 126, nº 394; — à raison de réparations trop considérables, p. 126, nº 395; — à raison d'éviction soufferte par le fermier à la suite d'une action judiciaire, p. 127, nº 402; — en cas de perte totale ou partielle du fonds loué, p. 128, nº 407; p. 150, nº 483; — pour manquements dans la jouissance du fermier, p. 130, nº 412 et suiv.; — en cas de retard dans le payement du prix de ferme, p. 138, nos 438 et 439; — par le concours des volontés du propriétaire et du fermier, p. 150, nº 483; — par l'événement d'une condition ou clause résolutoire, *id.*, *id.*; — n'a pas lieu par la mort du bailleur ni du fermier, p. 150, nº 494. — Voir *Actions*.

B.

Responsabilité du fermier en cas de dégradations, perte et incendie des lieux loués, p. 139, n° 441 et suiv. — Voir *Actions.*

Retard dans les payements du prix de ferme, p. 138, n^os^ 438 et 439; — refus de payement, p. 144, n° 458.

Restitution par le fermier du fonds en bon état de réparations locatives, p. 139, n° 440 et suiv.

Saisie du fonds loué par les créanciers du propriétaire, p. 146, n° 469; — — ... des objets garnissant la ferme par le propriétaire, p. 155, n° 505. — Voir *Action, Saisie.*

Semences et ustensiles aratoires reçus par le fermier à son entrée doivent être représentés à sa sortie, p. 132, n° 417; p. 151, n° 488.

Sous-location par le propriétaire à un tiers, aux risques et périls du fermier, p. 131, n° 414.

Tacite réconduction, p. 151, n° 491.

Troubles apportés à la jouissance du fermier par les tiers, p. 126, n° 398; — par le propriétaire, p. 128, n° 404; — par la perte totale ou partielle du fonds, p. 128, n° 407.

Visite des lieux loués par le bailleur, p. 128, n° 406.

Voie de fait dirigée par des tiers contre le fermier, p. 127, n° 399.

Bans.

Bans de vendanges, fauchaison ou fenaison, et de moisson, p. 308, n° 919.

Infractions aux bans de vendanges, p. 308, n° 917; p. 469, n° 1474.

Barrage.

Autorisation de l'établir, p. 217, n° 675; p. 288, n° 850.

Droit d'appuyer le barrage sur le fonds du riverain opposé, p. 285, n° 845; p. 287, n° 848. — Voir *Irrigations.*

Mitoyenneté de cette œuvre d'art, p. 288, n° 851 et suiv.

Suppression du barrage construit sans autorisation, p. 218, n° 679.

Bâtiments d'exploitation rurale.

Assiette de l'impôt foncier dont ils sont grevés, p. 62, n° 201.

Réparation des bâtiments des fermes, p. 125, n° 392 et suiv.; p. 141, n° 451. — Voir *Bail à ferme, Ferme.*

Perte de ces bâtiments par suite de leurs vices cachés lors de la vente qui en a été faite, p. 18, n° 65.

Battue. Voir *Louveterie.*

Bergerie de l'État.

But de cet établissement public, p. 418, n° 1315.

Bestiaux. Voir *Animaux araloires, Animaux domestiques.*

Bêtes.....

— ... AUMAILLES mises au pacage dans les bois soumis à cet usage, p. 335, nº 1009.

— ... DE SELLE, DE TRAIT, DE MONTURE. Voir *Animaux aratoires, Prestations en nature.*

— ... FAUVES. Voir *Animaux sauvages.*

Défense du fonds rural contre leurs entreprises, p. 56, nº 187.

Lapins sauvages sont bêtes fauves, p. 400, nº 1252.

Pigeons de colombier et lapins de garenne ne peuvent être considérés comme bêtes fauves, p. 57, nº 188.

Bois et forêts.

Bois et forêts soumis au régime forestier, p. 326, nº 982.

Concessions, par le gouvernement, des parcelles usurpées, avant 1836, dans les bois domaniaux, p. 329, nº 991.

Droits d'usages forestiers dans les bois et forêts, p. 334, nº 1006. — Voir *Usages forestiers.*

Jouissance et disposition des bois appartenant aux particuliers, p. 330, nº 992 et suiv.

Mesures relatives à la police et à la conservation des bois et forêts, p. 348, nº 1063 et suiv. — Voir *Animaux domestiques, Constructions, Élagage, Extraction de matériaux, Ferme, Feu, Incendie, Instruments, Voiture.*

Poursuite et répression des délits forestiers, p. 351, nº 1073 et suiv. — Voir *Délits forestiers, Gardes forestiers.*

Prohibition du défrichement, p. 331, nº 998. — Voir *Défrichement.*

Voir *Accrue, Bornage, Échenillage, Endigage du Rhin, Louveterie, Subventions spéciales, Usufruit.*

Bois d'affouage. Voir *Affouage, Usages forestiers.*

Bois d'étais, de travail et d'ouvrage.

Usage aux bois de cette nature, p. 335, nº 1108. — Voir *Usages forestiers.*

Bois mort.

Ce qu'est l'usage au bois mort, p. 335, nº 2008. — Voir *Usages forestiers.*

Crochets et ferrements interdits aux usagers, p. 343, nº 1040.

Délivrance du bois mort aux usagers, p. 340, nº 1030.

Boissons.

Droits fiscaux auxquels elles sont soumises, p. 320, nº 655.

Boiterie. Voir *Vices rédhibitoires.*

Bornage, Bornes.

Abornement ou plantation de bornes, p. 42, nº 145.

C.

Action possessoire pour placement et déplacement de bornes, p. 438, nº 1378.

Assujettissement au bornage réclamé par le propriétaire du fonds contigu, p. 92, nº 296.

Bornes et signes en ayant le caractère, p. 41, nº 143; — ... mobiles et immobiles, *id.*, *id.*

Bois et forêts soumis au régime forestier; leurs bornage et délimitation d'avec les fonds contigus, p. 327, nº 983.

Compétence pour l'introduction de l'action en bornage, p. 445, nº 1399.

Contestation portant sur la ligne divisoire des héritages; sa recherche, p. 42, nº 145; p. 446, nº 1400; p. 448, nº 1405.

Délimitation; comment on y arrive, p. 42, nº 145.

Dessaisissement du juge de paix en cas de contestation sur la propriété et les titres, p. 446, nº 1400 et suiv.

Expertise et arpentage, p. 42, nº 145; p. 448, nº 1404.

Fonds contigus sont seuls soumis au bornage, p. 41, nº 141.

Frais du bornage, p. 42, nº 146; p. 448, nº 1406.

Garants ou témoins placés sous les bornes, p. 41, nº 143.

Imprescriptibilité et exercice de la faculté de se borner, p. 39, nº 135 et suiv.

Modes du bornage : amiable, p. 42, nº 147; — ... judiciaire; action en bornage, p. 43, nº 148; p. 445, nº 1399 et suiv.

Preuves et traces d'un ancien bornage, p. 41, nº 142.

Sentiers d'exploitation, fossés, haies vives n'ont pas le caractère de bornes, p. 41, nº 144.

Suppression ou déplacement de bornes, p. 43, nº 149.

Titres appliqués au terrain, p. 42, nº 145.

Voir *Délits ruraux*, *Fermier*, *Possession*, *Usufruitier*.

Boucherie.

Animaux de boucherie dans les pays infectés par l'épizootie, p. 456, nº 1428.

Règlements des marchés de Sceaux et de Poissy, p. 383, nº 1179.

Vente d'animaux destinés à la consommation, et garantie de leurs vices rédhibitoires, p. 381, nº 1176.

Branches. Voir *Arbre*, *Élagage*.

Brouillage. Voir *Etang*.

G.

Canaux.....

... de desséchement, p. 640, nº 736; p. 258, nº 794; — ... d'irrigation,

p. 640, n° 736; — ... navigables, p. 204, n° 640; — ... non navigables, p. 240, n° 735.

Curage des canaux et actions y relatives, p. 241, n° 720; p. 425, n° 1335; p. 428, n° 1345.

Pêche dans les canaux privés, p. 244, n° 739.

Cantonnement. Voir *Usages forestiers.*

Carraires ou **Carrairades.**

Compétence en cas d'anticipations sur ces voies, p. 195, n° 619.

Règlements locaux qui régissent ces chemins, p. 195, n° 618.

Carrière. Voir *Fouilles.*

Clôture des carrières rendues dangereuses par leurs excavations, p. 458, n° 1433.

Indemnités pour les matériaux d'une carrière en exploitation occupée pour les travaux publics, p. 68, n°s 225, 226, 227. — Voir *Extractions de matériaux.*

Subventions spéciales dues par les exploitants de carrière, en cas de dégât causé à un chemin vicinal, p. 189, n° 604.

Céréales. Voir *Grains.*

Chablis.

Vol de bois de chablis, p. 357, n° 1097.

Chambre d'agriculture.

Composition et attributions de ces chambres, p. 408, n° 1278 et suiv.

Champéage. Voir *Etang.*

Chanvre. Voir *Rouissage.*

Charbon.

Est-ce un vice rédhibitoire? p. 380, n° 1175; p. 382, n° 1172.

Charrois. Voir *Bail à ferme.*

Charrue. Voir *Contraventions.*

Chasse.

Action possessoire en maintenue d'un droit de chasse, p. 441, n° 1393.

Affût est-il permis? p. 464, n° 1457.

Arrêtés préfectoraux relatifs à la chasse des oiseaux de passage, du gibier d'eau, à la destruction des animaux malfaisants et nuisibles, etc., p. 465, n°s 1459, 1460. — Voir *Animaux sauvages, Bêtes fauves.*

Cession du droit de chasse peut-elle être perpétuelle? p. 54, n° 185.

Chasse dans une garenne peut constituer un vol, p. 400, n° 1255.

Délivrance, prix et durée du permis de chasse, p. 461, n° 1447 et suiv. — Voir *Gardes champêtres, forestiers, Louveterie, Plantations, Récoltes.*

Délits de chasse. — Voir ce mot.

C.

Fermier a-t-il le droit de chasser sur le fonds loué? p. 55, n° 186; p. 122, n° 382.

Interdiction de la chasse de nuit, p. 464, n° 1457.

Interdiction de vendre, acheter, transporter du gibier en temps où la chasse n'est pas ouverte, p. 463, n° 1454.

Lévriers interdits, excepté pour la chasse des animaux malfaisants, p. 465, n^os^ 1458 et 1461.

Modes de chasse autorisés par la loi, p. 464, n° 1458; — ... qui peuvent être autorisés par le préfet, p. 465, n° 1459 et suiv.

Permission du propriétaire du sol nécessaire à l'exercice de la chasse, p. 54, n° 184.

Règlements relatifs à l'ouverture et à la clôture de la chasse, p. 462, n° 1451 et suiv.; — ... aux modes et procédés de chasse, p. 465, n° 1459 et suiv.

Terrain clos; liberté d'y chasser en tous temps, p. 34, n° 116; p. 54, n° 183.

Suspension de la chasse en temps de neige et permanence des arrêtés y relatifs, p. 463, n° 1453; p. 465, n° 1461.

Chaulage. Voir *Délits ruraux*, *Grains*, *Semence*.

Chaumage. Voir *Glanage*.

Chemins communaux.

Doivent être rangés selon les circonstances soit parmi les chemins ruraux, soit parmi les voies agraires, p. 191, n° 610; p. 196, n° 620; p. 199, n° 623. — Voir *Chemin rural*, *Voies agraires*.

Chemin d'exploitation. Voir *Chemins de servitude*, *Voies agraires*.

Chemin de halage.

Affectation du fonds, aboutissant sur un cours d'eau navigable et flottable, à cette servitude de chemin, p. 79, n° 246 et suiv.

Alluvion assujettie à cette servitude, p. 80, n° 250.

Contraventions commises sur ces chemins, p. 82, n° 257.

Enclave n'est pas empêchée par un chemin de cette sorte, p. 81, n° 254.

Indemnité pour l'établissement d'un chemin de cette sorte en cas de navigation nouvelle, p. 81, n° 255.

Passage des pêcheurs, p. 80, n° 253.

Tracé et largeur du chemin, p. 79, n° 246; p. 80, n° 251.

Chemin de servitude. Voir *Enclave*, *Passage*.

Chemin légal. Voir *Enclave*.

Chemin privé.

C.

Admissibilité de l'action possessoire en matière de chemins privés, p. 197, nº 621. — Voir *Anticipation.*

Espèces différentes des chemins privés et ce qui les distingue, p. 196, nº 620. — Voir *Chemin de servitude, Voies agraires.*

Fermeture des chemins privés qui seraient remplis d'excavations, dangereuses pour la sûreté des passants, p. 457, nº 1431.

Prescription d'un chemin privé comme chemin public par une commune, p. 198, nº 622.

Chemin public.

Espèces différentes des chemins publics, p. 176, nº 571. — Voir *Carraires, Chemin rural, Chemin vicinal, Routes (grandes).*

Impraticabilité d'un chemin public; servitude de passage qui en résulte, p. 78, nº 241.

Peines à raison de la dégradation et de l'usurpation des chemins publics, p. 471, nº 1476. — Voir *Anticipation.*

Chemin rural.

Anticipation, p. 193, nº 615.

Imprescriptibilité de ces chemins, de leurs bergés et fossés, p. 194, nº 611.

Police de ces chemins, p. 193, nº 616. — Voir *Élagage.*

Réparations, p. 194, nº 617.

Chemin vicinal.

Anticipation, compétence, p. 183, nº 584.

Arrêté préfectoral portant déclaration ou reconnaissance de vicinalité, p. 184, nº 186.

Déclassement et droit de préemption, p. 185, nº 590.

Imprescriptibilité de ces chemins, p. 182, nº 580.

Indemnité pour expropriation, p. 185, nº 589.

Moyens pour la confection et l'entretien des chemins vicinaux, p. 186, nº 594. — Voir *Expropriation, Extraction de matériaux, Occupation de terrain, Prestations en nature, Subventions spéciales.*

Ouverture ou redressement de ces chemins, p. 185, nº 588.

Police des chemins vicinaux; règlements préfectoraux qui y sont relatifs, p. 190, nº 605.

Propriété de ces chemins; contestations auxquelles elle peut donner lieu, p. 182, nº 580; p. 183, nº 583.

Servitudes résultant, pour le fonds rural, de la proximité de ces chemins, p. 78, nº 240; p. 190, nº 605.

Chèvres.

Interdiction d'en introduire dans les bois, p. 339, nº 1025; p. 357, nº 1099.

C.

Chiens.

Divagation en temps ordinaire, p. 458, nº 1433; — ... en temps d'épizooties, p. 456, nº 1428. — Voir *Chasse, Contraventions, Rage.*

Clavelée. Voir *Vices rédhibitoires.*

Clôture.

Action possessoire pour usurpation de clôtures, p. 438, nº 1377.

Clôture des carrières, fossés, mares, puits et chemins privés rendus dangereux par leurs excavations, p. 458, nº 1433; p. 457, nº 1431.

Droit de clore le fonds rural, p. 30, nº 103; — ses limites, p. 35, nº 119.

Établissement des murs, haies, fossés, p. 30, nº 104 et suiv.

État de clôture; ses effets relativement à l'affranchissement du fonds loué, des servitudes de parcours, d'extractions de matériaux, de défrichement, etc., p. 32, nº 110.

Jet de pierres et immondices contre les clôtures ou dans les jardins ou enclos, p. 469, nº 1474.

Propriété et mitoyenneté des clôtures, p. 36, nº 120.

Coalition. Voir *Délits ruraux.*

Colmatage.

Règles applicables à cette opération, p. 265, nº 811. — Voir *Conduite d'eau.*

Colombier. Voir *Contraventions, Pigeons de colombier.*

Colon partiaire ou métayer. Voir *Bail à colonage partiaire, Bail à cheptel, Roulage.*

Comice agricole.

Établissement et composition, p. 408, nº 1270 et suiv.

Complainte. Voir *Action possessoire.*

Conduite d'eau (DROIT DE).

Obtention de ce droit pour l'irrigation, p. 273, nº 823; — ... pour l'égouttement des fonds irrigués, p. 285, nº 842; — ... pour le colmatage, p. 265, nº 811; — ... pour le desséchement des terrains submergés, p. 200, nº 801. — Voir *Desséchement, Drainage, Irrigations.*

Congé. Voir *Actions, Bail à ferme, à colonage partiaire.*

Conseil général d'agriculture.

Attributions et composition de ce corps, p. 411, nº 1290 et suiv.

Contraventions en matière rurale.

Abandon, dans les champs, de coutres de charrue, p. 468, nº 1471; p. 175, nº 568.

Abandon et pacage des animaux sur le terrain d'autrui, p. 471, nº 1479; p. 301, nºs 888 et 889.

C.

Contraventions à la police du roulage sur les grandes routes, p. 180, nº 577.

Contraventions commises sur les chemins de halage et sur le lit des cours d'eau navigables et flottables, p. 82, nºs 257 et 258.

Dégradations et usurpations des chemins publics, p. 471, nº 1476; p. 183, nº 584; p. 190, nº 608; p. 193, nº 615; p. 195, nº 619.

Divagation d'animaux malfaisants et de chiens, p. 469, nº 1474; p. 158, nº 1434.

Enlèvement des engrais dans les champs, p. 471, nº 1479; p. 298, nº 877.

Infractions aux arrêtés des maires qui prescrivent la fermeture des colombiers, p. 398, nº 1246.

Infractions aux bans de vendanges et autres, p. 469, nº 1474; p. 308, nº 919.

Infractions aux règles de glanage, râtelage, grappillage, p. 468, nº 1471; p. 311, nº 929.

Infractions aux règlements d'échenillage, p. 468, nº 1471; p. 459, nº 1438.

Infractions aux règlements relatifs à la récolte du varech, p. 171, nº 862 et suiv.

Introduction des animaux sur le terrain d'autrui, p. 270, nº 1476; p. 301, nº 886.

Jet de pierres et immondices contre les clôtures, ou dans les jardins ou enclos, p. 469, nº 1474; p. 36, nº 132.

Maraudage, p. 468, nº 1471; p. 470, nº 1474; p. 304, nº 901.

Mauvais traitements exercés envers les animaux domestiques, p. 471, nº 1479; p. 394, nº 1229.

Mort ou blessures occasionnées aux animaux d'autrui, par négligence et maladresse, p. 470, nº 1476; p. 471, nº 1477; p. 395, nº 1235. — Voir *Délits ruraux*.

Négligence d'entretenir, réparer, nettoyer les fours, cheminées, p. 468, nº 1471; p. 458, nº 1432.

Omission, de la part du propriétaire d'un coutre de charrue, d'y faire apposer son nom, p. 471, nº 1479; p. 175, nº 568.

Passage de l'homme sur le terrain préparé ou ensemencé, etc., appartenant à autrui, p. 299, nº 879 et suiv.; p. 469, nºs 1471, 1474; — ... des animaux, p. 300, nº 885; p. 469, nº 1471.

Poursuite devant les tribunaux de simple police, p. 486, nº 1531.

Prescription des contraventions, p. 486, nº 1533 et suiv.

Refus de porter secours en cas d'incendie, d'inondation, p. 470, nº 1474; p. 458, nº 1432.

Volailles tuées lorsqu'elles ne sont point laissées à l'abandon, p. 391, nº 1219.

C.

Constructions.

Acquisition, par le maître du sol, des constructions faites sur son terrain, p. 47, nº 161. — Voir *Accession*.

Constructions faites avec les matériaux d'autrui, p. 49, nº 173.

Distances à observer pour les constructions limitrophes, p. 106, nº 326. — Voir *Étable*, *Puits*.

Interdiction de construire dans le voisinage de certains bois et forêts, p. 85, nº 264; p. 349, nº 1069 et suiv. — Voir *Bois et forêts*, *Ferme*.

Cornage chronique. Voir *Vices rédhibitoires*.

Coupe. Voir *Délits forestiers*, *Délits ruraux*, *Grains*.

Courbatures (vieilles). Voir *Vices rédhibitoires*.

Cours et tribunaux.

Attribution en matière rurale, p. 450, nº 1414. — Voir *Actions*.

Cours d'eau.....

— ... NAVIGABLES ET FLOTTABLES.

Action possessoire pour les entreprises sur ces cours d'eau, p. 437, nº 1375; p. 440, nº 1381.

Bras des fleuves et rivières navigables et flottables, p. 204, nº 640.

Concessions de prises d'eau sur les fleuves et rivières navigables et flottables, p. 211, nº 654 et suiv.; p. 277, nº 833.

Domanialité, imprescriptibilité de ces cours d'eau, p. 203, nº 637; p. 204, nº 641.

Flottaison par trains et radeaux, p. 204, nº 639.

Navigabilité et flottabilité, leur déclaration et leur appréciation, p. 204, nº 642.

Navigation établie à nouveau, p. 60, nº 196; p. 81, nº 255 et suiv. — Voir *Chemin de halage*, *Pêche*.

Servitudes résultant, pour le fonds rural, de sa proximité de ces cours d'eau, p. 79, nº 246; p. 205, nº 645. — Voir *Chemin de halage*, *Fouilles*.

Travaux de préservation, p. 229, nº 702.

Usages communs des eaux navigables, p. 209, nº 648; — ... privatifs, p. 211, nº 653.

Usurpation de leurs eaux; répression, p. 204, nº 641.

— ... NON NAVIGABLES NI FLOTTABLES.

Abreuvement des bestiaux, p. 209, nº 648.

Abus dans l'usage des eaux, et absorption de toute l'eau ou d'une plus grande quantité d'eau que celle à laquelle on a droit, p. 215, nºs 673, 674, 675; p. 441, nº 1387.

Action possessoire pour entreprises sur les cours d'eau non navigables ni flottables, p. 441, nº 1385.

C.

Actions relatives au curage des cours d'eau, p. 425, nº 1335; p. 428, nº 1345.

Anticipations sur les cours d'eau, p. 215, nº 873.

Cession, par un riverain, de son droit d'usage aux eaux, p. 229, nº 699; p. 277, nº 834.

Circulation en bateau, p. 209, nº 648.

Concessions faites par les anciens seigneurs, p. 227, nº 698.

Conservation du lit et du cours des eaux, curage, p. 218, nº 681.

Décrets portant règlement d'eau; leur interprétation, p. 225, nºs 693, 694.

Demandes en règlement d'eau, p. 222, nº 689.

Dérivations, p. 215, nºs 670 et 671; p. 218, nº 680.

Destination de père de famille, p. 213, nº 663; p. 229, nº 699.

Droits des tiers réservés dans les règlements d'eau, p. 220, nº 684; p. 224, nº 692.

Escarpement des rives, p. 213, nº 665.

État d'indivision de ces eaux ne constitue pas une possession légale pour les riverains, p. 442, nº 1388.

Fonds bordé par le cours d'eau, p. 58, nº 190; p. 212, nº 658; p. 214, nºs 667 et 668; — ... traversé par le cours, p. 58, nº 190; p. 212, nº 658; p. 214, nºs 667 et 669.

Fixation et abaissement du point d'eau, des barrages et déversoirs, p. 217, nº 679.

Irrigations, p. 214, nº 668; p. 218, nº 680; p. 219, nº 683; p. 271, nº 819. — Voir ce mot.

Oppositions aux demandes en règlement d'eau, p. 224, nº 692.

Partage des eaux non réglementées, p. 220, nº 696.

Perte totale ou partielle et prescription de l'usage des eaux, p. 213, nº 664; p. 227, nº 697.

Police des cours d'eau, p. 220, nº 684; p. 294, nº 870.

Pouvoir réglementaire et autorités qui l'exercent, p. 217, nº 648 et suiv.; p. 220, nº 685.

Prises d'eau, p. 218, nº 680.

Propriété des cours d'eau non navigables ni flottables, p. 205, nº 646.

Puisage pour besoins ordinaires de la vie, p. 209, nº 648.

Quotité de l'eau à laquelle chaque riverain a droit, p. 226, nº 696.

Réglementation de l'usage des eaux, règlements particuliers, p. 216, nº 676 et suiv.

Retenues d'eau, p. 217, nº 678.

Usages communs des eaux de ces cours d'eau, p. 209, nº 648; — privatifs, p. 211, nº 653; — ... exclusifs, p. 227, nº 697 et suiv.

Travaux de préservation, p. 215, nº 672; p. 229, nº 702. — Voir *Digues*.

D.

Crimes en matière rurale.

Incendie de récoltes, p. 304, n° 902 et suiv.

Pillage et destruction de grains, grenailles ou farine, p. 819, n° 951.

Poursuite devant la cour d'assises, p. 486, n° 1531.

Vol qualifié ou accompagné de circonstances aggravantes de récoltes, animaux, instruments d'agriculture, p. 477, n° 1498.

Curage. Voir *Actions, Canaux, Cours d'eau, Fossés, Jet de terre.*

D.

Défensabilité. Voir *Usages forestiers.*

Défrichement. Voir *Bois et forêts, terres vagues et vaines.*

Délimitation. Voir *Bornage.*

Délits.....

Exception de propriété ou d'usage soulevée par le prévenu, p. 354, n° 1086.

Poursuite devant les tribunaux correctionnels, p. 486, n° 1431.

Responsabilité des maîtres relativement aux délits commis par leurs domestiques et gens de travail agricole, p. 168, n° 546 et suiv.

—..... DE CHASSE. — Voir *Chasse.*

Absence de circonstances atténuantes en matière de délits de chasse, p. 475, n° 1489.

Aggravation des peines pour délits de chasse commis par des gardes champêtres ou forestiers, p. 475, n° 1488.

Contraventions aux règlements préfectoraux sur les modes et procédés de chasse, p. 473, n° 1484.

Détention et emploi d'engins et instruments prohibés, p. 473, n° 1485.

Emploi de drogues et appâts de nature à enivrer ou détruire le gibier, p. 474, n° 1485.

Fait de chasse aux appeaux, appelants ou chanterelle, p. 474, n° 1485.

Fait de chasse en temps prohibé ou pendant la nuit, p. 473, n° 1485.

Fait de chasse qui est commis par un individu déguisé ou masqué, ou qui est accompagné de violences, de menaces, p. 474, n° 1487.

Fait de chasse sans permis, p. 473, n° 1484.

Fait de chasse sur des terres non dépouillées de fruit; — ... sur des terrains clos, p. 474, n° 1487; p. 35, n° 118; — ... attenant à une habitation, p. 475, n° 1488.

Fait de chasse sur le terrain d'autrui sans le consentement du propriétaire, p. 53, n° 183; p. 473, n° 1484.

Prescription des délits de chasse, p. 487, n° 1535.

D.

Prise ou destruction des œufs et couvées, p. 473, n° 1484.
Privation du droit de port d'armes, p. 462, n° 1450 ; — ... du droit d'obtenir un permis de chasse, p. 475, n° 1487.
Récidive en matière de délits de chasse, p. 474, n° 1487.
Vente, achat du gibier en temps prohibé, p. 473, n° 1485.

— ... DE PÊCHE. — Voir *Pêche.*

Fait d'appâter les hameçons, nasses, filets avec des poissons d'espèces prohibées, p. 477, n° 1497.
Fait de pêche dans les cours d'eau sans permission du bénéficiaire du droit de pêche, p. 476, n° 1491; p. 60, n° 195.
Jet, dans les cours d'eau, de drogues et appâts de nature à détruire ou à enivrer le poisson de rivière, p. 476, n° 1492; p. 401, n° 1256.
Pêche et débit de poissons n'ayant pas les dimensions voulues, p. 477, n° 1496.
Prescription des délits de pêche, p. 487, n° 1537.
Procédés, engins et filets interdits, p. 476, n°s 1494 et 1495.
Répression des faits de pêche en temps prohibé, p. 476, n° 1493.

— ... FORESTIERS.

Animaux trouvés en délit, p. 351, n° 1074; p. 357, n° 1099 et suiv. — Voir *Animaux domestiques, Porcs.*
Arrachement de plants, p. 357, n° 1095.
Arrestation des inconnus surpris en flagrant délit, p. 352, n° 1074.
Circonstances atténuantes interdites en matière de délits forestiers, p. 388, n° 1101.
Confiscation de scies, haches, serpes, cognées, etc., p. 348, n° 1065; p. 357, n° 1098.
Coupe, enlèvement d'arbres et de bois, p. 355, n°s 1092, 1093, 1094, 1097, 1098.
Élagage non autorisé, p. 349, n° 1068.
Éboupement, écorcement et mutilation d'arbres, p. 357, n° 1096.
Extraction ou enlèvement non autorisé de pierres, sable, etc., gazon, bruyère, genêts, herbages, feuilles vertes ou mortes, glands, faînes, et autres fruits et semences, dans les bois, p. 348, n° 1064; — effectué par les usagers, p. 343, n° 1041.
Feu allumé, incendie, p. 349, n° 1066.
Fermes, usines, maisons établies près de certains bois sans autorisation, p. 349, n° 1069 et suiv.
Infractions à la défense de défricher les bois, p. 332, n° 998 et suiv.
Infractions aux mesures relatives à l'endigage du Rhin, p. 331, n° 996.
Pacage des moutons et chèvres, p. 339, n° 1025; p. 357, n° 1099.

D.

Poursuite et prescription des délits forestiers, p. 351, nº 1073 et suiv.; p. 354, nº 1087; p. 487, nº 1536.

Procès-verbaux de constat, p. 352, nº 1076 et suiv.

Responsabilité des maîtres, pères et tuteurs relativement aux délits forestiers commis par leurs ouvriers, enfants et pupilles, p. 358, nº 1102. — Voir *Pâtre.*

Usage de scies pour commettre le délit de coupe d'arbre, p. 358, nº 1100.

Vente ou échange de bois délivrés pour l'usage, p. 342, nº 1039.

Voitures, bestiaux, animaux de charge ou de monture trouvés dans les bois, hors des routes et chemins, p. 348, nº 1065.

— ... RURAUX.

Abatage, mutilation, écorcement d'arbres situés dans les champs, p. 472, nº 1481; p. 302, nº 892 et suiv.; — ... d'arbres riverains des grandes routes, p. 751, nº 236; p. 303, nº 895.

Accaparements de grains et manœuvres pour faire hausser ou baisser le prix des grains et farines, p. 319, nº 951.

Atteinte à la libre circulation des grains, p. 310, nº 949.

Blessures et mort occasionnées volontairement, ou sans nécessité, aux animaux d'autrui, p. 472, nº 1481; p. 394, nº 1230; p. 395, nºs 1232, 1233. — Voir *Animaux, Contraventions.*

Chasse des lapins de garenne et des pigeons de colombier, hors de certains cas spécifiés, est assimilée au vol, p. 400, nº 1253; p. 399, nº 1247.

Coalitions entre les gens du travail agricole, p. 163, nº 527; — ... entre les chefs d'exploitation rurale, *id.*, *id.*

Comblement de fossés et destruction de clôtures, haies, élagage des haies vives et enlèvement des bois secs des haies appartenant à autrui, p. 472, nº 1481; p. 38, nº 132.

Coupe et dévastation de récoltes, p. 472, nº 1481; p. 302, nº 890 et suiv.

Destruction de greffes, p. 472, nº 1481; p. 303, nº 894.

Empoisonnement de chevaux et bestiaux, p. 394, nº 1231; — ... de poissons d'étangs, viviers ou réservoirs, p. 401, nº 1256.

Garde à vue des animaux sur le terrain d'autrui, p. 472, nº 1481; p. 301, nº 887.

Infractions aux dispositions relatives à la culture du tabac, p. 325, nº 975 et suiv.

Infractions aux précautions imposées par la loi ou les règlements en cas d'épizooties ou de maladies contagieuses, p. 472, nº 1481; p. 396, nº 1256 et suiv.; p. 454, nº 1427.

Inondations occasionnées par les propriétaires d'étangs, p. 472, nº 1481; p. 453, nº 1423; p. 245, nº 755.

Prescription des délits prévus par le code pénal, p. 487, nº 1533; —

D.

... par le code rural, p. 487, nº 1534 ; — ... par des lois spéciales, p. 487, nº 1535.

Rupture et destruction d'instruments d'agriculture, de parcs de bestiaux, p. 472, nº 1481; p. 176, nº 569.

Suppression et déplacement de bornes, pieds corniers et autres limites, p. 472, nº 1781; p. 43, nº 149; p. 439, nº 1379.

Usage de l'arsenic ou de ses composés pour le chaulage des grains, p. 315, nº 940.

Vol, dans les champs, d'animaux et d'instruments aratoires, p. 472, nº 1481; p. 175, nº 569 ; — ... de récoltes, p. 472, nº 1481; p. 304, nºs 899 et 900; — ... de ruches, p. 403, nº 1261.

Desséchement.....

... d'étangs ; voir *Etang.*

... de marais ; voir *Marais.*

... des terrains submergés en tout ou en partie dans un but d'intérêt privé, p. 260, nº 801. — Voir *Conduite d'eau, Drainage.*

Destination de père de famille. Voir *Cours d'eau, Eaux pluviales, Passage, Servitudes.*

Déversoir. Voir *Cours d'eau, Etang.*

Digues.

Établissement de digues sur les cours d'eau, p. 215, nºs 672, 673 ; p. 218, nº 681 ; p. 230, nº 704 ; — ... sur les torrents, p. 239, nº 734. — Voir *Alluvions proprement dites, Écoulement, Endigage du Rhin.*

Divagation. Voir *Animaux domestiques, Chien, Contraventions.*

Domaine congéable ou **de superficie.**

Droits du domanier, p. 112, nº 352.

Domestiques. Voir *Gens de travail.*

Drainage.

Mode de desséchement pour les terrains submergés, p. 263, nº 805.

Droit rural.

Choses soumises à son régime, p. 1, nº 2.

Définition, p. 1, nº 1.

Dispositions dont il se compose ; lois et usages locaux, p. 3, nº 5.

Dunes.

Fixation par plantation, p. 262, nº 806. — Voir *Impôt foncier.*

E.

Eaux...

— ... PUBLIQUES ; voir *Cours d'eau.*

— ... PRIVÉES ; voir *Canaux*, *Eaux pluviales*, *Etang*, *Puits*, *Source*, *Torrents*.

Eaux ménagères.

Arrêtés des maires relatifs à l'écoulement et à la stagnation de ces eaux, p. 454, n° 1425.

Eaux pluviales.

Accessoires du fonds où elles tombent et s'agglomèrent, p. 52, n° 180; p. 237, n° 726.

Action possessoire motivée par le trouble apporté à la jouissance des eaux pluviales, p. 440, n° 1382.

Appropriation des eaux pluviales des chemins publics par droit de premier occupant, p. 238, n° 729.

Conduite de ces eaux recueillies en vue de l'irrigation sur le fonds d'autrui, p. 275, n° 829. — Voir *Irrigations*.

Disposition de ces eaux par destination de père de famille, p. 237, n° 727; p. 238, n° 732.

Servitude d'écoulement; voir *Ecoulement*.

Échange.

Acquisition du fonds rural par échange, p. 27, n° 95.

Garantie des vices rédhibitoires en cas d'échange d'animaux domestiques, p. 359, n° 1113; p. 376, n° 1157. — Voir *Vices rédhibitoires*.

Échenillage.

Arrêtés et règlements relatifs à l'obligation d'écheniller et de brûler les bourses, p. 459, n° 1436.

Bois et forêts ne sont pas assujettis à l'échenillage, p. 480, n° 1443.

Contravention et répression, p. 159, n° 1438 et suiv.; p. 468, n° 1471.

Exécutoire pour frais d'échenillage, p. 450, n° 1413; p. 460, n° 1441. — Voir *Fermier*, *Juge de paix*.

Écoles d'agriculture. Voir *Enseignement agricole*.

Écoulement. Voir *Eaux ménagères*, *Egouttement*, *Fossés*.

Droit à l'écoulement de l'eau d'une source; son acquisition, p. 232, n°s 711, 712, 713.

Servitude d'écoulement pour les eaux provenant des routes, p. 73, n° 234.

Servitude pour l'écoulement naturel des eaux, p. 35, n° 119; p. 91, n° 291; p. 231, n° 709; p. 237, n° 720.

E.

Travaux et digues ne doivent point faire obstacle à l'écoulement naturel des eaux, p. 91, nº 293.

Écorcement. Voir *Délits ruraux et forestiers.*

Égouttement (SERVITUDE D'). Voir *Conduite d'eau (droit de)*, *Irrigations.*

Éhoupement. Voir *Délits forestiers.*

Élagage.

Actions relatives à l'élagage, p. 425, nº 1335 et suiv.

Droit d'obtenir l'élagage des arbres dont les branches s'avancent sur le fonds voisin, p. 104, nº 322.

Élagage des arbres et haies riverains des chemins ruraux, p. 457, nº 1431; p. 193, nº 616.

Exception au droit de requérir l'élagage pour les lisières des bois et forêts, p. 84; nº 263; p. 349, nº 1068.

Imprescriptibilité de l'extension des branches, p. 104, nº 323.

Emphytéose.

Droits de l'emphytéote, p. 112, nºs 350 et 351. — Voir *Action possessoire.*

Enclave.

Action possessoire pour le passage en cas d'enclave, p. 96, nº 307; p. 443, nº 1390.

Caractères et circonstances de l'enclave, p. 93, nºs 298, 299.

Exercice de la servitude de passage en cas d'enclave, p. 93, nº 301.

Fin de l'enclave et dégrèvement de la servitude de passage, p. 94, nº 304.

Indemnité d'établissement, p. 94, nº 303.

Voir *Chemin de halage.*

Endigage du Rhin.

Obligations des propriétaires des bois qui sont soumis à ce service public, p. 331, nº 996. — Voir *Délits forestiers.*

Engrais.

Arrêtés des maires relatifs à l'emploi de certains engrais près des habitations, p. 454, nº 1425.

Engrais pour les fermes, p. 122, nº 381; p. 132, nº 417; p. 134, nº 424; p. 147, nº 470; p. 150, nºs 486 et 487; p. 159, nº 516; p. 388, nº 1204.

Engrais produit par le cheptel, p. 386, nº 1190; p. 387, nº 1199; p. 388, nº 1204; p. 390, nº 1214.

Enlèvement d'engrais dans les champs, p. 298, nº 877; — ... dans les bois, p. 348, nº 1064.

Immobilisation des engrais placés sur un fonds pour son exploitation, p. 170, n° 551 ; p. 171, n° 556.

Récolte des varechs destinés à l'engrais des terres, p. 173, n° 561.

Remboursement des engrais par le propriétaire qui profite de la récolte semée par des tiers, p. 45, n° 155.

Enseignement agricole.

École des haras, p. 418, n° 1313.

École nationale forestière, p. 414, n° 1307.

Écoles régionales, p. 413, n° 1299.

Écoles vétérinaires, p. 416, n° 1311.

Fermes-écoles, p. 413, n° 1298.

Institut national agronomique, p. 414, n° 1302.

Épilepsie. Voir *Vices rédhibitoires.*

Épizootie.

Avertissement, par affiche, de l'existence de la maladie épizootique dans une localité, p. 455, n° 1428.

Enfouissement des animaux morts dans les localités infectées, p. 456, n° 1429.

Mesures pour prévenir les épizooties, p. 454, n° 1427 ; —... lorsque l'épizootie a éclaté, p. 455, n° 1428 et suiv. — Voir *Boucherie, Chiens.*

Essaim d'abeilles.

Acquisition des abeilles par l'occupation, p. 401, n°s 1257 et 1258.

Incorporation des abeilles avec la ruche, p. 402, n° 1259.

Poursuite des essaims envolés, p. 401, n° 1257.

Ruches placées par le propriétaire du sol, p. 402, n° 1259 ; — ... placées par un tiers ou par le fermier, p. 402, n° 1260.

Saisie des ruches, p. 402, n°s 1259, 1260.

Vol de ruches, p. 402, n° 1261.

Essartement. Voir *Routes (grandes).*

Étables.

Distance à laquelle elles doivent être construites des murs du voisin, p. 106, n° 326.

Interdiction d'y entrer avec du feu ou des pipes allumées, p. 458, n° 1432.

Étalons. Voir *Animaux domestiques.*

Étang.

Action possessoire pour empiétement sur le sol que couvre l'eau d'un étang quand elle est à la hauteur de la décharge, p. 440, n° 1384.

Desséchement des étangs, p. 246, n° 758 et suiv.

F.

Droits d'évolage et d'assec, p. 244, n° 751; — ... de brouillage, champéage et naizage, p. 244, n° 752.

Établissement des étangs, p. 242, n° 743.

Fixation de la contenance de l'étang par la hauteur du déversoir, p. 242, n° 745.

Imprescriptibilité du terrain couvert par les eaux, p. 343, n° 747 et suiv.

Inondations produites par les étangs, p. 245, n° 754 et suiv.

Poissons d'étangs, p. 400, n° 1255.

État de lieux. Voir *Bail à ferme.*

Éviction...

... du fonds vendu, p. 10, n° 26; — ... du fonds loué, p. 126, n° 397.

Trouble motivant l'action possessoire, p. 430, n° 1352; p. 432, n° 1356 et suiv.

Évolage. Voir *Étang.*

Exploitation personnelle.

Mode d'exploiter le fonds rural, p. 118, n° 371.

Excavations. Voir *Carrière, Chemin privé, Clôture, Fossé.*

Extraction de matériaux.

Carrière déjà en exploitation; ce qu'on doit comprendre par ces mots, p. 69, n° 226. — Voir *Carrière.*

Désignation du terrain où l'extraction doit être effectuée, p. 67, n° 221 et suiv. — Voir *Clôture.*

Exécution et entretien des travaux et chemins publics, p. 67, n° 220; p. 68, n° 224; p. 186, n° 595.

Évaluation des matériaux extraits; dans quel cas elle a lieu, p. 69, n° 225 et suiv.

Indemnité accordée au propriétaire, p. 68, n° 225; p. 72, n° 230.

Matériaux extraits dans les bois pour travaux publics, p. 68, n° 224; p. 348, n° 1065. — Voir *Délits forestiers.*

Matériaux ramassés à la surface du sol; doit-on en faire entrer la valeur dans l'indemnité? p. 70, n° 228.

Expropriation pour cause d'utilité publique...

... en cas de travaux d'utilité publique, p. 65, n° 213; — ... d'exécution d'un chemin vicinal, p. 66, n° 218; — ... de desséchement de marais, p. 257, n° 792; — ... pour l'établissement de fortifications, p. 66, n° 216.

F.

Farcin. Voir *Vices rédhibitoires.*

Fauchaison. Voir *Bans.*

F.

Fermage. Voir *Bail à ferme.*

Ferme.

Construction de fermes dans un certain périmètre des bois soumis au régime forestier, p. 350, nº 1069 et suiv.

Établissement d'un gérant à l'exploitation en cas de saisie dans une ferme, p. 450, nº 1413.

Voir *Bail à ferme, Feu, Fossé, Fourrages, Incendie, Paille, Pigeons de colombier.*

Fermier.

Action possessoire relativement au fermier, p. 128, nº 403; p. 445, nºs 1397 et 1398.

Défense aux fermiers de loger ou retirer aucun glaneur étranger, p. 313, nº 933.

Échenillage est à leur charge, p. 460, nº 1442.

Voir *Bail à ferme, Impôt foncier.*

Feu.

Défense d'en allumer dans ou près des bois, p. 349, nº 1066.

Entrée dans les écuries, granges, etc., avec du feu et des pipes allumées, p. 458, nº 1432. Voir *Crimes, Délits ruraux et forestiers, Incendie.*

Flottabilité.

Caractères de cet état d'un cours d'eau, p. 204, nº 642.

Conséquence de la flottabilité d'un cours d'eau, p. 204, nº 637; p. 204, nº 639.

Déclaration de flottabilité, p. 205, nºs 643 et 644.

Flottage.

... à bûches perdues, p. 204, nº 639; — ... par trains et radeaux, p. 204, nº 639.

Marchepied pour le flottage, p. 83, nº 261.

Fluxion périodique des yeux. Voir *Vices rédhibitoires.*

Fonds rural.

Acquisition et transmission du fonds rural, p. 7, nº 11 et suiv.

Ce que c'est, p. 2, nº 4.

Exploitation de ce fonds, p. 43, nº 150; p. 117, nº 369.

Propriété de ce fonds, p. 6, nº 6 et suiv. Voir *Vente.*

Forêts. Voir *Bois et forêts.*

Formules.

Clauses de style, dans les baux, relatives à l'assolement, p. 134, nº 427.

Effets des formules du contrat de vente relativement à la garantie du fonds vendu, p. 14, nº 47 et suiv.

F.

Fossé.

Action possessoire pour usurpations de fossés, p. 438, n° 1377.

Actions relatives au curage des fossés, p. 425, n° 1335; p. 428, n° 1345.

Aggravation de la servitude d'écoulement naturel des eaux par les changements dans l'état des fossés, p. 91, n° 295.

Clôture des fossés dangereux par leur profondeur, p. 458, n° 1433.

Clôture effectuée au moyen des fossés, p. 30, n° 104; — voir *Bornage*.

Curage des fossés bordant les grandes routes, p. 73, n° 232 et suiv.

Établissement des fossés à la limite des fonds, p. 31, n° 108.

Fossé de desséchement, p. 258, n° 794; — ... d'irrigation, p. 240, n°s 736 et 737; p. 283, n° 837; p. 284, n° 841.

Fossés qui bordent une voie agraire, p. 200, n° 626.

Fossés servant au droit d'égouttement et qui appartiennent à un tiers sur le fonds d'autrui, p. 237, n° 788.

Marge ou répare laissée du côté du voisin, p. 32, n° 108.

Mitoyenneté du fossé, p. 37, n° 125.

Réparation des fossés dans les fermes, p. 141, n° 452.

Voir *Délits ruraux*.

Fouilles. Voir *Jet de terre*.

Interdiction des fouilles le long des grandes routes, p. 77, n° 239; — ... sur les chemins de halage, p. 82, n° 257; — ... le long des cours d'eau navigables et flottables, p. 82, n° 258.

Servitude de fouilles pour l'extraction des matériaux nécessaires à l'exécution des travaux publics, p. 67, n° 220. — Voir *Carrière*, *Extraction de matériaux*.

Tarissement, par l'effet des fouilles effectuées par un tiers sur son terrain, d'une source appartenant à autrui, p. 440, n° 1385.

Fourrage. Voir *Délits ruraux*.

Fourrages des fermes, p. 134, n° 425; p. 147, n° 470.

Fruits.

Acquisition des fruits par le propriétaire, p. 44, n° 152; — ... par le possesseur de bonne foi, p. 46, n° 159; — ... par l'usufruitier, p. 114, n° 357; — ... par l'acquéreur du fonds vendu, p. 8, n° 15.

Action pour dommages aux champs, fruits et récoltes, p. 425, n° 1335.

Droit de suite sur les fruits tombés sur le fonds limitrophe, p. 461, n° 158.

Fruits naturels, industriels, civils du sol, p. 44, n° 153.

Fruits semés par des tiers; la récolte en appartient au propriétaire du sol, sauf remboursement des frais de labour, travaux et semence, p. 44, n°s 152, 154, 155, 156.

Immobilisation des fruits pendants par branches ou par racines, p. 297, n° 875...

G.

Impôt foncier, charge du recueillement des fruits, p. 44, n° 209.

Prescription quinquennale non opposable à la réclamation des fruits effectuée par le propriétaire du sol, p. 45, n° 157.

Recueillement des fruits abandonnés dans les champs après la récolte, p. 310, n° 923. — Voir *Glanage, Produits agrestes*.

Vente publique de fruits pendants par racines, p. 304, n° 938.

Vol et maraudage de fruits, p. 303, n° 898. — Voir *Contraventions, Délits ruraux*.

Fumier. Voir *Engrais*.

G.

Garantie.....

... en matière de vente du fonds rural, p. 16, n° 55 et suiv.; — ... en matière de vente ou d'échange d'animaux domestiques, p. 360, n° 1114 et suiv.; p. 381, n° 1176. — Voir *Vices rédhibitoires*.

Garants.

Placement des garants sous les bornes, p. 41, n° 143. — Voir *Bornage*.

Garde champêtre.

Attributions, p. 479, n° 1503 et suiv.

Commission donnée par un particulier à un garde champêtre de commune, p. 481, n° 1513.

Gardien de la saisie-brandon, p. 306, n° 911; p. 307, n° 913.

Insignes, p. 478, n° 1501; p. 483, n° 1519.

Interdiction du permis de chasse à ces gardes, p. 462, n° 1449. — Voir *Chasse, Délits de chasse*.

Nomination de ces gardes, p. 478, n° 1500.

Résistance et attaque contre ces agents de l'autorité, p. 480, n° 1508.

Responsabilité de ces gardes en cas de négligence pour la constatation d'un délit, p. 480, n° 1507.

Prestation de serment, p. 474, n° 1502.

Procès-verbaux, p. 480, n° 1506; p. 483, n° 1518 et suiv.

Garde forestier.

Attributions et procès-verbaux, p. 352, n° 1076; p. 354, n° 1088; p. 180, n°s 1509 et 1510. — Voir *Délits forestiers*.

Gardes forestiers pour les bois des particuliers, p. 330, n° 994; p. 354, n° 1088. — Voir *Garde particulier*.

Interdiction du permis de chasse à ces gardes, p. 462, n° 1449. — Voir *Chasse, Délits de chasse*.

Saisie de bestiaux et des instruments de délit, p. 351, n° 1074.

G.

Garde particulier.

Attributions, p. 482, n° 1515. — Voir *Procès-verbaux.*

Choix et présentation au sous-préfet, p. 481, n° 1511. — Voir *Gardes champêtre, forestier.*

Permis de chasse peut leur être délivré, p. 462, n° 1449.

Prestation de serment, p. 481, n° 1512.

Révocation, p. 482, n° 1516.

Garenne. Voir *Lapins de garenne.*

Gens de travail ou de journée.

Actions relatives aux gage et salaire des gens de travail, p. 429, n° 1349.

Affirmation des maîtres relativement aux gage et salaire des gens de travail, p. 166, n° 539.

Arrhes, p. 163, n° 528.

Coalitions des domestiques et des gens de travail, p. 163, n° 527.

Durée du louage, p. 164, n° 529.

Entrepreneurs à la tâche, p. 162, n° 525; p. 165, n° 536; p. 429, n° 1349.

Gages et salaires, p. 165, n° 535 et suiv.

Inexécution du contrat de louage, p. 164, n° 532 et suiv.

Louage des gens de travail, p. 162, n° 526.

Police des assemblées où se fait le louage des gens de travail, p. 162, n° 526; p. 453, n° 1420.

Privilége qui leur est accordé, p. 166, n° 540.

Responsabilité des maîtres à raison des actes et délits de leurs subordonnés, p. 166, n° 541.

Serviteurs pour lesquels on doit payer la prestation en nature, p. 187, n°s 596 et 597.

Tacite réconduction, p. 164, n° 531.

Gibier.

Appropriation du gibier par droit de premier occupant, p. 53, n° 181.

Chasse du gibier d'eau, p. 465, n° 1460.

Interdiction de vendre, acheter, transporter du gibier en temps où la chasse n'est pas ouverte, p. 463, n° 1454.

Pigeons considérés comme gibier en temps de fermeture des colombiers, p. 392, n° 1220; p. 398, n° 1247.

Volailles ne peuvent jamais être considérées comme gibier, p. 391, n° 1220.

Glanage, Chaumage, Grappillage, Râtelage.

Anciens règlements de glanage, p. 312, n° 950 et suiv.

Cession ou vente du droit de glanage par le propriétaire du sol, p. 311, n° 928.

Chaumage tombé en désuétude, p. 313, n° 936.

H.

Défense de glaner hors sa commune, p. 313, n° 933.

Entrée des enclos interdite aux glaneurs, p. 311, n° 924.

Infractions aux règles de glanage, râtelage, etc., p. 468, n° 1471. — Voir *Contraventions*.

Interdiction du glanage pendant la nuit, p. 311, n° 929.

Prohibition des râteaux et instruments en fer pour le glanage et le râtelage, p. 313, n° 934.

Réserve du glanage aux indigents, p. 312, n° 932.

Troupeaux ne peuvent être menés immédiatement dans les champs après la récolte, p. 313, n° 935.

Voir *Glaneur*.

Glandée. Voir *Usages forestiers*.

Glaneur. Voir *Fermier*, *Glanage*.

Goëmons. Voir *Varechs*.

Grains et céréales.

Accaparement de grains, et manœuvres pour faire hausser et baisser le prix des grains et farines, p. 319, n° 951.

Atteintes à la libre circulation des grains, p. 318, n° 949.

Chaulage de la semence, p. 315, n° 940.

Commerce et circulation des grains et farines à l'intérieur, p. 318, n°s 947 et 948; — à l'extérieur, p. 319, n° 952.

Coupe, dévastation, p. 302, n° 890 et suiv.

Grains en vert; vente de ces grains, p. 316, n° 942.

Pillage et destruction de grains, grenailles et farines, p. 319, n° 951.

Rizières, leur établissement, p. 316, n° 941.

Semailles, p. 315, n° 940. — Voir *Produits agrestes*.

Grappillage. Voir *Glanage*.

Greffes. Voir *Délits ruraux*.

H.

Haie.

Action possessoire pour usurpation de haie, p. 438, n° 1377.

Arbre situé sur une haie mitoyenne, p. 38, n° 129.

Établissement d'une haie, p. 30, n° 104; p. 31, n° 107; p. 97, n° 310; p. 99, n° 316. — Voir *Actions*, *Élagage*, *Juge de paix*, *Plantations*.

Haie vive, haie sèche, p. 31, n° 107.

Haie bordant une voie agraire, p. 200, n° 626.

Limites d'un fonds fixées par une haie vive, p. 41, n° 144. Voir *Bornage*.

Mitoyenneté des haies, p. 38, n° 129.

Réparations des haies des fermes, p. 141, n° 452.

Voir *Délits ruraux*.

I.

Halage. Voir *Chemin de halage.*

Haras de l'État.

But de ces établissements, p. 418, nº 1315.

École des haras, p. 418, nº 1313.

Service central des haras, p. 408, nº 1268.

Harnais. Voir *Accessoires, Prestations en nature.*

Hernies inguinales et intermittentes. Voir *Vices rédhibitoires.*

I.

Iles et îlots.

Acquisition des îles et îlots, p. 29, nºs 89 et 91; p. 51, nº 177; p. 60, nº 197.

Apparition des îles et îlots dans les cours d'eau navigables et flottables, p. 25, nº 90; — ... dans les rivières non navigables ni flottables, p. 25, nº 91.

Concession et prescription des îles formées dans un fleuve navigable et flottable, p. 25, nº 90.

Formation par atterrissement, p. 25, nº 89; — ... par la formation d'un nouveau bras du cours d'eau, p. 26, nº 92. — Voir *Alluvion.*

Immobilité. Voir *Vices rédhibitoires.*

Immobilisation. Voir *Animaux aratoires, Essaim d'abeilles, Fruits, Instruments d'agriculture, Lapins de garenne, Pigeons de colombier, Poissons d'étangs, Produits agrestes.*

Impôt foncier.

Assiette de la contribution foncière, p. 62, nº 201. — Voir *Fruits.*

Demandes en dégrèvement, p. 65, nº 211.

Exemptions en faveur des terres en friche, marais, dunes, mises en culture ou plantées, p. 63, nº 202.

Impôt sur le fonds soumis à la servitude d'aqueduc, p. 283, nº 840.

Payement de cet impôt par le fermier du fonds, p. 64, nº 207.

Incendie.

Mesures à prendre par les maires pour prévenir les incendies, p. 457, nº 1432. — Voir *Contraventions, Crimes, Délits ruraux et forestiers, Feu, Usages forestiers.*

Inondation.

Arrêtés des maires ayant pour objet d'empêcher ou de faire cesser les inondations, p. 222, nº 688; p. 453, nº 1423.

I.

Inondations produites par les retenues d'eau et barrages sur les cours d'eau, p. 218, n° 679 ; — ... produites par les étangs, p. 245, n° 754 et suiv.

Travaux de préservation exécutés sur les cours d'eau publics, p. 230, n° 704.

Voir *Contraventions, Délits ruraux.*

Instruments...

— ... D'AGRICULTURE.

Immobilisation des ustensiles aratoires, p. 170, n° 551.

Prêt réciproque d'instruments de culture ou souhaitage, p. 172, n° 560.

Réparation des instruments d'agriculture placés dans une ferme, p. 141, n° 452.

Voir *Contraventions, Délits ruraux, Prestations en nature.*

— ... DE DÉLITS.

Confiscation des instruments qui ont servi à commettre les délits forestiers, p. 357, n° 1098 ; — ... de chasse, p. 473, n° 1484 et suiv. ; — ... de pêche, p. 477, n° 1495.

Instruments servant à couper trouvés sur les individus surpris dans les bois et forêts, hors des routes et chemins, p. 348, n° 1065.

Voir *Bois mort, Délits, Glanage, Usages forestiers.*

Irrigations.

Aqueduc ou conduite d'eau pour l'irrigation à distance, p. 273, n° 823.

Appui du barrage, p. 285, n° 845.

Chemins publics et grandes routes assujettis à la servitude d'aqueduc, p. 282, n° 837.

Concession d'eau à des tiers pour l'irrigation, p. 277, n° 832 et suiv.

Cours d'eau navigables et flottables servant à l'irrigation, p. 277, n° 833; — ... non navigables ni flottables, p. 276, n° 831. — Voir *Cours d'eau.*

Dommages postérieurs à l'établissement des servitudes d'aqueduc et d'appui, p. 292, n° 464 ; p. 274, n° 868.

Droit de réclamer la mitoyenneté du barrage établi pour l'irrigation, p. 288, n° 851 et suiv.

Eaux de pluie servant à l'irrigation, p. 275, n° 829.

Eaux pour la conduite desquelles peut être obtenue la servitude d'aqueduc, p. 274, n° 837 et suiv. ; — eaux privées, p. 275, n° 828 ; — eaux dont on a l'usage, p. 276, n° 831 ; — eaux concédées, p. 277, n° 832.

Égouttement des fonds irrigués ; eaux de colature, p. 285, n° 842 et suiv.

Étangs, réservoirs, puits artésien servant à l'irrigation, p. 275, n° 829.

Indemnité pour les servitudes d'aqueduc, d'égouttement et d'appui, p. 291, n° 852 et suiv.

Irrigation des fonds riverains des cours d'eau, p. 271, n° 820 ; — .. non riverains, p. 271, n° 821.

J.

Jugement et appel des contestations, p. 293, n° 868 et suiv.; p.294, n° 869.

Fonds soumis à la servitude d'aqueduc, p. 282, n° 836; — ... soumis à la servitude d'appui, p. 287, n° 848.

Fonds exemptés de la servitude d'aqueduc, p. 283, n° 838; — ... de la servitude d'appui, p. 288, n° 839.

Obtention de la servitude de conduite d'eau, p. 273, n° 824; — ... de la servitude d'appui, p. 285, n° 845; p. 268, n° 850.

Portée des lois de 1845 et 1847 relatives à l'irrigation à distance, p. 272, n° 822.

Réglementation de l'irrigation, p. 218, n° 680; p. 219, n° 680.

Réserve des lois relatives à la police des eaux, p. 294, n° 870.

Rizières, jardins, bois, prairies irrigués, p. 274, n° 826.

Terrain servant d'appui au barrage dont la valeur ne doit point entrer dans l'indemnité, p. 291, n° 860.

Sources servant à l'irrigation, p. 275, n° 829.

Usage des eaux de colature par le propriétaire du fonds assujetti à les recevoir, p. 285, n° 843; p. 292, n° 863.

Voir *Canaux*, *Fossé*, *Jet de terre*.

J.

Jet de terre...

... pour le curage des fossés servant à la conduite des eaux pour l'irrigation, p. 287, n° 841; — ... des fossés riverains des grandes routes, p. 73, n° 232. — Voir *Fossé*.

Journalier. Voir *Gens de travail et de journée*.

Juge de paix.

Action du propriétaire contre le fermier pour dégradations et pertes, p. 424, n° 1332.

Action en bornage, p. 445, n° 1399.

Action en indemnité du fermier contre le propriétaire pour non-jouissance du fait de celui-ci, p. 422, n° 1327.

Actions en payement de fermages, congé, résiliation de baux, expulsion des lieux, et en validité de saisie-gagerie, p. 420, n° 1322 et suiv.

Action relative à la distance des plantations, p. 449, n° 1407.

Actions relatives aux gage et salaire des gens de travail, p. 429, n° 1349.

Action relative aux réparations locatives des fermes, p. 428, n° 1346.

Actions pour dommages aux champs, fruits et récoltes, relatives à l'élagage des arbres ou haies, et au curage des fossés et canaux, p. 425, n° 1335.

Action possessoire; — voir ce mot.

Affirmation des procès-verbaux, p. 450, n° 1413; p. 352, n° 1076 et suiv.; p. 484, n° 1525.

L.

Appel des sentences des juges de paix, p. 451, n° 1415.

Assistance des gardes champêtres et forestiers en recherche de délits, p. 450, n° 1415 ; p. 351, n° 1074 ; p. 479, n° 1504.

Attributions contentieuses, p. 420, n° 1321 ; — ... non contentieuses, p. 450, n° 1411.

Conciliation des parties, p. 450, n° 1412.

Dessaisissement des juges de paix en cas de contestation sur les titres et la propriété, p. 449, n° 1408 ; p. 425, n° 1336 et suiv. ; p. 446, n° 1400 ; p. 450, n° 1414.

Etablissement d'un gérant à l'exploitation en cas de saisie dans une ferme, p. 450, n° 1413.

Exécutoire pour frais d'échenillage, p. 450, n° 1413 ; p. 460, n° 1441.

Nomination des experts en cas de demande de l'acheteur d'un animal malade, p. 373, n° 1142 et suiv.

Ordre de tuer les bêtes à cornes marquées que l'on trouve sur les chemins ou dans les foires en temps d'épizootie, p. 456, n° 1428.

Ordre de vendre les bestiaux saisis en délit en cas de non-réclamation, p. 450, n° 1413 ; p. 353, n° 1080 ; p. 391, n° 1218.

Saisie de gibier en temps où la chasse est fermée, p. 463, n° 1454.

L

Labour.

Anticipations commises par le labour, p. 266, n° 813.

Clandestinité et imprescriptibilité des anticipations commises par le labour, p. 267, n° 815.

Remboursement, par le propriétaire du sol qui bénéficie des récoltes, des frais de labour effectués par les tiers, p. 44, n° 154.

Reprise des terrains ou retour de raie, p. 268, n° 816.

Ladrerie.

Est-ce un vice rédhibitoire ? p. 380, n° 1174.

Lapins de garenne.

Acquisition, par le maître d'une garenne, des lapins qui d'un autre fonds passent dans sa garenne, p. 52, n° 178 ; p. 400, n° 1254.

Chasse dans une garenne peut constituer un vol, p. 400, n° 1255.

Dégâts causés par ces animaux ; quand le maître de la garenne en est-il responsable ? p. 400, n^s 1251 et 1252.

Établissement des garennes, p. 399, n° 1250.

Lapins sauvages. Voir *Animaux sauvages, Bêtes fauves.*

Limonage. Voir *Colmatage.*

Lin. Voir *Rouissage.*

M.

Louage...

... des animaux domestiques, p. 383, n° 1180. — Voir *Bail à cheptel.*

... des animaux et ustensiles aratoires pour la culture, p. 172, n° 559.

... des domestiques et des gens de travail agricole, p. 162, n° 526. — Voir *Gens de travail.*

... des fonds ruraux, p. 118, n° 373; p. 155, n° 507. — Voir *Bail à ferme, Bail à colonage partiaire.*

Louveterie.

Battues dirigées contre les sangliers, p. 467, n° 1466.

Bois des particuliers soumis aux battues de louveterie, p. 466, n° 1463.

Lieutenants de louveterie; leurs droits et obligations, p. 466, n° 1465.

Ordres et autorisations des préfets concernant les battues, p. 466, n° 1463.

Permis de chasse n'est pas exigé des individus convoqués par l'autorité à une battue, p. 467, n° 1467.

Primes pour la destruction des loups, p. 467, n° 1468.

Surveillance et direction des agents louvetiers, p. 466, n° 1463.

M.

Maire.

Attributions des maires en matière de police rurale, p. 452, n° 1419 et suiv.

Maître.

Affirmation des maîtres relativement aux gages et salaires, p. 165, n° 535. — Voir *Gens de travail.*

Coalitions, p. 163, n° 527.

Obligations résultant du louage des domestiques et gens de travail, p. 164, n° 532 et suiv.

Responsabilité des maîtres pour les délits commis par leurs subordonnés, p. 166, n° 541 et suiv.; — ... en matière forestière, p. 168, n° 548; p. 358, n° 1102; — ... pour les contraventions de roulage, p. 168, n° 548; p. 181, n° 577.

Mal caduc. Voir *Epilepsie, Vices rédhibitoires.*

Maladies anciennes de poitrine. Voir *Courbatures (vieilles), Vices rédhibitoires.*

Marais.

Compétence en matière de desséchement de marais, p. 259, n° 797.

Conservation des travaux de desséchement, p. 258, n° 794.

Exécution du desséchement par l'État, p. 251, n° 773; — par concessionnaires, p. 251, n° 774.

Expropriation du marais, p. 257, n° 792.

N.

Fixation, préalable à l'opération, de l'étendue, de l'espèce et de la valeur des marais, p. 254, nº 781.

Mesures préalables aux travaux de desséchement, p. 253, nº 777; — ... à prendre durant l'opération, p. 255, nº 784; — ... postérieures au desséchement, p. 255, nº 786.

Nomination d'une commission, p. 253, nº 178; —... d'un syndicat, p. 253, nº 779; —... d'experts, p. 253, nº 780.

Plus-value estimée après l'opération et sa répartition, p. 256, nº 788.

Maraudage. Voir *Contraventions*.

Marchepied. Voir *Approvisionnement de Paris, Flottage*.

Marronnage. Voir *Usages forestiers*.

Métayage. Voir *Bail à colonie partiaire*.

Mines et minières.

Exploitation forcée des minières, p. 85, nº 266.

Propriété des mines, p. 85, nº 265.

Servitudes imposées aux fonds qui les recouvrent, p. 85, nº 265.

Ministère...

... de l'agriculture, ses attributions en matière rurale, p. 407, nº 1268; — ... de l'intérieur, *id.*, p. 406, nº 1265; — ... des finances, *id.*, p. 406, nº 1267; — ... des travaux publics, *id.*, p. 406, nº 1266.

Mitoyenneté...

— ... présumée des clôtures, p. 36, nº 123 et suiv.; — ... des murs, p. 36, nº 124; — ... des fossés, p. 37, nº 125; — ... des haies, p. 37, nos 126, 127 et 128.

— ... conventionnelle des clôtures, p. 36, nº 122.

— ... forcée des murs joignant l'héritage voisin, p. 105, nº 325; p. 36, nos 122 et 123; — ... du barrage établi pour l'irrigation. —Voir *Barrage, Irrigations*.

Moisson. Voir *Ban, Récolte*.

Montrée. Voir *État de lieux*.

Mort-bois. Voir *Usages forestiers*.

Morve. Voir *Vices rédhibitoires*.

Mouton. Voir *Délits forestiers, Vices rédhibitoires*.

Mur. Voir *Abandon, Clôture, Mitoyenneté*.

Mutilation d'arbres. Voir *Délits ruraux, Délits forestiers*.

N.

Naizage. Voir *Étang*.

P.

Navigabilité.

Caractère d'un fleuve navigable, p. 204, n° 642.

Déclaration et appréciation de la navigabilité, p. 205, n° 643.

Navigation.

Indemnité, en cas de navigation établie à nouveau, payée aux riverains pour leur droit de pêche, p. 60, n° 196; — ... pour le chemin de halage, p. 81, n° 256.

O.

Occupation (DROIT D').

Acquisition du fonds rural par l'accrue et le défrichement, p. 7, n° 11; p. 28, n° 100.

Appropriation des essaims d'abeilles, p. 401, n° 1258; —... du gibier, p. 53, n° 181; — ... du poisson de rivière, p. 58, n° 191; — ... des varechs destinés à l'engrais des terres, p. 173, n° 561 et suiv.; — ... des eaux pluviales tombées sur les chemins publics, p. 238, n° 730 et suiv.

Occupations temporaires de terrains...

... en cas d'exécution de travaux publics, p. 67, n° 220 et suiv.; — ... pour l'entretien et la confection des chemins vicinaux, p. 186, n° 595.

Ouvrier. Voir *Gens de travail et de journée.*

P.

Pacage.

Servitude de pacage pour les animaux servant au transport du bois de l'approvisionnement de Paris, p. 82, n° 260. — Voir *Délits ruraux et forestiers, Usages forestiers.*

Paille.

Arrêtés municipaux relatifs aux endroits qui renferment des pailles, et ayant pour but de prévenir les incendies, p. 458, n° 1432. — Voir *Feu, Incendie.*

Pailles des fermes, p. 134, n° 424; p. 147, n° 470.

Défense aux preneurs de terres louées de mettre paille sur paille ou de rechaumer, p. 132, n° 417.

Paisson ou panage. Voir *Porc, Usages forestiers.*

Parcours.

Affranchissement d'un fonds par la clôture, p. 32, n° 111.

Droit communal, p. 86, n° 267.

Droit privé de vaine pâture, p. 111, n° 384 *bis*; p. 89, n° 286.

Exercice des parcours et vaine pâture, p. 87, n° 273.

P.

Extinction de la servitude, p. 89, n° 285.
Voir *Porc, Vaine pâture.*

Passage.

Acquisition et exercice de la servitude de passage sur le fonds d'autrui, p. 201, n° 630 et suiv.

Contraventions de passage ; voir *Contraventions.*

Droit de passage établi en faveur des marchands de bois de la provision de Paris, p. 82, n° 259.

Fonds riverains d'un chemin public impraticable assujettis au passage des voyageurs, p. 78, n° 241.

Passage accordé par la loi pour les fonds qui n'ont point d'issue, p. 92, n° 297.

Voir *Enclave, Puisage, Servitudes.*

Pâtre.

Délits forestiers commis par les pâtres communaux, p. 344, n° 1045.

Pâturage. Voir *Usages forestiers.*

Pêche.

Acquisition du droit de pêche par prescription, p. 58, n° 192.

Action possessoire en maintenue de la jouissance de la pêche, p. 441, n° 1393.

Cession du droit de pêche, p. 59, n° 194.

Pêche à la ligne flottante, p. 476, n° 1491.

Pêche dans les cours d'eau, p. 58, n° 191; p. 475, n° 1400 ; — ... dans les canaux d'irrigation et de desséchement, p. 241, n° 739 ; — ... dans les étangs ou réservoirs, p. 400, n° 1255; p. 477, n° 1496.

Police et règlements de la pêche, p. 465, n° 146.

Voir *Accessoires, Délits de pêche, Navigation.*

Pépinière.

Jouissance des pépinières par l'usufruitier, p. 114, n° 358.

Règlements pour les pépinières destinées à fournir des plants pour les routes, p. 322, n° 962. — Voir *Produits agrestes.*

Permis de chasse. Voir *Bêtes fauves, Chasse, Gardes champêtre, forestier et particulier, Louveterie.*

Pigeons...

— ... DE COLOMBIER.

Acquisition, par le maître d'un colombier, des pigeons qui d'un autre passent dans le sien, p. 52, n° 178; p. 398, n° 1243 et suiv.

Colombier faisant partie d'une ferme, p. 385, n° 1184.

Dénomination de volailles ne peut être donnée aux pigeons de colombier; conséquence, p. 392, n° 1221.

Droit de tuer les pigeons pendant le temps où un arrêté municipal ordonne la fermeture des colombiers, p. 398, n°s 1247 et 1248.

P.

Établissement des colombiers, p. 397, nº 1241.
Voir *Bail à cheptel*, *Gibier*.

— ... DE VOLIÈRE. Voir *Animaux domestiques*.

— ... SAUVAGES. Voir *Animaux sauvages*.

Phthisie pulmonaire. Voir *Vices rédhibitoires*.

Plantations.

Acquisition, par le maître du sol, des plantations effectuées par des tiers, p. 47, nº 160 et suiv.; — ... effectuées par lui avec des plants appartenant à des tiers, p. 49, nº 173 et suiv.

Action relative à la distance des plantations, p. 449, nº 1407.

Arrachement des plantations trop rapprochées du fonds voisin, p. 99, nº 317; p. 449, nº 1407.

Distance a observer pour la plantation des arbres et haies près du fonds voisin, p. 97, nº 309.

Dessaisissement du juge de paix en cas de contestation sur la propriété ou sur les titres, dans l'action relative aux plantations, p. 449, nº 1408 et suiv.

Plantations riveraines des grandes routes, p. 74, nº 235; — ... des cours d'eau, p. 219, nº 681.

Plantations trop rapprochées du fonds voisin maintenues par prescription, p. 102, nº 320.

Terres incultes, dunes, montagnes mises en plantations; exemptions de l'impôt foncier, p. 63, nºs 204, 205; p. 262, nº 806 et suiv.

Voir *Arbre*, *Contraventions*, *Délits ruraux*, *Élagage*, *Haie*, *Juge de paix*, *Produits agrestes*.

Poissons...

... d'étangs ou réservoirs, p. 52, nº 178; p. 400, nº 1255; p. 477, nº 1496. — Voir *Délits ruraux*.

... des cours d'eau, p. 58, nº 191; p. 475, nº 1490 et suiv.

Police rurale.

Police administrative, p. 452, nº 1418; — ... judiciaire, p. 467, nº 1469.

Pommelière. Voir *Vices rédhibitoires*.

Porc.

Droit de parcours et panage pour les porcs, p. 335, nº 1010.

Porcs trouvés en délit dans les bois, p. 344, nº 1048; p. 345, nº 1049; p. 357, nº 1099.

Vices rédhibitoires du porc, p. 380, nº 1174.

Port.

Servitude de port sur les fonds riverains pour les bois destinés à l'approvisionnement de Paris, p. 83, nº 262.

P.

Possession.

Caractères de la possession légale, p. 434, nº 1359.

Possessions de bonne ou de mauvaise foi ; leurs effets, p. 46, nº 159 et suiv. — Voir *Accession (droit d'), Fruits.*

Privilége de la possession, quand, dans un bornage, il y a absence de titres, documents et signes pour fixer la ligne divisoire des fonds, p. 448, nº 1405.

Voir *Cours d'eau non navigables.*

Possibilité. Voir *Usages forestiers.*

Préfet.

Attributions de police en matière rurale, p. 460, nº 1444.

Règlements concernant les chemins vicinaux, p. 460, nº 1445 ; p. 78, nº 240 ; p. 190, nº 605.

Prescription. Voir *Accrue, Bail à ferme, Chemins privés, publics, vicinaux et ruraux, Contraventions, Cours d'eau, Délits, Élagage, Enclave, Etang, Fruits, Gens de travail, Labour, Pêche, Routes (grandes), Servitudes, Source, Usages forestiers.*

Prestations en nature.

Appréciation de cet impôt en argent, p. 189, nº 502.

Assiette de cet impôt, p. 187, nº 596. — Voir *Animaux aratoires, Gens de travail, Instruments d'agriculture.*

Compétence en cas de réclamation, p. 189, nº 503.

Procès-verbal.

Affirmation, p. 484, nº 1525 ; p. 485, nº 1529 ; p. 352, nº 1076 et suiv.

Autorité des procès-verbaux en justice, p. 485, nº 1526 ; p. 354, nº 1085.

Compétence et caractère du rédacteur, p. 483, nº 1519. — Voir *Gardes.*

Écriture du procès-verbal, p. 484, nºs 1521 et 1524 ; p. 352, nº 1076.

Formalités substantielles, p. 484, nº 1520.

Nullités dans la rédaction, p. 484, nºs 1520 et 1522.

Port des insignes, p. 483, nº 1519.

Procès-verbaux pour délits ruraux proprement dits, p. 297, nº 876 ; p. 484, nº 1525 et suiv.; — ... pour délits forestiers, p. 485, nº 1528 ; p. 352, nº 1076 et suiv.

Ratures, surcharges, interlignes, p. 484, nº 1522.

Remise des procès-verbaux, p. 485, nº 1527.

Production agricole. Voir *Production végétale, Production animale.*

Production animale. Voir *Animaux.*

Production végétale. Voir *Produits agrestes, Produits forestiers.*

Produits agrestes.

R.

Caractère légal des produits agrestes attachés ou détachés du sol, p. 296, n° 874.

Distinction entre ces produits et les produits forestiers, p. 296, n° 872.

Récolte et moissons, p. 310, n° 920.

Saisie des produits agrestes dite *saisie-brandon,* p. 305, n° 906.

Vente et libre disposition des produits agrestes, p. 314, n° 938.

Voir *Arbre, Bans, Contraventions, Délits ruraux, Fruits, Glanage, Grains et céréales, Pépinières, Rizières, Tabac, Vente, Vignes.*

Produits forestiers. Voir *Bois et forêts.*

Propriété.....

... du fonds rural, p. 6, n° 10; p. 30, n° 101 ; p. 60, n° 198.

... des clôtures, p. 36, n° 120. — Voir *Clôtures.*

... du dessus et du dessous du sol, p. 52, n° 179. — Voir *Accession, Fouilles, Mines et minières.*

... des eaux non-courantes, p. 52, n° 180; — Voir *Sources, Eaux pluviales* ; — ... des cours d'eau, p. 203, n° 637 ; p. 205, n° 647.

... des chemins, voir *Chemins vicinaux, ruraux, Routes (grandes), Voies agraires, etc.*

Exception de propriété soulevée dans une poursuite pour délit ou contravention, p. 354, n° 1088.

Puisage.

Servitude de puisage nécessitant le passage, p. 109, n° 338.

Usage commun à tous pour les besoins journaliers de la vie, p. 209, n° 648.

Puits.

Distance à observer pour l'établissement d'un puits près le fonds voisin, p. 106, n° 326.

Entreprise sur les eaux d'un puits motivant l'action possessoire, p. 440, n° 1382.

R.

Rachat. Voir *Réméré, Servitudes, Usages forestiers.*

Racines.

Extirpation des racines des plantations limitrophes lorsqu'elles avancent sur le fonds voisin, p. 104, n°s 322 et 324.

Recepage des racines qui avancent sur les chemins ruraux, p. 193, n° 616 ; p. 457, n° 1431.

Rage.

Est-ce un vice rédhibitoire? p. 380, n° 1175.

R.

Mesures de police rurale administrative pour prévenir les accidents provenant de la rage, p. 458, n° 1434.

Râtelage. Voir *Glanage*.

Récoltes.

Opérations des récoltes ne doivent être interverties ou suspendues par aucune autorité, p. 310, n° 921.

Recueillement des récoltes du cultivateur absent ou infirme, p. 310, n° 922.

Voir *Accession*, *Actions*, *Action possessoire*, *Bail à colonie partiaire*, *Bail à ferme*, *Bans*, *Contraventions*, *Délits ruraux*, *Glanage*, *Produits agrestes*, *Roulage*.

Réconduction (TACITE). Voir *Bail à colonage partiaire*, *Bail à ferme*, *Gens de travail*.

Redevances en nature. Voir *Arrérages*, *Accessoires*, *Bail à ferme*.

Réintégrande. Voir *Action possessoire*.

Régime forestier. Voir *Bois et forêts*.

Règlement d'eau. Voir *Cours d'eau non navigable*.

Relais.

Appropriation des relais des fleuves et rivières par les riverains, p. 19, n° 68. — Voir *Alluvions*.

Réméré.

Pacte de réméré ou de rachat, p. 113, n° 356.

Expulsion du fermier par l'acquéreur à pacte de rachat, p. 146, n° 468.

Rentes perpétuelles.

Constitution et rachat de ces rentes, p. 113, n° 354.

Réparations. Voir *Actions*, *Bail à ferme*, *Chemin rural*, *Juge de paix*.

Reprise de terrains. Voir *Labour*.

Retour (DROIT DE).

Stipulation de ce droit, p. 113, n° 355.

Rizières. Voir *Grains et céréales*, *Irrigations*.

Rouissage.

Arrêtés des maires relatifs à cette opération, p. 454, n° 1426.

Roulage.

Colon partiaire transportant au domicile de son propriétaire la part affé-rente à celui-ci, p. 179, n°s 575 et 576.

Exemptions en faveur des voitures employées, dans certains cas, aux transports agricoles, p. 177, n° 574.

Infractions aux règlements de roulage, peines et poursuites, p. 180, n° 577.

S.

Routes (GRANDES).
Alignement le long de ces voies, p. 77, n° 237.
Domanialité, inaliénabilité, imprescriptibilité des grandes routes, p. 176, n° 573.
Essartement des rives, p. 77, n° 238.
Interdiction des fouilles sur le fonds riverain, p. 77, n° 239.
Plantations riveraines, p. 74, n° 235 et suiv.
Routes nationales, départementales, stratégiques, p. 176, n° 572.
Servitudes qui résultent, pour le fonds rural, de leur proximité, p. 73, n° 232.
Voir *Chemin public*, *Curage*, *Eaux pluviales*, *Écoulement*, *Fossés*, *Irrigations*, *Jet de terre*, *Roulage*.
Routoirs. Voir *Rouissage*.
Ruche. Voir *Essaim d'abeilles*.
Rue.
Arrêtés des maires relatifs à la propreté des rues, p. 454, n° 1424.—Voir *Abreuvoir*, *Animaux domestiques*.

S.

Saisie-brandon.
Exercice du privilége du propriétaire du sol sur les fruits pendants par branches et par racines, p. 155, n° 505.
Formalités, p. 305, n° 907 et suiv.
Saisie-gagerie.
Action en validité, p. 320, n° 1322.
Saisie du mobilier garnissant la ferme, p. 155, n° 505.
Saisie-revendication.
Saisie du mobilier déplacé et des récoltes engrangées hors la ferme, p. 155, n° 505.
Sang-de-rate. Voir *Vices rédhibitoires*.
Semence.
Chaulage des semences, p. 315, n° 940.
Frais de semence dus aux tiers, p. 44, n° 154 et suiv.
Jet d'une semence nuisible, p. 298, n° 878.
Sentier, Sente. Voir *Bornage*, *Chemins d'exploitation, de servitude*.
Services fonciers. Voir *Servitudes*.
Serviteur. Voir *Gens de travail*.
Servitudes...
— ... CONVENTIONNELLES.
Action possessoire pour troubles apportés à l'exercice des servitudes, p. 442, n° 1388.
Destination de père de famille, p. 107, n° 332.

T.

Examen, au possessoire, du titre qui sert de fondement à une servitude discontinue, p. 443, n° 1389.

Prescription des servitudes, p. 107, n° 333 et suiv.

Services fonciers établis sur un fonds en faveur d'une personne, p. 90, n° 288.

Servitudes continues ou discontinues, p. 106, n°s 328 et 329; — ... apparentes ou non apparentes, p. 106, n° 330.

Servitudes conventionnelles; acquisition, p. 106, n° 328 et suiv.; — exercice, p. 109, n° 339; — extinction, p. 110, n° 345.

Titre acquisitif des servitudes discontinues ou non apparentes, p. 107, n° 334; p. 109, n° 337.

Voir *Abandon*, *Accessoire*, *Brouillage*, *Champéage*, *Naizage*, *Parcours*, *Passage*, *Puisage*, *Usages forestiers*, *Vaine pâture*.

— ... D'INTÉRÊT PRIVÉ. Voir *Servitudes conventionnelles, légales.*

— ... D'UTILITÉ PUBLIQUE. Voir *Approvisionnement de Paris*, *Bois et forêts*, *Chemin public*, *Chemin vicinal*, *Cours d'eau*, *Étang*, *Extractions de matériaux*, *Fouilles*, *Mines et minières*, *Occupations temporaires de terrains*, *Parcours*, *Routes (grandes)*, *Sources*, *Vaine pâture.*

— ... LÉGALES. Voir *Appui*, *Barrage*, *Bornage*, *Conduite d'eau*, *Constructions*, *Écoulement des eaux*, *Égoutlement*, *Élagage*, *Enclave*, *Mitoyenneté*, *Plantations.*

Sociétés d'agriculture. Voir *Agriculture.*

Souhaitage. Voir *Animaux aratoires*, *Louage.*

Sources.

Action possessoire pour trouble apporté à la jouissance des sources, p. 440, n° 1382; — ... devenues nécessaires à l'usage des habitants d'une commune, p. 437, n° 1375.

Droit des communes sur les sources lorsque l'eau leur en est nécessaire, p. 235, n° 716.

Invention d'une source sur le terrain assujetti à la servitude de conduite d'eau, p. 283, n° 840.

Jouissance des eaux de la source, p. 231, n° 709.

Voir *Accessoire*, *Eaux privées*, *Écoulement*, *Fouilles*, *Irrigations.*

Subventions spéciales.....

... imposées pour l'entretien des chemins vicinaux aux exploitants de carrières et forêts, p. 149, n° 604. — Voir *Chemin vicinal.*

T.

Tabac.

Autorisation préalable nécessaire pour le cultiver, p. 322, n° 964 et suiv.

U.

Culture pour l'approvisionnement des manufactures nationales, p. 324, nº 972 et suiv.; — ... pour l'exportation, p. 324, nº 974.

Infractions aux règlements et prohibitions relatifs à cette culture, p. 325, nº 975.

Terres vaines et vagues.

Attributions de ces terres aux communes, p. 248, nº 764.

Exemptions de l'impôt foncier pour les terres vaines et vagues défrichées et plantées, p. 63, nº 204 et suiv.

Partage de ces terres situées dans l'ancienne Bretagne, p. 249, nº 765.

Voir *Colmatage, Défrichement, Desséchement, Dunes, Marais.*

Tic sans usure de dents. Voir *Vices rédhibitoires.*

Torrents.

Droits des riverains sur les torrents, p. 239, nº 734. — Voir *Alluvion (droit d').*

Transports agricoles. Voir *Roulage.*

Travaux publics.

Travaux de préservation contre le ravage des eaux, p. 230, nº 704.

Voir *Expropriation, Extractions de matériaux, Fouilles, Occupations temporaires de terrains.*

Trouble. Voir *Action possessoire, Bail à ferme.*

Troupeau. Voir *Animaux domestiques.*

U.

Usage (DROIT D').

Jouissance de l'usager, p. 115, nº 365.

Usager ne peut demander le bornage, p. 40, nº 137.

Voir *Action possessoire.*

Usages forestiers.

Acquisition des usages par la prescription, p. 336, nº 1012.

Cantonnement, p. 346, nº 1056.

Défensabilité, p. 341, nº 1033.

Délivrance pour l'usage au bois, p. 340, nº 1029.

Étendue des droits d'usage, p. 338, nº 1022 et suiv.

Exercice de ces droits pour l'usage au bois, p. 342, nº 1057; — ... pour l'usage au pâturage, p. 343, nº 1044.

Extinction des usages, p. 345, nº 1051.

Garde des troupeaux appartenant aux usagers, p. 344, nº 1045 suiv.

Marronnage, affouage, bois d'étais, mort-bois, bois mort, etc., p. 534 nº 1008.

Nécessité des usages pour une commune, p. 347, nº 1061 et suiv.

V.

Pâturage, panage, paisson, glandée, p. 335, n° 1009.
Possibilité de la forêt soumise aux usages, p. 340, n° 1027.
Preuves de l'existence des usages forestiers dans les bois de l'État, p. 337, n° 1017; — ... dans tout autres forêts, p. 338, n° 1018.
Rachat des usages, p. 346, n° 1059.
Revendication d'usages communaux, p. 337, n° 1015.
Voir *Action possessoire*, *Arrérages*, *Vente*.

Usage local.

Caractère et valeur des usages locaux, p. 3, nos 5, 6.
Cas dans lesquels ils ont force de loi, p. 3, n° 6.
Droit romain considéré comme usage local, p. 99, n° 315.
Habitudes locales simplement tolérées, p. 98, n° 312.
Observation des usages locaux relatifs aux bans de vendanges, p. 308, nos 918 et 919; — ... aux cours d'eau, p. 3, n° 6; p. 216, n° 676; — ... à la distance des arbres et haies plantés près du fonds voisin, p. 97, n° 311; p. 98, nos 314, 315; — ... aux glanage, grappillage, râtelage, chaumage, p. 3, n° 6; p. 310, n° 923 et suiv.; — ... aux suites du bail à ferme, p. 3, n° 6; p. 122, n° 382; p. 132, nos 417, 418; p. 135, n° 428; p. 137, n° 433; p. 141, nos 451 et 452; p. 150, nos 485 et 486; p. 152, n° 492; — ... aux suites du contrat de métayage, p. 156, n° 509; p. 159, n° 516; p. 159, nos 519 et 520; — ... aux suites du contrat de louage des domestiques et gens de travail, p. 163, nos 528, 531; — ... au parcours et à la vaine pâture, p. 87, n° 274; p. 88, n° 281; — ... à l'usufruit, p. 3, n° 6; p. 114, n° 358; — ... aux vices rédhibitoires du fonds vendu, p. 4, n° 6; p. 17, n° 58; — ... des animaux domestiques, p. 360, nos 1114 et 1115; p. 382, n° 1177 et suiv.
Preuves de leur existence, p. 4, n° 8.

Ustensiles aratoires. Voir *Instruments*.

Usufruit.

Jouissance de l'usufruitier, p. 115, n° 359 et suiv. — Voir *Action possessoire*, *Bornage*, *Usage local*.

Usurpations. Voir *Action possessoire*, *Anticipation*, *Cours d'eau*, *Labour*.

V.

Vacherie de l'État.

But de cet établissement, p. 418, n° 1315.

Vaine pâture.

Servitude au profit des habitants d'une commune, p. 86 et suiv.; — ... au profit des particuliers, p. 89, n° 286; p. 111, n° 348 *bis*. — Voir *Parcours*, *Servitudes conventionnelles*.

V.

Varechs. Voir *Engrais.*

Vendanges. Voir *Bans.*

Vente.....

... d'animaux domestiques, p. 359, n° 1113. — Voir *Animaux domestiques, Vices rédhibitoires.*

... de bâtiments d'exploitation rurale, p. 18, n° 65. — Voir *Vices rédhibitoires.*

... du bois provenant des usages forestiers; interdiction, p. 342, n° 1039. — Voir *Usages forestiers.*

... de grains en vert, p. 316, n° 942 et suiv.

... du fonds rural, p. 7, n° 12. — Voir *Fonds rural, Vices rédhibitoires.*

... de produits agrestes, p. 314, n° 937. — Voir *Produits agrestes.*

... publique volontaire de fruits et récoltes pendants par racines à terme ou au comptant, p. 314, n° 938.

Vices rédhibitoires.....

— ... EN CAS DE VENTE OU D'ÉCHANGE D'ANIMAUX DOMESTIQUES, p. 360, n° 1113.

Absence de la garantie des vices rédhibitoires dans les ventes par autorité de justice, p. 378, n° 1166.

Action résolutoire ou rédhibitoire, p. 371, n° 1134. — Voir ce mot.

Boiterie intermittente pour cause de vieux mal, p. 365, n° 1126.

Cas où cesse la garantie des vices rédhibitoires, p. 377, n° 1163.

Clavelée, p. 369, n° 1132; p. 377, n° 1161; p. 378, n° 1164.

Contact de l'animal vendu avec des animaux atteints de la morve, du farcin, de la clavelée, p. 378, n° 1164.

Cornage chronique, p. 364, n° 1123.

Epilepsie ou mal caduc, p. 362, n° 1117; p. 367, n° 1129.

Étendue de la garantie des vices rédhibitoires, p. 375, n° 1152.

Extension, diminution ou suppression de la garantie des vices rédhibitoires par la convention, p. 378, n° 1167 et suiv.

Farcin, p. 362, n° 1119; p. 378, n° 1164.

Fluxion périodique des yeux, p. 361, n° 1116.

Formalités, opérations, rapport de l'expertise, p. 373, n° 1144.

Hernies inguinales intermittentes, p. 365, n° 1125.

Immobilité, p. 363, n° 1121.

Maladies ancienne de poitrines ou vieilles courbatures, p. 363, n° 1120.

Maladies contagieuses non dénommées dans la loi de 1838, p. 379, n° 1172.

Morve, p. 362, n° 1118; p. 378, n° 1164.

Phthisie pulmonaire ou pommelière, p. 366, n° 1128.

V.

Pousse, p. 364, n° 1122.

Renversement du vagin ou de l'utérus après le part chez le vendeur, p. 368, n° 1131.

Restitution à effectuer à la suite de la résiliation de la vente, p. 375, n° 1153 et suiv. ; — ... motivée par la clavelée ou sang-de-rate, p. 377, n° 1161.

Sang-de-rate, p. 370, n° 1133 ; p. 377, n° 1161.

Suites de la non-délivrance après le part chez le vendeur, p. 368, n° 1130.

Suppression de l'action en réduction de prix, p. 371, n° 1134.

Tic sans usure de dents, p. 365, n° 1124.

Vente d'animaux destinés à la production, p. 360, n° 1114 ; — ... destinés à la consommation et à la boucherie, p. 381, n° 1176.

Vices rédhibitoires pour le cheval, l'âne et le mulet, p. 361, n° 1116, — ... pour l'espèce bovine, p. 366, n° 1127 ; — ... pour l'espèce ovine, p. 369, n° 1132 ; — ... pour les espèces non dénommées dans la loi de 1838, p. 379, n° 1172.

— ... EN CAS DE VENTE DE BATIMENTS D'EXPLOITATION RURALE, p. 18, n° 65.

— ... EN CAS DE VENTE DU FONDS RURAL, p. 17, n° 58.

Vigne.

Plantation de la vigne, p. 320, n° 654.

Vin. Voir *Boissons*.

Voies agraires.

Arbres, haïes et fossés qui les bordent, p. 200, n° 626 ; p. 457, n° 1431.

Caractères distinctifs de ces voies, p. 196, n° 620.

Clôture de celles de ces voies qui seraient dangereuses pour la vie des passants, p. 457, n° 1431.

Réparations de ces chemins, p. 199, n° 624.

Voies de communication agricole. Voir *Chemins privés, Chemins publics.*

Voiture. Voir *Délit forestier, Prestations en nature, Roulage.*

Vol. Voir *Délits, Crimes.*

Volailles.

Abandon de volailles dans les champs, p. 391, n° 1219.

Dégâts causés par des volailles, réparations civile et publique, poursuites contre le maître, p. 391, n° 1218 ; p. 392, n°s 1222 et 1223.

Droit qu'a le propriétaire de tuer dans son champ les volailles abandonnées, p. 391, n° 1219. — Voir *Pigeons.*

FIN DE LA TABLE ET DU VOLUME.

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE IMPRIMÉS. R.F.

TABLE DES MATIERES REPRESENTANT LE TABLEAU SYNOPTIQUE DU TRAITE COMPLET DE DROIT RURAL APPLIQUE.

PRELIMINAIRES.

N^os. Pages.

I. Des choses soumises au régime du droit rural 2

II. Des deux sortes de dispositions dont ce droit se compose: lois et usages locaux 5

III. Division générale de ce traité 9

PREMIERE PARTIE.

De la propriété du fonds rural 10

TITRE I^er.

COMMENT S'ACQUIERT ET SE TRANSMET LA PROPRIETE DU FONDS RURAL 11

CHAPITRE I^er. *De la vente du fonds rural* 12

SECTION 1^re. De la délivrance du fonds vendu 13

Article 1^er. Ce que doit comprendre cette délivrance 15

Article 2. Du défaut et de l'excédant de contenance 17

SECTION 2. De la garantie 25

§ 1^er. Garantie en cas d'éviction 26

Article 1^er. Effets de l'éviction totale 27

Article 2. Effets de l'éviction partielle 38

Article 3. Modification de la garantie par la convention 42

Article 4. Effets des formules modificatrices les plus usuelles 47

Article 5. Quand cesse cette garantie 54

§ 2. Garantie des défauts du fonds vendu 55

CHAPITRE II. *De l'acquisition par alluvion* 67

§ 1^er. Des alluvions et relais 68

Article 1^er. Alluvions et relais susceptibles d'acquisition 69

Article 2. A qui profite l'alluvion 74

Article 3. Partage de l'alluvion 80

§ 2. Des atterrissements 82

§ 3. Des îles et ilots 89

§ 4. De la compétence en matière d'alluvion 93

CHAPITRE III. *Des autres manières d'acquérir et de transmettre la propriété du fonds rural* 94

TITRE II.

DES DROITS ET PREROGATIVES ATTACHES A LA PROPRIETE DU FONDS RURAL 101

CHAPITRE I^er. *Des droits, attributs naturels de la propriété du fonds rural* 102

§ 1^er. Du droit de clôture 103

Article 1^er. Des différents genres de clôture 104

Article 2. Des effets de l'état de clôture 110

1° Des effets de l'état de clôture relativement au parcours et à la vaine pâture 111

2° Des effets de l'état de clôture aux occupations de terrains et extractions de matériaux 113

3° Des effets de l'état de clôture à l'exercice de la chasse 116

4° Des effets de l'état de clôture aux défrichements 117

5° Des effets de l'état de clôture aux crimes et délits 118

Article 3. De quelques restrictions au droit de se clore 119

Article 4. De la propriété des clôtures et de leur mitoyenneté 120

Article 5. Dispositions protectrices des clôtures 132

§ 2. Du droit de bornage 133

Article 1^er. Nature de ce droit 134

Article 2. Exercice du droit de bornage 136

1° Exercice proprement dit 136

2° Des deux modes de cet exercice 147

Mode amiable 147

Mode judiciaire, action en bornage 148

Article 3. Dispositions protectrices des bornes et limites 149

§ 3. Du droit de libre exploitation 150

§ 4. Du droit d'accession 151

Article 1^er. Du droit d'accession sur tout ce qui est produit par le fonds rural 152

1° Acquisition des fruits 152

2° Exception au principe en faveur du possesseur de bonne foi 159

Article 2. Exception au principe en faveur du possesseur de bonne foi sur tout ce qui s'unit et s'incorpore au fonds 160

1° Constructions, plantations, fouilles 161

2° Terrains formés ou délaissés par les cours d'eau 177

3° Animaux qui d'un fonds sont passés dans un autre 178

§ 5. De la propriété du dessus et du dessous du sol 179

§ 6. De la propriété des eaux non courantes qui naissent ou tombent sur le fonds 180

§ 7. Du droit de chasse 181

§ 8. Du droit de défendre le fonds rural contre les entreprises des bêtes fauves 187

CHAPITRE II. *Des droits attachés, comme prérogatives, à la propriété du fonds rural que borde ou traverse un cours d'eau non navigable ni flottable* 189

§ 1^er. Du droit à l'usage privatif de ces eaux 190

§ 2. Du droit de pêche 191

§ 3. Du droit aux îles et îlots d'alluvion 197

TITRE III.

DES RESTRICTIONS QUI GREVENT OU PEUVENT GREVER LA PROPRIETE DU FONDS RURAL 198

CHAPITRE I^er. *Des restrictions établies en vue de l'intérêt public* 199

SECTION 1^re. De l'impôt foncier 200

1° Assiette de l'impôt 201

2° Exemptions en faveur de certains fonds ruraux 202

3° Payement et recouvrement de l'impôt 206

4° Demandes en dégrèvement 211

SECTION 2. Des sacrifices imposés par la loi à la propriété rurale 213

§ 1^er. Des sacrifices absolus; expropriations 214

1° Des sacrifices absolus; expropriations en cas de travaux d'utilité publique 214

2° Des sacrifices absolus; expropriations pour l'établissement de fortifications 216

3° Des sacrifices absolus; expropriations pour l'exécution d'un chemin vicinal 218

§ 2. Des sacrifices partiels; charges et servitudes d'utilité publique 219

Article 1^er. Des servitudes de fouilles et d'occupations temporaires de terrains, dans le cas d'exécution de travaux publics 220

Article 2. Servitudes résultant de la proximité des grandes routes 232

1° Curage des fossés, jet de terre 232

2° Ecoulement des eaux des routes 234

3° Plantations riveraines 235

4° Alignement 237

5° Essartement des rives 238

6° Interdiction des fouilles 239

Article 3. Des servitudes résultant de la proximité des voies vicinales 240

Article 4. De la servitude résultant de la proximité d'un chemin public impraticable 241

Article 5. Des servitudes affectant le fonds riverain des cours d'eau navigables et flottables 246

1° Chemin de halage et de contre-halage 246

2° Interdiction des fouilles 258

Article 6. Des servitudes résultant des nécessités de l'approvisionnement de Paris 259

1° Servitude de passage 259

2° Servitude de pacage 260

3° Marchepied pour le flottage 261

4° Servitude de port 262

Article 7. Des servitudes résultant de la proximité des bois et forêts 263

1° Exception au droit de requérir l'élagage 263

2° Exceptions au droit de construire, etc. 264

Article 8. Des servitudes grevant les fonds qui recouvrent des mines et minières 265

Article 9. De la servitude de parcours et de vaine pâture 267
CHAPITRE II. *Des restrictions d'intérêt privé qui grèvent ou peuvent grever la propriété du fonds rural* 287
SECTION 1re. Des servitudes établies sur un fonds pour l'utilité particulière d'un autre fonds 288
§ 1er. Des servitudes qui dérivent de la situation des lieux
Article 1er. Servitude relative à l'écoulement naturel des eaux 291
Article 2. Assujettissement au bornage 296
§ 2. Des servitudes établies par la loi
Article 1er. Servitudes de passage pour le cas d'enclave 297
Article 2. Servitudes de conduite d'eau et d'appui 308
Article 3. Servitudes relatives à la distance, à l'élagage et à l'extirpation des plantations intermédiaires 309
1° Distance 309
2° Elagage, extirpation 322
Article 4. Servitude de mitoyenneté 325
Article 5. Servitudes relatives à la distance des constructions intermédiaires 326
§ 3. Des servitudes établies par le fait de l'homme 327
Article 1er. Des différentes espèces de servitudes conventionnelles et de leur acquisition 328
Article 2. Exercice des servitudes conventionnelles 339
Article 3. Comment s'éteignent ces servitudes 345
SECTION 2. Des restrictions qui peuvent grever la propriété d'un fonds au profit des personnes 349
1° Emphytéose 350
2° Domaine de superficie 352
3° Rentes perpétuelles 354
4° Droit de retour 355
5° Pacte de réméré 356
6° Usufruit 357
7° Droit d'usage 363
DEUXIEME PARTIE.
De l'exploitation agricole 369
TITRE Ier.
DES MODES USITES D'EXPLOITATION AGRICOLE 370
CHAPITRE Ier. *De l'exploitation personnelle* 371
CHAPITRE II. *Du fermage ou bail à ferme* 373
SECTION 1re. De la forme et des preuves du contrat 374
SECTION 2. Des obligations du bailleur 380
§ 1er. Délivrance du fonds au fermier 381
§ 2. Entretien du fonds 392
§ 3. Obligation de faire jouir paisiblement le fermier 396
Article 1er. Garantie des troubles apportés à la jouissance 397
1° Trouble de la part des tiers 398
Voie de fait pure et simple 399
Action concernant la propriété 400
2° Trouble de la part du propriétaire 404
3° Trouble causé par la perte partielle ou totale du fonds 407
Article 2. Garantie des vices ou défauts du fonds 408
SECTION 3. Des obligations du fermier 411
§ 1er. Jouissance du fermier 412
Article 1er. Jouissance du fermier en bon père de famille 415
Article 2. Jouissance du fermier suivant la destination du fonds loué 420
Article 3. Jouissance du fermier suivant les clauses du bail 426
§ 2. Payement des fermages 428
§ 3. Obligation de restituer le fonds donné à bail 440
Article 1er. Responsabilité en cas de perte de la chose et en cas d'incendie 441
Article 2. Dénonciation des usurpations 444
Article 3. Réparations locatives 449
Article 4. Empêchement permanent à la prescription du fonds par le fermier 453
SECTION 4. De la concession du bail et de la sous-amodiation 460
SECTION 5. Des effets du bail à ferme à l'égard des tiers 463
SECTION 6. Des indemnités dues aux fermiers pour pertes de récoltes 471
SECTION 7. De la fin du bail à ferme 479
§ 1er. Expiration du terme 480
§ 2. Résolution du contrat 483
§ 3. Obligations réciproques du fermier entrant et du fermier sortant 485
SECTION 8. De la tacite réconduction 491
SECTION 9. Du privilége accordé par la loi au propriétaire du fonds donné à bail 495
CHAPITRE III. Du métayage ou bail à colonie partiaire 507
TITRE II.
DES AGENTS DU TRAVAIL AGRICOLE 521
CHAPITRE Ier. *Du caractère légal qu'il faut reconnaître aux individus, à raison de la nature agricole de leurs travaux* 522
CHAPITRE II. *Des rapports réciproques des chefs d'exploitation rurale et des gens du travail agricole* 525
SECTION 1re. Du louage des gens de travail 526
SECTION 2. De la responsabilité des maîtres relativement aux fautes des gens de travail qu'ils emploient 541
TITRE III.
DES MOYENS DE CULTURE 549
CHAPITRE Ier. *Des animaux et ustensiles aratoires, engrais, semences, etc., et autres moyens de culture proprement dits* 550
§ 1er. Du caractère légal des animaux, ustensiles, etc. attachés à l'exploitation d'un fonds 551
§ 2. Du louage et du prêt des animaux et ustensiles aratoires pour la culture 559
§ 3. De la récolte des varechs destinés à l'engrais des terres 561
§ 4. Dispositions relatives à l'emploi et à la préservation des moyens et instruments aratoires 567
CHAPITRE II. *Des voies de communication agricoles* 570
SECTION 1re. Des chemins publics 571
§ 1er. Des grandes routes 572
Article 1er. Domanialité de ces routes 573
Article 2. Dispositions relatives aux transports agricoles effectués sur les grandes routes 574
§ 2. Des chemins vicinaux: 579
Article 1er. Propriété et imprescriptibilité des chemins vicinaux 580
Article 2. Déclaration et reconnaissance de la vicinalité 585
Article 3. Redressement et ouverture de ces chemins 588
Article 4. Déclassement et droit de préemption 590
Article 5. De quelques moyens pour la confection et l'entretien des chemins 594
1° Occupations de terrains, extractions de matériaux 595
2° Prestations en nature 596
3° Subventions spéciales dues par certaines exploitations de produits ruraux 604
Article 6. Règlements des préfets pour la police de ces chemins 605
§ 3. Des chemins ruraux et carraires 609
SECTION 2. Des chemins privés
§ 1er. Des deux espèces de chemins privés et de leurs caractères distinctifs 620
§ 2. Dispositions spéciales à chaque espèce de chemins privés
Article 1er. Des voies agraires 623
Article 2. Des chemins ou passages de servitude 627
1° Chemin légal 628
2° Chemin conventionnel 629
CHAPITRE III. *Des eaux* 635
SECTION 1re. Des eaux publiques 636
§ 1er. De la domanialité des cours d'eau navigables et flottables 637
§ 2. De la propriété des cours d'eau non navigables et flottables 647
§ 3. Des différentes natures de service que les eaux publiques peuvent rendre à l'exploitation rurale 647

Article 1er. Usages communs. 648
Article 2. Usages privatifs 653
I. Concessions sur les cours d'eau navigables et flottables 654
II. Usage des riverains sur les cours d'eau non navigables ni flottables 658
1° Nature de cet usage 659
2° Exercice, modes et limites de cet usage 661
3° Réglementation de l'usage des eaux 676
Nature, étendue, limites du pouvoir réglementaire 678
Autorités compétentes pour l'exercer 685
Demandes en règlements d'eau 689
Oppositions à ces demandes 692
Décrets portant règlement d'eau 693
4° Partage des eaux non réglementées 696
5° Perte totale ou partielle de l'usage des eaux 697
§ 4. Charges imposées aux intéressés dans l'usage des eaux publiques
1° Curage 702
2° Travaux de préservation 704
SECTION 2. Des eaux privées 705
§ 1er. Règles générales 706
§ 2. Règles spéciales 708
Article 1er. Règles spéciales aux sources 709
Article 2. Règles spéciales aux eaux pluviales 726
Article 3. Règles spéciales aux torrents 734
Article 4. Règles spéciales aux canaux non navigables 735
Article 5. Règles spéciales aux étangs 742
1° Leur établissement 743
2° Propriété du sol couvert par les eaux 745
3° Double propriété dont les étangs sont susceptibles 751
4° De quelques charges spéciales qui peuvent grever la propriété des étangs 752
5° Inondations produites par les étangs 754
6° Desséchement d'étangs 758
TITRE IV.
DES PRINCIPALES OPERATIONS QUI PREPARENT LA MISE EN CULTURE ET L'EXPLOITATION DU FONDS RURAL. 762
CHAPITRE Ier. *Du défrichement des terres vaines et vagues, et des dispositions qui favorisent cette opération* 763
1° Attribution des terres vaines et vagues aux communes 764
2° Dispositions relatives aux terres vaines et vagues de l'ancienne Bretagne 765
3° Primes d'encouragement pour le défrichement 768
CHAPITRE II. *Du desséchement des marais et des terrains submergés.* 769
SECTION 1er. Des desséchements de marais pour cause d'utilité publique 770
Article 1er. Des deux modes d'exécution pour les travaux de desséchement 772
1° Exécution par l'Etat 773
2° Concession 774
Article 2. Des mesures à prendre préalablement à tous travaux 777
1° Nomination d'une commission 778
2° Nomination d'un syndicat de propriétaires 779
3° Nomination d'experts 780
4° Fixation de l'étendue, de l'espèce et de la valeur estimative des marais 781
Article 3. Des marais pendant le cours des travaux 784
Article 4. Des marais après le desséchement, et de l'estimation de leur valeur 786
Article 5. De la plus-value, de sa répartition et de son payement 788
Article 6. Des cas où l'expropriation du marais devient nécessaire 792
Article 7. Des terrains occupés pour les travaux de desséchement 793
Article 8. De la conservation des travaux de desséchement 794
Article 9. Des juges compétents pour statuer dans les débats relatifs aux marais et à leur desséchement 797
SECTION 2. Des desséchements d'intérêt particulier et du drainage 801
CHAPITRE III. *De la fixation des dunes* 806
Article 1er. Des mesures préalables aux travaux de fixation 808
Article 2. Des dunes après les travaux et de la conservation des plantations 809
CHAPITRE IV. *Du colmatage* 811
TITRE V.
DES PRINCIPALES OPERATIONS QUI COMPLETENT L'EXPLOITATION DU FONDS RURAL 812
CHAPITRE Ier. *Du labour* 813
1° Anticipations 814
2° Reprises de terrains 816
CHAPITRE II. *De l'irrigation* 819
SECTION 1re. *De l'irrigation* des fonds riverains 820
SECTION 2. *De l'irrigation* des fonds non riverains 821
§ 1er. De la conduite des eaux pour l'irrigation à distance 823
Article 1er. Elle peut être obtenue par le propriétaire 824
Article 2. Elle peut être obtenue par le propriétaire dans le but d'irriguer 825
Article 3. Elle peut être obtenue par le propriétaire pour les eaux dont il a le droit de disposer 827
1° Elle peut être obtenue par le propriétaire à titre de propriétaire 828
2° Elle peut être obtenue par le propriétaire à titre de simple usager 831
3° Elle peut être obtenue par le propriétaire à titre de concessionnaire 832
Article 4. Elle peut être obtenue par le propriétaire sur les fonds intermédiaires 836
1° Parcours de l'aqueduc 837
2° Fonds exemptés 838
Article 5. Nature et exercice du droit de conduite d'eau 840
§ 2. De la conduite d'eau pour l'égouttement des fonds irrigués 842
§ 3. Du droit d'appui 845
Article 1er. Il ne peut être obtenu que par le propriétaire riverain 846
Article 2. Il ne peut être obtenu que par le propriétaire riverain sur la propriété du riverain opposé 848
Article 3. Nature du droit d'appui 850
Article 4. De la mitoyenneté du barrage 851
§ 4. Dispositions communes aux droits de conduite d'eau, d'égouttement et d'appui 857
Article 1er. De l'indemnité et de ses éléments 858
Article 2. Jugement des contestations 865
Article 3. Réserve des lois relatives à la police des eaux 870
TROISIEME PARTIE.
De la production agricole 871
TITRE Ier.
DE LA PRODUCTION VEGETALE 872
CHAPITRE Ier. *Des produits agrestes* 873
SECTION 1re. Dispositions générales relatives à tous les produits agrestes
§ 1er. Des différents caractères qu'il faut reconnaître à ces produits, selon qu'ils adhèrent au sol ou qu'ils en sont détachés 874
2. Dispositions protectrices des champs et des produits agrestes qui s'y trouvent abandonnés à la foi publique, contre diverses entreprises 876
1° Enlèvement des engrais dans les champs 877
2° Jet d'une semence nuisible 878
3° Passage de l'homme 879
4° Faits des animaux 884
Passage 885
Introduction 886
Garde à vue 887
Abandon 888
Pacage 889
5° Coupe et dévastation de récoltes, plants, greffes 890

Coupe de grains et fourrages 891
Abatage et mutilation d'arbres, destruction de greffes 892
Dévastation de récoltes et plants d'arbres 896
6° Maraudage et vol de récoltes et de fruits dans les champs 898
7° Incendie de récoltes 902
§ 3. De la saisie-brandon 906
§ 4. Des bans de récoltes 918
§ 5. De la récolte des produits agrestes 920
§ 6. Du glanage des fruits abandonnés dans les champs après la récolte 923
§ 7. De la libre disposition et de la vente des produits agrestes 937
SECTION 2. Dispositions particulières à certains produits agrestes
§ 1er. Des grains ou céréales 939
Article 1er. De leurs semailles
1° Chaulage 940
2° Rizières 941
Article 2. De la vente des grains en vert 942
Article 3. Du commerce et de la circulation des grains et farines 947
1° Commerce intérieur 948
2° Commerce extérieur 952
§ 2. Des vignes et des boissons ayant une origine végétale 954
§ 3. Des pépinières 960
§ 4. De la culture du tabac 963
1° Dispositions générales 964
2° Culture pour l'approvisionnement des manufactures nationales 972
3° Culture pour l'exportation 974
4° Infractions aux dispositions précédentes 975
CHAPITRE II. *Des produits forestiers* 980
SECTION 1re. Des deux sortes de bois et forêts 981
§ 1er. Des bois et forêts soumis au régime forestier 982
Article 1er. Leurs délimitation et bornage avec les propriétés riveraines 983
Article 2. Concession des parcelles usurpées, avant 1836, dans les bois domaniaux 991
§ 2. Des bois et forêts appartenant aux particuliers
Article 1er. Jouissance des propriétaires 992
Article 2. Charges d'utilité publique 995
1° Endigage du Rhin 996
2° Prohibition du défrichement 998
SECTION 2. Des droits d'usage dans les bois et forêts 1006
Article 1er. Des différentes sortes de droits d'usages forestiers 1007
Article 2. De la nature de ces droits 1010
Article 3. Preuves de leur existence 1016
1° Preuves de leur existence dans les forêts de l'Etat 1017
2° Preuves de leur existence dans tout autres forêts 1018
Article 4. De l'étendue du droit d'usage 1022
Article 5. De l'exercice de ce droit
1° Formalités préalables 1028
Délivrance 1029
Défensabilité 1033
2° Exercice proprement dit 1036
Usage au bois 1037
Usage au pâturage 1044
Article 6. De l'extinction des usages 1051
1° De l'extinction des usages d'après les règles du droit commun 1052
2° De l'extinction des usages par le cantonnement 1056
3° De l'extinction des usages par le rachat 1059
SECTION 3. Police et conservation des bois et forêts 1063
§ 1er. Prohibitions et injonctions d'ordre public
Article 1er. Dispositions applicables à tous les bois et forêts en général 1064
Article 2. Dispositions applicables seulement aux bois et forêts soumis au régime forestier 1069
§ 2. Des délits forestiers
Article 1er. Poursuites exercées au nom de l'administration forestière 1075
Article 2. Poursuites exercées au nom et dans l'intérêt des particuliers 1088
Article 3. Des peines et condamnations pour tous les bois et forêts en général 1092
TITRE II.
DE LA PRODUCTION ANIMALE 1111
CHAPITRE Ier. *Des animaux domestiques* 1112
SECTION 1re. De la vente et de l'échange des animaux domestiques 1113
§ 1er. De la garantie des défauts cachés, en cas de vente ou échange d'animaux destinés à la production 1114
Article 1er. Des vices rédhibitoires qui donnent lieu à la garantie 1115
1° Vices rédhibitoires pour le cheval, l'âne et le mulet 1116
La fluxion périodique des yeux 1116
L'épilepsie ou mal caduc 1117
La morve 1118
Le farcin 1119
Les maladies anciennes de poitrine ou vieilles courbatures 1120
L'immobilité 1121
La pousse 1122
Le cornage chronique 1123
Le tic sans usure de dents 1124
Les hernies inguinales intermittentes 1125
La boiterie intermittente pour cause de vieux mal 1126
2° Vices rédhibitoires pour l'espèce bovine 1127
La phthisie pulmonaire ou pommelière 1128
L'épilepsie ou mal caduc 1129
Les suites de la non-délivrance après le part chez le vendeur 1130
Le renversement du vagin ou de l'utérus après le part chez le vendeur 1131
3° Vices rédhibitoires pour l'espèce ovine 1132
La clavelée 1132
Le sang-de-rate 1133
Article 2. De l'action résolutoire et de la procédure en matière de garantie 1134
Article 3. Etendue de la garantie 1152
Article 4. Des cas où cesse la garantie 1163
Article 5. De la faculté accordée aux contractants de modifier la garantie légale 1167
Article 6. S'il est dû garantie pour les races non dénommées et pour les vices non spécifiés dans la loi de 1838 1172
§ 2. De la garantie dans le cas de vente d'animaux destinés à la consommation 1176
SECTION 2. Du louage des animaux domestiques ou du bail à cheptel 1180
§ 1er. Du cheptel simple 1186
§ 2. Du cheptel à moitié 1198
§ 3. Du cheptel donné par le propriétaire à son fermier ou colon partiaire 1200
Article 1er. Du cheptel donné au fermier 1201
Article 2. Du cheptel donné au colon partiaire 1208
§ 4. Du cheptel dit de vaches 1212
SECTION 3. De la responsabilité des maîtres relativement aux dégâts causés par les animaux domestiques laissés à l'abandon 1217
SECTION 4. De la protection accordée par la loi aux animaux domestiques 1224
§ 1er. Dispositions ayant pour objet le maintien des animaux domestiques en la puissance de leurs maîtres 1225
§ 2. Dispositions relatives aux mauvais traitements, aux blessures et à la mort infligés aux animaux domestiques 1229
§ 3. Dispositions relatives aux précautions que le détenteur d'animaux doit prendre pour prévenir les contagions 1236

CHAPITRE II. De certaines espèces d'animaux sauvages placées sous la mainmise de l'homme 1240
§ 1er. Des pigeons de fuie et de colombier 1241
§ 2. Des lapins de garenne 1249
§ 3. Des poissons d'étang ou réservoir 1255
§ 4. Des essaims d'abeilles 1257
QUATRIEME PARTIE.
De l'organisation administrative et civile de l'agriculture et de la police rurale 1262
TITRE Ier.
DE L'ACTION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE EN MATIERE RURALE 1263
CHAPITRE Ier. *Division des matières rurales entre les diverses branches de l'administration publique* 1264
1° Attributions du ministère de l'intérieur 1265
2° Attributions du ministère des travaux publics 1266
3° Attributions du ministère des finances 1267
4° Attributions du ministère de l'agriculture 1268
CHAPITRE II. *Des institutions administratives ayant pour but l'amélioration et les progrès de l'agriculture* 1269
SECTION 1re. De la représentation de l'agriculture
1° Comices agricoles 1270
2° Chambres d'agriculture 1276
3° Conseil général d'agriculture 1289
4° Sociétés locales, Société nationale 1295
SECTION 2. De l'enseignement agricole 1296
§ 1er. Ecoles d'agriculture 1297
1° Fermes-écoles 1298
2° Ecoles régionales 1299
3° Institut national agronomique 1302
4° Dispositions générales 1305
§ 2. Ecoles spéciales
1° Ecole nationale forestière 1307
2° Ecoles vétérinaires 1311
3° Ecole des haras 1313
SECTION 3. Des institutions et des mesures qui ont pour objet l'amélioration des races d'animaux domestiques 1314
1° Haras, vacheries, bergerie de l'Etat 1315
2° Etalons approuvés 1316
3° Etalons autorisés 1317
4° Concours d'animaux, courses, etc. 1318
TITRE II.
DE L'ACTION DE LA JUSTICE CIVILE EN MATIERE RURALE 1319
CHAPITRE Ier. *Des attributions des juges de paix en matière rurale* 1320
SECTION 1re. Attributions contentieuses 1321
§ 1er. Actions en payement de fermages, congé, résiliation de baux, expulsion des lieux, et en validité de saisie-gagerie 1322
§ 2. Action en indemnité du fermier contre le propriétaire pour non-jouissance du fait de celui-ci 1327
§ 3. Action du propriétaire contre le fermier pour dégradations et pertes 1332
§ 4. Actions pour dommages aux champs, fruits et récoltes, relatives à l'élagage des arbres ou haies, et au curage des fossés et canaux 1335
1° Règles communes de compétence 1335
2° Dommages aux champs 1339
3° Elagage 1343
4° Curage 1345
§ 5. Action relative aux réparations locatives des fermes 1346
§ 6. Action relative aux gage et salaire des gens de travail 1349
§ 7. Actions possessoires 1351
Article 1er. Nature et objet des actions possessoires 1352
Article 2. Des différentes espèces d'actions possessoires 1354
1° Complainte 1355
2° Réintégrande 1356
3° Dénonciation de nouvel oeuvre 1358
Article 3. Conditions nécessaires pour que ces actions puissent être exercées 1359
1° Possession 1360
Possession continue 1361
Possession non interrompue 1362
Possession paisible 1363
Possession publique 1364
Possession non équivoque 1365
Possession à titre de propriétaire 1366
Possession annale 1368
Possession n'ayant pas cessé depuis plus d'un an; annalité de l'action 1370
2° Trouble 1371
Article 4. Des choses qui, en matière rurale, peuvent être ou non l'objet des actions possessoires 1374
1° Entreprises contre le domaine public 1375
2° Usurpation de terres, de chemins privés 1376
3° Usurpation d'arbres, haies, fossés et autres clôtures 1377
4° Placement ou déplacement de bornes 1378
5° Entreprises sur les eaux 1380
Entreprises eaux navigables et flottables 1381
Entreprises sources, eaux pluviales, étangs, réservoirs, puits 1382
Entreprises cours d'eau non navigables ni flottables 1385
6° Troubles apportés à l'exercice des servitudes 1388
7° Troubles apportés à la possession de droits personnels immobiliers 1391
Troubles apportés à la possession de droits personnels immobiliers usufruit, emphytéose 1391
Troubles apportés à la possession de droits personnels immobiliers usage 1392
Troubles apportés à la possession de droits personnels immobiliers droit de chasse 1393
Troubles apportés à la possession de droits personnels immobiliers droit de pêche 1394
Article 5. Par qui et contre qui peut être intentée l'action possessoire 1395
§ 8. Action en bornage 1399
§ 9. Action relative à la distance des plantations 1407
SECTION 2. Attributions extrajudiciaires 1411
CHAPITRE II. *Des attributions des cours et tribunaux civils* 1414
TITRE III.
DE LA POLICE RURALE 1417
CHAPITRE Ier. *De la police administrative* 1418
SECTION 1re. Attributions des maires 1419
§ 1er. Tranquillité des campagnes 1420
§ 2. Salubrité des campagnes 1422
1° Inondations 1423
2° Propreté des rues, abreuvoirs et mares 1424
3° Fumiers, eaux et matières insalubres 1425
4° Rouissage 1426
5° Maladies contagieuses des bestiaux et épizooties; enfouissement des animaux morts 1427
§ 3. Sûreté. des campagnes 1430
1° Voirie municipale et rurale 1431
2° Incendies 1432
3° Excavations 1433
4° Divagation des chiens et autres animaux 1434
5° Conduite des animaux dans les rues ou aux abreuvoirs publics 1435
6° Echenillage 1436
SECTION 2. De quelques attributions des préfets relatives à la police rurale 1444
§ 1er. Police de la chasse 1446

Article 1er. Délivrance du permis 1447
Article 2. Règlements relatifs à l'ouverture et à la clôture de la chasse 1451
Article 3. Règlements relatifs aux modes et procédés de chasse 1456
§ 2. Police de la pêche 1462
§ 3. Mesures concernant les battues de louveterie et la destruction des animaux sauvages malfaisants 1463
CHAPITRE II. *De la police judiciaire* 1469
SECTION 1re. Des différentes espèces de faits punissables en matière rurale
§ 1er. Des contraventions 1470
Article 1er. Contraventions prévues par le code pénal, en matière rurale 1471
1° Première classe
2° Deuxième classe 1474
3° Troisième classe 1476
Article 2. Contraventions prévues par des lois spéciales 1479
§ 2. Des délits 1480
Article 1er. Délits ruraux proprement dits 1481
Article 2. Délits forestiers 1482
Article 3. Délits de chasse 1483
1° Première classe 1484
2° Seconde classe 1485
3° Cas où il y a lieu à aggravation de peine 1486
Article 4. Délits de pêche 1490
§ 3. Des crimes 1498
SECTION 2. De la recherche des faits punissables
§ 1er. Des agents qui ont mission d'effectuer cette recherche 1499
Article 1er. Des gardes spécialement préposés pour veiller sur les fonds et les produits ruraux
1° Gardes champêtres 1500
2° Gardes forestiers 1509
3° Gardes particuliers 1511
Article 2. Des autres officiers et agents de police judiciaire 1517
§ 2. De la constatation, par procès-verbaux, des faits punissables 1518
Article 1er. Compétence du rédacteur 1519
Article 2. Formalités 1520
1° Procès-verbaux des gardes 1523
2° Procès-verbaux des autres agents de la police judiciaire 1529
Article 3. Autorité des procès-verbaux 1530
SECTION 3. De la poursuite et de la prescription des faits punissables, en matière rurale 1531
FIN DE LA TABLE.

TABLE ANALYTIQUE ET RAISONNEE DES MATIERES PAR ORDRE ALPHABETIQUE.

A.

Abandon. Animaux laissés à l'abandon, p.
Abandon. Atterrissement abandonné par le propriétaire du terrain que les eaux ont emporté, p.
Abandon. Fonds assujetti à une servitude, abandonné par le propriétaire chargé de faire les frais d'entretien, p.
Abandon. Fonds loué, abandonné par le fermier, p.
Abandon. Fonds loué, abandonné par le métayer, p.
Abandon. Mitoyenneté des clôtures, abandonnée, p.
Abandon. Portion du terrain desséché, abandonné comme compensation de l'indemnité due au desséchant, p.
Abatage.
Abatage. Arbres et plants abattus dans les champs, p.
Abatage. Arbres et plants abattus dans les bois et forêts, p.
Abeilles. Voir *Essaim d'abeilles.*
Abreuvement. Usage commun sur les cours d'eau, p.
Abreuvoir. Conduite des animaux dans les rues et aux abreuvoirs publics, p.
Abreuvoir. Conduite des chevaux de la poste, p.
Accession (DROIT D'). Animaux de certaines espèces qui, d'un fonds étant passés dans un autre, sont acquis au maître de ce second fonds, p.
Accession (DROIT D'). Arbres d'autrui plantés par le propriétaire; à quel moment lui sont-ils acquis? p.
Accession (DROIT D'). Constructions faites par les tiers sont acquises au maître du sol, p.
Accession (DROIT D'). effectuées par le propriétaire avec les matériaux d'autrui, p.
Accession (DROIT D'). Fouilles faites par les tiers sont acquises au maître du sol, p.
Accession (DROIT D'). Fruits des arbres tombés sur le fonds voisin; droit de suite dont ils sont susceptibles, p.
Accession (DROIT D'). Fruits du sol acquis par le propriétaire du fonds, p.
Accession (DROIT D'). acquis par le possesseur de bonne foi, p.
Accession (DROIT D'). Plantations effectuées par les tiers sont acquises au maître du sol, p.
Accession (DROIT D'). effectuées par le propriétaire avec les arbres d'autrui, p.
Accession (DROIT D'). Prescription quinquennale non opposable au propriétaire du fonds qui en réclame les fruits, p.
Accession (DROIT D'). Remboursement aux tiers de leurs frais de labour, travaux et semences, p.
Accession (DROIT D'). Remboursement aux tiers de leurs frais de constructions, plantations, fouilles, p.
Accession (DROIT D'). Remboursement aux tiers des matériaux et des arbres d'autrui enlevés par le propriétaire du sol où il les place ensuite, p.
Accession (DROIT D'). Suppression des travaux faits par les tiers, p.
Accession (DROIT D'). Terrains formés ou délaissés par les eaux le long d'un fonds sont acquis au maître de ce fonds, p.
Accession (DROIT D'). Voir *Alluvion.*
Accessoire. Alluvion, est-elle accessoire du fonds loué? p.
Accessoire. Chasse, est-elle accessoire du fonds loué? p.
Accessoire. Etablissement d'une servitude emporte comme accessoire tout ce qui est nécessaire à son exercice, p.
Accessoire. Fonds loué doit être délivré avec ses accessoires, p.
Accessoire. Fonds vendu doit être délivré avec ses accessoires, p.
Accessoire. Immeubles par destination, accessoires du fonds vendu, p.
Accessoire. Immeubles par destination, accessoires du fonds et du fonds loué, p.
Accessoire. Imprescriptibilité des accessoires des chemins vicinaux, tels que berges, fossés, p.
Accessoire. Imprescriptibilité des accessoires des chemins ruraux, p.
Accessoire. Pêche, est-elle accessoire du fonds loué? p.
Accessoire. Redevances en nature, accessoires du prix de bail, s'arréragent-elles? p.
Accessoire. Restitution de l'animal vendu emporte celle de ses accessoires, lorsque la résiliation de la vente est prononcée, p.
Accessoire. Servitudes, accessoires du fonds vendu, p.
Accrue.
Acquisition, par prescription, des accrues de bois, p.
Acquisition, Droit d'accrue aboli, p.
Actions du propriétaire contre le fermier pour dégradations et pertes, p.
Actions en bornage; voir *Bornage.*
Actions en indemnité du fermier contre le propriétaire, pour non-jouissance du fait de celui-ci, p.
Actions en payement de fermages, congé, résiliation de baux, expulsion des lieux, et en validité de saisie-gagerie, p.
Actions en réduction de prix, p. os 59, 61 et suiv.; p.
Actions pétitoire, p.
Actions possessoire; voir *Action possessoire.*
Actions pour dommages aux champs, fruits et récoltes, relatives à l'élagage des arbres ou haies, et au curage des fossés et canaux, p.
Actions rédhibitoire ou résolutoire; voir *Action rédhibitoire.*
Actions relative à la distance des plantations, p.
Actions relatives aux gage et salaire des gens de travail, p.
Actions relatives aux réparations locatives des fermes, p.
Action rédhibitoire ou résolutoire EN CAS DE VENTE D'ANIMAUX DOMESTIQUES; voir *Animaux domestiques, Vices rédhibitoires.*
Action rédhibitoire ou résolutoire Assignation, p.
Action rédhibitoire ou résolutoire Délais pour intenter l'action et faire nommer des experts, p.
Action rédhibitoire ou résolutoire Dispense du préliminaire de conciliation, p.
Action rédhibitoire ou résolutoire Nomination d'experts, p. os 1137, 1142.
Action rédhibitoire ou résolutoire Rapport d'experts, p.
Action rédhibitoire ou résolutoire Tribunal compétent, p.
Action rédhibitoire ou résolutoire EN CAS DE VENTE DU FONDS RURAL, p.

Action possessoire. Acte, procès-verbal ou exploit constituant un trouble de droit, p.
Action possessoire. Admissibilité de l'action possessoire en matière de chemins privés, p.
Action possessoire. An et jour, p.
Action possessoire. Annalité de la possession, p.
Action possessoire. Annalité de l'action, p.
Action possessoire. Anticipation sur les chemins publics, grandes routes, chemins vicinaux et ruraux, p.
Action possessoire. Avantages qu'il y a d'intenter l'action possessoire avant l'action pétitoire, p.
Action possessoire. Caractère de la possession susceptible de servir de base à cette action, p. *Possession.*
Action possessoire. Complainte, p.
Action possessoire. Coupe de récoltes et marque d'arbres, p.
Action possessoire. Cumul du possessoire et du pétitoire interdit, p.
Action possessoire. Dénonciation de nouvel oeuvre, p.
Action possessoire. Empêchement au passage dû au fonds enclavé, p.
Action possessoire. Empiétement sur le sol que oeuvre l'eau d'un étang quand elle est à la hauteur de la décharge, p.
Action possessoire. Entreprises contre le domaine public, p.
Action possessoire. Entreprises sur les eaux navigables et flottables, p.
Action possessoire. Entreprises sur les eaux non navigables ni flottables, p.
Action possessoire. Entreprises sur les sources, p.
Action possessoire. devenues nécessaires aux besoins journaliers d'une commune, p.
Action possessoire. Etat d'indivision des eaux d'un cours d'eau ne constitue pas une possession légale dans laquelle on puisse se faire maintenir, p.
Action possessoire. Examen du titre, fondement d'une servitude discontinue, p.
Action possessoire. Fermier auteur d'un trouble est valablement actionné au possessoire, p.
Action possessoire. Fermier ne peut intenter cette action, p.
Action possessoire. Maintenue dans la jouissance des droits d'usage, p.
Action possessoire. d'usages forestiers, p.
Action possessoire. d'usages de chasse, p.
Action possessoire. d'usages de pêche, p.
Action possessoire. Nature et objet des actions possessoires, p.
Action possessoire. Placement et déplacement de bornes, p.
Action possessoire. Prises d'eau effectuées sans droit par des tiers sur des sources, étangs, puits, réservoirs, p.
Action possessoire. Prises d'eau effectuées sans droit par des tiers sur des cours d'eau non navigables ni flottables, p.
Action possessoire. Reintégrande, p.
Action possessoire. Tarissement, par l'effet des fouilles effectuées par un tiers sur son terrain, d'une source appartenant à autrui, p.
Action possessoire. Trouble et éviction, p.
Action possessoire. Trouble apporté à la jouissance des eaux pluviales, p.
Action possessoire. Troubles apportés à l'exercice des servitudes, p.
Action possessoire. Troubles apportés à la jouissance de l'usufruitier, p.
Action possessoire. Troubles apportés à la jouissance. de l'emphytéote, p.
Action possessoire. Usurpations d'arbres, baies, fossés et autres clôtures, p.
Action possessoire. Usurpations de terres, de chemins privés, p.
Administration des matières rurales. Divisions des matières rurales entre les diverses branches de l'administration, p.
Administration des matières rurales. Voir *Ministère.*
Affouage. Affectation de bois de chauffage à l'usager, p.
Affouage. Voir *Usages forestiers.*
Affouage. Délivrance par coupe, p.
Affouage. Droit d'affouage communal ne doit pas être confondu avec le droit d'usage dont s'agit, p.
Affouage. Interdiction d'employer le bois d'affouage à une destination autre que celle pour laquelle il a été délivré, p.
Agents forestiers. Voir *Bois et forêts, Gardes forestiers.*
Agriculteur. Caractère légal qu'il faut lui reconnaître à raison de la nature de ses travaux et de ses transactions, p.
Agriculture. Chambre d'agriculture, p.
Agriculture. Comices agricoles, p.
Agriculture. Conseil général d'agriculture, p.
Agriculture. Enseignement agricole. - Voir ce mot.
Agriculture. Institutions administratives ayant pour but son amélioration et ses progrès, p.
Agriculture. Ministère de l'agriculture et du commerce; ses attributions, p.
Agriculture. Organisation administrative et civile de l'agriculture, p.
Agriculture. Sociétés locale et nationale d'agriculture, p.
Alignement sur les grandes routes, p.
Alignement sur les chemins vicinaux, p.
Alluvion (DROIT D'). Appropriation, par droit d'alluvion, des alluvions proprement dites et relais, p.
Alluvion (DROIT D'). Appropriation, par droit d'alluvion, des atterrissements, p.
Alluvion (DROIT D'). Appropriation, par droit d'alluvion, des îles et îlots, p.
Alluvion (DROIT D'). Compétence en cette matière, p.
Alluvion (DROIT D'). Point d'alluvion dans les étangs et les torrents, p.
Alluvions proprement dites. Accessoires du fonds, elles doivent être délivrées avec lui au fermier ou à l'usufruitier, p.
Alluvions proprement dites. Caractères des alluvions proprement dites, p.
Alluvions proprement dites. Formation des alluvions, p.
Alluvions proprement dites. le long des chemins ruraux, de halage, de servitude, p. os 74 et 75;
Alluvions proprement dites. des chemins publics, p.
Alluvions proprement dites. des digues et autres travaux d'art, p. os 77 et 78.
Alluvions proprement dites. Partage des alluvions, p.
Alluvions proprement dites. Relais soumis aux mêmes règles, p.
Alluvions proprement dites. Voir *Alluvion (droit d'), Chemin de halage.*
Animaux aratoires. Animaux aratoires, bêtes de somme, de trait, etc., cotisés pour la prestation en nature, p.
Animaux aratoires. Immobilisation et caractère légal des animaux attachés à l'exploitation du sol, p.
Animaux aratoires. Louage, prêt ou souhaitage des animaux aratoires, p.
Animaux aratoires. Voir *Animaux domestiques.*
Animaux domestiques. Animaux pris en délit dans les champs, p.
Animaux domestiques. Animaux pris en délit dans les bois et forêts, p.
Animaux domestiques. Arrestation d'agent de l'agriculture employant, au moment même, des bestiaux ou gardant des troupeaux, p.
Animaux domestiques. Arrêtés du maire relatifs aux volailles, oies, canards vaguant dans les rues et dans les abreuvoirs publics, p.
Animaux domestiques. Arrêtés du maire relatifs à la divagation des chevaux entiers, taureaux, porcs, p.
Animaux domestiques. Concours d'animaux, courses, p.
Animaux domestiques. Conduite des animaux dans les rues et abreuvoirs publics, p.
Animaux domestiques. Conduite des chevaux de la poste, p.
Animaux domestiques. Echange des animaux, p.
Animaux domestiques. Enfouissement des animaux morts, p.
Animaux domestiques. Etalons approuvés, p.
Animaux domestiques. Etalons autorisés, p.
Animaux domestiques. Haras, vacherie, bergerie de l'Etat, p.
Animaux domestiques. Louage de ces animaux, en tant que susceptible de croît et de profit pour l'agriculture, p.
Animaux domestiques. Précautions que doit prendre le détenteur d'animaux atteints ou soupçonnés de maladies contagieuses, p.
Animaux domestiques. Restitution gratuite d'animaux volés, quand on les achète hors des foires et marchés, p.
Animaux domestiques. Voir *Abreuvoir, Action rédhibitoire, Bail à cheptel, Bêtes aumailles, Boucherie, Chèvre, Chien, Contraventions, Délits forestiers et ruraux, Epizooties, Immobilisation, Parcours, Pigeon, Porc, Usages forestiers, Vente, Vices rédhibitoires, Volailles.*
Animaux sauvages Appropriation de ces animaux par la chasse, p. *Chasse.*
Animaux sauvages MALFAISANTS ET NUISIBLES. Voir *Bêtes fauves, Louveterie.*
Animaux sauvages PLACES SOUS LA MAINMISE DE L'HOMME, p.
Animaux sauvages Voir *Essaim d'abeilles, Lapins de garenne, Pigeons de colombier, Poissons d'étang.*
Anticipation. Action possessoire pour usurpation sur les chemins publics, p.
Anticipation. Action possessoire pour usurpation sur les chemins privés, p.
Anticipation. Action possessoire pour anticipation de terres, p.
Anticipation. Anticipations commises sur les carraires, p.
Anticipation. Anticipations commises sur les chemins ruraux, p.
Anticipation. Anticipations commises sur les chemins vicinaux, p.
Anticipation. Anticipations commises par le labour, p.

Anticipation. Ban de vendanges dans le but de prévenir les anticipations dans les vignes, p.
Anticipation. Empiétement sur le sol que couvre l'eau d'un étang quand elle est à la hauteur de la décharge, p.
Anticipation. Fermier obligé de dénoncer les anticipations commises durant le bail, p.
Approvisionnement de Paris.
Approvisionnement de Paris. Servitudes d'utilité publique établies dans cet intérêt, p.
Approvisionnement de Paris. Voir *Flottage, Pacage, Passage, Port.*
Approvisionnement de Paris. Règlements relatifs à la garantie des bestiaux vendus pour cet approvisionnement, p.
Appui (DROIT D'). Voir *Barrage, Irrigations.*
Aqueduc. Voir *Irrigations.*
Arbre Accessoire du fonds où il est planté, p.
Arbre Action possessoire pour marque ou coupe d'arbres, p. os 1376 et 1377.
Arbre Action relative à la distance à observer pour la plantation des arbres, p.
Arbre Action relative à l'élagage de leurs branches, p.
Arbre Arbre à haute tige, - à basse tige, p.
Arbre Arbres excrus spontanément sont assujettis aux règles de la distance, p.
Arbre Arbre situé dans une haie mitoyenne, p.
Arbre Fruits des arbres tombés sur le fonds voisin, p.
Arbre Jouissance de l'usufruitier relativement aux arbres, p.
Arbre Plantation d'arbres enlevés à des tiers; moment où l'accession produit effet au profit du propriétaire du fonds, p.
Arbre Voir *Accession (droit d'), Elagage, Plantation.*
Arbre FORESTIER. Voir *Délits forestiers.*
Arbre RIVERAIN DES GRANDES ROUTES. Voir *Délits ruraux. Obligation de les planter et entretenir imposée aux riverains,* p.
Arbre Propriété de ces arbres, p.
Arbre SITUE DANS LES CHAMPS. Voir *Délits ruraux.*
Arpentage. Voir *Bornage.*
Arrhes. Dans le bail à ferme, p.
Arrhes. dans le louage des domestiques, p.
Arrérages des redevances en nature, accessoires du prix de ferme, p.
Arrérages des usages forestiers, p.
Assec. Voir *Etang.*
Assolement. Voir *Bail à ferme, Formules.*
Atterrissement, Acquisition des atterrissements par droit d'alluvion, p.
Atterrissement, Caractères distinctifs de l'atterrissement, p.
Atterrissement, Dommages-intérêts auxquels le propriétaire du sol transporté par les eaux peut être condamné, p.
Atterrissement, Droit de suite du propriétaire du sol enlevé par les eaux sur son terrain, p.
Atterrissement, Partage de l'atterrissement, p.
Atterrissement, Voir *Abandon, Alluvion (droit d'), Alluvions proprement dites.*

B.

Bail à cheptel. Animaux sont-ils tous susceptibles d'être donnés à cheptel? p.
Bail à cheptel. Conventions interdites par la loi, p.
Bail à cheptel. Croît d'animaux et profits pour l'agriculture: but du contrat, p.
Bail à cheptel. Formes et preuves du contrat, p.
Bail à cheptel. Incompétence du juge de paix pour les actions en payement du prix et en résiliation du bail à cheptel, p.
Bail à cheptel. Pigeons de colombier non susceptibles de cheptel, p.
Bail à cheptel. CHEPTEL SIMPLE.
Bail à cheptel. Avertissement au propriétaire en cas de cheptel donné au fermier d'autrui, p.
Bail à cheptel. Conditions du contrat, p.
Bail à cheptel. Conventions interdites, p.
Bail à cheptel. Détournement des animaux donnés à cheptel, p.
Bail à cheptel. Droits des créanciers du bailleur et du cheptelier, p. os 1193 et 1194.
Bail à cheptel. Durée du contrat, p.
Bail à cheptel. Estimation des animaux avant le contrat, p.
Bail à cheptel. à la fin du bail, p.
Bail à cheptel. Obligations du cheptelier, p.
Bail à cheptel. Perte du cheptel, p.
Bail à cheptel. Profits du preneur, p.
Bail à cheptel. Tonte; le bailleur doit en être prévenu, p.
Bail à cheptel. CHEPTEL A MOITIE.
Bail à cheptel. Bestiaux fournis par moitié, p.
Bail à cheptel. Conventions interdites, p.
Bail à cheptel. Profits du bailleur et du preneur, p.
Bail à cheptel. CHEPTEL DONNE AU FERMIER. Contrainte par corps exercée contre le fermier pour la restitution du cheptel, p.
Bail à cheptel. Estimation des bestiaux avant le contrat, p. os 1201 et 1202;
Bail à cheptel. à la fin du bail, p.
Bail à cheptel. Fin du bail et du cheptel, p.
Bail à cheptel. Fumier des bestiaux appartient à la ferme, p.
Bail à cheptel. Liberté des conventions, p.
Bail à cheptel. Perte du cheptel, p.
Bail à cheptel. Profits du fermier, p.
Bail à cheptel. CHEPTEL DONNE AU COLON PARTIAIRE. Liberté des conventions, p.
Bail à cheptel. Perte du cheptel, p.
Bail à cheptel. Ressemblance de ce contrat avec le cheptel simple, p. os 1208 et 1211.
Bail à cheptel. CHEPTEL DIT DE VACHES. Durée du contrat, p.
Bail à cheptel. Obligations du cheptelier, p. os 1214, 1216.
Bail à cheptel. Profits du cheptelier et du bailleur, p. os 1213, 1214.
Bail à colonage partiaire ou métayage. Cession du bail interdite au métayer, p.
Bail à colonage partiaire ou métayage. Durée de ce bail, p.
Bail à colonage partiaire ou métayage. Evaluation de ce que doit payer le colon au propriétaire, quand il s'agit de déterminer la compétence, en cas de contestations, p. *Actions, Juge de paix.*
Bail à colonage partiaire ou métayage. Fin du bail, p.
Bail à colonage partiaire ou métayage. Nature et preuves de ce contrat, p.
Bail à colonage partiaire ou métayage. Obligations du colon partiaire, p.
Bail à colonage partiaire ou métayage. Perte de récoltes n'entraîne aucune indemnité de la part du bailleur, p.
Bail à colonage partiaire ou métayage. Responsabilité des incendies, p.
Bail à colonage partiaire ou métayage. Rupture du bail par la mort du preneur, p.
Bail à colonage partiaire ou métayage. Sous-location interdite au métayer, p.
Bail à colonage partiaire ou métayage. Tacite réconduction et congé, p.
Bail à colonage partiaire ou métayage. Voir *Bail à ferme.*
Bail à convenant. Voir *Domaine de superficie.*
Bail à ferme. Abandon de la culture par le fermier, p.
Bail à ferme. Accessoires du fonds loué doivent être délivrés avec le fonds, p. *Accessoire, Alluvions, Chasse, Pêche.*
Bail à ferme. Antécédents favorables de culture peuvent servir d'excuses au fermier en cas de demande en résiliation pour cause de manquements ultérieurs, p.
Bail à ferme. Arrhes, p.
Bail à ferme. Assolement prescrit dans le bail ne peut être changé, p.
Bail à ferme. Avertissement que doit donner le fermier en cas d'usurpations commises sur le fonds, p. *Anticipation.*
Bail à ferme. Bestiaux garnissant la ferme, p. *Animaux aratoires, Bail à cheptel.*
Bail à ferme. Changement dans l'exploitation du fonds loué effectué par le propriétaire, p.
Bail à ferme. Changement dans l'exploitation du fonds loué effectué par le fermier, p.
Bail à ferme. Changement dans l'assolement stipulé au contrat, p.
Bail à ferme. Charrois stipulés comme accessoires au prix de ferme, p.
Bail à ferme. Compagnie d'assurances indemnisant le fermier à raison de la perte de ses récoltes, p. os 477 et 478.
Bail à ferme. Congé en matière de bail à ferme, p.
Bail à ferme. Contenance stipulée au bail doit être délivrée, p.
Bail à ferme. ce qu'elle comprend de plein droit, p.
Bail à ferme. Contestations sur l'existence du bail, p. os 376 et 377;
Bail à ferme. Contestations sur le prix, p.

Bail à ferme. Contestations sur la durée, p.
Bail à ferme. Contestations sur les conditions du bail, p.
Bail à ferme. Délivrance du fonds loué au fermier, p.
Bail à ferme. Délivrance du fonds loué aux frais de qui elle doit être faite, p.
Bail à ferme. Diminution du prix du bail en cas de réparations qui dureraient plus de quarante jours, p.
Bail à ferme. Diminution du prix du bail en cas d'éviction partielle soufferte par le fermier, p.
Bail à ferme. Diminution du prix du bail en cas de perte partielle du fonds loué, p.
Bail à ferme. Dommages-intérêts pour défaut ou retard de délivrer le fonds loué, p.
Bail à ferme. à raison des vices cachés du fonds, p.
Bail à ferme. pour manquements dans la jouissance du fermier, p.
Bail à ferme. pour inexécution de la stipulation relative aux assolements, p.
Bail à ferme. pour défaut d'avertissement en cas d'usurpations, p.
Bail à ferme. pour défaut d'avertissement en cas d'expulsion du fermier par l'acquéreur du fonds, p.
Bail à ferme. pour défaut d'avertissement en cas de jouissance prolongée du fermier, malgré la volonté du propriétaire, p.
Bail à ferme. Effets du bail à ferme à l'égard des tiers, p.
Bail à ferme. Effets du bail à ferme à l'égard des créanciers du fermier, p.
Bail à ferme. Emploi de la force publique pour contraindre le bailleur qui refuse de délivrer le fonds loué, p.
Bail à ferme. Entretien du fonds loué mis à la charge du bailleur, p.
Bail à ferme. des haies, fossés, arbres fruitiers, champs, prés, etc., mis à la charge du preneur, p.
Bail à ferme. Etat des lieux ou montrée, p.
Bail à ferme. quand il manque, p.
Bail à ferme. Exécution du bail; faits qui la caractérisent; elle peut être prouvée, p.
Bail à ferme. Expulsion du fermier par l'acquéreur du fonds, p. , n° 63 et suiv.
Bail à ferme. Faculté de céder le bail ou de sous-louer, p.
Bail à ferme. son interdiction et conséquences, p.
Bail à ferme. Fermier cultivant au moyen de domestiques ou de colons partiaires, p.
Bail à ferme. Fermier entrant et fermier sortant; leurs obligations réciproques, p.
Bail à ferme. ont-ils l'un contre l'autre une action directe, p.
Bail à ferme. Fin et terme du bail, p. *Actions.*
Bail à ferme. Formes du contrat de bail, p.
Bail à ferme. Garantie du propriétaire en cas d'action concernant la propriété dirigée par des tiers contre son fermier, p.
Bail à ferme. pour tous les vices ou défauts du fonds loué qui en empêchent l'usage, p.
Bail à ferme. Jouissance du fermier **bail à ferme.** , p.
Bail à ferme. en bon père de famille, p.
Bail à ferme. suivant la destination du fonds loué, p.
Bail à ferme. suivant les clauses du bail, p.
Bail à ferme. prolongée après l'expiration du bail, malgré la volonté du propriétaire, p.
Bail à ferme. Interdiction de rechaumer ou de mettre paille sur paille, p.
Bail à ferme. Impôt foncier payé par le fermier en l'acquit du propriétaire, p.
Bail à ferme. Non-délivrance du fonds loué, p.
Bail à ferme. Obligations du bailleur, p.
Bail à ferme. Obligations du fermier, p.
Bail à ferme. Pailles, engrais et fourrages ne peuvent être divertis de la ferme par le preneur, p. [os] 424, 425;
Bail à ferme. ni par ses créanciers, p.
Bail à ferme. laissés par le fermier sortant, p. [os] 486 et 487; p.
Bail à ferme. Perte totale ou partielle du fonds loué, p.
Bail à ferme. Possession précaire du fermier est un obstacle à ce qu'il puisse prescrire le fonds, p.
Bail à ferme. interversion de son titre, p.
Bail à ferme. Prescription quinquennale du prix de ferme, p.
Bail à ferme. Preuves du contrat de bail fait sans écrit, p.
Bail à ferme. lorsqu'il existe un commencement de preuves par écrit, p.
Bail à ferme. lorsqu'il a eu exécution, p.
Bail à ferme. Privilége du propriétaire sur le mobilier qui garnit la ferme, p. [os] 495, 496;
Bail à ferme. Privilége du propriétaire sur les récoltes, p.
Bail à ferme. créances qui le priment, p.
Bail à ferme. objets sur lesquels il porte, p.
Bail à ferme. Prix de ferme payable en nature de fruits, en tout ou en partie, p.
Bail à ferme. Prix de ferme payable en denrées du fonds, p. [os] 431 et 432;
Bail à ferme. son évaluation pour la compétence, p. *Actions.*
Bail à ferme. Récoltes; leur engrangement, p.
Bail à ferme. pertes, p.
Bail à ferme. privilége portant sur elles, p.
Bail à ferme. Redevances ou prestations en nature, accessoires du prix de ferme, p.
Bail à ferme. Réparations (grosses) à la charge du bailleur, p.
Bail à ferme. doivent être souffertes par le preneur, p.
Bail à ferme. Réparations locatives à la charge du fermier, p.
Bail à ferme. dans les bâtiments, p.
Bail à ferme. aux fonds de terre, haies, fossés, barrières, échalas, aire, ustensiles aratoires, etc., p. *Actions.*
Bail à ferme. Résiliation du bail pour défaut ou retard de délivrer le fonds loué, p.
Bail à ferme. Résiliation du bail pour refus d'exécuter les grosses réparations, p.
Bail à ferme. Résiliation du bail à raison de réparations trop considérables, p.
Bail à ferme. Résiliation du bail à raison d'éviction soufferte par le fermier à la suite d'une action judiciaire, p.
Bail à ferme. Résiliation du bail en cas de perte totale ou partielle du fonds loué, p.
Bail à ferme. Résiliation du bail pour manquements dans la jouissance du fermier, p.
Bail à ferme. Résiliation du bail en cas de retard dans le payement du prix de ferme, p. [os] 438 et 439;
Bail à ferme. Résiliation du bail par le concours des volontés du propriétaire et du fermier, p.
Bail à ferme. Résiliation du bail par l'événement d'une condition ou clause résolutoire, p.
Bail à ferme. Résiliation du bail n'a pas lieu par la mort du bailleur ni du fermier, p. *Actions.*
Bail à ferme. Responsabilité du fermier en cas de dégradations, perte et incendie deslieux loués, p.
Bail à ferme. Voir *Actions.*
Bail à ferme. Retard dans les payements du prix de ferme, p. [os] 438 et 439;
Bail à ferme. refus de payement, p.
Bail à ferme. Restitution par le fermier du fonds en bon état de réparations locatives, p.
Bail à ferme. Saisie du fonds loué par les créanciers du propriétaire, p.
Bail à ferme. des objets garnissant la ferme par le propriétaire, p.
Bail à ferme. Voir *Action, Saisie.*
Bail à ferme. Semences et ustensiles aratoires reçus par le fermier à son entrée doivent être représentés à sa sortie, p.
Bail à ferme. Sous-location par le propriétaire à un tiers, aux risques et périls du fermier, p.
Bail à ferme. Tacite réconduction, p.
Bail à ferme. Troubles apportés à la jouissance du fermier par les tiers, p.
Bail à ferme. Troubles apportés à la jouissance du fermier par le propriétaire, p.
Bail à ferme. Troubles apportés à la jouissance du fermier par la perte totale ou partielle du fonds, p.
Bail à ferme. Visite des lieux loués par le bailleur, p.
Bail à ferme. Voie de fait dirigée par des tiers contre le fermier, p.
Bans. Bans de vendanges, fauchaison ou fenaison, et de moisson, p.
Bans. Infractions aux bans de vendanges, p.
Barrage. Autorisation de l'établir, p.
Barrage. Droit d'appuyer le barrage sur le fonds du riverain opposé, p.
Barrage. Voir *Irrigations.*
Barrage. Mitoyenneté de cette oeuvre d'art, p.
Barrage. Suppression du barrage construit sans autorisation, p.
Bâtiments d'exploitation rurale. Assiette de l'impôt foncier dont ils sont grevés, p.
Bâtiments d'exploitation rurale. Réparation des bâtiments des fermes, p.
Bâtiments d'exploitation rurale. Voir *Bail à ferme, Ferme.*
Bâtiments d'exploitation rurale. Perte de ces bâtiments par suite de leurs vices cachés lors de la vente qui en a été faite, p.
Battue. Voir *Louveterie.*

Battue. But de cet établissement public, p.
Bestiaux. Voir *Animaux aratoires, Animaux domestiques.*
Bêtes AUMAILLES mises au pacage dans les bois soumis à cet usage, p.
Bêtes DE SELLE, DE TRAIT, DE MONTURE. Voir *Animaux aratoires, Prestations en nature.*
Bêtes FAUVES. Voir *Animaux sauvages.*
Bêtes Défense du fonds rural contre leurs entreprises, p.
Bêtes Lapins sauvages sont bêtes fauves, p.
Bêtes Pigeons de colombier et lapins de garenne ne peuvent être considérés comme bêtes fauves, p.
Bois et forêts. Bois et forêts soumis au régime forestier, p.
Bois et forêts. Concessions, par le gouvernement, des parcelles usurpées, avant 1836, dans les bois domaniaux, p.
Bois et forêts. Droits d'usages forestiers dans les bois et forêts, p.
Bois et forêts. Voir *Usages forestiers.*
Bois et forêts. Jouissance et disposition des bois appartenant aux particuliers, p.
Bois et forêts. Mesures relatives à la police et à la conservation des bois et forêts, p.
Bois et forêts. Voir *Animaux domestiques, Constructions, Elagage, Extraction de matériaux, Ferme, Feu, Incendie, Instruments, Voiture. Poursuite et répression des délits forestiers,* p.
Bois et forêts. Voir *Délits forestiers, Gardes forestiers.*
Bois et forêts. Prohibition du défrichement, p.
Bois et forêts. Voir *Défrichement.*
Bois et forêts. Voir *Accrue, Bornage, Echenillage, Endigage du Rhin, Louveterie, Subventions spéciales, Usufruit.*
Bois d'affouage. Voir *Affouage, Usages forestiers.*
Bois d'étais, de travail et d'ouvrage. Usage aux bois de cette nature, p.
Bois d'étais, de travail et d'ouvrage. Voir *Usages forestiers.*
Bois mort. Ce qu'est l'usage au bois mort, p.
Bois mort. Voir *Usages forestiers.*
Bois mort. Crochets et ferrements interdits aux usagers, p.
Bois mort. Délivrance du bois mort aux usagers, p.
Boissons. Droits fiscaux auxquels elles sont soumises, p.
Boiterie. Voir *Vices rédhibitoires.*
Bornage, Bornes. Abornement ou plantation de bornes, p.
Bornage, Bornes. Action possessoire pour placement et déplacement de bornes, p.
Bornage, Bornes. Assujettissement au bornage réclamé par le propriétaire du fonds contigu, p.
Bornage, Bornes. Bornes et signes en ayant le caractère, p.
Bornage, Bornes. mobiles et immobiles, p.
Bornage, Bornes. Bois et forêts soumis au régime forestier; leurs bornage et délimitation d'avec les fonds contigus, p.
Bornage, Bornes. Compétence pour l'introduction de l'action en bornage, p.
Bornage, Bornes. Contestation portant sur la ligne divisoire des héritages; sa recherche, p.
Bornage, Bornes. Délimitation; comment on y arrive, p.
Bornage, Bornes. Dessaisissement du juge de paix en cas de contestation sur la propriété et les titres, p.
Bornage, Bornes. Expertise et arpentage, p.
Bornage, Bornes. Fonds contigus sont seuls soumis au bornage, p.
Bornage, Bornes. Frais du bornage, p.
Bornage, Bornes. Garants ou témoins placés sous les bornes, p.
Bornage, Bornes. Imprescriptibilité et exercice de la faculté de se borner, p.
Bornage, Bornes. Modes du bornage: amiable, p.
Bornage, Bornes. judiciaire; action en bornage, p.
Bornage, Bornes. Preuves et traces d'un ancien bornage, p.
Bornage, Bornes. Sentiers d'exploitation, fossés, haies vives n'ont pas le caractère de bornes, p.
Bornage, Bornes. Suppression ou déplacement de bornes, p.
Bornage, Bornes. Titres appliqués au terrain, p.
Bornage, Bornes. Voir *Délits ruraux, Fermier, Possession, Usufruitier.*
Boucherie. Animaux de boucherie dans les pays infectés par l'épizootie, p.
Boucherie. Règlements des marchés de Sceaux et de Poissy, p.
Boucherie. Vente d'animaux destinés à la consommation, et garantie de leurs vices rédhibitoires, p.
Branches. Voir *Arbre, Elagage.*
Brouillage. Voir *Etang.*

C.

Canaux de desséchement, p.
Canaux d'irrigation, p.
Canaux navigables, p.
Canaux non navigables, p.
Canaux Curage des canaux et actions y relatives, p.
Canaux Pêche dans les canaux privés, p.
Cantonnement. Voir *Usages forestiers.*
Carraires ou **Carrairades.** Compétence en cas d'anticipations sur ces voies, p.
Carraires ou **Carrairades.** Règlements locaux qui régissent ces chemins, p.
Carrière. Voir *Fouilles.*
Carrière. Clôture des carrières rendues dangereuses par leurs excavations, p.
Carrière. Indemnités pour les matériaux d'une carrière en exploitation occupée pour les travaux publics, p. os 225, 226, 227. - Voir *Extractions de matériaux.*
Carrière. Subventions spéciales dues par les exploitants de carrière, en cas de dégât causé à un chemin vicinal, p.
Céréales. Voir *Grains.*
Chablis. Vol de bois de chablis, p.
Chambre d'agriculture. Composition et attributions de ces chambres, p.
Champéage. Voir *Etang.*
Chanvre. Voir *Rouissage.*
Charbon. Est-ce un vice rédhibitoire? p.
Charrois. Voir *Bail à ferme.*
Charrue. Voir *Contraventions.*
Chasse. Action possessoire en maintenue d'un droit de chasse, p.
Chasse. Affût est-il permis? p.
Chasse. Arrêtés préfectoraux relatifs à la chasse des oiseaux de passage, du gibier d'eau, à la destruction des animaux malfaisants et nuisibles, etc., p. os 1459, 1460. - Voir *Animaux sauvages, Bêtes fauves.*
Chasse. Cession du droit de chasse peut-elle être perpétuelle? p.
Chasse. Chasse dans une garenne peut constituer un vol, p.
Chasse. Délivrance, prix et durée du permis de chasse, p. *Gardes champêtres, forestiers, Louverterie, Plantations, Récoltes. Délits de chasse* . - Voir ce mot.
Chasse. Fermier a-t-il le droit de chasser sur le fonds loué? p.
Chasse. Interdiction de la chasse de nuit, p.
Chasse. Interdiction de vendre, acheter, transporter du gibier en temps où la chasse n'est pas ouverte, p.
Chasse. Lévriers interdits, excepté pour la chasse des animaux malfaisants, p. os 1458 et 1461.
Chasse. Modes de chasse autorisés par la loi, p.
Chasse. qui peuvent être autorisés par le préfet, p.
Chasse. Permission du propriétaire du sol nécessaire à l'exercice de la chasse, p.
Chasse. Règlements relatifs à l'ouverture et à la clôture de la chasse, p.
Chasse. aux modes et procédés de chasse, p.
Chasse. Terrain clos; liberté d'y chasser en tous temps, p.
Chasse. Suspension de la chasse en temps de neige et permanence des arrêtés y relatifs, p.
Chaulage. Voir *Délits ruraux, Grains, Semence.*
Chaumage. Voir *Glanage.*
Chemins communaux. Doivent être rangés selon les circonstances soit parmi les chemins ruraux, soit parmi les voies agraires, p.
Chemins communaux. Voir *Chemin rural, Voies agraires.*
Chemin d'exploitation. Voir *Chemins de servitude, Voies agraires.*
Chemin de halage. Affectation du fonds, aboutissant sur un cours d'eau navigable et flottable, à cette servitude de chemin, p.
Chemin de halage. Alluvion assujettie à cette servitude, p.
Chemin de halage. Contraventions commises sur ces chemins, p.
Chemin de halage. Enclave n'est pas empêchée par un chemin de cette sorte, p.
Chemin de halage. Indemnité pour l'établissement d'un chemin de cette sorte en cas de navigation nouvelle, p.

Chemin de halage. Passage des pêcheurs, p.
Chemin de halage. Tracé et largeur du chemin, p.
Chemin de servitude. Voir *Enclave, Passage.*
Chemin légal. Voir *Enclave.*
Chemin privé. Admissibilité de l'action possessoire en matière de chemins privés, p.
Chemin privé. Voir *Anticipation.*
Chemin privé. Espèces différentes des chemins privés et ce qui les distingue, p.
Chemin privé. Voir *Chemin de servitude, Voies agraires.*
Chemin privé. Fermeture des chemins privés qui seraient remplis d'excavations, dangereuses pour la sûreté des passants, p.
Chemin privé. Prescription d'un chemin privé comme chemin public par une commune, p.
Chemin public. Espèces différentes des chemins publics, p.
Chemin public. Voir *Carraires, Chemin rural, Chemin vicinal, Routes (grandes).*
Chemin public. Impraticabilité d'un chemin public; servitude de passage qui en résulte, p.
Chemin public. Peines à raison de la dégradation et de l'usurpation des chemins publics, p.
Chemin public. Voir *Anticipation.*
Chemin rural. Anticipation, p.
Chemin rural. Imprescriptibilité de ces chemins, de leurs bergés et fossés, p.
Chemin rural. Police de ces chemins, p.
Chemin rural. Voir *Elagage.*
Chemin rural. Réparations, p.
Chemin vicinal. Anticipation, compétence, p.
Chemin vicinal. Arrêté préfectoral portant déclaration ou reconnaissance de vicinalité, p.
Chemin vicinal. Déclassement et droit de préemption, p.
Chemin vicinal. Imprescriptibilité de ces chemins, p.
Chemin vicinal. Indemnité pour expropriation, p.
Chemin vicinal. Moyens pour la confection et l'entretien des chemins vicinaux, p.
Chemin vicinal. Voir *Expropriation, Extraction de matériaux, Occupation de terrain, Prestations en nature, Subventions spéciales.*
Chemin vicinal. Ouverture ou redressement de ces chemins, p.
Chemin vicinal. Police des chemins vicinaux; règlements préfectoraux qui y sont relatifs, p.
Chemin vicinal. Propriété de ces chemins; contestations auxquelles elle peut donner lieu, p.
Chemin vicinal. Servitudes résultant, pour le fonds rural, de la proximité de ces chemins, p.
Chèvres. Interdiction d'en introduire dans les bois, p.
Chiens. Divagation en temps ordinaire, p.
Chiens. Divagation en temps d'épizooties, p. *Chasse, Contraventions, Rage.*
Clavelée. Voir *Vices rédhibitoires.*
Clôture. Action possessoire pour usurpation de clôtures, p.
Clôture. Clôture des carrières, fossés, mares, puits et chemins privés rendus dangereux par leurs excavations, p.
Clôture. Droit de clore le fonds rural, p.
Clôture. ses limites, p.
Clôture. Etablissement des murs, haies, fossés, p.
Clôture. Etat de clôture; ses effets relativement à l'affranchissement du fonds loué, des servitudes de parcours, d'extractions de matériaux, de défrichement, etc., p.
Clôture. Jet de pierres et immondices contre les clôtures ou dans les jardins ou enclos, p.
Clôture. Propriété et mitoyenneté des clôtures, p.
Coalition. Voir *Délits ruraux.*
Colmatage. Règles applicables à cette opération, p. *Conduite d'eau.*
Colombier. Voir *Contraventions, Pigeons de colombier.*
Colon partiaire ou métayer. Voir *Bail à colonage partiaire, Bail à cheptel, Roulage.*
Comice agricole. Etablissement et composition, p.
Complainte. Voir *Action possessoire.*
Conduite d'eau (DROIT DE). Obtention de ce droit pour l'irrigation, p.
Conduite d'eau (DROIT DE). Obtention de ce droit pour l'égouttement des fonds irrigués, p.
Conduite d'eau (DROIT DE). Obtention de ce droit pour le colmatage, p.
Conduite d'eau (DROIT DE). Obtention de ce droit pour le desséchement des terrains submergés, p. *Desséchement, Drainage, Irrigations* .
Congé. Voir *Actions, Bail à ferme, à colonage partiaire.*
Conseil général d'agriculture. Attributions et composition de ce corps, p.
Contraventions en matière rurale. Abandon, dans les champs, de coutres de charrue, p.
Contraventions en matière rurale. Abandon et pacage des animaux sur le terrain d'autrui, p. os 888 et 889.
Contraventions en matière rurale. Contraventions à la police du roulage sur les grandes routes, p.
Contraventions en matière rurale. Contraventions commises sur les chemins de halage et sur le lit des cours d'eau navigables et flottables, p. os 257 et 258.
Contraventions en matière rurale. Dégradations et usurpations des chemins publics, p.
Contraventions en matière rurale. Divagation d'animaux malfaisants et de chiens, p.
Contraventions en matière rurale. Enlèvement des engrais dans les champs, p.
Contraventions en matière rurale. Infractions aux arrêtés des maires qui prescrivent la fermeture des colombiers, p.
Contraventions en matière rurale. Infractions aux bans de vendanges et autres, p.
Contraventions en matière rurale. Infractions aux règles de glanage, râtelage, grappillage, p.
Contraventions en matière rurale. Infractions aux règlements d'échenillage, p.
Contraventions en matière rurale. Infractions aux règlements relatifs à la récolte du varech, p.
Contraventions en matière rurale. Introduction des animaux sur le terrain d'autrui, p.
Contraventions en matière rurale. Jet de pierres et immondices contre les clôtures, ou dans les jardins ou enclos, p.
Contraventions en matière rurale. Maraudage, p.
Contraventions en matière rurale. Mauvais traitements exercés envers les animaux domestiques, p.
Contraventions en matière rurale. Mort ou blessures occasionnées aux animaux d'autrui, par négligence et maladresse, p.
Contraventions en matière rurale. Voir *Délits ruraux.*
Contraventions en matière rurale. Négligence d'entretenir, réparer, nettoyer les fours, cheminées, p.
Contraventions en matière rurale. Omission, de la part du propriétaire d'un coutre de charrue, d'y faire apposer son nom, p.
Contraventions en matière rurale. Passage de l'homme sur le terrain préparé ou ensemencé, etc., appartenant à autrui, p. os 1471, 1474;
Contraventions en matière rurale. Passage des animaux, p.
Contraventions en matière rurale. Poursuite devant les tribunaux de simple police, p.
Contraventions en matière rurale. Prescription des contraventions, p.
Contraventions en matière rurale. Refus de porter secours en cas d'incendie, d'inondation, p.
Contraventions en matière rurale. Volailles tuées lorsqu'elles ne sont point laissées à l'abandon, p.
Constructions. Acquisition, par le maître du sol, des constructions faites sur son terrain, p. *Accession.*
Constructions. Constructions faites avec les matériaux d'autrui, p.
Constructions. Distances à observer pour les constructions limitrophes, p. *Etable, Puits* .
Constructions. Interdiction de construire dans le voisinage de certains bois et forêts, p. *Bois et forêts, Ferme.*
Cornage chronique. Voir *Vices rédhibitoires.*
Coupe. Voir *Délits forestiers, Délits ruraux, Grains.*
Courbatures (vieilles). Voir *Vices rédhibitoires.*
Cours et tribunaux. Attribution en matière rurale, p. *Actions.*
Cours d'eau NAVIGABLES ET FLOTTABLES. Action possessoire pour les entreprises sur ces cours d'eau, p.
Cours d'eau Bras des fleuves et rivières navigables et flottables, p.
Cours d'eau Concessions de prises d'eau sur les fleuves et rivières navigables et flottables, p.
Cours d'eau Domanialité, imprescriptibilité de ces cours d'eau, p.
Cours d'eau Flottaison par trains et radeaux, p.
Cours d'eau Navigabilité et flottabilité, leur déclaration et leur appréciation, p.
Cours d'eau Navigation établie à nouveau, p. *Chemin de halage, Pêche.*
Cours d'eau Servitudes résultant, pour le fonds rural, de sa proximité de ces cours d'eau, p. *Chemin de halage, Fouilles.*
Cours d'eau Travaux de préservation, p.
Cours d'eau Usages communs des eaux navigables, p.
Cours d'eau Usages communs des eaux privatifs, p.
Cours d'eau Usurpation de leurs eaux; répression, p.
Cours d'eau Usages communs des eaux NON NAVIGABLES NI FLOTTABLES. Abreuvement des bestiaux, p.
Cours d'eau Abus dans l'usage des eaux, et absorption de toute l'eau ou d'une plus grande quantité d'eau que celle à laquelle on a droit, p. os 673, 674, 675; p.
Cours d'eau Action possessoire pour entreprises sur les cours d'eau non navigables ni flottables, p.
Cours d'eau Actions relatives au curage des cours d'eau, p.
Cours d'eau Anticipations sur les cours d'eau, p.

Cours d'eau Cession, par un riverain, de son droit d'usage aux eaux, p.
Cours d'eau Circulation en bateau, p.
Cours d'eau Concessions faites par les anciens seigneurs, p.
Cours d'eau Conservation du lit et du cours des eaux, curage, p.
Cours d'eau Décrets portant règlement d'eau; leur interprétation, p. os 693, 694.
Cours d'eau Demandes en règlement d'eau, p.
Cours d'eau Dérivations, p. os 670 et 671; p.
Cours d'eau Destination de père de famille, p.
Cours d'eau Droits des tiers réservés dans les règlements d'eau, p.
Cours d'eau Escarpement des rives, p.
Cours d'eau Etat d'indivision de ces eaux ne constitue pas une possession légale pour les riverains, p.
Cours d'eau Fonds bordé par le cours d'eau, p. os 667 et 668;
Cours d'eau traversé par le cours, p. os 667 et 669.
Cours d'eau Fixation et abaissement du point d'eau, des barrages et déversoirs, p.
Cours d'eau Irrigations, p.
Cours d'eau Voir ce mot.
Cours d'eau Oppositions aux demandes en règlement d'eau, p.
Cours d'eau Partage des eaux non réglementées, p.
Cours d'eau Perte totale ou partielle et prescription de l'usage des eaux, p.
Cours d'eau Police des cours d'eau, p.
Cours d'eau Pouvoir réglementaire et autorités qui l'exercent, p.
Cours d'eau Prises d'eau, p.
Cours d'eau Propriété des cours d'eau non navigables ni flottables, p.
Cours d'eau Puisage pour besoins ordinaires de la vie, p.
Cours d'eau Quotité de l'eau à laquelle chaque riverain a droit, p.
Cours d'eau Réglementation de l'usage des eaux, règlements particuliers, p.
Cours d'eau Retenues d'eau, p.
Cours d'eau Usages communs des eaux de ces cours d'eau, p.
Cours d'eau privatifs, p.
Cours d'eau exclusifs, p.
Cours d'eau Travaux de préservation, p.
Cours d'eau Voir *Digues.*
Crimes en matière rurale. Incendie de récoltes, p.
Crimes en matière rurale. Pillage et destruction de grains, grenailles ou farine, p.
Crimes en matière rurale. Poursuite devant la cour d'assises, p.
Crimes en matière rurale. Vol qualifié ou accompagné de circonstances aggravantes de récoltes, animaux, instruments d'agriculture, p.
Curage. Voir *Actions, Canaux, Cours d'eau, Fossés, Jet de terre.*

D.

Défensabilité. Voir *Usages forestiers.*
Défrichement. Voir *Bois et forêts, terres vagues et vaines.*
Délimitation. Voir *Bornage.*
Délits Exception de propriété ou d'usage soulevée par le prévenu, p.
Délits Poursuite devant les tribunaux correctionnels, p.
Délits Responsabilité des maîtres relativement aux délits commis par leurs domestiques et gens de travail agricole, p.
Délits DE CHASSE. - Voir *Chasse.*
Délits Absence de circonstances atténuantes en matière de délits de chasse, p.
Délits Aggravation des peines pour délits de chasse commis par des gardes champêtres ou forestiers, p.
Délits Contraventions aux règlements préfectoraux sur les modes et procédés de chasse, p.
Délits Détention et emploi d'engins et instruments prohibés, p.
Délits Emploi de drogues et appâts de nature à enivrer ou détruire le gibier, p.
Délits Fait de chasse aux appeaux, appelants ou chanterelle, p.
Délits Fait de chasse en temps prohibé ou pendant la nuit, p.
Délits Fait de chasse qui est commis par un individu déguisé ou masqué, ou qui est accompagné de violences, de menaces, p.
Délits Fait de chasse sans permis, p.
Délits Fait de chasse sur des terres non dépouillées de fruit; sur des terrains clos, p.
Délits Fait de chasse sur des terres non dépouillées de fruit; attenant à une habitation, p.
Délits Fait de chasse sur le terrain d'autrui sans le consentement du propriétaire, p.
Délits Prescription des délits de chasse, p.
Délits Prise ou destruction des oeufs et couvées, p.
Délits Privation du droit de port d'armes, p.
Délits Privation du droit d'obtenir un permis de chasse, p.
Délits Récidive en matière de délits de chasse, p.
Délits Vente, achat du gibier en temps prohibé, p.
Délits DE PECHE. - Voir *Pêche.*
Délits Fait d'appâter les hameçons, nasses, filets avec des poissons d'espèces prohibées, p.
Délits Fait de pêche dans les cours d'eau sans permission du bénéficiaire du droit de pêche, p.
Délits Jet, dans les cours d'eau, de drogues et appâts de nature à détruire ou à enivrer le poisson de rivière, p.
Délits Pêche et débit de poissons n'ayant pas les dimensions voulues, p.
Délits Prescription des délits de pêche, p.
Délits Procédés, engins et filets interdits, p. os 1494 et 1495.
Délits Répression des faits de pêche en temps prohibé, p.
Délits FORESTIERS. Animaux trouvés en délit, p. *Animaux domestiques, Porcs.*
Délits Arrachement de plants, p.
Délits Arrestation des inconnus surpris en flagrant délit, p.
Délits Circonstances atténuantes interdites en matière de délits forestiers, p.
Délits Confiscation de scies, haches, serpes, cognées, etc., p.
Délits Coupe, enlèvement d'arbres et de bois, p. os 1092, 1093, 1094, 1097, 1098.
Délits Elagage non autorisé, p.
Délits Ehoupement, écorcement et mutilation d'arbres, p.
Délits Extraction ou enlèvement non autorisé de pierres, sable, etc., gazon, bruyère, genêts, herbages, feuilles vertes ou mortes, glands, faînes, et autres fruits et semences, dans les bois, p.
Délits Extraction ou enlèvement non autorisé de pierres, sable, etc., gazon, bruyère, genêts, herbages, feuilles vertes ou mortes, glands, faînes, et autres fruits et semences, dans les bois, effectué par les usagers, p.
Délits Feu allumé, incendie, p.
Délits Fermes, usines, maisons établies près de certains bois sans autorisation, p.
Délits Infractions à la défense de défricher les bois, p.
Délits Infractions aux mesures relatives à l'endigage du Rhin, p.
Délits Pacage des moutons et chèvres, p.
Délits Poursuite et prescription des délits forestiers, p.
Délits Procès-verbaux de constat, p.
Délits Responsabilité des maîtres, pères et tuteurs relativement aux délits forestiers commis par leurs ouvriers, enfants et pupilles, p. *Pâtre.*
Délits Usage de scies pour commettre le délit de coupe d'arbre, p.
Délits Vente ou échange de bois délivrés pour l'usage, p.
Délits Voitures, bestiaux, animaux de charge ou de monture trouvés dans les bois, hors des routes et chemins, p.
Délits RURAUX. Abatage, mutilation, écorcement d'arbres situés dans les champs, p.
Délits RURAUX. Abatage, mutilation, écorcement d'arbres riverains des grandes routes, p.
Délits Accaparements de grains et manoeuvres pour faire hausser ou baisser le prix des grains et farines, p.
Délits Atteinte à la libre circulation des grains, p.
Délits Blessures et mort occasionnées volontairement, ou sans nécessité, aux animaux d'autrui, p. os 1232, 1233. - Voir *Animaux, Contraventions.*
Délits Chasse des lapins de garenne et des pigeons de colombier, hors de certains cas spécifiés, est assimilée au vol, p.
Délits Coalitions entre les gens du travail agricole, p.
Délits Coalitions entre les chefs d'exploitation rurale, p.
Délits Comblement de fossés et destruction de clôtures, haies, élagage des haies vives et enlèvement des bois secs des haies appartenant à autrui, p.
Délits Coupe et dévastation de récoltes, p.
Délits Destruction de greffes, p.
Délits Empoisonnement de chevaux et bestiaux, p.

Délits Empoisonnement de poissons d'étangs, viviers ou réservoirs, p.
Délits Garde à vue des animaux sur le terrain d'autrui, p.
Délits Infractions aux dispositions relatives à la culture du tabac, p.
Délits Infractions aux précautions imposées par la loi ou les règlements en cas d'épizooties ou de maladies contagieuses, p.
Délits Inondations occasionnées par les propriétaires d'étangs, p.
Délits Prescription des délits prévus par le code pénal, p.
Délits Prescription des délits prévus par le code rural, p.
Délits Prescription des délits prévus par des lois spéciales, p.
Délits Rupture et destruction d'instruments d'agriculture, de parcs de bestiaux, p.
Délits Suppression et déplacement de bornes, pieds corniers et autres limites, p.
Délits Usage de l'arsenic ou de ses composés pour le chaulage des grains, p.
Délits Vol, dans les champs, d'animaux et d'instruments aratoires, p.
Délits Vol, dans les champs, de récoltes, p. os 899 et 900;
Délits Vol, dans les champs, de ruches, p.
Desséchement d'étangs; voir *Etang.*
Desséchement de marais; voir *Marais.*
Desséchement des terrains submergés en tout ou en partie dans un but d'intérêt privé, p.
Desséchement Voir *Conduite d'eau, Drainage.*
Destination de père de famille. Voir *Cours d'eau, Eaux pluviales, Passage, Servitudes.*
Déversoir. Voir *Cours d'eau, Etang.*
Digues. Etablissement de digues sur les cours d'eau, p. os 672, 673; p.
Digues. Etablissement de digues sur les torrents, p.
Digues. Voir *Alluvions proprement dites, Ecoulement, Endigage du Rhin.*
Divagation. Voir *Animaux domestiques, Chien, Contraventions.*
Domaine congéable ou **de superficie.** Droits du domanier, p.
Domestiques. Voir *Gens de travail.*
Drainage. Mode de desséchement pour les terrains submergés, p.
Droit rural. Choses soumises à son régime, p.
Droit rural. Définition, p.
Droit rural. Dispositions dont il se compose; lois et usages locaux, p.
Dunes. Fixation par plantation, p.
Dunes. Voir *Impôt foncier.*

E.

Eaux PUBLIQUES; voir *Cours d'eau.*
Eaux PRIVEES; voir *Canaux, Eaux pluviales, Etang, Puits, Source, Torrents.*
Eaux ménagères. Arrêtés des maires relatifs à l'écoulement et à la stagnation de ces eaux, p.
Eaux pluviales. Accessoires du fonds où elles tombent et s'agglomèrent, p.
Eaux pluviales. Action possessoire motivée par le trouble apporté à la jouissance des eaux pluviales, p.
Eaux pluviales. Appropriation des eaux pluviales des chemins publics par droit de premier occupant, p.
Eaux pluviales. Conduite de ces eaux recueillies en vue de l'irrigation sur le fonds d'autrui, p. *Irrigations.*
Eaux pluviales. Disposition de ces eaux par destination de père de famille, p.
Eaux pluviales. Servitude d'écoulement; voir *Ecoulement.*
Echange.
Echange. Acquisition du fonds rural par échange, p.
Echange. Garantie des vices rédhibitoires en cas d'échange d'animaux domestiques, p. *Vices rédhibitoires.*
Echenillage.
Echenillage. Arrêtés et règlements relatifs à l'obligation d'écheniller et de brûler les bourses, p.
Echenillage. Bois et forêts ne sont pas assujettis à l'échenillage, p.
Echenillage. Contravention et répression, p.
Echenillage. Exécutoire pour frais d'échenillage, p. *Fermier, Juge de paix.*
Ecoles d'agriculture. Voir *Enseignement agricole.*
Ecoulement. Voir *Eaux ménagères, Egouttement, Fossés.*
Ecoulement. Droit à l'écoulement de l'eau d'une source; son acquisition, p. os 711, 712, 713.
Ecoulement. Servitude d'écoulement pour les eaux provenant des routes, p.
Ecoulement. Servitude pour l'écoulement naturel des eaux, p.
Ecoulement. Travaux et digues ne doivent point faire obstacle à l'écoulement naturel des eaux, p.
Ecorcement. Voir *Délits ruraux et forestiers.*
Egouttement (SERVITUDE D'). Voir *Conduite d'eau (droit de), Irrigations.*
Ehoupement. Voir *Délits forestiers.*
Elagage. Actions relatives à l'élagage, p.
Elagage. Droit d'obtenir l'élagage des arbres dont les branches s'avancent sur le fonds voisin, p.
Elagage. Elagage des arbres et haies riverains des chemins ruraux, p.
Elagage. Exception au droit de requérir l'élagage pour les lisières des bois et forêts, p.
Elagage. Imprescriptibilité de l'extension des branches, p.
Emphytéose. Droits de l'emphytéote, p. os 350 et 351. - Voir *Action possessoire.*
Enclave. Action possessoire pour le passage en cas d'enclave, p.
Enclave. Caractères et circonstances de l'enclave, p. os 298, 299.
Enclave. Exercice de la servitude de passage en cas d'enclave, p.
Enclave. Fin de l'enclave et dégrèvement de la servitude de passage, p.
Enclave. Indemnité d'établissement, p.
Enclave. Voir *Chemin de halage.*
Endigage du Rhin. Obligations des propriétaires des bois qui sont soumis à ce service public, p. *Délits forestiers.*
Engrais. Arrêtés des maires relatifs à l'emploi de certains engrais près des habitations, p.
Engrais. Engrais pour les fermes, p. os 486 et 487; p.
Engrais. Engrais produit par le cheptel, p.
Engrais. Enlèvement d'engrais dans les champs, p.
Engrais. Enlèvement d'engrais dans les bois, p.
Engrais. Immobilisation des engrais placés sur un fonds pour son exploitation, p.
Engrais. Récolte des varechs destinés à l'engrais des terres, p.
Engrais. Remboursement des engrais par le propriétaire qui profite de la récolte semée par des tiers, p.
Enseignement agricole. Ecole des haras, p.
Enseignement agricole. Ecole nationale forestière, p.
Enseignement agricole. Ecoles régionales, p.
Enseignement agricole. Ecoles vétérinaires, p.
Enseignement agricole. Fermes-écoles, p.
Enseignement agricole. Institut national agronomique, p.
Epilepsie. Voir *Vices rédhibitoires.*
Epizootie. Avertissement, par affiche, de l'existence de la maladie épizootique dans une localité, p.
Epizootie. Enfouissement des animaux morts dans les localités infectées, p.
Epizootie. Mesures pour prévenir les épizooties, p.
Epizootie. lorsque l'épizootie a éclaté, p.
Epizootie. Voir *Boucherie, Chiens.*
Essaim d'abeilles. Acquisition des abeilles par l'occupation, p. os 1257 et 1258.
Essaim d'abeilles. Incorporation des abeilles avec la ruche, p.
Essaim d'abeilles. Poursuite des essaims envolés, p.
Essaim d'abeilles. Ruches placées par le propriétaire du sol, p.
Essaim d'abeilles. placées par un tiers ou par le fermier, p.
Essaim d'abeilles. Saisie des ruches, p. os 1259, 1260.
Essaim d'abeilles. Vol de ruches, p.
Essartement. Voir *Routes (grandes).*
Etables. Distance à laquelle elles doivent être construites des murs du voisin, p.
Etables. Interdiction d'y entrer avec du feu ou des pipes allumées, p.
Etalons. Voir *Animaux domestiques.*
Etang. Action possessoire pour empiétement sur le sol que couvre l'eau d'un étang quand elle est à la hauteur de la décharge, p.
Etang. Desséchement des étangs, p.
Etang. Droits d'évolage et d'assec, p.

Etang. Droits de brouillage, champéage et naizage, p.
Etang. Etablissement des étangs, p.
Etang. Fixation de la contenance de l'étang par la hauteur du déversoir, p.
Etang. Imprescriptibilité du terrain couvert par les eaux, p.
Etang. Inondations produites par les étangs, p.
Etang. Poissons d'étangs, p.
Etat de lieux. Voir *Bail à ferme.*
Eviction du fonds vendu, p.
Eviction du fonds loué, p.
Eviction Trouble motivant l'action possessoire, p.
Evolage. Voir *Etang.*
Exploitation personnelle. Mode d'exploiter le fonds rural, p.
Excavations. Voir *Carrière, Chemin privé, Clôture, Fossé.*
Extraction de matériaux. Carrière déjà en exploitation; ce qu'on doit comprendre par ces mots, p. *Carrière.*
Extraction de matériaux. Désignation du terrain où l'extraction doit être effectuée, p. *Clôture.*
Extraction de matériaux. Exécution et entretien des travaux et chemins publics, p.
Extraction de matériaux. Evaluation des matériaux extraits; dans quel cas elle a lieu, p.
Extraction de matériaux. Indemnité accordée au propriétaire, p.
Extraction de matériaux. Matériaux extraits dans les bois pour travaux publics, p. *Délits forestiers.*
Extraction de matériaux. Matériaux ramassés à la surface du sol; doit-on en faire entrer la valeur dans l'indemnité? p.
Expropriation pour cause d'utilité publique en cas de travaux d'utilité publique, p.
Expropriation pour cause d'utilité publique en cas de travaux d'exécution d'un chemin vicinal, p.
Expropriation pour cause d'utilité publique en cas de desséchement de marais, p.
Expropriation pour cause d'utilité publique pour l'établissement de fortifications, p.

F.

Farcin. Voir *Vices rédhibitoires.*
Fauchaison. Voir *Bans.*
Fermage. Voir *Bail à ferme.*
Ferme. Construction de fermes dans un certain périmètre des bois soumis au régime forestier, p.
Ferme. Etablissement d'un gérant à l'exploitation en cas de saisie dans une ferme, p.
Ferme. Voir *Bail à ferme, Feu, Fossé, Fourrages, Incendie, Paille, Pigeons de colombier.*
Fermier. Action possessoire relativement au fermier, p. os 1397 et 1398.
Fermier. Défense aux fermiers de loger ou retirer aucun glaneur étranger, p.
Fermier. Echenillage est à leur charge, p.
Fermier. Voir *Bail à ferme, Impôt foncier.*
Feu. Défense d'en allumer dans ou près des bois, p.
Feu. Entrée dans les écuries, granges, etc., avec du feu et des pipes allumées, p. *Crimes, Délits ruraux et forestiers, Incendie* .
Flottabilité. Caractère de cet état d'un cours d'eau, p.
Flottabilité. Conséquence de la flottabilité d'un cours d'eau, p.
Flottabilité. Déclaration de flottabilité, p. os 643 et 644.
Flottage à bûches perdues, p.
Flottage par trains et radeaux, p.
Flottage Marchepied pour le flottage, p.
Fluxion périodique des yeux. Voir *Vices rédhibitoires.*
Fonds rural. Acquisition et transmission du fonds rural, p.
Fonds rural. Ce que c'est, p.
Fonds rural. Exploitation de ce fonds, p.
Fonds rural. Propriété de ce fonds, p. *Vente* .
Forêts. Voir *Bois et forêts.*
Formules.
Formules. Clauses de style, dans les baux, relatives à l'assolement, p.
Formules. Effets des formules du contrat de vente relativement à la garantie du fonds vendu, p.
Fossé. Action possessoire pour usurpations de fossés, p.
Fossé. Actions relatives au curage des fossés, p.
Fossé. Aggravation de la servitude d'écoulement naturel des eaux par les changements dans l'état des fossés, p.
Fossé. Clôture des fossés dangereux par leur profondeur, p.
Fossé. Clôture effectuée au moyen des fossés, p.
Fossé. voir *Bornage.*
Fossé. Curage des fossés bordant les grandes routes, p.
Fossé. Etablissement des fossés à la limite des fonds, p.
Fossé. Fossé de desséchement, p.
Fossé. Fossé d'irrigation, p. os 736 et 737; p.
Fossé. Fossés qui bordent une voie agraire, p.
Fossé. Fossés servant au droit d'égouttement et qui appartiennent à un tiers sur le fonds d'autrui, p.
Fossé. Marge ou répare laissée du côté du voisin, p.
Fossé. Mitoyenneté du fossé, p.
Fossé. Réparation des fossés dans les fermes, p.
Fossé. Voir *Délits ruraux.*
Fouilles. Voir *Jet de terre.*
Fouilles. Interdiction des fouilles le long des grandes routes, p.
Fouilles. sur les chemins de halage, p.
Fouilles. le long des cours d'eau navigables et flottables, p.
Fouilles. Servitude de fouilles pour l'extraction des matériaux nécessaires à l'exécution des travaux publics, p.
Fouilles. Voir *Carrière, Extraction de matériaux.*
Fouilles. Tarissement, par l'effet des fouilles effectuées par un tiers sur son terrain, d'une source appartenant à autrui, p.
Fourrage. Voir *Délits ruraux.*
Fourrage. Fourrages des fermes, p.
Fruits. Acquisition des fruits par le propriétaire, p.
Fruits. Acquisition des fruits par le possesseur de bonne foi, p.
Fruits. Acquisition des fruits par l'usufruitier, p.
Fruits. Acquisition des fruits par l'acquéreur du fonds vendu, p.
Fruits. Action pour dommages aux champs, fruits et récoltes, p.
Fruits. Droit de suite sur les fruits tombés sur le fonds limitrophe, p.
Fruits. Fruits naturels, industriels, civils du sol, p.
Fruits. Fruits semés par des tiers; la récolte en appartient au propriétaire du sol, sauf remboursement des frais de labour, travaux et semence, p. os 152, 154, 155, 156.
Fruits. Immobilisation des fruits pendants par branches ou par racines, p.
Fruits. Impôt foncier, charge du recueillement des fruits, p.
Fruits. Prescription quinquennale non opposable à la réclamation des fruits effectuée par le propriétaire du sol, p.
Fruits. Recueillement des fruits abandonnés dans les champs après la récolte, p.
Fruits. Voir *Glanage, Produits agrestes.*
Fruits. Vente publique de fruits pendants par racines, p.
Fruits. Vol et maraudage de fruits, p.
Fruits. Voir *Contraventions, Délits ruraux.*
Fumier. Voir *Engrais.*

G.

Garantie en matière de vente du fonds rural, p.
Garantie en matière de vente ou d'échange d'animaux domestiques, p. *Vices rédhibitoires.*
Garants. Placement des garants sous les bornes, p. *Bornage.*
Garde champêtre. Attributions, p.
Garde champêtre. Commission donnée par un particulier à un garde champêtre de commune, p.
Garde champêtre. Gardien de la saisie-brandon, p.
Garde champêtre. Insignes, p.
Garde champêtre. Interdiction du permis de chasse à ces gardes, p. *Chasse, Délits de chasse.*
Garde champêtre. Nomination de ces gardes, p.
Garde champêtre. Résistance et attaque contre ces agents de l'autorité, p.
Garde champêtre. Responsabilité de ces gardes en cas de négligence pour la constatation d'un délit, p.

Garde champêtre. Prestation de serment, p.
Garde champêtre. Procès-verbaux, p.
Garde champêtre. Garde forestier. Attributions et procès-verbaux, p. os 1509 et 1510. - Voir *Délits forestiers.*
Garde champêtre. Gardes forestiers pour les bois des particuliers, p. *Garde particulier.*
Garde champêtre. Interdiction du permis de chasse à ces gardes, p. *Chasse, Délits de chasse.*
Garde champêtre. Saisie de bestiaux et des instruments de délit, p.
Garde particulier. Attributions, p. *Procès-verbaux.*
Garde particulier. Choix et présentation au sous-préfet, p. *Gardes champêtre, forestier.*
Garde particulier. Permis de chasse peut leur être délivré, p.
Garde particulier. Prestation de serment, p.
Garde particulier. Révocation, p.
Garenne. Voir *Lapins de garenne.*
Gens de travail ou de journée. Actions relatives aux gage et salaire des gens de travail, p.
Gens de travail ou de journée. Affirmation des maîtres relativement aux gage et salaire des gens de travail, p.
Gens de travail ou de journée. Arrhes, p.
Gens de travail ou de journée. Coalitions des domestiques et des gens de travail, p.
Gens de travail ou de journée. Durée du louage, p.
Gens de travail ou de journée. Entrepreneurs à la tâche, p.
Gens de travail ou de journée. Gages et salaires, p.
Gens de travail ou de journée. Inexécution du contrat de louage, p.
Gens de travail ou de journée. Louage des gens de travail, p.
Gens de travail ou de journée. Police des assemblées où se fait le louage des gens de travail, p.
Gens de travail ou de journée. Privilége qui leur est accordé, p.
Gens de travail ou de journée. Responsabilité des maîtres à raison des actes et délits de leurs subordonnés, p.
Gens de travail ou de journée. Serviteurs pour lesquels on doit payer la prestation en nature, p. os 596 et 597.
Gens de travail ou de journée. Tacite réconduction, p.
Gibier. Appropriation du gibier par droit de premier occupant, p.
Gibier. Chasse du gibier d'eau, p.
Gibier. Interdiction de vendre, acheter, transporter du gibier en temps où la chasse n'est pas ouverte, p.
Gibier. Pigeons considérés comme gibier en temps de fermeture des colombiers, p.
Gibier. Volailles ne peuvent jamais être considérées comme gibier, p.
Glanage, Chaumage, Grappillage, Râtelage. Anciens règlements de glanage, p.
Glanage, Chaumage, Grappillage, Râtelage. Cession ou vente du droit de glanage par le propriétaire du sol, p.
Glanage, Chaumage, Grappillage, Râtelage. Chaumage tombé en désuétude, p.
Glanage, Chaumage, Grappillage, Râtelage. Défense de glaner hors sa commune, p.
Glanage, Chaumage, Grappillage, Râtelage. Entrée des enclos interdite aux glaneurs, p.
Glanage, Chaumage, Grappillage, Râtelage. Infractions aux règles de glanage, râtelage, etc., p.
Glanage, Chaumage, Grappillage, Râtelage. Voir *Contraventions.*
Glanage, Chaumage, Grappillage, Râtelage. Interdiction du glanage pendant la nuit, p.
Glanage, Chaumage, Grappillage, Râtelage. Prohibition des râteaux et instruments en fer pour le glanage et le râtelage, p.
Glanage, Chaumage, Grappillage, Râtelage. Réserve du glanage aux indigents, p.
Glanage, Chaumage, Grappillage, Râtelage. Troupeaux ne peuvent être menés immédiatement dans les champs après la récolte, p.
Glanage, Chaumage, Grappillage, Râtelage. Voir *Glaneur.*
Glandée. Voir *Usages forestiers.*
Glaneur. Voir *Fermier, Glanage.*
Goëmons. Voir *Varechs.*
Grains et céréales. Accaparement de grains, et manoeuvres pour faire hausser et baisser le prix des grains et farines, p.
Grains et céréales. Atteintes à la libre circulation des grains, p.
Grains et céréales. Chaulage de la semence, p.
Grains et céréales. Commerce et circulation des grains et farines à l'intérieur, p. os 947 et 948;
Grains et céréales. Commerce et circulation des grains et farines à l'extérieur, p.
Grains et céréales. Coupe, dévastation, p.
Grains et céréales. Grains en vert; vente de ces grains, p.
Grains et céréales. Pillage et destruction de grains, grenailles et farines, p.
Grains et céréales. Rizières, leur établissement, p.
Grains et céréales. Semailles, p.
Grains et céréales. Voir *Produits agrestes.*
Grappillage. Voir *Glanage.*
Greffes. Voir *Délits ruraux.*

H.

Haie. Action possessoire pour usurpation de haie, p.
Haie. Arbre situé sur une haie mitoyenne, p.
Haie. Etablissement d'une haie, p.
Haie. Voir *Actions, Elagage, Juge de paix, Plantations.*
Haie. Haie vive, haie sèche, p.
Haie. Haie bordant une voie agraire, p.
Haie. Limites d'un fonds fixées par une haie vive, p. *Bornage* .
Haie. Mitoyenneté des haies, p.
Haie. Réparations des haies des fermes, p.
Haie. Voir *Délits ruraux.*
Halage. Voir *Chemin de halage.*
Haras de l'Etat. But de ces établissements, p.
Haras de l'Etat. Ecole des haras, p.
Haras de l'Etat. Service central des haras, p.
Harnais. Voir *Accessoires, Prestations en nature.*
Hernies inguinales et intermittentes. Voir *Vices rédhibitoires.*

I.

Iles et îlots. Acquisition des îles et îlots, p. os 89 et 91; p.
Iles et îlots. Apparition des îles et îlots dans les cours d'eau navigables et flottables, p.
Iles et îlots. Apparition des îles et îlots dans les rivières non navigables ni flottables, p.
Iles et îlots. Concession et prescription des îles formées dans un fleuve navigable et flottable, p.
Iles et îlots. Formation par atterrissement, p.
Iles et îlots. Formation par la formation d'un nouveau bras du cours d'eau, p. *Alluvion.*
Immobilité. Voir *Vices rédhibitoires.*
Immobilisation. Voir *Animaux aratoires, Essaim d'abeilles, Fruits, Instruments d'agriculture, Lapins de garenne, Pigeons de colombier, Poissons d'étangs, Produits agrestes.*
Impôt foncier. Assiette de la contribution foncière, p. *Fruits.*
Impôt foncier. Demandes en dégrèvement, p.
Impôt foncier. Exemptions en faveur des terres en friche, marais, dunes, mises en culture ou plantées, p.
Impôt foncier. Impôt sur le fonds soumis à la servitude d'aqueduc, p.
Impôt foncier. Payement de cet impôt par le fermier du fonds, p.
Incendie. Mesures à prendre par les maires pour prévenir les incendies, p. *Contraventions, Crimes, Délits ruraux et forestiers, Feu, Usages forestiers.*
Inondation. Arrêtés des maires ayant pour objet d'empêcher ou de faire cesser les inondations, p.
Inondation. Inondations produites par les retenues d'eau et barrages sur les cours d'eau, p.
Inondation. produites par les étangs, p.
Inondation. Travaux de préservation exécutés sur les cours d'eau publics, p. *Contraventions, Délits ruraux* .
Instruments D'AGRICULTURE. Immobilisation des ustensiles aratoires, p.
Instruments Prêt réciproque d'instruments de culture ou souhaitage, p.
Instruments Réparation des instruments d'agriculture placés dans une ferme, p. *Contraventions, Délits ruraux, Prestations en nature* .
Instruments DE DELITS. Confiscation des instruments qui ont servi à commettre les délits forestiers, p.
Instruments de chasse, p.
Instruments de pêche, p.
Instruments Instruments servant à couper trouvés sur les individus surpris dans les bois et forêts, hors des routes et chemins, p. *Bois mort, Délits, Glanage, Usages forestiers* .
Irrigations. Aqueduc ou conduite d'eau pour l'irrigation à distance, p.
Irrigations. Appui du barrage, p.

Irrigations. Chemins publics et grandes routes assujettis à la servitude d'aqueduc, p.
Irrigations. Concession d'eau à des tiers pour l'irrigation, p.
Irrigations. Cours d'eau navigables et flottables servant à l'irrigation, p.
Irrigations. non navigables ni flottables, p. *Cours d'eau.*
Irrigations. Dommages postérieurs à l'établissement des servitudes d'aqueduc et d'appui, p.
Irrigations. Droit de réclamer la mitoyenneté du barrage établi pour l'irrigation, p.
Irrigations. Eaux de pluie servant à l'irrigation, p.
Irrigations. Eaux pour la conduite desquelles peut être obtenue la servitude d'aqueduc, p.
Irrigations. eaux privées, p.
Irrigations. eaux dont on a l'usage, p.
Irrigations. eaux concédées, p.
Irrigations. Egouttement des fonds irrigués; eaux de colature, p.
Irrigations. Etangs, réservoirs, puits artésien servant à l'irrigation, p.
Irrigations. Indemnité pour les servitudes d'aqueduc, d'égouttement et d'appui, p.
Irrigations. Irrigation des fonds riverains des cours d'eau, p.
Irrigations. Irrigation non riverains, p.
Irrigations. Jugement et appel des contestations, p.
Irrigations. Fonds soumis à la servitude d'aqueduc, p.
Irrigations. Fonds soumis à la servitude d'appui, p.
Irrigations. Fonds exemptés de la servitude d'aqueduc, p.
Irrigations. Fonds exemptés de la servitude d'appui, p.
Irrigations. Obtention de la servitude de conduite d'eau, p.
Irrigations. Obtention de la servitude d'appui, p.
Irrigations. Portée des lois de 1845 et 1847 relatives à l'irrigation à distance, p.
Irrigations. Réglementation de l'irrigation, p.
Irrigations. Réserve des lois relatives à la police des eaux, p.
Irrigations. Rizières, jardins, bois, prairies irrigués, p.
Irrigations. Terrain servant d'appui au barrage dont la valeur ne doit point entrer dans l'indemnité, p.
Irrigations. Sources servant à l'irrigation, p.
Irrigations. Usage des eaux de colature par le propriétaire du fonds assujetti à les recevoir, p. *Canaux, Fossé, Jet de terre* .

J.

Jet de terre pour le curage des fossés servant à la conduite des eaux pour l'irrigation, p.
Jet de terre des fossés riverains des grandes routes, p. *Fossé.*
Journalier. Voir *Gens de travail et de journée.*
Juge de paix. Action du propriétaire contre le fermier pour dégradations et pertes, p.
Juge de paix. Action en bornage, p.
Juge de paix. Action en indemnité du fermier contre le propriétaire pour non-jouissance du fait de celui-ci, p.
Juge de paix. Actions en payement de fermages, congé, résiliation de baux, expulsion des lieux, et en validité de saisie-gagerie, p.
Juge de paix. Action relative à la distance des plantations, p.
Juge de paix. Actions relatives aux gage et salaire des gens de travail, p.
Juge de paix. Action relative aux réparations locatives des fermes, p.
Juge de paix. Actions pour dommages aux champs, fruits et récoltes, relatives à l'élagage des arbres ou haies, et au curage des fossés et canaux, p.
Juge de paix. Action possessoire; - voir ce mot.
Juge de paix. Affirmation des procès-verbaux, p.
Juge de paix. Appel des sentences des juges de paix, p.
Juge de paix. Assistance des gardes champêtres et forestiers en recherche de délits, p.
Juge de paix. Attributions contentieuses, p.
Juge de paix. Attributions non contentieuses, p.
Juge de paix. Conciliation des parties, p.
Juge de paix. Dessaisissement des juges de paix en cas de contestation sur les titres et la propriété, p.
Juge de paix. Etablissement d'un gérant à l'exploitation en cas de saisie dans une ferme, p.
Juge de paix. Exécutoire pour frais d'échenillage, p.
Juge de paix. Nomination des experts en cas de demande de l'acheteur d'un animal malade, p.
Juge de paix. Ordre de tuer les bêtes à cornes marquées que l'on trouve sur les chemins ou dans les foires en temps d'épizootie, p.
Juge de paix. Ordre de vendre les bestiaux saisis en délit en cas de non-réclamation, p.
Juge de paix. Saisie de gibier en temps où la chasse est fermée, p.

L

Labour.
Labour. Anticipations commises par le labour, p.
Labour. Clandestinité et imprescriptibilité des anticipations commises par le labour, p.
Labour. Remboursement, par le propriétaire du sol qui bénéficie des récoltes, des frais de labour effectués par les tiers, p.
Labour. Reprise des terrains ou retour de raie, p.
Ladrerie.
Ladrerie. Est-ce un vice rédhibitoire? p.
Lapins de garenne.
Lapins de garenne. Acquisition, par le maître d'une garenne, des lapins qui d'un autre fonds passent dans sa garenne, p.
Lapins de garenne. Chasse dans une garenne peut constituer un vol, p.
Lapins de garenne. Dégâts causés par ces animaux; quand le maître de la garenne en est-il responsable? p. s 1251 et 1252.
Lapins de garenne. Etablissement des garennes, p.
Lapins sauvages. Voir *Animaux sauvages, Bêtes fauves.*
Limonage. Voir *Colmatage.*
Lin. Voir *Rouissage.*
Louage des animaux domestiques, p.
Louage Voir *Bail à cheptel.*
Louage des animaux et ustensiles aratoires pour la culture, p.
Louage des domestiques et des gens de travail agricole, p.
Louage Voir *Gens de travail.*
Louage des fonds ruraux, p.
Louage Voir *Bail à ferme, Bail à colonage partiaire.*
Louveterie. Battues dirigées contre les sangliers, p.
Louveterie. Bois des particuliers soumis aux battues de louveterie, p.
Louveterie. Lieutenants de louveterie; leurs droits et obligations, p.
Louveterie. Ordres et autorisations des préfets concernant les battues, p.
Louveterie. Permis de chasse n'est pas exigé des individus convoqués par l'autorité à une battue, p.
Louveterie. Primes pour la destruction des loups, p.
Louveterie. Surveillance et direction des agents louvetiers, p.

M.

Maire. Attributions des maires en matière de police rurale, p.
Maître. Affirmation des maîtres relativement aux gages et salaires, p. *Gens de travail* .
Maître. Coalitions, p.
Maître. Obligations résultant du louage des domestiques et gens de travail, p.
Maître. Responsabilité des maîtres pour les délits commis par leurs subordonnés, p.
Maître. Responsabilité des maîtres en matière forestière, p.
Maître. Responsabilité des maîtres pour les contraventions de roulage, p.
Mal caduc. Voir *Epilepsie, Vices rédhibitoires.*
Maladies anciennes de poitrine. Voir *Courbatures (vieilles), Vices rédhibitoires.*
Marais. Compétence en matière de desséchement de marais, p.
Marais. Conservation des travaux de desséchement, p.
Marais. Exécution du desséchement par l'Etat, p.
Marais. Exécution du desséchement par concessionnaires, p.
Marais. Expropriation du marais, p.
Marais. Fixation, préalable à l'opération, de l'étendue, de l'espèce et de la valeur des marais, p.
Marais. Mesures préalables aux travaux de desséchement, p.
Marais. Mesures à prendre durant l'opération, p.
Marais. Mesures postérieures au desséchement, p.
Marais. Nomination d'une commission, p.

Marais. Nomination d'un syndicat, p.
Marais. Nomination d'experts, p.
Marais. Plus-value estimée après l'opération et sa répartition, p.
Maraudage. Voir *Contraventions.*
Marchepied. Voir *Approvisionnement de Paris, Flottage.*
Marronnage. Voir *Usages forestiers.*
Métayage. Voir *Bail à colonie partiaire.*
Mines et minières. Exploitation forcée des minières, p.
Mines et minières. Propriété des mines, p.
Mines et minières. Servitudes imposées aux fonds qui les recouvrent, p.
Ministère
Ministère de l'agriculture, ses attributions en matière rurale, p.
Ministère de l'intérieur, ses attributions en matière rurale, p.
Ministère des finances, ses attributions en matière rurale p.
Ministère des travaux publics, ses attributions en matière rurale p.
Mitoyenneté présumée des clôtures, p.
Mitoyenneté présumée des murs, p.
Mitoyenneté présumée des fossés, p.
Mitoyenneté présumée des haies, p. os 126, 127 et 128.
Mitoyenneté présumée conventionnelle des clôtures, p.
Mitoyenneté présumée forcée des murs joignant l'héritage voisin, p. os 122 et 123;
Mitoyenneté présumée du barrage établi pour l'irrigation. - Voir *Barrage, Irrigations.*
Moisson. Voir *Ban, Récolte.*
Montrée. Voir *Etat de lieux.*
Mort-bois. Voir *Usages forestiers.*
Morve. Voir *Vices rédhibitoires.*
Mouton. Voir *Délits forestiers, Vices rédhibitoires.*
Mur. Voir *Abandon, Clôture, Mitoyenneté.*
Mutilation d'arbres. Voir *Délits ruraux, Délits forestiers.*

N.

Naizage. Voir *Etang.*
Navigabilité. Caractère d'un fleuve navigable, p.
Navigabilité. Déclaration et appréciation de la navigabilité, p.
Navigation. Indemnité, en cas de navigation établie à nouveau, payée aux riverains pour leur droit de pêche, p.
Navigation. Indemnité, en cas de navigation établie à nouveau, payée aux riverains pour le chemin de halage, p.

O.

Occupation (DROIT D'). Acquisition du fonds rural par l'accrue et le défrichement, p.
Occupation (DROIT D'). Appropriation des essaims d'abeilles, p.
Occupation (DROIT D'). Appropriation du gibier, p.
Occupation (DROIT D'). Appropriation du poisson de rivière, p.
Occupation (DROIT D'). Appropriation des varechs destinés à l'engrais des terres, p.
Occupation (DROIT D'). Appropriation des eaux pluviales tombées sur les chemins publics, p.
Occupations temporaires de terrains en cas d'exécution de travaux publics, p.
Occupations temporaires de terrains pour l'entretien et la confection des chemins vicinaux, p.
Ouvrier. Voir *Gens de travail et de journée.*

P.

Pacage. Servitude de pacage pour les animaux servant au transport du bois de l'approvisionnement de Paris, p.
Pacage. Voir *Délits ruraux et forestiers, Usages forestiers.*
Paille. Arrêtés municipaux relatifs aux endroits qui renferment des pailles, et ayant pour but de prévenir les incendies, p.
Paille. Voir *Feu, Incendie.*
Paille. Pailles des fermes, p.
Paille. Défense aux preneurs de terres louées de mettre paille sur paille ou de rechaumer, p.
Paisson ou panage. Voir *Porc, Usages forestiers.*
Parcours. Affranchissement d'un fonds par la clôture, p.
Parcours. Droit communal, p.
Parcours. Droit privé de vaine pâture, p.
Parcours. Exercice des parcours et vaine pâture, p.
Parcours. Extinction de la servitude, p.
Parcours. Voir *Porc, Vaine pâture.*
Passage. Acquisition et exercice de la servitude de passage sur le fonds d'autrui, p.
Passage. Contraventions de passage; voir *Contraventions.*
Passage. Droit de passage établi en faveur des marchands de bois de la provision de Paris, p.
Passage. Fonds riverains d'un chemin public impraticable assujettis au passage des voyageurs, p.
Passage. Passage accordé par la loi pour les fonds qui n'ont point d'issue, p.
Passage. Voir *Enclave, Puisage, Servitudes.*
Pâtre. Délits forestiers commis par les pâtres communaux, p.
Pâturage. Voir *Usages forestiers.*
Pêche. Acquisition du droit de pêche par prescription, p.
Pêche. Action possessoire en maintenue de la jouissance de la pêche, p.
Pêche. Cession du droit de pêche, p.
Pêche. Pêche à la ligne flottante, p.
Pêche. Pêche dans les cours d'eau, p.
Pêche. Pêche dans les canaux d'irrigation et de desséchement, p.
Pêche. Pêche dans les étangs ou réservoirs, p.
Pêche. Police et règlements de la pêche, p.
Pêche. Voir *Accessoires, Délits de pêche, Navigation.*
Pépinière. Jouissance des pépinières par l'usufruitier, p.
Pépinière. Règlements pour les pépinières destinées à fournir des plants pour les routes, p. *Produits agrestes.*
Permis de chasse. Voir *Bêtes fauves, Chasse, Gardes champêtre, forestier et particulier, Louveterie.*
Pigeons DE COLOMBIER. Acquisition, par le maître d'un colombier, des pigeons qui d'un autre passent dans le sien, p.
Pigeons DE COLOMBIER. Colombier faisant partie d'une ferme, p.
Pigeons DE COLOMBIER. Dénomination de volailles ne peut être donnée aux pigeons de colombier; conséquence, p.
Pigeons DE COLOMBIER. Droit de tuer les pigeons pendant le temps où un arrêté municipal ordonne la fermeture des colombiers, p. os 1247 et 1248.
Pigeons DE COLOMBIER. Etablissement des colombiers, p.
Pigeons DE COLOMBIER. Voir *Bail à cheptel, Gibier.*
Pigeons DE VOLIERE. Voir *Animaux domestiques.*
Pigeons SAUVAGES. Voir *Animaux sauvages.*
Phthisie pulmonaire. Voir *Vices rédhibitoires.*
Plantations. Acquisition, par le maître du sol, des plantations effectuées par des tiers, p.
Plantations. Acquisition, par le maître du sol, des plantations effectuées par lui avec des plants appartenant à des tiers, p.
Plantations. Action relative à la distance des plantations, p.
Plantations. Arrachement des plantations trop rapprochées du fonds voisin, p.
Plantations. Distance a observer pour la plantation des arbres et haies près du fonds voisin, p.
Plantations. Dessaisissement du juge de paix en cas de contestation sur la propriété ou sur les titres, dans l'action relative aux plantations, p.
Plantations. Plantations riveraines des grandes routes, p.
Plantations. Plantations riveraines des cours d'eau, p.
Plantations. Plantations trop rapprochées du fonds voisin maintenues par prescription, p.
Plantations. Terres incultes, dunes, montagnes mises en plantations; exemptions de l'impôt foncier, p. os 204, 205; p.
Plantations. Voir *Arbre, Contraventions, Délits ruraux, Elagage, Haie, Juge de paix, Produits agrestes.*
Poissons d'étangs ou réservoirs, p. *Délits ruraux* .
Poissons des cours d'eau, p.
Police rurale. Police administrative, p.
Police rurale. Police judiciaire, p.
Pommelière. Voir *Vices rédhibitoires.*
Porc. Droit de parcours et panage pour les porcs, p.
Porc. Porcs trouvés en délit dans les bois, p.

Porc. Vices rédhibitoires du porc, p.
Port. Servitude de port sur les fonds riverains pour les bois destinés à l'approvisionnement de Paris, p.
Possession. Caractères de la possession légale, p.
Possession. Possessions de bonne ou de mauvaise foi; leurs effets, p.
Possession. Voir *Accession (droit d'), Fruits.*
Possession. Privilége de la possession, quand, dans un bornage, il y a absence de titres, documents et signes pour fixer la ligne divisoire des fonds, p.
Possession. Voir *Cours d'eau non navigables.*
Possibilité. Voir *Usages forestiers.*
Préfet. Attributions de police en matière rurale, p.
Préfet. Règlements concernant les chemins vicinaux, p.
Prescription. Voir *Accrue, Bail à ferme, Chemins privés, publics, vicinaux et ruraux, Contraventions, Cours d'eau, Délits, Elagage, Enclave, Etang, Fruits, Gens de travail, Labour, Pêche, Routes (grandes), Servitudes, Source, Usages forestiers.*
Prestations en nature. Appréciation de cet impôt en argent, p.
Prestations en nature. Assiette de cet impôt, p.
Prestations en nature. Voir *Animaux aratoires, Gens de travail, Instruments d'agriculture.*
Prestations en nature. Compétence en cas de réclamation, p.
Procès-verbal. Affirmation, p.
Procès-verbal. Autorité des procès-verbaux en justice, p.
Procès-verbal. Compétence et caractère du rédacteur, p.
Procès-verbal. Voir *Gardes.*
Procès-verbal. Ecriture du procès-verbal, p. os 1521 et 1524; p.
Procès-verbal. Formalités substantielles, p.
Procès-verbal. Nullités dans la rédaction, p. os 1520 et 1522.
Procès-verbal. Port des insignes, p.
Procès-verbal. Procès-verbaux pour délits ruraux proprement dits, p.
Procès-verbal. pour délits forestiers, p.
Procès-verbal. Ratures, surcharges, interlignes, p.
Procès-verbal. Remise des procès-verbaux, p.
Production agricole. Voir *Production végétale, Production animale.*
Production animale. Voir *Animaux.*
Production végétale. Voir *Produits agrestes, Produits forestiers.*
Produits agrestes.
Produits agrestes. Caractère légal des produits agrestes attachés ou détachés du sol, p.
Produits agrestes. Distinction entre ces produits et les produits forestiers, p.
Produits agrestes. Récolte et moissons, p.
Produits agrestes. Saisie des produits agrestes dite saisie-brandon, p.
Produits agrestes. Vente et libre disposition des produits agrestes, p.
Produits agrestes. Voir *Arbre, Bans, Contraventions, Délits ruraux, Fruits, Glanage, Grains et céréales, Pépinières, Rizières, Tabac, Vente, Vignes.*
Produits forestiers. Voir *Bois et forêts.*
Propriété du fonds rural, p.
Propriété des clôtures, p. *Clôtures.*
Propriété du dessus et du dessous du sol, p. *Accession, Fouilles, Mines et minières.*
Propriété des eaux non-courantes, p. *Sources, Eaux pluviales;*
Propriété des cours d'eau, p.
Propriété des chemins, voir *Chemins vicinaux, ruraux, Routes (grandes), Voies agraires, etc.*
Propriété Exception de propriété soulevée dans une poursuite pour délit ou contravention, p.
Puisage. Servitude de puisage nécessitant le passage, p.
Puisage. Usage commun à tous pour les besoins journaliers de la vie, p.
Puits. Distance à observer pour l'établissement d'un puits près le fonds voisin, p.
Puits. Entreprise sur les eaux d'un puits motivant l'action possessoire, p.

R.

Rachat. Voir *Réméré, Servitudes, Usages forestiers.*
Racines. Extirpation des racines des plantations limitrophes lorsqu'elles avancent sur le fonds voisin, p. os 322 et 324.
Racines. Recepage des racines qui avancent sur les chemins ruraux, p.
Rage. Est-ce un vice rédhibitoire? p.
Rage. Mesures de police rurale administrative pour prévenir les accidents provenant de la rage, p.
Râtelage. Voir *Glanage.*
Récoltes. Opérations des récoltes ne doivent être interverties ou suspendues par aucune autorité, p.
Récoltes. Recueillement des récoltes du cultivateur absent ou infirme, p.
Récoltes. Voir *Accession, Actions, Action possessoire, Bail à colonie partiaire, Bail à ferme, Bans, Contraventions, Délits ruraux, Glanage, Produits agrestes, Roulage.*
Réconduction (TACITE). Voir *Bail à colonage partiaire, Bail à ferme, Gens de travail.*
Redevances en nature. Voir *Arrérages, Accessoires, Bail à ferme.*
Réintégrande. Voir *Action possessoire.*
Régime forestier. Voir *Bois et forêts.*
Règlement d'eau. Voir *Cours d'eau non navigable.*
Relais. Appropriation des relais des fleuves et rivières par les riverains, p. *Alluvions.*
Réméré. Pacte de réméré ou de rachat, p.
Réméré. Expulsion du fermier par l'acquéreur à pacte de rachat, p.
Rentes perpétuelles. Constitution et rachat de ces rentes, p.
Réparations. Voir *Actions, Bail à ferme, Chemin rural, Juge de paix.*
Reprise de terrains. Voir *Labour.*
Retour (DROIT DE). Stipulation de ce droit, p.
Rizières. Voir *Grains et céréales, Irrigations.*
Rouissage. Arrêtés des maires relatifs à cette opération, p.
Roulage. Colon partiaire transportant au domicile de son propriétaire la part afférente à celui-ci, p. os 575 et 576.
Roulage. Exemptions en faveur des voitures employées, dans certains cas, aux transports agricoles, p.
Roulage. Infractions aux règlements de roulage, peines et poursuites, p.
Routes (GRANDES).
Routes (GRANDES). Alignement le long de ces voies, p.
Routes (GRANDES). Domanialité, inaliénabilité, imprescriptibilité des grandes routes, p.
Routes (GRANDES). Essartement des rives, p.
Routes (GRANDES). Interdiction des fouilles sur le fonds riverain, p.
Routes (GRANDES). Plantations riveraines, p.
Routes (GRANDES). Routes nationales, départementales, stratégiques, p.
Routes (GRANDES). Servitudes qui résultent, pour le fonds rural, de leur proximité, p.
Routes (GRANDES). Voir *Chemin public, Curage, Eaux pluviales, Ecoulement, Fossés, Irrigations, J et de terre, Roulage.*
Routoirs. Voir *Rouissage.*
Ruche. Voir *Essaim d'abeilles.*
Rue. Arrêtés des maires relatifs à la propreté des rues, p.
Rue. Voir *Abreuvoir, Animaux domestiques.*

S.

Saisie-brandon. Exercice du privilége du propriétaire du sol sur les fruits pendants par branches et par racines, p.
Saisie-brandon. Formalités, p.
Saisie-gagerie. Action en validité, p.
Saisie-gagerie. Saisie du mobilier garnissant la ferme, p.
Saisie-revendication. Saisie du mobilier déplacé et des récoltes engrangées hors la ferme, p.
Sang-de-rate. Voir *Vices rédhibitoires.*
Semence. Chaulage des semences, p.
Semence. Frais de semence dus aux tiers, p.
Semence. Jet d'une semence nuisible, p.
Sentier, Sente. Voir *Bornage, Chemins d'exploitation, de servitude.*
Services fonciers. Voir *Servitudes.*
Serviteur. Voir *Gens de travail.*
Servitudes CONVENTIONNELLES.
Servitudes CONVENTIONNELLES. Action possessoire pour troubles apportés à l'exercice des servitudes, p.
Servitudes CONVENTIONNELLES. Destination de père de famille, p.

Servitudes CONVENTIONNELLES. Examen, au possessoire, du titre qui sert de fondement à une servitude discontinue, p.
Servitudes CONVENTIONNELLES. Prescription des servitudes, p.
Servitudes CONVENTIONNELLES. Services fonciers établis sur un fonds en faveur d'une personne, p.
Servitudes CONVENTIONNELLES. Servitudes continues ou discontinues, p. os 328 et 329;
Servitudes CONVENTIONNELLES. Servitudes apparentes ou non apparentes, p.
Servitudes CONVENTIONNELLES. Servitudes conventionnelles; acquisition, p.
Servitudes CONVENTIONNELLES. Servitudes conventionnelles; exercice, p.
Servitudes CONVENTIONNELLES. Servitudes conventionnelles; extinction, p.
Servitudes CONVENTIONNELLES. Titre acquisitif des servitudes discontinues ou non apparentes, p.
Servitudes CONVENTIONNELLES. Voir *Abandon, Accessoire, Brouillage, Champéage, Naizage, Parcours, Passage, Puisage, Usages forestiers, Vaine pâture.*
Servitudes D'INTERET PRIVE. Voir *Servitudes conventionnelles, légales.*
Servitudes D'UTILITE PUBLIQUE. Voir *Approvisionnement de Paris, Bois et forêts, Chemin public, Chemin vicinal, Cours d'eau, Etang, Extractions de matériaux, Fouilles, Mines et minières, Occupations temporaires de terrains, Parcours, Routes (grandes), Sources, Vaine pâture.*
Servitudes LEGALES. Voir *Appui, Barrage, Bornage, Conduite d'eau, Constructions, Ecoulement des eaux, Egouttement, Elagage, Enclave, Mitoyenneté, Plantations.*
Sociétés d'agriculture. Voir *Agriculture.*
Souhaitage. Voir *Animaux aratoires, Louage.*
Sources. Action possessoire pour trouble apporté à la jouissance des sources, p.
Sources. Action possessoire pour trouble apporté à la jouissance des sources, devenues nécessaires à l'usage des habitants d'une commune, p.
Sources. Droit des communes sur les sources lorsque l'eau leur en est nécessaire, p.
Sources. Invention d'une source sur le terrain assujetti à la servitude de conduite d'eau, p.
Sources. Jouissance des eaux de la source, p.
Sources. Voir *Accessoire, Eaux privées, Ecoulement, Fouilles, Irrigations.*
Subventions spéciales imposées pour l'entretien des chemins vicinaux aux exploitants de carrières et forêts, p.
Subventions spéciales. Voir *Chemin vicinal.*

T.

Tabac. Autorisation préalable nécessaire pour le cultiver, p.
Tabac. Culture pour l'approvisionnement des manufactures nationales, p.
Tabac. Culture pour l'exportation, p.
Tabac. Infractions aux règlements et prohibitions relatifs à cette culture, p.
Terres vaines et vagues. Attributions de ces terres aux communes, p.
Terres vaines et vagues. Exemptions de l'impôt foncier pour les terres vaines et vagues défrichées et plantées, p.
Terres vaines et vagues. Partage de ces terres situées dans l'ancienne Bretagne, p.
Terres vaines et vagues. Voir *Colmatage, Défrichement, Desséchement, Dunes, Marais.*
Tic sans usure de dents. Voir *Vices rédhibitoires.*
Torrents. Droits des riverains sur les torrents, p.
Torrents. Voir *Alluvion (droit d').*
Transports agricoles. Voir *Roulage.*
Travaux publics. Travaux de préservation contre le ravage des eaux, p.
Travaux publics. Voir *Expropriation, Extractions de matériaux, Fouilles, Occupations temporaires de terrains.*
Trouble. Voir *Action possessoire, Bail à ferme.*
Troupeau. Voir *Animaux domestiques.*

U.

Usage (DROIT D').
Usage (DROIT D'). Jouissance de l'usager, p.
Usage (DROIT D'). Usager ne peut demander le bornage, p.
Usage (DROIT D'). Voir *Action possessoire.*
Usages forestiers.
Usages forestiers. Acquisition des usages par la prescription, p.
Usages forestiers. Cantonnement, p.
Usages forestiers. Défensabilité, p.
Usages forestiers. Délivrance pour l'usage au bois, p.
Usages forestiers. Etendue des droits d'usage, p.
Usages forestiers. Exercice de ces droits pour l'usage au bois, p.
Usages forestiers. Exercice de ces droits pour l'usage au pâturage, p.
Usages forestiers. Extinction des usages, p.
Usages forestiers. Garde des troupeaux appartenant aux usagers, p.
Usages forestiers. Marronnage, affouage, bois d'étais, mort-bois, bois mort, etc., p.
Usages forestiers. Nécessité des usages pour une commune, p.
Usages forestiers. Pâturage, panage, paisson, glandée, p.
Usages forestiers. Possibilité de la forêt soumise aux usages, p.
Usages forestiers. Preuves de l'existence des usages forestiers dans les bois de l'Etat, p.
Usages forestiers. Preuves de l'existence des usages forestiers dans tout autres forêts, p.
Usages forestiers. Rachat des usages, p.
Usages forestiers. Revendication d'usages communaux, p.
Usages forestiers. Voir *Action possessoire, Arrérages, Vente.*
Usage local.
Usage local. Caractère et valeur des usages locaux, p. os 5, 6.
Usage local. Cas dans lesquels ils ont force de loi, p.
Usage local. Droit romain considéré comme usage local, p.
Usage local. Habitudes locales simplement tolérées, p.
Usage local. Observation des usages locaux relatifs aux bans de vendanges, p. os 918 et 919;
Usage local. Observation des usages locaux relatifs aux cours d'eau, p.
Usage local. Observation des usages locaux relatifs à la distance des arbres et haies plantés près du fonds voisin, p. os 314, 315;
Usage local. Observation des usages locaux relatifs aux glanage, grappillage, râtelage, chaumage, p.
Usage local. Observation des usages locaux relatifs aux suites du bail à ferme, p. os 417, 418; p. os 451 et 452; p. os 485 et 486; p.
Usage local. Observation des usages locaux relatifs aux suites du contrat de métayage, p. os 519 et 520;
Usage local. Observation des usages locaux relatifs aux suites du contrat de louage des domestiques et gens de travail, p. os 528, 531;
Usage local. Observation des usages locaux relatifs au parcours et à la vaine pâture, p.
Usage local. Observation des usages locaux relatifs à l'usufruit, p.
Usage local. Observation des usages locaux relatifs aux vices rédhibitoires du fonds vendu, p.
Usage local. Observation des usages locaux relatifs des animaux domestiques, p. os 1114 et 1115; p.
Usage local. Preuves de leur existence, p.
Ustensiles aratoires. Voir *Instruments.*
Usufruit.
Usufruit. Jouissance de l'usufruitier, p.
Usufruit. Voir *Action possessoire, Bornage, Usage local.*
Usurpations. Voir *Action possessoire, Anticipation, Cours d'eau, Labour.*

V.

Vacherie de l'Etat.
Vacherie de l'Etat. But de cet établissement, p.
Vaine pâture.
Vaine pâture. Servitude au profit des habitants d'une commune, p.
Vaine pâture. Servitude au profit des particuliers, p. *bis.*
Vaine pâture. Voir *Parcours, Servitudes conventionnelles.*
Varechs. Voir *Engrais.*
Vendanges. Voir *Bans.*
Vente d'animaux domestiques, p. *Animaux domestiques, Vices rédhibitoires.*
Vente de bâtiments d'exploitation rurale, p. *Vices rédhibitoires.*
Vente du bois provenant des usages forestiers; interdiction, p. *Usages forestiers .*
Vente de grains en vert, p.
Vente du fonds rural, p. *Fonds rural, Vices rédhibitoires.*
Vente de produits agrestes, p. *Produits agrestes.*
Vente publique volontaire de fruits et récoltes pendants par racines à terme ou au comptant, p.
Vices rédhibitoires EN CAS DE VENTE OU D'ECHANGE D'ANIMAUX DOMESTIQUES, p.
Vices rédhibitoires EN CAS DE VENTE OU D'ECHANGE D'ANIMAUX DOMESTIQUES, Absence de la garantie des vices rédhibitoires dans les ventes par autorité de justice, p.

Vices rédhibitoires EN CAS DE VENTE OU D'ECHANGE D'ANIMAUX DOMESTIQUES, Action résolutoire ou rédhibitoire, p.
Vices rédhibitoires EN CAS DE VENTE OU D'ECHANGE D'ANIMAUX DOMESTIQUES, Boiterie intermittente pour cause de vieux mal, p.
Vices rédhibitoires EN CAS DE VENTE OU D'ECHANGE D'ANIMAUX DOMESTIQUES, Cas où cesse la garantie des vices rédhibitoires, p.
Vices rédhibitoires EN CAS DE VENTE OU D'ECHANGE D'ANIMAUX DOMESTIQUES, Clavelée, p.
Vices rédhibitoires EN CAS DE VENTE OU D'ECHANGE D'ANIMAUX DOMESTIQUES, Contact de l'animal vendu avec des animaux atteints de la morve, du farcin, de la clavelée, p.
Vices rédhibitoires EN CAS DE VENTE OU D'ECHANGE D'ANIMAUX DOMESTIQUES, Cornage chronique, p.
Vices rédhibitoires EN CAS DE VENTE OU D'ECHANGE D'ANIMAUX DOMESTIQUES, Epilepsie ou mal caduc, p.
Vices rédhibitoires EN CAS DE VENTE OU D'ECHANGE D'ANIMAUX DOMESTIQUES, Etendue de la garantie des vices rédhibitoires, p.
Vices rédhibitoires EN CAS DE VENTE OU D'ECHANGE D'ANIMAUX DOMESTIQUES, Extension, diminution ou suppression de la garantie des vices rédhibitoires par la convention, p.
Vices rédhibitoires EN CAS DE VENTE OU D'ECHANGE D'ANIMAUX DOMESTIQUES, Farcin, p.
Vices rédhibitoires EN CAS DE VENTE OU D'ECHANGE D'ANIMAUX DOMESTIQUES, Fluxion périodique des yeux, p.
Vices rédhibitoires EN CAS DE VENTE OU D'ECHANGE D'ANIMAUX DOMESTIQUES, Formalités, opérations, rapport de l'expertise, p.
Vices rédhibitoires EN CAS DE VENTE OU D'ECHANGE D'ANIMAUX DOMESTIQUES, Hernies inguinales intermittentes, p.
Vices rédhibitoires EN CAS DE VENTE OU D'ECHANGE D'ANIMAUX DOMESTIQUES, Immobilité, p.
Vices rédhibitoires EN CAS DE VENTE OU D'ECHANGE D'ANIMAUX DOMESTIQUES, Maladies ancienne de poitrines ou vieilles courbatures, p.
Vices rédhibitoires EN CAS DE VENTE OU D'ECHANGE D'ANIMAUX DOMESTIQUES, Maladies contagieuses non dénommées dans la loi de 1838, p.
Vices rédhibitoires EN CAS DE VENTE OU D'ECHANGE D'ANIMAUX DOMESTIQUES, Morve, p.
Vices rédhibitoires EN CAS DE VENTE OU D'ECHANGE D'ANIMAUX DOMESTIQUES, Phthisie pulmonaire ou pommelière, p.
Vices rédhibitoires EN CAS DE VENTE OU D'ECHANGE D'ANIMAUX DOMESTIQUES, Pousse, p.
Vices rédhibitoires EN CAS DE VENTE OU D'ECHANGE D'ANIMAUX DOMESTIQUES, Renversement du vagin ou de l'utérus après le part chez le vendeur, p.
Vices rédhibitoires EN CAS DE VENTE OU D'ECHANGE D'ANIMAUX DOMESTIQUES, Restitution à effectuer à la suite de la résiliation de la vente, p.
Vices rédhibitoires EN CAS DE VENTE OU D'ECHANGE D'ANIMAUX DOMESTIQUES, Restitution motivée par la clavelée ou sang-de-rate, p.
Vices rédhibitoires EN CAS DE VENTE OU D'ECHANGE D'ANIMAUX DOMESTIQUES, Sang-de-rate, p.
Vices rédhibitoires EN CAS DE VENTE OU D'ECHANGE D'ANIMAUX DOMESTIQUES, Suites de la non-délivrance après le part chez le vendeur, p.
Vices rédhibitoires EN CAS DE VENTE OU D'ECHANGE D'ANIMAUX DOMESTIQUES, Suppression de l'action en réduction de prix, p.
Vices rédhibitoires EN CAS DE VENTE OU D'ECHANGE D'ANIMAUX DOMESTIQUES, Tic sans usure de dents, p.
Vices rédhibitoires EN CAS DE VENTE OU D'ECHANGE D'ANIMAUX DOMESTIQUES, Vente d'animaux destinés à la production, p.
Vices rédhibitoires EN CAS DE VENTE OU D'ECHANGE D'ANIMAUX DOMESTIQUES, Vente d'animaux destinés à la consommation et à la boucherie, p.
Vices rédhibitoires EN CAS DE VENTE OU D'ECHANGE D'ANIMAUX DOMESTIQUES, Vices rédhibitoires pour le cheval, l'âne et le mulet, p.
Vices rédhibitoires EN CAS DE VENTE OU D'ECHANGE D'ANIMAUX DOMESTIQUES, Vices rédhibitoires pour l'espèce bovine, p.
Vices rédhibitoires EN CAS DE VENTE OU D'ECHANGE D'ANIMAUX DOMESTIQUES, Vices rédhibitoires pour l'espèce ovine, p.
Vices rédhibitoires EN CAS DE VENTE OU D'ECHANGE D'ANIMAUX DOMESTIQUES, Vices rédhibitoires pour les espèces non dénommées dans la loi de 1838, p.
Vices rédhibitoires EN CAS DE VENTE DE BATIMENTS D'EXPLOITATION RURALE, p.
Vices rédhibitoires EN CAS DE VENTE DU FONDS RURAL, p.
Vigne. Plantation de la vigne, p.
Vin. Voir *Boissons.*
Voies agraires. Arbres, haies et fossés qui les bordent, p.
Voies agraires. Caractères distinctifs de ces voies, p.
Voies agraires. Clôture de celles de ces voies qui seraient dangereuses pour la vie des passants, p.
Voies agraires. Réparations de ces chemins, p.
Voies de communication agricole. Voir *Chemins privés, Chemins publics.*
Voiture. Voir *Délit forestier, Prestations en nature, Roulage.*
Vol. Voir *Délits, Crimes.*
Volailles. Abandon de volailles dans les champs, p.
Volailles. Dégâts causés par des volailles, réparations civile et publique, poursuites contre le maître, p. os 1222 et 1223.
Volailles. Droit qu'a le propriétaire de tuer dans son champ les volailles abandonnées, p. *Pigeons.*
FIN DE LA TABLE ET DU VOLUME.